



Chambre  
des Députés  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques  
n<sup>os</sup> 10 et 11 p. 09-66

Questions au  
Gouvernement p. 66-99

2023-2028

n°5



## Sommaire

Actualité parlementaire .....	p. 03-07
Nouvelles lois .....	p. 08-09
Séances plénières .....	p. 09-66
10 <sup>e</sup> séance du mardi 30 janvier 2024	p. 09-32
11 <sup>e</sup> séance du jeudi 1 <sup>er</sup> février 2024	p. 33-66
Questions au Gouvernement .....	p. 66-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
29/02/2024

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg





# Deux ans de guerre en Ukraine



M. Christophe Hansen (deuxième rangée, 3<sup>e</sup> à droite) a fait le déplacement jusqu'à Kyiv pour y rencontrer ses homologues dans le cadre de l'initiative parlementaire « United for Ukraine ».

## Un député à Kyiv pour les deux ans du début de l'agression russe

Le député Christophe Hansen a représenté le Parlement luxembourgeois à Kyiv les 23 et 24 février 2024 dans le cadre d'une initiative parlementaire dénommée « United for Ukraine », qui a rassemblé 26 Présidents et Vice-Présidents des commissions des affaires étrangères d'une vingtaine de pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le déplacement était hautement symbolique aux yeux de M. Hansen. « Il est important de manifester notre solidarité en ce 24 février. Il est primordial de faire preuve de notre soutien humanitaire et militaire et de montrer aux Ukrainiens que nous sommes de leur côté », a-t-il déclaré.

Le député a participé au voyage en sa qualité de Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région de la Chambre des Députés.

À Kyiv, les 26 parlementaires ont rencontré les représentants politiques clés de l'Ukraine, membres du Gouvernement et du Parlement. Ils ont notamment pu s'échanger avec M. Ruslan Stefanчук, Président du Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada.

« Nous sommes convaincus que la victoire de l'Ukraine est décisive pour garantir la sécurité de l'Europe et du monde entier. Tous les efforts nécessaires en termes d'assistance militaire, économique, politique et humanitaire doivent être fournis dans le but de permettre à l'Ukraine de gagner cette guerre le plus rapidement possible », ont affirmé les parlementaires dans une déclaration commune. « Jusqu'à présent, le soutien militaire des pays occidentaux a permis à l'Ukraine de ne pas perdre la guerre, mais n'a pas été suffisant pour lui permettre de la gagner. »

Dans leur déclaration, ils réclament également que l'Union européenne revoie son aide financière et militaire en faveur de l'Ukraine. Ils demandent par ailleurs à la communauté internationale d'intensifier les sanctions à l'encontre de la Russie et de faire avancer la mise en place d'un tribunal spécial pour poursuivre des crimes de guerre. Enfin, ils demandent à leurs gouvernements d'adhérer au plan de paix proposé par le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky.

Les parlementaires ont eu l'occasion de rencontrer des victimes qui ont été blessées en conséquence de la guerre lors d'une visite dans un centre de réhabilitation. M. Hansen y a eu l'occasion d'échanger avec des actifs de l'association luxembourgeoise de soutien LUKRAINE.

## « Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine »

Le jour du deuxième anniversaire de l'invasion russe en Ukraine, une marche solidaire a été organisée à Luxembourg-ville. Lors d'un discours sur la Place de Clairefontaine, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a réaffirmé le soutien indéfectible des Luxembourgeois aux Ukrainiens.

« Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine, indépendamment de la majorité en place », a affirmé le Président de la Chambre devant les membres de la communauté ukrainienne au Luxembourg et les représentants de l'association LUKRAINE, plusieurs députés et députés européens, des membres du corps diplomatique et des personnes manifestant leur solidarité.

« La guerre d'agression contre l'Ukraine est une attaque contre la démocratie. Nous allons lutter contre le fait que les gens s'habituent à la guerre ou se fatiguent de la guerre. C'est un objectif de la propagande russe, mais elle n'aura pas gain de cause », a assuré M. Wiseler. Le Président de la Chambre a rappelé que « la lutte des Ukrainiens n'est pas seulement une lutte pour l'Ukraine, mais également pour la démocratie, pour la liberté, pour les droits humains et pour nos valeurs ».



Le Président de la Chambre des Députés a exprimé son soutien au peuple ukrainien au nom des Luxembourgeois.

Retrouvez la déclaration commune (en anglais) de l'initiative parlementaire « United for Ukraine » en scannant le code QR suivant :



## Commemoratiounsdag fir d'Resistenz

Virun 80 Joer goufen 23 Lëtzebuurger Resistenzler am Konzentrationslager zu Hinzert an der Géigend vun Tréier ëmbruecht.

Am Kader vun enger Gedenkzeremonie de 25. Februar 2024 um nationale Commemoratiounsdag fir d'Resistenz huet de Chamberpresident Claude Wiseler beim Hinzertzer Kräiz eng Gerbe niddergeluecht a Schüler vum Atert-Lycée Réiden begéint.



© SIP/Claude Piscitelli

## Visite du Ministre arménien des Affaires étrangères



Le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, a été reçu à la Chambre des Députés dans le contexte du conflit opposant son pays à l'Azerbaïdjan.

Fin 2023, l'Azerbaïdjan a pris le contrôle de l'enclave arménienne Nagorny Karabakh en usant de la force. Plus de 106.000 Arméniens ont été contraints de fuir la région pour se réfugier en Arménie et les tensions du conflit restent d'actualité. C'est dans ce contexte que le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, était en visite à la Chambre des Députés le 14 février 2024, le même jour où l'Arménie a inauguré son ambassade au Grand-Duché.

« Nous soutenons l'Arménie par les moyens de la diplomatie parlementaire et nous partageons les mêmes valeurs » : c'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué l'invitation de la République d'Arménie qui avait déjà été en visite à la Chambre en janvier 2022. « Nous apprécions votre soutien », a répondu ce dernier, en soulignant que les jeunes démocraties auraient besoin de support et la situation en Ukraine montrerait bien les dangers qui existent.

Le Ministre arménien des Affaires étrangères a présenté la situation telle qu'elle se présente dans la région à l'heure actuelle. Selon lui, l'Azerbaïdjan ne montrerait pas de vraie volonté de paix et voudrait relier les deux parties de son pays par une route

traversant l'Arménie, sans respecter la souveraineté et l'intégrité arméniennes. Il aurait déjà violé les frontières et traité en envahissant le Nagorny Karabakh.

L'Arménie n'a pas été seule dans ses efforts pour accueillir les réfugiés ayant fui l'enclave, mais a trouvé du soutien auprès de ses partenaires internationaux, dont le Luxembourg. Selon le ministre, un rôle important incombe à l'Union européenne. Au moment de sa visite au Luxembourg, M. Mirzoyan venait de rencontrer le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, M. Josep Borrell, à Bruxelles. Lors de cet entretien, il avait été convenu que l'Union européenne et l'Arménie renforceraient leur partenariat.

Les prisonniers politiques arméniens retenus par l'Azerbaïdjan sont au nombre de 23, a encore précisé le Ministre arménien des Affaires étrangères. Il a par ailleurs regretté que la Russie, dont une force de maintien de la paix se trouve en Arménie, n'ait pas réagi aux agressions de l'Azerbaïdjan. « Nous sommes de votre côté », ont souligné plusieurs députés luxembourgeois.

Au mois de mai 2024, une délégation de la Chambre des Députés se rendra en Arménie en visite officielle sur invitation du parlement d'Erevan.

## Visite de travail du Premier ministre du Monténégro

### « Nous voulons rejoindre la famille européenne »

C'était le but affiché par le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli le 29 janvier 2024 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les députés se sont renseignés sur les avancées du Monténégro dans son processus d'adhésion à l'Union européenne. Le Premier ministre monténégrin a assuré aux députés que son pays a intégralement aligné sa politique étrangère et de sécurité sur celle de l'Union européenne.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a remarqué que le nom du parti politique du Premier ministre monténégrin exprime clairement son engagement européen avec la dénomination « Europe maintenant ». En effet, le Premier ministre a affirmé devant les parlementaires luxembourgeois que son pays dispose actuellement d'une majorité politique véritablement orientée vers les réformes nécessaires pour aboutir à son adhésion en tant que 28<sup>e</sup> État membre de l'Union européenne.

Les députés ont salué le plan ambitieux du Premier ministre visant à accélérer le processus d'adhésion de son pays à l'UE. Les députés et le Premier ministre monténégrin ont identifié des réformes prioritaires liées à l'État de droit, au fonctionnement des principales instances judiciaires ainsi qu'aux domaines de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Le Premier ministre a exprimé le souhait de les concrétiser avant la fin de l'année.

En réponse à la question d'un député concernant la position du Monténégro à l'égard d'éventuels changements dans les traités de l'UE, notamment en ce qui concerne la majorité ou l'unanimité pour les décisions au sein du Conseil, M. Spajić a souligné que le Monténégro soutient toutes les réformes de l'UE,

pourvu qu'elles soient avantageuses pour les citoyens européens. Dans ce contexte, le Premier ministre a insisté sur le fait que son pays aspire à rejoindre la grande famille européenne, partageant les mêmes valeurs, et à avoir également accès au marché unique européen. Il a souligné la volonté du Monténégro d'apporter une contribution positive à l'UE, sans être un « fauteur de troubles ».

#### Le Monténégro : un partenaire « fiable » pour l'UE

Au cours des discussions avec les députés, notamment sur les relations entre la Russie et le Monténégro, M. Spajić a souligné que, malgré d'importants investissements russes dans le secteur touristique, son pays a été le premier des Balkans à mettre en œuvre les sanctions à l'égard de la Russie et ceci sans solliciter d'aides financières de l'UE. Selon le Premier ministre, le Monténégro se positionne en tant que « partenaire fiable en ces temps difficiles ».

Les députés se sont encore intéressés à la volonté du Monténégro de réformer son système de santé et son régime des retraites. Dans ce contexte, le Premier ministre a mis en avant l'importance de « retenir les jeunes Monténégrins dans le pays » en leur offrant des perspectives. Il s'est par ailleurs réjoui de la réussite de l'intégration de la diaspora monténégrine au Grand-Duché, soulignant les liens forts entre les deux pays.

Un autre député a souhaité obtenir des informations sur les progrès du Monténégro en matière d'environnement et de développement durable. M. Spajić a précisé que son pays figure parmi les premiers au monde à avoir inscrit la protection de l'environnement dans sa Constitution. Il a ainsi souligné que la Constitution oblige le pays « à prendre en compte l'impact sur l'environnement », en admettant toutefois que le Monténégro doit encore surmonter des défis écologiques hérités de l'époque communiste,

notamment liés à une centrale thermique et aux mines de charbon. Le Premier ministre a exprimé sa volonté de décarboniser le pays et d'investir dans les énergies renouvelables, tout en reconnaissant que cette transition énergétique nécessitera probablement une dizaine d'années. Finalement, il a mis en avant que, malgré les défis, l'utilisation du charbon a contribué à maintenir l'indépendance énergétique du pays et à maintenir l'inflation basse, en particulier après l'agression russe en Ukraine et la crise énergétique qui en a résulté.



Le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.



## Visite de travail en République démocratique du Laos



*Les députés luxembourgeois ont pu visiter l'école hôtelière « The Academy », construite avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg.*

MM. Gusty Graas et Sven Clement ont accompagné le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Xavier Bettel, lors de sa visite de travail en République démocratique du Laos.

À Vientiane, M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que M. Sven Clement ont eu un échange de vues avec leurs homologues de l'Assemblée nationale du Laos, la « Sapha Heng Xat ».

deux parlementaires ont par ailleurs visité une série de projets soutenus par la coopération luxembourgeoise.

### Visite d'un site de déminage

Une des visites a été celle, particulièrement marquante, du site de déminage situé dans la région de Luang Prabang. Au Laos, environ un tiers des bombes larguées pendant la deuxième guerre d'Indochine n'ont pas explosé. Par conséquent, le Laos demeure le pays le plus gravement affecté au monde par la présence de munitions non explosées.

### Visite de projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise

Les députés ont également visité plusieurs projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise au Laos, axée principalement sur les domaines de la santé et du développement local. Ils se sont notamment rendus à l'hôpital Maria Teresa à Phonhong, au sein duquel ils ont pu voir différentes unités et discuter avec le personnel soignant. Cet établissement a été construit avec le soutien du Luxembourg.

À Vang Vieng, les deux parlementaires ont visité, conjointement avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le « Vientiane Province Technical College » et l'école hôtelière « The Academy ». Les députés ont profité de l'occasion pour s'entretenir avec le personnel et les étudiants.

## Traditionnelle Valentinsëmzuch an der Chamber

De 7. Februar 2024 si Verrieder vun der Gäertnerfederatioun (FHL) an d'Chamber komm an hunn de Membere vum Bureau an der Presidentekonferenz e Blummebouquet iwwerrecht.

Et war och eng Geleeënheet, fir d'Erausfuerrunge wéi och d'Besoine vun hirem Secteur virzedroen.



## Trois députés en mission d'observation électorale à Bakou

MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan du 7 février 2024, organisée par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE).

Les trois députés luxembourgeois ont fait partie des quelque 80 observateurs de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE envoyés en Azerbaïdjan pour l'élection présidentielle anticipée. Il s'agit de la dixième fois depuis 1995 que l'Assemblée parlementaire observe des élections dans ce pays.

Les journées des 5 et 6 février étaient consacrées à des sessions d'information et de formation. La véritable mission d'observation a débuté le 7 février. Les députés luxembourgeois ont été assignés aux alentours de la capitale Bakou.



### 5.000 parlementaires en mission d'observation électorale depuis 1993

Plus de 5.000 parlementaires de l'AP-OSCE ont observé quelque 170 élections depuis 1993, contribuant ainsi à établir l'OSCE en tant que modèle d'excellence en matière d'observation électorale. Le Luxembourg participe régulièrement aux missions d'observation des élections. Une délégation luxembourgeoise a récemment pris part à des missions d'observation électorale en Hongrie, en Serbie et en Ouzbékistan.

*MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan.*



## Aarbechtsvisitt vun enger Delegatioun vum wallounesche Parlament

Eng Delegatioun vun der Kommissioun fir Économie, Landesplanung a Landwirtschaft vum wallounesche Parlament ass den 13. Februar 2024 fir eng Entrevue mat Deputéierte vun der Landwirtschafts-, Ernährungs- a Wäibaukommissioun op Lëtzebuerg komm.

# Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



De gauche à droite: M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, Mme Stéphanie Weydert et M. Yves Cruchten

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie une nouvelle fois à Strasbourg du 22 au 26 janvier 2024 pour sa session d'hiver. M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Fernand Kartheiser, M. Paul Galles et Mme Stéphanie Weydert se sont déplacés à Strasbourg pour y représenter la Chambre des Députés.

La première partie de la session a été particulièrement riche en élections. Seul candidat à la présidence, M. Théodoros Roussópoulos, parlementaire grec, a été élu au poste de Président de l'assemblée par acclamation. Sa principale priorité pour l'année 2024 sera l'Ukraine et la reddition de comptes de la part de la Fédération de Russie. L'Irlandais Michael O'Flaherty a comptabilisé le plus de votes et endossera pour un mandat non renouvelable de six ans la fonction de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Les parlementaires ont par ailleurs élu en la personne de M. Stéphane Pisani un nouveau juge luxembourgeois à la Cour européenne des droits de l'homme. Il succédera à M. Georges Ravarani, qui au 1<sup>er</sup> mai 2024 atteindra l'âge limite de 70 ans.

## Contestation des pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise

Pour motif de non-respect du pays quant à ses engagements relevant de son adhésion au Conseil de l'Europe en 2001, la délégation de l'Azerbaïdjan s'est vu

contester ses pouvoirs à l'ouverture de la session. La contestation a fait l'objet d'un examen en commission de suivi et une résolution a été déposée décidant de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation. La séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le développement de la situation au Haut-Karabagh ou encore la non-invitation du Conseil de l'Europe à observer les prochaines élections sont quelques éléments substantiels de cette contestation. À ce titre, M. Yves Cruchten a souligné qu'il n'y avait pas eu le moindre progrès depuis les vingt dernières années. Le député luxembourgeois a appelé à voter en faveur de cette résolution parce que la crédibilité de l'assemblée était en jeu: les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les ONG se retrouveraient en effet dans une incapacité de travailler en toute liberté. Il a précisé que la porte du Conseil de l'Europe resterait ouverte, mais ces problèmes devraient être abordés par les autorités azerbaïdjanaises. La résolution a été adoptée par 76 voix contre 10 et 4 abstentions.

## L'avenir démocratique du Bélarus

En présence de Mme Sviatlana Tsikhanouskaya, leader de l'opposition du Bélarus en exil, l'APCE a voté en faveur de l'instauration d'une délégation représentative des forces démocratiques du Bélarus. Cette dernière aura la possibilité d'assister aux travaux des commissions et des réseaux de l'assemblée. Le député Paul Galles est intervenu à ce sujet en mettant en exergue trois points du rapport de son collègue Kimmo Kiljunen. Tout d'abord, il a mis le régime de Minsk devant sa propre responsabilité par rapport à ses crimes, entre autres celui des tentatives de russification de « la langue, de la culture et de l'identité bélarussiennes ». Ensuite, il a mis en avant le progrès de l'ancrage réseautique de l'opposition bélarussienne dans le Conseil de l'Europe par le biais d'un nouveau rapporteur général pour un Bélarus démocratique. Enfin, le parlementaire a souligné la nécessité de renforcer le soutien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour « toutes les aspirations démocratiques des Bélarussiens ». Il a d'ailleurs salué l'intention des forces démocratiques d'organiser des élections véritablement démocratiques en parallèle aux prochaines élections officielles au Bélarus.

## La sécurité des journalistes

Les poursuites-bâillons, communément appelées SLAPP (« Strategic Lawsuit Against Public Parti-

pation »), ont fait, avec les normes en matière de liberté des médias, l'objet d'un débat conjoint dans l'hémicycle. Lors des échanges, les parlementaires ont fait allusion à la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes lancée le 5 octobre 2023 à Riga. Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, est intervenu à ce sujet en regrettant la détention de journalistes, notamment en Azerbaïdjan et en Turquie, deux pays membres du Conseil de l'Europe.

Le parlementaire a déploré que « les droits à la liberté d'expression, à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes ne sont aucunement acquis » et qu'il était nécessaire de sensibiliser davantage sur ces droits. Il a encore dressé une illustration du paysage médiatique du Luxembourg, qui se positionne à la 20<sup>e</sup> place du dernier classement de Reporters sans frontières. Finalement, il a précisé que l'assemblée dispose d'un rôle normatif considérable, par le biais de la fonction de législateur national qu'endossent les élus dans leur État membre respectif.

Mme Octavie Modert a été élue Présidente de la Sous-commission des droits de l'homme. La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, à laquelle cette sous-commission est rattachée, participe à la procédure d'élection du Commissaire aux droits de l'homme ainsi que des membres du Comité européen pour la prévention de la torture.



## Entrevue mat der Verrieder in vun der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg

Eng méi déifgräifend Zesummenaarbecht tëscht der EU an der Chamber fir e bessere Suivi vun den EU-Dossieren, dat war den Haapttheema an der Entrevue tëscht der Verrieder in vun der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg Anne Calteux, dem Chamberpresident Claude Wiseler an dem President vun der aussepolitischer Kommissioun Gusty Graas.

D'Europäesch Kommissioun huet Verriedungen an allen Haaptstied vun de 27 EU-Memberstaaten.



Bureau intersessionnel de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

# Le point sur les différentes situations politiques francophones



*M. Mars Di Bartolomeo lors de son intervention sur le budget de l'APF*

La section du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a convoqué les membres du Bureau de l'APF à Bruxelles les 26 et 27 janvier 2024. M. Mars Di Bartolomeo est, en sa qualité de trésorier de l'APF, également membre du Bureau. Il s'agit d'un rendez-vous annuel au cours duquel le député luxembourgeois a présenté son projet de budget pour l'année à venir. Il a notamment insisté sur la pertinence, la nécessité et les résultats des missions de diplomatie parlementaire, ceci dans la perspective de s'impliquer dans des démarches de médiation politique internationale.

## Une situation financière saine

Comme à l'accoutumée, il revient au trésorier de présenter les comptes qui permettent à l'assemblée d'envisager « l'avenir avec sérénité et ambition ». M. Di Bartolomeo a souligné le support financier que peuvent apporter les sections sous forme de détachement de fonctionnaires. Dans ce contexte, il a rappelé que la Chambre des Députés a envoyé pour la première fois une agente à Paris pour une durée déterminée afin d'épauler le secrétariat général de l'assemblée. Pour ce qui est du budget, celui-ci est à la fois « ambitieux et réaliste ». En effet, les enjeux géopolitiques ont rendu nécessaire l'intensification ponctuelle des activités relevant de la diplomatie parlementaire.

## Le Gabon – une exception ?

L'assemblée est actuellement en train de revoir de fond en comble ses mécanismes de vigilance démocratiques, c'est-à-dire les outils dont disposent les parlementaires pour réagir aux diverses situations de crise à travers le monde francophone. À cet égard, le député luxembourgeois a insisté sur le fait que pour bien réagir, l'assemblée devrait se doter d'une certaine flexibilité. Or, selon lui, toute « flexibilité présuppose une veille permanente ». Actuellement, l'APF compte un total de sept sections suspendues : la Syrie, le Mali, le Tchad, la Guinée, la Tunisie, le Burkina Faso et Haïti. Le

Gabon, dernier État d'Afrique subsaharienne à avoir connu un coup d'État le 30 août 2023, ne figure pas parmi cette liste. En effet, à la suite de deux missions sur le terrain, l'APF préfère accompagner la transition du pays alors que les nouvelles autorités gabonaises ne sont pas reconnues par les instances géopolitiques régionales telles que la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Par rapport à cette non-reconnaissance, l'élu luxembourgeois a insisté sur le caractère transitoire de la situation politique actuelle dans ce pays d'Afrique centrale. Il a par ailleurs souligné l'importance de respecter l'implémentation du calendrier de la transition avec la tenue d'élections en août 2025. D'autres messages à retenir de son intervention ont été la non-légitimation de la junte au pouvoir ainsi que l'importance de la trajectoire démocratique et pacifique du pays.

Les membres du Bureau ont encore renvoyé en examen les demandes d'adhésion de l'Angola, de Chypre et de Pondichéry, ainsi que la demande de changement de statut pour la section andorrane à la commission politique. Un corpus législatif sur les changements climatiques a aussi été présenté. Il s'agit d'un recueil de lois et de bonnes pratiques, servant de sources d'inspiration aux États membres de l'espace francophone. Finalement, les parlementaires ont tenu un débat sur le sujet « Résister aux ingérences hostiles dans les démocraties francophones ».

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

# Échange sur la gouvernance économique et financière de l'UE

« Pour que l'Union européenne fonctionne, il faut la compétition qui stimule, la solidarité qui unit et la coopération qui renforce. » La Vice-Présidente du Parlement européen, Mme Dita Charanzová, a eu recours à cette citation de M. Jacques Delors, figure clé dans la construction européenne, pour ouvrir la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (SCEG).

Les députés nationaux et européens se sont donné rendez-vous les 12 et 13 février 2024 au Parlement européen à Bruxelles afin d'échanger sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.

La première journée de conférence était consacrée aux réunions en commission. MM. Fayot et Weidig ont participé à la réunion de la Commission des affaires économiques et monétaires, respectivement à la Commission des budgets. M. Weidig a notamment insisté sur la nécessité de respecter les traités européens. Il a encore remis en question le principe d'une dette commune européenne dans le contexte de « NextGenerationEU », le plan de relance européen de 2020. Il était, entre autres, question des perspectives nationales et européennes sur la façon dont le budget de l'UE peut réagir en temps de crise.

Le lendemain, les 129 députés présents se sont réunis à l'occasion de la séance plénière. Les investissements stratégiques et réformes en vue de renforcer le



*La délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la SCEG était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.*

potentiel de croissance de l'UE, l'avenir du marché unique de l'UE et la fiscalité étaient au cœur des discussions. M. Fayot a pris la parole pour mettre en avant l'importance du marché unique européen et la nécessité de lutter en permanence contre la fraude fiscale, un sujet auquel le Luxembourg a dédié un travail considérable.

Les thématiques abordées s'inscrivent directement dans le programme de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Concernant les affaires économiques et financières, elle entend, en effet, favoriser une réponse européenne efficace aux différents

défis auxquels les États membres doivent faire face. Cette priorité est en lien avec l'agression russe contre l'Ukraine et les incertitudes présentes sur le plan de l'économie internationale qui impactent directement l'avenir socio-économique de l'UE.

Chaque État membre exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois à tour de rôle. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, ce rôle est assumé par la Belgique, succédant ainsi à l'Espagne. Six mois plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet 2024, la présidence reviendra à la Hongrie.

Pendant sa présidence, le pays en question dirige les réunions du Conseil de l'Union européenne. Celui-ci réunit les ministres des États membres en fonction de leurs domaines de compétence. Il partage le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen.

La présidence est également revêtue d'une dimension parlementaire, c'est-à-dire que le parlement national du pays assurant la présidence devra prendre en charge l'organisation des cinq conférences interparlementaires européennes permanentes, dont fait partie la SCEG, et trois conférences sectorielles, avec la participation de députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des pays candidats à l'UE, d'observateurs et d'invités.

## Extension de la ligne de tramway

### 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

L'objet de la présente loi en projet consiste à autoriser l'État à participer au financement de l'extension du réseau de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich à hauteur de 90.000.000 euros correspondant à la valeur 1071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2022.

Jusqu'à présent, cinq différents tronçons ont fait l'objet d'une loi de financement et se trouvent actuellement soit en exploitation, soit en construction :

- Tronçon A : Stäreplaz-Étoile/Luxexpo (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon B : Gare Centrale/Stäreplaz (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon C : Lycée Bouneweg/Gare Centrale (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon D : Stadion/Lycée Bouneweg (mise en service durant 2024) ;
- Tronçon E : Luxexpo/Findel Aéroport (mise en service durant 2025).

Il est ainsi prévu de développer le réseau de tramway sur différents axes. Parallèlement au développement du plateau du Kirchberg et de la porte de Hollerich, deux extensions du tram y seront construites en fonction du développement des nouveaux quartiers : K2 et HO.

La ligne K2 s'embranchera sur la ligne existante à proximité de la station Rout Bréck-Pafendall, parcourt les quartiers existants du boulevard Adenauer, puis traverse les quartiers de Laangfur et Kuebeberg avant de rejoindre, via le boulevard Pierre Frieden, le pôle d'échange Luxexpo. La finalisation de l'ensemble du tracé est projetée pour 2033.

La ligne HO, également projetée à horizon 2033, s'embranchera sur la ligne existante après la station Gare Centrale au niveau de la rampe du pont Buchler, parcourt le quartier Nei Hollerich, croise la route d'Esch, puis se prolonge jusqu'à la Porte de Hollerich.

Le coût total de la construction des tronçons K2A et HOA s'élève à 135.000.000 euros, dont 90.000.000 euros seront financés par l'État, la partie restante incombant à la ville de Luxembourg.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/05/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

18/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01/02/2024

## Modification des dispositions du mandat d'arrêt européen

### 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dans l'objectif de se conformer aux conclusions de la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'infraction INFR(2022)2018 ouverte à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incorrecte en droit national de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI, le projet de loi sous rubrique vise à insérer un nouvel alinéa 2 à l'article 12 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne.

Dans une lettre de mise en demeure du 19 mai 2022, la Commission européenne a demandé au Luxembourg de présenter ses observations quant à la transposition incorrecte de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI. Dans le courrier précité, la Commission européenne estimait que le Luxembourg avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1<sup>er</sup>, et l'article 17, paragraphes 2 et 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI concernant les délais pour prendre une décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen ainsi qu'à ses

obligations d'informer sans délai l'autorité judiciaire de l'État qui a émis le mandat d'arrêt européen.

En réponse aux observations formulées par le Gouvernement luxembourgeois par lettre du 20 juin 2022, la Commission européenne a adressé un avis motivé au Grand-Duché de Luxembourg le 1<sup>er</sup> juin 2023, conformément à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'avis susmentionné constate que le Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1<sup>er</sup>, et de l'article 17, paragraphe 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI en transposant de manière incorrecte la possibilité de prolonger, dans certains cas, les délais pour statuer sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen ainsi que l'obligation ultérieure d'en informer immédiatement l'autorité judiciaire d'émission en indiquant les raisons ayant mené au retard.

Le constat de la transposition incorrecte de l'article 17, paragraphe 2, relatif aux délais d'adoption d'une décision sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen après le consentement de la personne recherchée à sa remise, a été retiré à la suite des observations formulées par le Luxembourg. Conformément à l'avis motivé susmentionné, le Luxembourg dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis pour prendre les mesures nécessaires afin de remédier aux manquements constatés par la Commission européenne. En cas de non-conformité à la décision-cadre dans le délai fixé, la Commission européenne pourrait saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours en manquement à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg.

La Commission européenne a donc recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen, afin de renforcer l'État de droit et les droits de la défense au Grand-Duché de Luxembourg. Par conséquent, le présent projet de loi vise à remédier aux manquements constatés.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

Rapporteur : M. Charel Weiler

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/01/2024

## Attaques contre les systèmes d'information

### 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Des systèmes d'information performants sont tout aussi indispensables à la liberté, à la sécurité et à la justice d'un État qu'à la lutte contre la cybercriminalité. Afin de garantir un niveau de protection adéquat des systèmes d'information des États membres de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil ont adopté en date du 12 août 2013 la directive 2013/40/UE relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil.

Au plan national, cette directive a été transposée par la loi du 18 juillet 2014 portant 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001, 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003, 3) modification du Code pénal, 4) modification du Code d'instruction criminelle, 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

La Commission européenne a toutefois constaté que le Luxembourg avait transposé de manière incorrecte l'article 9, paragraphe 4, notamment le point b), de la directive, lequel impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour que les infractions d'atteinte à l'intégrité d'un système d'information et à l'intégrité des données visées aux articles 4 et 5 de la directive soient passibles d'une peine maximale d'au moins cinq ans d'emprisonnement lorsqu'elles sont commises dans le cadre d'une organisation criminelle, qu'elles causent un préjudice grave ou qu'elles sont commises contre un système d'information d'une infrastructure critique.

Il a donc été recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen. De ce fait, ce projet



de loi prévoit ainsi d'inclure les circonstances aggravantes prévues par la directive, tout en y appliquant une sanction efficace, proportionnée et dissuasive. In fine, il appartient aux autorités judiciaires d'apprécier au cas par cas s'il s'agit ou non d'une circonstance aggravante.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023

Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/01/2024

## 10<sup>e</sup> séance

### Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 10  
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Communications** p. 10  
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Ordre du jour** p. 11  
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés** p. 11  
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Changements de composition de commissions parlementaires** p. 11  
M. Claude Wiseler, Président
- 6. Heure de questions au Gouvernement** p. 11  
**Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 11  
Mme Stéphanie Weydert | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures  
**Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**  
**Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**  
**Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 12  
M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar | M. Fernand Kartheiser | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur  
**Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 13  
M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures  
**Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** p. 13  
M. Tom Weidig | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme  
**Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 14  
M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
- Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre** p. 14  
M. François Bausch | M. Luc Frieden, Premier ministre
- Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 15  
Mme Carole Hartmann | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
- Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre** p. 15  
M. Sven Clement | M. Luc Frieden, Premier ministre
- Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 16  
M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
- Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 16  
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
- Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre** p. 17  
M. Mars Di Bartolomeo | M. Luc Frieden, Premier ministre
- 7. Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État** p. 17  
M. Fernand Kartheiser | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Fernand Kartheiser | M. le Premier ministre Luc Frieden
- 8. Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3** p. 18  
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth
- 9. Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires** p. 20  
Dépôt et exposé : Mme Sam Tanson  
Vote sur la résolution (adoptée)
- 10. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois** p. 20  
Exposé : M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Georges Engel et M. Meris Sehic) (dépôt des motions 1 et 2)  
Débat : Mme Françoise Kemp | M. André Bauler (dépôt de la motion 3) | Mme Liz Braz (interventions de M. Fred Keup) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Ben Polidori | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture (intervention de M. Fred Keup)

Motion 1 : M. Fred Keup | Mme Liz Braz | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. André Bauler | M. Marc Baum | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. André Bauler | M. Fred Keup

Vote sur la motion 3 (adoptée)

**11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne**

p. 30

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charel Weiler

Discussion générale : Mme Simone Beissel | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel

**12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil**

p. 31

Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach

Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

## 1. Ouverture de la séance

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel**, Vice-Premier ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëtzens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

### Communications du Président – séance publique du 30 janvier 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8349 – *Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées*

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024

8350 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2024

8351 – *Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires*

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, Mme Sam Tanson, Députée, M. Marc Spautz, Député, le 25/01/2024

8352 – *Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole*

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, Mme Sam Tanson, Députée, le 25/01/2024

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7807 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22/04/2021

Retrait du rôle des affaires : 24/01/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3011 – *Demande de pétition publique : Abolir la classe d'impôt 1a et le transfert vers la classe d'impôt 2*

Dépôt : Mme Amel Meftah, le 16/01/2024

3012 – *Demande de pétition publique : Retour à l'ancien plafond pour les chèques repas*

Dépôt : M. Frédéric Nicolas, le 16/01/2024

3013 – *Demande de pétition publique : Zusätzlicher Feiertag auch für Schulen wegen des Überschneidens von Christi Himmelfahrt und dem Europatag (9. Mai)*

Dépôt : M. Leo Spiridigliozzi, le 16/01/2024

3014 – *Demande de pétition publique : Méi Sécherheet a Schutz fir schwanger Fraen an engem Gesondheetsberuff oder Beruff mat kierperlecher Aarbecht! Dispensen direkt nodeems de Gynekolog eng Schwangerschaftsbestätigung ausgestellt huet*

Dépôt : Mme Nina Kliska, le 16/01/2024

3015 – *Demande de pétition publique : Interdiction des activités Auchan, qui soutient la Russie dans la guerre en Ukraine*

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024

3016 – *Demande de pétition publique : Interdiction de vendre des marchandises à la société Knaufl, qui sponsorise la Russie dans la guerre contre l'Ukraine*

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024

3017 – *Demande de pétition publique : Der Staat muss auch RTL1 finanzieren*

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 17/01/2024

3018 – *Demande de pétition publique : Einführung eines regelmäßigen Winterstreudiens mit Sand zwischen 4 & 7h morgens durch die Kommunen gegen eine monatliche Gebühr in den Wintermonaten verteilt auf alle Haushalte*

Dépôt : Mme Maria Tzanidakis, le 17/01/2024

3019 – *Demande de pétition publique : Avoir plus d'aide pour les enfants et adolescents qui souffrent de mobbing dans les écoles. / Avoir un droit, une loi pour que la souffrance des enfants se termine positivement. Égalité pour tous !*

Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 17/01/2024

3020 – *Demande de pétition publique : Vollständige Erstattung von Zahnimplantaten und Zahnbrücken durch die Krankenkasse*

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 18/01/2024

3021 – *Demande de pétition publique : Suppression/modification du plafond des chèques repas; removal/modification of meal voucher limits; Ewechhuelen/Ännerung vum Plaffong vun Iessensbongen*

Dépôt : M. Maxim Grauwmans, le 18/01/2024

3022 – *Demande de pétition publique : Classe d'impôt pour veufs*

Dépôt : Mme Sandrine Ferretti, le 19/01/2024

3023 – *Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinenschesche Staat / Reconnaissance de l'État palestinien / Recognition of the Palestinian state / Anerkennung des palästinensischen Staates*

Dépôt : M. Halid Karajbic, le 19/01/2024

3024 – *Demande de pétition publique : Man hat B-Führerschein seit Jahren, mit B-100, an der Grenze hört doch nicht alles auf. Wir sind Europa, was soll das? Man kann Quad fahren ohne Restriktionen, 3-Rad (piaggio) ohne Restriktionen, aber B-100 ist nach der Grenze nicht erlaubt. Man hat ja mit B-Führerschein genug Erfahrung. Es soll legalisiert werden*

Dépôt : Mme Danielle Streff, le 20/01/2024

3025 – *Demande de pétition publique : Pétition afin de pouvoir garder les urnes de défunts à la maison*

Dépôt : M. Thierry Roland, le 21/01/2024



3026 – Demande de pétition publique : Mietverträge

Dépôt : Mme Myriam Jung, le 21/01/2024

3027 – Demande de pétition publique : Le gouvernement luxembourgeois doit reconnaître l'État de Palestine et contribuer par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient, le plus vite possible

Dépôt : Mme Fatima Kurtic, le 21/01/2024

3028 – Demande de pétition publique : Suppression de la limite de 5 tickets/cartes repas par jour

Dépôt : M. Yann Wachowiak, le 23/01/2024

3029 – Demande de pétition publique : Le Luxembourg doit reconnaître la fibromyalgie comme une maladie réelle et handicapante

Dépôt : Mme Ann Clémentine Geismar, le 23/01/2024

3030 – Demande de pétition publique : Indemnisation des travailleurs sans possibilité de télétravail. / Entschädigung für Arbeitnehmer ohne Möglichkeit zur Telearbeit

Dépôt : Mme Sabrina Seyler, le 26/01/2024

3031 – Demande de pétition publique : Améliorer la visibilité des pétitions ouvertes en créant un système de notification automatisé

Dépôt : M. Eugenio Frisetti Carpani, le 26/01/2024

3032 – Demande de pétition ordinaire : Net gutt, dass Lëtzebuergesch op de Klasse 7<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> a 5<sup>e</sup> ofgeschaaft gouf

Dépôt : M. Loris Stankovic, le 25/01/2024

3033 – Demande de pétition ordinaire : Sécherheet, Mobbing, Lycéeën

Dépôt : Mme Thérèse Ricquier, le 24/01/2024

3034 – Demande de pétition ordinaire : Gegen die Subventionierung des Wohnungsbauprojekts in Altrier, wenn es den Abriss der ehemaligen Schule beinhaltet

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/01/2024

3035 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la mise en place d'un leasing social pour les voitures électriques au Luxembourg

Dépôt : M. Adnan Cindrak, le 27/01/2024

3036 – Demande de pétition publique : Méi Hëllef fir Fussballveräiner

Dépôt : M. Steve Seyler, le 28/01/2024

3037 – Demande de pétition publique : Primm fir Elektromobilitéit stoppen

Dépôt : M. Martin Ronck, le 30/01/2024

3038 – Demande de pétition publique : Un chemin piéton entre Sandweiler et la prison de Schrassig

Dépôt : M. Georges Bonkoua, le 30/01/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet de 17. Januar 2024 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Eierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: dem Här François Benoy, der Madamm Cécile Hemmen an der Madamm Josée Lorsché.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Den neien Eierendeputéierten eis Felicitatiounen!

(Applaudissements)

### 5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 8008, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun. An den Här Laurent Mosar ersetzt den Här Félix Eischen fir de Volet Economie.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 7966, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun.

An der Commission du Travail ersetzt den Här Georges Engel den Här Yves Cruchten.

An der Commission de l'Exécution budgétaire ersetzt d'Madamm Françoise Kemp den Här Maurice Bauer an den Här Félix Eischen ersetzt den Här Laurent Mosar.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

### 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 20 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Inneminister iwwert de Statut an de Congé politique vun de Buergermeeschteren, Schäffen a Conseilleren. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Här Inneminister eng Fro iwwert de Congé politique stellen. Een Objektiv am Koalitionsaccord war et, d'Gemengemandater, also déi vun de lokale Politiker, méi attraktiv ze gestalten. Mir wëssen alleguerten, datt op d'Kommunalpolitiker an deene

leschte Joren ëmmer méi Aarbecht duerkomm ass an dës ëmmer méi villfältig an usprochsvoll ginn ass.

Konkreet wollt ech dofir vun Iech wëssen, wéi eng Ännerungen Dir am Kader vum Congé politique, deen aktuell besteet, virgesinn hutt a wat Der wëllt aféieren. A wéini wäerten déi 40 Stonne Congé politique fir déi Buergermeeschteren a Buergermeeschtesche vun deene Gemengen, déi méi wéi 6.000 Awunner hunn, agefouert ginn, esou wéi dat am Koalitionsaccord virgesinn ass? A wéini wäert Der den Dialog mat de Gemengepolitiker sichen? Dat war och eppes, wat Iech um Häerz louch.

Des Weidere wéilt ech nach wëssen, wéi et ausgesäit a puncto Exemptioun vun de Cotisatiounen vun der Sécurité sociale, vun den Indemnitéiten a Jetons de présence vun de Gemengepolitiker, déi se kréie fir d'Verriedung an de Gemengesyndicater oder an anere Verwaltungsgréit vun aneren Entitéiten, wou se am Kader vun hirem Gemengemandat sätzen. Sinn Iech do Schwiergekeete bekannt? A wéi wëllt Der dergéint virgoen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Fir d'éischt och der Madamm Weydert merci fir déi Fro. An op dëser Plaz, an ech mengen, do kann ech am Numm vum ganzen Haus hei schwätzen, e grouse Merci fir den Asaz vun alle Gemengepolitiker, déi sech dagdeeglech an der Gemeng fir d'Wuel vun de Bierger a Biergerinnen asetzen.

Déi viregt Regierung hat e Projet vun engem Règlement grand-ducal deponéiert den 22. Juli 2022, wou schonn eng Rei Adaptatiounen beim Congé politique fir d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, bei de Conseillere vu Gemengen iwwer 20.000 Awunner virgesi waren, wéi och de Contingent, dat heescht déi Stonnen, déi ee kann ënnert dem Schäfferot verdeelen, fir zum Beispill a Syndicater ze siegieren, vun 9 op 15 sollt eropgesat ginn.

An der Regierungserklärung, am Accord de coalition steet, datt bei Gemenge vu 6.000 Awunner un, de Congé politique op 40 Stonnen eropgesat soll ginn. Dat géif 18 Gemenge betreffe wéi zum Beispill Dikrech, Jonglënster oder Nidderaanwen.

Fir d'Prozedur ze accelerieren, hunn ech decidéiert, de Projet vum 22. Juli zrëckzezéien. En neie Projet wäert ech an de Regierungsrot erabrénge, wou déi Modifikatiounen drakommen, déi déi viregt Regierung virgesinn huet, plus de Congé politique op 40 Stonnen eropzesetze fir Gemenge vu 6.000 Awunner un.

Et ass och vun der viregter Regierung e Projet de loi schonn deponéiert ginn, och am Juli 2022, wou et ënner aneren ëm de Statut vum Élu local geet an och ëm d'Deontologie. Hei war virgesi ginn, datt de Congé politique soll anescht genannt ginn, nämlech „décharge pour activités politiques“. Ech si mat där Expressioun, Denominatioun, net d'accord. Mir wäerte beim Congé politique bleiwen. Mir waarden elo op den Avis vum Staatsrot an da wäerte mer do zu dësem Projet déi néideg Amendementer erabrénge.

Betreffend Är Fro iwwert d'Exemptioun vun der Cotisation sociale op den Indemnitéite respektiv de Jetone vun de Membere vum Schäfferot a vum Gemengerot sinn ech amgaang, mat der Ministesch fir d'Sécurité sociale en Text auszuschaffen, fir datt mer déi Exemptioun aféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | An dann nach zum Schluss wëll ech soen, datt ech am Laf vun dësem Joer wäert den Tour duerch d'Land maachen an déi véier Bezirker, mam Syvicol zesammen, fir mat de Gemengen aus deene verschiddene Bezirker en Dialog ze féieren, wéi mer hinne kënnen weider Hëllefstellung ginn a wéi mer kënnen och besonnesch d'Situatioun vun den Élus locaux an och wéi se mat eis, mam Ministère, an Zukunft zesammeschaffen, wäerte kënnen verbessern.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Innenminister Merci.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 21 vum Här Franz Fayot, zur Fro Nummer 22 vum Här Laurent Mosar an zur Fro Nummer 23 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Reprochë géint d'UNRWA-Mataarbechter am Kader vun den Hamas-Attentater vum 7. Oktober. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

– **Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

– **Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Et ass ze begreissen, dass de Commissaire général vun der UNRWA, dem UNO-Flüchtlingswierk fir Palästinenser am Noen Osten, direkt eng intern Enquête opgemaach huet zu den Accusatiounen, déi eng zwoelf Mataarbechter betreffen, déi bei den Attacke vum 7. Oktober vun der Hamas solle matgewierkt hunn an dës och direkt suspendéiert huet.

Nawell stelle sech eng Rei Froen an dësem Kontext. Éischtens stellt sech d'Fro vun der Verhältnisméissegkeet, wann elo enger Organisatioun wéi der UNRWA solle Finanzementer gestrach ginn, wëssend, dass d'UNRWA aktuell déi bei Wäitem wichtegst humanitär Organisatioun a Gaza ass, déi ëmmer nach mat 3.000 Mataarbechter ronn 2 Milliounen Mënschen a schlémmste Konditiounen tant bien que mal iwwer Waasser hält. Dëst gétt och vun der UNRWA selwer a vun der UNO ënnerstrach.

Zweetens si mer hei ëmmer nach am Beräich vu Behauptungen, déi nach net bewise sinn an déi laut engem Artikel an „Associated Press“ vum 29. Januar aus engem israeleschen Dokument ervirginn, dat net onofhängeg confirméiert konnt ginn. Wann een déi laangjäreg Tensioone kennt tëschent Israel an der UNRWA, da muss een dat hei also insbesonnesch an deem extreem ugespaanten aktuelle Kontext an och géint de Background vun der Decisioun vun der Internationale Geriichtshaff mat ganz vill Virsicht kucken.

Dofir meng Froen un Iech, Här Ausseminister, wëssend, dass Lëtzebuerg e laangjäregen a verlëssleche

Partner vun der UNRWA ass, dass mer e Cadre pluriannuel hu mat der UNRWA an dass mer och, mengen ech, per capita ee vun den Haaptdonateuren si vun där Organisatioun: Ass Ären Tweet vum 28. Januar effektiv esou ze deiten, dass Lëtzebuerg säi pluriannuelle Finanzéierungskader mat UNRWA géif suspendéieren oder souguer stoppen, wann aus der Enquête géif eng Implikatioun vun e puer Mataarbechter an den Attacke vun der Hamas vum 7. Oktober ervirgoen?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. An d'Wuert huet elo den Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Fayot huet schonn de Kontext gesat, soudatt ech et ganz kuerz kann halen.

Ech wollt awer zousätzlech zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, mech op en Artikel referéieren, dee gëschter Owend oder de Moien am „Wall Street Journal“, wat jo awer eng ganz seriös Zeitung ass, erschéngen ass, wou dervu rieds geet, datt et sech hei net nëmme géif ëm zwoelf Mataarbechter handeln, mee datt et sech kéint ëm bis zu 10 % vun de ganzen Effektive vun UNRWA handeln. Dat wär natierlech nach eng ganz aner Envergure wéi déi, déi elo mol um Dësch läit.

Ech mengen, ech si mam Här Fayot d'accord, fir ze soen: Hei spillt natierlech eng Présomption d'innocence. Nach muss een awer wëssen: Wann dat déi Ausmoossen hätt, wéi dann elo dee „Wall Street Journal“ do behaupt, da géif dat effektiv méi wéi ëm eng Dose Leit goen an da géif sech effektiv d'Fro stellen, wéi et hei virugeet.

Dofir och meng Froen, déi änlech si wéi déi vum Här Fayot. Mir hunn och de Moie schonn den Ausseminister an der zoustänneger Kommissioun héieren, wou en eis gesot huet, wat do am Moment d'Positioun vun der Regierung wier. Eis a mech géif et awer och interesséieren, sollt sech erausstellen, datt do effektiv grav Dysfonctionnementen wieren – fir et mol net aneschter ze qualifizéieren –, wat och d'Positioun vun der Regierung wier, an, pour le reste natierlech och, wéi mir mat deenen Hëllef, fir déi mer eis engagéiert hunn, och mëttel- a laangfristeg wäerten ëmgoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar. An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Wann een als Drëtter schwätzt, dann huet een alt dee Virdeel, datt een net alles muss widerhuelen.

Ech wollt awer d'Regierung e bësse méi wäit féieren an dëser Diskussioun ronderëm d'UNRWA, well mer jo och an der Vergaangenheet schonn ëmmer erëm Problemer hate mat dëser Organisatioun. Ech wëll just drun erënneren, datt se – anescht wéi d'UNHCR zum Beispill – aner Reegelen huet fir d'Definitioun vun engem Refugié.

Et ass a Palästina, an där Géigend, ierflech – an anere Géigenden op der Welt net! Mir schwätzen haut bei deene jonken Däitschen, deenen hir Grousseltere vläicht aus Osteuropa verdriwwen goufen, net méi vu Refugiéen. A Palästina gétt dat anescht gehandhaabt. Dofir ass dat emol e Problem, deen och an der Politik ëmmer rëm diskutéiert gétt: Ass et iwwerhaupt legitim, Leit als Refugié ze bezeichnen, deenen hir Grousseltere verdriwwen goufen?

Dat Zweet ass, datt bei der UNRWA ëmmer rëm Schoulbicher-Problemer opgedacht sinn: antisemitesch an antisraaelesch Inhalter. Elo goufe Puzzele fir

Kanner fonnt mat Iwwerfall op Israel an esou weider. Och do muss een ëmmer soen, an dat ass net nei, datt mer am Kader vun der UNRWA ëmmer rëm Problemer hate mat Antizionismus, Antisemitismus.

Mir hate souguer de Problem, datt an UNO-Infrastrukturen am Gazagebiet, a Schoulen notament, och an deene leschte Jore scho Waffe fonnt goufen, an dat och ëmmer nees thematiséiert gouf. Et ass also absolutt keen neie Problem, och wann dat hei elo an enger Dimensioun ass, déi mer bis elo net kannt hunn.

D'Lëtzebuurger Regierung bezitt awer virun, während vill anerer vun eise Partner an Alliierten dat net méi maachen. D'Vereenegt Kinnekräich, Däitschland, d'USA, Australien, Kanada, Frankräich, Japan, Éisträich, Italien, Finnland an anerer hunn opgehale ze finanzéieren – mir maachen et virun.

Ass dat sënnvoll? D'Regierung seet: „Jo, well et ass wichtig déi Leit humanitär ze ënnerstëtzen.“ Dorunner zweifelt kee Mënsch, a mir bestëmmt och net, mee et gétt och aner Organisatiounen: de Rouden Hallefmond ... An et kéint een och der UNHCR déi Verantwortung fir déi Regioun iwwerdroen, déi elo am Abléck am Kompetenzberäich vun der UNRWA läit.

Et gétt also Alternativen. An d'Fro un d'Regierung ass ganz kloer: Solle mer net op Alternativen zu der UNRWA zréckgräifen? A brauche mer iwwerhaupt eng UNRWA, wann et jo eng UNHCR gétt?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci deenen dräi Orateuren, déi elo just d'Wuert ergraff hunn.

D'Fro ... – ganz kloer: Jo, mir brauchen eng UNRWA! Déi Fro stellt sech net, ob een eng UNRWA brauch oder net. Mir hunn hautdesdaags eng 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen. An ech muss Iech soen, dass dat déi Hëlleforganisatioun am Fong ass, och wann et eng Agence ass, déi awer all Dag kuckt, dass Soin-de-santéen, Educatioun an och Iesswueren, am Moment, ukommen. Dat heescht, d'Fro, ob een d'UNRWA brauch oder net: Am Moment ass et ...

An ech wëll just drun erënneren, dass et eng Agence ass, déi all dräi Joer frësch bestëmmt gétt! Dat ass e „provisoire qui dure, qui dure, qui dure“, well am Moment och nach keen anere kapabel ass, déi Aarbecht, déi d'UNRWA iwwerhëlt, do och ze iwwerhuelen.

Jo, bei deenen 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen, sinn, „selon les informations“ vun israelescher Säit, eng Rëtsch vu Leit, déi bedeelegt gewiescht wieren un der Attacke vum 7. Oktober. An et ass den Här Lazzarini selwer, deen als Kommissär erausgaangen ass a gesot huet: „Mir müssen direkt Konsequenzen dorauer zéien.“

Ech kann Iech soen: Fir ons Lëtzebuurger Regierung wëlle mer och déi Enquête ofwaarden. An am Fong hu mer déi selwecht Positioun wéi d'Kommissioun.

Den Här Fayot huet eis gefrot, ob mer géifen ophalen oder net. Mir waarden op d'Enquête, bis déi fäerdeg ass –, wat eben d'Envergure ass, wat fir Konsequenzen ze zéie sinn, an dass och d'Impunitéit net dierf hei op eng Kéier zielen an dass déi Leit, wa se eppes gemaach hunn, och musse bestrooft ginn, an dat mat strofrectleche Moyenen.

Mir hunn Engagementer geholl mat der UNRWA. Mir kéinte selbstverständlech soen: „Elo hale mer



op vun haut op muer, der UNRWA egal wéi eng Hëllef ze ginn.“ Et si jo verschidde Länner, déi dat esou ugekënnegt hunn. Ech kann Iech just soen, dass mer risquéieren, eng Crise alimentaire – mais aiguë! –, ze kréien an der Gazasträif, wou d'Leit net nëmme wéinst Rakéiten ëm d'Liewe kommen, mee well se näischt méi z'essen hunn. D'UNRWA sinn déi, déi sech am Moment drëms këmmere, dass iwwerhaapt och Iessen an déi Géigend kënn.

D'Regierung huet Engagementer geholl. Do si Pluri-annuellen – ech mengen, den Här Fayot weess et, well e se och selwer ënnerschriwwen huet –, déi geholl gi sinn. Mir wëllen do am Moment näischt drun änneren. Mir wëllen awer och elo net méi maachen, wéi dat, wat elo virgesinn ass. Mir wëssen, dass verschidde Länner sech elo net méi engagieren an dass da bei der UNRWA wäert och e Choix ze treffen sinn an e Manque ka kommen.

Mir waarde bis déi Enquête fäerdeg ass op jidde Fall. Mee „on continue les engagements que l'on a pris“. Do gëtt näischt gestoppt. Mee wa bis d'Enquête gemaach ass, wäert d'Regierung och zesammen déi Decisiounen huelen, déi néideg sinn. Ech wëll just soen, dass bei deenen 30.000 Leit a bei där ganzer Hëllef, déi elo geschitt ass, een net eng ganz Organisatioun och dofir ka condemnéieren.

Wann hei Schëlleger sinn, sollen déi zur Rechenschaft gezu ginn. Mir sollen awer och net vergiessen, dass et hei drëms geet, deenen Äermsten an deenen, déi am schwächste sinn, an dëser Region vun der Welt och e bëssen Hëllef ze ginn. A gleeft mer: Ouni déi hätte mer nach aner Desasteren. A mir risquéieren, nach méi Onstabilitéit ze kréien, wann et d'UNRWA net méi géif ginn!

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 24 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vun de Pensiounsfonge vun de Gemengebeamten. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass jo en oppent Geheimnis, dass d'Pensiounskeess vun de Gemengebeamten an de Gemengengestaltten zënter Joren eng Rei Problemer kennt. D'Schéier zwëschen deenen, déi Pensioun kréien, respektiv de Cotisatiounen, déi ass ëmmer méi auserneegaangen. 2011 ass zum Beispill nach 1,80 Aktiven op ee Pensionnaire komm. 2022 war dat nach 1,43. An et gëtt och gerechent, dass bis zum Joer 2026 en Defizit vu 87,7 Milliounen wäert entstoen.

Bis elo waren d'Haaptrecetten 8 % vun de Bruttoléin, déi opgehuewe ginn als Cotisatioun. Dat war jo deemools op Basis vun deem Gesetz aus dem Joer 1999. Den Här Wolter ass elo net heibannen, deen hätt dat nach besser kënnen ënnersträchen. An d'Gemengen hunn 20,3 % an de Staat 14,7 % bäigedroen.

Elo sollen déi Tauxe jo progressiv bis d'Joer 2026 op 50 % cumuléiert ugehewe ginn. An d'Gemenge goufe jo och iwwer eng Circulaire ministérielle vum 26. Oktober informéiert, dass den Taux fir d'Joer 2024 fir d'Gemenge schonn op 28,01 % gehewe gëtt an de staatleche Fong op 20,28 %. Dobäi muss ee jo och wëssen, dass déi 20,28 % direkt vum Fong „dotation communale“ ofgezweigt ginn.

Dowéinst wollt ech an deem Kontext e puer Froe stellen. Ech ginn och ganz éierlech zou: Déi Zuelen hunn ech aus engem Artikel vum „Lëtzeburger Wort“ gëschter. Duerfir déi éischt Fro natierlech, ob Dir dat kënn confirméieren, ob déi Situatioun, esou, wéi se do geschriwwen gëtt, tatsächlech der Wirklechkeet och entsprécht.

Wa jo: Wéi kann dann elo mëttel- bis laangfristeg awer dee Problem do geléist ginn? Besteet net awer och d'Gefor, an ech denke virun allem un eng Rei méi kleng Gemengen, dass déi awer elo vläicht iwwerlaascht gi mat deenen zousätzleche Cotisatiounen.

Dann ass och monéiert ginn an deem Artikel – an ech kucken do op de President vum Syvicol, dee weess dat besser wéi ech –, dass an deem Verwaltungsrot vun der Pensiounskeess kee Vertrieeder vun de Gemengen dran ass. An, ech mengen, véier Assuréé sinn dran, an dräi vum Inneministère genannte Beamten. An d'Fro, déi sech awer effektiv do opdrängt: ob net awer vläicht och d'Gemenge solle gegebenefalls an deem Verwaltungsrot vertruede sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Graas. An dann huet den Inneminister d'Wuert fir d'Äntwert.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Här Graas fir dës Fro. Ech wëll hei ganz kloer soen, dass d'Pensioun wäerte weider bezuelt ginn an dass déi garantéiert sinn. Mir mussen awer, opgrond vun der politescher Inaktivitéit vun de leschten zéng Joer, eis mat der Fro auserneeetzen.

*(Interruptions)*

Vläicht zu den Zuelen, Här Graas. Den Defizit, dee virgesinn ass fir 2025, läit bei 73,4 Milliounen. 2026 géif e bei 82,8 Milliounen leien an 2027 bei 95,2 Milliounen. Wa mer näischt géife changéieren, da missen d'Gemengen elo fir 2024 – dat muss se jo maachen – 28,01 % bäisteieren, 2025: 28,75 %, 2026: 29,56 %, an 2027: 30,56 %.

Jo, et gëtt am Fong net méi genuch Beamten, fir an déi Pensiounskeess ze cotiséieren. Duerfir dréit de System net méi esou wéi fréier. D'Gemenge stellen och ëmmer méi Employés communaux an oder souguer Employés oder Salariés à tâche intellectuelle. Vill Fonctionnaire sinn an de leschte Joren och an d'Pensioun gaangen. An duerfir wëll ech eng Taskforce opstellen, wou Vertrieeder aus dem Interieur, aus dem Finanzministère, aus dem Syvicol, aus der Pensiounskeess an aus de Gewerkschaften dra sinn, fir eis Gedanken ze maachen – och well generell ëmmer méi finanziell Laaschten op d'Gemengen zoukomme mat hire villen Attributiounen, déi se hunn –, fir deen do Problem kënnen ze léisen.

Ech wëll och, dass de Syvicol Vertrieeder am Verwaltungsrot vun där Mutuelle huet. Dir hutt et richtig gesot: Dat ass bis dato net de Fall. Ech fannen dat net normal. An ech denken, dass mer, wa mer alleguer do um selwichte Strang zéien, och kënnen eng konkret Léisung fannen, fir deem do entgéintzewirken.

Ech kann Iech haut net konkret soen, wat déi verschidden Optiounen sinn. Bei mir an der Beaumontsgaass schaffe mer elo drun. A wéi gesot, déi Taskforce huet dann als Missioun, dat do och ze begleeden.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 25 vum Här Tom Weidig un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert déi industriell Produktioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, no den Zuele vum Statec, déi gëschter verëffentlecht gi sinn, ass d'Industrieproduktioun zu Lëtzebuerg d'lescht Joer staark erofgaangen ëm bal 6 %, méi wéi an deene meeschten anere Länner. A Frankräich ass se awer ëm bal 1 % geklommen.

Duerfir hunn ech dräi kuerz Froen un Iech. Éischtens: Firwat ass d'Produktioun zu Lëtzebuerg esou staark gefall, och par rapport zu anere Länner? Zweetens: Wësst Dir, firwat dass d'Produktioun a Frankräich souguer eropgaangen ass par rapport zu anere Länner? Ass et wéinst de méi bëllegen Energiepräisser? An drëttens: Wéi gesitt Dir d'Entwécklung an den nächsten zwee Joer?

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister.

**M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmoos, Här Weidig, fir déi Fro. Jo, d'Zuele vum Statec sinn erauskomm an et ass e ganz wichtege Indicateur fir d'Regierung, fir ze gesinn, wéi den Developpement vun der Industrie hei zu Lëtzebuerg ass. Mir gesinn, dass mer an der ganzer Eurozon eng Diminutioun vun der Aktivitéit an der Industrie hunn. Mir schwätzen hei vu ronn minus 3 %. Zu Lëtzebuerg ass se méi héich mat ronn minus 5,9 %.

Et gëtt eng Panoplie vun Ursachen, déi dat dote mat sech bréngen. Ech mengen, natierlech ass d'Aktivitéit an der Baubranche e ganz wichtege Volet dovun, well déi Materialien, déi produzéiert ginn, natierlech, och wa se net ofkaf ginn, en Impakt hunn op d'Produktioun. Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass eisen Ökosystem vun der Industrie hei zu Lëtzebuerg en Tissu ass, dee relativ kleng ass. Mir hate verschidde grouss Industrien, déi zu engem gewëssene Moment net produzéiert hunn d'lescht Joer, well se zum Beispill en neien Uewe kruten, wat doduerch dann och mat sech bruecht huet, dass do déi Zifferen erofginn.

Wat awer berouegend ass, feststellen, dass ass, dass den Emploi an der Industrie stabil bliwwen ass, d'nämmlech wéi d'Valeur ajoutée a Chiffres absolut stabil bliwwen ass, an dat net nëmme iwwert déi lescht zwee, dräi Joer, mee iwwert déi lescht zéng Joer. Natierlech, prozentual par rapport zum PIB gesäit een, well aner Secteuren eropgaange sinn an d'Industrie stabil bliwwen ass, dass d'Industrie do prozentual gesinn ofhëlt par rapport zu der Valeur ajoutée, zum Rächtum vum Land. Wéi gesot, berouegend ass awer, feststellen, dass den Emploi an d'Chiffre absolu stabil bliwwen.

Grad dofir ass et wichteg, dass déi Mesüeren, wéi mer se als Regierung am Koalitionsaccord festgehalten hunn, och schnellstméiglech ëmgesat ginn. Sief et d'Simplification administrative, fir dass mer och muer eng Industrie 2.0 hunn, där mer hëllef en Wee vun der Dekarbonisatioun am Sënn vun der Recherche et développement natierlech, awer och am Sënn vum grénge Stol oder vun anere Mesüeren, déi ëmgesat ginn, fir kënnen eis Industrie an deenen nächste Joren nach fit ze maachen, dass mer och iwwermuer nach eng Industrie hei zu Lëtzebuerg hunn.

*(Interruption par la présidence)*

Hydrogeen: e ganz wichtege Volet, wou mer och musse virukommen, net nëmme mat eiser Strategie,

mee ze gesinn, wéi mer den Hydrogeen eiser Industrie kënnen zur Verfügung stellen, fir dass mer d'Industrie vu muer och nach kënnen hunn.

*(Interruption par la présidence)*

Déi héich Energiepräisser bréngen natierlech mat sech, dass verschidden Industrien och hei zu Lëtzebuerg hir Produktioun gedrosselt, also erofgesat hunn. Dofir gesi mer déi Zuelen do och. Dat ass eng vun de weideren Erklärungen dozou. Awer och d'Energieproduktionsbetreiber fale mat an déi Kategorie vun der Industrie, vu dass mer do eng Diminutioun hunn, wat och nach eng Kéier Repercussiounen op déi Zuelen huet, ...

*(Interruption par la présidence)*

... wéi se vum Statec presentéiert gi sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Ech weess, dass et eng wichteg Fro war, dofir e weíneg méi Zäit, fir se ze beäntweren, well et ass schwiereg, esou vast Froen a véier Minuten hinzekréien. Dat lücht jiddwerengem an.

An déi nächst Fro ass dann d'Nummer 26 vum Här Christophe Hansen un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussehhandel iwwert d'Verlängerung vun de kommerzielle Virdeeler, déi der Ukrain duerch d'EU accordéiert goufen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Wéi Der wéssst, ass um Conseil européen nächsten Donneschden e Punkt um Ordre du jour, wou et ëm en Hëllefspak fir d'Ukrain geet, deen awer leider vun engem eenzege Land en otage geholl gëtt. Dat ass regrettable. Mee trotzdeem muss mer eis Hëllef un d'Ukrain weiderféieren. Dofir gouf et an der Vergaangenheet eng Handelsliberalisatioun. Dat heescht, d'Tariffer sinn ofgebaut ginn op enger ganzer Rëtsch Produkter, déi an d'Europäesch Unioun zollfräi oder mat engem minimiséierten Zoll kënnen erakommen.

D'Kommissioun huet elo proposéiert oder wäert proposéieren, déi Handelspreferenzen ze verlängeren. Dat ass, mengen ech, richtig esou. Meng Fro dozou, Här Bettel: Wéi ass d'Lëtzebuerg Positioun zu deem Dossier, zu där Verlängerung? Dat ass déi éischt Fro. An déi zweet Fro wär: Dat huet natierlech och en direkten Impakt op eis landwirtschaftlech Produkter. Mir wëssen, dass an den Nopeschlänner d'Bauern op d'Strooss ginn, an, ech mengen, och mat Recht. Dat heescht, och an deem dote Pak muss mer virgesinn, dass mer gewësse Sauvegardé fir eise Secteur agricole virgesinn. Wat schwieft Iech do vir, wat mer missten an deem Pak virgesinn, fir och eis Landwirtschaft ze schützen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hansen. An dann huet den Ausseminister d'Wuert. Här Ausseminister.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci dem Här Hansen fir déi Fro, déi e gestallt huet iwwer tatsächlech favoriséiert Accorden, déi d'Europäesch Unioun zesumme mat der Ukrain hat. Well op där enger Säit hu se Krich, mee op där anerer Säit muss se eng Ökonomie hunn, déi nach iergendwéi

e bësse fonctionéiert. A virun allem d'Exportatiounen vun der Ukrain bei der EU sinn och 2022 am Verglach zu 2021 ëm 15 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dass et och schonn en Impakt hat.

Déi Libératiounsmesüre si bis 2023 och verlängert ginn an dann nach ee Joer bis de 5. Juni 2024. Dir wéssst, Ungarn, Polen an och d'Slowakei hunn unilateral Restriktiounen geholl vis-à-vis vun ukraineschen Importer, eeben och fir déi Concurrence, déi si als „déloyale“ bezechent hunn, do kënnen ze bremsen. Mir solle wëssen, dass mer och Lëtzebuerg Interëten an der Ukrain hunn. Dat heescht, et ass och an eisem Interêt, dass an der Ukrain d'Ökonomie iergendwéi nach probéiert, ech wëll net soen, gutt ze fonctionéieren, mee ze iwwerliewen, fir dass, wann eng Kéier de Krich bis fäerdeg ass, net alles vun Null nees muss ugefaange ginn.

Bei Är Fro: Am Moment ass de Gros vun deem Export, dee gemaach ginn ass, op Zocker, op Kären, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, an och op Poulet. An do muss ee soen, dass et lo net an direkter grousser Konkurrenz ass mat der Lëtzebuerg Landwirtschaft. D'Kommissioun ass amgang, ze kucken, eeben an deem neien Text den Equiliber ze fanne vis-à-vis vun enger Concurrence, dass se net soll „déloyale“ ginn, an eeben och vis-à-vis vum Marché européen, net dass mer do eng Situatioun kréien, déi duerno ganz schwéier gëtt, fir de Baueren hei an Europa ze erklären.

An Dir wéssst jo schonn, dass mer keng einfach Momenter hei an den Nopeschlänner an och hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, hunn. An dowéinst, mengen ech, ass et wichteg, dass een do de richtigen Equiliber fénnt an net seet, dass et engem egal ass. Well och wa mer d'Ukrain mussen ënnerstëtzen, dierfe mer net vergiessen, dass mer hei mussen oppassen op d'Landwirtschaft an och d'Zukunft vun onser Landwirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Ausseminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 27 vum Här François Bausch un den Här Premierminister iwwert de Logementsdësch. Här Bausch.

**– Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre**

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass esou, dass déi hei Regierung, wéi iwwregens schonn déi sechs Regierunge virun där hei Regierung, deklaréiert huet, dass d'Logementspolitik eng grouss Prioritéit soll gi fir dëst Land. An ech wënschen dann där hei Regierung méi Succès wéi deene sechs Regierunge virun, dass se och do reusséiert.

An deementspriedend war dat jo och ganz grouss ugekënnegt gi beim Accord de coalition. De Premierminister huet souguer gesot, hie géif dat e bëssen als Chefsaach ugesinn, dass hei eng Reussite kënn. An do ass e groussen Dësch ugekënnegt ginn, e sougenannte „Logementsdësch“, deen da soll stattfannen, an zwar relativ zügeg. Dee sollt opgebaut ginn op bilateral Sëtzunge virun, fir dass déi dat solle virbereeden.

An duerfir hunn ech eng Rei Froen un de Premierminister als deen, dee jo dat zur Chefsaach gemaach huet. Éischtens emol: Déi bilateral Sëtzungen, hunn där scho stattfonnt oder hunn nach keng stattfonnt? Ech hu mer d'Méi gemaach, op de Registre vun den Entrevü vum der Regierung kucken ze goen, an ech war e bëssen iwwerrascht, well ech hu gesinn, dass

an der Period 2023–2028 keng eng – keng eng! – Reunioun bis elo agedroen ass vun der Regierung. Or, de Regëster an d'Gesetzgebung, also den Text, deen d'Regierung sech selwer ginn huet, gesi vir, dass déi an engem gewëssenen Delai – ech mengen, et si sechs Wochen, wa meng Erënnung elo gutt ass, wou d'Regierung Zäit huet, dass anzedroen – mussen agedroen ginn.

Also duerfir ass meng Fro: Hat d'Regierung nach keng Entrevuen entre-temps, déi an Zesammenhang mat legislative Prozesser waren, déi se hätt do missen adroen? Wann der awer solle gewiescht sinn – Dir sidd nach ëmmer an der, wéi soll ech soen, Gedold vun den 100 Deeg dran –, da géif ech Iech bieden, dass nozehuelen an an Zukunft awer méi dorobber opzepasst, dass déi Saachen ageschriwwen ginn. Mee da kënn Der eis elo mol matdeelen, wat fir Entrevuen dass scho waren.

An da wollt ech wëssen, virun allem well ech do e bësse widderspëchlech Saachen héieren hunn a leschter Zäit oder net kloer genuch Saachen héieren hunn a letzter Zäit vu verschiddenste Ministeren: Ass nach ëmmer esou e grouse Renten ...

Pardon, e Rentendësch kënn jo och nach.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dee kënn och nach!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... e grouse Logementsdësch geplangt, wéi dat sou virgesi war, wéi dat deklaréiert ginn ass, oder fénnt dat elo alles just bilateral statt? Well et ass jo en Dossier, wou mer gär alleguer zesumme séier weiderkommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet de Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Merci, Här President. Ech géif dem Här Bausch gäre soen, dass selbstverständlech dat, wat mer am Regierungsprogramm ugekënnegt hunn, och no aacht, néng Wochen, wou d'Regierung am Amt ass, nach ëmmer alles richtig ass.

Ech mengen net, dass ech gesot hunn, ech géif dat zu enger „Chefsaach“ erklären, well et ass eng kollektiv Aarbecht vun der Regierung, fir dass mer hei an deem Logement virkommen. An duerfir hu mer och eng Rei Saache gemaach. Ech hu gesot: Éier mer déi national Reunioun iwwert de Logement maachen, mécht et Sënn, dass déi Moosnamen, déi mer am Koalitionsaccord festgehalen hunn, vun de Fachministere mat enger Rei vun Interlocuteurs duerchdiskutéiert ginn.

Déi Reunionen hunn zu engem groussen Deel stattfonnt an déi zoustänneg Ministeren – Wirtschaft, Finanzen, Logement, Interieur –, déi soe mer och, dass déi Saachen ageschriwwen goufen oder géifen ageschriwwen ginn. Ech hunn dat selwer net verifiéiert. Dat sinn iwwregens Reegelen, déi jo an deene leschte Joren eréischt komm sinn. Ech hat där Reunionen bis elo nach keng, mee et ass e gudder Rappel, Här Bausch, fir ze kucken, ob déi Saachen agedroen gi sinn. Mee ech gesinn op der Regierungsbänk, dass dat op d'mannst ënnerwee ass, fir gemaach ze ginn. Déi éischt Äntwert ass also: Jo, déi Reunionen hu stattfonnt.

Déi zweet ass, dass mer eng national Logementsreunioun tëscht dem 20. an dem 29. Februar maachen, bei där d'Intentioun ass – an déi Lëscht ass elo net onbedéngt exhaustiv –, dass d'Gemengen, d'Bauhandwierk, d'Banken, déi Hypothekarkreditor ginn, an de Staat drun deeluelen. Do geet et drëm, d'Ëmsetzung vun deem, wat mer als Koalitioun wëlle maachen, ze kucken. Wéi kréie mer dat schnell



ëmgesat? Well do brauch een eng Rei Acteuren, déi net un der Regierungsbildung deelgeholl hunn.

Dat Drëtt, dat ass, datt mer, well mer wëssen, datt Urgence ass, net nëmmen am Logement, mee och am Bau, muer a spéitstens déi Woch duerno eng Rei Moosname fiskalescher Natur an der Regierung wäerten decidéieren an eng Rei vun Aidë fir d'Leit, déi wëllen eppes kafen oder lounen, fir deenen ënner d'Äerm ze gräifen, fir datt mer erëm Schwong an dee Wunnengsbau kréien, fir souwuel d'Baukris, déi do ass, wéi d'Logementskris, déi do ass, kënne méi schnell, esou schnell wéi méiglech e bësse méi kleng ze maachen. An do wäerte mer Iech an deenen nächsten Deeg, souwuel d'Chamber wéi d'Effentlecheit, driwwer informéieren, wa mer déi Decisiounen da geholl hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 28 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Terrainen an d'Ariichtungen, déi vun de Scouten an enger Gréngzon benotzt ginn. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Här Minister, vill Scoutschaleten a Scoutssitte leien hei zu Lëtzebuerg an enger Gréngzon. Duerch déi generell Restriktiounen, déi et awer gëtt, fir Constructiounen ze maachen oder och verschidden Aktivitéiten an enger Gréngzon ze hunn, hu mer do, wat och d'Scoutsliewen ugeet, u sech eng gewësse Grozon.

Wéi ass dat aktuell geléist? Mir hunn de Misärshaff vun der FNEL am Norden, wou eng Konventioun ass, fir do de Camping ze bedreiwen. De Site, deen ass och als Monument national klasséiert. Mir hunn eng änlech Prozedur aktuell och zu Iechternach lafen, wou och esou eng Klasséierung soll kommen. Et ass awer och, hunn ech gesinn, an enger Stad wéi Esch, wou an dem PAG eng spezifesch Zone de loisirs fir Scoutsaktivitéite geschaf ginn ass, wou dann am Fong iwwert de PAG verschidden Aktivitéiten zougehooss sinn an deenen Zonen.

An dann ass och d'lescht Joer am Juli nach eng Modifikatioun vun dem Gesetz iwwert d'Protection de la nature virgeholl ginn, wou eng Rei Vereinfachunge komm sinn, déi ënner anerem zouloossen, dass och energieetesche Sanéierung gemaach ginn an der Zone verte, dass zum Beispill en Daach kann ënner verschiddene Konditiounen ausgebaut ginn oder Securisationsmesure kënne geholl ginn.

D'Fro un Iech: Wéi gesitt Dir generell d'Constructiounen oder Aktivitéiten op Scoutssitte respektiv bei Scoutschaleten, déi an enger Zone verte leien? Sidd Der eventuell schonn a Kontakt mat enger FNEL oder enger LGS, fir iwwert dese Sujet ze schwätzen? Wa jo: Wat ass bei deenen Diskussiounen erauskomm? Wann net: Hutt Der virgesinn, fir esou Kontakter opzehuelen? A wär et vläicht eng Iwwerleung, fir hei eng Approche commune ze fannen, fir vläicht eng global Léisung fir déi verschidde Scoutssitten, déi mer an enger Zone verte hunn, ze fannen?

Villmoos merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Ëmweltminister d'Wuert. Här Ëmweltminister.

**M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Villmoos merci och der Madamm Hartmann fir hir Fro. Fir d'éischt: Nee, ech hunn nach net mat de Scoute geschwat, weeder mat der FNEL, nach mat der LGS. Mee dat wäert ech awer maachen. Dat steet och nach op menger Lëscht vu ganz villen Acteuren, déi nach ze gesi sinn.

Ech sinn awer frou, datt Der trotzdeem de Sujet hei thematiséiert, well wéi dat neit Naturschutzgesetz 2018 agefouert ginn ass, hu sech speziell eeben d'Scoute ganz vill Froe gestallt. Mee vun der viregter Regierung ass jo och mat hinne geschwat ginn an et ass versicht ginn, och do esou mol an enger éischter Phas eng pragmatesch Approche ze fannen, andeems esou Richtlinnen, FAQs, erstallt gi sinn.

An déi Richtlinnen, déi soe verschidde Saachen. Déi loosse verschidde Saachen dann och do zou. Zum Beispill gëtt et en FAQ fir Ëmweltpedagogesch Gruppenaktivitéiten an der Natur. An dat ass eeben zesumme mat de Scouten erstallt ginn an dat gesäit eebe bestëmmte Richtlinie vir, wéi zum Beispill fir Terrainen an der Gréngzon. Do leet deen FAQ kloer fest, datt keng Geneemegung néideg ass fir Aktivitéite vu maximal dräi Nuechten um Terrain vu Scoutshomen.

Bei den Installatiounen, do gëtt preziséiert bei deene Richtlinnen, datt keng Geneemegung néideg ass fir déi typesch kleng Installatiounen, déi just fir eng definéierten Zäitspan opgericht ginn an net fest verschrauft sinn. An a Fäll vu grouse Campe recommandéiert en, all d'Constructiounen an der Gréngzon – alles, wat Kichen, Sanitäranlagen ass – mat unzefroen an och geneemegen ze lossen.

Gebaier a fix Installatiounen an der Gréngzon: Et ass jo esou, wéi Der gesot hutt: Vill Scoutsheemer si mëttlerweil am Perimeeter klasséiert. Vereenzelter awer leien nach an der Gréngzon, well se en e bësse méi isoléierte Standuert hunn. Gebaier an der Gréngzon, gradesou wéi fix Installatiounen, falen ënner d'Artikelen 6 a 7 vun dem Naturschutzgesetz.

D'Scoute sinn hei och eng privat Organisatioun an ënnerleien de selwechte Reegelen an der Gréngzon wéi all aner Acteur och. Mee bestoend legal Constructiounen an der Gréngzon dierfen no de Krittäre vun Artikel 7 och nei opgericht a vergréissert ginn. An zu deem Artikel 7, do gëtt et iwwregens och Richtlinnen, déi eenzel Fäll solle klären. Et ass awer net méiglech, duerch Konventiounen fir d'Scouten aner Reegelen an der Gréngzon festzeleeë wéi fir aner Acteuren och.

Zesumme mat de Scouten ass eng Lëscht gemaach ginn, fir fir si prioritär Sitten ze definéieren, wou och an Zukunft déi grouss a reegelméisseg Aktivitéite solle stattfannen. A fir déi zwee wichteg Sitten, Neihaischen a Misärshaff, sinn zesumme Léisunge fonnt ginn, entweeder duerch e Klassement am Bauperimeeter oder duerch Erstellung vun ofgestëmten Autorisatiounen am Waasser- an Naturschutzberäich.

Wéi gesot, ech gesi se an da kucke mer eeben zesumme vläicht nach, wéi mer kënne méi eng pragmatesch oder méi eng global Approche do fanne par rapport zu deene spezifeschene Attenté respektiv Situatiounen, déi si nun emol hunn am Kader vun deem Naturschutzgesetz.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Ëmweltminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 29 vun Här Sven Clement un den Här Premierminister iwwert den Avis juridique, deen d'Heeschen téschent 7.00 an 22.00 Auer an der Stad verbit. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Heescheverbuet deelt am Moment den Exekutiv- an de Justizpouvoir. Dat ass de Minimum, deen ee soe kann. Vertrieeder vun der Justiz hunn an de leschte Woche kloer gesot, datt fir si de Punkt vum allgemengen Heescheverbuet net méi am Code pénal steet. Vill Deputéierter aus der Oppositioun deelen déi Meenung, deelen déi Liesaart. D'Regierungsmemberen an d'Deputéiert aus der Majoritéit hunn eng aner Positioun.

D'Argumenter sinn ausgetosch, d'Positiounen verhäert an awer ass keng Léisung, déi engem Rechtsstaat wierdeg ass, fonnt ginn. Et seet een ëmmer: „Nul n'est censé ignorer la loi.“ An dat ass richteg a wichteg esou. Mee wat steet dann am Gesetz? Mir sinn eis net eens.

Den Executif ass sech net eens mat der Justiz, de Legislateur ass sech och net eens an et traue kee sech, e positive Vott an déi eng oder an aner Richtung ze huelen, fir Kloerheet ze schaffen, an dat zënter 15 Joer. A wann dann elo Oneenegkeet besteet, majo, da muss mer dat vläicht tranchéieren, da muss mer eng Léisung fannen, well et ass richteg: „Nul n'est censé ignorer la loi.“ Mee dofir muss ee wëssen, wat am Gesetz steet, an et muss och Eenheet doriwwer bestoen.

Wann also Justiz an Executif mengen, datt ënnerschiddlech Saachen am Gesetz stinn, da si mer an enger institutioneller Kris. Op alle Fall kann ee sou eng institutionell Kris net mat engem Interview clôturieren, an deem ee seet, datt largement ze vill driwwer geschwat gi wär, mee et misst ee Léisungen offréieren.

An deem Zesammenhang wëilt ech dann dem Premier awer d'Fro stellen: Huet d'Regierung en Avis juridique zum Artikel 563 vum Code pénal erstelle gelooss? Wa jo: Wat gouf an dësem Avis festgehalten? A wann nee: Wéi wëll d'Regierung d'Fro da soss klären? De Staatsrot froen – eng Méiglechkeet an der Verfassung –, d'Cour constitutionnelle uruffen, fir eng Interpretatioun ze kréien?

Wat sinn der Regierung hir Proposen, fir déi institutionell Kris an dee Vertrauensbroch téscht Executif an der Justiz, déi hei beim Heescheverbuet erbäigefouert gouf, ze léisen?

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Clement Merci an dann huet d'Wuert den Här Premierminister.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Här President, ech deelen d'Meenung vum Här Clement net, datt mer hei eng institutionell Kris téscht der Exekutiv an der Justiz hunn.

D'Regierung an ech als Regierungschef, mir wäerten ëmmer alles maachen, fir datt de Lëtzeburger Rechtsstaat gutt fonctionéiert. An d'Regierung wäert ëmmer d'Urteeler vun deenen héchste Juridictiounen – der Cour constitutionnelle, der Cour de cassation – an alle Matière voll a ganz respektéieren.

Duerfir kritt Der hei nach eng Kéier virun dem Parlament mä formellt Engagement. An déi, déi mech kennen, wëssen, datt ech déi Attitud vis-à-vis vun den Institutiounen a virun allem och virun där onofhängeger Justiz ëmmer hat an ëmmer wäert hunn.

Une voix | Très bien!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Menges Wëssens gëtt et keng Decisioun vun der Cour constitutionnelle oder der Cour de cassation zu dëse Froen.

Den Inneminister huet eis informéiert, dass hien zu dëser Fro, wou hien e Polizeireglement vun der Stad Lëtzebuerg approvüert huet, e juristeschen Avis gefrot huet. An dee juristeschen Avis oder déi juristeschen Avisen, déi deelen déi Interpretatioun, déi hien a sengem Amt an a senger Kompetenz gemaach huet. Ech hunn den Inneminister gefrot, ob en déi Avice géif der Chamber zoustellen, an en huet mer gesot, dass en d'Intentioun huet, nach dës Woch den zoustänneg Kommissiounen vun der Chamber déi Avisen, déi en huet, zoustellen.

A wann ech richteg gelies hunn, huet och d'Stad Lëtzebuerg Avis-juridiquë gefrot, soudatt mer hei eng Fro hu vun enger Interpretatioun vun engem Gesetz, wat eigentlech an enger Demokratie och näischt Ongewinntes ass, bis déi héchste Juridictiounen entscheet hunn.

An duerfir hunn ech gesot: Wann Interpretatiounschwierigkeeten och duerno nach bleiwen, da kann d'Parlament natierlech ëmmer do am Kader vun enger Reform vum Code pénal eng Klarifikatioun bäidroen. Mee doräusser ze liesen, dass mer eng institutionell Kris hätten, wann et schlussendlech just eng Interpretatiounfro ass vun engem juristeschen Text – wat iwwregens am Droit ganz heefeg ass –, dann, mengen ech, ass dat ze wäit gegräff. Déi gëtt et net an déi wäert et och ënnert dëser Regierung net ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Premierminister Merci.

An da komme mer zur Fro Nummer 30 vum Här David Wagner un den Här Finanzminister iwwert d'Taxe sur les véhicules routiers. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Wann et ëm d'Ëmweltpolitik geet, da gëtt et eng Partie Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn. An eng vun dëse Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn, an dat gesi mer och elo beim Autofestival, dat ass den Trend zu Autoen, déi ëmmer méi déck ginn an ëmsou méi d'Ëmwelt, de Klima an eis Infrastrukture belaachten, dat sinn déi sougenannte SUVen. Natierlech gëtt et Fäll, wou de Gebrauch vu gréissere Ween néideg ass, zum Beispill bei gréissere Familien. Mee do misst ee spezifesche Reegelunge kënnen fannen.

Et si schonn e puer Länner, wéi Frankräich, d'Belsch oder Holland, déi de Wee gaange sinn, fir onnéideg an ëmweltbelaaschtend déck Autoen iwwert de Wee vun der Taxatioun anzuschranken. Dat geschitt op Ween mat héijem Verbrauch, sief et Spritt wéi och Elektro, well d'Produktioun vu Stroum jo och CO<sub>2</sub>-lasteg ass. Déi Taxatioun ass och sozial gerecht, well se déi trëfft, déi sech déck Ween leeschte kënnen an net Leit mat klenger Paien. A Frankräich geet et och esou wäit, dass e Bonus-Malus-System agefouert gouf, dass méi pollutant Autoe méi deier a méi propper Autoen och méi bëlleg ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung esou e Bonus-Malus-System anzeféiere bei der Immatriculatiounstax?

Meng zweet Fro betrëfft d'Déngschtween. Lëtzebuerg huet jo e ganz grouse Fuerpark un Déngschtween an

degi jo och subventionéiert. De Fuerpark misst engersäits natierlech reduzéiert ginn, well do wierklech vill Abuse geschéien, mee anersäits misst en och méi propper gestalt ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung bei der Subventionéierung vun Déngschtween méi staark ekologesch Krittären anzeféieren?

An da meng lescht Fro: A Frankräich gëtt et och e System vu sozialem Leasing, deen et Leit mat klenger Revenuen erlaabt, méi propper Elektroautoe kënnen ze fueren. Domadder sinn natierlech keng Elektro-SUVe gemengt. Gedenkt also d'Regierung, den Zougang zu Elektroautoen ze vereinfache fir Leit mat niddregem Revenu? A wa jo, op wéi eng Manéier?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem David Wagner fir déi dräi Froen.

Den 1. Januar 2007 gouf effektiv zu Lëtzebuerg d'Autosteier esou ausgeluecht, dass se den CO<sub>2</sub>-Emissiounen Rechnung gedroen huet. De fréieren Transportminister Lux, dee kann Iech duvunner e Lidd sängen.

(Hilarité)

Dee System, deen ass awer dunn en place bliwwen bis den 1. Januar 2021. An dunn ass ënner engem vu senger Successeeuren, nämlech dem François Bausch, en neie System agefouert ginn, deen och d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen als Basis hëlt, mee déi ginn aneschtens berechent.

Mir haten deemools relativ vill Diskussiounen an der Kommissioun. An dat ass déi sougenannte WLTP-Norm. Dat ass och déi, déi op europäeschem Plang Stand haut als Direktiv virgesinn ass, wéi d'Autosteier an den eenzelne Memberstaate berechent sollt ginn.

Dir frot elo: Wëllt Der doriwier erauskommen? Richteg ass, dass am PNEC, esou wéi en haut virgesinn ass, effektiv ugeduecht ass, de „système d'immatriculation sur base des régimes existant dans d'autres États membres, en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025“ ze studéieren. Dat ass dat, wat am PNEC steet. Dës Regierung, déi ass elo zwoe Méint an eppes am Amt. D'Aarbechten op deem Punkt sinn, dass muss ech Iech soen, net ofgeschloss.

Déi zweete Fro, ech huele se dann esou, dass ass déi vum sougenannte „Leasing social“. De Leasing social, dat sot Der richteg, och dat ass an dem PNEC ugefuert, dass ass fir Leit mat bescheidenem Akommes an engem Stot derbäi ze hëllefen, fir vu Verbrennungsaautoen op Elektroautoen iwwerzegoen. Dat geet also iwwert dat eraus, wéi de System de Moment ass.

Dir wësst, dass Der eng Primm kritt vun 8.000 Euro, fir vollelektresch Ween ze kafen. Dee System sollt normalerweis den 1. Januar dëst Joer auslafen. D'Regierung huet awer beschloss, dee weiderzeféiere bis den 30.06. Wat duerno geschitt, do sinn d'Diskussiounen nach net ofgeschloss. Et kéint awer sinn, dass déi Bezuschussung geschéie géif, och wéi aner Moosnamen, no soziale Krittären.

An déi drëtten Fro, dass ass déi Fro vun de sougenannten „Déngschtween“. Dir hutt an Ärer Fro d'Voitures de fonction mentionéiert. Also, ech wëll net beléieren, mee just, et muss een en Ënnerscheid maachen zwëschen enger Voiture de service, dat sinn déi, woufir mir an der Reegel „Déngschtween“ soen, an enger Voiture de fonction, dat ass eng, déi reng

enger Funktioun zougewisen ass, wou eng Rei vu Krittäre spille vun der Maison grand-ducale, wat och Sécherheetsbestëmmunge betrëfft, wann dat eng Voiture blindée ass oder net.

Den Advantage, deen ee steierlech huet bei engem sougenannte „klasseschen Déngschtween“, Voiture de service, dee gëtt nämlech erfaasst op Base vun zwee Krittären vun där fréierer Regierung. An ech fannen, dass dee System gutt ass an och gutt funktionéiert. Deen ass adaptéiert ginn an dee gëtt geholl no zwee Krittären: éischtens: d'Valeur vun deem Auto, wat richteg ass, an zweetens: d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

Dat heescht, wann ech en Auto hunn, dee méi deier ass an dee méi CO<sub>2</sub>-Emissiounen huet – da kommen ech bei ÄR SUVen –, da gëtt den Advantage en nature, deen där Persoun zougerecht gëtt, méi grouss. Also bezillt déi doropshi méi Steieren. Wann een also en Auto huet, dee méi emissiounsaarm ass, respektiv en Auto, deen och méi bescheiden am Uschafungspräis ass, dann hëlt dat of.

Ech soen, als Finanzminister fannen ech et richteg, och am Sënn vun der Ekologie, dass déi Autoe vu steierleche Moosname beneficiéieren, well dat awer weesentlech derzou bäidréit, dass déi Elektrifikatioun vun dem Fuerpark staark weidergedriwwen ginn ass. Mir müssen dat nach an der Regierung kucken. Mee et géif eis net schlecht zu Gesiicht stoen, wann déi Autoen, déi am Staatspark sinn, respektiv déi och vun de Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht gefuer ginn, wann een do och géif e Saz bäisetzen, fir dass déi méi elektresch géife fueren. Mee alles dat muss studéiert ginn. Gegebenefalls kënt jo um Enn vum Joer och en Accord salarial, deen erëm zur Diskussioun steet.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 31 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert déi repressiv Phas vum Heescheverbuet. Här Biancalana.

– **Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Inneminister huet dat Stater Poliereglement approvüert an domadder och den Artikel 42, deen all Zort vun Heeschen tëschent 7.00 Auer moies an 10.00 Auer owes a verschiddenen Deeler vun der Stad verbitt. A säit gëschter, dem 29. Januar, gëllt och all repressivt Virgoe géint d'Heeschen.

An duerfir hunn ech am Fong folgend Froen un den Inneminister: Wéi vill Leit goufen an de leschten zwoe Wochen am Kader vum Heescheverbuet vun der Police kontrolléiert? Gëtt et do konkret Zuelen, déi virleien? An déi zweet Fro: Wat fir Konklusiounen kënt Der als Inneminister zéien um éischte repressiven Dag? Wéi vill Leit si gëschter protokolléiert ginn an hunn och Leit misste mat op de Policebüro goen? Drëtt Fro: Waart Dir och selwer mat um Terrain, fir Iech e Bild sur place ze maachen? A vläicht déi véiert a lescht Fro: Kënt Der eis a Kenntnis setzen, ob d'Police eng Verlagerung vum Heeschen an aner Deeler, an aner Stroosse vun der Stad constatéiert huet? A wa jo: Wat fir Stroosse wäeren dat?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana. An d'Wuert huet elo den Här Inneminister. Här Inneminister.



**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci un den Deputierte Biancalana fir déi Fro. Fir d'éischt: Ech sinn am reegelméissegem Austausch mat der Police. Zweetens erënneren ech drun, datt déi Patroulle souwuel d'Drogekriminalitéit kucken, wéi och einfach Presenz weisen. Et geet och ëm d'generell Salubritéit, et geet och ëm d'Bekämpfung vun der Immigration illégale an et geet ëm d'Mendicité agressive oder en bande organisée. Richteg, an ech hat dat jo och schonn op e puer Plaze gesot, och an der Kommissioun, datt säit gëschter méi Patroullen do sinn, och an der Uniform. Weider gëtt et Patroulle mat Hënn an och weider gëtt et Patroullen an Zivil.

Ech ka lo keng konkret Zuele soen, déi hunn ech net, mee et sinn eng Rei PVE scho gemaach ginn am Kader vun der illegaler Immigratioun an am Kader vun der Drogebekämpfung. Et sinn och eng Rei Leit no hirer Identitéit gefrot gi sur place. D'Leit hunn d'Carte d'identité konnte weisen oder eng Pièce d'identité, dat war alles kee Problem. Mengen Informatiounen no ass nach kee mat op e Büro geholl ginn.

Ech wëll awer och drop insistéieren, nach eng Kéier, datt och d'Police mat de sozialen Institutione vun der Stad Lëtzebuerg zesummeschafft. Si huelen och weiderhin de Flyer mat, fir en de Leit auszedeelen, fir drop hinzuweisen, wou déi Leit kënnen Hëllef kréien a wou se kënnen temporaire ënnerdaach kommen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Innenminister Merci.

An da komme mer un déi lescht Fro vun der Question Time vun haut. Dat ass d'Fro Nummer 32 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Premierminister iwwert de Pensiounssystem. Här Di Bartolomeo.

– **Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. An hirem Programm fir déi lafend Legislaturperiode huet d'Regierung eng breet Consultatioun, ënner anerem mat der Zivilgesellschaft, iwwert déi laangfristeg Ofsecherung vun eisem allgemenge Pensiounssystem ugekënnegt. Si huet gläichzäitig d'Förderung vu private Pensiounsversicherungen, zweeten an drëtter Piliere, an Aussicht gestallt.

An engem Interview huet de Premier verséichert, datt dee breet ugeluechten Debat näischt un der Situation vun de Pensionéierte vun haut an deenen, déi kuerz virun der Pensioun stinn, soll änneren, mee datt déi, déi elo ufänke mat schaffen, wësse sollten, wat op se zoukënn.

Wëssend elo, datt de Gemengesector elo schonn a Saache Pensiounen virun engem risege strukturelle Problem steet – fir 2026 gëtt en Defizit vu 86 Milliounen Euro erwaart, seet de Kolleg Emile Eicher, President vum Syvicol – an och de Staat, am Géigesaz zum Privatsector, iwwer keng Reserve verfüügt, géif ech gär vum Här Premierminister wëssen, éischters, ob, wéi vum Syvicol-President gefuerdert gëtt, et bei där grousser Renteconsultatioun net nëmmen ëm d'Renten am Privatsector geet, mee och de Gemengesector an den effentleche Sector insgesamt an déi Diskussioun sollen agebonne ginn, an zweetens, wie schlussendlech un deem Rentendësch sëtze soll.

De Premier huet elo ugekënnegt, datt déi politesch Parteien, d'Parlament, sollen derbäi sinn a wéini d'Diskussiounen sollen ufänken. Also ënnert dem Stréch: Soll et eng global Rentendiskussioun ginn oder soll et eng saucissonéiert ginn?

Merci, Här President. A merci, Här Premierminister.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Merci, Här President. Ech kann dem honorabelen Här Di Bartolomeo soen, datt déi zwee Sujeten net direkt eppes mateneen ze doen hunn, well den Här Innenminister huet virdrun an der Äntwert op d'Fro vun, ech mengen, dem Här Deputierte Gusty Graas, gesot, datt déi Fro vun de Fonctionnaires communaux an déi Finanzsituation, déi do entstanen ass, verlaangt, datt eng Léisung gesicht gëtt, eng kuerzfristeg Léisung, déi dee Problem léist. An duerfir huet den Här Innenminister virdu gesot, datt en duerfir eng Taskforce op d'Bee setzt.

Déi Diskussioun iwwert de gesamte Pensiounssystem ass eng ganz aner, eng vill méi breet. Mir wëssen, mengen ech, all, als Parteien an all d'Leit am Land, datt à la longue eise Pensiounssystem eng Rei Iwwerleunge verlaangt, well e baséiert op enger ganz staarker Croissance, soss kann en net iwwerliewen. E muss deem Rechnung droen, datt an deene leschten 10, 15 Joer ganz vill zousätzlech Leit op Lëtzebuerg schaffe komm sinn, déi enges Daags och a Pensioun ginn. Vill vun deene wäerten erëm an d'Ausland goen.

Drëtters, a gottseidank, géif ech soen, ginn d'Leit haut vill méi al, soudatt eng ganz Rei Leit bal grad esou laang an der Pensioun sinn, wéi se schaffen. Alles dat huet déi nei Regierung, déi nei Koalitioun derzou geféiert, fir ze soen: Déi Thematik do, déi musse mer breet diskutéieren! Well och an der Vergaangeneheet ass seelen iwwert déi noutwendeg Konsequenze vun der Croissance diskutéiert ginn. An duerfir hätte mer gär en e breeden Debat.

No enger Analys, déi mer fir d'éischt nach eng Kéier faktuell musse maachen, déi am Laf vun deem Joer gemaach gëtt, ginn ech dervun aus, datt mer deen Debat d'nächst Joer kënnen ufänken. Dat ass en Debat, deen engersäits natierlech mat de Sozialpartner muss geféiert ginn, mee anerersäits och mat villen aneren. Ech denken notamment un d'Jugendmouvementer vun de Parteien, un d'Jugendmouvementer generell, d'Jugendparlament, well ech ganz vill Jonker och an der Walcampagne d'lescht Joer begéint hunn, déi gesot hunn: „Wéi wëllt Der dat doten, mat deene Croissance-tauxen do, à la longue weiderfinanzéieren?“

Et ass also eng breet Debat, déi mer mussen hunn, e Jugendparlament, eng ACEL, wéi gesot, d'Jugendorganisatiounen vun de Parteien, mee och mat de Partei selwer an natierlech och mam Parlament muss déi geféiert ginn. Dat ass also kee classeschen Dësch, wou mer eis eng Kéier zu Senneng treffen an dann decidéieren mer eppes. Ech mengen, fir dat Kuerzfristeg si Léisungen do, déi sinn och virun 10, 15 Joer ofgemaach ginn, iwwerens un Dëscher, wou ech zesumme mam Här Di Bartolomeo souz. Mee déi grouss Diskussioun: „Wéi finanzéiere mer deene Leit, déi elo ufänke mat schaffen, hir Pensiounen?“, déi verlaangt eng Rei fundamental Froen. A mir mengen, datt et net verantwortlech wier, wa mer dee Sujet ëmmer géife virun eis hischiben, an duerfir hätte mer gär déi Diskussioun, an déi Diskussioun wäerte mer breet féieren.

Et wäert schwierig ginn, en Accord ze fannen, well et do ënnerschiddlech Sensibilitäte gëtt a wäert ginn, mee einfach de Sujet net diskutéieren an net enger Léisung zouféieren, wär net verantwortlech. An duerfir wëlle mir als Koalitioun dat maachen an ech hoffen, datt mer dat net just an der Koalitioun maachen, mee datt mer duerfir och eng breet Zoustëmmung vun alle politesch Forcé kréien, op d'mannst fir deen Debat a vläicht fir d'Léisung.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Premierminister. An domat wär dann eis Froestonn och an der Zäit, déi virginn ass, ofgeschloss.

## 7. Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 1 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Clearance vum SRE. SRE heescht an deem Fall Service de renseignement de l'État. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro ze stellen, also am Total fënnf Minutten, an d'Regierung huet zéng Minutten fir hir Äntwert. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg huet a ville Beräicher net nëmmen eng Reputatioun, déi et muss verdeedegen, mee och international Obligatiounen, déi et muss anhalen. Eng dovun, déi naturgeméis manner an der Effentlechkeet ass, mee awer dofir net manner wichteg ass, ass déi vun där sougenannter „Clearance“, der Habilitation de sécurité, déi déi national Sécherheitsautoritéit ANS deene physeschen a moralesche Persounen – also Mënschen an Entrepreneuren – ausstellt, déi a Kontakt mat nationalen an internationale vertraulichen Informatiounen kënnen kommen. Si soll esou wäit wéi méiglech sécherstellen, datt déi betreffend Persounen kee Mëssbrauch mat deenen Donnéeën maachen.

Fir déi Clearance ausstelle gëtt et natierlech rechtlech a logesch Voraussetzungen. An et gëtt och international ganz kloer definéiert Krittären, zum Beispill am Kader vun der NATO, wéi an u wien esou eng Habilitation kann ausgestallt ginn. Fir hir Aarbecht also kënnen glafwierdegen an zuverlässeg ze maachen, misst d'ANS e méiglechst séieren, onkomplizierten Zougang zu zum Beispill alle pertinente Fichiere vun der Police an de Justizautoritéiten hunn, déi iwwert déi betreffend Persoun existéieren. Iwwerraschenderweis ass dat awer net de Fall.

Dir, Här Staatsminister, sidd deen dofir verantwortleche Minister an dowéinst wëlle mir Iech haut mat där Thematik konfrontéieren. Mir hoffen, datt déi nei Regierung sech deser Problematik unhëlt. Obschonn d'Regierung an der Vergaangeneheet ëmmer nees behaupt huet, de Problem géif net existéieren, esou zum Beispill nach rezent an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 7. September 2023, ass en awer ganz reell. De Fait ass beluecht, ënner anerem duerch e Communiqué vun der Personalvertriebung vum SREL, duerch de Projet de loi – vum Här Staatsminister Bettel nach – 6961, dee seet: „L'autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure [...] d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité.“ De Rapport vun der Institutionekommissioun ass vum 25. Abrëll 2023 an e Bréif vum OGBL vum 18. Dezember 2023.

Et ass an eisen Aen onbestreitbar, datt Lëtzebuerg wëssentlech, an dat schonn zënter 2015, also schonn néng Joer laang, Clearancen ausgestallt huet, déi deenen nationalen an internationalen Uspréich net entsprechen an doduerch eist Land an eis Alliiéiert potenzielle Geforen ausgesat huet. Verantwortlech dofir ass wuelverstanen net oder nach net des Regierung, mee déi Regierung Gambia 1 a Gambia 2. Eng vun de Konsequenzen dovun ass de Risiko, datt Lëtzebuerg net méi Zougang zu all deenen Informatiounen kritt, déi et bräicht. Och kann des Negligence vun der Lëtzebuerg Regierung – deene virdrun – derzou

bäidroen, datt Lëtzebuurger Firmen net déi selwecht Chancen ewéi hir auslännesch Konkurrenz bei verschiddene méi sensibelen Ausschreibungen hunn.

Dowéinst dës Froen un Iech, Här Staatsminister: Ass déi nei Regierung bereet, zouzeginn, datt de Problem iwwerhaapt existéiert? An datt, am Interessi vun der Glafwierdegkeet vum Land als internationale Partner, muss eng séier Léisung fonnt ginn? Wa jo: Wéi eng Léisung wëllt si envisagéieren?

Ass d'Regierung eventuell bereet, de Projet de loi 6961 zréckzezéien an dem SREL d'Verantwortung fir d'Clearancen – déi Enquêtes de sécurité – ze iwwerdroen, wat vläicht déi einfachst Léisung wär? Et géif dofir duergoen, e Saz am SREL-Gesetz derbäizeschreiwelen an eng Textpropositioun huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis zum Projet de loi 7281 vum 13. Juni 2018 scho gemaach.

Oder, alternativ: Ass d'Regierung bereet, fir séier um Projet de loi, mat der Chamber zesumme selbstverständlech, iwwert d'Autorité nationale de sécurité viruzeschaffen an der ANS all déi néideg Kompetenzen ze ginn, fir hir Aarbecht kënnen korrekt ze maachen? Wa jo: A wéi engen Delaien?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Ech maachen den Här Kartheiser drop opmierksam, datt e vu senger fënnel Minutten der véier gebraucht huet, a wéilt en nach eng Zousazfro no der Regierung stellen, dann hätt en nach eng Minutt zegutt dofir. Voilà. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden, Premier ministre |** Här President, ech si bekanntermooose Staatsminister oder Premierminister vun dësem Land eréischt zënter néng Wochen. An ech muss Iech soen, datt ech an där Zäit schonn déi eng oder aner Autorisation vun der ANS ënnerschriwwen hunn. Mee ech hunn an deenen néng Wochen, och op Nofro hin, keng Informatiounen kritt, wéi wann déi Enquêtes, déi wichteg sinn an déi do gemaach gi sinn, net géifen den internationalen Normen entspriechen. Et ass och wichteg, datt déi seriö gemaach ginn. Mee alles dat, wat ech gewise kréien, wat ech erkläert kréien, weist drop hin, datt, zwar mat ënnerschiddleche Moyen-juridiquen, d'Autorité nationale de sécurité, ANS, déi Enquête ka maachen.

Dat ass an deene leschte Jore fir d'éischt via de Parquet général gaangen an, nodeem et eng ganz Rei Diskussiounen gi sinn iwwert den Zougang zu de Polizeidatebanken – Debatten, déi hei an der Chamber intensiv geféiert gi sinn, zu enger Zäit, wou ech weeder an der Regierung nach an der Chamber war –, gouf et aner Weeër, fir déi Donnéeën ze kréien, notamment iwwert d'Gesetz vun 2018 iwwert den Échange de données à caractère personnel en matière policière.

Ech mengen awer, datt grad fir d'Zukunft an engem neie Gesetz, wat Dir gestëmmt hutt an dëser Chamber just virun de Walen, nämlech d'Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Police, wat och Ännerungen am Gesetz iwwert de Geheimdängscht mat sech gezunn huet, en Artikel dran ass, deen ausdrécklech seet, wéi d'ANS Accès kritt zu de Polizeidatebanken. An dat Gesetz ..., et geet ëm den Artikel 3 vun deem Gesetz, deen trëtt den 1. März 2024 a Kraaft. Duerfir am Resümmee: Bis elo gouf et schonn en Accès mat verschiddenen Ännerungen iwwert d'Zäit an dee gëtt elo nach méi gekläert, méi kloer duerch dat Gesetz vum Juli 2023, dat, wéi gesot, op deem spezifischen Artikel den 1. März a Kraaft trëtt, well do war eng Dispositioun dran, datt et sechs Méint, nodeem d'Gesetz gestëmmt ass, a Kraaft trëtt.

Duerfir mengen ech, datt sech déi Froen net esou stellen. Ech stellen och fest, datt souwuel d'NATO wéi d'Europäesch Uniooun reegelméisseg Inspektiounen vu Lëtzebuerg maachen – déi lescht war, mengen ech, 2019 – an datt dat net opgeworf ginn ass. Ech muss och soen, datt ech en Untrëttsbesuch bei der NATO hat, wou de Generalsekretär vun der NATO iwwer villen geschwat huet, mee net iwwert dat do. An en huet en plus gesot, datt mer eng ganz gutt Kooperatioun mat Lëtzebuerg op alle Pläng hätten. Wäer dat also e grouse Problem, huelen ech un, datt dat mentionéiert gi wär.

Zum Schluss géif ech wëllen dem Här Kartheiser soen, datt ech festgestallt hunn, wéi hien och, datt et e Projet de loi gëtt, deen hei an der Chamber läit iwwert d'ANS, wou ech erstaunt war, feststellen, datt deen zënter aacht Joer hei an der Chamber läit, wat natierlech net fir de Projet onbedéngt an all senger Facetté schwätzt. An duerfir wëll ech Iech soen, datt ech dee Projet, deen ech eréischt am Kader vun dëser Question parlementaire, muss ech zouginn, entdeckt hunn, wéi iwwerschaffen, datt ech dee wëll iwwerkucken, datt ech och net onbedéngt där Meenung sinn, datt en d'ANS soll aus dem Geheimdängscht eraushuelen, wat do initialement geplangt war, well et erschaaft een erëm eng Organisatioun niefendrun, an datt ech mer och ka virstellen ..., mee ech wëll dat weider präiwelen, ob een d'ANS net am Geheimdängscht léisst an hir dann och do weider Kompetenz gëtt.

Ech mengen, dat wär eng Pist, wou mer vläicht méi schnell kéinte virukommen an dee Projet dann och op deem dote Punkt méi schnell kéinte klarifiéieren. Dat wëll ech mer an deenen nächste Wochen ukucken an dat, mengen ech, misste mer dann och hikréien. Well et ass net gutt, wann e Projet de loi op esou enger Fro aacht Joer hei am Parlament läit. Mee gitt mer duerfir e bëssen Zäit, fir dat kënnen mat Rou a Seriö ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Premierminister. Ech wollt den Här Kartheiser froen, ob en nach eng Zousazfro huet. Da kennt Der, Här Premierminister, vläicht etweeder dohannen oder hei op déi Zousazfro äntwerten. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Et ass ganz kuerz. Ech mengen, dat heiten, dat war awer elo wierklech also eng erfrëschend Äntwert. Ech muss dem Här Staatsminister Merci soen. No laange Joren, wou einfach de Problem negéiert gouf, gouf awer hei, mengen ech, Kloertext geschwat. Also dofir e grouse Merci.

Ech wollt awer trotzdem soen, Här Staatsminister, am Ufank vun Ären Ausféierungen hutt Der selwer d'Komplexitéit vun der Situatioun ënnerstrach. Ech mengen, et si Weeër geschafe ginn iwwer Hëllefbrécken. Elo kënt dat Gesetz, wat 2024 soll a Kraaft trieden, dat anert Gesetz läit aacht Joer hei. Dat ass en Zoustand, wéi et en net sollt ginn.

Ech wollt Iech proposéieren, datt mer vläicht eng Institutionekommissioun aberuffen an Ärer Presenz, wou mer eng Kéier den Istzoustand kucken zesummen, wou mer elo kënnen Reformen usetzen. Well wann Dir bereet wiert, dat mat eis zesummen ze maachen, mengen ech, wär dat sécher, ganz sécher also eng Méiglechkeet, fir séier viruzekommen an och mat Resultater ze rechnen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Här Premierminister.

**M. Luc Frieden, Premier ministre |** Här President, ech wëll der Chamber soen, datt ech selbstverständlech

domat d'accord sinn, datt ech och generell fannen, datt d'Froen vun nationaler Sécherheet eigentlech am Detail net kënnen am Plenum vun der Chamber diskutéiert ginn. An duerfir: Soit d'Institutionekommissioun, soit d'Kommissioun, déi d'Kontroll vum Geheimdängscht mécht, sinn déi adequat Plazen, fir dat ze maachen.

Duerfir sinn ech selbstverständlech bereet, dat an deenen nächste Wochen ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Voilà. Merci, Här Premierminister.

## 8. Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3

Da komme mer elo zur erweideter Fro Nummer 2 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Direktivpropos ATAD 3. Den Auteur, gradesou wéi virdrun, huet fënnel Minutten Zäit, fir souwuel seng Haaptfro wéi seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Den Här Mosar huet d'Wuert.

**M. Laurent Mosar (CSV) |** Jo, merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert de Sujet ATAD 3 oder an anere Wierder d'Unshell Direktiv ass och schonn an der leschter Mandatsperiod oft souwuel hei am Plenum wéi och an der zoustänneger Finanzkommissioun diskutéiert ginn.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz an Erënnung ruffen, datt déi Unshell Direktiv eng Suite ass vun der deemoleger Panama-Papers-Affär, wou et a sech drëm geet – an ech fannen, dat ass eigentlech och en Objekt, wat ee soll ënnerstëtzen –, géint Steieroptimiséierung virzegoen.

Elo ass et esou, datt hei en Text virläit oder virlooch, deen Text awer net ouni Froen ass, déi en opwerft, notamment wat eis Finanzplaz betrëfft. Et muss een nämlech wëssen, datt, wann déi Direktiv an där Form géif duerchgoen, wéi se elo emol am Ursprung virlooch, datt do déi 45.000 SOPARFIen, fréier „Holdinge“ genannt, eventuell géife riskéieren, dovu betrëfft ze ginn. Fir Iech och einfach emol de budgetären Impakt ze soen, dat gëtt oft vergiess, datt déi SOPARFIen ronn 2 Milliarde Steieren abréngen. Et ass also net näischt, et ass och en Aktivitéitsberäich, wou ganz vill Entrepreneuren, klenger a manner klenger, dovun ofhängeg sinn.

Et besteet awer och e Risk, datt eventuell d'Fongenindustrie kéint an engem gewëssene Mooss betrëfft sinn. An duerfir ass et scho wichteg, datt d'Regierung hei en An drop behält. Ech muss soen, déi viregt Regierung – an dat ass mer net oft virkomm – hunn ech ëmmer do eigentlech misse luewen, well se a sech eng ganz kritesch Attitüd och par rapport zu där Unshell Direktiv hat, ob dat den Här Gramegna oder herno d'Madamm Backes war, déi hunn dat jo och ëmmer hei op der Chambertribün ënnerstrach.

Ech wollt eigentlech haut vun der Geleeënheet profitéieren, well mer emol éischters eng nei Regierung an en neie Finanzminister hunn, fir nach eng Kéier dee Sujet ze evouquéieren, awer och, well ech héieren hunn, datt zu Bréssel déi Direktiv net méi richteg géif virukommen, well et grouss Meenungsdivergenzen zwëschen deene grouse Länner, notamment Däitschland a Frankräich, gëtt. Ech kréien awer och gesot, wat e bëssen erstaunlech ass, mee tant mieux, datt souguer d'Europaparlament, wat jo elo net bekannt ass, e grouse Verteideger vu Finanzplazen ze sinn, och ganz skeptesch wier par rapport zu där heiter Direktiv.

An et gëtt mer och gesot, datt déi belsch Présidence net ganz vill géif drop drécken, fir hei viruzekommen.



A sech sollt déi Direktiv schonn en place sinn. Dat schéngt awer net de Fall ze sinn. Duerfir eng Rei Froen, déi ech wollt un de Finanzminister an un d'Regierung stellen.

Éischtens: Wat ass d'Positioun vun der aktueller Regierung a vum aktuelle Finanzminister par rapport zur där Direktiv?

Zweetens: Wou si mer zu Bréissel drun? Wat ass do de leschte Stand vun den Diskussiounen?

Drëtzens: Wat ass do d'Meenung vun Finanzminister? Ass en der Meenung, datt et iwwerhaupt nach am Laf vun dësem Joer do zu engem Accord kënn, deen eventuell da kéint den 1. Januar 2025 a Kraaft trieden?

A riskéiert – an dat ass meng nächst Fro – net och eventuell d'Resultat vun deenen nächsten Europawalen en Impakt op déi doten Direktiv ze hunn?

An da schlussendlech, an dat ass eng lescht Fro: Wéi ass och d'Aschätzung vum Finanzminister, wat eventuell d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzindustrie par rapport zu där doter Demarche ugeet?

Ech soen am Virus schonn en décke Merci fir d'Äntwerten.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet elo den Här Finanzminister d'Wuert.

Ech wëll och den Här Mosar drop opmierksam maaen, datt en e bësse méi wéi véier Minutte geschwat huet. En hätt also nach llicht manner wéi eng Minutt zur Verfügung, wéilt en dann eng Zousazfro stellen.

Här Finanzminister.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech gesinn, dat geet richtig héiflech haut hei erof.

**M. Claude Wiseler**, Président | Tant mieux.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Mee mir sinn nach net fäerdeg.

*(Hilarité et interruption)*

Duerfir wéilt ech dem Här Mosar Merci soe fir déi Fro à plusieurs titres. Éischtens: Et gëtt ëmmer vun Unshell Direktiv, ATAD 3 geschwat. Also mäin Uleies als Finanzminister, souwäit dat mer eventuell geléngt, ass et, dass een déi Finanzlegislatioun, e bësse méi vulgariséiert an de Leit och op Lëtzebuergesch kann ... oder versicht ze erklären, wat do dohannert ass.

Also déi ATAD oder Unshell Direktiv, déi ass effektiv am Dezember 2021 vun der Europäescher Kommission presentéiert ginn. An ATAD, dat ass eigentlech näischt anescht wéi d'Ofkierzung fir Anti-Tax Avoidance Directive. Dat heescht, et soll ëmgesat gi mat där Direktiv, dass sougenannte Gesellschaften ouni eigentlech Substanz, dat heescht ouni richtig wirtschaftlech Aktivitéit, dass een déi kann an der Europäescher Unioun identifizéieren. An duerfir ass och dee Kierzel „Unshell“. Dat sinn eigentlech sougenannte „sociétés écrans“ oder „Scheingesellschaften“. An d'Zilsetzung vun där ganzer Direktiv, Här Mosar, dat wësst Der, dat ass, de Mëssbrauch vun esou Direktiven a vun esou Strukture fir Steierzwecker ze evitéieren.

An Dir frot: Wat ass d'Positioun vu Lëtzebuerg? Ma mir begréissen d'Zilsetzung vun där Propositioun. Ech soen awer gradesou kloer – an dat ass deen anere Punkt vun Ärer Fro –, dass hei fir eis, och am Interessi vun der Kompetitivitéit vun eisem Land – well Dir hutt et richtig ënnerstrach, de Finanzsektor bréngt awer nach ëmmer ganz vill Suen – net iwwert d'Zil d'äerf erausgeschoss ginn.

A mir wëllen och duerfir zu Lëtzebuerg, dass deen Text, deen de Moment an eisen Aen onverhältnisméisseg ass, der Realitéit ugepasst gëtt, well dat concernéiert engersäits déi sougenannte SOPARFIen, also Bedeelegungsgesellschaften, fir déi dat natierlech en enorme Verwaltungsofwand ass, fir all déi Interaktiounen mat der Steierverwaltung ze hunn. An dat, wat do nach wäit driwwer erausgeet, dat ass, dass d'Fongenindustrie och dovunner kéint beréiert sinn.

Mir hu 5.000 Milliarden Euro ënner Management vu Lëtzeburger Fongen. Dat ass enorm. An do stellt sech d'Fro: Falen déi ënnert déi Direktiv hei oder net? D'Meenung vu Lëtzebuerg ass déi, dass mer soen: Déi Fongen, déi hunn alleguerten eng ekonomesch Aktivitéit zu Lëtzebuerg an där muss een och Rechnung droen. Wat heescht dat konkret? Mee dat heescht, dass een dem Krittär vun der „Substanz“, sou wéi en an der Direktiv steet, muss deemspriechend och Rechnung droen. Nach eng Kéier: d'Vehältnisméissegkeet.

Da muss een deen Text och kucken am Sënn vun de Spezifisitéite vun eiser Finanzplaz. An ech soe kloer als Finanzminister: Mir wëllen net, dass duerch déi doten Direktiv Lëtzebuerg e Standortdeel huet oder sollt kréien. Ech kann Iech och d'Rechnung aneschtens soen: Op 75 % vun der Kierperschaftssteier, dat sinn iwwer 2,6 Milliarden Euro, déi déi insgesamt 2023 – dat hate mer d'leschte Kéier an der Finanzkommission – erabréngt, kann een net einfach esou verzichten.

Dann ass deen anere Punkt: Wou sinn déi Verhandlungen drun? Also, d'Positiounen vun den eenzelne Memberstaaten, déi leie wäit auserneen. Dat huet och deen zoustännege Kommissär, den Här Gentiloni, mir viru 14 Deeg zu Bréissel selwer confirméiert. Ech hunn iwwerens vis-à-vis vun deem déi selwecht Positioun vertraueden, wéi ech se hei an der Chamber soen. Zum Beispill Däitschland, déi wëllen, dass an enger éischter Phas déi Unshell-Direktiv just op den Austausch vun Informatiounen mat de jeeweilege Steierverwaltungen limitéiert ass.

Da muss een och kucken, wat den Uwendungsberäich vun där Direktiv ass. An ech soen nach eng Kéier: Fir Lëtzebuerg ass do weesentlech, dass consideréiert gëtt, dass d'Fongen eng wirtschaftlech Aktivitéit hunn, an duerfir an de sougenannte „Substanzregelungen“ deem och Rechnung gedroe gëtt. Duerfir kann een net soen, wéi wäit dass deen Text à ce stade ge-deit.

Är nächste Froe waren déi: Kënn et dëst Joer nach zu engem Ofschluss vun där Direktiv? Ech gi perséinlech net dervun aus. Déi belsch Présidence, déi huet dat net zu hirer Prioritéit gemaach. Dir wësst och, dass am Juni Europawale sinn, wat awer gewëssen Ëmwälzunge ka mat sech bréngen. An der zweeter Hallschent vun dësem Semester hunn d'Ungaren d'Présidence vun der Europäescher Unioun.

Elo ass d'Fro ... Anscheinend géif et eng Oppositioun och an dem Europaparlament dergéint ginn. Dir wësst, dass mer eis hei ... D'Europaparlament huet natierlech zu allem eng fräi Meenung. Et ass awer esou, dass mir eis, reng rechtlech gesinn, hei net an dem Prozess vun enger totaler Bedeelegung vun dem Europaparlament beweegen. Firwat? Ma well mer hei am Steierberäich sinn, wou op dem Conseilniveau, dat heescht an der Zesummekunft vun de jeeweilege Ministeren, natierlech d'Unanimitéit spillt. Dat heescht net, dass een do einfach blockéiert fir ze blockéieren, mee Dir wësst, dass déi Unanimitéit, zumindest wéi mir déi als Lëtzeburger ëmmer gesinn hunn, soll hëllefen, wa mer e richtig seriöse Problem

hunn – hei ass eng Direktiv, déi kann e grësseren Impakt hunn –, fir e Konsens ze erwiirken, wou de sougenannte Standortdeel fir Lëtzebuerg sech net d'äerft stellen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister. Da froen ech den Här Mosar, ob en nach eng Zousazfro huet.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Also, den Här Mosar ass, wat selte virkënn, bal wonschlos glécklech ...

*(Hilarité et exclamations)*

... iwwert d'Aussoe vum Här Finanzminister, besonnesch iwwert dee ganz kloer Positionnement.

Ech hat awer ganz zum Schluss nach eng Fro gestallt, déi zwar och nëmmen indirekt domadder ze dinn huet, mee déi awer net onwichtig ass. Dat ass déi – an Dir hutt et selwer gesot, Här Finanzminister –, wéi wichtig fir Iech och d'Kompetitivitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz ass. Do sinn och eng Rei aner Direktiven, déi och nach am Moment „am Tirang leien“ – kommt, mir soe mol esou. Kënn Der eis vläicht just soen, awer ganz en gros, wou Der eventuell nach vläicht gesitt, datt eventuell kéint déi eng oder aner Direktiv kommen, wou mer misste ganz gutt oppassen.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci. Ech kucke just, wéi vill Minutten dass ech nach hunn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir hutt nach véier Minutten.

**Une voix** | Eventuell geet et nach duer.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Eventuell geet et nach duer. Här Mosar, Dir hutt, gradewéi déi 60 Deputéierten heibannen a wéi vill Leit dobaussen, matkritt, dass natierlech weesentlech Punkte vun dem Regierungsprogramm, déi am Speziellen de Finanzministèresberäich concernéieren, vu weesentlecher Wichtigkeet sinn. Mir sinn eigentlech der Meenung, dass d'Kompetitivitéit vun de Betriber muss gestärkt ginn, dass och d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz generell muss ausgebaut ginn. Firwat? Well mer do déi néideg Ressourcen hu fir de Finanzement vun de Sozialleeschungen an do steet dës Regierung ohne Wenn und Aber hannendrun, fir dass déi kënne finanziert ginn.

Richtig ass, dass eng Rei vu Moosnamen d'Leit concernéieren, dat heescht, dass mer d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Do hu mer en éischte Schrëtt virum Dezember gemaach. Zweetens heescht dat och – an dat héiere mer ëmmer méi dobaussen –: Wa mer hei vun esou komplexe Legislatiounen héieren, da mussen mer natierlech och d'Leit fanne respektiv déi, déi mer hunn, mussen mer och behalen. An duerfir steet am Regierungsprogramm, dass mer déi sougenannten „Talentförderung“ wëllen an d'Luucht setzen an dass mer dat och mat Steiermoosnamen wëlle positiv begleeden. Ech kéint mer virstellen, dass an den nächsten Deeg oder an den nächsten zéng Deeg do déi eng oder aner Moosnam kéint konkret virgestallt ginn.

Dann ass et awer och ganz kloer, dass mer mussen kucken, déi Betriber, déi hei sinn, zum Beispill an der Fongenindustrie, net am Ree stoen ze loossen. Dir wësst, dass do eng grouss Konkurrenz ass. Mir wëllen eigentlech, dass de Fongebereich ka weider ausgebaut ginn. An duerfir wëlle mer bei de sougenannten ETF-Fongen, déi aktiv sinn, kucken, ob een do net d'Taxe d'abonnement vläicht no ënne kéint upassen oder ofschafe fir dee Beräich, dat heescht, net fir de gesamte Fongebereich.

An da gëtt et natierlech eng Rei vun europäeschen Direktiven, déi de Moment negociéiert ginn, déi och en Impakt hunn. Ech hat gëschter nach en Telefongespréich mat dem Paschal Donohoe, dat ass de

President vun dem Eurogroupe, an do gëtt et eng Direktiv iwwert déi europäesch Kapitalmäert. An de Christophe Hansen als ausgewiesenen EU-Spezialist, dee weess, dass dat e gréisseren Impakt op Lëtzebuerg kéint hunn. Ech erklären Iech: Mir sti selbstverständlech derzou als Lëtzebuerg, dass mer iwwert d'Grenzen eraus – mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun – den Zougang zu Kapital fërderen. Firwat? Ma well mer déi digital Transition, déi energieetesche Transition zu Lëtzebuerg an doriwier eraus nëmmen domat kënne finanzéieren. Jo zu dem Zougang zu Kapital, mee – mee! – dat heescht awer och, dass mer d'Interessie vu Lëtzebuerg an deem Kontext musse fërderen an dass mer sécherstelle mussen, dass déi Industrien, déi mer zu Lëtzebuerg hunn – dozou zielt virun allem och d'Fongenindustrie –, net an aner EU-Memberstaaten ofwandere.

Do stellt sech zum Beispill d'Fro iwwert d'Surveillance vun de Finanzmäert. Mir si ganz kloer der Meinung – mir sinn net déi Eenzeg –, dass mir gutt Iwwerwaachungsinstitutionen zu Lëtzebuerg hunn. Dozou gehéiert d'CSSF, déi hir Roll en toute indépendance spillt, mee déi eng proaktiv Roll hëlt. Déi spillen net nëmme Gendaarm, mee si kucken, dass se, wa se Gendaarm spillen, och Léisunge sichen, fir dass déi Finanzplaz hei mat proppere Reegele kann oflafen. An do ass et selbstverständlech, dass mir de Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg och wëlle spillen a soen: Wa mer déi Exzellenz zu Lëtzebuerg hunn, da solle mer déi och notzen, fir dass net op eemol, wa mer just nach eng Autoritéit fir ganz Europa hätten, dat géif bedeuten, dass verschidden Aktivitéite géife vu Lëtzebuerg ausgelagert ginn.

Ech kéint nach weiderfuere, mee ech hunn nach genau aacht Sekonnen, duerfir soen ech Merci an ech wënschen Iech e ganz schéine Mëtteg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister, Dir waart, wéi Der gesitt, tipptopp an der Zäit nach.

## 9. Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Mir kommen elo zur Resolution vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Publicitéit vun de Kommissionsensetzungen. D'Auteure huet fënnf Minutten Zäit. Ech hunn zwar e puer Leit hei ageschriwwen gehat fir duerno, mee esou vill ech verstanen hunn, verzichten déi eenzel Fraktiounen all op hir Zäit duerno, well et hei och eng Resolution ass, déi mer gemeinsam am Bureau mat der Madamm Tanson ausgeschafft hunn.

Hunn ech dat richtig verstanen?

(Assentiment)

Dann ass et elo un der Madamm Tanson.

### Dépôt et exposé

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, dass mer haut nach eng kéier kënne mat där Resolution hei erëmkommen. Dir wësst, dass mer am November esou eng Resolution hei deposéiert haten, déi baséiert huet op enger quasi textuell identescher Resolution vun der CSV-Fraktioun aus dem Joer 2019, an déi och sech baséiert op d'Ausföerung vum Chamberspräsident hei bei senger éischter Ried.

Ëm wat geet et? Et geet drëm, dass mer e wichtege Schratt a Richtung méi eng transparent Chamber maachen, an zwar mat der Effentlechkeet, der

Transmissioun vun de Chamberskommissionen. Hei hutt Der déi fënnf opgeléicht, op déi mer eis géee negt hunn, elo an enger éischter Phas, wuelverstan mat enger Evaluatioun, déi soll gemaach gi bis 2025. Parallell hu mer och eng Proposition vun engem Changement vum Règlement deposéiert, wou mer dann och wäerten dat verankeren an onsem Règlement. An da sinn ech gudder Déng, dass mer ganz séier nach méi breet wäerte kënne opmaachen. Et ass op alle Fall e wichtege Schratt, fir dass d'Biergerinnen an d'Bierger an eis Press och kënne zu all Moment suivéieren, wéi eng Diskussioun a wéi mer déi Diskussiounen féieren.

An ech sinn och iwwerzeegt, dass wa mer dat an der Praxis liewen an ausliewen, dass dann déi Suergen, déi virun do existéiert hunn, och ganz séier kënne aus dem Wee geraumt ginn. Duerfir hei eeben nach eng kéier dann déi Resolution, mat der Ënnerschrëft vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn.

### Résolution

« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »

*La Chambre des Députés,*

– vu la résolution de la sensibilité politique déi gréng déposée en date du 23 novembre 2023 et renvoyée au Bureau et à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;

– rappelant la résolution relative à la publicité des commissions parlementaires déposée par le groupe parlementaire chrétien-social en date du 9 octobre 2019 ;

– constatant que les échanges au sujet de la publicité des commissions au Bureau et à la Conférence des Présidents ont permis de dégager un consensus entre les groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés,

décide

– de retransmettre, à partir de la mi-avril 2024, cinq commissions parlementaires en direct en streaming, en l'occurrence

- la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;
- la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;
- la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;
- la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- la Commission des Médias et des Communications ;

– de mettre les vidéos des réunions de ces cinq commissions à disposition en replay via [www.chd.lu](http://www.chd.lu) ;

– de procéder à une évaluation des expériences acquises début 2025 ;

– d'élargir, le cas échéant, la publicité à toutes les commissions parlementaires rentrant en ligne de compte pour le nouveau régime ;

– de continuer à réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles ;

– d'élaborer un règlement de la Conférence des Présidents à annexer au Règlement de la Chambre des Députés qui fixe les critères et conditions de la publicité de ces réunions.

(s.) Sam Tanson, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Fred Keup, Paulette Lenert, Marc Spautz.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech hu se zwar elo eréischt offiziell ënnerschriwwen iwwerrecht kritt, mee ech mengen, déi Fraktiounen alleguer haten Zäit, sech an d'Kenntnis ze setzen, wat

den Inhalt dovunner ass. Vu datt d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten alleguer op hir Riedezäit verzichten an d'Regierung och net zu enger Resolution, déi d'Chamber en interne betrëfft, schwätze wäert, ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

A mir géifen direkt zum Vott iwwert déi Motioun kommen. Wéi ëmmer, well et eisen éischte Vott haut de Mëtten ass, erënneren ech drun, Iech fir d'éischt anzeloggen, well soss kënnt Der natierlech net matstëmmen.

An ech géif elo de Vote électronique froen, datt Der ...

(Interruption)

Mir kënne se och à main levée ofstëmmen. Dat ass am Fong hei an dësem Fall eng ganz gutt Iddi, wa mer alleguer d'accord sinn.

(Assentiment)

### Vote sur la résolution

Da géif ech froen: Wie mat dëser Resolution averstan ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci. An da maache mer d'Géigeprouf.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Très bien! Dann ass dës Motioun à l'unanimité ueg-holl an dofir soen ech Iech villmools Merci.

## 10. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de Réckgang vun der Unzuel u Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi d'ADR-Fraktioun uegfrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntwären. Et hu sech elo schon ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här André Bauler, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Sam Tanson an den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup als Verrieder vun der ADR-Fraktioun. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll och fir d'éischt deene Leit Merci soen, déi hei op der Tribün sinn, zum Beispill dem Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch, wéi och dem Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch, déi ganz sécherlech vill derzou bäidroen, eiser Sprooch eng besser Situatioun ze gi wéi déi, an där se am Moment ass.

Mir hunn dann och als ADR dës Aktualitéitsdebatt iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch uegfrot, well mer viru Kuerzem schlecht Noriichten iwwer eis Sprooch matgedeelt kruten. D'schlecht Noriichten, déi ware vum Statec, deen eng Etüd gemaach huet, bei där ee mat Hëllef vun de Resultater vun der Vollekszielung vun 2021 de Gebrauch vum Lëtzebuergesch analyséiert huet. Dëst ass elo fir d'zweet geschitt no 2011 an dat erlaabt natierlech och, e Verglach ze maachen iwwer en Zäitraum vun zéng Joer.

Analyséiert ginn ass de reelle Gebrauch vum Lëtzebuergesch am Alldag am effentleche Raum. An eng vun den Aussoe vun der Etüd ass dann, an ech zitieren elo de Statec op Franséisch: „Par rapport au recensement de 2011, l'utilisation du luxembourgeois diminue en nombre de locuteurs passant de 323.000



à 292.000 et en pourcentage passant de 71 % à 61 %." Also nach eng Kéier, op Lëtzebuergesch seet de Statec hei: Am Verglach zu 2011 hält d'Lëtzebuerg Sprooch of bei der Zuel vu Spriecher. Dat heescht, trotz dem enorme Bevëlkerungswuesstum, sou ville Leit, déi bäikomm sinn an de leschten zéng Joer, geet nawell d'Zuel vu Leit, déi Lëtzebuerg schwätzen, erof ëm minus 30.000 Persounen.

An eigentlech ass dat nach ze vill optimistesesch, wéi de Statec selwer schreift, well – an hei ass de Statec och kloer an däitlech – et gëtt jo och Leit, déi maachen net mat bei der Vollekszielung. An do hu si festgestallt, dass déi Leit, déi net matmaache bei der Vollekszielung, ganz oft eebe Leit sinn, déi nach net laang am Land sinn, also déi sinn, déi och kee Lëtzebuergesch schwätzen. Si schreiwten: „on peut supposer que les locuteurs allophones“, also déi, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, „sont probablement surreprésentés parmi les non-répondants“. Dat heescht also, dass et a Wierklechkeet – an dat seet de Statec – ganz warscheinlech ass, dass nach manner Leit Lëtzebuergesch schwätzen wéi dat, wat si hei an der Etüd feststellen.

De „Quotidien“ titelt dann och doropshin: „En dix ans, la lente chute de la langue luxembourgeoise“, de luesen Niddergang vun der Lëtzebuerg Sprooch. A weider: „De mois en mois parlée, la langue luxembourgeoise [subit] une lente érosion au fil des années. C'est le constat que dresse le Statec dans un rapport.“ Émmer manner, an de Statec schwätzt effektiv vun „Erosioun“ vun der Lëtzebuerg Sprooch.

Et ass also kloer an däitlech – an dat soen elo net ech hei einfach, well ech et erfannen, mee dat ass de Statec, deen et seet –: De Gebrauch vun der Lëtzebuerg Sprooch geet zeréck! Et gëtt ëmmer manner Lëtzebuergesch geschwat. Dat seet de Statec.

An och d'Zukunft gesäit düster aus, well, wéi de Statec och analyséiert, bei den iwwer 80-Järegen ass den Undeel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, nach relativ héich, am héchsten. Allerdéngs bei deene Leit, déi aktiv sinn, déi schaffen, déi am Alter sinn zwëschen 30 a 60 Joer, do si mer bei manner wéi 50 % vun de Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass deemno also kloer, dass an Zukunft nach manner Leit wäerte Lëtzebuergesch schwätzen.

Duerfir schreift de Statec dann och vun der „érosion“, an dat steet am Rapport e puermol dran, „de la langue luxembourgeoise“. Et wäert also ëmmer manner geschwat ginn an eis Sprooch wäert weider verschwanne respektiv verdrängt ginn aus dem öffentleche Raum, aus dem Alldag.

Geografesch gesäit een et och – an dat ass eppes, wat een och iwwerall op der Welt ka feststellen, wou Sproochen a Konkurrenz stinn, wéi a Kanada, an der Schwäiz an esou weider, an zu Lëtzebuerg sti Sprooche jo och a Konkurrenz all Dag –, an zwar, dass d'Lëtzebuergesch fir d'éischt an de gréissere Stied, am urbane Raum, verschwénnt an da lues a lues och an de méi klengen Gemengen an Uertschaften. An der Reegel kënnen sech nach eng Partie Sproochinselen eng länger Zäit halen, awer – an dat weisen d'Beispiller aus dem Ausland – och si wäerte lues a lues verschwannen.

Alles dat hunn ech net erfonnt, wéi ech grad gesot hunn. Dat seet de Statec. Dat sinn also, wann Der esou wëllt, d'Fakten.

Mee et ass awer näischt Neits. Zënter 30, 40 Joer gëtt et och hei am Land Leit a Gruppen aus der Zivilgesellschaft, déi op de Réckgang vun Lëtzebuergesch opmierksam maachen. Och d'ADR an ech selwer maachen dat scho ganz laang. Ech hunn och e Buch mam Tom Weidig doriwwer geschriwwen, wou mer an zwee Kapiteln dorop aginn ...

**Mme Corinne Cahen (DP) | Op Däitsch.**

**M. Fred Keup (ADR) | ... a mat x verschiddene Beispiller dat Ganzt ënnermaueren.**

*(Interruptions)*

Ech ginn Iech elo zwee ... Jo, ech gesinn, hei si Verschiddener, déi trotz där seriöser Situatioun, an där eis Sprooch ass, dat immens witzeg fannen. Ech fannen dat surprenant!

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel (LSAP) | Dir hutt Äert Buch op Däitsch geschriwwen. Dir hutt Äert Buch op Däitsch geschriwwen!**

**Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass total falsch, wat Dir hei erzielt! Falsch!**

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz, ganz interessant.**

**Une voix | Et ass ëm d'Sprooch an Ärem Buch gaangen an ëm soss näischt!**

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig!**

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant, wéi Verschiddener hei de Geck maache mat eiser Sprooch!**

**M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir hutt ganz eleng d'Wuert!**

**M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant. Impressionnant, bravo!**

**Une voix | Très bien!**

**M. Fred Keup (ADR) | Bravo! Dat seet vill iwwer Iech aus!**

**M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, duerf ech dem Här Keup eng Fro stellen?**

**M. Fred Keup (ADR) | Also, déi déi elo gelaacht hunn ... Et si se net alleguerten, mee déi, déi gelaacht hunn elo hei, déi dräi, véier ... Et seet vill iwwer déi aus. Ech wëll dat just soen. Alleguerten déi, déi elo hei nokucken, déi kënnen dat kucken. Sou!**

Et gëtt zwee, zwee konkret Beispiller, déi mer an eise Buch beschriwwen hunn.

**M. Claude Wiseler, Président | Här Keup ...**

**M. Fred Keup (ADR) | An ech wëll déi hei kuerz ...**

**M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, den Här Sehovic wëllt Iech eng Fro stellen. Huel Der déi un, oder ...?**

**M. Fred Keup (ADR) | Ma jo gären, jo.**

**M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här Keup, just eng Fro, ech si mer net méi sécher, a wéi enger Sprooch war Äert Buch scho méi iwwer d'Lëtzebuerg Sprooch?**

**M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat do ass zum Beispill esou e gudden Punkt. Eist Buch, dat mer geschriwwen hunn, war aus verschiddene Grënn op Däitsch. Dat ass absolutt richtig.**

**Plusieurs voix | Aa!**

**M. Fred Keup (ADR) | Jo, domat hu mer och guer kee Problem. Domat huet iwwerhaupt keen e Problem.**

*(Interruption)*

Hutt Der eppes géint Däitsch?

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Keup äntwert op déi Fro an da fiert en a senger Ried weider.**

**M. Fred Keup (ADR) | Schreift Dir mol, ...**

**M. Claude Wiseler, Président | Alles mat Uerdnung heibannen!**

**M. Fred Keup (ADR) | ... schreift Dir mol Bicher, an da kucke mer weider!**

*(Hilarité)*

Sou, ech wëll Iech elo hei zwee Beispiller nennen iwwer eis Sprooch. Dat Éischt, dat ass de Buergermeeschter vu Stroossen, de Gast Greiveldinger – elo ass en et net méi –, deen huet 2017 gesot: „Mir stelle fest, dass een hei zu Stroosse bal kee Lëtzebuergesch méi schwätze kann. Wann ech Lëtzebuergesch schwätzen, da versti mech déi meescht net.“ D'Konklusioun dovunner, ganz einfach: Lëtzebuergesch war fréier do, elo ass et fort.

Um Findel: Lëtzebuergesch ass als Informatiounssprooch bei Lautsprecherannoncen um Findel ofgeschaaft ginn – verdrängt vum Franséischen an Engleschen, dat huet eis de Minister deemools confirméert. Konklusioun: Lëtzebuergesch war fréier do, et ass elo fort. Dat ass den Trend. An et gëtt Dausende Beispiller, wou d'Lëtzebuergesch lues a lues aus dem Alldag verdrängt gëtt: beim Akafen, am Spidol, op der Aarbecht, op Elterensammlungen an de Schoulen, Quartiersversammlungen, bei Reuniounen mat den Noperen, am Sport, bei de Massen an der Kierch, beim Füreerschäin an esou weider. Deelweis gëtt Lëtzebuergesch souguer verbueden, wéi bei Syndikatsreuniounen an Appartementshaiser an och op anere Plazen – verbueden!

Et gëtt quasi iwwerall manner Lëtzebuergesch geschwat wéi fréier, seet de Statec. An de grouse Problem ass: Do, wou et bis verschwonnen ass, do kënn et och net méi erëm! Mir kënnen hei iwwer aner Saache schwätzen, ech ginn Iech e Beispill: D'Heescheverbuet, dat kënnt Der elo aféieren, mee Dir kënn et a véier Joer erëm ofschafen. Mee d'Sprooch, wann dat bis fort ass, da kënn et net méi erëm. Dir kënn dat net an zéng Joer erëm zack dohinnersetzen. Dat geet net!

Wat ee muss wëssen – e bësse Geschicht –, dat ass, dass mer aus enger Zäit kommen, dat ass net esou laang hier, wou Lëtzebuergesch hei d'Éingangssprooch war vu quasi der gesamter Bevëlkerung. Virun 150 Joer, an esou och zum Beispill 1950 nom Krich, deemools hu wäit iwwer 90 % vun de Leit Lëtzebuergesch geschwat. Franséisch an aner Sprooche si praktesch guer net zu Lëtzebuerg geschwat ginn.

Historesch gesi kënn eis Sprooch vun de Franken, déi virun 1.500 Joer heihinner komm sinn. Si hunn déi Sprooch matbruecht, déi sech natierlech lues a lues gewandelt a verännert huet an aus där eist Lëtzebuergesch vun haut ginn ass. En éischt Schrëftstéck gëtt et vun 1320, de Codex Mariadensis, deen op Muselfränkesch geschriwwen war, dem Virleefter vun der haiteger Lëtzebuerg Sprooch.

An den Expert Alain Atten schätzt, dass eis Sprooch, sou wéi mer se haut kennen, zënter ronn 600 Joer hei geschwat gëtt. Dat soen ech, well et gëtt jo tatsächlech Leit, déi mengen, Lëtzebuergesch wier eng rezent Erfindung, oder déi mengen, dass d'Bevëlkerung op eise Territoire ëmmer méisproocheg gewiescht wier.

A vergiesse mer do net den 10. Oktober 1941, Kommemoratiounsdag, d'Personenstandsaufnahme vun de Preisen, dräimol Lëtzebuergesch, wou wäit iwwer 90 % vun der Bevëlkerung op d'Fro, wat hir Sprooch wier, mat „Lëtzebuergesch“ geäntwert hunn.

Den offizielle Statutt vun der Sprooch ass dann och kloer: Lëtzebuergesch ass d'Landessprooch vun eisem Land. Et gëtt eng, dat ass Lëtzebuergesch. Et gëtt dräi administrativ Sproochen. D'Gesetzter sinn op Franséisch an an der Verfassung steet och hautzudaags: „D'Sprooch vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch.“ Et ass kloer.

Haut awer elo déi Situatioun, déi de Stater beschreift: Lëtzebuergesch geet zréck, eng Erosioun vum Lëtzebuergesch. Wat kann ee maachen a wie kann eppes maachen?

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Keup, ech mengen, d'Madamm Cahen wëllt Iech eng Fro stellen. Dir kënnt se akzeptéieren oder duerno ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech akzeptéiere se, wann ech just duerno déi zwou Minutten, oder wat et ass, ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir kritt dann dat, wat et ass, derbäi.

**M. Fred Keup** (ADR) | ... jo, bäigerechent kréien. Merci.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, merci, Här President. Här Keup, Dir sot, d'Lëtzebuergesch Sprooch géif zréckgoen, hätt de Stater gesot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Kënnt Der da confirméieren, dass de Stater gefrot huet, wéi eng Sprooch d'Leit haaptsächlech doheem schwätzen an dass de Stater net gefrot huet, ob d'Leit Lëtzebuergesch kënne schwätzen an dat dann awer gebrauchen? Well ech mengen, esou war et richteg, an net, dass d'Leit kee Lëtzebuergesch méi schwätzen, mee vläicht dass hir Haaptsprooch doheem vläicht net Lëtzebuergesch ass. Dat heescht awer net, dass se kee Lëtzebuergesch kënne a kee Lëtzebuergesch schwätzen. Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech mengen, dass Dir d'Etüd net gutt gelies hutt, well dat do ass nämlech net esou. An der Etüd steet ganz kloer, dass se hei déi Sproochen, déi d'Leit an hirem Alldag schwätzen, op der Aarbecht, an der Schoul an doheem, gekuckt hunn. Et sinn also déi verschidde Beräicher an an deene verschidde Beräicher zesummen ass festgestallt ginn, an dat schreiw se jo och, „diminue“, Lëtzebuergesch geet erof. Dat kann een net aneschtens soen. Dat kann een net schéischwätzen.

Sou. Wat kann ee maachen? A wie kann eppes maachen? Eppes maache kënne mir hei. Wa mir näischt maachen, da wäert et esou weidergoen a Lëtzebuergesch wäert lues a lues ëmmer méi verschwanen. De Stater seet et. Et ass och evident: An engem oppene Konkurrenzkampf tëscht Sproochen – an deen hu mer hei am Land! – setze sech déi stäerker duerch an dat ass nun emol net Lëtzebuergesch.

Ausser, d'Politik gräift an an dese Konkurrenzkampf, wéi et jo och deelweis gemaach gëtt. A wa mir hei wëllen, da kënne mir eppes maachen, fir eis Sprooch ze erhalen an hir erëm déi Plaz ginn hei am Land, déi se verdéngt huet. Dat ass eise Choix heibannen. A mir si verantwortlech, ob eis Sprooch sech erkrutt oder ob se weiderhi verschwënt.

Als ADR wëlle mir iwwerall esou wäit wéi méiglech eis Lëtzebuergesch Sprooch benotzen an dat ganz einfach, well et d'Sprooch vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzebuerg ass. An éier elo ee kënnt a seet: „Dir hutt eppes géint aner Sproochen“: Nee, mir hunn näischt géint aner Sproochen! Mir hunn näischt géint Däitsch, Franséisch, Englesch an aner Sproochen. Mir wëllen awer eis kleng Sprooch, déi eis um Häerz läit, déi wëlle mer hei an eisem klengen Land erhalen, net méi an net manner!

Konkreet gëtt et vill Moosnamen, déi ee kéint ergräifen, déi méi wäit ginn an déi ganz harmlos sinn, harmlos an einfach an awer vill bréngen. An ech hunn der elo hei zwou matbruecht, zwou konkreet Moosnamen, fir eis Sprooch ze stäerken. Si di kengem wéi, se sinn absolut positiv. Dat sinn zwou Motiounen. An déi eng Motioun, do geet et ëm d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum. Dat, wat hei an der Motioun steet, ass dat, wat d'Actioun Lëtzebuergesch Iech als Partei gefrot hat virun de Walen, wou Der konnt äntwerten, ob Der dermat d'accord wiert oder net. Hei kënnt Der da lo kucken, ob Der sou äntwert, wéi deemools virun de Walen.

Et geet drëms, fir d'Lëtzebuergesch erëm méi an den Alldag ze bréngen. Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergesch-coursé gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen. A wann et nëmme ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënne. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzebuerg hir Sprooch héichhalen.

An déi zweet Motioun, déi ech matbruecht hunn, dat ass en Thema säit Joren an d'Partei sinn alt emol derfir, alt emol dergéint. Haut géife mer och emol eng Äntwert gäre kréien. Do geet et drëms, fir ze proposéieren, Lëtzebuergesch endlech zu enger offizieller Sprooch vun der Europäescher Unioun ze maachen. An zwar net esou, dass alles iwwersat misst ginn, mee no Modell, wéi och d'Irescht eng offiziell Sprooch ginn ass am Joer 2007, also Amtssprooch ouni komplett Iwwersetzungsflucht.

Ech géif Iech bidden, dat matzestëmmen, fir eis Sprooch. Ech soen Iech Merci.

### Motion 1

*D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt*

– et an der EU eng grouss Villfalt u Kulturen a Sprooche gëtt an datt d'Sprooche vun der EU e wichtige Piller vum gemeinsame kulturelle Patrimoine vun Europa sinn;

– d'EU aktuell 24 offiziell Amtssproochen huet, dorënner och (wat d'Zuel vun de betreffende Mammesproochler ugeet) relativ „kleng“ Sprooche wéi Malteesesch oder Iresch;

– Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg der Verfassung no d'Sprooch vum Land ass an nom Gesetz vun 1984 souwuel Nationalsprooch wéi och administrativ Sprooch ass, ass sech bewosst, datt

– d'Roll vun eiser Nationalsprooch an der EU sech aktuell dorop limitéiert, datt europäesch Institutioone mam Lëtzebuergesch Staat senger Hëllef op Lëtzebuergesch äntweren, wa si e Brëif oder eng Demande an eiser Nationalsprooch kréien,

fuerdert d'Regierung op,

– sech aktiv, a méi wéi bis elo, fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuergesch Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun anzusetzen, an dëst nom Virbild vum Ireschen, datt 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungsflucht.

(s.) Fred Keup.

### Motion 2

*D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt*

– d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum vu grousser Bedeutung ass: „Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem

hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergesch-Course gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen, a wann et nëmme ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënne. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzebuerg hir Sprooch héichhalen“ (Actioun Lëtzebuergesch),

ass sech bewosst, datt

– et am öffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vum Franséische géintwuer dem Lëtzebuergesch gëtt, wat een hu Begrëffer wéi „Maison relais“ (amplaz „Kannerhaus“ oder „Kannernascht“) oder „Stade de Luxembourg“ (amplaz „Stadion vu Lëtzebuerg“) erkennt,

fuerdert d'Regierung op,

– sech fir eng méi grouss Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum anzusetzen, „z. B. bei der Begrëssung op der Grenz, um Flughafen, op den touristesche Schëlter op den Autobunnen, de Websäiten, op de soziale Medien, un de Gebaier, bei de Publikatiounen, de Formulären, op de Schëlter, Timberen, bei de Bus-, Zuch- an Tramstatiounen, op de Plazen an de Stroossen“ (Actioun Lëtzebuergesch).

(s.) Fred Keup.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Lëtzebuergesch Sprooch stellt fir d'CSV e Band duer, dat ons all verbënnt: eis Integratiounssprooch. Am Sproochegesetz vun 1984 ass Lëtzebuergesch iwwer Gesetz als offiziell Landesprooch definéiert ginn. D'Lëtzebuergesch Sprooch ass am Verbond mat der Méisproochegkeet an der Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, verankert ginn.

An der Etüd „Recensement de la population – une diversité linguistique en forte hausse“, publizéiert vum Stater, steet, datt déi absolut Zuel vun de Residenten, déi Lëtzebuergesch als hir Haaptsprooch ugin, an d'Luucht gaangen ass, dëst par rapport zu 2011 vun 265.000 op 275.000, mä hiert d'Gewicht relativ zur Bevëlkerung erofgaangen ass. Dat erkläert sech doduerch, datt eis Bevëlkerung e Wuesstum tëscht 2011 an 2021 vu 25,7 % hat. Deen Zouwues ass haaptsächlech duerch d'Zouwanderung zustane komm, an dowéinst muss de Verglach mat Virsiicht gemaach ginn.

En plus steet an der Note méthodologique vun där Etüd, datt de Prozentsaz, deen erofgeet, net bedeit, datt de Gebrauch vun der Sprooch erofgeet. D'Lëtzebuergesch ass mat Ofstand déi éischt Sprooch vun 49 % vun der Gesamtbevëlkerung. Lëtzebuerg zeechent sech gläichzäitig duerch seng Méisproochegkeet aus a laut der Etüd ass d'Sproochewillfalt staark an d'Luucht gaang. Mir gesinn d'Situatioun vum Lëtzebuergesch net esou schwaarz wéi eise Virriedner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stellewäert vum Lëtzebuergesch ass esou ze gesinn: Et soll Brécke bauen, e Lien schafen, deen eis Gesellschaft verbënnt. Eis Sprooch soll Mënsche mat verschidde Kulturen a Liewensgeschichte verbannen an net trennen a splécken. Si dréit zum gesellschaftlechen Zesammenhalt bäi. Dofir spillt eis Sprooch eng zentral Roll bei der Integratioun. Lëtzebuergesch ass fir eis eng Integratioun- a Kommunikatiounssprooch. Si ass en Deel vun eiser Identitéit an dem kulturelle Patrimoine. Duerch eis Sprooch ginn eis Kultur an eis Traditiounen vermëttelt. Mir wëllen eise



Matbierger duerch besser Lëtzebuergeschkenntnisser d'Integratioun erlichteren an d'Zesummeliewe förderen. Laut dem Institut national des langues ass Lëtzebuergesch déi heefegst gefroete Sprooch, an 61.000 Persounen sinn um Ilo.lu ageschriwwen. Dës Offer muss weider ausgebaut an ënnerstëtzt ginn.

Déi Lëtzebuurger Sprooch war laang Zäit éischter eng geschwate Sprooch. Duerch déi digital Medien a sozial Media gëtt ëmmer méi Lëtzebuergesch geschriwwen. Lëtzebuergesch ass eng dynamesch Sprooch, déi sech stänneg weiderentwéckelt, wéi zum Beispill de Wuertschatz, dee wiisst. Eis Sprooch ass lieweg, wann een déi sëlleg Texter gesäit, ob Prosa, Poesie, Museksstécker oder all aner Formen vum kulturellen Ausdruck, déi an eiser Sprooch verfaasst ginn.

De Stellwäert vum Lëtzebuergesch ass dee vun enger lieweger, geschwate, geschriwwener, gesongener Sprooch an der Mëtt vun enger oppener multikultureller méisproocheger Gesellschaft. Mir ënnerstëtzen d'Fuerschung am Beräich vun der Lëtzebuurger Sprooch a wellen dës Recherche ausbauen. Et solle reegelméisseg Etüden iwwer, zum Beispill, d'Leiere vun der Lëtzebuergescher Sprooch gemaach ginn. Och muss den Zentrum vun der Lëtzebuurger Sprooch gestärkt ginn an ënnerstëtzt gi beim Ausschaffe vu verschiddenen thematesche Glossairen.

An de Crèchen an an de Maison-relais léieren d'Kanner d'Lëtzebuergesch. Doduerch, dass d'Kanner, deenen hir Mammesprooch eng aner ass, heemkommen a Lëtzebuergesch schwätzen, motivéiert dat hir Elteren ëmmer méi oft, och Lëtzebuergesch ze léieren. D'Leiere vum Lëtzebuergesch op alle schouleschen Niveaue soll weider ënnerstëtzt ginn. Et ass wichteg, dass d'Lëtzebuergesch an anere Fächer a bei auserschouleschen Aktivitéiten geschwat gëtt, well d'Konzept „learning by doing“ déi bescht Method ass, fir eng Sprooch ze léieren.

Mir müssen och derfir suergen, dass an de privaten internationale Schoule Lëtzebuergesch geléiert gëtt. Mir als CSV wellen den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch ëmsetzen an ausbauen. Den Asaz fir d'Lëtzebuurger Sprooch ass fir d'CSV evident. A well et evident ass fir d'CSV, setze mir eis fir d'Förderung vun eiser Sprooch an. Mir bekennen eis zur lëtzebuergescher Sprooch als Ausdruck vun enger inklusiver Identitéit, déi d'Land an d'Leit verbënnt an net spléckt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Kemp. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Tech.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech sinn engersäits frou, dass déi rezent Etüd vum Stateg iwwert d'Sproochesituatioun hei am Land de wichtige Sujet vun der Promotioun vun Lëtzebuergesch erëm eng Kéier ervirhieft. Anersäits fannen ech et allerdéngs schued, wann eenzel Zuelen aus esou enger Etüd erausgefëscht an deelweis net ganz richtig interpretéiert ginn.

Wat de Stateg erausfonnt huet, an dat ass och vu menger Virgängerin ënnerstrach ginn, dat ass, dass déi relativ Zuel u Leit, déi doheem oder op der Aarbecht reegelméisseg Lëtzebuergesch schwätzen, erogaangen ass. Wéi de Stateg et selwer op der Säit 10 vu sengem Bericht erwänt, heescht dat net, dass 39 Prozent vun den Awunner d'Lëtzebuurger Sprooch guer net beherrschen, ma just, dass si dës Sprooch net reegelméisseg doheem oder op der Aarbecht schwätzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Wa mir kucken, wéi vill Leit all Joer nei op Lëtzebuerg kommen, dann ass et nëmmen normal, dass de prozentualen Undeel vun

der Bevëlkerung, deen doheem Lëtzebuergesch schwätzt, erofgeet. Dat heescht net, dass déi auslännesch Awunner kee Lëtzebuergesch kënnen schwätzen oder verstoen. Am Géigendeel! Mir gesinn, dass den Interêt um Lëtzebuergesch ëmmer méi grouss gëtt. Bannent zéng Joer huet d'Zuel vun den Aschreiwungen an d'Lëtzebuergeschcoursen am INL sech méi wéi verdoubelt. An de leschte fënnf Joer waren iwwer 68.000 Leit a Lëtzebuergeschcoursen ageschriwwen – esou vill wéi nach ni virunner!

A fir der grousser Nofro un dëse Coursen nozokommen, huet den Institut national des langues sech an de leschte Jore méi breet opgestallt an dräi nei Antennen opgemaach. Zejoert gouf dann och d'Gesetz iwwert den INL moderniséiert, fir sengen neien Erausforderungen eng nei gesetzlech Basis an déi néideg Strukturen ze ginn. Nieft dem INL bitt och de Service vun der Erwuessenebildung e sëllege Coursen am Lëtzebuergesch un. An dës Offer gouf an de leschte Jore weider ausgebaut, och a punkto Orthografie. D'Reegele kann ee sech och selwer bäibréngen mat den neien Tutorials, déi den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch zesumme mam SCRIPT ausgeschafft huet.

Och am Ausland fërdert d'Regierung d'Leiere vun der Lëtzebuurger Sprooch. Leit aus de Grenzregiounen, déi op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen, kréie schonn am Virfeld d'Méiglechkeet gebueden, fir sech bei eis am Land eis Sprooch unzëeegnen. Déi viregt Regierung huet och verschidden Accorde mat Partner an Däitschland an a Frankräich ofgeschloss. Sou zum Beispill d'Konventioun mat der Académie de Nancy-Metz, an där festgeluecht gouf, dass d'Studente vun de Berufsschoulen am noe franséische Grenzgebitt optional un enger Aféierung an d'Lëtzebuurger Sprooch kënnen deelhuefen. Hei ginn am Moment virun allem d'Beräicher Fleeg, Gastronomie a Sécherheet viséiert, also strateegesch gesinn déi Beräicher, an deene mir zu Lëtzebuerg immens vill Grenzgänger astellen. En änlecht Ofkommen gëtt et iwwregens mam Saarland a mat Rheinland-Pfalz.

Zanter 2015 erstellt den INL dann och didaktescht Material fir d'Leiere vun eiser Sprooch. Méi wéi 97.000 Exemplaire vum Buch „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?“ goufe bis ewell verkaaft. Den Educatiounsministère huet och eng Onlineplattform an d'Liewe geruff, déi den Notzer weltwäit gratis Zougrieff op Lëtzebuergeschcoursé bitt.

All dës Moosnamen sinn Deel vum Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch. An Zukunft soll dësen Aktiounsplang reegelméisseg un d'Bedierfnesser vum Terrain ugepasst ginn, fir den Zougang zur Lëtzebuurger Sprooch weider ze verbesseren. D'Stärkung vun der Sprooch gouf nämlech och am neie Koalitionsaccord als e wichteg Zil festgehalten. Deemno sollen ënner anerem weider digital Instrumenter ausgeschafft ginn, déi den aktive Gebrauch vun eiser Sprooch ënnerstëtzen.

Zu gudder Lescht wéilt ech allerdéngs nach soen, dass et d'Verantwortung vun eis alleguer ass, fir eisen auslännesche Matbierger eis Sprooch méi no ze bréngen. Wéi dacks gi mer an e Buttek a mir schwätze mat de Verkeeferinnen an de Verkeefer direkt Franséisch amplaz als Éischt emol op Lëtzebuergesch unzefänken? Dobäi wësse mir jo guer net, ob déi Persoun kee Lëtzebuergesch versteeft, a ginn hir emol net d'Chance, fir eis Sprooch ze schwätzen. Sou maache mer hinnen also d'Dier fir an eis Sprooch vun Ufank un direkt zou.

A kuerze Wieder: Lëtzebuergesch ass a soll och an Zukunft d'Integratiounssprooch hei am Land bleiven. An dofir muss mer all zesummen e gönschtegt Ëmfeld fir d'Leieren an d'Schwätze vun eiser Sprooch schafen.

An an deem Sënn géif ech och eng Motioun deposéieren an Tech Merci soe fir d'Nolauschteren. An dat war eng Punktlandung, Här President.

### Motion 3

D'Chamber,

vu

– dass et ee politesche Konsens iwwer d'Wichtigkeet an d'Noutwendegkeet vun der Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch gëtt;

– déi rezent konstitutionell Verankerung vum Lëtzebuergesch als Landessprooch,

bekannt sech weiderhin

– zur Lëtzebuurger Sprooch als Kommunikatiouns- an Integratiounssprooch;

– zur Méisproochegkeet;

– zur Lëtzebuurger Sprooch als Ausdruck vun enger inklusiver Identitéit, déi Land a Leit verbënnt an net spléckt, begréisst

– déi rezent Efforte vun der Regierung, fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ze verbesseren;

– d'Schafe vum Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch (ZLS) a vum Institut national des langues Luxembourg (INLL);

– d'Ëmsetzung vun enger Hellewull vu Moosnamen aus dem Aktiounsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch;

– dass d'Stärkung vun der Lëtzebuurger Sprooch am Koalitionsaccord fir d'Legislaturperiod 2023–2028 festgehale gouf,

invitéiert d'Regierung

– den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch permanent un nei Realitéiten unzepassen a reegelméisseg ze evaluéieren, dat virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outilen op Lëtzebuergesch;

– den Zougang zur Lëtzebuurger Sprooch weider ze verbesseren, dat virun allem och mat Coursen, déi méi op den aktive Gebrauch setzen a manner op d'Schrëftsprooch an d'Grammatik.

(s.) André Bauler, Barbara Agostino, Françoise Kemp, Mandy Minella, Stéphanie Weydert.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmoos merci, Här Bauler. An da komme mer zur nächster Riednerin. Dat ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Här President, Kolleegen a Kolleeginnen: „Die Grenzen meiner Sprache bedeuten die Grenzen meiner Welt“, huet eng Kéier en éisträichesche Philosoph gesot. Den Här Keup huet haut gesot: „Déi lëtzebuergesch Sprooch verschwënt.“ Hien hätt dat esou an deem Stateg-Rapport gelies, deen ech och gelies hunn. Ech hunn dee Saz d'ailleurs néierens esou fonnt!

Et huet een nach ni eng Sprooch doduerch geschützt, dass een se forcéiert huet. Genau esou sollt een d'Argument vun der Sprooch net benotzen, fir falsch Ängschten iwwer d'Ausstierwe vun de Lëtzebuurger ze verbreeden an domat eng ënnerschwellig Auslännerfeindlechkeet an déi politesch Debatt ze bréngen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Eis Sprooch war ni manner vum Ausstierwe bedrot ewéi haut, an dat och duerch de grouse Verdéngscht vum Lëtzebuurger Kultursecteur, eiser Musek an der Lëtzebuurger Literatur – och, wann den Här Weidig a Keup hiert Buch bedauerlecherweis jo net dozou gehéiert –, an esou räich wéi haut war d'Lëtzebuurger Sprooch an eiser Geschicht nach ni.

Wien haut net mat Scheiklappen duerch d'Liewe leeft, dee weess, dass eng vun de Stärkte vun onsem Land ons Méisproochegkeet ass. Lëtzebuergesch hat a behält dobäi deen héchste Stellewäert zu Lëtzebuerg, an dat weist och de Rapport, op deen d'ADR sech haut hei baséiert. Dee Rapport ënnersträicht nämlech, dass an absolutten Zuele méi Leit ewéi jee déi Lëtzebuergesch Sprooch als Haaptsprouch schwätzen.

*(Interruption)*

Da schwätzen ech weider.

Dass eis ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Keup, wann d'Madamm Braz erlaabt ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech schwätze fir d'éischt fäerdeg, an dann iwwerleeën ech mer et nach eng Kéier.

*(Hilarité)*

Dass eis gesellschaftlech Diversitéit sech an deem Rapport feststelle léisst, ass sécherlech e Fakt. Et ass awer ignorant, dést wëllen als Schwächt vun eisem Land duerstellen a vu schlechten Noriichten hei ze schwätzen.

Eis Sprooch ass en Deel vun eiser nationaler Identitéit a gouf dofir och d'lescht Joer als Sprooch vun eisem Land an onser Verfassung verankert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Gradesou gehéieren awer och d'Franséisch an dat Däitsch zu onse Sproochen an de Rapport vum Statec hält wuel fest, dass och déi englesch Sprooch ëmmer méi u Popularitéit zu Lëtzebuerg zouhëlt. Déi Mëschung mécht d'Méisproochegkeet hei am Land aus.

An dës Méisproochegkeet ass e grouse Räichtum fir eist Land. Et ass e Räichtum fir d'Zesummeliwen, awer och fir den Aarbechtsmarché, fir eis Finanzplaz an eis Wirtschaftsplaz. Déi bedeitend Stärkt vun eiser Méisproochegkeet ass aussergewöhnlech an et ass zu engem gudden Deel eis sproochlech Situatioun, déi eis eenzegaarteg op dëser Welt mécht an déi eis als klengt Lëtzebuerg och erlaabt, e wichtige Spiller ze sinn, souwuel um europäesche Parquet wéi och um internationalen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Dat stellt eis selbstverständlech virun eng Rei Erausforderungen an et ass immens wichtig, dass mir do sachlech an ouni grouss Polemik an ouni ze iwwerdreiwen iwwert déi sproochlech Realitéiten an Defien debattéieren.

Eng Erausforderung vun der Méisproochegkeet gesi mir an eisem Educatiounssystem, deen eng zentral Roll spillt fir d'Promotioun vun onser Sprooch. D'Sproochen, déi d'Schüler doheem schwätzen, ginn ëmmer méi divers an de Sproochenniveau variéiert bei der Aschoulung staark vun engem Kand op dat anert. E Schoulsystem, deen dës Schwierigkeeten net auszegläiche weess, dat ass e Schoulsystem, deen op Diskriminatioun baséiert. Fir eis als LSAP dierfen d'Sprooch keng schoulesch Barriär sinn. Dofir fuerdere mer och, dass den Educatiounssystem ugepasst gëtt, fir de sproochleche Realitéit vun eisem Land gerecht ze ginn, a jiddereen eng reell Chance ka kréien.

Trotz den Erausforderunge stelle mer awer fest, dass den Interessi un der Lëtzebuerg Sprooch esou grouss ass wéi nach ni. D'Leit wëlle Lëtzebuergesch schwätzen. Hei hunn och d'Gemengen eng Roll ze spillen. Ausgebuchte Sproochecoursen, laang Waardelëschten, eng limitéiert Offer, wéineg Flexibilitéit bei den Horairen, soudass et fir schaffend

Leit trotz engem Congé linguistique oft schwierig ass, deelzehuelen, elengerzéiend Elteren, déi keng Méiglechkeet hunn, owes d'Haus ze verloossen an en Owescours ze besichen, alles dat si Realitéiten.

D'Leit wëllen eis Sprooch léieren, mee si kréie keng Offer, déi hire Besoinen entsprécht. Hei mussen léierwer méi fréi wéi méi spéit zousätzlech Hiewelen ëmgeluecht ginn, fir der Demande entgéintzekommen.

Wéinst eiser eenzegaarteger Situatioun kënne mir net bei anere Länner knäipen. Mir mussen selwer Léisunge fannen. An d'Zil muss sinn, esou gutt et geet zu eiser Sprooch ze motivéieren an eng ugepassten Offer ze proposéieren. Et ass dofir an dëser Debatt wichtig a vill méi sénnvoll, sech op déi selleg positiv Effekter an Aspekter vun eiser Méisproochegkeet ze konzentréieren an ze kucken, wéi mer déi kënne verbesseren.

Här President, déi Lëtzebuergesch Sprooch spillt selbstverständlech eng wichteg Roll, grad fir eist gesellschaftlech Zesummeliwen. An deem Kader sinn déi lescht Joren och schonn eng ganz Rei Mesüre geholl ginn, déi iwwert déi nächst Jore solle gräifen an hoffentlech beim nächste Bilan och hir Friichte wäerten droen. Ech schwätzen hei, wéi scho meng Virgänger, ënner anerem vum neie Gesetz vum interkulturellen Zesummeliwen a vum Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerg Sprooch.

Am Kader vum Aktiounsplang rappeliéieren ech och hei un d'Decisioun vum Regierungsrat vum 22. Juli d'lescht Joer, wou festgehale gouf, d'Lëtzebuergesch Verfassung an den europäeschen Traité op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, europäesch Subsidien unzestriewe fir d'Recherche an d'Educatioun an och fir weider administrativ Arrangementer ze fannen.

Här President, et stellt keen a Fro, dass d'Promotioun vun der Lëtzebuergesch Sprooch wichteg ass. Wat mir als LSAP awer a Fro stellen, ass, dass eis Sprooch vu vëlleschem Gehabe benotzt gëtt, fir eng nationalistesch Politick wëllen ze promovéieren.

*(Interruption)*

Lëtzebuerg ass oppen. Lëtzebuerg ass tolerant. Lëtzebuerg ass international. Eist Land ass a bleift e méisproocheg Land. An et ass un eis, derfir ze suergen, dass all d'Bierger d'Méiglechkeeten hunn, sech um gudden Zesummeliwen an eiser Gesellschaft ze bedeelegen, egal vu wou si kommen!

Ënnerschriwwen vun engem Portugis aus der zweeter Generatioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz gutt! Ganz, ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Braz. Erlaabt Der, datt den Här Keup Iech eng Fro stellt?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Dajee alt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Wann Der dat erlaabt. Här Keup, kuerz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Et ass am Fong ganz kuerz. Dir hutt geschwat vun den absolutten Zuelen a vun de relativen Zuelen. Dir hutt gesot, d'absolutt Zuelen, déi géifen ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech hu just vun absolutten Zuele geschwat, jo.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo. Vun deenen hutt Der geschwat?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Net vu relativen. Dat waart Dir.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, bei den absolutten Zuelen, do ass et esou, dass mer 2011 323.000 Leit haten, déi

Lëtzebuergesch geschwat hunn am Alldag, an elo sinn et der 292.000. Also minus ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ech hu vun deene geschwat, déi Lëtzebuergesch als Haaptsprouch uginn hunn. Do gi mer erop.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, jo, mee elo hei dës Fro. Dat ass elo de Statec, deen dat seet, an duerfir seet e jo „érosion“, duerfir seet en „diminué“, déi absolutt Zuelen: minus 31.500 an Zäit vun zéng Joer. Dat ass déi Sprooch, déi d'Leit am Alldag benotzen – net nëmmen doheem, mee am Alldag och. A meng Fro ass: Ass dat da lo eropgaang oder ass dat erofgaang?

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Ben, mir krute staark Flux-migratoiren iwwert déi lescht Joerzénge. Dat ass kee Geheimnis. An dass dat déi dote Statistik sécher och beaflosst, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | D'absolutt Zuelen.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | ... dat ass och kee Geheimnis.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dach, d'absolutt Zuele sinn net ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift! Dir hutt eng Fro gestallt, d'Madamm Braz gëtt eng Äntwert.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | D'absolutt Zuele bleiwen awer ...

**Une voix** | Als Haaptsprouch, Här Keup.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | D'absolutt Zuele widderleeën awer Är grouss Angscht, dass d'Lëtzebuergesch Sprooch amgaangen ass, auszestierwen, well déi soe ganz kloer: D'Lëtzebuergesch Sprooch gëtt haut vu méi Leit als éischt Sprooch geschwat wéi virun zéng Joer. Domadder ass Är Behauptung falsch.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, merci Madamm Braz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat heescht, de Statec läit falsch?

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Elo schlësse mer dat Zwigespréich hei of. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Oh là là!

*(Hilarité)*

„Zwou Säiten. Vun éiwegen Zäiten huet alles wéinstens zwou Säiten. Well jiddereen nun all Saach gesäit vu senger Säit, duerfir sinn d'Leit vun no a wäit sou vill gehäit mat Sträit an Näid.“ Wéi den Dicks dat do geschriwwen huet, eppes, wat d'ailleurs haut wuel nach all seng Wourecht huet, war Lëtzebuergesch weeder am Gesetz nach am kollektive Bewosstsäin eng vollwäerteg „Sprooch“. An der Schoul goufe laut Gesetz vun 1843 zwou Sproocher geléiert: Franséisch an Däitsch. Doheem an an de Relatiounen tëscht de Mënschen huet sech du lues a lues eng vereente Versioun vun dem moselfränkischen Dialekt breet-gemaach, deen haut d'Lëtzebuergesch ass. An zu deene Geschichtsverfälschung vu virdrun: Ech hunn elo keng Zäit, Iech hei ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift! Madamm Tanson, et ass un Iech.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... dat virzeliesen, mee do kënnt Der och noliesen, dass et absolutt contestéiert ass, dass Lëtzebuergesch schonn iwwerall geschwat ginn ass bei der Grënnung vun eisem



Land. Dat Eenzegt, wat net contestéiert ass, ass, dass Lëtzebuerg vun Ufank u virun allem eppes war, an zwar méisproocheg!

Et huet bal 150 Joer no der Grënnung vum Lëtzebuurger Staat gebraucht, bis datt nieft deenen zwou Sproochen Franséisch an Däitsch och d'Lëtzebuergesch gesetzlech verankert gouf, an zwar – an duerfir ass et eigentlech en excellente Moment, fir heiriwwer ze diskutéieren – de 24. Februar 1984, dat Gesetz also, dat elo säi 40. Anniversaire feiert.

Dir kennt vläicht méttlerweil meng Virléift fir all Documents parlementaires. Op alle Fall huet de Staatsrot 1981 nom Depot vun deem Gesetzesprojet beim Premierminister nogefrot – schonn awer e relativ interessanten Akt – per Bréif, ob de Gesetzesprojet wierklech soll duerchgezu ginn, wou Lëtzebuergesch soll zur Nationalsprooch erkläert ginn. Déi zoustänneg Kommissioun hat Angscht, ech zitieren: „d'exposer le pays au ridicule“, well dach ons Gesetzestexte weider op Franséisch géife geschriwwen ginn.

Dëst, fir a ganz kuerze Wieder – well ech hunn net vill Zäit – ze verbildlechen, wéi eng Evolutioun ons Sprooch zënter der Grënnung vum Lëtzebuurger Staat matgemaach huet, net nëmmen an hirem Gebrauch, mee och an der institutioneller Opfaassung. Zënter Juli 2023 seet ons Verfassung an hirem Artikel 4 klipp a kloer – a wann ee wëll, souguer och op Lëtzebuergesch –: „D'Sprooch vun Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch.“

Nieft dem rechtliche Schutz, deen nach ni esou staark war wéi elo, kënn nach eng ganz aner Evolutioun mat derbäi. Ons Literatur, de Kino, d'Televisionsserien op Lëtzebuergesch hu sech an deene leschte Jore exponentiell entwéckelt. De Film- an de Buchpräis zejoert gongen u Wierker a Lëtzebuurger Sprooch. Am Alldag gëtt op Facebook, WhatsApp et cetera op Lëtzebuergesch geschriwwen an et kann ee souguer Minecraft op Lëtzebuergesch spillen. Ons Lëtzebuurger Sprooch entwéckelt sech stänneg weider. Si ass esou lieweg wéi ni virun.

Se gëtt och net vu manner Leit als Haaptprooch hei am Land geschwat wéi nach virun zéng Joer, mee vun 10.000 Leit méi. Ma den Undeel vun Awanderer ass an de leschten zéng Joer stänneg an d'Luucht gaangen. Et koume 25 % vun der Populatioun bäi, soudatt et verständlech ass, datt als Prozentsaz ausgedréckt de Gebrauch vum Lëtzebuergesch als éischt Sprooch zréckgoung.

Här President, mir wëllen ons weiderhi staark fir d'Lëtzebuergesch asetzen, op kulturellem, gesellschaftlechem an institutionellem Plang. Mir sinn eis Sprooch awer net a Gefor, well nach aner Sproocher geschwat ginn. Am Géigendeel: D'Méisproochegkeet ass en elementaren Deel vun onser sproochlecher a kultureller Identitéit. Et ass duerch si, datt mer d'Sprooch vu villen anere kënnen, datt mer domat Brécke bauen a Mënsche bei ons ophuelen, déi sech extrem séier bei ons kënnen zurechtfannen, datt mer op ville Plazen an der Welt gutt eens gi mat onse sëllege Sproochekenntnisse. All dat verhënnert net, datt a wichtege Servicer jiddwerengem a senger éischter Sprooch soll kënnen gehollef ginn, mee et verhënnert d'Ausgrenzung iwwert d'Sprooch.

Dat ass nämlech scho méi wéi eng Kéier an onser Geschichte probéiert ginn. Sou huet d'extrem Riets zu Lëtzebuerg nom Zweete Weltkrich an Associatiounen iwwerwuntert, déi sech den Asaz fir d'Lëtzebuurger Sprooch op de Fändel geschriwwen haten. D'Sprooch gëtt aus dësen Ecker gär als en trojanesch Päerd benotzt, fir net salonfäeg Theemen an Aussoen an eise politeschen a gesellschaftlechen Debat ze bréngen.

**M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!**

**Mme Sam Tanson (déi gréng) |** Se gëtt alt emol méissbraucht an engem politesche Versteesdemech, dat d'Stabilitéit vun engem Land net un der Stärkt vu sengen Institutione moosst, mee un de kulturellen a letzlech eethnesche Gemeinsamkeete vun den Awunner. De Sproochentheema muss also hierhalen als Stellvertrieder fir dat, wouriwwer een net oppe schwätze kann oder wëll. Dat ass eng Strategie, bei där et zwar vierdergrënneg ëm d'Sprooch geet, mee am Fong dorëmmer, wien hei am Land derzougehéiert.

Esou gi Sprooch a Kultur vun deene selwechte gär méissbraucht, fir ons Gesellschaft ze splécken, fir Ängschten a Feindbiller ze schüren, amplaz déi permanent Weiderentwécklung vun onser Gesellschaft a Sprooch op eng éierlech Aart a Weis ze thematiséieren. Deem widderetze mer eis!

Mir gesinn d'Lëtzebuurger Sprooch als en Integratiouns- an net als en Exklusivfaktor a mir wäerten ons och ëmmer dergéint wieren, datt se benotzt gëtt, fir Deeler vun eiser Bevëlkerung auszegrenzen.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Madamm Tanson. An den Här Keup huet gefrot, ob en Iech kann eng Fro stellen, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson (déi gréng) |** Nee, ech mengen, et ass déi selwecht wéi virun ...

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup (ADR) |** Nee, et ass eng aner.

**M. Claude Wiseler, Président |** Wann d'Madamm Tanson d'Fro net akzeptéiert, dann ass dat ...

*(Interruption)*

**Une voix |** Keng Diskussioun.

**M. Claude Wiseler, Président |** Voilà! Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori (Piraten) |** Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, haut wëll ech iwwer eis National-sprooch schwätzen, Lëtzebuergesch, wat méi ass wéi just e Kommunikatiounsmittel. Et ass en Deel vun eisem Patrimoine an eiser lëtzebuergescher Identitéit. Fir eis ass d'Lëtzebuurger Sprooch nach ëmmer wichteg an op der éischter Plaz vun alle Sproochen, déi hei am Land geschwat ginn. Dëst weist eis, dass trotz der Presenz vun anere Sproochen d'Lëtzebuergesch wichteg bleift a sech an eisem multikulturellen Kontext weiderentwéckelt. D'Lëtzebuergesch war nach ëmmer wichteg a wäert dat och an Zukunft bleiwen.

Et ass en ontrennbaren Deel vun eisem Alldag, vun eiser Kultur an eiser Identitéit als Land. Elo kann ee soen, dass jo awer vill Leit hei am Land guer kee Lëtzebuergesch kënnen. Jo, dat ass net ganz falsch. Awer hei gëtt et e grouse Mee, well et ass gutt, dass déi Leit hei am Land sinn, och wa se kee Lëtzebuergesch schwätzen, well si schafen de Räichtum vu Lëtzebuerg, deen eise Liewensstandard erméiglecht. D'Piraten verstinn d'Suerg, dass d'Presenz vun Lëtzebuergesch an verschiddene Beruffsecteuren net esou grouss ass. Et muss een awer a realistesch bleiwen. Et wär schwéier, all Posten ze besetzen, wann een elo géif ufänken, fir eng Kandidatur an alle Beräicher Lëtzebuergesch virauszesetzen. Dat géif eis virun onstemmbar Erausforderunge stellen. Mir sinn op auslännescht Personal ugewisen.

Mir Piraten verstinn awer och déi Leit, déi zum Beispill beim Dokter mat enger Sprooch, déi se net verstinn, konfrontéiert ginn. Vill Leit leeën am Alldag Wäert drop, sief et op der Aarbecht, am Buttek oder eebe beim Dokter, fir Lëtzebuergesch schwätzen ze

kënnen a verstanen ze ginn. Jo, grad wann et ëm déi eege Gesondheet geet, da wëll ee sécher sinn, verstanen ze ginn an ze verstoen, wat fir e gesondheetleche Problem een huet a wéi dat och sollt traitéiert ginn.

Fir eis ass et dofir wichteg, dass d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch an Zukunft nach méi gefördergt gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass d'Offer, fir Lëtzebuergesch ze léieren, iwwerall am Land assuréiert ass an d'Leit motivéiert ginn, fir sech derfir unzemellen, unni dass et zu engem Zwang gëtt.

Hei kënnen d'Betriben an den Ae vun de Piraten nach besser ënnerstëtzt ginn, fir dass och si nach méi a verstärkt hir Salarië proaktiv dozou motivéieren, fir sech fir Lëtzebuergeschcoursen anzuschreiwen an dat och als Gewënn ze gesinn.

Hei mussen virun allem och déi Leit viséiert ginn, déi am professionellen Alldag mat Clienten a Kontakt sinn. Mir mussen dann natierlech och derfir suergen, dass et genuch Plazen an de Coursë gëtt. D'Regierung muss hei endlech hir Verantwortung huelen, well grad bei de Coursë beim INLL gëtt et enorm grouss Waardelëschten. An de Congé linguistique existéiert zwar, mee et ass en administrativen Alldram fir all Patron.

Et ass och wichteg, d'Digitaliséierung ze notzen, fir d'Sprooch méi zougänglich ze maachen. Den llo.lu ass do e gudd Schratt, mee et muss weider ausgebaut ginn. Mir ënnerstëtzen, dass eis dräi Amtssproochen an der Fonction publique obligatoresch bleiwen a mir gesinn d'Méisproochegkeet als ee vun eise gréissten Atouten am europäesche Kader. Mir verstinn d'Suergen an d'Empfanne vun de Leit a mussen zesummen an neie Weeër schaffen, fir d'Leit fir eis Sprooch ze begeeschteren.

Eis Méisproochegkeet ass e Garant fir eise Wuelstand, fir e gutt Zesummeliwwen an e staarkt Mateneen. D'Valoriséierung vum Lëtzebuergesch beräichert eis Gesellschaft. Feiere mir a benotze mir eis Sprooch, net nëmmen als Ierwen, mee och als Piller vun eiser Zukunft. Mir halen d'Lëtzebuergesch lieweg an zentral an eisem Alldag.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass hei am Haus virun enger Zäit nach Franséisch geschwat gouf an dëst awer elo op Lëtzebuergesch ass, wat mir Piraten nëmme richtig fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Ganz gutt!

**M. Sven Clement (Piraten) |** Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Polidori. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ...

**M. Marc Baum (déi Lénk) |** Pardon.

**M. Claude Wiseler, Président |** Ok. Dir sidd net ageschriwwen, mee Dir kritt selbstverständlech d'Wuert, well et un Ärem Tour ass, Här Baum.

**M. Marc Baum (déi Lénk) |** Villmools merci, Här President. Jo, ech kommen iergendwéi aus dem Staunen net richtig eraus, well d'ADR-Fraktioun eng Aktualitätsstonn ugefrot huet, fir eng – Zitat – „éierlech Analys vun der reeller Situatioun“ ze maachen opgrond vun engem Rapport vum Statec. An déi Aktualitätsstonn huet dann den Titel: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, hält of“. Mee dat geet iwwerhaupt net aus dësem Rapport ervir. Hei sinn aner Saache gefrot ginn. Hei ass virun allem gefrot ginn, wat d'Leit als hir Haaptprooch uginn, an et ass gefrot ginn, wéi eng Sprooch se doheim respektiv op der Aarbecht habituellement schwätzen. An d'Antwort op déi éischt Fro, an dat ass och déi fiabelst, ass, datt d'Zuel vun deenen, déi uginn, Lëtzebuergesch als

Haaptsprooch ze hunn, dat heescht, déi Sprooch, an där se denken, vun 265.000 op 275.000 an d'Luucht gaangen ass. Also 10.000 méi wéi virun 10 Joer. Dat sinn 1.000 Leit pro Joer méi, déi vu sech soen, datt Lëtzebuergesch hir Haaptsprooch ass.

An dat Konzept ass awer net onproblematesch, an dat hu mer och gesinn, well vill Leit aus der zweeter Generatioun, déi zu Lëtzebuerg gebuer sinn, deenen hir Elteren awer eng aner Nationalitéit hunn, dat heescht, déi op Lëtzebuerg komm sinn, sech ganz schwéier gedoen hu mat där Fro. Just zwee Drëttel vun deene Leit hunn déi Fro iwwerhaupt kënne beäntwerten, wat dann hir Haaptsprooch ass, an dat ass jo och novollzéierbar. E portugisescht Kand, dat zu Lëtzebuerg grousst ginn ass, dat zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen ass, dat awer doheem Portugisesch geschwat huet, dat elo zu Lëtzebuerg schafft an och perfekt Lëtzebuergesch schwätzt, wat soll dat dann ugin, wat seng Haaptsprooch ass? Ass et Lëtzebuergesch? Ass et Portugisesch? Dat ass eng onheemlech Gefillssaach. Duerfir muss een och déi Notioun, mengen ech, hannerfroen, ëm déi et hei geet. Mee op jidde Fall schwätzt déi Persoun awer Lëtzebuergesch. An dat ass jo awer dat, ëm wat et geet.

An an der zweeter an der drëtter Fro geet et eeben drëm, wat habituellement geschwat gëtt, an dat och just op zwou Plazen, nämlech doheem an op der Aarbecht. An do kommen dann effektiv déi Zuelen eraus, datt an absolutten Zuelen an och relativen Zuele bësse manner Leit Lëtzebuergesch doheem an op der Aarbecht schwätzen. Mee et muss een dann awer och soen, déi Zuele ginn och absolutt a relativ zréck, wat d'Franséisch ugeet, déi ginn och zréck, wat dat Däitscht ugeet, a se gi massiv an d'Luucht, wat dat Englescht ugeet. Dat heescht, dee Verdrängungskampf an dee Kampf vun de Kulturen, wéi en hei ëmmer duergestallt ginn ass, dee muss een awer och ganz staark relativéieren.

An et muss ee jo och soen, an dat ass e Fall, deen ech kennen aus menger indirekter Noperschaft: E portugisesche Kach, éischt Generatioun Migratioun, deen zënter zéng Joer hei am Land ass, dee schafft an op senger Aarbecht ass déi habituell Sprooch Franséisch, doheem ass d'Sprooch Portugisesch, mee mat mir schwätzt e Lëtzebuergesch. Dee konnt dat an dëser Etüd iwwerhaupt net ugin, datt e Lëtzebuergesch kann. Duerfir ass de Saz: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen“, objektiv falsch, well dat net aus dëser Etüd ervirgeet. Dat, wat ervirgeet, dat sinn Erkenntnisser, déi mer eigentlech awer och scho méi laang hunn, datt déi zweet Generatioun, déi Leit, déi also zu Lëtzebuerg gebuer sinn, vill méi Facilitéiten hunn, fir Lëtzebuergesch ze schwätzen an och Lëtzebuergesch zu hirer Haaptsprooch ze maachen. Dat heescht, datt och d'Schoul weiderhin e ganz wichteg Integrationsfacteur ass.

An et geet och aus där Etüd ervir, datt souguer an der éischter Generatioun Immigratioun, wat d'Dauer méi laang ass, wou een zu Lëtzebuerg ass, wat och lues a lues ëmmer méi déi Zuel an d'Luucht geet vu Leit, déi soen, Lëtzebuergesch wier hir Haaptsprooch respektiv se géife Lëtzebuergesch doheem oder op der Aarbecht schwätzen. Och dat sinn éischter Phänomene, déi de Géigendeel vun deem beweisen, wéi dat, wat d'ADR-Fraktioun hei eis probéiert ze erzielen: Den Ënnergang vum Abendland, d'Ausstierwe vun der lëtzebuergescher Sprooch. De Géigendeel ass nämlech de Fall.

A verschiddener vun de Virriedner sinn och richtegerweis gaangen op d'Geschicht vun der Lëtzebuerg Sprooch an dorop, datt se ëmmer weider u Bedeitung gewonnen huet an deene leschte Joren, well d'Lëtzebuerg Sprooch grad eng Integratiounssprooch ass

a ka sinn an och eiser Meenung no weider soll ausgebaut ginn. Et ass eng räich Sprooch. Se ass net rigid an dat mécht hir Stärkt aus. Dat ass déi Capacitéit, déi d'Lëtzebuerg Sprooch huet an déi se um Liwwen hält an déi, mengen ech, de Géigendeel dovunner ass, datt eng Sprooch sollt ausstierwen.

Lëtzebuergesch gëtt ëmmer méi an ëmmer weider verschrëftlecht an et gëtt onheemlech vill lëtzebuergesch Publikatiounen vun Auteuren an der Literatur, an der Musek, am Theater, am Film, ëmmer weider hält d'Bedeitung vum Lëtzebuergesch och am kulturellen Ausdröck zou.

Lëtzebuergesch ass eng Integratiounssprooch an dat soll se och bleiwen. D'Sprooch soll do sinn, fir Leit mateneen ze verbannen an net auszegrenzen oder auszeschléissen. Den Titel vun der Analys vum Stateg ass „Une diversité linguistique en forte hausse“. Dës linguistesche Diversitéit, déi an d'Luucht geet, ass a war a wäert och ëmmer sinn: de Räichtum vun eisem Land, op dee mer houfreg kënne sinn!

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Kulturminister, Dir hutt d'Wuert.

#### *Prise de position du Gouvernement*

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Voilà. Här President, Dir Dammen an Härn Deputéiert, ech wëll ufänken, menge Virriedner an och Virriednerinnen op dëser Plaz e grouse Merci ze soe fir hir Interventiounen an hiren Input zu dësem ganz, ganz wichtige Sujet. Ech stelle fest, dass mer hei am héijen Haus e grouse politesche Konsens hunn, fir eis Sprooch, eis Lëtzebuerg Sprooch, weider ze promovéieren an hire Stellwäert och an eiser Gesellschaft weider ze stäerken. Dat freet mech, well et genau dat ass, wat sech och déi nei Regierung virgeholl huet. Mir fänke ganz kloer net bei Null un, mee kënnen op deem opbauen, wat iwwert déi lescht Jore lancéiert an un d'Rulle bruecht ginn ass.

Här President, ech soen et ganz däitlech: Jo, ech war schonn e bësse verwonnert, wéi ech d'Demande fir dës Heure d'actualité gelies hunn. Net iwwert d'Demande u sech, mee iwwert d'Argumentatioun. Aus der Vollekszielung 2021 vum Stateg zu der Sproochesituatioun hei am Land gouf vum Auteur just eng Donnée erausgepickt an aner wichteg Informatiounen einfach emol ewechgelooss.

**Une voix** | Et hat en net arrangéiert!

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Ech hat spontan d'Bild vun engem Jongleur virun Aen, dee just een eenzege Ball duerch d'Loft gehäit. Dat mécht d'Jongléieren zwar méi einfach, mee richteg Jongléieren ass et awer net. Ech erlabe mer dofir op dëser Plaz, e puer Zuele méi aus der Etüd an de Grapp ze huelen an déi reell Sproochesituatioun hei am Land méi nuancéiert ze belichten. Dat mécht menger Meenung no eng seriö Analyse och aus.

Ech wëll dofir op dëser Plaz dräi Punkten ervirhiewen: Éischtens: A senger éischter Fro zu der Sprooch huet de Stateg de Leit hir Haaptsprooch gefrot. Am Verglach zu 2011 kann een déi Stateg-Zuelen duerchaus encourageant fannen. Hei geet déi absolutt Zuel vun 265.731 op 275.361 am Joer 2021 souguer ëm ronn 10.000 Leit erop. Proportional geet deen Undeel 7 % zréck, wat bei engem Solde migratoire an deenen zéng Joer vun 130.000 Leit wuel ze erwaarde war. Eis Populatioun, an dat ass och hei schonns ugeschwat ginn, ass an där Zäit, jo, ëm 25,7 % gewuess a vun deene Leit,

déi nei op Lëtzebuerg kommen, ka wuel keen – oder déi allermannst – Lëtzebuergesch, scho guer net als Haaptsprooch. Nawell kënn de Stateg zur Konkusioun an ech zitieren: „Le luxembourgeois est de loin la première langue principale“.

Zweetens: Et ass net vu Muttwëll, wann een och d'Virwuert vun esou engem Etüd liest. Hei gi Stateg an och d'Uni Lëtzebuerg op d'Methodologie vun der Erziehung an, déi bei der Schwäiz ofgekuckt gouf, engem Land mat regionaler Méisproochegkeet. Am Virwuert schreiwene elo d'Auteuren, an ech zitieren nach eng Kéier: „[La méthode] ne correspond pas vraiment au Luxembourg, qui se considère comme un pays avec une seule communauté linguistique, dont les membres sont tous multilingues et maîtrisent généralement les trois langues administratives du pays, voire l'anglais ou d'autres langues“. Effektiv gouf nëmmen no enger Haaptsprooch gefrot, déi d'Leit am meeschte benotzen an och an där si denken. Et gouf net gefrot, wéi de Leit hire sproochleche Repertoire ausgesäit oder wat fir eng Sprooch si nach kënne schwätzen.

Drëtens: D'Etüd vum Stateg a vun der Uni Lëtzebuerg weist ganz kloer déi wellefërmeg Entwécklung vum Lëtzebuergesche jee no Dauer vun Integratioun op. Mir kennen déi Entwécklung hei zu Lëtzebuerg allze gutt.

Virun honnert Joer gouf et hei am Land esouguer munch Plazen, wou guer kee Lëtzebuergesch opgrond vun der Awanderung geschwat gouf. Ma lues a lues, mat der zweeter an der drëtter Generatioun, setzt sech d'Lëtzebuergesch duerch a mir mussen, jo, ganz kloer derfir suergen, dass dat och esou bleift. An deem Kontext sinn ech awer optimistesche. Dir wäert och gesinn, firwat.

D'Etüd vum Stateg ass interessant an och gutt. Mir wäerten eis als Kulturministère nach ëm weider Analysen an eventuell Aktiounen, Enquêtes, froen, fir doraus dann déi richtig an déi néideg Aktiounen op de richtige Plazen ze lancéieren. Zu där Fro, op déi den Auteur sech eleng fokusséiert, wéilt ech awer nach soen, datt mer mussen derfir suergen – an och dat ass schonns ugeschwat ginn –, dass jiddereen am Alldag an deenen ënnerschiddlechste Situatiounen op Lëtzebuergesch verstane soll ginn a sech och op Lëtzebuergesch soll kënnen ausdrécken. Dat gëllt besonnesch fir d'Beräicher Gesondheet, Fleeg, Commerce oder och Sécherheet.

Jo, ech weess, dat ass ambitiéis, mee éischt d'Projete lafen an deem Kontext. Schonns den Aktiounsplang 2022 vun der Regierung gesäit enner anerem zwou spezifesch Mesüere vir, nämlech d'Schafe vun engem sproochleche Mediateur fir d'Santé an d'Fleeg a fir de soziale Secteur a spezifesch flexibel Coursé fir d'Gesondheets- an och d'Fleegepersonal.

An deem Sënn sinn och grouse Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuergeschcoursen am noe Grenzgebitt unzebidden. Mir hunn zum Beispill eng gutt Zesummenaarbecht mat der Académie de Nancy-Metz, wou an Tëschenzäit an de Lycée-professionell laanscht d'Grenz bei dëse Beruffer Lëtzebuergesch ugebuede gëtt.

Här President, d'Zuele vum Stateg kommen net vum Himmel gefall. Jiddereen hei am Land huet matkritt, datt d'Immigratioun an deene leschte Joren zu engem Wuesstum vun der sproochlecher Diversitéit gefouert huet. Dës Zuele goufen zënter Laangem anticipéiert an déi viregt Chamber an och Regierung hunn, wéi gesot, grouse Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuerg Sprooch ze stäerken.

Op legaler Basis goufen hei am Haus follgend dräi wichteg Decisiounen geholl, déi ech hei nach eng Kéier wéilt ervirhiewen.



Éischtens: Mam Gesetz vum Juli 2018 iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch goufen ënner anerem den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch, den ZLS, an och de Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch an d'Liewe geruff.

Zweetens: D'Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Schaf vum Institut national des langues Luxembourg leet e grouse Schwéierpunkt op dat Lëtzebuergesch. Den INLL schafft Programmer, Materialien a Formatiounen aus an ass zoustänneg fir d'Zertifikatioun vun de Kenntniser vun der Lëtzebuurger Sprooch.

Drëttens: Viru bal op den Dag genau – dat hunn ech recherchéiert – 40 Joer, nämlech de 24. Februar 1984, krute mer e Sproochegesetz hei zu Lëtzebuerg, an deem d'Lëtzebuergesch als Nationalsprooch vun eise Lëtzebuurger Land festgehale gouf.

D'lescht Joer, och dat ass ugeschwat ginn, den 1. Juli 2023, gouf d'Lëtzebuurger Sprooch an eiser Constitutioun verankert, zesumme mat der Méisproochegkeet. Fir et op dëser Plaz nach eng Kéier kloer an däitlech ze soen: Den Asaz fir d'Lëtzebuurger Sprooch an och d'Méisproochegkeet schlësse sech net aus. Au contraire, si ginn Hand an Hand a sinn alle béid Piliere vun eise kulturelle Rächstum.

Och op Regierungsniveau gouf d'Sproochesituatioun wougerholl an d'Noutwendegkeet vun diverse Mesüren anticipéiert. Schonn 2017 huet d'Regierung eng éischt Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch decidéiert. Fir den uschlëssenden Aktiounsplang goufe Sproocheronnen 2018 an och 2022 uechtert dat ganz Land lancéiert. Dësen Aktiounsplang geet, menger Meenung no, mat senger 50 proposéierte Mesüre genee op dës Besoinen an, déi sech aus der Etüd vum Statec sengen Donnéeën och erausschienen.

20 vun dëse 50 Mesüre bezéie sech op d'Theema „Lëtzebuergesch léiere fir jiddereen“, dat vu jonkem Alter bis d'Erwuessenebildung. Véier dovunner bezéie sech besonnesch op d'Aarbechtswelt. Ech ernimmen hei just eng Mesür, dat ass d'Mesür 18: D'Coursen an de Betriber differenziéiert an och sur place organiséieren. 14 vun dëse 50 Mesüre betreffen d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch esouwuel hei am Land wéi ganz kloer awer och um internationalen Niveau. A jo, och dat ass schon ugeschwat ginn, hei freeën ech mech als Kulturminister, datt besonnesch hei an deem Secteur, an der Kultur, iwwert d'Fërderung vu Literatur, Musek, Film an Theater d'Lëtzebuurger Sprooch e gréissere Stellewäert kritt huet iwwert déi lescht Joren.

An dann, last but not least, bei 16 Mesüre geet et ëm d'Virundreiwe vun eiser Lëtzebuurger Sprooch an dat an der Wëssenschaft, ma virun allem och am digitale Beräich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz viles um Lafen, jo, et ass ganz viles iwwert déi lescht Jore geschitt an et muss ee bei allem Respekt scho schlechte Wëllens sinn, fir dat ze ignoréieren. D'Lëtzebuurger Sprooch ass attraktiv, se ass visibel, se ass respektéiert, interessant, lieweg an och modern.

Ech erkläre mech. Éischtens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass attraktiv a respektéiert. D'Aschreiwunge fir d'Lëtzebuergesch vum Institut national des langues Luxembourg a vum Service de la formation des adultes sinn enorm héich. 2022 bis 2023 gouf et, jo, 14.951 Aschreiwungen. Derbäi kommen nach déi Leit, déi online d'Lëtzebuurger Sprooch léieren. Den LLO huet 69.397 Apprenanten, dovunner wunnen der 39.562 hei zu Lëtzebuerg.

Dës Zuele weisen de Respekt vis-à-vis vun eiser Landessprooch. Ëmmer méi Coursen, ëmmer méi

Leit, déi d'Lëtzebuurger Sprooch wëlle léieren. Awer et geet och ëm dat aktivt Schwätzen. Mir mussen deene Leit och d'Chance ginn, eis Sprooch ze benotzen am Alldag, sief dat op der Aarbecht, am Veräinsliewen oder wou och soss. Duerfir lancéieren ech och heibannen e waarmen Appell u jiddereen dobaussen: Mir hëllefene dëse Leit net, wa mer an eng aner Sprooch wiesselen, well mer mengen, hinnen domadder entgéintekommen.

Zweetens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass interessant. Et gëtt vill iwwert d'Lëtzebuergesch gefuerscht a publizéiert an och den allgemengen Interessi gëtt an engem Stéck méi grous. D'Reegelwierk zu der Lëtzebuurger Ortografie gouf zënter 2019 mat ronn 20.000 Exemplaire verdeelt. Bei der Hotline fir linguistesch Froen am ZLS gouf et zejoert eng 1.600 Ufroen. Des Weidere si Publikatioune vum ZLS wéi d'Serie „Lëtzebuurger Wuertschatz“ an och de „Lëtzebuurger Sproochatlas 1900“ richteg Bestseller.

An dann drëttens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass lieweg an och modern. Mat den neien elektronische Medie gëtt esou vill Lëtzebuergesch geschriwwen wéi nach ni. Op wéi enger Sprooch schreiwe mer, wa mer WhatsApp oder Luxchat benotzen oder och op de soziale Medien? Souwäit ech informéiert sinn, ass dat gréisstendeels d'Lëtzebuurger Sprooch.

D'Lëtzebuergesch ass zudeem present a ville Beräicher vun der Kultur, der Literatur, der Lëtzebuurger Musekseen oder och am Web.

Et gëtt och eng Jugendsprooch, déi nei Wieder kreéiert, Friemwieder integréiert. Dozou gëtt et och säit Neistem e Fuerschungsprojet op der Uni.lu.

Et ginn des Weideren digital Outilen ausgeschafft, déi e groussen Afloss op d'Sproochbenotzung wäerten hunn. De Lëtzebuurger Online Dictionnaire, LOD, huet aktuell ronn 33.000 Artikelen, déi an de leschten zwielef Méint am Ganze méi wéi 10 Milliounen Mol opgeruff goufen.

De Spellchecker, e weidere ganz interessanten, wichtigen, beléifte Korrekturprogramm fir d'Lëtzebuurger Sprooch, huet all Dag ronn 6.500 User a Userinnen.

Ech kann Iech garantéieren, an deenen nächste Méint wäerte sech eisen aldeeglechen Émgang mat an de Gebrauch vun eiser Lëtzebuurger Sprooch och nach veränneren. Mir kréie fiabel digital Outilen, déi e groussen Impact op d'Sproochbenotzung wäerten hunn. Ech kann op dëser Plaz mat grousser Freed ukënnegen, datt mer an engem Joer eng performant Schreifmaschinn Speech-to-Text wäerte kënnen presentéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, amplaz d'Angscht virun der sproochlecher Diversitéit ze stäerken, setzen ech mech derfir an, d'Vertrauen an d'Lëtzebuurger Sprooch ze féerden, a seng Attraktivitéit an och a seng Integrationskraft.

Ech hu mir d'Responsabilitéit iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch bewosst fir dës Legislaturperiod gefrot, fir d'Promotioun vun eiser Sprooch gutt um Rullen ze halen, ëmmer um neiste Stand, mat den néidegen humanen a finanzielle Ressourcen, verstänneg, och am Aklang mat eiser Méisproochegkeet, ouni Polemik, reng am Interessi vun eiser Sprooch an där Kultur, déi se dréit.

Zesumme mat der Méisproochegkeet ass d'Lëtzebuergesch am Alldag geliefte Patrimoine vun eis alleguerten. D'Lëtzebuurger Sprooch mécht hire Wee als Kommunikations-, Integrations- an och als Kultursprooch.

Deemno soen ech Iech op dëser Plaz Merci fir d'Heure d'actualité, well ech op dëser Plaz d'Geleeënheet kritt

hunn, e puer Zuele méi an de Grapp ze huelen a viles vun deem opzezielen, wat alles ronderëm an och fir eis Sprooch geschafft gëtt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen Iech Merci, Här Minister.

**M. Fred Keup** (ADR) | Här President, Parole après ministre.

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee. Parole après ministre ass a sech hei net virgesinn. Wann Der eng Fro wëllt stellen, an den Här Minister hält se un, da kënn Der dat gär maachen, mee ansonsten ass net nach eng Kéier hannendrun eng Diskussioun.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, da géif ech och eng Fro stellen. Also villmools merci, Här Minister. An ech sinn allgemeng och frou, dass heibannen awer e Konsens ass, mengen ech, ënnert deenen allermeeschten, dass eppes muss fir d'Lëtzebuurger Sprooch gemaach ginn. A wann d'Aktualitéit schonn eppes bruecht huet, dann ass et jo awer dat. An ech mengen, Dir hutt dat jo och ernimmt.

Ganz konkret géif ech elo froen, wat d'Regierung vläicht an hirer Kommunikatioun no baussen, souwuel dat Schrëftlecht wéi och dat Mëndlecht, gewëllt ass ze maachen an den nächste Méint, fir méi Lëtzebuergesch ze gebrauchen, fir d'Lëtzebuergesch méi an d'Vitriinn ze stellen.

*(Interruptions et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Minister, ganz kuerz.

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Et ass gesot ginn. Merci fir dës Fro an ech äntweren och ganz gären op déi Fro. Ech hat elo 15 Minutten Zäit, do hunn ech probéiert, an enger kuerzer Zäit e bëssen dat opzuleschten, wat aktuell gemaach gëtt, wat d'Iddie si vun dëser Regierung, fir an enger gewëssener Kontinuitéit och d'Lëtzebuurger Sprooch weider ze stäerken. Ech mengen, do si mer um gudde Wee. Ech hoffen och do op Är Ënnerstëtzung.

Ech wëll Iech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, an dat erlaben ech mer dann op dëser Plaz: Ech hunn elo grad nach eng Kéier Är Motioun gelies, wou Der d'Regierung opfuert, dass d'Lëtzebuurger Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun soll ugeholl ginn. Ech verweisen do – an dat ass och virun, mengen ech, vun der Madamm Braz schonn ugeschwat ginn – op d'Mesür 25 vun deem Aktiounsplang, dee mer 2022 lancéiert hunn. Do geet et ganz genau an déi dote Richtung, wou mer och amgaange sinn, verschidden Outilen auszeschaffen, wou een op Lëtzebuergesch ka mat deenen europäeschen Instanze kommunizéieren. An do si mer op der leschter Ligne droite, fir dann Iech och do dat awer konkret ze soen, dass mer do an deem Sënn schaffen. An do wäerten och nach weider Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuurger Sprooch weider ze stäerken. Do bieden ech ëm Är Ënnerstëtzung. An ech mengen, mir sinn eis eens, dass et drëms geet, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze stäerken. Voilà.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

**Motions**

Mir hunn dräi Motiounen hei um Dësch leien. Normalerweis ass et am Fong net virgesinn, datt an enger Aktualitéitsstonn nach Zäit fir Motiounen hannendrun ass. Et ass awer natierlech méiglech, an enger Aktualitéitsstonn eng Motioun ze deposéieren, an et ass dann un der Chamber, ze decidéieren, ob se

elo direkt dorobber ageet oder ob se se op en anere Punkt vum Ordre du jour en aneren Dag wëll stellen. Ech proposéieren der Chamber, datt mer se schnell evakuéieren, well se gehéieren heizou. Mee ech wollt Iech just eng Kéier d'Reegelwierk rappeléieren. Et ass vläicht fir aner Geleeeënheete gutt, datt mer et alleguer wëssen.

#### Motion 1

Also, wann Der domat d'accord sidd, da géife mer zu där Motioun Nummer 1 vum Här Keup kommen. Här Keup, wëllt Dir nach eng Kéier driwwer schwätzen? Dir hutt se scho während Ärer Ried kuerz explizéiert.

**M. Fred Keup (ADR) | Jo.** Merci, Här President. Vlächtt ganz kuerz. Also, hei geet et drëms, dass mer Lëtzebuergesch e Statutt gi wéi och deene 24 aner Sproochen, déi et offiziell gëtt bei der Europäescher Unioun, allerdéngs eebe mat deem Ënnerscheid, dass eng Iwwersetzungsflucht vun allen Dokumenter – an dat ass jo evident, dass dat net méiglech ass –, dass dat net muss gemaach ginn.

Irland hat 2007 en änleche Wee ageschloen. Malteesesch ass och eng offiziell Amtssprooch vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, et ass elo méi wéi just eng Kéier eppes iwwersat. Et ass einfach e Statutt, deen een huet, ech mengen, dee wichteg ass als Symbolkraaft.

An interessant ass, dass an deene Länner grad och d'Regierungen immens houfreg waren, wéi endlech hir Sprooch eng offiziell Amtssprooch ginn ass. An ech géif mech freeën, wa mer dee Wee och hei als Lëtzebuerg géifen aschloen. An ech mengen, dass et dat och flott wier, wa mer hei dat geschlossene géife maachen an d'Regierung dann och houfreg dorobber wier.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Här Keup. Wie wëll dozou Stellung huelen? Madamm Braz.

**Mme Liz Braz (LSAP) | Mir** sinn eis eens, dass dat symbolesch ganz sécher e grouse Schratt wier. Et muss ee just zu deemem Moment bedenken: Et gëtt iwwer 60 Sproochen an der EU fir de Moment. An et ass nach keen halleft Joer hier, do hunn d'Spuenier probéiert, Baskesch, Katalanesch a Galizesch duerchzekréien. Dat ass awer souguer a Spuenie selwer net esou evident. A virun allem hunn all déi aner EU-Länner net positiv dorobber reagéiert. Dat huet notament mam Käschtepunkt ze dinn. Mir hunn natierlech kee genaue Käschtepunkt fir déi Lëtzebuerg Sprooch elo. Mir wëssen awer, dass fir Spuenien, fir déi dräi Sproochen, e Käschtepunkt vun 140 Milliounen am Moment viséiert ass. An dat muss Spuenie respektiv an eisem Fall da Lëtzebuerg selwer droen.

Wann Dir eis kënnt soen, vu wou déi Suen hierkommen, da kann ee bestëmmt och nach eng Kéier driwwer schwätzen. Do kommen nämlech souwuel d'Traductionsfransen derbäi, do kommen d'Juristen derbäi. Dat ass e Risekäschtepunkt, dee mir am Moment net hunn.

Ceci dit, d'Représentation permanente vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg, déi erlaabt et elo schonn, dass ee sech souguer op Lëtzebuergesch kann u si wenden, mat all Zorte Sproochen. Si äntwerten engem an där Sprooch, an där ee sech u si went.

**M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo.**

**Mme Liz Braz (LSAP) | Mir** hunn och Europe-Direct-Infozentren, dräi Stéck hei am Land. Dat ass eemol Schengen, eemol Uni.lu an eemol Munshausen, wann ech mech net ieren. An do kann ee sech och schonn informéieren iwwer d'EU op Lëtzebuergesch. Dat heescht, an deem Sënn gëtt et schonn eng Rei

Demarchen. Wann een eng Kéier iwwer eng méi grouss global europäesch Sproochreform schwätzt, well och dat wäert iergendwann kommen, si mer awer ganz sécher der Meenung, dass ee Lëtzebuergesch do muss no vir bréngen. Fir de Moment ass dat awer näischt, wat an eisen Ae realistesch ëmzesetzen ass.

Merçi. Dofir droe mir dat och net mat.

**Une voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Hunn** ech zu deser Motioun nach eng Wuertmeldung? D'Madamm Tanson, dann den Här Polidori an dann den Här Baum.

**Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo,** also de Prinzipp vun der Motioun ass eis absolutt sympathesch. Et ass eppes, wat fir eis wichteg schéngt. Dat Eenzegt, wat mer e bësse problematesch gesinn, dat ass, dass hei steet: „an dëst nom Virbild vum Ireschen, dat 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungsflucht“, well souwäit ech elo informéiert sinn, ech ka mech awer ieren, ass dat mëttlerweil awer och eng komplett Iwwersetzungsflucht. An do gesi mer dat elo net. Ech mengen, dass do deen Opwand effektiv vill ze vill grouss wär.

Dat heescht, wann ee sech dofir méi aktiv géif asetzen, dass d'Lëtzebuerg Sprooch als offiziell Sprooch unerkant gëtt, awer ouni eng komplett Iwwersetzungsflucht, domadder hätte mer kee Problem.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Madamm Tanson. Dann den Här Polidori.

**M. Ben Polidori (Piraten) | Merci,** Här President. Bon, wéi och scho vun der Madamm Braz an och elo vun der Madamm Tanson gesot gouf: Dat eent ass natierlech dat, wat vun den Iwwersetzungen, den Institutionen ... Wann ee sech haut un d'Institutione wende kann op Lëtzebuergesch, da kritt een och deementspreechend do eng Äntwert drop.

Dat anert ass och, dass Europadeputéiert och kéinten op Lëtzebuergesch am Europaparlament schwätzen. Bon, et gëtt haut net gemaach, dat natierlech och aus Käschtegrënn.

Den anere Volet ass, wat hei natierlech och elo steet, dat ass och scho gesot ginn: No onse Recherchen ass den Text, wéi en hei steet, net méi esou richtig. Bon, ass hei elo eis Recherche eng aner wéi déi vun der ADR? Wéi gesot, säit dem 01.01.2022 ass Iresch eng offiziell Amtssprooch (veuillez lire: eng offiziell EU-Aarbechtssprooch).

Et ass eng sympathesch Motioun, mee bei deser wäerte mer eis enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Här Polidori. An dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci,** Här President. No deem ech d'Debatten hei an der Chamber an deene leschte fënnf, sechs Woche gelauschert hunn, hunn ech mer effektiv d'Fro gestallt, ob et net kéint sënnavoll sinn, d'Gesetzter op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Baum (déi Lénk) | Vlächtt** géif dann och d'Regierung de Code pénal mol verstoen ...

**M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!**

**M. Marc Baum (déi Lénk) | ...** an och d'ADR. Mee nieft deem Witz op der Säit ass mäin Hauptproblem heimadder: Et ass reng Symbolpolitick! Et geet guer net ëm d'Lëtzebuerg Sprooch. Et geet guer net drëm, datt d'Leit, déi hei sinn, méi – anescht – solle matenee schwätzen. Et ass reng Symbolpolitick. An do muss ech Iech soen, dat fannen ech awer schued

par rapport zu all deem, wat awer bis elo och scho gesot a gemaach ginn ass an der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch an an der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch als Instrument vun engem interkulturellen Zesummeliewen.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Här Baum. Soss gesinn ech elo am Sall keng aner Wuertmeldung. Här Keup, Dir kënnt elo fir d'lescht d'Wuert dozou huelen.

**M. Fred Keup (ADR) | Ganz** kuerz just.

**M. Claude Wiseler, Président | Ganz** kuerz.

**M. Fred Keup (ADR) | Jo,** ech wollt nach eng Kéier drop opmierksam maachen, well dat hei awer elo e Punkt ass, wouriwwer driwwer geschwat ginn ass. Also, hei geet et jo ganz kloer an der Motioun drëm, fir net déi Iwwersetzungsflucht anzeféieren, mee de Statutt, deen d'Irescht 2007 hat. Effektiv hu si elo säit 2022 eng Ännerung an elo gëtt alles iwwersat, an dat ass net dat, wat mir wëllen, mat deenen 140 Milliounen an esou. Hei ass dat, wat 2007 gemaach ginn ass fir d'Irescht, wat mer hei wëlle fir d'Lëtzebuergesch, an net dat, wat 2022 bäikomm ass.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Här Keup.

Elo stëmme mer iwwer d'Motioun 1 vum Här Fred Keup of. An ech ginn dovunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

#### Vote sur la motion 1

An da lancéiere mer de Vott. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmme, 47 Nee-Stëmme a 7 Abstentionen. D'Motioun 1 ass also mat 47 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme a 7 Abstentionen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

#### Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun, och vum Här Keup. Här Keup, wëllt Der nach e puer Wuert driwwer soen?

**M. Fred Keup (ADR) | Jo.** Ech géif och nach hei e puer Wieder soen. Ech hat virdrun ugedeit, et geet jo hei drëms, d'Lëtzebuerg Sprooch méi visibel ze maachen am öffentleche Raum. Dat ass eppes, wat



kengem Mënsch géif schueden. Dat géif och net d'Méisproochegkeet a Fro stellen. Et ass einfach, dass een zum Beispill higeet an do, wou een e franséischen Numm huet vun iergendenger Instanz oder vun enger Strooss, dass een e Lëtzebuergesch zum Beispill géif derbäimaachen.

Verschiede Gemenge maachen dat zum Beispill. Op anere Plaze gëtt et och gemaach, mee am grouse Ganzen awer recht wéineg. An duerfir gesäit een d'Lëtzebuurger Sprooch eigentlech net genuch. An ech mengen, dass dat schued ass, engersäits fir d'Lëtzebuurger selwer, anerersäits fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren an och nach, ech mengen, fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, zum Beispill als Touristen, well se eigentlech net vill Kontakt hu mat der Sprooch vum Land.

Déi Saachen, déi hei drastinn an dëser Motioun, hunn ech hei aus dëser Broschür vun der Actioun Lëtzebuergesch.

*(M. Fred Keup montre une documentation.)*

Déi hate Froe gestallt un déi verschide Parteie virun de Walen, „D'Äntwerte vun de Parteie an Wal-Lëschten op eis 6 Froen“, a bei der Fro Nummer dräi „Méi Lëtzebuergesch am öffentleche Raum“ op der Säit Nummer sechs, a mir hu genau dee Wuertlaut iwwerholl, do huet deemools d'DP gesot, jo, si géifen dat maachen. D'CSV huet gesot, jo, si géifen dat maachen. déi gréng hu gesot, jo, si géifen et maachen. An d'Piraterpartei och. An déi Lénk hunn net geäntwert. An d'LSAP huet deemools Nee gesot.

Ech géif Iech bieden, hei einfach konsequent ze sinn an dat, wat Der vertrauden hutt virun de Walen, och no de Walen ze verrieden. Ech mengen, dat hëlleft eis, d'Politik dobausse méi glaubhaft ze maachen. Wann Der dat net macht, ech mengen, dann huet dat Ganzt ëmmer eng relativ negativ Konsonanz dobaussen. Net nëmme bei de Leit vun der Actioun Lëtzebuergesch, mee allgemeng bei de Leit, mengen ech, wier et wichteg, dass ee seng Versprechen, déi ee virun de Wale mécht, och hält an dann derzou steet. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Tanson, den Här Bauler, den Här Baum. An da fänke mer mat der Madamm Tanson un an den Här Polidori duerno. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Esou eng Motioun ass jo net just dann de leschten Turet. Dat ass jo de ganzen Text an ech huelen un, Dir hutt dat och vläicht e bësse bewosst gemaach. Mam leschten Turet hu mer iwwerhaapt kee Problem. Et sief nach derbäi bemierkt, dass dat – an Dir hutt et jo selwer och scho gesot – och schonn zu engem groussen Deel gemaach gëtt. Mee et kann ee sech ëmmer fir eng méi grouss Visibilitéit asetzen.

Woumat ech awer e Problem hunn, dat ass mat deem, wat virdu steet: „ass sech bewosst, datt“, an do komme mer dann erëm bei dee Grondtenor, „et am öffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vun Franséische géintiwwer dem Lëtzebuergesche gëtt“. Franséisch ass eng vun eise Sproochen hei am Land. Also gesinn ech kee Problem dermat, wann déi franséisch Sprooch am öffentleche Raum ass. An da kommt Der mat Beispiller: „wat een u Begrëffer wéi ‚Maison relais‘, entschëllegt, mir hunn immens vill privat Maison-relais, „amplaz ‚Kannerhaus‘ oder ‚Kanner-nascht‘ oder ‚Stade de Luxembourg‘ (amplaz ‚Stadion vun Lëtzebuerg)“ erkennt“.

Wou mir der Meenung sinn, dass et richtig ass, dat ass fir ze soen, et soll ee sech fir méi eng grouss Visibilitéit am öffentleche Raum asetzen. Mee dat, wat

do virdu steet, do hu mer e Problem domadder, mat deem Ënneren, deen an deem Turet ass. An duerfir kënnen mer dat esou, wéi et elo hei steet, net matdroen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll dorop opmierksam maachen, datt hei an dësem Kontext schonn, wat d'Sprooch ugeet, dat wësse mer alleguer, zënter Joren eng ganz Rei Ustrengunge gemaach gi sinn. Ech denken do un d'Schëlde vu Stroossenimm. Rezent sinn eng ganz Rei Gemengen, déi am Fong geholl just op hiren Dierfer d'Haiser nummerotéiert haten, déi emol iwwerhaapt verschidene Stroossen en Numm ginn hunn. Déi hunn natierlech e Lëtzebuurger Numm gebraucht.

Wann een an d'Éislek doropper fiert – ech hunn nach gëschter extra gekuckt am Kontext vun dëser Debatt –, da gesäit een natierlech e Panno, dee mir perséinlech net schrecklech gefält, deen och vläicht net op der richteger Plaz steet. E kéint bësse méi erop stoen nach, mee do steet awer „Éislek“ drop. Also dat ass dat éischt Wuert, wat ee gesäit.

*(Interruptions)*

Also e Lëtzebuurger Wuert, souwäit ech richtig informéiert sinn.

**Une voix** | Steet dat Schëld zu Walfer?

**M. André Bauler** (DP) | Et gëtt och eng Rei öffentlech Plazen, touristesch Pannoen an esou weider, déi no engem Lëtzebuurger oder no engem Lëtzebuurger Numm benannt sinn. Bref, et ass hei, wann een déi Motioun hei liest, huet een d'Impressioun, datt awer d'ADR hei offen Dieren arennt. Et ass wierklech de Wëlle vun der Regierung, fir an dësem Beräich aktiv ze sinn, aktiv ze bleiwen, weider Efforten ze maachen.

Jo, ech denken ... „Maison relais“, huet elo hei d'Spezialistin nieft mer gesot, kann een net automatesch iwwersetze mat Kannerhaus. Do géif et en Ënnerscheid ginn. Ech muss och soen, vill Lëtzebuurger soe „Maison-relais“. Dat ass scho bal e Lëtzebuurger Wuert ginn duerch dee Sproochgebrauch, deen et initialement hat. Jo. An och déi privat Veräiner, zum Beispill, déi annoncieren all hir Aktivitéiten op der Strooss, am öffentleche Raum, op Lëtzebuergesch, ob dat Nuetsmaat, Huesebal oder Zipperleinsbal heescht.

*(Hilarité)*

Bref, jiddweree gëtt sech do Méi an ech denken, d'Regierung ass um gudde Wee, an dofir ass dës Motioun an eisen Aen, et soll een net soe „superfetatoire“, mee iwwerflësseg. Merci.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass et um Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Keup huet ganz zu Recht drop opmierksam gemaach, datt mir och der Actioun Lëtzebuergesch am Walkampf gesot hunn, datt mer dat doten, an där Absoluttheet, datt mer do keng Äntwert dorobber ginn, keng positiv Äntwert. Mir hunn awer gesot, datt mer, evidenterweis, net grondsätzlech dergéint sinn, d'Lëtzebuurger Sprooch am öffentleche Raum weider ze promovéieren, mee mir plädéiere fir e pragmateschen Émgang domadder.

Et muss een also vu Fall zu Fall kucken an dat ass och, mengen ech, dat, wat an dësem Fall hei misst Sënn maachen.

Muss ee wierklech all Maison relais elo en aneren Numm ginn, deen immens kënschtlech kléngt an dee

fir d'Lëtzebuurger och ganz kënschtlech kléngt, well effektiv „Maison relais“ einfach e Lëtzebuergesche Begrëff ginn ass, an dat soll een, mengen ech, net vergiessen.

Awer den Hauptproblem ass wierklech den Turet, wat den öffentleche Raum ugeet, an datt et do eng Predominanz sollt ginn. Dat heescht, do gëtt erëm deen Discours geschüürt vun enger Hierarchisierung vun deenen enge géint déi aner, vun engem Kulturkampf, an domadder di mir eis awer nu wierklech ganz schwéier a wäerten duerfir dat hei net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir gesinn hei net direkt déi Predominanz op Franséisch, dat heescht am Fong wierklech, deen Turet, esou wéi en hei steet, kënnen mer esou net matdroen. Och Begrëffer wéi „Maison relais“ ... „Maison relais“ ass laut lod.lu Lëtzebuergesch, dat heescht, och dat ass kee Wuert, dat mer elo missten anescht deefen.

Natierlech hu mer awer och ganz kloer gesot – an dat hutt Der och gesot, Här Keup –, dass mer eis fir weider Efforten am Lëtzebuergesch och staarkmaachen, wéi zum Beispill d'Begrëssung op der Grenz. Bon, ech kann elo soen, allkéiers, wann ech op alle Fall um Flughafe sinn an ech gi laanscht den Douanier, da ginn ech ëmmer nach op Lëtzebuergesch begrësst!

Op alle Fall, esou wéi den zweeten Turet am Moment hei steet, kënnen mer en esou net matdroen an deementsprechend wäerte mer eis och bei dëser Motioun enthalten. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Ech gesinn, et ass keng aner Wuertmeldung do.

Da komme mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun, also d'Motioun Nummer 2 vun dem Här Fred Keup.

**Vote sur la motion 2**

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5 Stëmmen, Nee: 52 Stëmmen, an Abstentioun: 3 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

### Motion 3

An da komme mer zur leschter Motioun zu dësem Sujet. Dat ass d'Motioun 3, déi deposéiert ginn ass vum Här André Bauler. Här Bauler, wëllt Dir nach zwee Wuert dozou soen? Da kritt Dir d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, déi ass esou kloer formuléiert, datt een alles versteet, an domat ass och alles gesot.

(Hilarité)

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ma très bien, Här Bauler. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Keup?

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen et ass ganz kloer, dass mir als ADR all Motioun an all Initiativ, déi iergendwéi d'Lëtzebuurger Sprooch no vir bréngt, och ënnerstëtze wäerten. An da wäerte mer och déi Motioun hei ënnerstëtzen, och wa se eis natierlech a verschidde Beräicher elo vläicht net konkreet genuch ass, respektiv net wäit genuch geet.

Ech géif nach vläicht soen: Hei steet zum Schluss an den Invitten, datt virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outilen op Lëtzebuergesch soll och eppes gemaach ginn. Jo, dat ass ëmmer schéin. Ech mengen, et ass och wichteg, all déi Saachen, dat wat digital ass. Mee ech mengen, dass mer och musse kucken, fir dobaussen ..., datt mer am effentleche Raum d'Realitéit dobaussen, wat dobausse geschwat gëtt, wat dobausse benotzt gëtt, net dierfen aus den Ae verléiere bei all deem Digitalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup.

Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Dat ass en Assentiment.

### Vote sur la motion 3

Da froen ech: Wien ass mat dëser Motioun averstanen?

An d'Géigeprouf: Ass een, deen dergéint ass?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

## 11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8287 iwwert den europäeschen Haftbefehl an d'Ausliwwerprozeduren tëscht den EU-Memberstaaten.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapportier huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet fënnf Minutten an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Simone Beissel, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapportier vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charel Weiler** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer als Rapportier vun dësem Projet de loi eng kuerz Zesummeffaassung zum Text ze maachen.

Déi viereg Justizministesch Sam Tanson huet dëse Projet de loi zur Ännerung vum Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bezüglech dem europäeschen Haftbefehl an de Prozeduren zur Ausliwwerung tëscht den EU-Memberstaaten den 28. Juli 2023 deposéiert. Den 21. Dezember 2023 huet d'Justizkommissioun de Projet analyséiert an ech sinn zum Rapportier bestëmmt ginn. De Parquet huet säin Avis den 22. August 2023 ofginn an de Staatsrot huet de Projet de 26. September 2023 aviséiert. Béid Autoritéiten hate keng Umierkungen zum Fong vum Text, soudass de Rapport de 25. Januar 2024 vun der Kommissioun ugeholl konnt ginn.

Wat elo de Fong vum Projet de loi ugeet: D'EU-Kommissioun huet am Mee 2022 d'Regierung opgefuerdert, Explikatiounen ze ginn hisiichtlech enger net korrekter Ëmsetzung an nationaalt Recht vu verschidde Bestëmmunge vun enger Décision-cadre vum Conseil. Et gouf do bemängelt, dass Lëtzebuerg verschidde Artikelen vun där Décision-cadre net korrekt transposéiert hätt. D'Regierung huet doropshin am Juni 2022 verschidde Explikatiounen an enger schrëftlecher Stellungnam der Kommissioun weidergereicht.

An engem Avis motivé vum 1. Juni 2023 huet d'Kommissioun du schlussendlech festgehalen, dass d'Bestëmmunge vun der Décision-cadre bezüglech dem Delai, fir eng Decisioun ze huelen iwwert d'Vollstreckung vun engem europäeschen Haftbefehl, deen u Lëtzebuerg adresséiert ginn ass, net prezis genuch beziéungswies net korrekt transposéiert gi sinn.

A fir dem Avis motivé vun der Kommissioun Rechnung ze droen, gëtt elo en neien Alinea 2 am Artikel 12 an d'Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bäigesat. Mat dësem Alinea gëtt an eisem nationalen Text elo festgehalen, dass a bestëmmte Fäll den Delai fir eng Decisioun zur Ausliwwerung vun enger Persoun, deen actuellement bei 20 Deeg läit, ëm 30 Deeg verlängert ka ginn. Den neien Alinea gesäit dann och vir, dass de Ministère public déi zoustänneg Autoritéiten aus dem Memberstaat, deen den Haftbefehl ausgestallt huet, iwwert d'Grënn vun där Verlängerung informéiere muss.

Mat dësem Text an dem neien Alinea ginn u sech d'Non-conformitéiten, déi vun der Kommissioun festgestallt gi sinn, behuewen. Et ass elo keng riseg Ännerung, mee awer eng, déi néideg ass an déi de Rechtsstaat souwéi d'Droits de la défense och stäerkt.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech direkt nach zwee Wierder am Numm vun der CSV-Fraktioun soen: Mir sinn der Meenung, dass dës Modifikatioun a Präzisioun an eisem nationalen Text richteg a wichteg ass, notament fir eis konform mat dem europäeschen Text ze setzen, wat den europäeschen Haftbefehl ugeet. Mir sinn der Meenung, datt effikass a virun allem prezis festgeluecht Prozeduren onerlässlech sinn am Kampf géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an Europa.

Deemno ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun. A merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Rapportier villmoos Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

Ech stelle fest, datt d'CSV-Fraktioun och schonn hiren Accord ginn huet. Da kann ech den Här Donnersbach

vun der Riednerlëscht hei sträichen. An da wär déi nächst Riednerin oder déi éischt Riednerin d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, et ass un Iech.

### Discussion générale

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Mandat d'arrêt européen ass en extrem wichteg Instrument, net nëmmen an der EU-interner, mee och an der grenziwwerschreidender Bekämpfung vun der Kriminalitéit – an dat zesumme mat Europol oder ënnert der Egide vun Europol.

Mir hunn oppe Grenzen. An oppe Grenzen, dat bréngt mat sech, dass e ganze Koup gesicht a souguer deelweis verurteelt Krimineller, fir den „Homeland“-juristeschen Instanzen ze entkommen, sech an engem aneren EU-Land verstoppen.

Dofir kënnt dann direkt d'Fro op: Firwat ass et esou wichteg, dass et schnell geet? Dat heescht, d'Vitess ass an där ganzer Prozedur hei – déi u sech zwee Volereten huet: dat eent ass den Haftbefehl an dat anert ass d'Extraditioun – spillt eng signifikativ Roll a mécht d'Saachen och dofir net méi einfach. Well wann et net schnell geet, wann eng „Zilpersoun“, wéi een dat nennt, bis lokalisiert ass, dann ass ëmmer de Risiko, dass, wann d'Autoritéite kommen, si sech duerch d'Bascht gemaach huet.

Mir hunn hei u sech zwou Saachen oder souguer dräi Saachen, déi openeprallen.

Déi eng Säit – an dofir ass et signifikativ schwierig, fir dee Mandat d'arrêt européen gutt ze iwwersetzen –: Op där enger Säit hutt Der d'Contrainte vun der Vitess, déi ech Iech elo grad erkläert hunn. Op där anerer Säit hutt Der zwou oder eng duebel Contrainte.

Éischtens ass et eng Saach vu Sécurité juridique. Wann eng Ufro kënnt vum Homeland fir eeben en europäeschen Haftbefehl mat enger Extraditioun, da mussen d'national Autoritéiten, spréich haaptsächlech emol de Ministère public, dat heescht de Parquet, akribesch préiwen, ob dat Mandat regulär a valid ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass doniewent mussen Droits de la défense garantéiert ginn. Dat heescht, d'Zilpersoun muss d'Recht hunn, fir sech en Affekot ze procuréieren. Ganz oft, deemno, ëm wien et geet, muss eng Assistance juridique garantéiert sinn. Oft brauch een Interpreten, well d'Leit muss sech awer kënnen an hirer Sprooch bedéngt fillen.

Dat alles bréngt mat sech, dass wierklech Schwieregkeet ass an Drock – haaptsächlech Zäitdrock. An der Praxis ass et nämlech esou: Ganz oft kommen déi Demandé vun deene Mandats d'arrêt européens am spéiden Nomëtten oder souguer owes un. Da gëtt direkt d'Mobilisation générale gemaach: De Parquet mobiliséiert eng Leit, den Instruktiounsrichter muss mobiliséiert ginn, d'Chambre du Conseil muss zesummegeeruff ginn, well deemno wéi kommen direkt Demandes de mise en liberté provisoire oder et komme Recourse géint Decisiounen, well dat ass eng Saach vu Rechtsfräiheet vun alleguerten de concernéierte Persounen.

An all Mënsch, deen domat ze doen huet, dee seet och: „Oh là là, deen Delai vun 20 Deeg, dee mer hunn, dee geet hannen a vir net duer.“ Also, et ass wierklech décke Stress.

Dofir ass et extrem wichteg, dass deen Delai elo verlängert gëtt. Dat heescht, bei déi 20 Deeg kommen der elo 30 derbäi, well et ass net nëmmen eng Saach vu Rechtssécherheet, et ass och eng Saach vun der Reputatioun a vun der Seriositéit vum Lëtzebuurger



System, vun eisem Ministère public, well mir mussen no bause jo ëmmer Rechenschaft ofginn. Soubal iergendee Problem ass oder soubal en Delai ugefrot ginn, muss d'Homelandautorité direkt informéiert ginn, firwat dann e Problem ass a firwat den Delai net kann agehal ginn. An dat muss alles, Fall fir Fall, vum Parquet ganz genau gepréift ginn, dass dat seriö ass an, wéi gesot, dass och déi Persoun hir néideg Rechter ka bewaren.

Dofir, an deem ganze Kontext hei ass et elo wichteg, dass mer hei deen Ajout maachen: vun 20 op 50 Deeg. Dat ass am Interessé vum der Rechtssécherheet, et ass awer och am Interessé, fir viru matzehëlfen, fir international Kriminalitéit an och EU-Kriminalitéit ze bekämpfen. Mir sinn do op der Lëscht vun dem Terrorismus, der Cyberkriminalitéit an der klassescher Kriminalitéit ganz héich.

Mir maachen do mat a mir hunn de Moment eng gutt Reputatioun. An dat hei, dat hëlleft eis, fir dass mer nach besser dostinn. Aus all deenen Ursaachen – mir hunn dat all gepréift – fanne mer dat als DP terribel positiv an dofir ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Beissel. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, den Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll virop bekräftegen, dass mer als LSAP deen heite Gesetzesprojet matdroen, well mer op enger net korrekter Transpositioun ware vun der Kaderdecisioun fir den europäeschen Haftbefehl. Mir droen hei dëser Verlängerung absolutt Rechnung. Nieft deenen 20 Deeg kënnen mer mat deenen 30 zousätzlechen Deeg – also 50 Deeg – effektiv sécherstellen, dass eis Justiz bei der Ausliwwerung en bonne et due forme dat exekutéiere kann, a sou dann och natierlech d'Rechter, souwéi d'Prozedurrechter – well, ech mengen, hei geet et och ëm d'Rechtsstaatlechkeet an och ëm d'Droits de la défense –, sou wäit wéi méiglech respektheiert ginn.

An dofir ginn ech dann och den Accord hei vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, et ass un Iech.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmoos Merci. Ech wollt soen, dass mer als ADR mam Contenu hei vun dësem Gesetz, wéi den Här Rapporteur et beschriwwen huet, wéi och d'Madamm Beissel et an engem Exposé hei beschriwwen huet, kee Problem hunn. Mee ech wollt awer zu der Prozedur hei eppes soen, wéi eis Relatioun mat der Europäescher Kommissioun an dësem Dossier sinn.

Mir hunn hei eng Décision-cadre. Eng Décision-cadre war en Instrument vun dem JAI – vum Conseil Justice et affaires intérieures, wéi dat am Fachjargon heescht – virum Traité de Lisbonne. Et ass also en Instrument, wat et an där Form net méi gëtt. An et ass awer, wat den Inhalt ugeet, u sech den Equivalent vun enger Direktiv gewiescht. D'Décision-cadre huet de Memberstaaten den Optrag ginn, fir europäescht Recht ëmzesetzen, wéi déi national Parlaementer et fir richtig fannen, mat engem gewëssenen Degré de liberté, fir dat an déi national Rechtsuerdnungen anzefügen. An dat huet Lëtzebuerg och gemaach.

Wat interessant ass, ass de Kalenner. 2002 gouf déi Décision-cadre hei geholl. 2002! 2004 gouf et dunn hei e Gesetz iwwert de Mandat d'arrêt européen. Dat ass also relativ séier gemaach ginn, déi Transpositioun a Lëtzebuerg Recht. An dunn ass 2022 den Avis motivé komm oder eng Mise en demeure vun

der Europäescher Kommissioun – 2022, 20 Joer no där Décision-cadre! An do kann ee sech jo awer Fro stellen. Et kann ee sech éischtens d'Fro stellen: Firwat war et 20 Joer laang gutt? Da kann ee sech d'Fro stellen: Ass dann d'Kommissioun iwwerhaapt nach verpflichtet? Well mir hate jo och gesinn an engem aneren Dossier – d'Madamm Minister erënnert sech –, dass eigentlech d'Tendenz vun der Kommissioun ass, fir Länner ëmmer méi eigentlech un eng eenzeg textuell Ëmsetzung vun europäeschem Recht festzemaachen, an dass se ëmmer méi op reglementaresch Basis geet amplaz op Basis vun enger Direktiv oder wéi hei vun enger Ëmsetzung vun enger Décision-cadre mat enger gewëssener Latitude d'interprétation, déi dem Memberstaat iwwerlooss ass.

An hei steet och am Rapport, dass d'Europäesch Kommissioun eis gefrot huet, eng méi literal Ëmsetzung ze maache vun deem Text. Et ass also praktesch eng méi staark Emprise vun der Europäescher Kommissioun géintwärt de Memberlänner, a Mëssuechtung eigentlech vun där ursprüngelecher Absicht, wat eng Décision-cadre respektiv eng Direktiv soll sinn. Ëmmer méi Reglement, ëmmer méi uniform, ëmmer méi strikt, well d'Europäesch Kommissioun de Memberstaate manner Fräiheet wëll ginn, an dat hei an dësem Fall 20 Joer – 20 Joer! –, nodeem déi Décision-cadre ugeholl gouf!

Wéi gesot, mir hu kee Problem mam Contenu. D'Madamm Beissel an och den Här Rapporteur hu beschriwwen, wat de Sënn ass vun deem Ganzen. Domadder hu mer kee Problem. Mee och wat d'Qualitéit vun der Ëmsetzung ugeet, déi Lëtzebuerg scho gemaach hat, gëtt et jo och verschidde Vuen. Mir hu jo gelies, dass am Justizministère absolutt och déi Meenung vertrauede gouf, dass déi Ëmsetzung, déi Lëtzebuerg deemools gemaach hat no beschtem Wëssen a Gewëssen, konform gewiescht wär.

Also, et ass eng Form vun Ëmgang vun der Kommissioun mat de Memberstaaten, déi awer eng Rei vu Froen opwerft par rapport zu den Delaien, par rapport zu de Contenuen. Mee wéi gesot, mir sinn all der Meenung, dass eng zäitno Ëmsetzung vun engem Mandat d'arrêt européen hire Sënn huet an dofir wäert och d'ADR dat hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass et un der Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also ech ginn am Fong just den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text. Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An ech ka mech der Madamm Tanson unschléissen an den Accord vun de Piraten ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Très bien.

Dann ass et elo un der Regierung. Madamm Justizministesch.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Alleréisch dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz ausgabege Rapport an och deene Riedner duerno, déi d'Problematik erkläert hunn. Ech mengen, et ass evident, dass mer doduerjer, dass mer deen Alinea hei bäisetzen, deen Artikel ofänneren, d'Rechter stäerken. Et gëtt eis nottamment d'Méiglechkeet, éier mer e Mandat d'arrêt

européen exekutéieren, ze kucken, wéi d'Conditions de détention an deem Land sinn. An ech mengen, dass dat nëmme ka positiv sinn. An deem Sënn géif ech Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung. An deem Sënn kënnen mer déi Procédure d'infraction op en Enn bréngen, an dat ass wichteg. An ech mengen, dass d'Rechter vun de Bierger nëmme gestärkt ginn do-duerch.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass d'Diskussioun domat ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8287. Den Text steet am Document parlementaire 8287<sup>3</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Votes par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

A mir hunn 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An domat ass de Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Liz Braz), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8316, der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert de Schutz vun den Informatiounssystemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hunn alkéiers fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand

Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Alex Donnersbach** (CSV), rapporteur | Här President, also zéng Minutte wäerten et net ginn. Am Projet de loi 8316 geet et dorëms, den Artikel 509-4 am Code pénal mat engem Saz ze ergänzen, fir Lëtzebuerg konform ze setze mat enger Direktiv betreffend Attacke géint informatesch Systemer vun der Europäescher Unioun, déi aus dem Joer 2013 kënn.

De Cas ass e bëssen änlech wéi bei dem Projet de loi, dee mer elo grad haten. Déi Direktiv ass duerch e Gesetz vum 18. Juli 2014 an d'nationaalt Recht transposéiert ginn. Ma wéi bei dem Projet de loi virdrun ass bei der Analys vun der Europäescher Kommission opgefällt, datt Lëtzebuerg dës Direktiv net ganz richteg ëmgesat huet. Dowéinst huet d'Europäesch Kommissioun recommandéiert, eng Dispositioun auszeschaffen, fir eis konform ze setzen a fir eng méi literal Ëmsetzung an d'Gesetz, an de Code pénal anzuschreiben.

An deem Sënn huet déi eeëmoleg Justizminister Sam Tanson den 28. September 2023 dëse Projet de loi an der Chamber deposéiert. Den Avis vum Staatsrot datéiert vum 24. Oktober an d'Justizkommissioun huet an hirer Sëtzung vum 25. Januar 2024 de Rapport uegheoll.

Konkreet geet et bei dësem Projet dorëm, e Paragraf bei den Artikel 509-4 derbäizesetzen, fir eng Circonstance aggravante anzeféiere fir den Auteur vun enger Attack op d'Integritéit vun engem Informatiounssystem oder op d'Integritéit vun Donnéeën, esou wéi se an den Articlele 509-1 bis 509-3 definéiert sinn.

Déi Circonstance aggravante besteet aus zwee verschiddeenen Elementer. Dat ass engersäits, wann et eng Attack géint eng kritesch Infrastruktur ass, oder wann et eng Attack ass, déi e Préjudice grave verursaacht huet. An deem Fall geet dann d'Prisonnsstroof vun aktuell zwee respektiv dräi Joer op maximal fënnef Joer erop an d'Geldstrof, déi ufält, geet vu maximal 12.500 Euro respektiv 25.000 Euro aktuell op 30.000 Euro erop.

De Staatsrot hat keng weider Observatiounen bei dësem Projet de loi ze formuléieren, ausser enger Remark iwwert den Intitulé vum Gesetzesprojet selwer, an deem huet d'Justizkommissioun iwwerholl.

Domat ass mäi Rapport op en Enn komm an am Numm vun der – an ech huelen déi aner Kap – CSV-Fraktioun ginn ech d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann.

#### Discussion générale

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Et war ganz komplett, duerfir ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Och hei wéilte mer soen als ADR, datt mer mam Contenu vun deem, wat den Här Rapporteur eis virgestallt huet, u sech kee Problem hunn. Mee mir hu festgestallt, datt d'Regierung an hire Kommunikatiounen awer d'Funktiounen weiblech benotzt, an dofir wollte mer kuerz op déi Problemer agoen, déi domadder verbonne sinn, an zwar wéi d'Académie française eis et iterativ rappeléiert.

Dir wësst, datt d'Académie française sech 1984, 2002, 2014 an och 2019 mat der Fro vun der Feminiséierung vun den Titelen ausemangeresat huet, wéi d'Lëtzebuurger Regierung déi gebraucht. An d'Académie française huet iterativ gesot: „Elle estime que les textes réglementaires doivent respecter strictement la règle de neutralité des fonctions. L'usage générique du masculin est une règle simple à laquelle il ne doit pas être dérogré dans les décrets, les instructions, les arrêtés et les avis de concours. [...] Il en va de même pour les grades de la fonction publique, distincts de leur détenteur et définis dans un statut, et ceux qui sont des désignations honorifiques exprimant une distinction de rang ou une dignité.“

2019 huet d'Académie française e Groupe de travail gemaach, wou se nach eng Kéier rappeléiert huet, datt Funktiounen „indifférente[s] au sexe“ an „impersonnelle[s]“ sinn. An et gëtt eng Commission générale de terminologie et de néologie a Frankräich, „[qui] avait insisté sur la distance qui existe entre la fonction et l'individu qui l'exerce, et qui tient au caractère abstrait, général, permanent et impersonnel de celle-ci – une fonction n'appartient pas à l'intéressé : elle définit une charge dont il s'acquitte, un rôle social qu'il assume, une mission qu'il accomplit. On n'est pas sa fonction : on l'occupe.“

An d'Académie française seet nach eppes, wat ganz wichteg ass, iwwert déi Feminiséierung, wa se soll acceptéiert ginn, an dat ass dat hei: „Une application systématique et rigide de la féminisation peut constituer en fait un obstacle à son acceptation par la société, faute d'une prise en compte des réserves de l'usage à l'égard de certaines innovations. L'usage ne s'y est pas trompé, qui hésite à étendre la féminisation à un certain nombre de fonctions – et c'est également en ce domaine que la résistance du corps social à toute tentative autoritaire de diriger les évolutions de la langue est la plus forte. Aucune contrainte imposée au langage ne suffirait à changer les pratiques sociales : forcer une évolution linguistique ne permet pas d'accélérer une mutation sociale.“ An da seet se nach : „Dans les textes juridiques [...] fortement contrainte par l'exigence de cohérence des normes et de respect des principes qui fondent nos institutions.“

Mir hate grad eng Diskussioun iwwert d'Sproochen. Mir sinn eis eens, datt mer dräi administrativ Sproochen am Land hunn. Franséisch ass eng vun deenen dräi administrative Sproochen. D'Académie française ass nun emol déi Instanz, déi am meeschten Autoritéit huet, fir de Gebrauch vun der franséischer Sprooch ze reegelen, ze kommentéieren a virunzeféieren. An eis Suerg ass, datt mer sollen, wa mer déi franséisch Sprooch benotzen, wat mer jo an de Gesetzestexter maachen – eng wonnerschéi Sprooch! –, datt mer eis sollen un dat halen, wat d'Académie française eis recommandéiert a keng Ideologie an eis Gesetzestexter mat erabréngen.

Mir soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwen Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President.

An ech wollt u sech elo kee längeren Discours iwwert d'Académie de la langue française halen. Ech erspue ren Iech deen dann och haut den Owend an ech ginn den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement.

Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och hei géif ech dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport an alle Virriedner. Et ass, wéi gesot, och e ganz klenge Projet, deen nach vu menger Virgängerin staamt, an deen einfach eng méi literal Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2013 virgesäit. Ech soen Iech Merci an och hei, wéi gesot, kënnen mer d'Procédure d'infraction dann dee Moment ofschléissen. A voilà!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8316. Den Text steet am Document parlementaire 8316<sup>2</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An dësen Text ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da si mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn en Donneschden um 14.00 Auer nees zesammen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.53 heures.)



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 33

### 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Exposé : M. Marc Goergen

p. 33

### 3. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants

Exposé : Mme Claire Delcourt (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Paul Galles | Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 3) | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 4) | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. Marc Baum

p. 34

Prises de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Motion 1 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Paul Galles | M. Marc Baum | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 4 : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Paul Galles | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 4 (rejetée)

### 4. 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen | M. David Wagner (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) | Mme Lydie Polfer

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de Mme Corinne Cahen)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224

p. 52

Motion 1 : M. Meris Sehovic | Mme Lydie Polfer | M. Marc Goergen | M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) | M. François Bausch (intervention de Mme Lydie Polfer) | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (interventions de M. Gilles Baum et M. François Bausch) | M. François Bausch | M. Gilles Baum

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224

### 5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la réglementation des nouveaux OGM

p. 58

Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Boonen | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | M. Luc Emering

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Jeff Boonen | Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. David Wagner

Vote sur la motion 2 (adoptée)

### 6. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

p. 64

M. Claude Wiseler, Président (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et Mme Paulette Lenert)

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Max Hahn**, Ministre | Dat ass net de Fall.

## 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Goergen. Här Goergen, sot ...

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Ech hunn eng Proposition de loi.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir wëllt eng Proposition de loi deposéieren. Dann hutt Der d'Wuert.

### Exposé

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Villmools merci, Här President. Meng Proposition de loi wäert

Iech elo net iwerrraschen. Ech hu just de Moien nach eng Kéier d'Veersammlung vun der Justizkommissioun ofgewart. An zwar geet et do ëm d'Heescheverbuet, wou zwou verschidden Interpretatiounen am Raum stinn.

D'Majoritéit seet, am Code pénal steet et nach dran. D'Oppositioun, wann och net geschlossen, seet, et steet net méi dran. Elo hu mer de Moien dann e Schrëftstéck zougestallt kritt vun der Etüd Thewes & Reuter am Opdrag vun der Regierung. Ech muss ëmmer bei den Avisen oppassen, dass ech net dee vun der Stad Lëtzebuerg mat deem vun der Regierung verwieselen, wou bei béiden awer drasteet, dass de Strofbestand vun der Heescherei am Code pénal „toujours en vigueur et n'a pas été abrogé“ ass.

Dat huet eis als Piraten derzou gefouert, dass mer gesot hunn: „Ma da kommt, da muss mer dat schnell iwwer e Gesetz reegelen!“ Well wann ech de Moien an der Commissioun gutt nogelauschtert hunn, si mer eis an all de Parteien eens, dass keen déi einfach Heescherei verbidde wëllt.

Mee d'Interpretatioun vun der Regierung ass am Moment, dass dat am Code pénal nach esou géif stoen. Dat werft iwwregens aner Froen op, ob

d'Gemengereglement dann iwerrhaapt nach méiglech ass, well d'Madamm Polfer jo elo nuets awer d'Heescherei erlaabt, déi am Code pénal laut der Regierung verbueden ass.

Dofir sinn do ganz vill Punkten, déi een elo eng Kéier muss klären. An dofir wollt mer elo, dass mer op de seriöse Wee gi vun enger Proposition de loi. An dat ass och eng ganz kuerz, dat heescht, ech hoffen, de Staatsrot – eenzel Memberen hu sech jo scho mam Thema befaasst – wäert elo ganz schnell kënnen domadder schaffen an och d'Chamber. Här President, ech bieden Iech, dass mer ganz schnell do wäerte virukommen an der Chamber, well et ass en Article unique.

An zwar geet et eis dorëm, dass mer einfach soen: „Le point 6° est supprimé“ aus dem Code pénal. Dat heescht, dass alles gekläert ass, dass mer einfach hei an der Chamber, wou mer eis alleguerten eens sinn, eng Kéier soen, dass déi einfach Heescherei net méi am Code pénal soll verbuede sinn. Ech mengen, dat wär dat Besch, wat mer am Moment kënnen maachen, well et sinn esou vill Leit dobaussen, déi am Ongewësse sinn, an et ass d'Parlament, dat elo endlech soll seng Meenung soen an d'Gesetzter soll an

d'Hand huelen, fir dee Couac, deen do nach komm ass duerch e Feeler 2008, 2015, elo endlech ze behiwen, fir dass mer Kloerheet hu fir jiddereen.

Merci.

8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal

Plusieurs voix | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dat geet dann elo säi parlamentaresche Wee.

### 3. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants

Mir fänken dann u mam éischte Punkt vun der Sëtzung vun haut de Mëtten, an zwar mat der Interpellatioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Kanneraarmut. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Interpellatrice huet 30 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10, an duerno d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Claire Delcourt als Auteur vun der Interpellatioun.

**Exposé**

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Schong, déi op eemol ze kleng sinn, e Besuch beim Zännokter, wou eng méi speziell Behandlung néideg ass, e futtisse Brëll oder d'Wäschmaschinn, déi futti geet: Mënschen, déi en Aarmutsrisiko hunn, an ëmsou méi Famillje mat Kanner, liewe permanent mat engem Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. Si struewelen all Dag, fir iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen an d'Enner och beieneenzekréien, wat souwisou an Zäite vun der Präisdéierecht an den héijen Energiepräisser ëmmer méi schwéier gëtt. Gläichzäitig si se sech zu all Moment bewosst, dass nëmme eppes Klenges muss geschéien, fir dass d'Situatioun kippt.

Här President, mir fänken eis Chamberssëtzung haut mat engem trauregen, awer pertinentem Thema un, dat net dierf a Vergiessenheet geroden: d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg. Als Mamm läit mir dëst Thema immens un Häerz an dowéinst ass et mir wichteg, datt mir eis Zäit huelen, hei an der Chamber doriwwer ze schwätzen.

Lëtzebuerg ass eent vun deene räichste Länner an Europa an trotzdeem geet d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi ausernee. D'Kanneraarmut gëtt leider net eng eenzeg Kéier am Koalitionsaccord ernimmt. Dat fannen ech immens bedauerlech an dat mécht mir Suergen. An esou engem Land ewéi Lëtzebuerg, wéi kann et do sinn, datt mer iwwerhaupt vu Kanneraarmut musse schwätzen?

De Rapport vun der Unicef vun Dezember 2023 weist erschreckend Zuelen: Eent vu véier Kanner zu Lëtzebuerg ënnerläit dem Aarmutsrisiko. Dëst sinn ongeféier 30.000 Kanner. A méi wéi d'Hallschent vun dese Kanner befanne sech iwwer laang Zäit an enger Aarmutssituatioun. Et ass dat, wat ee „pauvreté persistante“ nennt.

Den Alldag vun deene Kanner ass vun dëser Aarmut geprägt. Et kann ee sech nëmme schwéier virstellen, wat et mat Kanner mécht, wa si wëssen oder och just wa si spieren, dass all Imprevu kéint zu enger Katastroph ginn. Wa si matkréien, dass et e Lach an d'Familljekeess rappt oder datt d'Eltere mussen ëm

Hëllef biedele goen, wann e Schoulausflug usteet, bei deem eng Participatioun vun den Eltere gefrot ass.

Mee anscheinend gëtt et awer nach genuch Leit, déi allkéiers, wann nei Zuelen iwwert den Aarmutsrisiko verëffentlecht ginn, d'Methodologie selwer a Fro stellen. Als Erënnerung: Vum Aarmutsrisiko betraff ass een, wann ee manner wéi 60 % vum Revenu médian zur Verfügung huet. Dat wieren 2.266 Euro. An da gëtt eebe relativéiert a gesot, de Revenu médian wier awer zu Lëtzebuerg immens héich an dofir wieren déi Zuelen net wirklech eescht ze huelen.

Dozou ass ze soen, dass et sech hei ëm international festgeluechte Moosinstrumenter handelt an dass souwisou och den Unicef-Rapport d'Situatioun vun de Kanner an de räichste Länner vergläicht. Méi wichteg schéngt et mir, dass all d'Echoen, d'Stellungnamen an d'Rapporte vum Terrain beweisen, dass den Aarmutsrisiko an d'Luucht geet: D'Zuel vun de Leit, déi sech un d'Offices sociaux adresséieren, déi an d'Épiceries sociales mussen akafe goen, déi all méiglech Hëllef froen, geet an d'Luucht.

Bei der Kanneraarmut gëtt esou iwwregens och net nëmme déi finanziell Aarmut gemooss, mee och zum Beispill d'Privation matérielle. Och hei dréit et sech ëm eng Lëscht vu präzisen, wëssenschaftlech definéierten an internationale Krittären, wéi zum Beispill dem Zougang zu enger gesonder an equilibréierter Ernährung oder dass d'Kanner zwee Puer Schong an der passender Gréisst hunn, déi an engem uerdentlechen Zoustand sinn. An am räiche Lëtzebuerg sinn ëmmerhin 8,1 % vun de Kanner – dat sinn der ronn 10.000 – vu Privation matérielle betraff. Bei 3,7 % ass et esouguer eng Privation matérielle sévère. Suerge muss et engem och maachen, wann ee weess, dass bal 20 % vun de Kanner an enger Wunneng liewen, déi an engem schlechten Zoustand ass, wou et zum Beispill erareent oder wou sech plazeweis Schimmel forméiert.

D'Unicef ënnersträicht an hirem Rapport och generell, dass e gudd Wirtschaftswuesstum an de Wuelfstand, deen eropgeet, net automatesch e positiven Afloss op d'Kanneraarmut hunn. Et ass esouguer esou, dass grad dann déi defavoriséiert Familljen an hir Kanner weider ofgehaange ginn an dass d'Ënnerscheeder an déi gesellschaftlech Ausgrenzung méi grouss ginn.

D'Unicef betount och, dass d'Kanneraarmut e ganz spezifesch Problem ass an net eleng als Ënnerkapitel zum Thema Aarmut ze gesinn ass. D'Kanner sinn nach eng Kéier anescht a méi betraff. Si leide besonnesch a méi staark ënner der Aarmut, déi sech och a sozialer Exklusivitéit ausdréckt, an dat a ville Liewensberäicher: dem gesellschaftleche Liewen, der Bildung, der Kultur, dem Sport, der Gesondheet. Déi betraffe Kanner wuessen op ouni gesond Ernährung an a Konditiounen, déi Konsequenzen op hiert spéidert Liewen hunn. Déi Situatioun huet Auswierkungen op hir kierperlech a mental Gesondheet gradewéi op hir schoulesch a beruflech Chancen an Entwécklung – alles Saachen, déi Konsequenzen op hiert weidert Liewen als Erwachsene hunn. D'Resultat: D'Aarmut gëtt weiderverierft, d'Ongläichheete gi méi grouss a se ginn zementéiert.

Aus all deene Grënn schéngt et evident, dass d'Kanneraarmut ganz spezifesch muss ugaange ginn.

Elo ass et net esou, dass an deene vergaangene Joren näischt geschitt wier, fir de Kanner hir Situatioun generell ze verbesseren a fir och géint d'Kanneraarmut virzegoen: Mam REVIS gouf d'Ënnerstützung fir d'Kanner, a besonnesch nach eng Kéier déi fir Kanner vun Alengerzéier, gehéicht. De Chèque-service, d'gratis Kannerbetreiung, d'gratis Mëttegiess wärend de Schoulwoche goufen agefouert, gradewéi d'gratis Schoulbicher am Secondaire. De Mindestloun gouf ëm

100 Euro netto an d'Luucht gesat a virum Hannergrond vun der Energiekris an der Präisdéierecht goufe verschidden Hëllefeng ausgeweit a weider Ënnerstützungen agefouert.

Zu Lëtzebuerg fléisst 16,8 % vum PIB an d'Familljeleeschungen, Prestations familiales en espèces. Dat ass esou vill wéi a kengem anere vun deenen 38 Länner, déi d'Unicef bei hirem Etüd ënner d'Lupp geholl huet.

D'Unicef stellt och fest, dass ouni déi Transfers sociaux den Aarmutsrisiko bei de Kanner esou bei 38 % géif leien. An dobäi sinn net emol all déi net monetär Leeschtungen mat berücksichtegt ginn.

Dat heescht, mir maachen effektiv enorm vill fir eis Kanner, mee et bleift, dass d'Zuele vun der Unicef an d'Echoe vum Terrain eis weisen, dass all déi Leeschtungen an Hëllefeng et net fäerdegbréngen, d'Situatioun vun de Kanner ze verbesseren. Déi rezente Tendenz weise souguer, datt sech d'Situatioun vun de Kanner verschlechtert huet.

Mir mussen eis also elo hei d'Fro stellen, wat mir kënnen a mussen anescht maachen, wat et brauch, fir d'Kanneraarmut effektiv a gezielt ze bekämpfen.

A wann ech hei vu „musse“ schwätzen oder virum allem vu „musse maachen“, da mengen ech dat och esou. Et ass e Grondrecht, datt d'Kanner a Würdegen, adequate Konditiounen opwuesse kënnen, well d'Recht vun de Kanner op, an ech zitieren, „un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social“ steet an der Internationaler Kannerrechtsconventioun festgeschriwwen, déi Lëtzebuerg am Dezember 1993 ratifizéiert huet – also viru méi ewéi 30 Joer! Och an eiser neier Verfassung ass esou e Recht festgeschriwwen. Mir hunn deemno eng Obligation légale, fir d'fir ze suergen, dass d'Kanner – an dat heescht all d'Kanner! – a Bedéngungen opwuesse, déi hinnen et erlaben, sech an all deene Beräicher kënnen ze entwéckelen an ze entfalten.

Ech wëll hoffen, dass mir dofir all un engem Strang zéien, fir déi Erausforderungen unzegoen!

Eng vun de Recommendatiounen vun der Unicef betrëfft den nationalen Aktiounsplang fir déi europäesch Garantie pour l'enfance. Ech hu mat Freed festgestallt: Lëtzebuerg huet effektiv esou e Plan d'action national. An um Site vum MEN féint een e Dokument, wou eng Hellewull vu Mesüeren opgezielt ginn. Dobäi gesinn ech allerdéngs zwee Problemer: De Plang huet kaum Visibilitéit an ass domat kaum bekannt an zwéites besteet dee Plang aus Mesüeren, déi et souwisou scho gëtt a gouf. Dat geet vum Chèque-service an der Éducation plurilingue iwwert d'Diversifikatioun vun der Schouloffer mat ënner anerem der Alphabetisatioun op Franséisch an den öffentlechen internationale Schoule bis zu der Hausaufgabenhëllef an de gratis Schoulbicher. Ernimmt ginn och eng sëlleg Subventiounen: d'Allocation de rentrée scolaire, Subventiounen fir Ménages à faible revenu, den Office national de l'enfance a sou weider a sou virun.

Net dass déi Mesüeren a Servicer schlecht oder net sënnavoll wieren – am Géigendeel, mir hu vill a gutt Mesüeren. Mee als Deel vun engem neie Plang fir d'Garantie européenne pour l'enfance ass do weineg Neies derbäi. Virum allem awer schéngt et mir, wéi wa mir d'Päerd hei vun hannen opsuedele géifen: Mir sollen e Plang op d'Bee stelle mam Zil, géint Kanneraarmut an Exklusivitéit virzegoen.

Mir feelen do: d'Definitioun vu konkreten Ziler an Ënnerziler; d'Ausschaffe vun enger Gesamtstrategie mat enger transversaler Approche, wou Mesüeren aus de verschiddene Beräicher openeen ofgestëmmt sinn; d'Definitiounen vun Indicateuren, déi et erlaben ze moossen, wat mir maachen, ob eise Plang och



virukënt, ob d'Moosnamen, déi mir huelen, an d'Mëttel, déi mir eis ginn, och zilfürend sinn a wierken oder wéi a wou eventuell muss nogebessert ginn.

An deem Kontext wéilt ech och eng éischt Motioune deposéieren. Dës gött och ënnerstëtzt vun deene Gréngen an de Piraten. Wannechgelift.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que la lutte contre la pauvreté des enfants est une obligation légale découlant de la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par le Luxembourg en décembre 1993 ;

– considérant que l'article 15, paragraphe 5) de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg stipule que « Chaque enfant a droit à la protection, aux mesures et aux soins nécessaires à son bien-être et son développement. » ;

– considérant le bilan «Innocenti 18» du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;

– considérant que la pauvreté infantile est multidimensionnelle et qu'elle concerne des domaines de la vie très divers, dont la santé, l'éducation et la formation, le travail et l'emploi, le logement ou encore les loisirs ou la vie associative ;

– considérant que la pauvreté et l'exclusion sociale touchant les enfants risquent d'entraîner des répercussions sur leur développement et leur vie d'adulte ;

– saluant les mesures mises en place ou renforcées au cours des dernières années pour soutenir les familles, tant au niveau des prestations familiales, des transferts sociaux, des avantages en nature aux familles, qu'en ce qui concerne l'aide sociale et les mesures d'aides visant à réduire les effets de la crise énergétique et de l'inflation ;

– considérant que le Grand-Duché occupe la 35<sup>e</sup> place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan «Innocenti 18» de l'Unicef,

invite le Gouvernement à

– mettre explicitement la lutte contre la pauvreté des enfants au cœur des priorités du Gouvernement ;

– évaluer, à l'aide d'indicateurs précis et pertinents, les mesures inscrites dans le plan d'action national de la garantie européenne pour l'enfance par rapport à leur efficacité en termes de réduction de la pauvreté infantile et de les adapter et compléter en conséquence ;

– intégrer ces mesures dans une stratégie globale traduisant une approche transversale de la lutte contre la pauvreté infantile et l'exclusion sociale permettant d'adresser leurs besoins spécifiques et de défendre leur intérêt supérieur ;

– prévoir, à échéances régulières, l'élaboration de rapports d'évaluation et l'organisation de débats y relatifs à la Chambre des Députés ;

– renforcer les efforts pour sensibiliser tous les acteurs et professionnels dans les divers domaines touchant l'enfance et la jeunesse aux problèmes de la pauvreté infantile et de l'exclusion sociale, notamment en veillant à une collaboration étroite et à une bonne information quant aux aides et mesures de soutien existantes.

(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Voilà. Souwäit ech héieren hunn, ass de Ministère amgaangen, mat dem zoustännegen Unicef-Büro u prezisen Indicateuren ze schaffen. Ech wier frou, wa mir hei an der Chamber géife gewuer ginn, a welch Richtung dat hei géif goen.

Decisiv ass, dass ee weess, ob d'Hëllef do ukommen, wou se gebraucht ginn, an ob se en Ennerscheid maache fir Kanner a Familljen. Mir als LSAP ginn dervunner aus, dass mer nei, méi spezifesch a geziilt Mesüre brauchen, amplaz just nëmme mat der Strenz ze fueren. Dat gehéiert och zu de generelle Recommendationen vun der Unicef, déi awer och seet, dass een d'Kanner soll selwer héieren, fir ze wëssen, wéi d'Aarmut hiert Liewe beaflost. An et geet drëms, déi Vue vun de Kanner mat a Strategien a politesch Decisiounen afléissen ze loossen.

Et gött, wann een den Unicef-Rapport liest, eng Partie Länner, déi eng global a spezifesch Strategie ausgeschafft hunn, dëst mat Indicateuren, reegelméisseg Evaluatiounen a Rapporten, déi virum Parlament musse presentéiert ginn. Dat wier och zu Lëtzebuerg ubruecht. E gutt Beispill, un deem mir eis inspiréiere kéinten, ass Neuseeland, dat 2018 säin Child Poverty Reduction Act erstallt huet. Si maachen dat, wat och hei misst geschéien, nämlech dass all Ministère am Kampf géint Kannerarmut zesummeschaffen – dat wuel net nëmme an engem interministerielle Grupp, mee bis an all déi zoustänneg Stellen, bei all d'Acteuren, déi mat a fir Kanner schaffen.

An engem hire Recommendationen ennersträicht d'Unicef, dass d'Education formelle an non formelle sollt kënnen d'Roll vun engem soziale Lift spillen, fir de „cercle vicieux“ vun der Aarmut ze duerchbrechen. Dat, esou weisen zënter Joerzénge all Enquête, ass de Moment net de Fall.

D'Chancégerechtkeet an der Schoul a wéi een déi ka verbessern, dass ass e Sujet, deen eis als LSAP extreem un Häerz läit. A meng Kolleegin, d'Francine Closener, wäert an engem spéiderer Intervention am Detail dorobber agoen an och Pisten opweisen, wat op deem Niveau misst geschéien.

D'gratis Kannerbetreieung ass schéin a gutt, mee keng geziilt Mesür, fir besonnesch defavoriséierte Kanner a Familljen ze hëllef. Beim gratis Museksunterrecht stellt sech d'Fro, wéi zum Beispill d'Kanner aus Familljemonoparentallen dovunner profitéieren, well dacks deen eenzeg Elterendeel keng Geleeënheet huet, seng Kanner a Musekskursen – gratis oder net – oder och nach a Sportsveräiner ze bréngen, well e muss Vollzäit schaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. E Service, fir d'Kanner aus de Maison-relais an hir Kursen oder op hir Trainingsen ze bréngen, e „Kannerveräinsbus“ souzesou, esou wéi dat an deem leschte Koalitionsaccord ugeduecht war, gött et nämlech nëmme an eenzelne Gemengen. Déi gutt Offer vum gratis Museksunterrecht ass deemno fir eng Partie Kanner an Eltere wierklech e Plus. Fir vill anerer, a warscheinlech grad fir déi Kanner, em déi et eis haut geet, ass et eng Offer, déi un hinne laanschtgeet.

Dobäi ass d'Participatioun um gesellschaftlechen, kulturellen a sportleche Liewen e Mënschen- a Kannerrecht. Et geet em d'perséinlech Entwécklung an Erfarungen, déi beräicheren, an d'Entfale vu Capacitéiten an Talenter.

Fir Kanner an Eltere wier et sécher am beschten, méi Zäit zesummen ze hunn. Mee d'Mesürene, déi vun der Regierung fir méi Familljenzäit proposéiert ginn, de verlängerte Congé parental an den Temps partiel familial, kënnen sech nëmme Eltere leeschten, déi e gutt Akommes an eng komfortabel finanziell Situation hunn. Déi Kanner, déi vum Aarmutsrisiko a vun Exklusioun betraff sinn, ginn also och hei eidel aus!

Dofir meng Fro: Wat mécht d'Regierung, fir géint de Problem vun der Kannerarmut an der sozialer Ausgrenzung virzegoen? Wat mécht d'Regierung fir méi Familljenzäit fir all Familljen a besonnesch fir Familljen a Kanner, déi ënner dem Aarmutsrisiko leiden?

Wat d'Sozialhëllef ugeet: Et stëmmt, dass mir vill Hëllef hunn, bei deenen et och an de leschte Joreng eng Partie Verbesserung gouf. Dat stëmmt zum Beispill fir de REVIS, fir d'Allocation de vie chère, d'Subvention de loyer, net ze schwätze vun den Ennerstëtzen, déi derbäikomm si virum Hannergrond vun der Energiekris.

Jo, et ass wichteg a gutt, dass mir déi Hëllef hunn. Mir als LSAP sinn awer der Meenung, dass an engem moderner a solidarescher Gesellschaft all Mënsch misst kënnen vu sengem Akommes liewen an net sollt op d'Sozialhëllef ugewise sinn. Mir hunn et schwaarz op wäiss am Rapport travail et cohésion sociale vun 2022: De Phenomeen vun de Working Poor gött et och zu Lëtzebuerg, virum allem bei Koppelen, déi net alle béid Vollzäit schaffen, mat dräi Kanner oder méi, an natierlech bei de Familljen monoparentales.

Esouguer mat Kannergeld a steierleche Virdeeler, déi hinnen automatesch zeguttkommen, si se deels nach wäit vun deem Akommes ewech, dat ze brauchen, fir adequat kënnen ze liewen. Dat soen net just mir, mee och de Statec. Déi Stéit mussen dann all d'Demarché maachen, fir d'Subvention de loyer, d'Allocation de vie chère an d'Allocation d'inclusion am Kader vum REVIS ze kréien. An anere Wieder: Déi niddereg Akommes ginn net duer, fir dovunner ze liewen.

Logesche wier et deemno, déi Akommesen ze héijen: 2019 ass de Mindestloun em 100 Euro de Mount geklomm, well d'LSAP sech dofir agesat huet. Mee et goung eebe net duer an dofir wollten a wëlle mir eng weider Erhéijung em 100 Euro an natierlech eng Steierreform, déi deenen zeguttkënt, déi et am meeschte brauchen.

Bei der Interpellatioun vum Deputéierte Paul Galles iwwert d'Aarmut de 4. Februar 2020 huet de fréieren Deputéierten an haitege Finanzminister Gilles Roth déi deemoleg Familljeministesche Corinne Cahen gefrot, ech zitieren: „Sidd Der da bereet, d'steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen? Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Sidd Der bereet um Niveau vun der Besteuerung vun de Monoparentallen? Well déi sinn an der Aarmut, an den Här Galles huet mat Recht gesot: „Wann net d'Sozialtransferten do wäeren, da wäere 47 % vun de Monoparentallen an der Aarmut.“ Ee vun den Deeler ass deen, dass se steierlech iwwerbelascht sinn. Sidd Der also bereet, fir op déi Propos anzegoen.“

Ech froe mech also, wéi d'CSV haut derzou steet, fir kuerzfristeg, well dat jo eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV ass, ...

**Une voix** | Très bien!

(Interruption)

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | ... dat steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen a fir um Niveau vun der Besteuerung vun de Monoparentallen eppes ze maachen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Fir d'LSAP wier am Dezember schoons de Moment gewiescht, fir an déi Richtung ze goen, mee déi Chance huet d'Regierung verpasst.

Wat d'Monoparentallen ugeet, huet d'Regierung jo versprochen, kuerzfristeg steierlech Erliichterunge fir d'Leit an der Steierklass 1a anzeféieren, also en

attendant dass se 2026 e Projet fir eng eenzeg Steierklass presentéiert. Fir eis ass dat eng absolutt Prioritéit. Déi Alengerzéiend waarde scho laang genuch.

Zréck dann awer bei d'Sozialhëlfe, Hëlfe, déi eebe vill vun de Leit mat klunge Paie mussen ufroen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Wann ee mol net weess, wat een zegutt huet, da geet een et och net ufroen. Vill Leit sinn iwwerfuert mat esou Demarchen oder si genéiere sech.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung, wa si op de Wee geet, fir d'Demarchen ze vereinfachen, e Guichet social an en Dossier social partagé anzeféieren. D'Automatiséierung vun de Prozedure gëtt jo do och ernimmt. Mir wiere frou, haut iwwert den Timing informéiert ze ginn, wéini d'ëst alles soll en place gesat ginn.

Mir begrëssen och, dass d'Regierung sech engagéiert, d'Montante vum REVIS reegelméisseg unzepassen. Bauchwéi hunn ech awer bei der Ausso, dass de Mindestloun ëmmer muss iwwert dem REVIS leien an dass d'Schaffe muss méi attraktiv bleiwe wéi déi verschidden Hëlfe. Dese Saz strotzt nëmmen esou vu Viruteeler an e stigmatiséiert Mënschen, déi op Sozialhëlfe ugewise sinn. E stellt d'REVIS-Empfänger duer als Leit, déi net wëlle schaffen a vum System profitéieren. Mee déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi de REVIS kréien, schaffen – mee si leie mat hirer Pai ënnert dem Montant vum REVIS. A bei deenen aneren ass e groussen Deel, déi net kënnen schaffen, zum Beispill aus gesondheetlechen oder familiäre Grënn.

D'REVIS-Evaluatioun d'lescht Joer huet gewisen, dass en zwar d'Situatioun vu ville Mënsche verbessert, ënner anerem déi vu Famillje mat Kanner, ob monoparental oder net. Allerdéngs beschreiwen d'Auteure vun der Evaluatioun, dass d'Situatioun vu Famillje mat Kanner weider schwierig ass. Problematesch si virun allem d'Ufuerderung vun der Aarbechtswelt, d'Schwierigkeeten, fir eng Betreiwungsplaz fir Kanner ze fannen, den Drock an de Problem, fir mat Kanner onreegelméisseg oder atypesch Aarbechtzäiten ze schaffen, d'Surcharge émotionnelle an den Aarmutsrisiko.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Derbäi kënnt, dass eng Partie vun deene Problemer bei der Betreiwung an Aktivéierung am Kader vum REVIS anscheinend net wierklech berücksichtegt ginn.

Wat d'Kanneraarmut ugeet, goufe bei dëser Evaluatioun eng Rei vu Punkten identifizéiert, Defien, wou misste Verbesserung kommen. D'Fro no enger Reform vum REVIS-Gesetz stellt sech also an deem Kader ganz konkret, ëmsou méi well d'Montanten, déi virgesi sinn, awer oft nach enk bemooss sinn an zum Beispill net Situatiounen berücksichtegen, wou een aus verschiddene Grënn net oder net vill Stonne ka schaffen. D'Famillje ginn un, dass de REVIS wichteg ass, fir dass si hir Kanner kënnen ernären. Si soen awer och, dass d'Montante vun den Hëlfe net duergi vis-à-vis vun den héije Liewenskäschten a virun allem vum Präis, dee se mussen opbréngé fir ze wunnen.

Bei der Interpellatioun de 4. Februar 2020 huet och den Deputéierte Paul Galles ausgesot, et wier „däitlech, dass de REVIS net héich genuch ass“. Hien huet gefuerdert, dass d'REVIS-Gesetz no der Evaluatioun iwwerschaaft an nogebessert gëtt. Dofir meng Fro: Wat ass d'Positioun vun der Regierung a Saachen Nobesserung vum REVIS?

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Mir als LSAP fuerderen, dass de REVIS-Montant gehéicht gëtt, virun allem déi Betrëg fir d'Kanner, mee och

déi, déi fir alengerzéiend Eltere geduecht sinn. Zum Thema vum Mindestloun, de Mesuren a Saache Steieren a Sozialhëlfe wéilt ech dann nach eng weider Motioun deposéieren, déi eebefalls ënnerstëtzt gëtt vun deene Gréngen an de Piraten. Wannechgelift, Här President.

### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

– *considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;*

– *considérant qu'en attendant la présentation d'un projet de réforme fiscale visant à mettre en place une classe d'impôt unique d'ici l'année 2026, l'accord de coalition prévoit une révision du traitement fiscal des personnes appartenant à la classe d'impôt 1a dans le sens d'un allègement fiscal ;*

– *considérant que, sans les transferts sociaux, le taux de risque de pauvreté des enfants s'élèverait à 38 % ;*

– *considérant que le Luxembourg dépense 16,8 % de son PIB en prestations familiales en espèces ;*

– *considérant que le Luxembourg a mis en place et renforcé au cours des dernières années différentes mesures d'aide et de soutien aux ménages et notamment aux familles et familles monoparentales ;*

– *considérant que, malgré les efforts entrepris, le Grand-Duché occupe la 35<sup>e</sup> place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef ;*

– *considérant l'évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et les défis qui y ont été identifiés ;*

– *considérant que près de 20 % des enfants vivent dans des logements de mauvaise qualité ;*

– *considérant que le taux élevé de risque de pauvreté des enfants est susceptible de mettre en péril la cohésion sociale au sein du pays,*

*invite le Gouvernement à*

– *procéder à une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets ;*

– *élaborer une réforme fiscale visant à alléger la charge fiscale pesant sur les revenus modestes et les ménages monoparentaux ;*

– *mettre en œuvre sans tarder les réformes de l'aide sociale et la simplification administrative annoncées dans l'accord de coalition dont la mise en place d'un guichet social ;*

– *prendre toutes les mesures nécessaires pour que les ménages à risque de pauvreté recourent effectivement à l'ensemble des aides existantes ;*

– *mettre en œuvre sans tarder l'augmentation de la majoration d'âge aux allocations familiales pour enfants de 12 ans et plus annoncée dans l'accord de coalition ;*

– *poursuivre et renforcer les efforts entrepris au cours des dernières années pour développer l'offre dans les domaines du logement social et du logement abordable ;*

– *procéder à une adaptation du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation notamment en ce qui concerne les contraintes auxquelles sont confrontés les ménages monoparentaux ;*

– *réformer et améliorer le dispositif concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires en assouplissant les conditions d'accès aux prestations du Fonds national de solidarité.*

(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Ech géif gäre vun der Regierung wëssen, wat si dovunner hält, eng extra Ënnerstëtzung fir Alengerzéier anzeféieren, gestaffelt no Akommes, esou wéi et dat zum Beispill a Frankräich oder an der Belsch gëtt. A béide Länner, gradewéi an Däitschland, gëtt et och d'Méiglechkeet vun engem „Unterhaltsvorschuss“, wann deen aneren Elterendeel keen Ënnerhalt bezilt. Déi zoustänneg Stelle këmmere sech dann och deelweis drëms, fir déi Suen nees anzedriewen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwar wuel d'Méiglechkeet vun enger Advance an dem Recouvrement vu Pensions alimentaires iwwert de Fonds national de solidarité, allerdéngs ass dat e Risenopwand an et ass net avantagéis vis-à-vis vun de Familles monoparentales.

E Sujet, deen och zum Thema Aarmutsbekämpfung, a méi spezifesch der Bekämpfung vu Kanneraarmut an Exklusiv, gehéiert, ass natierlech dee vum Logement. Et ass d'Wunnen, dat fir vill Familljen an hir Kanner den Aarmutsrisiko verstärkt. De Rapport travail et cohésion sociale vun 2022 weist, dass d'Dépenses pré-engagées bis zu d'Hallschent vum Budget vun de Menagen opfriesen. Meeschtens ass dat de Fall bei de Locataires. Bei Menagé mat engem klengen Akommes bleift entsprechend manner iwwreg fir soss Ausgaben, ënner anerem fir d'Kanner, déi awer och oft ganz néideg sinn.

Derbäi kënnt, datt si kee gudden Zougang zum Locatiounsmaart hunn, sief et, well si kee festen Aarbechtskontrakt hunn oder eeben net déi néideg Sue fir eng Agence oder eng Garantie. Et ass kee Geheimnis: Dem soziale Wunnensmaart feelt et nach ëmmer u Wunnen an d'Waardelëschte si laang. Et ass kräzhaft, dass massiv sozial a bezuelbar Wunnenge geschaf ginn, dass d'Locataire geschützt a massiv ënnerstëtzt ginn. Hoffentlech geet d'Regierung an déi Richtung, och wann déi meescht Moosnamen zugonschte vun den Investisseuren a Promoteuren ze si schéngen.

Här President, d'Kanner sinn eis Zukunft. Si determinéieren, wéi eis Gesellschaft vu muer ausgesäit. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir alles drusetzen, fir alle Kanner déi beschtméiglech Chancen ze bidden, fir a gudden Konditiounen opzewuessen a sech ze entwéckelen. Mir stellen domadder d'Weihe fir hiert spéidert Liewen. Ewéi meng Kolleegin Francine ëmmer seet: D'Kanner brauchen déi „dräi B“: Bindung, Bildung a Beweegung.

Ech hoffen deemno, dass mir eis all heibanne kënnen eens ginn, fir an deem Sënn un engem Strang ze zéien, an dass mir eis déi néideg Mëttele ginn, fir d'Kanneraarmut och effektiv ze bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kanner, eis Kanner, hunn d'Recht, net mussen aarm ze sinn. A wa mer haut den Nomëtteg hei vun der Kanneraarmut schwätzen, da schwätze mer a Géigepartie vun de Rechter, déi d'Kanner hunn, fir an hirem Liewe gutt ze liewen, fir würdeg ze liewen a fir an hirem Liewe gutt eens ze ginn. Da schwätze mer vun deene Rechter, déi an der Kannerrechtskonventioun néiergeschriwwen sinn.



An do sinn eng ganz Rei Rechter dran, wéi zum Beispill eng Rei, déi och d'Madamm Delcourt elo just genannt huet, déi awer trotzdem interessant sinn an déi hypothekéiert ginn duerch de Problem vun der Kannerarmut. Zum Beispill dat Recht op Fräizäit, op fräi Beweegung, op Spill, dat Recht op Iessen, en Doheem an op Sécherheet, dat Recht op eng beschtméiglech Bildung, dat Recht op Liewen an Entwécklung – an der Kannerrechtskonventioun steet souguer dran: dat Recht op „Iwwerliewen“ –, dat Recht op Gesondheet an dorop, net diskriminéiert ze ginn, dat Recht op eng fräi Meenung an esou weider an esou virun – Rechter, déi eis Kanner hunn. A virun allem hunn dowéinst eis Kanner dat Recht, net mussen aarm ze sinn.

Kanneraarmut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Aarmut, déi op eng besonnesch Aart a Weis belaauschend ass, well Kanner eng Aarmut ierwen aus hirem Émfeld, aus hirer Famill, déi hir Elteren oder aner Leit, déi fir se zoustänneg sinn, betrëfft, an déi dann, déi Aarmut, mat eranhuelen an hiert eegent Liewen. Als Kanner si si selwer vill manner resilient, fir mat där Situatioun ëmzegoen, a mussen déi Situatioun erliden, ouni kënnen wierklech Moyenen ze entwéckelen, fir dergéint ze kämpfen.

An déi Kanneraarmut ass an deem Sënn och besonnesch belaauschend, well se eebe genau dat iwwerhuelen, mathuelen an dann duerch hiert ganz Liewe matschleefen als eng Laascht an eng Hypothék. Dat heescht eigentlech, eng Aarmut, déi se indirekt erliewen, gëtt herno zu enger direkter an zu enger perséinlecher Aarmut.

D'Kanneraarmut ass och an deem Sënn besonnesch onfair, well et eigentlech an enger idealer Welt esou wär, dass all eis Kanner déi selwecht Startchancen an Liewe missten hunn, mee dat oft wéinst de soziale Schichten, dem Migratiounshannergrond, gewëssenen Aschränken oder anere Grënn net méiglech ass.

An dann ass d'Kanneraarmut eeben och besonnesch dramatesch, well se oft d'Kanner schonn a Bunne wërft, aus deene se an hirem ganze Liewen net méi richteg erauskommen.

Dofir ass et gutt – an ech soen der Madamm Delcourt och Merci dofir –, dass mer haut den Nomëtteg hei iwwert d'Kanneraarmut kënnen diskutéieren.

Zu Lëtzebuerg – dat huet se och scho gesot – sinn d'Zuelen eebe besonnesch dramatesch. Wann een den Aarmutrisiko kuckt – a se huet och schonn e bësse beschriwwen, wéi den Aarmutrisiko gerechent gëtt –, dann ass et tatsächlech esou, dass souguer méi wéi all véiert Kand hei zu Lëtzebuerg sech an deem Aarmutrisiko befënnen.

A fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze erklären: Den Indicateur vum Aarmutrisiko, dee beschreift tatsächlech éischer, wéi sech eng Gesamtgesellschaft verhält a wat fir eng Leit an där Gesamtgesellschaft vis-à-vis vun all deenen aneren an enger onfairer Situatioun sinn a manner gutt weiderkommen. Dat heescht, de Montant vum Revenu médian spillt eigentlech emol net déi primordial Roll. Déi primordial Roll spillt, wéi dee Montant sech verhält vis-à-vis vun alle Méiglechkeeten, déi mir an eiser Gesellschaft hunn. An natierlech sinn déi insgesamt relativ héich.

Et ass och scho gesot ginn, dass d'Hallschent vun all deene Kanner, déi do beträff sinn, sech an enger Pauvreté persistante befënnen. An deem Innocenti-Rapport vun der OECD, deen och scho mentionéiert ginn ass, deen huet eeben erausfonnt, dass Lëtzebuerg bei 39 Länner, déi analyséiert gi sinn, tatsächlech op der 35. Plaz läit, also ganz schlecht ofschneit, an och dass et eng Grondléier ass vun der Situatioun, dass de Wuelstand vun engem Land bei Wäitem net automatesch bedeit, dass en eng Garantie ass fir de

Kampf géint d'Kanneraarmut, dass déi op eng besonnesch Aart a Weis déif wär an deene Länner, wou et de Mënschen insgesamt besser geet.

Iwwregens gëtt deen Innocenti-Rapport och eng ganz Rei vu Best-Practice-Beispiller, besonnesch eeben opgrond vun deem, wat si „cash benefits“ nennen, dat heescht finanzieller Ënnerstëtzung vun de Familljen, déi da bei de Kanner ukënnt, wou Länner et gepackt hunn, d'Kanneraarmut ze reduzéieren, virun allem opgrond vun deene „cash benefits“.

Déi Rapporten, déi hei am Land eigentlech relevant sinn, fir Aarmut ze moossen an iwwer Aarmut ze schwätzen, nämlech de Panorama social vun der Chambre des Salariés an de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec, déi soen eigentlech, wann een d'Situatioun genau kuckt: Wat ee méi Kanner huet, wat de Risiko méi grouss ass, am Aarmutrisiko ze landen. A méi Kanner ze hunn, dat ass eeben de Fall a Familles nombreuses. An et ass natierlech och besonnesch de Fall fir Familles monoparentales, wou just een Elterendeel do ass, fir sech ëm déi Saachen ze këmmern, déi finanziell, awer och déi mënschlech Hëllef fir d'Kanner, déi se eigentlech brauchen.

Den Taux vum Aarmutrisiko ass hei zu Lëtzebuerg sou héich, well en insgesamt héich ass a well eeben hei d'monoparental Familljen an och d'Familles nombreuses insgesamt sou staark vum Aarmutrisiko beträff sinn an dat sech dann op d'Kanner iwwerdréit. Dofir ass den Taux vum Kanneraarmutrisiko hei zu Lëtzebuerg sou héich.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis d'Saach méi genau ukucken a mir froen eis – a mir stellen eis déi Fro –, wat ee ka maachen, fir géint d'Kanneraarmut virzegoen, da probéieren ech, sou wéi ech et deemools och an der Interpellatioun – Dir hutt et scho genannt – de 4. Februar 2020 probéiert hunn, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken. Dat geet och aus ganz ville Rapporten ervir. An ech mengen, do ass de Rapport travail et cohésion sociale deen, deen eis am meeschte léiert, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken.

Ech probéieren, et einfach emol eng Kéier aus dräi Richtungen ze kucken. Déi eng ass nämlech déi finanziell, monetär Richtung. Wat kann ee maachen, fir Familljen ze ënnerstëtzen, déi vill Kanner hunn? Déi zweet Fro ass déi vun der mënschlecher Säit. Dat heescht: Wat kënnen mer maachen, fir de Kanner hir Entwécklung ze stäipen? Wéi kommen d'Kanner als Perséinlechkeet, als Mënsch, an hirem Liewe besser virun? An déi drëtt Dimensioun ass déi gesellschaftlech, nämlech déi: Wéi sinn d'gesellschaftlech Schichten organiséiert? An a wat fir enge Schichten, a wat fir enge virdefinéierte Bunne sinn d'Kanner oft agepaart a kommen do net méi ganz eraus?

Et gëtt nämlech eng ganz Rei vun Indicateure fir Kanneraarmut, an d'Madamm Delcourt huet der och schonn eng Rei genannt, nämlech zum Beispill d'Qualitéit vum Iessen, d'Hëtzes, dat een doheem huet, awer och d'Méiglechkeet, eng Kéier am Joer an d'Vakanz ze goen. An all déi Indicateuren – an et gëtt der eng ganz Rei –, déi kann een eeben andeelen an déi doten dräi Kategorien: finanziell Hëllef, mënschlech Ënnerstëtzung a gesellschaftlech Verännerungen.

An dann ass et awer och wichtig, dass mer, wa mer iwwer Kanneraarmut schwätzen, eebe verstinn, dass et net duerget, eleng vum PIB, also reng vun enger finanzieller Säit, hier ze kucken, mee vum PIB du bien-être, dee ganz vill Indicateure beschreift, wéi et de Kanner an eis alleguerten an eiser Gesellschaft gutt geet, an eebe vun deenen Indicateuren hier ze moossen, wou mer mat der Kanneraarmut dru sinn.

Erlaabt mer dofir, dass ech eng Kéier op déi dräi Dimensiounen, déi ech elo just genannt hunn, aginn an e bësse kucken, wat een do ka maachen. Monetär, finanziell gesinn ass et sécherlech richteg, wann een déi Situatioun relativ einfach beschreift. Op där enger Säit huet een eng Habenseite, dat, wat een huet, dat, wat ee krit, och wat ee bäikrit. An do schwätzt een da vun de sozialen Hëlfe, et schwätzt ee vum Salaire, et schwätzt ee vun de steierlechen Erliichterungen. An op där anerer Säit, ass eeben d'Depensésäit, dat, wat ee muss ausginn.

Aarmut definéiert sech jo doriwier, dass ee seet: Ech muss méi ausgi wéi dat, wat ech eigentlech zur Verfügung hu fir dat, wat ech brauch a mengem Liewen, fir kënnen ze liewen. An do hutt Der natierlech zu Recht de Logement als e grouse Problem genannt. An ech mengen, et ass wichtig, dass mer och grad an deesen Deeg dee Logementspak do diskutéieren an deen och positiv kucken, nämlech als Méiglechkeet, d'Aarmut an an deem Moment dann och d'Kanneraarmut ze reduzéieren. An de Rapport travail et cohésion sociale geet och grad op dee Problem vum Logement ganz intensiv an.

Bei de monetären, finanziellen Ënnerstëtzung fir déi Familljen, déi besonnesch beträff sinn, do gëtt et eng Rei Saachen, déi och am Koalitiounsaccord zum Deel scho stinn, zum Beispill d'fiskal Mesüre fir Monoparentallen. An Dir hutt dat elo just genannt, Madamm Delcourt, dat hutt Der an de Raum gestallt: D'Monoparentalle mussen tatsächlech entlaascht ginn. Oder den Iwwergang vun enger Steierklass an déi aner muss méi laang gezu ginn, fir dass d'Méiglechkeet besteet, sech méi op déi Situatioun als Monoparental anzustellen.

Et gëtt zum Beispill och iwwerhaupt déi Méiglechkeet, wat Sozialhëlfe ugeet, vun enger Simplification administrative, vun deem Guichet unique. Dee soll nämlech derzou féieren, dass d'Leit, déi eng Sozialhëlfe brauchen, méi einfach un déi Sozialhëllef erukommen. Well déi Sozialhëllef ass oft verstoppt hanner ganz villen Dokumenter, hanner ganz villem, wat ee muss ausfüllen, hanner Sproochen, déi een net ëmmer gutt versteet, an hanner ganz villen Hürden och soss en cours de route nach, wéi zum Beispill einfach digital Hürden, déi oft Leit, déi an der Aarmut sinn, awer zousätzlech zu deene Leit hunn, déi net an der Aarmut sinn.

Wann een do e Guichet unique géif schafen an och de Leit den Zougang zu deem Guichet unique méi einfach géif maachen, wier déi Simplification administrative scho mol eng éischt Hëllef, fir dass d'Leit méi séier un déi Hëllef kommen, déi hinnen zoustinn.

An dann, mengen ech, ass et ganz wichtig, dass mer – an dat ass och am Koalitiounsaccord virgesinn – d'Leit opmierksam maachen op all déi Hëlfe, déi se iwwerhaupt zegutt hunn. Well et ass och eng vun eise Léieren aus deene leschte Joren, dass vill Leit déi Hëlfe, déi hinnen zoustinn, guer net an Usproch huelen, well se dat net wëssen a well se net dohinner kommen, wou se eigentlech missten hin, fir déi Informatiounen ze kréien. Deen Zougang zu all deenen Hëlfe muss natierlech méi einfach ginn. An dat ass, mengen ech, och virgesi fir déi nächst Joren.

A ganz wichtig ass dann natierlech, wat och am Koalitiounsaccord steet, déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëlfe. Déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëlfe erlaabt et, dass déi sozial Hëlfe matgi mat deem, wat ee brauch, de finanzielle Belaaschtungen, déi op d'Mënschen an deem Land hei zoukommen.

Dir hutt och déi Fro gestallt, Madamm Delcourt, vum steierbefreite Mindestakomes. Ech hunn do och

nach eng Kéier nogefrot beim Finanzminister. Et ass tatsächlech virgesinn, dat an d'Luucht ze setzen. Natierlech stellt sech d'Fro, wéi déi budgetär Méiglechkeete sinn oder wéi d'Situatioun ass. Dat, mengen ech, ass eis alleguerte ganz kloer. Mee do krut ech op alle Fall eng positiv Äntwert. Dat ass déi éischt Dimensioun, déi monetär, finanziell Dimensioun.

An der mënschlecher Dimensioun gëtt et och eng ganz Rei vu Mesüren, déi ee ka bréngen, fir méi wäit ze goen. Wat brauche Kanner als Mënschen? Kanner als Mënsche brauche Bindung. Si brauche Mënschen, op déi se sech kënnen bezéien, un deene se a mat deene se kënnen wuessen an an hirem Liewe kënnen virgoen. Idealerweise natierlech hir Elteren, awer dann och hir Tuteuren, all déi Mënschen, déi an hirem Liewe present sinn, an natierlech d'Betreiungspersonal an eise Betreuungsstrukturen.

An ech erliewe grad elo hei a menger Funktioun an der Stad op eng ganz besonnesch intensiv Aart a Weis, wéi wichtig déi Mënsche sinn, déi op där anerer Säit sinn, fir eis Kanner ze betrieuen, och an deenen éischte Jore vun hirem Liewen, fir dass se – an dat muss eist ultimativt Zil sinn – léieren, un hire Selbstwäert ze gleewen, léieren, dorun ze gleewen, dass se Mënsche si mat engem Wäert, déi an hire Gesellschaft, an eiser Gesellschaft, hir Plaz hunn, an dass se kënnen an eiser Gesellschaft och zur Gesellschaft bäidroen. Dofir: Esou vill wéi méiglech Zäit mat deene Mënschen, déi hir Referenzpersounen sinn, mat der Famill, anere Persounen, a gutt Betreuungsstrukturen.

An och do hu mer am Koalitionsaccord eng ganz Rei Saache stoen, vun deenen ech mengen, dass se hëllefen, genau déi doten Ziler ze errechen, zum Beispill méi Zäit an der Famill, och dank enger Flexibiliséierung vun dem Congé parental, engem méi flexibele Congé de maternité, dem Temps partiel familial an engem Ausbau vun de Babyjoren. An dann – dat ass och scho genannt ginn, ech kommen nach eng Kéier kuerz drop zrëck – de „rôle ascenseur“ vun der formaler an der nonformaler Bildung. Gratis Betreue hu mer. Mir hunn eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, déi de Kanner d'Méiglechkeet ginn, fir eng Bindung opzebauen an aus där Bindung eraus hire Selbstwäert ze erkennen an och dorun ze gleewen an deen och an d'Liewe mat eranzuelen.

An der drëtter Dimensioun, Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, och Dir Häre Ministeren, an der gesellschaftlecher, sozialer, soziologescher Dimensioun, gëtt et eng Saach, déi mech scho säit e puer Joere beschäftegt – an do treffen ech mech ëmmer erëm mat der Madamm Cloener, well mer doriwwer diskutieren –: de Bildungsrapport, deen eis virun e puer Joer och eng Kéier kloer virun Ae gefouert huet, dass et kaum Passerelle gëtt tëschent de soziale Schichten. Also duerchaus en Domän, an deem mer an deenen nächste Joren nach ganz vill muss schaffen, well d'Schoul ganz oft de soziale Status vun engem Kand zementéiert. Et gëtt dat, wat si am Bildungsrapport „wéineg Duerchlässegkeet“ tëschent deenen eenzelne Méiglechkeeten nennen, ausser bei deene Kanner, déi souwiso aus bessere Verhältnissen kommen an et dann iergendwéi packen, an eng aner Schoulkarriär eranzekommen. Awer bei Kanner, déi aus méi schwache Verhältnissen kommen, passéiert dat praktesch net. Dofir ass et wichtig, dass mer den Zougang zur Bildung, zur Education, also deem, wat d'Kanner mat op de Wee kréien, esou einfach wéi méiglech maachen.

Déi Bildungsgläicheeten, déi de Bildungsrapport thematiséiert, sinn der dräi. Si schwätzen eigentlech vun dräi Krittären, déi et méi schwéier maachen: déi sozial Hierkonft, also dat, wat ee „Bildungsnähe“ a „Bildungsferne“ nennt, de Migratiounshannergrond an och d'Geschlechterzougheieregkeet. An

d'Propose vum Bildungsbericht sinn do ganz interessant. An ech ka mer gutt virstellen, dass et wierklech spannend wäert sinn, an den nächste Jore genau dorun ze schaffen.

Am soziale Beräich soe se, dass de Schoulformwiesel, de Wiessel tëschent de Schoulformen, eigentlech zu Lëtzebuerg an engem relativ fréien Alter passéiert. De Bildungsbericht leet eis no, och nach méi spéit Passerellen ze bilde fir déi sougenannte „late bloomers“, dat heescht déi Kanner oder Jugendlecher, déi an engem méi fortgeschrittenen Alter entdecken, a wat fir eng Karriär an a wat fir eng Liewensplanung se wëllen eragoen.

Fir beim Migratiounshannergrond de Kanner déi selwecht Chancen ze ginn, schwätze se vun der Méiglechkeet – oder vun der Kraaft – vun der dualer Ausbildung, fir déi Systemschwell fir an de Secondaire net méi gradesou héich ze maachen, dat heescht, do och eng Méiglechkeet ze bidden, den Zougang an déi verschidde Karriäre méi einfach ze maachen, wat de Migratiounshannergrond ueegt.

Bei der Geschlechterzougheieregkeet geet et dann drëms, besser Zäitpunkter ze wielen, méi Zäitpunkter och an der Schoulkarriär ze hunn, wou een déi verschidde Berufvergestallt kritt an da seng Karriär ka wielen.

Insgesamt wëlle se eng systeemesch Upak hunn, fir e méi einfachen Zougang ze kréien zu der Bildung an och e méi einfachen Zougang ze kréien zu deem, wat een am Liewen als Kompetenz brauch, fir als Kand an als Jugendleche virunzuekommen. Dat ass déi formal Bildung, dat sinn d'Schoulen.

An der nonformaler Bildung geet de Bildungsrapport och nach eng Kéier op déi Bindungswichtigkeet vun der Betreue an.

An an der informeller Bildung ass eis kloer – an d'Madamm Delcourt huet et och scho beschriwwen – deen Zougang zu de Veräiner, zu den Associatiounen, zu all deene Veräiner a Clibb wichtig, déi et méiglech maachen, dass Kanner sech begéinen, dass se matenanner eppes kënnen maachen. An déi „wëll“ Bildung, déi mir och ëmmer ganz gutt gefält, dat, wat Kanner erliewen an deem Moment, wou se einfach Kanner sinn, wou se ënnerwee sinn, wou se spillen, wou se anerer begéinen, ech mengen, do ass et och ganz wichtig, dass mer eppes maachen, wat och schonn ugefaange ginn ass, nämlech Noperschafte stäerken, d'Méiglechkeet stäerken, dass Kanner sech begéinen, matenanner a Kontakt kommen an och doduerch dann hir Perséinlechkeet kënnen entwéckelen.

Am Koalitionsaccord stinn och eng Rei Saachen dran, déi ganz gutt sinn: méisproocheg Education zum Beispill oder d'Diversitéit vun eisen Accueilstrukturen, Bëschrëchen oder Crëchen an den Entreprises, d'Unnäerung vun der formaler an der nonformaler Bildung. An ech hunn och elo schonn an deenen éischte Wochen a Méint erlieft, dass dat guer net esou einfach ass, well et do ënnerschiddlech Schinne gëtt. An et ass sécherlech eng grouss Erausforderung, déi mer gemeinsam wëlle stemmen, och déi Unnäerung do ze packen. Dann ass och d'Adaptatioun vum Ratio vun Encadrement am Koalitionsaccord virgesinn, well een eben doduerch eng méi staark Bindung kann opbauen, an och d'Prioriséierung vum Bien-être an der Schoul.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech probéieren, et net ze laang ze maachen, well et ass ganz vill scho gesot ginn, an ech huelen un, dass de Mëtten nach ganz vill gesot gëtt. Ech hunn einfach probéiert, et de Moment an déi dräi Dimensiounen anzepaken an och nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Mesüre schonn am Koalitionsaccord stinn, a

woufir ech och mengen a mir als CSV mengen, dass déi Mesüren och duerchaus schonn hëllefen, fir hei géint d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg virzegoen.

Dee grouse Wunsch, dee mir als CSV-Fraktioun wëllen ausdrécken, ass, dass an deem, wat och am Koalitionsaccord virgesinn ass, nämlech dem Nationalen Aktionsplang fir d'Preventioun a fir d'Aarmutsbekämpfung, dee mer ausdrécklech begrëissen, d'Kanneraarmut e besonnesche Fokus kritt, dass se eng besonnesch Prioritéit huet an dass een do e besonneschen Aemierk drop werft, well eebe bei der Kanneraarmut ganz vill aner Formen vum Aarmut, déi spéider optauchen, schonn ufänken. A wat ee méi fréi ufänkt, d'Kanneraarmut oder Aarmut insgesamt ze bekämpfen, wat mer insgesamt an eiser Gesellschaft besser virukommen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen Iech Merci, Här Galles. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, d'Wuelbefanne vun eise Kanner läit eis alleguer um Häerz. All gutt Mamm an all gudder Papp wëll sengem Kand e schéint a gebuerent Liewen erméiglechen, mat gesondem Iessen, proppere Kleeder, flotte Spillsaachen.

Ma leider kann net all Famill hire Kanner dat Liewe bidden. Wann ee Méi huet, um Enn vum Mount d'Enner beieneze kréien, kënt onweigerlech eppes ze kuerz. Mee egal, wou ee sech aschränke muss, huet een en negativen Impakt op d'Kanner, souwuel op hir physesch wéi och op hir mental Gesondheet.

Si vergläiche sech mat anere Kanner a mierken, wann hir Schong méi ofgedroen, hir Spillsaache méi al sinn oder dass si manner oft – wann iwwerhaapt – an eng Vakanz kënnen goen. Och Hobbye sinn oft keng Selbstverständlechkeet. Trainingskleeder, Sportausrüstung an Instrumenter kënnen bei der Uschaffung vill kaschten. A Kanner wuessen a brauche vill méi oft nei Kleeder oder Schong wéi en Erwuessenen.

Zuele vun Eurostat a vum LISER beleeeën, dass ee Kand vun 20 hei am Land keng nei Kleeder kaaft oder Schoulausflich bezuelt ka kréien. Bal 8 % vun de Kanner liewen an engem Haushalt, dee sech keng Woch Vakanz am Joer ka leeschten. An 20 % vun de Kanner hunn Elteren, déi sech et net erlabe kënnen, hir gebraucht Miwwelen ze ersetzen.

Kuerz gesot: Et ass net schéin, wann ee schonn als Kand mierkt, dass d'Sue knapp sinn, an ee mengt, sech dowéinst bei de Frënn schummen ze mussen. Mee et ass ëmmer nach eis Gesellschaft, déi sech schumme muss, wa mir et net fäerdegbréngen, der Aarmut, a virop der Kanneraarmut, en Enn ze setzen.

Et ass nidderschmetternd, wann een héiert, dass all véiert Kand hei am Land vum Aarmutsrisiko betraff ass. An dat, obwuel an de leschte Jore vill Mesüren en place gesat goufen, fir der Kanneraarmut entgéintzewierken. Ech wëll do zum Beispill op d'Aféierung vum Revenu d'inclusion sociale hiweisen, deen 2019 de fréiere Revenu minimum garanti ersat huet.

D'lescht Joer gouf dësen neien Dispositif analyséiert, an eng vun de Konklusione war ganz kloer, dass Famillje mat Kanner mam REVIS vill gehollef kréien. Si kréien 19 % bis 51 % méi finanziell Moyene mam REVIS wéi mam RMG. Grad bei de Monoparentalle mécht et vill aus, well souwuel d'Akommes wéi och d'Wunnsituatioun berécksiichtegt ginn.



Och mat der Steuerreform vun 2017 si virop d'Stéit mat engem klengen a mëttlere Revenu zu Lëtzebuerg däitlech entlaascht ginn. Duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt monoparental vu maximal 750 op 1.500 Euro sinn och déi Alengerzéiend zousätzlech gestärkt ginn.

Derbäi kënn, dass de CIM mam Budget fir d'Joer 2023 nach emol erhéicht gouf op 2.505 Euro an och de Seuil, bis wéini een integral vum CIM profitéiere kann, op 60.000 Euro gehuewe gouf.

D'Kafkraaft ze erhalen an ze evitéieren, dass d'Leit an den Aarmutsrisiko ofrutschen, war d'Haaptuleies vun der leschter Regierung duerch déi sëlleg Krise während der leschte Joren. Souwuel an der Pandemie wéi och während der Energiekris huet d'Regierung keen am Ree stoe gelooss.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Am Kader vun dräi Tripartite si Montanten a Milliardenhéicht an a Form vu ville verschiddene Mesüre mobiliséiert ginn, fir de Leit ze hëllefen, duerch déi schwierig Zäit ze kommen. D'Regierung huet an deem Kader ëmmer besonnesch derno gekuckt, fir grad deene sozial méi schwache Stéit geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Ouni wëllen op all Mesüeren anzegoen, wëll ech just drop hiweisen, dass d'Upassung vum Steuerbarème op den 1. Januar ëm véier Indexchancé proportional déi niddreg Revenuen am meeschten entlaascht huet.

**Une voix** | Ganz richtig!

**Mme Mandy Minella (DP)** | De Congé parental ass duerch d'Reform 2016 ënnert der deemoleger Ministesch Corinne Cahen net nëmme méi flexibel, mee och finanziell besser remuneréiert. Jonk Famillje sinn esou engem manner héijen Aarmutsrisiko ausgesetzt, wat natierlech och de Kanner zeguttkënn.

Net ze vergiessen ass ausserdem d'Reindexéierung vum Kannergeld, dat zënter 2021 nees un d'Präsenzwecklung ugepasst gëtt.

Och de Barème vun der Allocation de vie chère an hir Attributionskrittäre goufen ugepasst, fir méi Persounen mat engem modeste Revenu ënnert d'Äerm ze gräifen. Während der Pandemie gouf d'AVC 2020 souguer verduebelt, fir der Krisensituatioun Rechnung ze droen, déi besonnesch d'Salariéien aus Secteuren mat méi niddrege Revenue schwéier getraff huet.

Dann dierf een och d'Gesondheet net vergiessen. Mir hunn hei am Land eng grondsätzlech gutt Gesondheitsversuergung. Se huet natierlech hir Schwächen, op déi ech op dëser Plaz awer net wëll weider agoen. Wichtig ass awer, dass déi gesondheetlech Preise en charge vun de Kanner zu 100 % vun der CNS iwwerholl gëtt.

D'gratis Verhütungsmittel sinn och e wichtige Facteur, dee virun allem fir d'Meedercher eng Entlaaschtung ass an hinnen eng gréisser Onofhängegkeet erlaabt. Ofzewarden ass, ob d'gratis Verhütungsmittel ongewollt Schwangerschaften verhënneren, déi jo och eng finanziell Belaaschtung duerstelle kënnen, virop wann ee jonk ass, eventuell nach an d'Schoul geet oder op d'Uni geet an nach net fest am Berufsliewe steet.

Déi meescht Mesüre riichte sech nëmme indirekt un d'Kanner. Ma andeems déi finanziell Situatioun vun de Famillje verbessert gëtt, hëlleft een natierlech och hire Kanner.

Dat gëllt och fir d'Aféierung vum gratis öffentliche Transport. Duerch dës Mesür spuert een ëmmerhin

440 Euro am Joer, wann ee mam Bus oder Zuch op d'Aarbecht firt. Och Kanner a Jugendlecher kënnen sech méi einfach deplacéieren, fir sech mat Kolleegen ze treffen an eppes ze ënnerhuelen. Dat ass positiv fir d'Bedelegung um gesellschaftleche Liewen, déi an Aarmutsverhältnissen oft ze kuerz kënn.

An deem Kontext – der Bedelegung um soziale Liewen – ass et och wichteg, déi Europäesch Garantie fir Kanner unzeschwätzen. D'Europäesch Kommissioun huet Recommendatiounen fir d'EU-Memberstaaten ausgeschafft, déi der sozialer Ausgrenzung vun de Kanner entgéintwierke sollen. Dozou gehéieren ënner anerem gratis Bildungs- a Betreiungsrichtungen am Precoce, gratis Schoulbildung, eng accessibel Gesondheitsversuergung an en adequate Wunnraum.

Mat de gratis Maison-relais a Crèche fir Schoulkanner während der Schoulzäit spueren d'Stéit mat Revenu médian ongeféier 860 Euro am Joer. 2019 huet eng Etüd vum Statec kënnen nowiesen, dass den Aarmutsrisiko vun de Kanner esou ëm sechs Prozentpunkten zréckgoung.

Ma och Kanner, déi nach net ageschoult goufen, profitéieren vum 20 gratis Stonnen d'Woch an enger Structure d'accueil, onofhängeg vum Revenu vun den Elteren. Zousätzlech Avantagen, wou de Revenu consideréiert gëtt, gräifen ab der 21. Stonn, déi d'Kanner an enger Crèche oder Maison relais verbréngen.

D'Versuerge vun de Kanner erlaabt et engersäits béiden Eltere schaffen ze goen, wat d'finanziell Situatioun vun der Famill verbessert. Besonnesch Fraen droen e méi niddrege Risiko, bei enger Trennung an eng finanziell Misär ze falen, wa si aktiv am Berufsliewe kënnen bleiwen. An et ass och am Interêt vun de Kanner, wa béid Eltere finanziell esou onofhängeg wéi méiglech sinn.

Anerersäits kann de Besuch vun enger Crèche och féerderlech fir d'Entwécklung vun de Kanner sinn. Esou ass et virdeelhaft fir hir Sozialisatioun, well si Kontakt mat Altersgenossen hunn, mat deene si zesumme spillen a léieren. Zousätzlech bidden d'Crèchen deene ganz kleng Kanner vun engem bis véier Joer eng plurilingual Bildung un. Kleng Kanner léieren noweislech vill méi séier Sproochen. Wa si scho fréi mat verschiddene Sproochen a Kontakt kommen, dann ass dat e groussen Avantage fir hir spéider Schoul- an och Berufskarriär. An dat hëlleft natierlech derbäi, dem Aarmutsrisiko ze entgoen.

Och an der formaler Bildung goufe wichteg Reformen ëmgesat, déi d'Kanneraarmut bekämpfen. D'gratis Schoulbicher am Primaire an am Secondaire an e gratis waarmt Iesse vu gudder Qualitéit mëttes an der Kantine fir Kanner aus Famillje mat niddregem Revenu sinn do ze ernimmen.

D'Erweiterung vun der Schoulpflicht schéngt wéineg mam Sujet vun der Kanneraarmut ze dinn ze hunn, mee och dës Reform, déi 2026 a Kraaft trëtt, kann hiren Deel bäidroen. Jonken, déi ze fréi d'Schoul verloossen, feelt et oft un den néidege Qualifikatiounen, fir eng gutt Aarbechtsplaz ze fannen. De Risiko, scho fréi an d'Aarmut ze falen, ass fir si méi héich. An hir Kanner wuesse spéider aller Warscheinlechkeet no zesumme mat hinnen an Aarmut op.

Mat der Schoulpflicht bis 18 Joer verbessere mir d'Zukunftschancë vun eise Jonken a miniméieren den Aarmutsrisiko vun de Kanner. Och d'Mise en place vun enger nationaler Hausaufgabenhëllef leescht do e wichtige Beitrag.

D'Europäesch Garantie fir Kanner proposéiert och, dass ausserschoulesch Aktivitéite fir näischt ugebuede solle ginn, fir all Kand eng Bedelegung um soziale Liewen ze erméiglechen. Zu Lëtzebuerg

goufen ënnert dem Minister Claude Meisch zum Beispiel d'Musekschoule gratis gemaach.

Wat d'Participatioun u sportlechen Aktivitéite betrëfft, sou ass et hei besonnesch op Gemengenniveau, wou Efforte gemaach ginn, fir de Kanner eng Panoplie u gratis Coursen unzibidden. Verstärkt Iwwerleeunge sollten nach ugestriift ginn, wéi déi néideg sportlech Ausrüstung käschtegegenschteg zur Verfügung gestallt ka ginn, déi jee no Sport en déiwe Grëff an de Portmonni verlaangt.

Finaleméint gëtt bei der Europäescher Garantie fir d'Kanner och vum adequate Wunnraum geschwat. Mir sinn eis alleguer bewosst, dass de Logement bei Wäitem dee stärksten Impakt op déi finanziell Situatioun vun engem Stot huet. De Loyer oder de Prêt mécht an der Reegel de gréissten Deel vun den Ausgaben aus.

De Logement an de Grëff ze kréien, war, ass a bleift fir d'Demokratesch Partei eng absolutt Prioritéit. All Mënsch soll sech kënnen wierdeg zu Lëtzebuerg logéieren, a besonnesch déi Stéit mat engem méi bescheidenen Akommes müssen ënnerstëtzt ginn, well Logementspolitick ass Sozialpolitick!

A ville Fäll sinn déi Stéit, déi sech finanziell net esou gutt stinn, éischer Locatairen ewéi Propriétaires. Aus deem Grund gouf bei der Subvention de loyer, dem sougenannte „Wunnngeld“, an de leschte Méint och däitlech nogebessert an d'Unzuel vun den eligibele Stéit erweidert. Haut sinn dowéinst méi wéi zwee Drëttel vun de Stéit, déi um Privatmarché lounen, eligibel, fir d'Wunnngeld ze kréien. Dat sinn ëmmerhin tëschent 200 a 400 Euro de Mount, déi ee beim Loyer bäigeluecht ka kréien.

Wéi d'Regierung gëschtt annoncéiert huet, wäerten an Zukunft Famillje mat Kanner nach eemol zousätzlech iwwert d'Wunnngeld gehollef kréien. Amplaz 40 Euro kritt een an Zukunft 80 Euro pro Kand, dat a sengem Stot leeft. Dat si konkret Mesüeren, fir der Aarmut generell an der Kanneraarmut am Speziellen entgéintzewierken.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Et kann een och nach d'Eropsetze vun den ofsetzbare Scholdzënsen ernimmen, déi jo scho mam Solidaritéitspak vum leschte Mäerz gehéicht goufen. Derbäi kënn d'Eropsetze vum bëllegen Akt, gradewéi d'Eropsetze vun der Subvention d'interêt. Alles dat si Moosnamen, duerch déi grad déi Familljen, déi Schwierigkeeten hunn, d'Enner beieeneenzekréien, um Enn vum Mount méi an der Täsche hunn. An dat kënn och de Kanner zegutt.

Et ass evident, dass och weiderhi vill Efforte wäerten néideg sinn, fir jidderengem e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp ze bidden an dee mam Logement verbonnenen Aarmutsrisiko ze minimiséieren.

Dozou gehéiert och, dass déi öffentliche Hand hir Responsabilitéit iwwerhëlt a selwer mam Logementmarché aktiv gëtt. D'Zil ass et, mëttelfristeg en öffentliche Parc immobilier un abordabele Wunnengen opzebauen, fir dass jidderem, dee sech um Privatmarché näischt leeschte kann, en Ennerdaach gebuede ka kréien.

D'Regierung ass dowéinst amgang, eng ëmfaassend Bauoffensiv un abordablem Wunnraum ze starten, déi all d'Acteuren – de Staat, d'Gemengen an de Privatsecteur – mat an d'Boot hëlt. Iwwert déi nächst Jore sinn net manner wéi 923 Milliounen virgesinn, fir bezuelbar Wunnengen ze schafen.

Derbäi kënn, dass de Staat elo muss aktiv ginn a Projeten um private Marché opkafen. Domadder stäipt en net just d'Baubranche, déi och grad Schwierigkeeten huet, mee kënn och séier u Wunnengen, déi e

selwer zu engem abordabele Präis verloune kann. An deem Sënn begrësse mir als DP dann och, dass net manner wéi 480 Milliounen iwwert déi nächst Joren dofir mobiliséiert ginn.

Schlussendlech soll och d'Gestion locative sociale weider gefërdert ginn. Andeems bis zu 90 % vun den Nettoverenuen aus esou enger sozialer Locatioun steierfräi wäerte ginn, solle méi eidel stoend Wunnenge mobiliséiert ginn an deenen zur Verfügung gestallt ginn, déi se dréngend brauchen.

Här President, de rezenten Unicef-Rapport iwwert d'Kanneraarmut a verschidde OECD-Länner zeechent op en Neits kee positivt Bild fir eist Land. Ee Véierel vun de Kanner zu Lëtzebuerg ass vun Aarmut betroff – eng Situatioun, déi ouni déi vill sozial Mesüeren, vun deenen ech just eng Partie ernimmt hunn, nach vill méi schlëmm wier.

An natierlech wäert och dës Regierung konsequent d'Aarmut bekämpfen. Et ass eng vun den absolute Prioritéite vun dëser Legislatur, an de Koalitiounsaccord zeechent vill Pisten op, wéi d'Regierung plangt, dëst Zil ze errechen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | En nationalen Aktiounsplang fir d'Preventioun vun Aarmut an hir Bekämpfung steet do ganz uewen op der Lëscht. Well de Problem vun der Aarmut e multidimensionale Problem ass, kann e just mat Hëllef vun enger transversaler Strategie geléist ginn, déi zesumme mat de Sozialpartner an den Acteuren um Terrain ausgeschafft wäert ginn. An anere Wieder: D'Problematik vum Aarmutrisiko muss an hirer Globalitéit, an all hire Facetten, ugaange ginn.

Déi finanziell Hëllef, wéi de REVIS, den RPGH an natierlech och de soziale Mindestloun, wäerte wéi an der Vergaangenheet och an Zukunft reegelméisseg un d'Entwécklung vun de Salären ugepasst ginn. Dat selwecht gëllt och fir d'Allocation de vie chère.

Här President, all déi vill Hëllef, déi existéieren, sinn eng gutt Saach. Mee si mussen natierlech och bei deene Leit ukommen, déi se brauchen. D'Prozeduren, fir all déi verschidde Hëllef unzeefroen, kënnen awer mat vill Méi verbonne sinn. Wann een awer mat finanzielle Problemer ze kämpfen huet, dann huet een net nach de Kapp, fir sech duerch e bürokrateschen Dschungel ze kämpfen, wou een déi selwecht Dokumenter bei verschidde Verwaltungen ëmmer nees nei areeche muss. D'Prozeduren mussen dréngend vereinfacht ginn. D'Demandé vun de verschidde Aidé mussen harmoniséiert a virun allem d'Erneuerung vun enger Demande muss manner opwenneg ginn.

D'Iddi vun engem Guichet social unique ass e weidere wichtege Punkt, eng Plaz, wou Leit all déi verschidde Hëllef ufroe kënnen, fir déi si eligibel sinn. Just als Beispill: Ongeféier 76 % vun de Leit, déi d'Subvention loyer ufroe kéinten, maachen et net. Dës Aide ass engersäits net bekannt genuch, anerersäits menge vill Leit, déi am Fong eligibel wieren, dass si keen Urecht op dës Hëllef hunn. Eng zentral Ulafstell kéint d'Leit besser doriwier opklären, wéi eng Hëllef si ufroe kënnen, an esou den Accès däitlech verbessern – ganz dervun ofgesinn, datt d'Nerven och manner strapaziéiert ginn.

Do dernieft muss eng Automatiséierung vun de Prozesser stattfannen an eng digital Plattform fir déi staatlech Verwaltungen en place gesat ginn, wou all déi néideg Informatiounen ënnerteneen echangéiert kënnen ginn. Am selwechte Gedanke wäert dës Regierung d'Mise en place vun engem Dossier social partagé analyséieren, änlech wéi den DSP, deen et aktuell fir Patiente gëtt.

Esou recommandéiert zum Beispill den Observatoire des politiques sociales, dass d'Informatiounen iwwert déi verschidde Prestatioun vereinfacht, op méi Sproochen zougänglech gemaach an eng eenheetlech Definitioun vum „Revenu“ ausgeschafft soll ginn.

Här President, ech hunn eng ganz Rei u Mesüeren ernimmt, vun deenen een natierlech soe kann, dass de Gros sech net un d'Kanner per se riicht. Mee Kannerarmut léisst sech natierlech am beschte bekämpfen, wann een d'Familjen aus der Aarmut eraushieft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Des Weidere wäert kontinuierlech an d'Qualitéit vun der formaler a vun der nonformaler Bildung investéiert ginn, fir d'Chancéglichheet fir all Kanner ze garantéieren a si beschtméiglech an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Esou léisst sech am beschten den Aarmutrisiko verhënnere.

An obwuel se scho während der leschter Legislaturperiod ugeduecht war, mee wéinst der ekonomescher a finanzieller Situatioun am Land net ëmgesat konnt ginn, gëtt och weiderhin eng ëmfaassend Steuerreform ugestriift, déi déi méi gerecht Individualbesteuerung aféiere wäert.

Här President, et gëtt keng einfach Léisung, fir d'Aarmut am Land ze bekämpfen. Et ass e Problem, deen een op ville verschidde Niveauen ugoe muss. D'Regierung ass sech d'äers bewosst a wäert dowéinst eng transversal Strategie ausschaffen.

Et geet engersäits drëm, deene vulnerabelste Bierger déi néideg Hëllef ze ginn, fir datt si net an déi absolute Prekaritéit falen. D'Wunne muss méi abordabel ginn an d'Kafkraaft muss de Leit méiglechst erhale bleiwen.

Am nohaltegste bekämpfe mir Aarmut awer, andeems mir de Kanner déi néideg Outilen an de Grapp ginn, fir sech eng sécher Zukunft opzebauen. Kanner, déi an Aarmut opwuessen, hu méi oft mat schoulesche Problemer ze kämpfen, riskéieren, d'Schoul ofzibriechen, fannen duerno keng gutt Aarbecht a riskéieren, an de Laangzäitçhömage ze falen. Hir Kanner wuessen dann an deene selwechte Verhältnissen nees op.

Nieft de sëllege finanziell Hëllef suergen d'Schoulpflicht bis 18 Joer, déi verbessert Offer u formaler an nonformaler Bildung an déi national Hausaufgabenhëllef fir eng gréisser Chancéglichheet fir all eis Kanner an hunn d'Zil, den Däiwelskrees vun der Aarmut ze duerchbriechen.

Jo, Aarmut ass nach ëmmer eng Realitéit an eisem Land. Se ass mol méi a mol manner siichtbar. Mir verschléissen eis Aen awer net virun hir, mee iwwerhuelen eis Verantwortung, fir deene Vulnerabelsten ze hëllef. D'Regierung huet e Plang a wäert dës konsequent ëmsetzen, mam Zil, datt d'Kanneraarmut an d'Aarmut am Allgemengen eng Kéier net méi zum Alldag vun eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Här President, ech hunn awer och nach eng Motioun, déi ech am Numm vun der DP mat de Kollege vun der CSV wëll deposéieren. Wéi aus menger Ried ervirgaangen ass, läit eis d'Bekämpfung vun der Kanneraarmut wierklech um Häre. An aus deem Grond wëlte mer d'Regierung opfuere, weider konsequent Mesüeren an dësem Sënn ze ergräifen an notament déi Pisten, déi ënner anerem am Koalitiounsaccord opgezeechent sinn, och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Villmools merci.

### Motion 3

La Chambre des Députés,

– *consiente que la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale demeure un réel défi au Luxembourg ;*

– *considérant que le risque de pauvreté des enfants est intimement lié au risque de pauvreté en général ;*

– *considérant que le logement constitue au Luxembourg un facteur central contribuant au risque de pauvreté ;*

– *considérant les efforts déployés par les gouvernements précédents dans le domaine de la politique sociale, dont notamment :*

- *l'introduction du nouveau dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS) qui agit contre la pauvreté infantile et des familles monoparentales, tout en promouvant l'inclusion sociale,*

- *la mise en place d'un nouveau congé parental plus flexible qui réduit davantage le risque de tomber dans la pauvreté,*

- *la révision des critères d'éligibilité de la subvention loyer,*

- *l'adaptation du barème et des critères d'attribution de l'allocation de vie chère,*

- *la mise en œuvre de la réforme fiscale de 2017 qui a renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes,*

- *l'introduction de la gratuité des transports publics depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020,*

- *l'introduction de la gratuité des manuels scolaires pour les élèves de l'enseignement secondaire,*

- *l'introduction de la gratuité de l'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'éducation plurilingue au niveau de la petite enfance,*

- *l'introduction de la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires,*

- *l'introduction de la gratuité des repas pour les élèves du fondamental pendant les semaines scolaires,*

- *l'élargissement de la gratuité des repas en faveur des élèves de l'enseignement secondaire issus de familles socialement défavorisées,*

- *l'indexation des allocations familiales depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;*

– *considérant l'indexation continuée des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, ainsi que l'ajustement des pensions et rentes ;*

– *notant la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans à partir de la rentrée 2026 afin d'éviter le décrochage scolaire et d'améliorer les perspectives d'avenir des jeunes ;*

– *considérant que le Gouvernement s'est clairement prononcé, dans l'accord gouvernemental, pour le maintien de système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, contribuant à garantir une revalorisation du pouvoir d'achat des ménages ;*

– *saluant que l'accord de coalition accorde de nouveau une priorité absolue aux mesures de lutte contre le risque de pauvreté, de précarité et de l'exclusion sociale ;*

– *saluant également le premier paquet de mesures du Gouvernement « Relancer le secteur de la construction immobilière – Un soutien aux personnes et à l'artisanat » du 31 janvier 2024 ;*

– *saluant en particulier l'annonce du Gouvernement d'augmenter le montant de la subvention de loyer en faveur des enfants,*



invite le Gouvernement

– à poursuivre, d'une manière générale, ses efforts en faveur d'une politique sociale ambitieuse et à renforcer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;

– à prendre en considération la gratuité de certaines prestations dans les indicateurs de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;

– à poursuivre les efforts réalisés dans le domaine de l'éducation et de la formation pour réduire les inégalités à l'école et favoriser l'égalité des chances ;

– à continuer à développer l'offre en structures d'accueil ;

– à développer le chèque-service accueil (CSA) afin de garantir la gratuité de l'accueil au sein des SEA telle qu'introduite au cours des dernières années ;

– à élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes, des familles monoparentales et des classes moyennes ;

– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures de lutte contre la pauvreté contenues dans le programme de coalition, dont notamment :

- l'élaboration d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté dans lequel la pauvreté des enfants doit être une priorité,

- l'adaptation régulière des aides financières, telles que le revenu d'inclusion sociale (REVIS) et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH), à l'évolution du niveau moyen des salaires,

- l'adaptation régulière de l'allocation de vie chère (AVC),

- l'adaptation des allocations familiales pour introduire une majoration d'âge pour les enfants de plus de 12 ans,

- l'analyse de la possibilité de mettre en place un guichet social unique,

- la simplification des procédures afin de faciliter et d'accélérer l'accès aux différentes prestations sociales,

- l'analyse de la possibilité de mettre en place un dossier social partagé,

- la réforme de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité et de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale,

- la création d'une plateforme digitale d'information afin de permettre à chacun de consulter les aides disponibles au niveau national et au niveau local ;

– à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré et abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes engagées dans une politique ambitieuse de création de logements abordables ;

– à renforcer la collaboration et la coopération entre les différents acteurs publics et privés dans la création de logements abordables ;

– à encourager davantage la gestion locative sociale ;

– à faire des efforts pour contenir la rétention et la spéculation foncières afin de limiter la hausse des prix et des loyers.

(s.) Mandy Minella, Paul Galles, Ben Polidori.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minella. An déi nächst ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Wäert vun enger Gesellschaft erkennt een dorunner, wéi se mat de schwächste Membere vun där Gesellschaft ëmgeet,

sot de Gustav Heinemann, fréieren däitsche Bundespräsident. An och wann et Kannerrechter gëtt a villes fir d'Kanner a Jugendlecher gemaach gëtt, gehéiere Kanner a Jugendlecher zu deenen, déi sech net gutt oder guer net wiere kënnen, wa se vernoléisseg, ongerecht behandelt, vergiess oder ignoréiert ginn. Si sinn net schold drun, wa se aarm sinn. A virun allem kënnen se selwer och näischt dorunner änneren a sinn drop ugewisen, datt anerer fir hir Rechter astinn an opstinn.

Dofir soen ech menger Kolleegin Claire Delcourt e grouse Merci, datt se d'Kanneraarmut haut hei thematiséiert. Dat ass ëmsou méi wichteg, well déi Thematik keng Plaz an der neier Regierung hirem Koalitionsaccord fonnt huet – eigentlech jo awer e bëssen erstaunlech, well se de Kampf géint d'Aarmut während de Verhandlungen zu Senneng jo staark mediatiséiert hat an d'Kanneraarmut dann awer herno keen Thema méi war, wéi et ëm d'Definéierung vun de Prioritéiten am Regierungsprogramm goug. Dat war da wuel net am Geescht vu Senneng.

De Rapport vun der Unicef léisst keen Zweifel drun, datt d'Bildung eent vun de wichtegsten Instrumenter ass, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen. Den Accès zu héichwärtiger Bildung, formal oder nonformal, ass determinant. Dat ass evident. Mee leider ass et genesou evident, datt d'Schoul zu Lëtzebuerg trotz deene ville Reformen an de leschte Joren – an et waren der wierklech vill! – als soziale Lift ganz einfach net fonctionéiert.

An dat seet net d'LSAP elo insbesondere, dat soen all d'Educationsexperten, sief et an de successive Bildungsberichte, sief et an de Rapporte vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire, sief et a villen anere Publikatiounen. Besonnesch am ONQS sengem Rapport vun 2022 iwwert den Impakt vun der sozialer Hierkonft ass de Message ganz kloer: D'Education als soziale Lift ass „en panne“. Dat ass en dramatesche Constat an et muss eis all interpelléieren, souguer alarméieren!

Natierlech ass munchen en place gesat ginn. Huele mer emol déi ganz kleng: Kanner am Alter tëscht engem a véier Joer kréien am Kader vum Programme d'éducation plurilingue 20 Stonne gratis Betreuung während 46 Wochen am Joer, eng Mesür aus dem schonn zitierteren Aktionsplang vun der Garantie pour l'enfance. Zënter Oktober 2017 muss all konventionéiert Crèche deemno e Konzept fir e méisproochegen Accueil virleeën. D'Zil ass déi sproochlech Frëiförderung vun de klenge Kanner, fir si un dat méisproocheg soziaalt Ëmfeld zu Lëtzebuerg erunzeféieren a se op e méiglechst gudde Schoulstart virzereeden, wuel wëssend, datt d'Sprooche jo ganz dacks de sprangende Punkt sinn, wann et ëm d'Chancgerechtegkeet geet.

Déi sproochlech Frëiförderung gëtt et awer net nëmmen an de Crèchen, mee bekanntlech och am Precoce. Dat ka jo awer alles nëmme klappen, wann och all Kand am Land eng Plaz am Precoce kritt. Bis haut ass dat jo bekanntlech net de Fall. An och d'Zesummenaarbecht tëscht de Crèchen an dem Precoce muss sech nach verbessern, am Interessi vun de Kanner, déi deels an de Precoce ginn an deels an eng Crèche.

A wou ass dee Programme d'éducation plurilingue haut eigentlech drun? De Regierungsprogramm gesäit Evaluatiounen vir. Wéini, Här Minister, kënnen mer do mat Resultater rechnen?

De Personalschlëssel ass sécher eppes, woumat Der Iech och musst intensiv beschäftegen. Jiddereen, dee schonn eng hallef Stonn bei klenge Kanner an enger Crèche war, weess, datt eng gutt Betreuung – Stéchwuert „Bindung“ – ganz zäitintensiv ass. A grad

Kanner, déi vläicht doheem net oder net vill an hirer Entwécklung gehollef kréien, dacks aus aarme Familien, brauche jo besonnesch vill Zäit an Opmierksamkeet. Wéi gëtt deem Besoin, dee jo vu Kand zu Kand verschidden ass, Rechnung gedroen?

Dann de Cycle 1, d'Spillschoul: Och hei brauche mer déi noutwendeg Ressourcë sur place, fir sécherzestellen, datt allegueren d'Kanner, onofhängeg vun hirer sozialer Hierkonft, matgehall ginn. Duerfir brauche mer en effet en zweeten Intervenant, en ausgebildeten Educateur nieft dem Enseignant an der Spillschoul. A mir begrëssen et ausdrécklech, datt d'Iddi vum zweeten Intervenant et och an de Regierungsprogramm gepackt huet. A mir géifen et nach méi begrëssen, wann de Minister eis haut géif soen, wéi dat Konzept ganz genee ausgesäit, wien deen zweeten Intervenant ass a wéini et ugeet mat deem dote Programm.

Här President, e Kand, deem et net gutt geet, wou doheem Geldsuerge sinn, wou d'Eltere streiden, well se Existenzängscht hunn, wou et vir an hannen net opgeet, esou e Kand kann net gutt léieren. Dat ass mat ganz anere Froe beschäftegt wéi mat enger Mathésaufgab oder däitsche Vokabelen. Besonnesch an der Pandemie ass ganz vill vum Bien-être vun de Kanner an der Schoul a vun der Santé mentale vun deene Klenge geschwat ginn. Déi zwou haiteg Regierungsparteien haten deen Ament vill Iddien, fir de Kanner hire Bien-être ze verbessern, grad a besonnesch an der Grondschoul.

Eigentlech misst et jo awer jidderengem aliichten, datt ee Ressourcen effektiv grad da muss asetzen, wann d'Kanner nach kleng sinn, an net eréischt am Lycée, well da läit d'Kand jo scho ganz dacks am Pëtz. A ville Länner ass et deemno scho längst Usus, d'Kanner am Prescolaire an am Fondamental net just mam Léierpersonal ze encadréieren, mee hinne qualifizéiert Erzéier, Psychologen a Sozialaarbechter zur Säit ze stellen, an zwar am Alldag sur place.

Wéinst deene ville gudden Iddie fir d'Santé mentale an de Bien-être ass et fir eis e wéineg iwwerraschend, datt déi et net an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An all Schoul e SePAS, deen d'Kanner am Fondamental begleet an hir schoulesch a soziopsychologesche Entwécklung begleede kann: Dat hunn ech néierens fonnt, dobäi huet jo awer d'CSV dat ëmmer gefuerdert. En Erwuessenen, dee reegelméisseg mat Kanner a Kontakt ass, dee se kennt, dee mierkt, wa bei engem Kand eppes net stëmmt, dee ka fréizäiteg an onkomplizéiert agräifen, fir dem Kand ze hëllefen. Dat ass einfach e Must an eise Schoulen.

Aus deem Grond brauche mer net just e Psycholog, mee mir brauche multidisziplinär Ekippen an de Schoulen, wéi gesot, um Terrain, am Alldag, all Dag, en Aide-soignant oder en Infirmier, e Psycholog an en Educateur, déi jidderzäit preventiv oder proaktiv kënnen agräifen. D'LSAP ass iwwerzeegt, datt dat de Bien-être vun de Schülerinnen a Schüler verbessere géif an d'Enseignante wierklech géif entlaaschten. Laangfristeg géif dat sech natierlech dann och positiv op déi sozial Exklusivoun auswirken. Et wär ganz schued, wann eis Regierungsparteien déi dote Prioritéit géife verkennen.

Wa mer vu Ressourcéverdeelung schwätzen, da wëll ech awer och op de Contingent tëscht de Gemengen ze schwätze kommen. Zanter 2010 gi jo d'Ressourcë fir de Fondamental tëscht de Gemengen ëmverdeelt op Basis vun der Berechnung vun engem Contingent, deen ënner anerer de sozioökonomeschen Hannergrond vun de Schüler berücksichtegt. Dat Instrument ass gutt a sënnvoll, mee et kéint een awer méi wäit goen, wann een dann d'Schoul als soziale Lift wéilt fonctionéieren dinn.

D'LSAP ass jiddefalls fir e Pilotprojet, fir d'Ressourcen och bannent de Gemenge besser a méi gezielt kënnen ëmzeverdeelen. Jee no Gemeng gëtt et jo – an dat wësst Der – considerabel Ënnerscheider an der Schülerpopulatioun tëscht deene verschidde Quartieren an deene verschidde Schoulen. Dofir wier et absolut sënnavoll, net nëmmen um Niveau vun de Gemengen, mee och vun de Schoulen an deenen eenzelne Gemengen eng méi cibléiert Ëmverdeelung anzeféieren. Do géife Schoule mat méi Schülerinnen a Schüler aus defavoriséierte Famillje systematesch méi Mëttele kréien, fir pedagogesch Konzepter opzestellen an de Kanner eng reell Chancégerechtigkeit ze bidden.

Den Educationnsministère mécht jo vill Pilotprojeten. Här Minister, dat hei wier e ganz sënnavollen, dee bestëmmt eppes géif bréngen am Kampf géint Ongerechtigkeit a géint Kannerarmut.

Här President, e weidere Punkt, deen natierlech dréngend muss kommen, ass endlech eng qualifizéiert gratis Nohëllef. Kanner, déi doheem net kënnen vun den Eltere gehollef kréien, déi sinn op Hëllef ugewisen. A wann den Appui während de Schoulstounne géif duergoen, dann hätte mer déi Problemer jo all net, déi mer haut diskutéieren!

Déi gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relais ass, mat Verlab, awer net vill méi wéi just en Tape-à-l'oeil – e Silenz, eng Surveillance. Wann e Kand an engem Fach wierklech Schwierigkeiten huet, ass him heimat net gehollef. Déi aktuell Hausaufgabenhëllef gëtt de Besoin vun de Schülerinnen a Schüler net gerecht. Et gëtt héich Zäit, dat do eng aner Léisung fonnt gëtt. Et muss eng Offer ginn, fir Kanner gezielt Nohëllef unzebidden, wa si se brauchen – gratis.

An den Appui pédagogique muss op de Leescht geholl ginn. Mee wann ech mech richteg erënneren, huet de Minister dat jo och wëles. Ech mengen, dass en dat an enger Kommissiounssëtzung esou annoncéiert hat.

Här President, aus dem Unicef-Rapport geet kloer ervir, dass den Accès zu Education a Kannerbetreuung soll eng Prioritéit sinn, fir Kannerarmut ze bekämpfen. Hei geet der Regierung hiert Versprieche vun enger Betreuungsplazgarantie net duer. Well wie muss dat Versprieche herno aléisen? Majo, dat si jo natierlech d'Gemengen! A si brauchen dofir dréngend Ënnerstëtzung, fir hir Capacitéiten eropzeschrauwen, souwuel fir de Bau an d'Renovatioun vun den Infrastrukture vun den SEAs wéi och fir d'Personalkäschten.

A mir brauchen natierlech eng kloer Strategie, fir d'Educationnsberuffer méi attraktiv ze gestalten, fir dem Personalmangel entgéintzewierken. Dobäi ass d'Qualitéit den A an den O vun der Kannerbetreuung, well et geet schliisslech net nëmmen drëm, d'Kanner gutt ze versuergen, mee d'Kannerbetreuung, esou wéi mir se jo eigentlech verstinn, ass jo eng nonformal Bildung, an déi huet jo den Usproch, d'Kanner och ze féieren.

Ech froe mech awer, ob dat net villméi e fromme Wunsch ass wéi Realitéit. De Bildungsbericht 2021 weist jiddefalls schwaarz op wäiss, dass déi individuell Fërderung an d'Entwécklung vun de soziale Kompetenzen a grouse Maison-relais net esou ass, wéi dat misst sinn.

D'Personal vu Maison-relais huet selwer uginn, nëmme knapp 7 % vu senger Zäit mat pedagogescher Aarbecht ze verbréngen. 7 %! 30 % vun der Zäit geet drop mat Surveillance, 23 % mat der Organisatioun an administrativen Tächen. A 7 % fir pedagogesch Aarbecht, si mer éierlech, dat ass jo awer eigentlech näischt! Bei engem Kand, dat 20 Stonnen d'Woch an d'Maison relais geet, entspreche 7 % e bësse méi wéi enger Stonn. Do dierf ee sech awer net wonnere, dass vill Mënschen ufänken, d'Kannerbetreuung e bësse méi kritesch ze kucken.

Här President, Krisen accentuéieren d'Schwächte vun enger Gesellschaft. Dat hu mer während der Covid-kris gesinn. Duerch d'Pandemie si bei ville Kanner Léierréckstänn entstanen. Do kann ee soen, d'Summerschool ass just zur Zäit komm, fir deem entgéintzewierken. De leschte Summer hunn och wierklech vill Schülerinnen a Schüler d'Summerschool besicht: iwwer 6.300. Fir de Fondamental hu ronn 73 Enseignante fräiwëlleg matgemaach an 178 Studenten hunn d'Coursen assuréiert.

Mee vill méi interessant ass jo d'Fro, wéi dann de Profil vun de Kanner ass, déi iwwerhaapt an der Summerschool ware während deenen zwou Wochen. Sinn et wierklech déi Kanner, déi déi Ënnerstëtzung am dréngendste brauchen? Oder sinn et villméi Schülerinnen a Schüler, déi eigentlech elo net déi grouss Schwierigkeiten hunn, mee wou d'Elteren awer fanne, dass et nach e Strapp besser kéint goen? Gouf dat scho gekuckt? A wat bréngt dann och eng Summerschool an de Resultater vun de Schüler? Mir wäre ganz frou, wa mer d'Chiffere vum Impakt kéinte kréie respektiv wann deen Impakt da géif emol gemooss ginn.

Net nëmme bei der Summerschool, mee generell bei villen Hëllef mussen d'Eltere jo selwer d'Demarché maachen, fir Informatiounen ze kréien an d'Hëllef unzefroen. Dat setzt viraus, dass d'Elteren iwwerhaapt emol wëssen, dass et esou Hëllef gëtt. Mir hunn dat jo virdrun och schonn hei thematiséiert. Ganz dacks wëssen d'Leit guer net Bescheid iwwer déi Offer, déi hinnen zur Verfügung steet. Den Informationsfluss ass eeben net iwwerall dee selwechten. Leit a prekäre Situatiounen sinn an éischer Linn jo och domadder beschäftegt, schaffen ze goen, fir iwwer d'Ronnen ze kommen, fir hire Kanner an Daach iwwer dem Kapp ze ginn. Si erreicht een net mat der Publikatioun vun engem Communiqué um Internetsite vun der Regierung.

Mir brauchen dofir eng méi proaktiv Approche. An dee Guichet unique social, deen d'Regierung wëles huet ze installéieren, ass eng gutt Iddi. Eiser Meenung no spillen awer och déi Leit, déi am sozioedukative Beräich sinn, eng zentral Roll. Si si jo reegelméisseg am Kontakt mat de Betreffenen. Si sinn dacks déi éischt Ulafstell, wann d'Leit Froen hunn.

Dofir ass et wichteg, och d'Personal an deene Beruffer ze sensibiliséieren, ze responsabiliséieren, fir d'Familjen och widerzeleeden, wa se Hëllef brauchen. D'Vernetzung tëscht deene verschidde Servicere, déi muss onbedéngt verbessert ginn. E Parcours du combattant ass jiddefalls ze evitéieren, et gëtt en awer nach ganz, ganz dacks. Sécher sinn och d'Offices sociaux fir d'Begleedung vun de ville Leit essenziell, mee och net jiddergeet bei en Office social, aus deene bekannten Ursachen.

Här President, all dës Punkten a Propose sinn an enger Motioun zesummegefaasst, déi ech ganz gär géif deposéieren, gedroe vun LSAP, deene Gréngen, de Piraten an déi Lénk. Voilà.

#### **Motion 4**

*La Chambre des Députés,*

– *considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % ;*

– *considérant que le Luxembourg occupe la 35<sup>e</sup> place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef ;*

– *considérant que le risque de pauvreté et l'exclusion sociale des enfants est susceptible d'impacter leur formation*

*scolaire et professionnelle et, de ce fait, d'impacter considérablement leurs conditions de vie à l'âge adulte ;*

– *considérant que l'Unicef recommande de prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'éducation formelle et non formelle puisse jouer un rôle d'ascenseur social pour briser le cercle vicieux de la pauvreté ;*

– *considérant les conclusions du « Rapport national sur l'éducation 2021 » ainsi que celles du « Rapport thématique : Orientations pour une réduction de l'impact des inégalités d'origine sociale dans le système éducatif » de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire,*

*invite le Gouvernement à*

– *mener une évaluation du programme d'éducation pluri-lingue des services d'éducation et d'accueil et l'adapter le cas échéant ;*

– *évaluer et, le cas échéant, réformer les ratios d'encadrement du personnel dans les SEA ;*

– *présenter à la Chambre des Députés un bilan des « Summer Schools » ayant lieu avant la rentrée scolaire depuis 2020 et prévoir des adaptations en conséquence ;*

– *évaluer l'appui pédagogique et, le cas échéant, introduire une nouvelle forme de soutien ciblé pour les élèves de l'enseignement fondamental dans toutes les communes ;*

– *mettre en place des SePAS avec au moins un psychologue présent dans toutes les écoles de l'enseignement fondamental ;*

– *adapter – dans le cadre d'un projet pilote – le dispositif du contingent, qui assure une répartition plus équitable des ressources allouées aux communes et qui comprend un indice socio-économique de la situation des élèves, afin de permettre une répartition des ressources plus équitable non seulement entre les communes, mais également entre les différentes écoles au sein d'une commune.*

(s.) *Francine Closener, Marc Baum, Claire Delcourt, Ben Polidori, Joëlle Welfring.*

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Madamm Closener.

**Mme Francine Closener (LSAP) |** An da kéim ech och zum Schluss. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, Kannerarmut ass keng Fatalitéit! Et ass eng Fro vu politeschem Wëllen. An et ass un eis, fir alle Kanner zu Lëtzebuerg eng Chance ze ginn op e Liewen ouni sozial Humiliatioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix |** Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Madamm Closener. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup (ADR) |** Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, wéi wichteg sinn eis d'Kanner? Wéi wichteg sinn eis d'Familjen? Well Familjen a Kanner kann een net getrennt kucken. Wa mer also vu Kannerarmut schwätzen, dann ass dat eigentlech dat selwecht wéi Aarmut vun de Familjen.

Wann een déi Zuelen hei kuckt an och d'Entwécklung allgemeng, da kënnst een zur Konkusioun: Dat hei ass éischer keng kannerfrëndlech Welt. Et ass éischer eng familljefeindlech Welt, déi mer hei hunn. An dat ass am Fong eng Katastroph fir eis Gesellschaft. D'Famill ass d'Basis vun der Gesellschaft. Et ass d'Basis och hei vun eiser Gesellschaft. An d'Kanner an d'Famill missten eigentlech am Zentrum vun eisen Entschéedungen alleguerte stoen.

**Une voix |** Très bien!



**M. Fred Keup** (ADR) | Firwat maache mir dat Ganz iwverhaapt hei, wann et net fir eis Kanner ass? Firwat ass déi Situatioun dann elo esou schlecht, wéi se elo ass? Ma dëst huet zwee grouss Grënn. Den éischte Grond, fir dee si mir hei zu Lëtzebuerg net eleng schëlleg, fir den zweete Grond awer éischer wuel.

Den éischte Grond ass en allgemenge Verfall vun der Roll vun der Famill hei an och am Ausland. Jo, an der ganzer westlecher Welt an och zu Lëtzebuerg ass d'Famill an der Kris. De Stawelwäert vun der Famill huet an de leschte Joerzénge ofgeholl. De Wäert vun der Famill ass laang net méi deen, deen et war. An et geet esou wäit, dass ee souguer vun engem „traditionelle“ Familljebild schwätzt, an engem modernen Zäitgeescht och oft pejorativ gemengt. An d'Kanner sinn am Fong déi Leidtragend vun där Entwécklung.

Dann den zweete Grond: Dat ass déi konkreet Politick, déi hei am Land besonnesch dann och déi lescht Joren an och ënnert der Gambia-Koalitioun gemaach gouf. Et ass eng Politick, déi ënnert dem Stréch – an dat weise jo och e bëssen déi Zuelen – net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee, einfach ausgedréckt, d'Wirtschaft. Ech kommen dorobber zréck.

Werfe mer emol eng kéier e Bléck och e bëssen an d'Vergaangenheet. Dat ass ganz interessant, et soll ee jo vergläichen. Wann ech einfach eng Situatioun huelen, wéi hei awer déi meescht, mengen ech, se och nach selwer erlieft hunn: Wa mer kucken, an den 80er-Joren hat Der eng Famill: Elteren, zwee Kanner. De Mann war, ech soe mol, Aarbechter. D'Fra huet emol net mussen schaffen goen, trotzdem konnte se sech en Haus leeschten – och vläicht elo kee risegt, mee si konnte sech en Haus leeschten. Si konnte sech en Auto leeschten, si konnten och an d'Vekannenz fueren. Dat war d'Situatioun virun 30, 40 Joer.

An haut si mer an enger ganz anerer Situatioun. Leit, déi an esou enger Situatioun si wéi déi, déi ech grad beschriwwen hunn, ma déi fannen hei am Land guer näischt méi. Déi gi sech hei an d'Rei stellen, fir eng Sozialwunneng ze fannen, oder déi plënneren an d'Ausland, wa se dann do eng Wunneng fannen. Dat ass d'Realitéit.

A mir hunn iwwert déi lescht Joerzénge an deem Sënn, wéi ech jo elo grad erkläert hunn, en immense Kafkraaftverloscht erlieft. De Liewensstandard – an iwwerregens och d'Liewensqualitéit vun engem gudde Deel vun der Bevëlkerung – ass iwwert déi lescht Joerzénge hei am Land däitlech erofgaangen. Fir déi war et op jidde Fall fréier besser.

Eng grouss Konsequenz vun där ganzer Entwécklung ass dann d'Kanneraarmut. An do kommen ech eeben op ganz beonrouegend Zuelen zréck, och aus dem Panorama social, wou dat ëmmer erëm och gewise gëtt, eebe besonnesch wat d'Familljen ugeet.

A mir soe ganz kloer als ADR: Mir mussen d'Familljen ënnerstëtzen. Mir mussen se héichhalen. Mir mussen d'Famill erëm méi wäertschätzen. An et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grénnt a Kanner kritt, en Aarmutssrisiko bedeit. Dat kann net sinn, an do wëlle mer eis dergéint wieren!

Déi Statistike soe ganz kloer: Den Aarmutssrisiko läit bei Persounen ouni Kanner bei 12 %. Wann Der da méi Kanner hutt, da geet dat an d'Luucht. A fir Famillje mat dräi Kanner – wou d'Elteren nach zesumme sinn, wuelgemierkt – läit den Aarmutssrisiko scho bei 40 %. Dat ass aus dem Panorama social.

Dat, léif Kolleegen, mengen ech, dat ass awer fir eis hei, fir eist Land en Aarmutssrisiko. Dat ass dat, wat ee kann nennen eng Sënn an eng Schan, wann et bedeit, dass, wann ech Kanner kréien, ech mech dann engem Aarmutssrisiko aussetzen. Mee déi Zuelen hei, déi weisen dat op beandroekend Aart a Weis.

An dat trotz engem ganz staarke Wuesstem, dee mer iwwert déi leschte Joren a Joerzénge hatten, Bevëlkerungswuesstem, Wirtschaftswuesstem. A wann ech dat eng kéier e bësse kritiséieren, da kréien ech als Äntwert: „Jo, mee de Wuesstem, dee bréngt eis awer Räichtum, wësst Der?“, an esou weider an esou fort. Mee hei ass et jo awer ganz kloer, dass dee Räichtum och net fir jiddwereen da verdeelt gëtt. Trotz deem Wuesstem, dee mer dann also hunn, mat all senge schlechte Konsequenze sou niewelaanscht, sinn et jo awer da 25 % vun de Kanner, déi engem Aarmutssrisiko hei am Land ausgesat sinn. An ech mengen, dat kann net sinn, an do mussen mer usetzen.

Ech wëll och hei kloer soen, dass et eng aner Wiel gëtt, fir och eng aner Politick ze maachen. Eng Politick, wou d'Familljen an d'Kanner eebe méi am Zentrum vun der Iwwerleung stinn. Ech géif hei e puer Punkten einfach emol proposéieren.

Deen éischte Punkt, dat ass e méi héicht Kannergeld. Wann een emol kuckt: Wat kaschte Jonker, wat kaschten d'Kanner haut eng Famill? Ech si selwer Papp vun zwee Kanner. Ech kann Iech e bëssen e Lidd dovunner sängen. Mee ech hunn d'Statistik gekuckt vum Statec fir Teenager. De Statec hat dat virun dräi Joer analyséiert. An do si se dann derzou komm: E Kand vu 15 Joer kascht eng Famill am Mount 600 Euro, an e Kand vu 17 Joer 700 Euro. A wann Der elo d'Inflatioun mat arechent, da kommt Der nach eng kéier op gutt méi wéi 100 Euro méi. Dat heescht, e Kand an deem Alter kascht eng Famill 700, 800 Euro.

An do huet de Statec nach just Saache gekuckt wéi Iessen, Kleeder, Fräizäit, Schoul, Multimedia a Mobilitéit, an zum Beispill net de Loyer! Well mir wësse jo och allegueren, wann ee Kanner huet: Wat een der méi huet, da brauch een och méi Wunraum. Da brauch ee méi Zëmmer, da gëtt de Loyer oder eeben de Prêt, wann een en Haus keeft, och vill méi deier. Dat ass mol net hei mat agerechent. Ech mengen, do mussen d'Elteren och eventuell méi grouss Autoe kafen. Si mussen och méi hin- an hierfueren, d'Kanner mussen jo gefouert gi riets a lénks. Dat ass jo d'Realitéit.

Dat heescht, de reelle Käschtepunkt vun engem Kand fir eng Famill ass enorm! Do komme mer, wa mer dat heite mat arechnen, wäit iwwer 1.000 Euro pro Kand. A wa mer da kucken, wéi héich d'Kannergeld ass, läit dat ganz, ganz, ganz däitlech dorënner. An ech mengen, dass een dat dann och der Realitéit e bësse misst upassen, wa mer nach wëllen hei am Land d'Leit och ënnerstëtzen, fir Kanner ze kréien, an och déi, déi Kanner hunn.

Dofir si mer och der Meenung, dass ee misst d'Kannergeld erëm staffelen: méi Kannergeld fir dat zweet Kand, méi Kannergeld fir dat drëtt Kand, méi Kannergeld fir dat véiert Kand. Et sinn eng Partie Länner, déi dat maachen. Mir waren ëmmer dergéint, wéi dat ofgeschaaft ginn ass, a mir géifen dat erëm aféieren.

Drëtte Punkt: Mir géifen en Elteregeld aféieren, wéi ech Iech et och nach eng kéier wäert erklären, wou d'Elteren, och déi, déi doheem bleiwen, eng finanziell Entschieedung kréien a soumat also och eng besser finanziell Situatioun dann hunn.

*(Interruption)*

Wat d'Steieren ugeet: Mir si géint eng Individualiséierung an enger Steierreform, wa se zulaaschte vun de Famillje geet! Wann eng Steierreform kënn – an déi ass jo geplangt –, da muss déi esou gemaach sinn, dass d'Familljen net verléieren, mee ënnerstëtzt ginn. Déi missten am Fong dobäi gewannen.

Fënneftens si mer och fir punktuell Erliichterunge fir Persounen, déi a schwierege Situatiounen sinn. Dat

gëllt zum Beispill fir Persounen, déi op eemol eleng mat Kanner dostinn. A grad déi si jo engem groussen Aarmutssrisiko ausgesat.

An da weider Hëlfele, déi een nach kéint aféieren. Ech denken zum Beispill u Familljen, déi dann e méi groussen Auto brauchen, fir zum Beispill och do ze hëlfele.

Als ADR wëlle mer eng Politick, déi d'Wuel vun de Kanner an den Zentrum vun eisen Entschieedunge stellt.

Nieft der Kanneraarmut, där materieller – an et geet jo och ëm d'Suen –, gëtt et awer och déi sozial, déi mënschlech Komponent, déi emotional. An ech mengen, mir mussen och eng méi kannerfrëndlech Gesellschaft ginn. A mir brauchen dat, well, wéi gesot, d'Famill ass d'Basis vun eiser Gesellschaft.

An hei hu mer eng Politick erlieft iwwert déi lescht zéng Joer ... Also, ech schwätzen am Fong elo vun der Regierung virdrun. Wéi dat elo genee déi nächst véier Joer geet, do loosse ech mech da gär iwwerraschen. Haut ass villes ugekënnegt ginn, mee Maachen zielt, an net Schwätzen. Mee wat ech déi lescht zéng Joer op jidde Fall festgestallt hunn, ass, dass se eng Politick gemaach hunn, déi manner d'Famill an den Zentrum vun Interesse stellt, mee éischer, wéi gesot, d'Wirtschaft. An et gëtt e Choix. Et gëtt e Choix, deen ee ka maachen. Dat ass e politesche Choix. Et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner bei den Eltere kënnen sinn, bei Papp oder Mamm. An et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner éischer an enger Struktur kënnen sinn an d'Elteren eeben der Wirtschaft zur Verfügung stinn. Dat ass e politesche Choix. An do ass eben hei déi lescht zéng Joer eng Politick gemaach ginn éischer an d'Richtung vun der Wirtschaft a manner a Richtung Elteren.

Mir fuerderen, säit Laangem an ëmmer erëm, eng Gerechtegkeet. Eng Gerechtegkeet, dass och déi Elteren, déi sech bereeterklären, hir Kanner selwer doheem ze erzéien an ze versueren, finanziell genaousou staark sollen ënnerstëtzt gi wéi déi Elteren, déi hir Kanner a Strukture ginn.

Dat wier e fräie Choix fir d'Elteren. An de Staat kéint jo higoen an zum Beispill déi Zomm, déi en hält, fir e Kand ze bezuelen, wann et an der Crèche ass – dat bezilt jo de Staat, wann dat dann 1.000, 1.500 Euro sinn –, huelen a soen: „Hei, mir ginn den Elteren déi, wann déi sech selwer doheem ëm d'Kand këmmere.“ Dat natierlech gebonnen un d'Abzuelen an d'Pensionskeess, fir dass déi Leit, wa se da pensionsberechtigt sinn, net do an Aarmutsschwiergekeete kommen. Dat wier eng kannerfrëndlech an eng familljefrëndlech Politick.

Sou, lo hunn ech vill geschwat, och iwwert de Wäert vun der Famill, deen ofhëlt, an ech kommen och nach e bëssen zu engem Tabuethema, dat awer och net onweesentlech ass. Dat ass natierlech e bësse kriddeleg, mee ech wëll et awer hei uschwätzen. Dat si Scheedungen. Mir sinn eis jo all bewosst, dass de Fakt, dass een elengerzéiend ass, de Risiko vun der Aarmut extreem erhéicht. Mee mir schwätzen awer ni iwwert de Grond dovun, dass een elengerzéiend ass. An dat ass nun emol a bal all de Fäll eng Scheedung.

Wa mer d'Zuel vun de Scheedungen hei am Land kucken: Déi sinn drastesch an d'Luucht gaangen. Mir hatten der 2010 1.000 am Joer, 2020 2.000 am Joer, also eng Verduebelung op zéng Joer. Dat gëtt am Fong hautdesdaags och net méi vill thematiséiert. Et sinn natierlech och ganz vill Leit betroff, mee ech ka mech awer erënneren, dass awer an den 90er-Joren nach Schlagzeilen an den Zeitunge waren, wou sech Suerge gemaach ginn ass iwwert déi steigend Unzuel u Scheedungen, déi mer hunn.

Mir allegueren hei kenne Leit, déi duerch eng Scheedung a katastrofal finanziell Situatiounen komm

sinn. An d'Kanner sinn déi gréisste Leidtragend derbäi. Net nëmmen, dass si um emotionalen, soziale Plang leiden, mee och um finanzielle Plang. An natierlech gëtt et sécher gutt Grënn fir Scheedungen an et gëtt sécher och vill Fäll, wou et de Kanner doduerch souguer besser geet, mee bei den allermeeschte Scheedunge sinn d'Kanner déi, déi am meeschte leiden, déi eng komplett Ruptur erliewen, sozial wéi och vum Wuelstand hier.

Dofir sollte mir eis mol fir d'Famill asetzen, dass se zesummebleift, an d'Famill, och déi sougenannt „traditionell Famill“, als eppes ganz Positives duerstellen. Mir sollte Campagnë maachen, net iwwert d'Problemer, déi d'Famill bréngt, mee iwwert d'Virdeeler, déi d'Famill bréngt.

Ech wëll Iech just ee Beispill soen, eng konkret Zuel, iwwer eng Studie, déi an Norwege gemaach ginn ass bei Kanner aus Familljen, wou et Scheedunge gi sinn. Do hutt Der bei ronn 40 % vun de Kanner doduerch Problemer bei hirer Gesondheet. Dat ass eng Studie aus Norwegen, déi awer zimmlech bekannt ass.

Also, mäi Message zu deem Ganzen: Mir sollten d'Famill ervirhiewen a mir sollten esou wäit wéi méiglech zesummebleiwen. Da kann een och vill erreechen.

Elo hu mer hei awer déi schwierig Situatioun, an ech kommen zréck op déi Zuelen. A mir hunn hei d'Partei, d'LSAP, déi huet dann och déi Interpellatioun hei ugefrot. Jo, déi hunn dann och do vill kritiséiert. Se hunn och vill iwwert d'Schoul geschwat, wat elo net onbedéngt eppes direkt mam Thema – direkt mam Thema – ze dinn huet, wëll ech soen. Mee ech wëll awer och do eng Kéier trotzdem dorop opmierksam maachen, dass d'LSAP awer, wann ech mech net ieren, zënter bal 20 Joer ... Jo, déi war elo säit 2004 an der Regierung. Praktesch mäi ganz Liewe war d'LSAP an der Regierung. A wann ech 2003 kucken, du war den Aarmutsrisiko fir d'Kanner bei 11,6 %, a lo ass e bei 24,5 %. Also, Dir gesitt eng enorm Steigerung an deene leschten 20 Joer. Da fanne ech et awer zimmlech gewot, wann een dann heihinnerkënt a seet, et wëllt een elo alles besser maachen, wann een 20 Joer vir-drun an der Regierung war.

*(Interruption)*

Voilà, dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolaschteren.

An ech wëll nach soen: Och d'Madamm Mandy Minella huet jo hei viles am Fong gesot. Si huet am Numm vun der Regierung e bësse geschwat a Saachen hei gesot, déi dann d'Regierung wäert déi nächste Jore maachen. Ma dat ass ganz einfach: Dat kann ee jo liicht moossen. Dat heescht, mir gesinn eis jo bestëmmt hei erëm, fir iwwert dat Thema ze schwätzen, an zwee Joer, an dräi Joer, a véier Joer, an da kënnen mer de Bilan zéien. A wann deen Aarmutsrisiko erofgaangen ass a véier Joer, da kënnen mer soen: „Jo, Dir hutt gutt geschafft.“ Wann en awer d'selwecht ass oder eropgaangen ass, dann, ech mengen, si mer eis alleguerten eens, dass mer eis müssen heibanne soen, dass dann d'Moosname vun der Regierung net duergaange sinn an net déi richteg waren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Claire Delcourt e grouse Merci fir dës Interpellatioun zur Kannerarmut – e Sujet, dee mir besonnesch um Häerz läit. Lëtzebuerg huet sech mam Ënnerschreiwe

vun der UN-Kannerrechtskonventioun virun 31 Joer derzou verflücht, Kanner e Liewen an Dignitéit an ouni Aarmut ze bidden. A wien u Kannerarmut denkt, deen denkt warscheinlech net als Éischt u Lëtzebuerg, mee all véiert Kand zu Lëtzebuerg – et ass schonn ugeklongen – leeft un der Aarmutsgrenz, an dat sinn 30.000 Kanner. An dat sinn der och 30.000 ze vill!

Mir liewen an engem Land mat engem vun deenen héchste PIBe pro Awunner vun der Welt, mee mat engem Aarmutsrisiko a mat sozialen Ongläichheeten, déi ëmmer weider klammen. Gëschter krute mer vun der Stëmm vun der Strooss gesot, dass ëmmer méi Leit, déi eng Aarbecht hunn an och e Logement, bei si iesse kommen, well et einfach um Enn vum Mount net opgeet, an dass och anzwëschent reegelméisseg 170 Kanner mat hiren Eltere bei si iesse kommen. Dëst ënnersträicht, dass den Aarmutsrisiko net nëmmen eng statistesch Zuel ass, mee dass hanner all Zuel individuell Schicksaler, Dreem an och Potenzialer stinn, déi duerch finanziell Schwieregkeete staark benodelegt sinn.

Net ëmsoss hu mir d'lescht Joer d'Kannerrechter als Mënscherechter an der Verfassung verankert. Ma domadder ass et awer net gedoen. Déi nei Regierung ass mam Versprieche ugetrueden, d'Aarmutsbekämpfung zur Prioritéit ze maachen, an dobäi kënt de Begrëff Kannerarmut mol net an dem Koalitiounsvertrag vir. Kënnen mir zouloossen, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg Kanner an Aarmut liewen? Hu mir net d'Veantwortung, Moosnamen ze ergräifen, fir sécherstellen, dass all Kand déi selwecht Entwécklungs- a Bildungschancen huet, onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vun den Elteren?

Kanner kënnen näischt fir d'Situatioun vun den Elteren, vun der Famill, an där se grouss ginn, mee d'Auswirkungen hunn en direkten Impakt op si. An Aarmut opwuesse bedeit ganz oft, dass een et am Laf vu sengem Liewen och méi schwéier huet wéi eng Persoun, déi am Wuelstand opwiist.

Sozial a wirtschaftlech Ongläichheeten an der Kandheet erhéijen de Risiko, am Erwuessenenalter an d'Prekaritéit ze rutschen. Oft gëtt hei vun engem Däiwelskrees vun der Aarmut geschwat – deen ass schonn ugeklongen –, wou Aarmut vu Generatioun zu Generatioun weidergi gëtt, eppes, aus deem sech Mënsche meeschtens net eleng befreie kënnen. Aarmut schränkt deemno d'Zukunftschancen an.

Mir hunn dofir als Gesellschaft eng Verantwortung de betraffene Kanner géigeniwwer. Mir mussen derfir surgen, dass d'Kanner méiglechst suergefrai opwuessen, an hinnen eng finanziell Sécherheet ginn, well all Kand huet e Recht op e gudden Start an d'Liewen.

Wa mir Kannerarmut als Sujet thematiséieren, setzt dat d'Grondverständnis viraus, dass Kanner net nëmme Kanner vun Eltere sinn, mee eng eegestänneg sozial Grupp mat Rechter, Interessen an Empfannungen. Hir Besoene betreffen alleguerten d'Liewensberäicher. Hei schwätze mer vu finanziellen a materiellen Elementer – et ass schonn ugeklongen –, Kleeder, gesondem Iessen, Wunnraum, mee och vu soziale Kontakter, Bildung, Fräizäit oder Gesondheet.

Den Observatoire de la santé huet gëschter e Rapport presentéiert, aus deem nach eng Kéier ervirgeet, dass de Gesondheitszoustand vu Kanner aus finanziell schwache Famillje méi schlecht ass wéi dee vu Kanner aus finanziell besser opgestallte Familljen.

Doriwwer eraus ass et awer och wichteg, iwwert déi emotional Prekaritéit ze schwätzen a wat d'Aarmut mat der mentaler Gesondheet vu Kanner mécht. Kanner spieren de Stress an de finanziellen Drock, deen op hiren Eltere läit, schrauwen dofir oft hir

Erwaardungen zréck. Aarmut huet deemno Follge fir d'Selbstbewosstsi vun de Kanner an et besteet de Risiko, dass hiert Selbstbild, dat si entwéckelen, net gutt ass fir si an dass si dowéinst an hire perséinlechen Entfaltungs- an Entwécklungsméiglechkeeten ageschränkt sinn.

Och d'Krisen an deene leschte Joren, sief et d'Pandemie, d'Energiekris oder d'Logementskris, haten en immensen Impakt op déi betraffe Familljen. Dobäi kënt och nach d'Klimakris, déi, wéi mer wëssen, haaptsächlech och déi Stéit a Kanner betrefe wäert, déi et elo schonn net einfach hunn.

All dës Elementer droen derzou bäi, dass d'Aarmut sech op vill Aart a Weisen op d'Liewensqualität, d'Zefriddenheet an awer och op d'Entwécklung vun de Kanner auswirkt. Mir mussen eis et leeschten, Kannerarmut ze bekämpfen an eng Sozialpolitik ze maachen, déi op Kanner zougesechnitten ass. Dofir brauche mir e Mix vu Moosnamen niewent deenen, déi elo schonn ugeklongen sinn, fir nohalteg Fortschrëter ze maachen.

Fir eis ass déi ugekënnegt Strategie fir d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg, wéi mer se och scho laang fuerderen, eng absolutt Prioritéit a muss dëst Joer nach finaliséiert ginn. Mee do dernieft brauche mer eng méi cibléiert national Strategie, fir d'Kanner- an d'Jugendaarmut ze bekämpfen, eng Strategie, déi als Zil huet, Existenzen ze sécheren, an déi onofhängeg vun de Familljeformen a -situatiounen d'Kanner am Fokus huet, déi Chancëgläichheet a sozial Gerechtegkeet an de Vierdergrond setzt, well d'Kannerarmut betréift d'Zukunft vun eisem Land.

Als Basis dofir brauche mir eng konkret Analys vun der Evolutioun vun der Kannerarmut zu Lëtzebuerg, eng Fuerderung, déi och am Rapport vu virun zwee Joer vum OKaJu ervirgehuewe ginn ass.

Fir sozial Gerechtegkeet ze féerden, brauche mir eng gerecht Verdeelung vun de Steuerlaaschten. Mir fuerderen eng sozial geziilt Entlaaschtung vu Stéit mat niddregem a mëttlerem Akomes, ganz speziell Familljen a Kanner. Duerch d'Individualiséierung soll och d'Steierklass 1a ofgeschaf ginn, wat zu méi Gerechtegkeet fir Elengerzéiend féiert.

Am Kontext vun der Individualiséierung wëlle mir och kucken, dass Famillje mat Kanner zousätzlech entlaascht ginn. Et soll een net manner Steiere bezuelen, just well ee bestuet ass. Par konter soll d'Presenz vu Kanner am Stot berücksichtegt ginn, well dëst tatsächlech Méikäschten duerstellt.

Beim Wunnraum brauche mir bezuelbar Wunnengen an effentlecher Hand, déi zu soziale Präisser verlount ginn. Famillje mat niddregem bis mëttlerem Akomes brauchen e Garant, fir sech an Zukunft eng Wunneng leeschten ze kënnen.

D'Investitiounen mussen dofir weiderhin héichgehale ginn. Allerdéngs maache mir eis Surgen, dass d'Steierreduzéierungspolitik vun deser Regierung de Finanzement vun bezuelbare Wunnraum a Gefor bréngt. De private Marché soll mat aktivéiert ginn, mee en dierf net sengem Schicksal iwwerlooss ginn, well domat huele mir onbezuelbar Präisser mat a Kaf.

Och spillen déi néideg finanziell Hëllef vum Staat a vun de Gemengen eng wichteg Roll an eisem Sozialstaat, well ouni staatlech Ënnerstützung wier den Aarmutsrisiko nach vill méi héich an d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi wäit auserneen.

Leider ass et awer esou, dass vill Stéit dës Aidë guer net unhuelen, dee sougenannt „non-recours“, a soumat d'Hëlfe net bei de Leit ukommen, déi se brauchen. Heifir gëtt et Grënn, déi och schonn zum Deel bekannt sinn: keng Iwwersiicht an d'Komplexitéit vun



den Aiden, Eligibilitéitskrittären, d'Netwëssen, dass d'Aiden iwwerhaapt existéieren, Sproochbarriären an och d'Angscht virun der Stigmatiséierung.

Dofir brauche mir eng Ulafstell mat Usprichpartner fir all d'Ënnerstëtzen am soziale Beräich, fir all d'Hëllefren ze zentraliséieren an den Zougang ze vereinfachen.

Als Gréng fuerde mir och d'Aféiere vun enger Kannergrondscherung, déi all d'Leeschungen an eng nei, eegestänneg Leeschtung zesummeféiert an déi sech um Budget de référence enfance orientéiert.

E weidert wichtegt Puzzlestéck – an dat ass och schonn ugeklongen –, fir géint Kannerarmut virzegoen, ass d'Bildung respektiv d'Fërderung vum Kand no sengen individuelle Kompetenzen an Interessen. De sozialen Hannergrond huet oft e groussen Afloss op de schouleschen Erfolleg vum Kand, a Bildung ka laangfristeg hëllefren, fir sech aus dem Däiwelskrees vun der Aarmut ze befreien.

An de leschte Jore goufen eng Rei Moosnamen ergraff, wéi zum Beispill gratis Musekschoulen, gratis Iesse fir Kanner ab véier Joer, gratis Schoulbicher fir d'Lycéesschüler, gratis Transport, Crèchen, Maison relais an esou weider, mee trotzdeem – a mam Bléck op déi nächst Joren an déi ëmmer weider steigend Ongläichheeten – brauche mir méi a virun allem méi ganzheetlech Approchen.

D'Debatten ëm Kannerarmut a Bildungsgerechtkeet kënnen net getrennt vunenee geféiert ginn. Et bréngt net vill, just innovativ pedagogesch Konzepter ze fuerdere fir méi Bildungsgerechtkeet, wann een net am Fong géint sozial Ongerechtkeete virgeet.

Ofschléissend ass et mir wichteg, nach Follgendes lasszeginn: Et ass e Mythos ze gleewen, dass Mënsche fir hir Aarmut an den Ausbroch aus dëser Aarmut eleng a selwer verantwortlech sinn. De Staat spillt bei der Bekämpfung vun der Aarmut a bei der Reproduktioun vu sozialen Ongerechtkeeten eng essenziell wichteg Roll, net zulescht well Kannerarmut net nëmmen en Impakt op dat individuell Liewen huet, mee och op déi gesamt Struktur vun der Gesellschaft a soumat op de sozialen Zesummenhalt a ganz einfach op d'Zukunft vun eisem Land.

Oft héiert ee Sätz wéi: „Jeder ist seines eigenen Glückes Schmied“, dass een Erfolleg am Liewen huet, wann ee sech ganz besonnen ustrengt a méi gelescht huet, kuerz, dass d'Mënschen hiert Schicksal selwer an der Hand hunn. Mee net all d'Mënschen hu vu Gebuert un déi selwecht Erfolgchancen am Liewen. Als Lëtzebuerg muss mir eis et leeschten, Kannerarmut geziilt ze bekämpfen an déi Sozialpolitick ze maachen, déi op d'Kanner zougesschnidden ass. D'Rechter vun de Kanner si Mënscherechter an de Start an d'Liewe sollt an dierft keng Lotterie sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Véierel vun de Kanner hei am Land leeft ënnert der Aarmutsrisikogrenz an e Fënneftel leeft an enger Famill, déi Problemer huet, en adequate Wunnraum ze bezuelen. Dat ass den traurege Bilan, deen aus enger Analys vun der Unicef ervirgeet. An dat ass och den traurege Bilan vun der Politick vun de leschte Joren.

Déi lescht Regierung an d'Majoritéit hei an der Chamber konnt net verhënnern, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich weider ausernegeet. Während d'Kannerarmut an de 40 rächste Länner vun der

Welt an de leschten zéng Joer ëm 8 % erofgaangen ass, ass d'Aarmut zu Lëtzebuerg ëm 3,7 % gestiegen.

Ëmmer méi Kanner hei am Land ginn a Famillje grouss, deenen et net nëmmen temporaire, mee iwwer Jore finanziell net gutt geet, an dat trotz den aktuelle Sozialhëllefren. Dat seet vill doriwier aus, wéi ongerecht mir de Räichtum vun eisem Land aktuell verdeelen. D'Ongläichheete sinn an eisem Land esouguer esou frappant, dass d'Unzuel u Kanner, déi ënnert der Aarmutsrisikogrenz liewen, ouni Sozialhëllef bei 37,7 % géif leien. Et ass also net esou, wéi wann d'Sozialpolitick iwwerhaapt näischt géif bréngen, mee d'Mesüre ginn einfach net duer.

D'Ongläichheeten an och domat d'Ongerechtkeete sinn esou enorm, dass et nach méi éierlech Efforte brauch. Mir hu Kanner, déi an Haiser mat fiichte Mauere schlofen, well d'Eltere sech keng Renovatioun leeschte kënnen, Kanner, déi a Famillje grouss ginn, wou den Alldag vun der Aarmut gepräägt gëtt a wou och schonn d'Kannerzäit vun den Elteren an de Grousseltere vun Aarmut gepräägt war. Well d'Aarmut grenzt aus an dofir ass d'Aarmut och sozial verierbar.

Wiem d'Sue feelen, fir esou um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen, wéi et déi meescht aner Leit maachen, ass manner visibel an zitt sech oft vu sech aus nach méi zeréck, well e sech fir seng Situatioun schummt. Dowéinst huele Kanner aus Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet, oft ganz anescht um gesellschaftleche Liewen deel wéi hir Kolleegen. Si hunn aner Ressourcen an dofir och oft aner Bildungschancen an eng méi schlecht Gesondheet. Dat féiert zu déiwe Grief tëschent de Gesellschaftschichten an zu Ongerechtkeeten, géint déi d'Politick virgoe muss.

An do falen natierlech d'Stéchwierder vun der Steuerreform, vum Indexéiere vun Aiden, Subsiden a Steierkreditter a vum Héije vum Mindestloun. Mir wësse säit Laangem, dass d'Monoparentalen iwwerdurchschnittlech oft vun der Aarmut betraff sinn, a mir wëssen och, dass eng Steuerreform do hëllef kéint. Et ass kloer, dass den Impakt vun de Sozialleeschungen erofgeet, wann ee fix Montanten huet an dës net automatesch indexéiert ginn. An de Problem vun de Working Poor, dee vill Employéen zousetzt, ass jo och näischt Neies.

D'Problemer sinn also bekannt an et feelt net un Analysen, Strategien oder Iddien, et feelt virun allem un der Ëmsetzung. Mee amplaz vun enger staarker Sozialpolitick gesi mir am Moment jo éischer eng Regierung, déi léiwer géint déi Äermst mat der Police virgeet.

Dobäi wier et fir d'Kanner awer esou wichteg, dass endlech méi géint d'Aarmut géif gemaach ginn. Well d'Kanner mierken, wann hir Eltere Geldsuergen hunn. Si mierken, wann d'Eltere Problemer hunn, eng finanzéierbar Wunneng ze fannen, wann um Enn vum Mount genee muss gekuckt ginn, wéi eng Liewensmëttel nach kaf kënnen ginn a wann d'Elteren nervös ginn, well dat eenzeg Puer Wanterschong, dat een hat, op eemol e Lach huet.

Wa finanziell Onsécherheeten den Alldag prägen, dann ass d'Situatioun doheem oft ugespaant. Dat spieren d'Kanner an dat beaflost och hir Entwécklung. Aarmut ass eng Belaaschtung fir e Kand. Et grenzt d'Participatiounsméiglechkeeten an an huet oft och en Afloss op d'psychosozial Gesondheet.

Dofir brauche mir eng staark Sozialpolitick – eng, wéi mer se an de leschte Joren eeben nach net haten. Ech soen net, dass näischt gemaach gouf, mee et war einfach net genuch. Mir brauchen am Kampf géint d'Aarmut méi Initiativen, an dat esouwuel national wéi och um Gemengenniveau. Aktuell bestëmmt d'Gemeng,

an där ee wunnt, ëmmer nach ze staark, wéi einfach een un Ënnerstëtzen komme kann. D'Offer an d'Disponibilitéit vun Office-socialen ass net an all Gemeng d'selwecht, an och net all Gemeng huet e Centbuttek, Secondhandshop oder e Jugendhaus.

Grad kleng ländlech Gemengen hunn oft keng grouss Offer un Ënnerstëtzenmoosnamen, obwuel et grad dës Gemenge sinn, déi Persoune mat klengem Akommes an de leschte Jore verstärkt unzéien, well d'Logementspräisser oft hei nach méi niddereg si wéi an de Stied. Mir müssen dësen Entwécklung Rechnung droen an d'Hëllefren dohi bréngen, wou d'Leit sinn, dat heescht natierlech an d'Stied, mee eeben och an de ländleche Raum.

Well d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch: Lëtzebuerg huet sech verschlechtert. Mir müssen eis emolguer net mam Ausland vergläichen. Et geet duer, wa mir just op eis Zuelen hei zu Lëtzebuerg kucken. Hei am Land gouf et virun zéng Joer nach manner Kanner, déi vum Aarmutsrisiko bedrot waren, wéi haut. Wann ee sech dann de Rapport vun der Unicef ukuckt a gläichzäitig virun Ae féiert, wéi vill Sozialleeschungen mir hunn, déi net automatesch un déi ausbezuelt ginn, déi se brauchen, da kann ee sech dach nëmme wonneren.

De Crédit d'impôt monoparental an d'Allocation de vie chère goufe jo eigentlich an d'Liewe geruff, fir grad deene Leit ze hëllefren, déi et am dréngendste brauchen, mee trotzdeem gëtt ganz bewosst a Kaf geholl, dass en Deel vun de Leit, déi d'Hëllef kéinte kréien, se net ufroen, well se net wëssen, wéi et geet oder dass se iwwerhaapt eligibel sinn. Et spuert een als Staat natierlech Suen, mee zu wéi engem soziale Präis?

Mir wëllen Hëllefren, déi och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. An dat bedeit fir eis och, dass Steierkreditter wéi de Crédit d'impôt monoparental an Aidé wéi zum Beispill d'Allocation de vie chère automatesch ausbezuelt an indexéiert musse ginn, fir ze verhënnern, dass Leit se net ufroen, déi se awer wierklech zegutt hätten. Hëllefren um Pabeier sinn zwar eng schéin a gutt Saach fir d'Bild vun der Regierung, mee si hëllefren de Famillje kee Schrott weider.

Mir brauchen Hëllefren, déi den Alldag vun de Kanner och wierklech verännern. A mir brauchen am Kampf géint d'Aarmut Ënnerstëtzen, déi de Familljen nees Loft fir ze ootme ginn an Zäiten, wou d'Wuerpräisser esou séier an d'Luucht ginn, dass ëmmer méi Haushalter ënner finanziellen Drock geroden. D'Schéier tëschent Aarm a Räich dierft net weider ausernegeen, mee muss au contraire zeréckgoen. D'sozial Gerechtkeet muss eng Prioritéit sinn an déi scho laang geplangte Mesüre müssen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn. Mir dierfen net weider nokucken, wéi d'Ongerechtkeeten nach weider wuessen!

Zum Schluss wëll ech der Madamm Delcourt e grouse Merci soe fir dës Interpellatioun an ech soen Iech och alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. An den nächsten a leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. An onreegelméissegem Ofstänn befaasse mer eis hei an der Chamber mat dem Phenomeen vun der Aarmut. An déi sëllege Kéieren, wou d'Parteie sech hei derzou geäussert hunn, ass et e Konsens ginn, datt een d'Aarmut bekämpfe misst, sinn et Beteuerunge gi vun de Majoritéitsparteien, datt een dat wéilt maachen, datt dat eng Prioritéit wier. A wat mer awer

feststellen – oder wat ech feststellen –: An deenen aacht Joer ass d'Aarmut net zeréckgaangen, mee am Géigesaz geklommen. Lëtzebuerg: sou räich, awer dach sou aarm!

Här President, dat ass dee Constat, deen ee leider maache muss. An d'Zuele schwätzen eng eendeiteg Sprooch. All wichteg Indicateure weisen no ënnen, an dat schonns zënter Joren. An des grouss Tendenz, déi geet säit Joren ongebrach weider. Dëst géllt fir déi ganz Bevëlkerung, mee besonnesch – an dat ass dramatesch! – géllt des Feststellung fir d'Zukunft vun eisem Land, fir eis Zukunft, fir déi Jonk a fir d'Kanner.

Während also op där enger Säit de Räichtum sech zu Lëtzebuerg ëmmer weider uewe konzentriert, sou geet d'Zuel vun deene Stéit, déi schwéier struewelen, ëmmer weider an d'Luucht. D'Band tëschent Wuessstum a Wuelstand ass zu Lëtzebuerg iergendwéi zerass. Déi sozial Schéier geet ëmmer weider auserneen an déi sozial Ongläichheete klammen.

An et stëmmt, dass de Staat eng direkt Verantwortung huet an der Bekämpfung vun der Reproduktioun vu sozialen Ongläichheeten an domadder och vu Prekaritéit. An déi Zuelen an déi Indicateuren, déi mer hunn, sinn eeben d'Index dofir, awéiwäit de Staat där Aufgab noheet, awéiwäit eise Sozialstaat funktionéiert.

Wann am scheinbar sou räiche Lëtzebuerg 16 % vun der Bevëlkerung, also wäit iwwer 100.000 Leit, dem Aarmutrisiko ausgesat sinn, sou sinn dat 25 % vun de Kanner ënner 18 Joer. Also leeft all véiert Kand ënner 18 an engem Stot, dee Schwierigkeeten huet, déi zwee Enner um Enn vum Mount zesummenzekeréien. Dat wësse mer aus deene sëllege Rapporten, déi och schonn zitëiert gi sinn: Travail et cohésion sociale, de Panorama social vun der Salariatskummer an elo eeben dee Rapport vun der Unicef, deen a senger Etüd e spezielle Fokus stellt, fir de Verglach ze maachen eebe justement ënner industrialiséierten an entwéckelte Länner.

An de Verdikt vun deem Rapport, deen ass vernichtend a misst ee sinn, dass d'Alarmlacken iwwerall lassginn. Ech zitëieren: „Some countries – Greece, Ireland, Luxembourg and Spain – had lost 10 years or more of progress in reducing child poverty.“ Dat do misst interpelléieren.

Well wa mer vu Kannerarmut schwätzen, da schwätze mer noutgedrongenerweis vun der Aarmut vun deenen, déi Kanner an hire Stéit hunn. A mer mussen feststellen, dass d'Kannerkréie fir vill Leit en Aarmutrisiko bedeit. Och dat weisen d'Zuelen.

Een Drëttel vun de Groussfamilljen an d'Hallschent vun den Alengerzéier kënnen sech keng gréisser ongeplangten Depensé leeschten. Esouguer 13 % bis 14 % vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, sinn dem Aarmutrisiko ausgesat. An och domadder si mer bei Wäitem un der Spëtzt am europäesche Verglach, och am Verglach mat anere sougenannten „Héichlounlänner“.

Des Zuele kënnen ganz abstrakt wierken, d'Bedeutung fir déi betraffe Leit ass awer ganz konkret. Et sinn Elteren, déi beim Akaf vun Iessen, Bicher, Spillsachen oder Kleedung fir hir Kanner all Euro e puermol ëmdréie mussen, déi sech all Dag Suerge maache mussen – Kann ech mer dat nach leeschten? Wäerte mir um Enn vum Mount nach genuch hunn? Wéi geet et virun? –, déi dauernd entscheede mussen tëschent hirem Häerz an hirem Kapp, tëschent deem, wat se fir hir Kanner maache wëilten, an deem, wat se tatsächlech maache kënnen. An dat ass eeben och e Phenomeen vun der Aarmut an am spezielle vu Kannerarmut, well et bedeit Ausgrenzung. Et ass en Deel vun Netparticipatioun, net méiglecher Participatioun um gesellschaftlechen a kulturelle Liewen.

Wëssenschaftlech Etüde weisen zudeem, dass Kannerarmut eis Gesellschaft insgesamt weesentlech schwächt. Kanner fille sech vill ze dacks aleng. Déi emotional an intellektuell Entwécklung gétt weesentlech beanträchtegt a schwächt hir Chancen am Liewen, e Problem, deen traditionell d'Politick nëmmen dann interesséiert, wann et herno ëm d'Schoulresultater geet. An och dat weist jo eisen nationale Bildungsrapport, dass eise Schoulsystem déi sozial Inegalitéiten eeben net ausgläicht, mee tendenziell esouguer nach verschlémmert.

D'emotional an d'sozial Gesondheet vu Kanner gétt allgemeng vu Fuerscher als „number one predictor“ fir hiren Erfolleg an hiert Gléck als Erwuessener betruucht. An dofir huet den Unicef-Rapport, dee jo zu dëser Debatt gefouert huet – woufir ech der Madamm Delcourt och Merci soen –, à juste titre ënnerstrach, wéi staark den Niveau vu Kannerarmut vun effikasse Regierungsmesüeren ofhänkt, grondleeënde Mesüeren. Do ginn och Beispiller genannt, wéi zum Beispill a Polen, wou déi weesentlech Erhéijung vun de Prestations familiales derzou gefouert huet, dass den Undeel vu Kannerarmut zeréckgeet, oder Slowenien, wou d'Erhéijung vum Mindestloun e staarken Effekt gewisen huet. Dat sinn déi Cash Benefits, déi och den Här Galles virdrun a senger Ried ernimmt huet.

An da stellt ee sech d'Fro: Mee wat ass da lass an eisem Land? Trotz dem Räichtum, trotz de Ressourcen, trotz den explizitten Aussoen a Deklaratiounen, trotz alle Sonndes- oder Donneschdesrieden: Firwat si mer da bei de schlechteste Schüler gelant, dem ënneschte Véierel an Europa, iergendwou tëschent Italien a Griicheland?

An da si mer bei den Ursaache vun der Aarmut zu Lëtzebuerg. An do ass natierlech als Alleréisch – wat och vill schonn hei genannt ginn ass – d'Logementskris, wou een u sech jo net méi vu „Logementskris“ schwätze kann, mee vun enger „Logementskatastroph“. An an deene leschten 20 Joer huet sech déi Situatioun ëmmer weider verschlechtert. Och déi Mëttelen, déi an deene leschte Joren, an deene leschte Joerzéngegen ugewannt gi sinn, nämlech andauernd just op de private Marché ze setzen, hunn d'Saach net verbessert. Am Géigesaz: Si hu se verschlémmert.

De Stater-Rapport vun 2021 weist, dass 45 % vun de Locataire dem Aarmutrisiko ausgesat sinn. Wat mécht d'Regierung? Se erfënnt eng Subvention loyer, déi eng Dréps op de waarme Steen ass. D'Montante lafen de Realitéiten ëmmer hannendrun a mussen duerfir och reegelméisseg ugepasst ginn, amplaz de Problem awer un der Wuerzel unzepakten an d'Loyeren effikass ze deckelen an och decidéiert Mesüeren ze ënnerhuelen, fir dat effentlech Ugebuet un Haiser an Appartementer zu abordabele Präisser an net nëmmen zu soziale Präisser fir Locataire ze erhéien. Dat heescht, de ganze Wunnengsmaart dem private Marché ze iwwerloossen, ass, d'Aarmutsfal weider zouzespëtzen.

Dat Zweet, mat wat mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hunn – an dat weisen och d'Indicateuren –, dass sinn d'Léin. Eise Mindestloun läit ënnert der Aarmutsgrenz. An ech wëll hei just un d'Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun erënneren, déi Mechanismen a Krittäre festsetzt, wéi déi eenzel Länner sollen hir Mindestléin festsetzen. A 60 % vum Medianloun als Basis, als Orientéierung fir de Mindestloun géif bedeiten, dass mer eise Mindestloun och weesentlech missten an d'Luucht setzen, och fir dem Phenomeen vun de Working Poor entgéintzewierken.

E weidert Element ass den niddregen Taux vu Kollektivverträ, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. A mer

wëssen, dass déi Leit, déi kee Kollektivvertrag hunn, oft Leit sinn, déi am Niddreglounsecteur schaffen.

Drëttens: sozial Transferten. Déi viregt Regierung huet d'Familljeprestatiounen an enger éischter Etapp an engem Austeritéitspak desindexéiert, iert se se da virun zwee Joer erëm indexéiert huet. Wat awer bleift, ass weiderhin e Verloscht. An duerfir géif ech och gär un eis Proposition de loi erënneren, déi genau seet, dass mer d'Familljeleeschungen ëm 10 % missten erhéien, fir d'Depreciatioun duerch d'Inflatioun, déi an der Tëschenzäit geschitt ass, iwwerhaupt nëmmen opzefänken. An dann hätte mer nach keng Erhéijung, mee mir hätte se op dem Niveau vu virun der Austeritéitspolitik.

Dann de REVIS, deen eigentlech sollt dat ënnescht Netz sinn, dat derfir suergt, fir Leit opzefänken. Do muss ee soen, dass déi Etüd vun der IGSS, déi an Optrag gi ginn ass, gewisen huet, dass de REVIS den Aarmutrisiko zwar diminuéiert huet, mee just ëm ganzer 0,1 %. Dat heescht, de REVIS ass keen adaptéiert Mëttel an där doter Form, fir géint sozial Inegalitéiten a virun allem géint Aarmut kënnen virzegoen.

D'Salariatskummer huet och beschriwwen, dass den Aarmutrisiko ëm bis zu 30 % géif erofgoen, wann all déi Leit, déi Recht op Aiden hätten, se och géife kréien. Dëst steet effektiv – an dat ass eng vun deene ganz wéinege Mesüeren, déi wierklech positiv ze bewäerte sinn – am Regierungsaccord. A mir wäerten all Initiativ ausdrécklech ënnerstëtzen, dass onbürokratesch Automatismen agefouert ginn, fir deene Leit direkt d'Sue kënnen zoukommen ze loossen, déi se och néideg hunn.

Här President, ech gesi schonn, dass meng Zäit iwwerzunn ass. Et géif ganz vill ze soe ginn och iwwer Aarmut am Beräich an a Verbindung mat Santé. Och de Rapport vum Observatoire de la santé, dee geschter erauskomm ass, weist, dass och d'Gemengen an der Verantwortung sinn, fir iwwer d'Schoul géint Santéproblemer um Niveau vu Kanner kënnen virzegoen, dass dat och eng Verantwortung ass, déi si missten droen.

Et géif iwwer d'Schoul selwer nach vill ze soe ginn, mee ech mengen, ech géif ofschléissend just dëst soen: Et gétt an enger Gesellschaft ee grousst Versprechen, dass eng Gesellschaft zesummenhält, an dat ass de Wonsch, dass et de Kanner vläicht eng kéier besser geet wéi engem selwer. Dat ass dat gréisst Versprechen an dee gréisste Kitt, deen eng Gesellschaft kann zesummenhalen. Mir sollen eis un dëst Versprechen erënneren an duerfir alles maachen, fir genau dat dote kënnen ze realiséieren, nämlech e Recht op Zukunft an e Recht op Liewen ouni Angscht virun Aarmut.

Merci.

**M. David Wagner** (déi Léink) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. An domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Dat ass den Här Familljeminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

### **Prises de position du Gouvernement**

**M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här President, fir d'Regierung ass de Kampf géint d'Aarmut eng absolut Prioritéit. An ech soe bewusst „fir d'Regierung“, well dat géllt fir déi ganz Regierung. Mir wëssen, dass hei eng transversal Approche gefuerdert ass, sief et Santé, Travail, Educatioun, Logement, Finanzen an natierlech och Famille. Mir wëllen d'Aarmut souwuel preventiv wéi och aktiv bekämpfen an de Leit déi néideg Moyene ginn, fir dass se hir Situatioun verbessere kënnen.



Wa mer vun Aarmut schwätzen, da schwätze mer natierlech an alleréischter Linn vu finanzielle Moyenen. Fir de Kader ze setzen, vläicht just dräi Definitionouen, déi ganz wichteg sinn: Dat ass zum engen d'Medianakommes. D'Medianakommes ass dat Akommes, wou 50 % vun der Populatioun méi verfügbaart Akommes hunn a 50 % manner hunn. Dat Medianakommes läit bei 3.745 Euro. Wa mer vun Aarmutsrisiko schwätzen, da sinn et 60 % vun dësem Medianakommes. Wann een dodrënner läit, dann ass een am Risiko, vun der Aarmut betraff ze sinn. Dat läit bei 2.247 Euro. An de Prozentsaz vun der Populatioun, deen dodrënner läit, ass vun 18,1 % op elo 17,4 % erofgaang.

Wa mer vu Kannerarmut schwätzen – woumat mer eis dank der Madamm Delcourt haut de Mëtten heibanne beschäftegen, woufir ech hir Merci soen –, da schwätze mer also vun deene Kanner, déi an engem Stot liewen, deen dem Aarmutsrisiko ausgesetzt ass.

Lëtzebuerg steet – an et ass e puermol gesot ginn de Mëtten – am internationale Verglach net gutt do. D'Zuele sinn net schéinzerieden an d'Zuelen invitieren och zum Handeln. Et dierf een dës Zuelen net relativieren. An de Prozentsaz ass natierlech ... Wat e méi déif ass, wat e besser ass, mee ech mengen, eis Motivatioun – an dat hunn ech och de Mëtten hei an der Chamber eraushieren – ass déi selwecht: All Aarmen ass een Aarmen ze vill!

D'Berechnunge sinn – ech hunn et gesot – op d'monitär Dimensionen ausgeriicht. Et ass awer vu verschiddene Riedner de Mëtteg gesot ginn: D'Aarmut huet awer nach ganz aner Facetten. Et dierf ee sech net op een eenzelne Facteur beruffen, mee et muss een d'Aarmut als multidimensionale Phenomeen analysieren a Mesüeren och op ënnerschiddlechen Niveauen ergräifen, fir eeben d'Ofrutschen an d'Aarmut ze verhéieren.

De Kampf géint d'Aarmut heescht nämlech och sécherzustellen, dass jiddereen kann um aktive Gesellschaftsliewen deelhueven, Accès zur Aarbecht, zu engem Logement an och zur Bildung huet. An all deene genannte Beräicher ass an de leschte Jore vill ëmgesat ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen. Denke mer nëmmen un de REVIS, deen et méiglech gemaach huet, dass och an engem Stot, deen de REVIS kritt, eeben all Erwuesenen enger Aarbecht oder enger Aktivierungsmesür kann nogoen.

Enger Aarbecht nogoen, dat ass nämlech déi beschten Aarmutsbekämpfung. D'Leit an d'Aarbecht ze kréien, d'Leit an der Aarbecht ze halen, ass nach ëmmer déi beschten Aarmutsbekämpfung. An dat war am viregte System, beim RMG, nach net méiglech, wann een dann an engem Stot zu méi aktiviert ginn ass respektiv an den Aarbechtsmarché komm ass, soudass dat schonn eng daitlech Verbesserung ginn ass.

Eng änlech Philosophie oder Iwwerleeung war och hannert dem Congé parental, wou et drëms gaang ass, d'Leit am Aarbechtsliewen ze loossen an eeben och esou derfir ze suergen, dass d'Leit net an d'Aarmut ofrutschen.

D'Bildungspolitik – de Kolleg Claude Meisch wäert herno méi op den Detail agoen – ass natierlech e weideren essenzielle Pilier, fir virun allem géint déi intergenerationell Aarmut virzegoen. Wa mer hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut schwätzen, dann huet dat sécherlech och eppes ... Et kann een driwwer schwätzen. Ech hat Iech virdrun d'Montante genannt vum Salaire médian, vum Taux, wou een ënnert den Aarmutsrisiko fält. Et kann ee laang diskutieren – Sinn déi héich? Sinn déi net héich? –, mee ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass d'Liewenskäschten hei zu Lëtzebuerg ganz anerer si wéi vläicht soss anzwousch op der Welt.

An dofir ass eeben och haaptsächlech ee Volet ganz essenziell. Dat ass natierlech och dee vun den deiere Logementskäschten, well mer eebe wëssen, dass dat och en héijen Undeel huet un den Ausgabe vun deenen eenzelen Menagen. Och hei wäert de Minister Claude Meisch herno nach eng Kéier drop agoen. Ech mengen, gëschter sinn och flott Mesüeren ugekënnegt ginn, déi déi meescht heibanne sollte freeën, notamment och d'Eropsetzen nach eng Kéier vum Wunnegeld, wat eeben och grad dem Facteur „Kand“ Rechnung dréit.

Wat elo méi prezis de finanziellen Aspekt vun der Aarmutsbekämpfung ugeet: Loosst mech kuerz op eng Rei sozial Fangnetzer agoen, déi haut schonn en place sinn an déi sech geziilt u Familljen, sief et Monoparentallen oder och Koppelen mat Kanner, riichten. Ugefaange mam Mindestakommes, also eisem Revenu d'inclusion sociale, dem REVIS, wou eebe grad probéiert ginn ass – eng vun den Haaptprioritéiten –, derfir ze suergen, dass mer grad de Leit, déi Kanner hunn, an notamment och de Monoparentallen, eng besonnesch Bedeitung zouschousteren bei der Upassung vum REVIS, wéi en agefouert ginn ass an den RMG ersat huet.

Et ass virdru vum Riedner vun déi Lénk ugeschwat ginn, dass eigentlech den Aarmutsrisiko just minimal erofgaang ass. Dir wësst awer och, dass grad erauskomm ass, dass een Haaptfokus, deen hei sollt viséiert ginn, nämlech deen, fir d'Kannerarmut erfokzeieren, deen ass awer hei ... De Revenu, deen ee kritt, läit tëscht 19 % an 51 % méi héich, wéi mer dat virdrun am RMG kritt hunn, besonnesch eebe bei de Famillje respektiv bei de Stéit an och de Monoparentalle mat Kanner.

En anert Instrument, dat agefouert an ausgebaut ginn ass, dat ass de Crédit d'impôt monoparental, eebe grad fir och hei den elengerziende Familljen ënnert d'Äerm ze gräifen.

D'Kannergeld ass de Mëtten e puermol ugeschwat ginn. D'Kannergeld aktuell: 300 Euro bis sechs Joer, dodriwwer 326 Euro an 357 Euro de Mount fir Kanner iwwer zwoelf Joer. De Statec kuum ganz rezent an enger Etüd, „Compte et coût de l'enfant“, zur Konkusioun, dass de Mindestbedarf vu Kanner an der fréier Kandheet gutt duerch d'Kannergeld ofgedeckt ass. Eng weider Konkusioun vun dësem Rapport war awer och, dass de Mindestbedarf vu méi grouse Kanner a vu Jugendlechen nëmmen zum Deel duerch d'Kannergeld ofgedeckt ka ginn. Fir deem entgéintzewierken, wäerte mer och d'Kannergeld ab dem zwoelfte Liewensjoer erhéien. Och d'Indexierung vum Kannergeld, eppes, wat ganz wichteg ass a wat och weidergefouert soll ginn, fir eebe grad dës finanziell Ënnerstëtzung un d'Evolution vun de Liewenskäschten unzepassen.

Et gëtt och nach eng Rei generell Mesüeren, déi Leit oder Famillje mat klengem Akommes ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore sief et ausgebaut oder nei agefouert gi sinn. Ech denken hei ënner anerem un d'Energieprimm, den Équivalent crédit d'impôt, d'Subvention loyer oder och nach d'Allocation de vie chère. Dat sinn alles Mesüeren, wou probéiert ginn ass, allkéiers och en Akzent drop ze setzen: Si Kanner am Menage oder net?

Och d'Gesetz iwwert d'Sozialhëllef – mer hu vill de Mëtten dervu geschwat –, och vun den Office-socialen, déi éischt Ulaftell eigentlech fir d'Leit, wou mer musse kucken, dass mer se nach méi och dohinner kréien – ech wäert herno nach eng Kéier kuerz drop agoen –, wou och de Personalschlüssel hei schonn an d'Luucht gesat ginn ass.

An e weidere wichtige Pilier, denken ech, deen déi fënnf nächst Joer soll ugaange ginn, dat ass eeben och, fir de Personalschlüssel fir déi 30 Office-socialen net nëmmen a Funktioun vun der Awunnerziel erauszeginn, mee virun allem och e Facteur socio-économique anzebannen, well déi ënnerschiddlech Office-socialen eeben och awer, jee no der Lag, wou se sech befannen, aner Populatiounen ofdecken.

Nieft de genannte Prestations en espèces, also de Finanzleeschungen, gëtt et natierlech en anere Volet, op dee probéiert ginn ass déi lescht Joren, den Akzent ze setzen. Dat sinn d'Sachleeschungen, déi agefouert gi sinn. Ech géif elo just de gratis öffentliche Transport hei nennen, mee et gëtt der ganz vill méi an ech mengen, de Claude Meisch kennt déi nach vill besser. An hie geet bestëmmt herno nach eng Kéier dorop an, a virun allem och op d'Bedeitung vun de gratis Sachleeschungen, déi et awer de Familljen erlaabt hunn, dass se e groussen Deel vun hiren Ausgaben, déi se bis dohinner heifir haten, op anere Plazen zur Verfügung hunn.

Mir wëssen och, dass eeben d'Prestations en nature, also d'Sachleeschungen, net afléissen, wa mer d'Rechnung vum Aarmutsrisiko maachen. De Statec huet awer a sengem leschte Rapport travail et cohésion sociale geschriwwen, dass den Aarmutsrisiko fir d'Kanner eleng ëm siwe Prozentpunkten erfogee, wann een de Chèque-service accueuil mat consideréiert.

Här President, de Staat huet also e vaste System en place gesat, fir de concernéierte Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, wa se eebe Problemer hunn, fir d'Enner beieneenzekreien. An de Koalitionsaccord gesäit der och nach eng ganz Partie vir fir déi generell Aarmutsbekämpfung.

D'Kannerarmut – an ech hunn et virdru gesot – ass natierlech een Deel an e ganz wictegen Deel vun der Aarmutsbekämpfung. An andeems mir Mesüeren ëmsetzen, déi den Elteren zeguttuuten, an andeems mir hinne hëlfeven, hiert Liewen autonom ze meeschteren, bekämpfe mir natierlech och d'Kannerarmut.

Här President, déi beschte Fangnetzer déngen awer just eppes, wa se och tatsächlech genotzt ginn. An da si mer bei engem ganz wictegen Dossier, wou mer eigentlech alleguerten zesumme mussen eis Iwwerleeungen, eis Gedanke beieneebréngen, fir besser ze ginn, wann et drëms geet, den Non-recours-Taux erfokzeieren.

Ech war virun eppes iwwer enger Woch zu Bréissel op enger interministerieller Konferenz, wou et ëm de Minimum Income gaang ass, also net ëm de Mindestloun, mee ëm d'Mindestakommes, eise REVIS also. An do war och dann den zoustännege Kommissär, den Nicolas Schmit, op der Plaz. Do hu mer alleguerten déi selwecht Analys gemaach, dass mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a bal alle Memberlänner bei vill soziale Leeschungen dervun ausginn, dass den Taux vun Non-recours tëscht 30 % a 50 % ass.

D'IGSS geet dervun aus, dass et, zum Beispill wat de REVIS ugeet, 38 % sinn, déi net genotzt ginn. Mir wëssen, datt bei der Subvention loyer zum Beispill – fir och déi ze nennen – den Taux och ganz héich ass – eppes, wou mer mussen usetzen, well ech mengen, mir hunn eis als Politik rezent an och scho viru méi Laangem derfir ausgeschwat, sozial Fangnetzer ze strécken, fir déi sozial Schwaach opzefänken. An déi mussen dann natierlech och genotzt ginn. Do ass natierlech d'Informatioun emol wichteg. Natierlech ass och d'Simplification administrative hei e ganz, ganz groussen Dossier, deen ech zesumme mat menge Regierungskolleege wëll ugoen.

Eppes, wou ech mengen, wou mer och ganz vill Potenzial wäerten hunn, dat ass de sougenannten „digitalen Office social“, also eng digital Plattform, wou ee ganz einfach informéiert gëtt: „Ma wat gëtt et dann alles hei zu Lëtzebuerg vu soziale Leeschtungen?“, a wou ee virun allem emol op en einfache Bléck oder mat engem Rechner agi kann: „Ma wat ass meng Composition de ménage? Sinn ech bestuet? Celibataire? Hunn ech Kanner? Wat ass mäi Revenu?“, an dann nach verschidde Krittere kann offroen a wou een dann herno soll ausgespaut kréien, vu wat een eigentlech alles kéint profitéieren. Dat ass dann nach net dat, wat een iwwerwise kritt, mee dat soll d'Leit eigentlech incitéieren, fir domadder dann de Wee sichen ze goe fir bei en Office social.

A virdrun ass bei den Office-socialen doriwuer geschwat ginn, dass et Leit gëtt, déi sech nach vläicht schummen, bei den Office social ze goen, dass dat och kann zum Non-recours vun de Prestations sociales bäidroen. Ech kann Iech soen: Déi Office-sociale mat all deene Leit, déi ech do begéint hunn um Terrain, schaffen Dag fir Dag drun, fir genau dee Stempel lasszeginn an eigentlech eng Plaz ze ginn, wou ee gären hikéint a kee sech ze schumme brauch, fir dohin ze kommen.

Déi digital sozial Plattform ass also eppes, wou mer probéieren, allegueren déi Mesüeren, fir de Leit ënnert d'Aerm ze gräifen, beieneenzekréien.

Mir mengen och, dass déi administrativ Demarchen, déi een nach ëmmer da muss maachen, oft awer nach – ben, wéi soll ech soen? – op d'mannst schwéierfällig sinn a virun allem oft Saache gefrot gi vun deene verschiddene Verwaltungen, déi de Staat eigentlech misst hunn. An do ass d'Iddi – do kucke mer nach, wéi wäit mer kommen – vun dëser Regierung, en Dossier social partagé ze maachen, fir dass déi verschidden Administratioune vläicht iwwert de MyGuichet – an ech souz virun eppes iwwer enger Woch mat der Digitaliséierungsministesch zesammen – eigentlech och kéinten, natierlech mam Averstännis da vun der betroffener Persoun, vun deene Pièce profitéieren – och eppes, wat derzou bäidréit, wéi gesot, d'Demarché méi einfach ze maachen.

Eis sozial Fangnetzer, wéi gesot, mussen awer och de Liewenskäschten ugepasst sinn, sief et andeems se indexéiert ginn oder andeems se un d'Entwécklung vun duerchschnëttleche Lounniveau ugepasst ginn – och eppes, wat déi heite Regierung wëll weiderféieren.

En anert ganz interessant Instrument, wéi ech fannen, nieft där Mesür, déi ech agangs beschriwwen hunn – wéi gëtt dann d'Medianakommes berechent, wéi den Aarmutsrisiko? –, dat ass: De Stateg mécht fir déi verschidde Kategorië Budget-de-références. Dat heescht, se ermëttele eigentlech: „Ma wat sinn dann eigentlech déi verschidde Saachen, déi e Stot brauch, zum Beispill e Stot mat zwee Kanner?“ Da soen se och nach: „E Kand mat sechs Méint an e Kand mat 16 Joer, wat ass dann dat, wat dee Menage u Geldleeschunge brauch, fir digne kënnen ze liewen?“

An do stelle mer da fest, dass eigentlech d'REVIS-Bezéier duerch déi sozial Fangnetzer, wa mer se alleguer notzen, ëmmer iwwert dësem Revenu de référence leien – wat eis op där enger Säit kéint positiv stëmmen, mee wa mer wëssen, dass den Taux de non-recours esou héich ass, wëll ech nach eng Kéier ënnermauern, wéi wichteg et ass, dass mer grad un där heiter Stellschrauf dréien.

En anert ganz zentraalt, wichtegt Instrument fir déi heite Regierung, dat mer och schnellstméiglech wëllen ugoen, dat ass en nationalen Aktiounsplang, fir d'Aarmutsbekämpfung unzegoen. Mir wëssen, dass dat en Exercice ass, deen net nëmme déi verschidde Ministère wäert fuerderen, mee wou virun

allem och déi verschidde Partner dobaussen, d'Acteure vum Terrain, wäerte gebraucht ginn an hiren Avis mat consideréiert gëtt. An ech mengen, de Mëtten hei eraushéieren ze hunn, wéi wann och hei an der Chamber ganz flott Elementer sécherlech do kënnen op d'mannst mat an d'Diskussioun geholl ginn, fir deen nationalen Aktiounsplang da mat Liewen ze fëllen, well eist Zil ass dat selwecht, nämlech d'Aarmut ze bekämpfen, a besonnesch d'Kanneraarmut, vun där mer de Mëtteg schwätzen.

A wa mer de Mëtteg vun där geschwat hunn, dann ass dat de Meritt vun der Madamm Claire Delcourt. Ech géif hir dann dofir villmools Merci soen, dass se d'Kanneraarmut op den Ordre du jour gesat huet.

Ech hunn et nach eng Kéier gesot: Am Koalitiounsaccord steet d'Kanneraarmut vläicht net explizitt dran, mee fir eis ass dat e ganz wichtige Bestandteil, sollt Der wëssen, Madamm Delcourt, vun der Aarmutsbekämpfung! An ech kann Iech versécheren, dass an deem nationalen Aktiounsplang, wou mer géint d'Kanneraarmut wëllen zesumme virgoen, natierlech och d'Kanneraarmut wäert e separat Kapitel fannen, well mer eis och der Wichtigkeet, genau wéi Dir et ënnerstrach hutt, absolutt bewosst sinn.

Dëst gesot, wéi gesot, géif ech Iech nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi, wéi ech fannen, ganz interessant Diskussioun, déi mer de Mëtten hei an der Chamber konnten zesummen hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Goergen, Dir wëllt eng Fro stellen? Huel Der d'Fro un, Här Hahn?

**M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Selbstverständlech.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här Hahn. Also, ech hunn Iech gutt nogelauschert. A ganz villes, wat Der sot, kënne mir nëmme ënnerstëtzen. Ech mierken, dass do en neien Elan ass, fir de Familljen an de Kanner ze hëllefen. Ech hunn awer zwou konkret Froen.

Déi éischt ass: Am Office social hu mer heiansdo de Fall, dass een de REVIS op der ADEM gestrach kritt – wisou och ëmmer – an een herno awer iwwer all d'Recourse Recht kritt. Während där Zäit sëtzen dann awer oft d'Familljen a virun allem d'Kanner ouni iergendee Revenu do. Kann een do net iergendeng Bréck schaffen? Well et ass elo esou, dass mir als Office bei eis an der Gemeng zwar hëllefen, mee et ass mer awer och gesot ginn, dass anerer sech da weigere. An da sëtze wierklech d'Kanner an deem Misär. Et wär gutt, wann ee vläicht eng Kéier dorun denkt.

An déi zweet ass: Dir hutt vum Mëttegiesse geschwat, wat ech komplett ënnerstëtzen. Elo ass et awer esou, dass a verschiddene Gemenge keng Plazen an de Maison-relais sinn. An déi Leit, déi scho keng Plaz an der Maison relais hunn, déi kommen och net derzou, dass d'Kanner dann zum gratis Mëttegiesse kommen. Soll een an der Zukunft net op dee Wee goen, dass ee fir déi Familljen, op d'mannst wa se keng Plaz an enger Maison relais kréien an e Salaire hunn, wou mer wierklech iwwer Aarmut kënnen diskutéieren – also, ech schwätzen elo net vun deene gréissere Salaren, wa se keng Plaz kréien, mee vun deenen, déi drënner sinn a wou de Kanner kéint gehollef ginn –, eng Formel fënnt, dass een, wa se kënne weisen, dass se keng Plaz an enger Maison relais kruten, deenen Elteren anescht hëlleft? Well herno sinn et awer erëm d'Kanner, déi dorënner gelidden hunn.

Merci.

**M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma ech géif vläicht

op déi éischt Fro äntweren. Déi zweet géif ech dem Här Meisch vläicht iwwerloossen. Ech hat nämlech elo näischt vum Mëttegiesse gesot, ausser ech hätt et vergiess.

*(Interruption)*

Mee et ass awer egal. Et ass awer en interessante Punkt. Dir hat warscheinlech allgemeng iwwer Sachleeschungen ..., wou Der dat do interpretéiert an ... Et ass awer ... Et ass net wichteg.

Dir hutt dervu geschwat, dass et verschidde Sozialleeschunge gëtt, déi een och kann entzu kréien. Do ass et tatsächlech esou, nottamment wann et ëm d'REVIS-Bezéier geet, dass et do e Kaartsystem gëtt. Dat heescht, wann een zum Beispill net op Rendez-vous geet, ouni Excusen, dass dat dann dat allerlescht Mëttel ass. An Dir hutt Recht, datt ... Zu wat féiert dat da ganz oft am Office social? Da geet ee vum AVIS, also vum Assistant de revenu d'inclusion sociale, e Stack méi déif, an da geet een erof bei d'Aide sociale an da kritt een dann do gehollef. Dat ass eppes, wat mer bewosst ass.

Ech hunn nach net déi 100 %-Lösung, fir Iech et hei esou ze soen. Ech denke schon, dass mer do e Punktesystem brauchen, deen – a gleeft mer et – och vun de Sozialaarbechter – an Dir sidd jo och dann an engem Office social mat aktiv, wou Der et gesitt –, mengen ech, och allkéiers schwéieren Häerzens geholl gëtt. Mee ech mengen awer éischer, wa sech dann och wierklech net un déi elementairst Reegele gehale gëtt. Dat ass op d'mannst dat, wat ech vum Terrain héieren.

An do, wéi gesot, gëtt och seele gesot: „Dat ass vun 100 op 0“, mee et muss een awer eng gewëssen Disziplin dran hunn, well ech mengen, d'Zil vun zum Beispill dem REVIS, well Der deen ugeschwat huet, muss jo awer sinn, fir déi Leit, déi kënnen, ze aktivéieren a se och op den Aarbechtsmarché ze kréien, sief et um Ufank iwwer eng TUC-Mesür, dat heescht en Travail d'utilité collective, fir se dann un d'Aarbecht erunzekeréien, vläicht och am Ufank just 10, 20, 30, 40 Stonnen. An da muss et duerno natierlech d'Zil sinn, fir se och op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Do gëtt et natierlech och elementar Reegelen, wou mer eis, mengen ech, awer och eens wieren, fir ze soen, datt ee sech dodru muss halen.

Mee de Problem ass mer bekannt, dass een do eebe muss derfir suergen, dass dat natierlech net därerf au détriment si besonnesch vu Menagé mat Kanner, soudass ech dat doten um Radar hunn a wäert mat an d'Diskussiounen afléisse loossen, déi ech iwwregens mat der Entente des offices sociaux och hunn an deem ganzen Theemegebitt vum REVIS.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hahn. Ech gesinn, datt d'Regierung nach e Spriecher huet. Ech ginn dann d'Wuert un den Educationminister. Ech wëll e just drun erënneren: Den Här Hahn huet 17 Minutte gebraucht. Et bleiwen Iech also nach ongeféier 13 Minutten an der Riedezäit. Här Meisch.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir wësst, datt ech normalerweis net laang schwätzen.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech wollt Iech et awer just soen, Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dofir sinn ech elo awer iwwerrascht iwwert déi dote Reaktioun.



(Hilarité)

Ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischter der Madamm Claire Delcourt villmoos Merci soe fir dës Interpellatioun, déi, ech fannen, eigentlech iwwert déi ganzen Zäit, wou mer elo hei zesummesouzen an driwwer geschwat hunn, ganz sachlech a positiv an no vir gekuckt gefouert gouf. An dat weist, mengen ech, awer och d'Bedeutung vun deem Theema, ëm dat et haut de Mëtteg hei geet, an awer och, jo, d'Erkenntnis, datt nach ëmmer vill ze maache bleift. Ech mengen, vun all Riedner – ob Majoritéit, Opposition, ob fréier Majoritéit, fréier Opposition, wéi och ëmmer – ass gesot ginn, wat schonn alles geschitt ass, mee mer wëssen, datt awer nach ëmmer e Wee virun eis läit.

Dir verstitt vläicht, datt ech ganz besonnesch op zwee Aspekter wëll agoen. De Paul Galles huet virdu gesot: „Kanneraarmut ass multidimensional, multifaktoriell.“ An ech denken, dat ass och an der Debatt hei kloer ginn. Mee zwee Ressorten, déi mir eebe besonnesch wichteg sinn – de Beräich vun der Bildung, de Beräich vum Logement –, hu sech awer och ganz kloer duerch eng ganz Rei vun Interventiounen de Mëtteg hei gezunn a weisen, datt et wichteg ass, datt mer e fräien Zougang zur Bildung hunn, zur formaler Bildung, zur nonformaler Bildung.

A grad och de fräien Zougang zur nonformaler Bildung, zu enger qualitativ gudder nonformaler Bildung, war jo eppes, wat iwwert déi lescht zéng Joer weiderentwéckelt ginn ass duerch eng ganz Rei vu Gratisleeschtungen – „Sachleeschtungen“ kann een et nennen, „Bildungsleeschtungen“ géif ech et awer och ganz gär nennen –, déi offrèiert ginn: sief et eng Rei vu Stonnen an enger Crèche, sief et eng Rei vu Wochen an der Maison relais, sief et gratis Schoulbicher, sief et d'Gratuitéit vum Mëttegiessen, sief et e sozial gestaffelt Mëttegiessen an de Lycéeën an esou weider.

Dat huet sécherlech och säin Impakt gehat op de Kampf géint d'Kanneraarmut. A wa mer d'Statistike géife rechnen a kucken, wat dat dote bruecht huet, da wier dat schonn een Deel vun der Situatioun gewiescht, datt et net nach schlimmer ass, haut nach schlimmer ausgesäit.

An ech denken, datt op där anerer Säit natierlech och net nëmmen de fräien Zougang, d'Gratuitéit vu Bildungsleeschtungen wichteg ass am Kampf géint d'Kanneraarmut, mee och eng gutt Bildung, eng fair Bildung, eng gerecht Bildung, an datt dat e permanente Sujet ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill ënnerschiddlech Kanner hunn, mat hiren ënnerschiddleche Sproochen, an datt dat eigentlech nach eng méi grouss Erausforderung hei zu Lëtzebuerg ass wéi op anere Plazen. Nun, dat hu mer jo och scho méi wéi eng Kéier hei diskutéiert.

D'Wëssenschaft seet – an ech mengen, datt mer op deenen zwou Piste wierklech drop sinn –, datt mer eigentlech zwee Vecteuren hunn, déi wierklech erfolgersversprechend sinn. Dat eent, dat ass, méi fréi unzefänken, d'Kanner fréi ze ënnerstëtzen an hirer Entwécklung an dowéinsten eeben och gutt Bildungsleeschtungen an der fréier Kandheet, also gutt Crèchen, ze assuréieren. Ech mengen, et ass och vun deem engen oder aneren hei rappeléiert ginn, wat dës Regierung sech virgeholl huet, iwwert d'Verbesserung vum Personalschlüssel, ënner anerem och an de Crèchen, ze erreechen, iwwer en zweeten Intervenant och am Cycle 1 an der Grandschoul. Alles dat, denken ech, si Mesüeren, déi sech an déi Richtung aschreiwen.

An deenen anere Vecteur ass, bei enger Diversitéit vun der Schoulpopulatioun awer och eng Diversitéit vun der schoulescher Offer ze hunn, fir net all Kand mussen an eng Schoul eranzepressen, mee op där

anerer Säit awer ze kucken, datt mer, jo, iergendzwousch Weeër hunn, wou all Kand sech kann iergendwou raccrochéieren an da säin Opstig do realiséieren – méi op jidde Fall, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Jo, et gëtt en drëtten Facteur. Et gëtt en drëtten Vecteur, dee wichteg ass. Dat ass, d'Familljen ze stäerken. An och do huet dës Regierung nach munches vir. De Regierungsprogramm seet, mir wëllen zum Beispill d'Schoul an den Office national de l'enfance méi enk beieneebréngen, datt do, wou d'Schoul mat hire Moyenen op Limitte stéisst, well se natierlech net ausserhalb vun der Schoulzäit intervenéiert, well se natierlech net ausserhalb vum Perimeter vun der Schoul intervenéiert, eeben och d'Aide à l'enfance mat hiren Instrumenter, och heiansdo nidderschwellig, kann d'Famillje stäerken, fir eeben och vun do aus e positiven Effet op d'Entwécklung vum Kand ze hunn.

Jo, et ass och gesot ginn, an ech ennersträchen et ausdrécklech: Eltere brauchen Zäit fir hir Kanner. Elteren, op där anerer Säit, wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, Familljenaarmut schwätzen, brauchen dann awer och gutt Betreuungsstrukturen, fir datt se kënnen enger beruflecher Aktivitéit no, fir datt se kënnen op eegene Féiss stoen, sech selwer e Revenu kënnen erschaffen. An et ass eeben do wichteg, de richtigen Equiliber ze fannen an ëmmer nees nei ze sichen – als Famill, als Koppel, als Mamm, als Papp, mat de Kanner, mee, denken ech, natierlech awer och als Gesellschaft – hei bei deenen Diskussiounen, déi mer féieren.

Kanneraarmut huet och zum Deel eppes mat Kannerrechter ze dinn. Kannerrechter hunn net nëmmen e finanziellen Aspekt, mee Kannerrechter kënnen awer nëmme gelieft ginn, wa Kanneraarmut eigentlech keng Realitéit ass, wa mer Kanner aus der Aarmut erauskriegen, well dann déi ganz Panoplie vu Kannerrechter, déi et gëtt, eeben iwwerhaupt dann eréischt ze realiséieren ass. An Dir wësst, do hu mer en nationalen Aktiounsplang, deen an der Ëmsetzung ass.

Wat wichteg ass – an eenzel Riedner hunn et och gesot –, dat ass d'Participatioun vun de Kanner. A wa mer „Kanneraarmut“ soen, ass dat multidimensional. Da geet et eeben net nëmmen ëm déi finanziell Dimensioun, mee da geet et och dorëms, ob d'Kanner participéieren, ob se an de Sportveräin ginn, ob se an der Musek matmaachen. Jo, mir hu gratis Musekunterrecht gemaach, fir datt jiddereen eebe kann matmaachen. A wann et Hürde gëtt, wou deen een oder deen aneren nach net dohinnerkënn, dann, mengen ech och, sollte mer kucken, datt mer dorunner weider schaffen a weider doriwwer nodenken, wéi mer déi doten Aktivitéiten och méi no bei déi Jonk kënnen bréngen. Well do wësst och e Kand drun. Als Mënsch wësst een dru bei all deenen doten Aktivitéiten.

Kanneraarmut huet dann och eppes, grad hei zu Lëtzebuerg, mat Logement ze dinn. Dat ass evident. Ech denken, datt fir e gudden Deel vun deene Familljen a vun deene Kanner, déi vu Kanneraarmut betroffen sinn, dat deiert Wunnen hei zu Lëtzebuerg dach awer zumindest mat responsabel, wann net souguer haaptresponsabel ass. An dofir ass et wichteg, datt mer weider eng proaktiv, eng engagéiert Logementspolitik maachen, fir ze hëllefen, datt op Dauer d'Famillje sech kënnen zu akzeptable Präisser logéieren an och an enger Wunneng zu akzeptable Konditiounen a mat enger akzeptabler Liewensqualität.

Dat, mengen ech, war d'Zil vun deene Regierung virdrun. Dat bleift a muss onbedéngt d'Zil vun deene Regierung bleiwen. An Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Regierung och gëschter nach eng Kéier decidéiert huet an annoncéiert huet: eng Rei

vun Aiden, déi virun allem och de Famillje mat Kanner zeguttkommen, esou auszeweiden, datt méi Famillje mat Kanner kënnen dovunner profitéieren, virun allem Famillje mat Kanner méi staark dovunner kënnen profitéieren.

Wéi zum Beispill bei der Subvention loyer: e Plus vun 39 %! Dat heescht, wa virdrun 100 Famillje konnte profitéieren, da sinn et der elo 139, déi kënnen profitéieren. An dorobber nach eng Kéier en däitleche Plus, eng Verdueblung vun deem, wat dann e Kand bréngt an der Berechnung vun der Subvention de loyer, wat virdrun 40 Euro pro Kand war de Mount, dann elo op 80 Euro pro Kand de Mount. Ech denken, datt dat e wichtige Schratt ass, e méi wéi symbolesche Schratt, fir ze kucken, datt och déi Leit, déi mussen um Privatmarché lounen, hei méi staark vun der öffentlecher Hand gehollef kriegen.

Donieft natierlech awer och dee groussen Investitiounspak, deen decidéiert gouf, dee sech nach eng Kéier dropsetzt. Op dat, wat schonn decidéiert war – nämlech 900 Milliounen iwwert déi nächst véier Joer an abordable Wunraum ze investéieren; dat war schonn decidéiert an am Pluriannuel budgetiséiert –, komme lo nach eng Kéier, fir Immobilieprojeten opzekafen, iwwert déi nächst véier Joer 480 Milliounen derbäi.

Och deen impressionnante Chiffer weist nach eng Kéier d'Ambitioun vun deene Regierung, fir wierklech e Schratt no vir ze maachen, ech géif soen, e puer Schrëtt no vir ze maachen, an der Schafung vun abordablem Wunraum, vun öffentleche Wunnengen, déi virun allem eeben och Familljen aus sozial defavoriséierte Milieue kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir domat iwwerhaupt emol ëm eng Integratioun an d'Gesellschaft kënnen ze erméiglechen, fir datt dat, wat ech fir d'Wunne muss bezuelen, net alles aneschtens onméiglech mécht. Dat ass leider haut nach ze vill dacks de Fall.

Ech soen Iech Merci, Här President an Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamheet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Dann ass elo d'Diskussioun domat ofgeschloss.

**Motions**

Mir hu véier Motiounen hei um Büro leien. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Mir sinn hei am Kader vun enger Interpellatioun am Modell 1, soudatt d'Riedezäiten dovunner fir sämtlech Motiounen 5 Minutte fir d'Fraktiounen, 2,5 Minutte fir d'Sensibilitéiten a 5 Minutte fir d'Regierung sinn. Dir musst Iech, well et der véier sinn, kuerzfaassen an Ären Explikatiounen.

**Motion 1**

Ech huelen déi éischt Motioun. Dat ass déi vun der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, wollt Dir nach e puer Explikatiounen doriwwer ginn? Dann ass d'Wuert fir Iech.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Merci fir all déi Interventiounen, déi haut gemaach goufen, an och d'Explikatiounen vun de Ministeren. Ech wëll hei am Fong just nach eng Kéier kuerz soen: Ech mengen, d'Motioun ass relativ kloer. Mir wëllen, wéi och elo scho e puermol erwänt, d'Regierung opfuerderen, dese Problem zu hirer Prioritéit ze maachen, eng Stratégie globale auszuschaffen. A souwäit ech dat och e bësse kann eraushéieren, si mer do jo um gudden Wee an och méi oder weiniger op enger Linn. Mir wëilten natierlech als Chamber och – dat froe mer och – méi abezu ginn, wat do virgesinn ass vun der Regierung, an do och um Lafende gehale ginn zu deene jeeweilege Punkten.

A wann Der erlaabt, géif ech och déi zweet Motioun einfach schonn direkt mathuelen. Oder solle mer dat ...? Mir kënnen dat awer och gären ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee, ech mengen, mir maachen dat eent nom aneren, dann ass dat méi transparent a kloer.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Gutt. Jo, ok.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och un d'Auteure vun der Motioun. Ech mengen, mir hunn et elo grad héiere vun de Ministeren aus der Regierung, dass se natierlech virhunn, e Plan national de lutte contre la pauvreté ze maachen. Dat ass um Radar. Dat heescht, alles, wat hei steet, wäert geschéien. An dofir wäerte mir och déi Motioun hei kënnen matdroen. Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Galles huet d'Wuert gefrot an dann den Här Baum an dann den Här Polidori.

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här President. Et ass jo elo sech net méi vill ze soen. Merci nach eng Kéier fir dës Motioun, déi eis ganz sympathesch ass. Si ass eng systematesch Approche un d'Problematik. Dat heescht, mir géifen et ganz staark ënnerstëtzen, eeben déi global Strategie auszeschaffen, dann och mat de Rapporten och d'Chamber anzubannen, mat Ziler, mat Tëschenziler, also esou wéi een eng Strategie, e Plan d'action, da wierklech och adequat opbaut. Dat ass eng Motioun, déi eis gutt gefält. Mir wëllen déi och ënnerstëtzen, natierlech zesumme mat eise Kolleeginnen a Kolleegen. Merci villmools.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Galles. Den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Delcourt fir d'Motioun, déi mer och ënnerstëtzen, och wa mer vläicht bei engem Tiret – „saluant les mesures mises en place“ – mengen, dass den doriwwer kéint erausgoen. Dat ass awer elo wierklech just en Detail. A mir freeën eis besonnesch iwwert d'Rapports réguliers, déi sollte gefrot ginn, an dass an der Chamber reegelméisseg Debatten zu där Fro sollte gefouert ginn. Dat war eng Fuerderung, déi mir als Lénk ëmmer erëm, och a Motiounen, der Chamber presentéiert hunn. Virun enger Zäit war et nach esou, dass déi deemoleg Majoritéitspartei Problemer domadder haten. Ech gesinn, dass dat dann elo net de Fall ass an dass et d'Wandlung vum Saulus zum Paulus gëtt, ...

*(Interruption)*

... déi mer an deem Fall da begrëissen. Merci.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, och mir begrëissen dës Motioun explizitt. Et sinn e ganze Koup Saachen dran, déi ... bon, verschidde Saachen dran, pardon, déi eis vläicht net wäit genuch ginn, mee awer och ganz, ganz interessant sinn. An ech sinn och frou, dass mer eng breet Majoritéit heibannen am Haus fannen, och bei de Majoritéitspartei, déi dëst dann och wäerte mat ënnerstëtzen. An dat, mengen ech, weist och dee breede Konsens hei am héijen Haus. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Ech hu keng aner Wuertmeldungen. Opgrond vun

deene Wuertmeldungen ginn ech dervun aus, dass mer kéinten eventuell à main levée iwwert déi Motioun ofstëmme, à moins dass een de Vote électronique freet.

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Da stëmme mer iwwert dës Motioun à main levée of.

**Vote sur la motion 1**

Wien derfir ass, deen hieft d'Hand.

An da maache mer d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

**Motion 2**

Da komme mer zu der zweeter Motioun. Madamm Delcourt, Dir wollt d'Wuert nach kuerz huelen.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, ech wollt zu dëser Motioun am Fong wierklech net nach vill bäifügen. Ech mengen, et ass relativ straightforward, soudass ... Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat war och straightforward, dat do.

*(Hilarité)*

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Jo, dann och straightforward: Also, ech mengen, e Koalitionsaccord ass bekanntlech do, fir en ëmzesetzen. An dofir, mengen ech, brauche mer net en enger Motioun nach eng Kéier ze fuerderen, de Koalitionsaccord ëmzesetzen, well dofir gëtt et de Koalitionsaccord. Dat sinn d'Hausaufgabe vun der Regierung. Dat heescht, alles, wat do steet, dass d'Regierung den Accord de coalition soll ëmsetzen ... Also, do kann ech Iech berouegen: Natierlech wäert d'Regierung de Koalitionsaccord ëmsetzen.

Dann hu mer och héieren, dass den digitalen Office social zum Beispill soll kommen. De Minister Hahn huet ganz kloer gesot, dass effektiv d'Leit nach besser sollen informéiert ginn iwwer hir Rechter, dass se e Recours hunn zu verschiddenen Hëllef, wa se dann d'Recht drop hunn. An dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmme, well dat souwisou da wäert gemaach ginn. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech ka mech elo ieren ... Ech hunn dat Koalitionssofkomme elo net ganz am Kapp, mee d'Madamm Cahen sot, dat hei stéing och alles am Koalitionssofkomme. Et interesséiert mech awer elo, ob déi 100 Euro méi, déi et soll gi fir de Mindestloun, och elo esou virgesinn. Déi sinn hei virgesinn. Dat fanne mir och eng gutt Saach. Allerdéngs, mir wëllen elo net Ierbessenzieler hei sinn, mee hei steet „100 euros nets“, an ech weess net, ob dat méiglech ass, ob een dat esou ka festleeën. Et misst ee bal soen „100 euros bruts“ an der Motioun. Mee wann dat esou wier, da géife mir dat heiten op jidde Fall matstëmme. Dat hei ass eng gutt Saach. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sinn nach aner Wuertmeldungen heizou?

Opgrond vun deene Wuertmeldungen ginn ech dervun aus, dass mer hei kee Vote par main levée kënnen maache, also iwwert dës Motioun par vote électronique wäerten ofstëmme.

**Vote sur la motion 2**

Ech fänken also mam Vott un. De Quorum ass errecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

**Motion 3**

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Déi ass vun der Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall. Hunn ech soss aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Keup, den Här Polidori an den Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat sinn natierlech Motiounen, wou relativ vill steet, dräi Säiten. An do fënnt een dann natierlech emol Saachen, déi engem net esou gefalen, an anerer, déi engem besser gefalen. Wat mir elo hei an d'A gesprongen ass, dat ass bei den Invitten, de sechsten Tiret. Do géif ech hei eng Kéier e bësse méi prezis eppes driwwer soen. Do steet nämlech: „élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale“, dat ass do geplangt, „ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes“, dat sinn also déi, déi manner verdéngen, „des familles monoparentales“, dat sinn all déi Elengerzéiend, dat sinn der jo och vill, „et des classes moyennes“. Wann ech dat esou liesen, soen ech mer: Ënnert dem Stréch sinn dat do jo 90 % vun der Bevëlkerung. Déi Eenzeg, déi elo hei net drastinn, dat wiere räich Leit, déi net monoparental sinn.

Elo froen ech mech awer ... An ech géif dat begrëissen. Ech mengen, jiddwereen hätt jo am léifsten, mir missten iwwerhaupt keng Steiere bezuelen an de Staat kéint sech esou finanzéieren.

*(Interruption)*

Ech froe mech awer elo, ob dat heiten iwwerhaupt esou méiglech wier, well dat hei géif jo bedeuten, dass d'Regierung elo invitéiert gëtt, eng Steierreform ze maachen, wou 90 % vun der Bevëlkerung – plus/minus – eppes bäikréien. Dat misst Der mer mol erklären, wéi dat soll fonctionéieren, och finanziell. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn elo eng Wuertmeldung vun dem Här Polidori, dann den Här Baum an dann d'Madamm Delcourt.



**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, et ass virdru gesot gi vun der Madamm Cahen, dass keng Saachen an enger Motioun musse stoen, déi an engem Koalitiounsaccord stinn. Ech mengen, hei sinn och e puer Saachen dran, déi do gefuerdert ginn. Bon, mir sinn net ernimmt ginn. Mir hunn déi heite Motioun mat ënnerschriwwen. Ech denken, och ech als neien Deputéierte wëll der Regierung an dësem Fall och eng Chance ginn. Mir wäerten dat kritesch begleeden an dann an den nächsten Méint a Joren och deementspreechend verfollegen an deementspreechend eise Retour ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Do weiderfuierend, wou den Här Polidori opgehale huet, mengen ech och, dass et erstaunlech ass, dass d'DP dann déi heite Motioun presentéiert, well dat ass de Koalitiounsprogramm!

(Hilarité)

A wann an der Chamber keng Motioun zum Koalitiounsprogramm soll gemaach ginn, da misst d'DP eigentlech déi heite Motioun zeréckzéien.

Et ass awer, well et esou ass, dass et de Koalitiounsprogramm erëmgëtt, och awer e bësse fir eis e Problem, well verschidde Saachen dra sinn, déi awer schwierig sinn. Wann een notament seet, dass een d'Gratuitéit gär an d'Indicateure mat eranhëlt, fir d'Pauvretéit an d'Exclusion sociale ze moossen, da risquéiert dat, op eng verfälschten Aart a Weis derzou ze féieren, dass d'Tauxen einfach esou erfoginn.

An ech hu mer awer effektiv och déi selwecht Fro gestallt wéi den Här Keup virdrun. Wann Der gär eng Réforme fiscale maacht, déi d'„classes moyennes“ entlaascht, dann ass eng evident Fro: Wien ass dann d'„classes moyennes“? An ech erënneren do un eng Debatt, wou den aktuelle Finanzminister op der Télee sot, hie wier d'„classes moyennes“.

(Hilarité)

Ech mengen, dat geet dann awer vläicht e bëssen ze wäit als Réforme fiscale. Dofir wäerte mer déi heite Motioun net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann d'Madamm Delcourt an duerno d'Madamm Welfring.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Jo, mir hu jo eng Motioun ofginn, déi e bësse méi wäit geet wéi déi heiten, déi awer elo och uegholl gouf, wat mer och begrëissen. Mir géifen also hei och eisen Accord ginn, obwuel d'Motioun a verschidde Punkten net esou wäit geet, wéi mir et dann nach an där zweeter gefuerdert hunn. Ech mengen, extra Hëllef fir Monoparentallen, dat wär natierlech och gutt gewiescht oder, voilà, de Salaire social minimum oder eng spezifesch Approche fir Kannerarmut an d'Iwwerschaffe vum PAN Garantie européenne, déi feelen. Mee mir géifen dës Motioun awer scho mol matstëmmen, well et geet an déi richteg Richtung. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci. D'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, e bëssen änlech wéi verschiddener vu menge Virriedner kënnen mer net alles matdroen, wat hei ernimmt ass. Grad bei de Consideranten, dass ass den zweetleschten Tret, deen op de Mesürepak am Bauberäich vu gëschter verweist, wou mer der Meenung sinn, dass sécher e puer Mesüeren, och vill Mesüere souguer, déi hei opgeléicht gi sinn, an déi richteg Richtung ginn an och wierklech eppes mat

Kanneraarmut ze dinn hunn, anerer awer e bësse manner. A vun dohier hate mer proposéiert, dass mer et géifen anescht formuléieren, dass „certaines mesures“ vun deem Paquet de mesures géifen an déi richteg Richtung goen. Dat hate mer proposéiert. Dat hätte mer och matgestëmmt, mee vu dass et esou formuléiert bliwwen ass a wann et esou bleift, da géife mer eis hei enthalen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott kommen. Hei ginn ech dervun aus, dass och e Vote électronique gefrot ass.

#### Vote sur la motion 3

Da fänke mer de Vott un. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech schléissen elo de Vott of.

De Vott ass ofgeschloss an d'Resultat ass: 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme an 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also uegholl mat 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme an 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

#### Motion 4

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Numero 4, déi hei vun der Madamm Francine Closener deposéiert ginn ass. Madamm Closener, wëllt Dir nach e Wuert driwwer soen? Da fuert lass.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmoos merci, Här President. Et steet net alles am Koalitiounsprogramm, wat an dëser Motioun drasteet, mee wéi ech de Minister awer kennen a wéi ech en och héieren hunn, hei, awer och schon an de Kommissiounen, misst dat hei jo awer ganz a sengem Sënn sinn: ob dat eng Evaluatioun ass vu senger Programmer, de Personalschlëssel erhéijen an der Kannerbetreierung, de Bilan vun der Summerschool, den Appui pédagogique eng Kéier op de Leescht huelen an awer och d'Ressourcen an de Gemenge besser verdeelen, soudass d'Quartierschoulen, wou Kanner sinn, déi méi defavoriséiert sinn, am Kader vun engem Projet pédagogique zu méi Chancégerechtkeet duerch Bildung kommen. Dat misst jo eigentlech alles am Sënn si vum Minister. Duerfir kann ech mer virstellen, dass d'Majoritéit dat hei kéint matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. D'Madamm Closener huet effektiv e puer Punkten elo hei opgezielt, déi eis gefalen. Dat ass zum Beispill d'Evaluatioun vun der Summerschool, awer och d'Evaluatioun vum Accueil pédagogique.

Woumat mir awer net averstane sinn – an dofir wäert ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen –, dat ass d'Asetze vun engem Psycholog an all Gemeng an an alle Schoulen. Dat do fonctionéiert am Moment iwwert d'Direction-régionallen. Déi Psychologe schaffen zesumme mat Educateuren, mat Educateurs gradués, mat Schoulmeeschteren, mat IEBSen. Dat sinn déi, déi spezialiséiert sinn op Kanner à besoins spécifiques. An dofir menge mer, dass e Psycholog an all Schoul net zilfürend ass, well mer eis och d'Fro stellen, wann een an enger klenger Gemeng bass an ee vläicht all Klass nëmmen eng Kéier huet: Wat mécht dee Psycholog an där Schoul, wann e säin Diagnostic gemaach huet?

Dat Zweet ass de Contingent, fir do e Pilotprojet ze maachen. Do si mer och der Meenung, dass d'Direction-régionale wat de Gemengen zesummen am beschte wëssen, wéi de Contingent soll weider verdeelt ginn.

An dofir, wéi gesot, géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Galles d'Wuert gefrot.

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Ech ginn e bëssen an déi selwecht Richtung wéi de Kolleg Gilles Baum. Déi Invitten, déi d'Madamm Closener op der éischer Säit geschriwwen huet, dat si ganz interessanter. Déi sinn eigentlech am Regierungsprogramm esou virgesinn, eeben och d'Evaluatioun vun all deenen neie Mesüeren aus dem 2009er Gesetz vum Enseignement fondamental.

An op der zweeter Säit sinn tatsächlech genau déi Saachen ze soen, déi de Gilles Baum elo och gesot huet. Ech mengen, dass et kee Sënn mécht, e Psycholog an all Schoul ze hunn. E Psycholog mécht d'Diagnos, mécht d'Analys. Mir hunn e ganz breet opgestallt Netzwerk, dat ech och elo selwer kenne geléiert hunn, vun eeben där Interventioun, déi do ka gemaach ginn, wat menger Meenung no och relativ gutt funktionéiert.

Wat de Contingent ugeet: Et ass wichteg, Zuelen ze hunn, ech mengen, fir dass een dat och gutt verdeele kann. Awer do ass och e gewëssent Vertrauen, denken ech, vis-à-vis vun de Gemenge wichteg, fir dass d'Gemenge sech dann esou kënnen organiséieren, wéi se mengen, dass et richteg ass. An der Stad Lëtzebuerg hu mer do och eisen eegenen Indice, mat deem mer kënnen schaffen, fir dann eeben och an déi eenzel Schoulen dann de Contingent esou ze verdeelen, wéi mer mengen, dass et eebe grad an deem Joer dann och richteg wär.

Dofir muss ech menger Fraktioun och proposéieren, déi heiten net matzestëmmen. Ech soen Iech awer trotzdem Merci dofir.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Galles. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn. Dach, den Här Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech gesinn hei, déi zwou Majoritéitspartei ginn éischer op de Volet vum Psycholog an alle Gemengen an, dass dat och eent vun den Haaptargumenter wier, fir dës net matzedroen. Et muss een awer soen, dass haut an den Direktiounen, wou d'Psychologe setzen,

net genuch sätzen, well wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, da gëtt et am Moment ganz schwéier, fir do iwwerhaapt e Rendez-vous ze kréie respektiv mat esou enger Persoun ze schwätzen.

Dat heescht also wierklech d'Problematik, dass mer hei an deem Text, an deem Tired, wierklech soen, dass mer an all Schoul ee wëllen ..., oder et wär eventuell eng Proposition, ech geheien dat elo mol einfach hei an de Raum, ze soen, mir géife wierklech den Deel vum Psycholog verstärken an deemno wierklech weider ausbauen, fir do de Kanner entgéintzekommen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Ech ginn dervun aus, datt och hei de Vote électronique gefrot ass.

#### **Vote sur la motion 4**

An da géife mer mam Vott ufänken. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

An domat hätte mer all eis Motiounen zu deem Sujet erleedegt.

## **4. 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck–Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich**

Mir kéinten dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8224 iwwert d'finanziell Bedeelegung vum Staat bei der Verlängerung vun den Tramslinnen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jee weileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, den Här Meris

Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet dann elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

#### **Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 8224 diskutéiere mer haut iwwer e weidert Finanzéierungsgesetz, fir de Reseau vum Tram auszubauen. No de Finanzéierungsgesetzter vum 2014 an 2017 ass dat hei dat véiert Gesetz an deem Genre. Déi dräi éischt Gesetzter hunn de Bau an den Ausbau vun der Linn 1 vum Tram finanziert: an enger éischter Etapp d'Streck tëschent der Luxexpo an der Stater Gare, duerno an enger zweeter Etapp eng Extenssioun a Richtung Findel an eng op d'Cloche d'Or.

De Reseau vum Tram ass deemno zanter der Aweigung vum éischten Deelstéck am Dezember 2017 permanent ausgebaut ginn, an dës Regierung wëll och op deem Wee weiderfueren.

Parallèll zum Ausbau vum Reseau ass d'Unzuel vu Passagéier, déi all Dag den Tram huelen, och konstant an d'Luucht gaangen. Haut transportéiert den Tram eng 100.000 Leit den Dag – eng Zuel, déi an Zukunft nach ganz sécher weider wäert klammen.

Et kann een also zu Recht behaupten, dass den Tram eng Erfolgsgeschicht ass. Den Tram ass haut schonn d'Réckgrat vum öffentlichen Transport an der Stad. En huet d'Mobilitéit vun de Leit däitlech verbessert.

Déi lescht Regierung huet mam Plan national de mobilité 2035 kloer Proposen op den Dësch geluecht, wéi de Reseau weiderentwéckelt ka ginn, dat mam Zil, d'Leit méi op den öffentlichen Transport ze bréngen an och der Unzuel un Trajeten, déi jo iwwert déi nächst Jore wäert klammen, Meeschter ze ginn.

An et ass, wéi gesot, och dës Regierung hir Absicht, d'Erfolgsgeschicht vum Tram konsequent weiderzuschreien, sief dat an der Stad oder och doruwwer eraus, wéi notament duerch de séieren Tram tëschent der Stad an Esch.

Mat dësem Gesetzesprojet haut kritt den Tram elo eng zweet Linn. Déi éischt Linn fiert duerno, wa se bis ganz fäerdeg ass, vum Findel bis bei de Stadion. E klengt Wuert vläicht dann dozou: Den Tronçon op d'Cloche d'Or wäert dës Summer fäerdeg sinn. A wat den Tronçon op de Findel betrëfft, musse mer eis nach e bësselche méi laang gedéllegen, nämlech bis Enn dëst Joer respektiv ugangs nächst Joer.

Déi zweet Linn, déi mer haut stëmmen, wäert sech a gudden Deeler d'Gleiser deele mat der éischter Linn, nämlech vun der Gare bis bei déi Rout Bréck. Allerdéngs bëit den Tram dann engersäits no der Gare a Richtung Hollerecher Strooss of, anersäits fiert eno no der Roudier Bréck de Boulevard Konrad Adenauer erop bei d'Europaschoul an den zukünftege Quartier Laangfur.

Et handelt sech also ëm zwou Extenssiounen, op déi ech elo natierlech e bësse méi am Detail wäert agoen. Déi zwou Extenssiounen hunn alle béid gemeinsam, dass se nei Quartieren an der Stad, déi et bis elo nach net gëtt, wäerten desservéieren: Laangfur an de Kuebeierg op där enger Säit, d'Porte de Hollerich op där anerer Säit. Den öffentlichen Transport gëtt also hei vun Ufank u bei der Konzeptioun vum Quartier matgeduecht an an de Projet integréiert.

Wa se ganz fäerdeg ass, soll d'Extenssioun um Kierchberg spéider eng Kéier iwwert de Boulevard Konrad Adenauer fueren, bis bei d'Europaschoul, dann

duerch déi zukünftege Quartiere Laangfur a Kuebeierg, fir dann iwwert de Boulevard Pierre Frieden bei der Luxexpo erauszekommen.

Dës Streck ass an dräi Deelstécker ënnerdeelt. Bei dësem Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, geet et ëm den éischten Deel tëschent dem Arrêt Rout Bréck–Pafendal a Laangfur. Mat enger Längt vun 2,3 km an dräi Arrête kaschten d'Aarbechten an deem Stéck eng 106 Milliounen Euro a solle bis 2027 ofgeschloss sinn.

Am Kader vun dësen Aarbechte soll de Boulevard Konrad Adenauer op senger ganzer Breet nei amenagéiert ginn. Notamment ass virgesinn, eng Vëlospist do ze amenagéieren an och vill Gréngflächen, fir dës Verkéiersachs fir d'Leit vill méi agreabel ze gestalten.

Den Auto wäert an Zukunft eng e bësse manner grouss Roll spillen an eeben dem öffentlichen Transport an och der duusser Mobilitéit méi Plaz maachen.

Déi zweet Extenssioun, déi geet vun der Stater Gare d'Hollerecher Strooss erof, fir am zukünftege Quartier Porte de Hollerich erauszekommen. Och hei wäert den Tram an e puer Phase gebaut ginn. De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, betrëfft den éischte vun am Ganzen zwee Deeler, an dee geet bis bei d'Hollerecher Kierch.

Anescht wéi bei der Extenssioun um Kierchberg ginn hei just d'Gleiser geluecht, ouni dass déi ganz Hollerecher Strooss nei amenagéiert gëtt. Den Tronçon ass 1,1 km laang, mat zwoe Arrëten, an d'Aarbechte wäerten 29 Milliounen Euro kaschten. D'Mise en service ass fir 2028 virgesinn.

D'Gesamtkäschte vun dësen zwou Extenssiounen belafesech op 135 Milliounen Euro. Dovuun iwwerhëlt de Staat der 90 Milliounen an d'Stad Lëtzebuerg iwwerhëlt de Rescht. Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Zum Schluss nach vläicht awer e puer Wiederer zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Gesetzesprojet ass den 23. Mee 2023 vum deemolege Minister François Bausch deposéiert ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 21. Juli 2023 ausser legisteschen Observatiounen keng weider Remarken, soudass en dësem Projet Gréng Luucht konnt ginn. An der Reunsioun vum 11. Januar dëst Joer gouf de Projet de loi vun der neier Ministesch Yuriko Backes an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. An der selwechter Reunsioun huet d'Mobilitéitskommissioun mech als Rapportrice designéiert. De schrëftleche Rapport ass den 18. Januar unanime ugeholl ginn.

Här President, ech géif gäre ganz speziell dem Tania an dem Yan e besonnesche Merci soe fir hir Aarbecht. Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dann hei och den Accord gi vun der Demokratescher Partei. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Cahen, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

#### **Discussion générale**

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen dat vun hei aus. Merci och fir d'Erklärungen. Déi sinn elo alleguete ginn zu dësem Projet. Et sinn u sech dann déi zwou Linne K2A, dat heescht déi zweet Linn um Kierchberg, den éischten Deel dovun, an HOA, also déi Linn op Hollerech, den éischten Deel dofir. Dat heescht, iwwert d'Linne K2B, K2C an HOB wäerte mer och an den nächste Joren nach vill mam Tram hei an der Chamber ze dinn hunn, wat gutt ass,



well den Tram ass engersäits natierlech e Symbol an eng Realiséierung vun der duusser Mobilitéit. Et ass immens staark, och wéi gutt dat funktionéiert an och wéi attraktiv et ass. An dat heiten ass eeben déi Méiglechkeet, fir déi Attraktivitéit och nach an aner Dimensionen an op aner Plazen ze bréngen.

Et ass awer och geografesch gesinn interessant. D'Madamm Cahen huet elo just erkläert, dass et eeben hei an der Stad Lëtzebuerg dräi weider nei grouss Quartieren erschléisst: Porte de Hollerich engersäits an da Laangfur a Kuebebiert anerersäits. Et ass och national interessant, well an deene Quartiere leie ganz vill Schoulen. Dat heescht, do hu mer och ganz vill Flux vu Leit, déi op déi Plaze kommen. An dat wäert natierlech eng weider Méiglechkeet ginn, och aneren Transport ze entlaaschten op deene Plazen, wou dann den Tram dohinner fiert. An et muss een och derbäi soen, dass et wierklech gutt ass, dass bei deenen Tramslinnen hei de Vëloseseau ausgebaut gëtt an dass do d'Geleeënheet genotzt gëtt, fir déi duuss Mobilitéit och weider virunzedreien.

Ech fannen et och ganz begréissenswäert – a mir fannen et ganz begréissenswäert –, dass hei am Projet de loi all déi Ëmweltoplagen, déi néideg sinn, och nach eng Kéier erwänt sinn, de Bilan écologique, an dass och déi Nuisances sonores, déi um Boulevard Adenauer op eis duerkommen, alleguerter wäerten opgefaange ginn duerch Murs antibruit, fir bei de Chantieren eeben dorop opzepassen, datt d'Leit net ze vill déi Nuisancen hu vun engem Chantier, deen einfach néideg ass an op dee mer eis alleguerter freeën.

Voilà, an deem Sënn och dann den Accord vun eiser Fraktioun a merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Galles. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, laang gouf eis den Tram vu Stater Responsabel als schreckleche Projet verkaf. Et gouf probéiert, Busser uneneenzestrécken. An haut hu mer elo d'Geleeënheet, fir den Tram auszestrécken – oder auszestrecken. Mir sinn also richteg frou, datt dës Leit e wäite Wee gemaach hunn an agesinn, datt den Tram e grouse Succès huet. An haut denken ech, dass mer eis eens sinn, dass de Bilan vun deem Tram ganz positiv ass an dass ee sech deen och net méi ewechdenke kann. An dowéinst gëtt d'LSAP natierlech och hiren Accord zu deemem Projet.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Et ass wichteg, datt mer den Tram ausbauen, well ech mengen, wa mer stoe bleiwen, wou en elo steet, da gi mer zréck. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer lues a lues den Tram ëmmer méi an d'Stad ausbauen.

Et huet zwar näischt mam Tram ze dinn, mee erlaabt mer vläicht, op e Ladenhüter opmierksam ze maachen: Dat ass, datt mer op dem Findel nach ëmmer eng Gare hunn, déi ni ugefuer gëtt. A souwäit ech elo informéiert sinn, ass dat ewell 10, 15 Joer iergendwéi do nach e bëssen an der Versenkung. Et wier awer gutt, wann een dat eng Kéier géif aus der Versenkung eraushuelen, fir do mol eppes Sënnvolles dermat ze maachen. Ech wollt dat als Ureegung mat op de Wee ginn.

A selbstverständlech ginn ech den Accord zu deemem Projet, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischtt wollt ech d'Ried ufänken a speziell zwee Leit eigentlech felicitéieren. Op där enger Säit dem François Bausch, deen, mengen ech, incontestabel de Papp ass vum Tram ...

*(Exclamations et brouhaha)*

... an deen de virleiende Projet de loi virbereet huet an och deposéiert huet. Op där anerer Säit dann awer natierlech – an do, mengen ech, sinn dann d'Kolleegen och erëm méi derbäi – och der neier Ministesch ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift, loosst den Här Sehovic schwätzen!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Dann natierlech awer och der neier Ministesch, der Madamm Yuriko Backes.

Madamm Ministesch, Dir hat eigentlech zwee Choixen, wéi Der d'Amt ugeholl hutt. Dir hätt deen heite Projet de loi och kënnen an den Tirang leeën oder um Koup vun de Projet-de-loien a Finanzéierungsgesetzter, vun deenen et der e puer gëtt bei Iech am Ministère, hätt Der en och kënnen méi wäit ënnen an de Koup leeën. Dat hutt Der net gemaach. An dass et eigentlech den éischte Projet de loi ass, deen Der an Ärer neier Fonction heit der Chamber virleet, éiert Iech a léisst natierlech och d'Hoffnung opkommen, dass Dir, gradesou wéi Äre Virgänger, déi noutwendeg finanziell, personell an och politesch Ressourcë wëllt opbréngen, fir den Ausbau vum Tramreseau an der selwechter Geschwindegkeet wéi an der Vergaangenheet och virunzedreien. Dofir wäerte mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President – dat huelen ech direkt virwech –, dëse Projet de loi och als gréng Partei matstëmmen.

Den Tramreseau ass eng vun eise grouse Success-storyen an der Mobilitéitspolitik. En ass aus eise Stadbild an och aus eise Mobilitéitsgewunnechten haut eigentlech net méi ewechzedenken. En ass en essentiell Puzzlestück an eisen Efforten, fir d'Verkéisersituatioun an der Stad Lëtzebuerg, mee och iwwert d'Stad Lëtzebuerg eraus ze verbesseren.

Am Regierungsprogramm steet dofir och – an dat ënnerstéize mir -: „Le Gouvernement s'engage à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. Au-delà du projet de tramway rapide entre la ville de Luxembourg et Esch-sur-Alzette, la possibilité de créer d'autres liaisons de tramway rapide sera examinée en dialogue permanent avec les acteurs concernés.“

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Regierung huet déi lescht zéng Joer eigentlech domadder verbruecht, Retarden an eiser Mobilitéitsplanung an och am Ausbau vun den Infrastrukturen opzehuelen a se fit fir d'21. Joerhonnert ze maachen. Mam Plan national de mobilité 2035 hu mer och de Grundstee geluecht, fir der demografescher an och der ekonomescher Entwécklung vun Land net méi hannendrunzelafen, mee se ze anticipéieren an och déi néideg Infrastrukturen dofir ze schafen.

Fir dass eis dat geléngt, ass et enorm wichteg, dass d'Regierung och an Zukunft um Ball bleibt an nieft der Extensioun, iwwert déi mer haut diskutéieren an déi mer wäerte stëmmen, och déi nächst Extensiounen, sou wéi déi lescht Regierung se am Plan national de mobilité duergeluecht huet, virundreif an – natierlech och ganz wichteg – déi héich Vitesse de croisière, déi mer opgebaut hunn an deene leschte Joren, bäibehält.

D'Vitesse de croisière am Beräich vum Tramausbau bäibehalen, dat bedeit eigentlech konkret bis 2035

Follgendes: Ubannung tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg mam séieren Tram; Ubannung vum Quartier Hollerech un den neie Pôle d'échange am Weste vun der Stad; Ubannung vun der Areler Strooss un den neie Pôle d'échange Bouillon, fir dee mer haut och déi finanziell Basis schafen an enger éischter Phas; an eng zweet Linn um Kierchbiert, déi de Quartier Laangfur an de Kuebebiert un de Reseau ubënn.

Fir dat alles am versprochenen Zäitraum bis 2035 ze packen – dat ass gerechent ginn –, musse pro Joer zwee bis dräi Kilometer Reseau gebaut ginn. An de leschten zéng Joer hu mer et progressiv gepackt, déi Vitesse de croisière och ze erreechen.

En nächste wichtige Schrëtt ass d'Extensioun a Richtung Centre hospitalier mam Raccourci iwwert d'Avenue de la Porte-Neuve. Ech riichten hei e waarmen Appell un d'Ministesch an un déi ganz Regierung, fir dat entsprechend Finanzéierungsgesetz mat grousser Prioritéit an den Instanzewege ze bréngen. Dësen Ausbau ass carrement d'Prekonditioun fir all weideren Ausbau, dee jo och am Regierungssaccord annoncéiert ass. En ass wichteg, fir och an Zukunft eng héich Qualitéit an och eng héich Zouverlässegkeet am Tramseseau bäizebehalen. Wa mer dës Extensioun net maachen, da riskéiere mer an Zukunft net nëmmen eng Iwwerlaaschtung vum Reseau, mee wierklech e Qualitéitsverloscht op d'Käschte vun den Utilisateuren.

An deemem Kontext erlaben ech mer och, der Ministesch eng Fro ze stellen. Mir haten an der Mobilitéitskommissioun jo scho rieds iwwert déi doten Extensioun. Dir hat eis erkläert, dass do déi Reunions, déi mat der Stater Buergermeeschtesch virgesi war am Januar, huet missen no hanne verluecht ginn an de Februar. Gëtt et do mëttlerweil en neien Datum? Gëtt et do Neiegkeeten?

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An deem Sënn ... Ech sinn nach net ganz fäerdeg, Här President.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | An deem Sënn hoffen ech, an ech ginn och dovun aus, dass dëst wuel den éischte Projet de loi ass vun der neier Ministesch am Beräich vum Tram, mee sécherlech nach laang net dee leschten an deenen nächste Wochen, Méint a Joren. An an dëser Hoffnung oder villméi mat deem Encouragement un d'Regierung, Här President, deposéieren ech och eng Motioun, mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleegen vun der LSAP a vun déi Lénk, wou mer déi Opfuerderung nach eng Kéier verschrëftlechen.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

– le développement démographique et économique exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que le caractère multimodal de la mobilité au 21<sup>e</sup> siècle et le besoin d'offrir à la population et aux travailleurs frontaliers une mobilité de qualité dans un contexte de décarbonisation des transports ;

– le Plan national de mobilité 2035 (PNM) proposant un concept global capable de gérer 40 % de déplacements supplémentaires par rapport à 2017 ;

– les extensions planifiées à l'horizon 2035 fixées dans le Plan national de mobilité 2035 (PNM) visant à accélérer le développement du réseau à 2 à 3 kilomètres par an par rapport aux 1,5 à 2 kilomètres par an réalisées pendant la période 2016 à 2021 ;

– l'engagement du nouveau Gouvernement inscrit dans l'accord de coalition 2023–2028 «à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg» et à reconnaître que «le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable»,

invite le Gouvernement

– à suivre la stratégie du PNM pour le tramway, à savoir le maillage du réseau de tramway pour démultiplier les points de correspondance à proximité du centre-ville et pour éviter la convergence en un point unique d'un nombre important de passagers ;

– à maintenir le projet d'extension du réseau de tramway vers le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal, représentant un élément essentiel pour le futur réseau de tramway voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ;

– à maintenir le calendrier de mise en service du tram rapide entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg-ville, dont notamment le premier tronçon reliant la Cloche d'Or et Leudelange ;

– à traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et à adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent.

(s.) Meris Sehovic, Claire Delcourt, David Wagner.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Wannechgelift, Här President.

Merci Iech alleguerten. Ech si fäerdeg.

**M. Claude Wiseler**, Président | Et ass an der Rei. Merci nach eng Kéier. An da ginn ech d'Wuert un den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten stinn dem Tram ganz positiv géigeniwwer. Ech hunn awer do nach e puer Froen un d'Ministeschen oder e puer Remarken.

Mir si ganz frou, dass elo endlech Richtung Bouillon ausgebaut gëtt. Mir hätten eis awer do erhofft, dass ee vläicht schon an deser Etapp déi nächst Etapp matdenkt. Ech fannen et e bësse schued, wann de ganze Stater Schäfferot och an der Chamber sëtzt, dass mer an der Chamberskommissioun erkläert kruten, et géif un der Stad Lëtzebuerg leien, dass et net méiglech wär, do iergendee Kompromëss ze fannen, fir elo schon ze soen: „Kommt, mir huelen dee Projet mat, well soss muss mer op eemol erëm nei ufänken.“ A sécherlech ass dat net vu Virdeel, wa mer den Tram gäre ganz schnell wëllen ausbaue Richtung Bouillon. Elo fuere mer jo emol bis bei d'Kierch an iergendeng Kéier fänke mer dann de Projet nach eng Kéier un.

An do stellt sech nämlech fir mech nach eng aner Fro: Wéi ass et herno mam séieren Tram an de Süden, dee warscheinlech och duerch genau déi Schneis wäert erakommen? Fänke mer dann en zweete Chantier un? Et ass an deemem Projet e bëssen ... Jo, et ass flott, dass mer en elo maachen, mir stinn och ganz derzou, mir wäerten en och matstëmmen, mee hei hätt een an engem Worf direkt Richtung Bouillon vläicht och scho kënnen kucken, wéi et herno mam séieren Tram an de Süde geet. Well de séieren Tram an de Süde kritt aner Maschinnen, et muss een op en anere Voltag, et muss een, bon, aner d'Certificaten hunn. Dat wäert net esou einfach ginn, dass deen einfach mol op deem Trajet fiert. An dann hätte mer nämlech den Awunner do zu Hollerech en zweete Chantier erspuert, an och Richtung Bouillon.

Wa mer bei de Chantiere sinn, an dat ass meng zweet Fro, ech hunn och do nach eng Kéier mat eisem Conseiller zu Hesper geschwat an ech weess och, dass den Hesper Buergermeeschter et schon eng Kéier gesot hat: Och Richtung Houwald si vill Geschäftsleit, déi duerch de Chantier Verloschter haten. Déi Diskussioun war jo och schon op der Gare deemools opkomm. Ech mengen, do war et jo och d'Corinne Cahen, déi deemools eng Positioun derzou geholl hat. An deementspriedend ass elo d'Fro, wéi et dann um Houwald ausgesäit.

Well eisen Informatiounen no, wou mir nogefrot hunn, si bis elo keng Entschiedegungen un d'Geschäftsleit bezuelt ginn, obwuel déi awer do Ausfäll haten an dat souguer esou am Ugangstext virgesi war. An do ass da meng Fro un d'Ministeschen: Kënnen dann déi Geschäftsleit um Houwald elo dermat rechnen, dass se schnell Entschiedegunge kréien? Well déi brauchen et och duerch de Chantier. Et ass schéin, dass en herno bis bei de Stade fiert, mee während där Zäit hunn déi awer Ausfäll. Wäert d'Ministeschen deene Geschäftsleit ënnert d'Äerm gräifen?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Sehovic huet gemengt, dass den Här Bausch warscheinlech de Papp vum Tram wier. Ech mengen, et kann een den Här Bausch derzouzielen. Wien nach derbäi war, weess ech net. Mee op jiddwer Fall ...

(Hilarité et brouhaha)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir wëllen eis et vläicht guer net virstellen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Et waren der vill, déi ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | De Grand-Duc war nach derbäi.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou wannechgelift, e wéineg seriö elo! Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mee op jiddwer Fall war et awer trotzdem eng schwéier Gebuert. Dat d'äerf een net vergiessen. Well elo ass et 33 Joer hier, dass d'Tram ASBL sech gegrënnt huet, 1991, wann ech mech net ieren – ech war net derbäi, ech war e bëssen ze kleng –, mee et huet laang gedauert, et ware vill Kämpf an et ass vill, vill Zäit verluer ginn.

Elo ass de Succès net méi a Fro ze stelle mat iwwer 30.000 Passagéier pro Dag (veuillez lire: mat ronn 100.000 Passagéier pro Dag). An elo eeben nach eng weider Extensioun, déi zwee Tronçonnen, wéi schon erkläert gouf, déi mer haut stëmmen, um Kierchbiereg Richtung Laangfur an de Kuebeiereg an duerno de Quartier Nei Hollerech, deen och desservéiert soll ginn. Et ass e richtige Succès.

Dobäi kënn et nach d'Gratuitéit, déi fir de Bus, fir den Tram natierlech gëllt a fir den Zuch, dat mécht den öffentlichechen Transport ëmsou méi attraktiv. A mir sinn als Lénk ëmsou méi frou doriwwer, well mir awer och bei der Conception derbäi ware vum der Gratuitéit vum öffentlichechen Transport duerch déi Debatt, déi mer 2017 ugestiwwelt haten, wou net jiddereen derfir war an duerno awer déi, déi dergéint waren, schlussendlech och derfir waren.

Ech wollt awer och nach zouw Reflexiounen lassginn, déi eis awer net onwichtig sinn. Déi zwee Tronçonnen, déi mer elo stëmmen an déi wäerte gebaut ginn, déi wäerten nei Quartiere mat villen neien Awunner desservéieren. Déi Quartieren um Kierchbiereg, do ass

virgesinn, dass 7.000 Leit bäikommen. An dann hu mer och Nei Hollerech, wou op dem Terrain vum den historesche Proprietaire vum Foncier do an der Géigend, dat heescht Heintz van Landewyck, Paul Wurth, awer och de Kompensatiounsfong, deen neue Quartier soll entstoen – an do si 5.500 Aarbechtsplazen ongeféier virgesinn – fir 4.500 bis 6.000 Awunner, déi do wäerte kommen. Virgesi sinn och 20.000 Meeterkaree vu Surface commerciale.

Do stellt sech awer och trotzdem d'Fro vum engem risegen Desequilibrium, dee mer an der Stad leider gewinnt sinn, wou u sech erëm eng Kéier souguer méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, wéi iwwerhaapt Leit dohinner wunne kommen. Et stellt sech do souwisou och nach d'Fro vum der Abordabilitéit vum deenen neie Wunnengen an deene Quartieren, mee dat ass eng aner Saach, et mécht kee Sënn, elo driwwer ze diskutéieren. Mee de Problem ass och, dass den Tram an déi Tronçone jo och net fir näischt do gebaut ginn – mir stëmmen dat natierlech mat –, et kann net sinn, dass den Tram och nëmmen do ass, fir u sech de Mobilitéitsinfarkt vum der Stad allkéiers erëm opzefänken!

Mir hunn tatsächlech en Desequilibrium, wat de Wirtschaftswuesstum ugeet hei an der Stad, wou sech alles hei konzentriert. Mir sinn der Meinung ... Ech si selwer Stater, mee ech si groussen Unhänger vum enger Dezentraliséierung, och vum den ekonomeschen Aktivitéiten. Dat ass souwuel gutt fir d'Stad wéi och fir de Rescht vum Land. An dat ass och u sech de Problem, deen een net d'äerf vergiessen.

Dat Zweet, an dat ass eis ganz wichteg a mir bleiwen derbäi: d'Gesellschaftsform vum Tram. Mir hu vill Initiativen ënerholl, deemools souwuel am Stater Gemengerot wéi och hei an der Chamber. Dir wësst jo, Luxtram gehéiert zu 70 % dem Staat an zu 30 % der Stad Lëtzebuerg. Et ass awer eng privatrechtlech Gesellschaft an d'Aarbechtskonditiounen op allen Niveaue vum de Leit, déi fir den Tram schaffen, sinn einfach nach ëmmer net op der Héicht vum deenen zum Beispill vum de Buschauffere vum der Stad, vum der AVL, wou mir ëmmer der Meinung waren, déi, déi fir den Tram schaffen, missten doran integréiert ginn.

A mir hunn ëmmer derfir plädéiert, en Établissement public ze maachen oder den Tram u sech an den AVL ze integréieren. Ech hunn ni verstanen, firwat dat ëmmer refuséiert gouf. Wéi et lassgaangen ass, 2019, kouw et zu gewerkschaftlechen Aktiounen, et kouw zu engem Kollektivvertrag, deen e puer Errungenschafter bruecht huet: 4 % Gehaltsrhéijung, 13. Mount et cetera, mee mir si ganz, ganz wäit ewech vum den Aarbechtskonditiounen vum de Buschaufferen.

An et soll kee mir erzielen, dass et méi einfach ass, en Tram ze fuere wéi e Bus, wéi ech dat och schon héieren hunn! An och wann et net genau dat selwecht ass, brauch een awer déi selwecht Konzentratioun, an dovunner ofgesi meritéieren déi Leit dat. An dat gëllt natierlech och fir all aner Projeten. Dozou wäert ech nach komme bei der Motioun vum de Gréngen. Mee dovunner ofgesi wäerte mir dat heiten natierlech matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Wann ech elo richtig verstanen hunn, huet d'Madamm Polfer sech nach ageschriwwen. Vu dass d'DP-Fraktioun virdrun net geschwat huet, huet d'Madamm Polfer nach déi fënnf Minutten, déi der DP-Fraktioun kënnen zugesprach ginn, wa se dat da géif wëllen.

(Hilarité et interruption)

Ech applizéieren hei d'Reglement.

(Interruptions)

Wannechgelift, d'Wuert ass fir d'Madamm Polfer.



**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hat effektiv am Fong d'Wuert gefrot pour fait personnel, mee wann ech dann héieren, ech hätt awer fënnf Minutten, ma wonnerbar!

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee, deen hunn ech zwar elo net ... Ech ginn Iech ... Ech wëll elo keng Diskussioun iwwert de Fait personnel mat Iech féieren, dofir ginn ech Iech léiwer d'Wuert esou.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Nee, ech hat fir d'éischt ..., mee et ass an der Rei. Kommt, mir verléiere keng onnéideg Sekonnen.

Nee, ech hat wéinst Fait personnel gefrot, wéi ech d'Madamm Delcourt héieren hunn, mee et ass hir awer gär verzien. Ech mengen, si ka vun där Zäit nach net alles wëssen.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Majo, ma wann ech héieren, datt un de Stater Verantwortlechen den Tram gescheitert wier – entschëllegt, deem ass net esou! An ech mengen, et weess keen dat besser heibanne wéi den Här François Bausch, dee vun 2005 un am Stater Schäferot war an d'Mobilitéit hat an dee weess, datt vun 2006 un déi véier grouss Parteien all Motiounen – all Motiounen! –, souwuel an der Gemeng wéi eeben hei an der Chamber zesumme gestëmmt hunn.

Ech komme awer elo zu deem virdrun. Jo, an deene Jore virdrun ass vill polemiquéiert ginn a vill geschwat ginn. Firwat? Well et engersäits – an dat war effektiv dee Moment eng Prioritéit – absolut noutwendeg war, de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Autobunn vun ënnen aus dem Süden op déi däitsch Säit, op de Kierchbiere ze maachen. A ween ass dogéint Stuerme gela? Mee souwuel de gréissten Deel vun der Sozialistescher Partei wéi natierlech och déi gréng!

(Brouhaha)

An ech kann nëmmen nodréiglech soen – an ech hunn dat op ville Plaze gesot an ech war dofir och um Begrieffnis vum Marcel Schlechter –: Dank dem onwarscheinlech couragéierten Asaz vum Marcel Schlechter, an enger Koalitioun mat der CSV, konnt e sech duerchsetze géint seng eege Kolleegen an der Sozialistescher Partei, fir datt dee Contournement sollt gebaut ginn.

Jo, Mëtt an Enn vun den 80er-Jore waren eis Diskussiounen virun allem doduerch gepräagt. Wéi dunnt den Tram kouw, war dat net den Tram am Ufank. Gewëss, d'ASBL Tram vum Här Bausch, jo, dat war den Tram. Mee dee Projet, dee mer virgeluecht kruten dee Moment als Gemeng, dat war de BTB (ndlr: Bus-Tram-Bahn). An ech brauch jo elo net ze soen, ween do federfürend war. Dat waren den Här Zanussi an nach en Här aus der sozialistescher Fraktioun, deen och nach haut e wichtege Rôle am Staatsrot spillt.

Dee BTB-Projet, dee war fir d'Stad net méiglech. An ech sinn effektiv dofir op d'Barrikade gaangen. De BTB, wat war dat nämlech? Dat war d'Iddi: Den Zuch kënnt iwwert d'Schinnen ënnen aus dem Süden op der Gare un, fiert mat deenen nämmechte Rammen duerch d'Stad a kënnt ënnen zu Dummeldeng mat de Schinnen nees un a fiert op dem internationale Schinnewierk weider. Ech si keen Ingenieur, mee dat huet mir schonn dee Moment reng onméiglech geschéngt.

Den nämmechte Bureau d'études, deen awer dee Moment gesot huet, dat kéint gemaach ginn, huet e puer Joer drop festgestallt, datt dat effektiv einfach technesch scho guer net méiglech gewiescht wier, well déi Zich, déi aus dem Süde kommen, elektresch ganz aneschtens opgestallt ware wéi déi, déi hei

fueren. Et war also reng onméiglech, jo, an dofir ware mer do absolutt dergéint. Dat ass richtig.

An dunnt ass vun 2004, 2005 un deen Dossier aneschtens ugepaakt ginn. A vun 2006 un – dat ka jiddwereen nokucken, all Motiounen – hu mer ganz intensiv doru geschafft. A vun deem Moment un, vun 2014 un, hu mer mat dem Här Bausch als responsabele Minister, mat der Verkéiersschaffen, der Madamm Tanson, a mat mir dee Moment eeben als Buergermeeschter Luxtram, d'SA, opgemaach – an ech sinn och ganz frou, datt haut de Mëtten déi Responsabel hei derbäi sinn – a mir hunn extra gutt a wierklech konstruktiv zesumme geschafft. An ech ka mer nëmme wënschen, datt déi gutt Zusummenaarbecht och esou weidergeet.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Polfer. Domat ass dann d'Lëscht vun de Contributeurs ofgeschloss.

An ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Ministesch.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Madamm Deputéiert Corinne Cahen, merci fir Ären éischte Rapport, en exzellente schrëftlechen an orale Rapport. Et ass dann och mäin éischte Projet de loi ënnert dëser neier Regierung.

Effektiv, am Koalitiounsaccord steet, dass mer wäerten um Succès vum Tram festhalen. Dat maache mer och. Mir wëllen den Tram och weider ausbauen. Mir wëssen ënner anerem och, dass mer eng Kris am Bausecteur hunn. Dofir steet och am Koalitiounsaccord, dass mer eis Investissementer wëllen héichhalen. Dat heite sinn a bleiwen, och am Ausbau vum Tram, exzellent Investissementer fir eis Mobilitéit a fir eis Gesellschaft.

Dës Aarbechten, iwwert déi Dir haut ofstëmmt, kéinte mer schonn dës Joer op de Marché bréngen. 2025, d'nächst Joer, kéinten d'Aarbechten dann och schonn ufänken.

D'Madamm Cahen huet et gesot: Mir schwätzen hei vun engem Finanzéierungspackage vun 135 Milliounen Euro. Ech mengen, wat och ganz wichtege ze mentionéieren ass, ass, dass déi zum gudden Deel och wierklech der Lëtzebuurger Ekonomie zegutt kommen. Mir wëssen, dass sech mam Tram, sou wéi en iwwert déi lescht Jore gebaut ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg e Savoir-faire vun Entreprisé gesammelt huet, soudass ëm déi 80 % vun deem Invest dann och a Lëtzebuurger Entreprisé ginn. Ech mengen, et ass ganz wichtege, dat ze ënnersträchen.

Ech mengen, mir wëssen och alleguerten, dass eisen Tram och eng international Unerkennung genéisst. Ech mengen, dat ass och gutt fir eis Standuertpolitick, an och dat wëlle mer weidermaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen hei weider an eis Mobilitéit investéieren. Mir wëllen, dass d'Mobilitéit attraktiv ass a sech och weider esou entwéckelt. An dat maache mer genau mat deenen zwou neien Tramslinnen. Um Kierchbiere entstinn duerch den Ausbau vun der BEI, dem Quartier Laangfur an dem Kuebebiere vill nei Aarbechtsplazen an och Wunnengen, d'Madamm Cahen huet et gesot, an déi sollen da vun Ufank un hei mam Tram ugebonne ginn, dat selwecht bei Nei Hollerich.

Mat deenen néidegen Terraine fir dës zwou Extensiounen, mengen ech, misste mer och relativ séier

weiderkommen, well e groussen Deel och schon dem Staat gehéiert respektiv am Laf vun de PAP-Prozeduren automatesch an déi öffentlech Hand dann och wäert iwwergoen.

D'Aarbechte ginn alleguerten Luxtram confiéiert, déi, mengen ech, an deene leschte Joren och wierklech bewisen hunn, dass se souwuel mam Budget, deen hei vun der Chamber accordéiert gëtt, wéi och mat den Delaien, mee awer och mat dem urbanistesche Volet, der urbanistescher Integratioun vum Tram, exzellent ëmgoo kënnen.

Dofir ass och hei e wichtege Punkt: Jo, den Tram ass méi wéi just en Transportmëttel. Et ass och wierklech eng eemoleg Geleeënheet, am Kader vun den Aarbechten dann och den öffentleche Raum nei ze gestalten. Dat maache mer och hei ganz konkret mat neie Gréngflächen, och dat ass fir eis wichtege. Fir just e Beispill ze ginn: Um Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbiere hu mir am Moment iwwer 9.000 Quadratmeter Gréngflächen. Mat dësem Projet gëtt dat verdreifacht, wat an eisen Aen eng exzellent Saach ass. An da wësse mer och, dass mer parallel natierlech hei Verbesserung fir de Foussverkéier, Foussweeër, wéi och fir d'Velospiste kënnen maachen.

Dës Gesetz ass also de Startschoss fir en neit Kapitel vum Tram. Mir schwätzen net méi iwwer: „Maache mer en Tram?“, ob mer en Tram maachen, mee mir schwätzen elo hei wierklech doriwwer – a mir wäerten och an Zukunft weider doriwwer schwätzen –, wou mer den Tram wéini a wéi bauen. An ech kann Iech och garantéieren, dass ech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg natierlech do ganz vill a ganz intensiv Gesprécher wäert féieren.

Et ass d'Fro gestallt ginn – déi schéngt ganz wichtege ze sinn –: „Wéini fënnt dann elo déi Reunioun statt?“ Et si ganz vill Reuniounen a ganz vill Gesprécher, mee effektiv fënnt muer dann déi éischt offiziell Reunioun do statt. Mir probéieren, do esou séier wéi méiglech weiderzecommen, mee fir mech ass dat heiten natierlech och en neie Ressort. Ech wëll mech do am Detail informéieren a briefe loossen. A mir wäerten déi Gesprécher op eng ganz konstruktiv Aart a Weis da weiderféieren.

An ech kann Iech och soen, dass et absolutt mäin Zil ass, dës Legislaturperiode och weider Gesetzesprojete fir d'Trams-Extenssioun ze deposéieren. Ech mengen, dat ass wichtege fir eis Stad an et ass wichtege fir eist Land. Esou steet et och am Koalitiounsaccord. Dofir soen ech Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. D'Regierung wäert absolutt um Ball bleiwen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert d'Indemniséierung, ech mengen, elo hei vun de Geschäftsleit. Et gëtt elo hei mat dëser Extenssioun keng Geschäfte um Boulevard Konrad Adenauer oder zu Hollerech, déi duerch d'Aarbechte vun dësem Gesetz impaktéiert ginn, soudass do elo och näischt virgesinn ass.

Voilà, ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. Ech mengen, et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut hei stëmmen, mee et ass den Ufank vun enger laanger Serie vu weidere Gesprécher, déi mer wäerte féieren a wou mer eis dann och hei nees wäerten an der Chamber erëmgessinn. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Här Goergen, wollt Dir der Madamm Ministesch nach eng Fro stellen? Madamm Minister, huet Der se un?

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Da fuert lass.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Madamm Minister. Ech hu wuel verstanen, dass et bei dësem Fall

esou ass, mee ech hat Iech jo explizitt d'Fro gestallt vun Hesper – well dat jo dee Projet ass, deen am Moment nach gebaut gëtt, an den Text géif et hierginn, fir de Geschäftsleit ze hëllefen –, ob Dir da gewëllt sidd als Regierung, deene Leit déi Entscheedegungs-méiglechkeeten iwwerhaapt emol opzemaachen, fir dass déi déi Entscheedegung kéinte kréien, well déi eebe während der Bauphas och do deemtsprechend hir Aboussen haten. Merci.

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech verstinn dat, dass dat theoretesch méiglech ass, mee dat war bis elo net virgesinn an ech hunn elo och weider keng Decisioun an deem Sënn geholl.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

(Interruption)

Wollt Dir och der Ministesch eng Fro stellen?

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Nee, ech wollt äntweren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech weess zwar elo net, ob et un den Deputéierten ass, aneren Deputéierten ze äntweren. Ech mengen, dat loosse mer elo léiwer sinn, well déi Diskussioun weëll ech net ufänken. Et war zwar ganz gentil vun Iech, Madamm Cahen.

(Hilarité)

Mir géifen zum Vott vun deem Projet de loi hei kommen, der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8224. Den Text steet am Document parlementaire 8224<sup>2</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an deemno och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet ass also à l'unanimité ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

#### Motion 1

An dann hu mer nach eng Motioun hei um Büro leien, eng Motioun, déi vum Här Meris Sehovic ass. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert doriwuer soen?

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Jo, Här President, villmools merci. Et sinn en gros dräi Fuerderungen, déi mer hei an der Motioun formuléieren. Op där enger Säit, dass mer den Ausbau vum Reseau, esou wéi en am Plan national de mobilité virgesinn ass, virundreiwen an eebe sécherstellen, dass mer, soulaang mer deen Ausbau maachen, an Zukunft net Stau am Tramresseau hunn, dat heescht, den Tramresseau entflichten.

An domat zesummenhängend dann och déi zweet Fuerderung, nämlech dass mer wierklech prioritäremelo weiderginn an déi Extensiouen a Richtung CHL virundreiwen, déi nämlech de Reseau an Zukunft wäert entlaaschten a sécherstelle wäert, dass de Confort an d'Zouverlässigkeet vum Tram héich bleiwen.

An dann dréttens eppes, wat natierlech och mir perséinlech ganz wichteg ass a villen Escherinnen an Escher, nämlech dee Projet an och dee Kalenner, deen d'Regierung presentéiert huet fir den Ausbau vum séieren Tram, fir d'Stad Esch mat der Stad Lëtzebuerg ze verbannen, bäizebehalen.

An an deem Sënn bidden ech em Är Ënnerstëtzung bei dëser Motioun. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hu Wuertmeldunge vum der Madamm Polfer, vum Här Goergen a vum Här Wagner. Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech géif menger Fraktioun net recommandéieren, déi Motioun tel quel unzehuelen, well éischtens wichteg Extensiouen hei guer net ernimmt ginn, an dat ass eebe just eng, déi awer immens wichteg wier fir dee schnellen Tram, dee vun Esch kënnt, fir déi Leit sou schnell a sou confortabel wéi méiglech sou no wéi méiglech an den Zentrum an op de Kierchbiurg ze bréngen. Dovu gëtt hei elo guer net geschwat.

Wann doriwuer muss ofgestëmmt ginn, da kann ech nëmme soen: „Net ofstëmmen!“, well de Wëllen, hei weiderzemaachen, sou wéi mer et bis elo gemaach hunn, deen ass do. Dee steet och an der Schafferot... Pardon, entschëllegt, e steet och an onser Schafferotsklärung, effektiv.

(Hilarité)

Mee dee steet an der Regierungserklärung. Da géif ech soen, et wier sans objet. Mee d'Kommissioun wäert sech mat deenen heite Sujeten nach laang an oft am Detail missen ofginn.

D'Madamm Minister huet elo just selwer gesot, an dat wësse mer: Si ass nei an där doter Fonctioun. An net méi spéit wéi muer de Mëtten hu mer eng grouss Versammlung, wou mer ufänken, si an déi Dossieren, déi net esou einfach sinn, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt ..., wou mer déi wäerten zesumme kucken.

Ech huelen do als Beispill nëmme dee vun dem CHL bis op – loosse mer elo mol soen – d'Place de l'Étoile. Déi Pläng si fäerdeg. Dat weess den Här Bausch ganz gutt. Et si just zwou Méiglechkeeten do. Déi eng, déi ass méi deier, mee déi kéint méi schnell goen. Déi aner ass méi flott a mir waren éischer fir déi, an do ware mer enger Meenung, mee do hänke mer vu ville Privatleit of, déi mussen d'accord sinn, fir hir Virgäertcher hierzeginn. Nëmme fir ee Beispill ze ginn, firwat dat net esou einfach ass, wéi een dat mat e puer Wieder hei fuerdere kann.

Also, d'Kommissioun wäert sech heimat nach vill an oft beschäftegen, mee an deem do Fall a mat deene Sous-entenduen, déi a verschiddene Sätz hei sinn, kann ech menger Fraktioun op alle Fall net recommandéieren, déi do ze stëmmen.

**M. Gusty Graas** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann hunn ech nach dräi Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Wagner an den Här Bausch. An den Här Sehovic nach eng Kéier, ok. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Motioun ass eis ganz sympathesch. Mir hunn och elo schnell ..., also de Sven huet schnell nach eng SMS gemaach un eise Stater Conseiller, fir nozefroen, wéi et ass mam éischte Punkt Richtung CHL. An do gesi mer awer e puer Problemer, wa mer net méi Infoen hunn, wéi dat genau soll ausgesinn. Wa mer elo einfach haut hei esou stëmmen, hunn eis Stater Leit och do e puer Bedenken. An deemtsprechend wäerte mer eis hei enthalten.

Ech perséinlech gesinn awer nach de méi grouse Problem beim Punkt iwwert de schnellen Tram an de Süden. Bekanntlech si mir do der Meenung, wa mer e schnellen Tram bauen, soll dat och en aneren Operateur sinn. An dat ass ee vun de Krittäre, déi mir wëlle virdu gekläert hunn. Mir kënnen net en Operateur mat manner soziale Standarden dohinnerseze wéi eng CFL haut. Wa mer e schnellen Tram hunn, da muss deen Tram an eisen Aen och déi selwecht Gehälter an déi selwecht sozial Krittäre Richtung Esch herno erfëlle wéi haut eng CFL. An dat ass ee vun de kruziale Punkten.

Deen anere Punkt ass: Wann de schnellen Tram sollt op der Cloche d'Or erauskommen, dann ass een nach ëmmer mam Zuch méi schnell herno an der Stad oder um Kierchbiurg, wéi wann een den Tram hält. A sech hu mer dann näischt geschafft. Dann hu mer immens vill Geld herno ausginn an da sätzen eis Leit aus dem Süden op enger Cloche d'Or. Jo, wa se grad do de Büro hunn, ass et ganz praktesch, mee wa mer awer e Projet ausschaffen, da soll et esou sinn, dass ee schnell op der Gare ass, well et ass do, wou haut den Zuch och schnell hikënt. Soss mécht et kee Sënn, fir e schnellen Tram ze bae vum Esch erop, wann herno den Zuch méi schnell ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun vum Här Sehovic mat ënnerschriwwen. Mir droe se och vollkomme mat. Mee ech wollt awer nach e Wuert soen zum séieren Tram, deen och Richtung Esch soll goen. Ech hat dat scho virdrun ugeschwat: Mir sinn der Meenung, datt en, wann dee kënnt – also, mir sinn natierlech prinzipiell fir de séieren Tram Richtung Esch –, och muss d'Grenzregioun matenglobéieren. Dat ass wichteg.

An dat Zweet, wat wichteg ass, dat ass tatsächlech de Statutt vun de Leit, déi do fir de séieren Tram wäerte schaffen. An et mécht e risegen Ënnerscheed, ob een en öffentleche Statutt huet oder ob een an enger Gesellschaft vu privatem Recht ass. Wéi mer dat hei bei Luxtram gesinn, wäerte mer dat natierlech och do bei dem TICE esou fuerderen. Pardon ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Beim TICE?

(Interruption par M. Sven Clement)

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mee mir si wierklech – an et ass och eng Fro a mir wëilten och eng Äntwert vun der Madamm Ministesch kréien – der Meenung, datt, dat gëllt da fir de séieren Tram, dee soll öffentlech bedriwwen ginn: CFL, TICE – sou, elo si mer erëm beim TICE. Ech wier awer och frou, wann een awer erëm eng Kéier géif och iwwert de Stater Tram diskutéieren, ob een deen net och misst integréieren, AVL oder och CFL, ob een deem net och en öffentleche Statutt kéint ginn.



Well mir sinn nach ganz wäit ewech. Ech mengen, et ka kengem hei egal sinn an och der Regierung net egal sinn, enner wat fir enge Konditiounen, Aarbechskonditiounen, Gehälterkonditiounen, d'Leit, déi mat dem Tram elo fueren a fir den Tram schaffen, zurzäit do schaffen. Dat ka kengem egal sinn. An ech wier frou, wa mer do kéinten awer iergendeng Kéier vun der Regierung Kloertext héieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här Président. Ech hat am Fong net wëlles, zu dësem Projet eppes ze soen, mee d'Madamm Polfer huet awer elo e puer Saache gesot, déi ech e bësse misst rektifiéieren, an zwar wann et ëm den Tronçon vun dem Centre hospitalier op d'Stäreplaz an a Richtung Stad geet.

D'Madamm Polfer huet gesot: „Mir waren eis jo awer eens ënnert der leschter Regierung, datt et effektiv vun deem Deelstéck vum CHL op d'Stäreplaz zwou Méiglechkeete gëtt, a mir waren eis och am Fong eens, wat déi bescht wär.“ Mee den Tronçon vun dem CHL Richtung Stad, den endegt net op der Stäreplaz. Well wat hu mer do fir e Problem? Mir hunn éischtens e Problem, datt mer jo wëllen herno dann e Pôle d'échange baue beim CHL an dann domat d'Leit, déi aus dem Südweste vum Land kommen, do alleguerten doen ëmklamme vum Bus op den Tram.

Or mussen mer deenen dann do eng Méiglechkeet ginn, datt se natierlech vun do, vum CHL, dann entweder op de Kierchbiereg oder op d'Gare kommen. A wann een déi Méiglechkeet wëllt ginn, dann ass et relativ kloer, da mussen déi Leit iwwert dat Stéck Boulevard Royal-Porte-Neuve kënne fueren, eng Direktverbindung op de Kierchbiereg kréien, well soss doe mer se zweemol ëmsteigen no hirem Bus, vu wou se dann an d'Stad kommen, aus dem Westen, aus dem Kanton Réiden zum Beispill, vu Stengefort, vu wou och ëmmer, an dat ass net akzeptabel!

Den zweete Grond, dat ass, datt de Reseau, wa mer en esou wëllen ausbauen – wat jo anscheinend awer jiddweree wëllt maachen –, wa mer dat wëllen, datt en an dem Stadkär nach fonctionéiert herno, da kënne mer net alles op een eenzege Strank leeën. Well en Tramsreseau ass net anescht wéi en Zuchsreseau, wéi eng Strooss. Et ass eng Infrastruktur. Mir kënnen net onendlech Gefierer op eng Achs leeën, well dann op eemol fonctionéiert d'Achs net méi. Da kritt Der zum Beispill den Dräi-Minuten-Takt net méi gehalen an esou weider.

Dofir ass et schon eng weesentlech Fro, eng zesummenhängend Fro, ob een herno dann och iwwert d'Porte-Neuve eropfiert oder net. An et kann een dat net lassgeliest kucken, wéi d'Madamm Polfer dat wëllt maachen, an dat weess se och, datt dat meng Meenung ass, dat war och an de leschte Jore meng Meenung. Si huet do eng aner Meenung, ech respektéieren déi, mee ech bleiwen derbäi, datt dat dann op d'Qualitéit geet vum Reseau. An dat mussen mer onbedéngt verhënnere!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Ech géif elo bieden, datt mer awer zur Motioun erëm zrëckkommen, well dat ass am Fong den Objet, iwwert dee mer elo amgang sinn ze schwätzen, an dofir kritt den Auteur vun der Motioun ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Da muss d'Madamm Polfer dat awer och gesot kréien, Här Président, am plaz hei iwwer Saachen ze schwätzen ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dat elo fir ...

(Interruptions)

Här Bausch, dat war eng allgemeng Remark ...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här President, kann ech dem Här Bausch just soen ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee, ech géif mengen ...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Hien huet ganz Recht gehat mat deem, wat en elo gesot huet: Mir waren net enger Meenung!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech géif mengen, datt mer elo zrëck zur Motioun kommen, Dir hat elo alleguerten d'Méiglechkeet ze schwätzen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Motioun, den Här Sehovic, deen d'Recht huet, als Leschten iwwer seng Proposition ze schwätzen.

**Une voix** | Den Här Engelen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann hu mer nach, wann Der erlaabt, den Här Engelen. Ech hat en net gesinn op menger lénksere Säit do.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Si ass eis an eenzelne Punkten ze vag. Am Fong geholl misst een déi an d'Kommissioun huelen, fir do nach eng ganz Partie klärend Punkten ze diskutéieren, wéi dat kéint am Endeffekt ausgesinn. Mir hunn elo verschidden Orateuren, Spriecher, hei héieren, déi eng soen esou, déi aner soen esou. An ech mengen, wann een do awer emol eng Kéier géif Neel mat Käpp maachen, da wier dat awer méi kloer, well soss gi mer hei iergendwéi e Fräifaartsschäin, wou mer net wëssen, wou et higeet.

An ech mengen, et wier awer gutt, wann hei dat géif am Detail gekläert ginn, well et gëtt jo warscheinlech méi Méiglechkeeten, fir dat hei ëmzesetzen. Ech mengen, se ass eis sympathesch, se ass och net ganz falsch, mee et sinn awer verschidde Punkten, wou se eis ze vag gehalen ass, duerfir enthalte mer eis.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Sehovic, elo krut Der och nach eng Fro gestallt.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif déi Offer unhuelen a proposéieren, dass mer d'Motioun an d'Kommissioun huelen, vläicht och mat de Verantwortleche vu Luxtram dann diskutéieren an dann eng Kéier en temps utile zrëckkommen an d'Pleinèire mat där doter Propos.

Da wollt ech awer eng Saach nach wierklech richtegstellen, déi wichteg ass, par rapport zur Verbindung tëscht Esch an der Stad Lëtzebuerg. Et wäert och mam séieren Tram verschidde Cas-de-figuré ginn, wou den Zuch méi séier ass. Dat ass net iwwerraschend, dat ass och net schlecht, dat ass eeben, well mer de séieren Tram net dierfe gesinn als en Ersatz fir den Zuch, mee an enger multimodaler Kombinatioun mam Zuch, mam Busresseau a mat deene séiere Buskorridoren, déi mer amgaange sinn ze plangen an auszubauen.

An dofir geet et drëms, eeben net een Transportmëttel ze ersetzen, mee an där Multitude vun Transportmëttelen, vun ëffentlechen Transportmëttelen, en optimale Mix hierzustellen, fir dass mer sécherstellen, dass een, egal wou een zu Esch wunnt an egal wou een an d'Stad wëll higoen, eng gutt Offer kritt, entweder mam Bus oder mam Zuch oder mam Tram.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt dee Projet hei an déi Diskussioun vum Tram ganz vill Aspekter hu säit 20 Joer, an et ass schwierig, alles an e puer Minuten ze resüméieren. Mee den Här Sehovic huet elo eng Proposition ugeholl vum Här Engelen, fir dat hei an ...

(Interruptions et hilarité)

Ok.

**Une voix** | Also, mir kënne gären an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, mir kéinte mat der Propos liewen, déi Motioun hei an d'Kommissioun ze huelen, wann den Auteur vun der Motioun bereet wär, de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal“, aus där Motioun hei erauszehuelen. Da wärem mir averstanen, se mat an d'Kommissioun ze huelen.

(Interruption par M. François Bausch)

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift, den Här Sehovic ass ugeschwat als Auteur vun der Motioun.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Här Baum, ech proposéieren, dass mer déi Diskussiounen eeben en présence da vun de Responsabele vu Luxtram a vun der Ministesch an der Kommissioun einfach féieren. Mir mussen jo haut net ofstëmme, dat ass jo dann d'Eleganz vun där Léisung.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, also ech gesinn, datt mer hei fir d'éischt prealable mussen d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, da mussen Der elo Jo oder Nee soen. Wann Der net d'accord sidd, da sot Der Neen dozou.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Motion d'ordre. Här President, dat ass jo absurd, well mir kënne jo awer als Gréng selbstverständlech egal wéi, och wann Der dat elo ofleent, iwwermuer dat doten an d'Kommissioun bréngen, op den Ordre du jour setze loossen. Dozou hu mer d'Recht laut dem Reglement!

Also, ech mengen, dat heiten, dat ass awer elo eng absurd Diskussioun an ech muss och soen, ech sinn erstaunt, well d'Madamm Polfer huet et selwer proposéiert virdrun, fir et an d'Kommissioun ze huelen, an elo op eemol gëtt et ofgeleent!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, elo kritt nach eng Kéier den Här Baum d'Wuert an da komme mer zur Decisioun.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech mengen, ech muss awer vläicht hei nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn. Mir wärem d'accord, déi Motioun tel quel mat an d'Kommissioun ze huelen, wann de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal“, erausgeholl gëtt.

(Hilarité et interruptions)

Sou, elo mierken ech, dass d'Auteurs vun där Motioun hei dee Saz net wëllen eraushuelen. Dofir géif ech proposéieren, Här President, zum Vott ze kommen.

**Plusieurs voix** | Au vote!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, ech wëll elo, well eng Propos ...

(Interruption)

Da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

**Vote sur la motion 1**

Ech géif de Vott lancéieren. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Fin du vote.

An dës Motioun huet 17 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme an 8 Abstentiounen. Dat heescht, d'Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme an 8 Abstentiounen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closerer,*

M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

#### Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224

Ech wollt, éier mer zum nächste Punkt kommen, nach eppes nohuelen – wann Der wéilt nolauschten! –: Bei menger grousser Freed, dass dëse Projet 60 Stëmme kritt huet, hunn ech vergiess, Iech d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

Sidd Der mat där Dispens d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la réglementation des nouveaux OGM

An da kënne mer mat rouegem Gewëssen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reglementatioun am Kader vun den neie GMO, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalten. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn oder d'Autrice vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fënnf Minutten, d'Regierung duerno fofzég Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. A Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, ...

(Brouhaha)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift!

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | ... d'Europäesch Kommissioun huet am Juli d'lescht Joer en neit Reglement proposéiert, fir den Émgang mat geentechnesch verännerte Planzen ze dereguléieren. D'Propos gëtt aktuell am EU-Parlament an am Conseil verhandelt a riskéiert, mat deem neien Text zu engem ree-gelrechten Dammbroch ze féieren, wat de Schutz vu

Mënsch, Déier an Natur an d'Uwendung vum Principe de précaution ugeet.

Haut mussen all d'OGMen, och Planzen aus der neier Geentechnik, op hir Risike fir Mënsch an Ëmwelt gepréift ginn a kloer als Geentechnik gekennzeechent ginn. Dat huet den Europäesche Geriichtshaff nach 2018 confirméiert, notamment well an Europa de Precautionsprinzip gëllt an d'Risiken nach net kloer ofzeschätze sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

**M. Claude Wiseler**, Président | Hei, wannechgelift, ech géif Iech bieden, d'Diskussiounen dobaussen ze féieren an der Madamm Welfring ansonsten nozelauschten!

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Déi aktuell Propos ass en neie Versuch, dës héich Schutzuforderungen ze ëmgoen.

Mee eent virop: Et geet mer bei der haiteger Debatt net drëms, nei Entwécklung pauschal schlechtzerieden, mee mir fannen et beonrouegend, wéi dës Propos am Schnellduerchlaf duerch d'europäesch Institutiounen geet, ouni dass d'Risiken heivun an d'Kriticken aus der Wëssenschaft, der Landwirtschaft, de Konsumentevertriedungen an Ëmweltverbänn kloer benannt an diskutéiert ginn.

Eebe grad aus dësem Grond ass et mer en Uleies, fir dës Diskussioun och hei am Haus ze féieren, ier d'politesch Verhandlungen op EU-Niveau ofgeschloss sinn.

Zur Propos: D'Propos gesäit vir, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, an zwou Kategorien opzedeele. Déi éischt Kategorie, fir déi – a laut Aschätzung vum offizielle Verwaltungen handelt et sech heibäi ëm ronn 90 % vun deenen aus der neier Geentechnik stamende Planzen – et keng Kennzeechnung méi wäert ginn, ausser fir de Som, keng Traçabilitéit, och keng Préiwung op d'Risike fir Mënsch, Déier an Ëmwelt.

Fir déi zweet Kategorie soll d'Kennzeechnung erhale bleiwen an och d'Risikopréiwung, och wann d'Enver-gure heivu méi kleng soll ginn.

Dës Opdeelung gëtt un der Unzuel an dem Émfang vun de geneetesche Verännerunge festgemaach. D'Argumentatioun ass, dass, wann ee bestëmmte Seuil vu Verännerungen net iwwerschritt gouf, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, net vu konventionell geziichte Planzen ze ënnerscheede wieren, an dofir also weeder Risikoprüfung nach Kennzeechnung bräichten.

Wéi sécher kann ee sinn, dass d'Risike fir d'Allgemeengeheet an d'Ëmwelt negligéabel sinn? Ech hunn och ënner anerem mat Lëtzebuurger Fuerscher genau iwwert dëst Thema geschwat. Obwuel si de Potenzial vum der Geentechnik duerch positiv géintiwwerstinn – eng Vue, déi ech deelen –, war hir Vue déi, dass d'Theema vun der Biosécherheet an der Gestiou vum de Risike méi an de Kär vun der Debatt mussen réckelen.

Och d'Anses, déi franséisch Liewensmittel- an Ëmweltsécherheitsagence, wéi och dat däitscht Bundesamt für Naturschutz – also keng Ëmwelt-ONGen – stelle fest, dass d'Risike fir Ëmwelt a Gesondheet bei der neier Geentechnik och bei minimalen Ännerungen net kënnen ausgeschloss ginn an dass dofir d'Basis vun der Kommissiounspropos onwëssenschaftlech ass.

Jo, och kleng Ännerungen, och wa se just mat Geentechnesch material aus ënner sech kräizbaren Aarte gemaach ginn, kënnen grouss Konsequenzen hunn. Si kënnen zum Beispill neiaarteg Allergenen oder Toxinen auslösen, déi een ouni Risikopréiwung natierlech net erfaasst.

Ma och a puncto Ëmwelt gëtt et kloer Geforen, déi riskéieren, ignoréiert ze ginn. Zumools well sech d'Propos net just op landwirtschaftlech Kulturen applizéiert, mee op all Planzen, inklusiv Wéllplanzen, Beem, Algen, warnt d'Ekologesch Gesellschaft vun Däitschland, Éisträich an der Schwäiz, dass d'Fräisetzung vun der Geentechnik am grousser Stil negativ Effekter op wéll Populatiounen vu Planzen an Ekosystemer wäert hunn.

Jo, schonn haut gëtt vill investéiert an d'Gestioun vun zum Beispill invasiven Aarten. Dësen Drock wäert mat der neier Dereguléierung weider steigen. Och neiaarteg Planzen mat zum Beispill insektizider Wirkung riskéieren, negativ Effekter op Insektenpopulatiounen ze hunn. Dës géifen ouni Risikobewäertung awer net erfaasst ginn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Och d'EFSA, souguer si, déi europäesch Autoritéit fir Liewensmittelsécherheet, war bei hirem Avis ganz virsichteg an huet der Kommissioun an all Fall eng strukturéiert Risikobewäertung recommandéiert. Och dëst gouf net am Text berücksichtegt.

Dofir meng Froen: Huet d'Ministesch de Kontakt gesicht mam Ëmweltminister, fir d'Risike vun dëser Propos fir Ëmwelt ze diskutéieren? A wa jo, wat waren hei d'Retouren? Wat ass hir Analys vun deene genannte wëssenschaftleche Kriticken zur Equivalenz an zu de Risiken?

Jo, och fir d'Landwirtschaft steet mat dëser Propos vill um Spill, an och hei gëtt et nach vill oppe Froen. Déi alleréisch Fro ass déi vun de Patenter, déi iwwert dëser Diskussioun schwieft a riskéiert, d'Kontroll vun e puer Multinationalen an der Landwirtschaft weider ze stäerken, d'Villfalt vun de Kulturplanzen ze verréngeren an de Bauere weider un Autonomie ze huelen. Fir eis ass et kloer, dass et keng Patenter op Liewen dierf ginn!

Da stellt sech d'Fro, wéi ee versécheret, dass d'Bauern, egal ob bio oder konventionell, déi geentechnikfräi wëlle schaffen, dat nach kënnen, wann e groussen Deel vun de geenmodifizéierte Planzen, also och Fuddermittel, net méi musse gelabelt ginn, ier se fräigesat respektiv als Planz verkaf ginn. D'Suerg vun der Kontaminatioun gouf notament vun der Bauerenallianz, der Landjugend a Jongbaueren an der Biovereengung opgeworf. An och déi aktuell Texter ginn heirobber keng Äntwert an assuréieren och keng eenheetlech europäesch Approche.

An dann: Wéi ass et mat der Haftbarkeet, wann et zu enger Kontaminatioun vu geentechnikfräie Felder mat Geentechnik sollt kommen? Si Versécherungsgesellschaft bereet, eventuell gesondheetlech an ëmwelttechnesch Risiken ze versécheren?

D'Vesprieche vun der neier Geentechnik fir d'Landwirtschaft si grouss, ma se gläichen deene Versprieche, déi och virun 30 Joer bei der aler Geentechnik gemaach goufen: manner Wasserverbrauch, manner Pestizidgebrauch, manner Honger an globale Süden. Dës Versprieche goufen an der Vergaangenheet net ageléist. Au contraire: Et gesäit een eeben, dass a Länner, wou OGMen am grousser Stil ugebaut ginn, de Pestizidgebrauch eropgaangen ass, déi industriell landwirtschaftlech Praktike sech weider zougespéit hunn a grouss Konzernner weider gestärkt goufen.

Och dierfe mer net vergiessen, dass duerch haut schonn erwise Methoden, wéi zum Beispill d'Upassung vun der landwirtschaftlecher Praxis – méiglidereg Fruchtfolleg oder Agroforstwirtschaft – oder d'Ubaue vu besser ugepassten Sorten, a mat der néideger Ënnerstützung wichteg Schrëtt a Richtung



Klimapassung kënne gemaach ginn, déi net op Risi-  
kotechnik berouen.

Nach eng Fro: Wéi reagéiert d'Ministesch op d'Suerge  
vun de Baueren, déi wëllen an Zukunft geentechnik-  
fräi schaffen?

An net zulescht zu de Konsument/innen: Duerch d'Of-  
schaffung vun der Kennzeechnung hält een de Konsu-  
ment/innen d'Fräiheet vum Choix, fir op Geentechnik  
ze verzichten. Wisou sollt een hei dës Fräiheet, déi an  
Europa zanter méi wéi 20 Joer mat Succès verdeedegt  
gouf, iwwer Bord geheien, zumools wann ee weess,  
dass laut Ëmfroen eng Majoritéit vun den Europäer  
der Geentechnik kritesch géigeniwwerstinn?

Och europäesch Acteuren am Secteur vun der Distri-  
butioun hunn hir Suergen an dësem Beräich public  
gemaach; notamment néng grouss däitsch an éis-  
träichesch Supermarchéschainë fuerderen, dass déi  
nei Geentechnik muss réckverfollegbar a gekennzee-  
chent ginn.

Ouni Kennzeechnung a Réckverfollegbarkeet kann  
een och net reagéieren op eventuell negativ Konse-  
quenzen, déi an der Natur oder bei de Mënschen ent-  
stinn, fir déi wëssenschaftlech ze suivéieren.

Och ech hu mech am Laf vu menge Studien ënner  
anerem och mat Geentechnik beschäftegt a weess  
ëm déi wichteg Fortschreitter fir eis Gesellschaft, déi,  
zum Beispill am Beräich vun der Medezinn, duerch  
dëst Wëssen an hir Uwendung kënnen erziilt ginn,  
mee – an dat weess ech och aus mengen deemo-  
legen Echangen op menger Uni souwéi och aus  
rezenten Diskussiounen mat enger ganzer Rei vu Wë-  
ssenschaftler/innen oder Vertrieeder/innen aus der  
lëtzebuergescher Landwirtschaft –, dass et net géllt,  
dësen Technique blann ze vertrauen.

Mee et geet villméi drëms, technologieoffen, mee  
och mat der néideger Virsiicht un dës Entwécklungen  
erunzegoen, se duerch geziilt Fuerschung ze ënner-  
stëtzen, fir se duerno, sollt se sech bewären, kënne  
mat deenen néidege Virkéierungen a Sécherheeten  
op de Maart ze bréngen.

Dofir géif ech d'Landwirtschaftsministesch ofschléis-  
send gäre froen, firwat si hir aktuell Retizenz fir dës  
Text just nach op der Patentfro festmécht a sech  
bis elo net derfir agesat huet, fir wichteg Virkéierun-  
gen an den Text ze bréngen, déi déi besote Risiko  
géifen hëllef anzegrenzen, zum Beispill mat geset-  
zlech verflichteten adaptéierten a standardiséierte  
Préiwungen, och fir d'Kategorie 1, ier déi betreffend  
Planzen dierfe fräigesat ginn. Just als Beispill.

Läit et um Zäitdruck, deen hei vu bausen operluecht  
gétt an dee mer net onbedéngt mussen akzeptéie-  
ren, oder eventuell en engem awer liichtfäerdegem  
Ëmgang mat engem Text, duerch dee mer an Zukunft  
ouni déi néideg Sécherheetsvirkéierunge riskéieren,  
en europawäite Feldversuch an enger Milliounen Joren  
aler Evolutioun auszeléisen, an deem seng Konseque-  
zen nëmme schwéier réckgängig ze maache sinn?

Mir plädéieren derfir, dass an dëser wichteger The-  
matik d'Regierung sech engagéiert, fir bei alle geen-  
tesch verännerte Planzen, éischters d'Uwendung  
vum Precautionsprinzip ze respektéieren, eng ade-  
quat Risikobewäertung an dem Text ze verankeren, a  
mir froen och, eng kloer Kennzeechnung anzusetzen,  
soudass d'Leit am Buttek an d'Bauere kënnen op  
Geentechnik verzichten, wa se dat wëllen, an dass  
d'Regierung sech asetzt géint Patenter op d'Liewen.

An dësem Sënn deposéieren ech eng Motioun, déi  
gedroe gétt vun der LSAP, vun de Piraten a vun deene  
Lénken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

## Motion 1

« relative aux nouveaux OGM »

*La Chambre des Députés,  
considérant*

– que la Commission européenne a publié en juin 2023 une  
« Proposition de règlement du Parlement européen et du  
Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de cer-  
taines nouvelles techniques génomiques et les denrées ali-  
mentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et  
modifiant le règlement (UE) 2017/625 » visant à faciliter la  
vente et la culture de plantes obtenues à l'aide de nouvelles  
techniques génomiques (NTG) en les soustrayant au cadre  
légal européen actuellement applicable aux organismes  
génétiqumment modifiés (OGM) ;

– que le respect du principe de précaution, intégré à l'ac-  
quis communautaire par le traité de Maastricht et repris  
aujourd'hui à l'article 191 du Traité sur le fonctionnement  
de l'Union européenne, implique une prise en compte méti-  
culeuse des risques afin d'éviter des dommages imprévisi-  
bles et incertains ;

– que l'application du principe de précaution est particuliè-  
rement importante en matière d'OGM et fut notamment à  
la base de la directive 2001/18/CE du Parlement européen  
et du Conseil du 12 mars 2001 relative à la dissémination  
volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'en-  
vironnement,

*invite le Gouvernement*

– à veiller à l'application méticuleuse du principe de pré-  
caution dans le cadre des négociations de propositions de  
textes législatifs relatifs aux plantes issues de nouvelles  
techniques génomiques au niveau européen ;

– à revendiquer pour toutes les NGT une évaluation ex ante  
des risques permettant de détecter d'éventuels effets  
inattendus ou involontaires et garantissant tant la biosé-  
curité des plantes que l'absence d'effets négatifs sur la santé  
humaine et l'environnement ;

– à s'engager pour l'information des consommateurs.rice.s  
et des agriculteur.rice.s à travers un étiquetage clair pour  
toutes les plantes issues de NGT, permettant ainsi un choix  
éclairé ;

– à s'engager pour un étiquetage et une traçabilité tout au  
long de la chaîne de valeur afin d'éviter la contamination  
des filières agricoles « sans OGM » ;

– à veiller à la compatibilité de la nouvelle réglementation  
proposée en matière de modifications génétiques avec les  
obligations légales de la filière biologique ;

– à s'engager contre le recours aux brevets pour les NGT.

(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Ben Polidori, David  
Wagner.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci, Ma-  
damm Welfring.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den hono-  
rabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt  
d'Wuert.

## Débat

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Merci, Här President. Merci  
der Madamm Welfring fir d'Opgräife vun dësem  
wichtigen an och komplexen Thema, mengen ech.  
Dat hu mer elo schonn héieren. Dat ass de Moment  
nach schwere Kost hei fir den Owend, mee awer ëm-  
sou méi wichteg, fir driwwer ze schwätzen.

De Mënsch beschäftegt sech mat der Zucht vu Plan-  
zen a vun Déieren, zanter dass e sesshaft ass. Bei der  
Zucht huet en ëmmer Planzen, déi ënnerschiddlech  
sinn, déi e matenee kräizt a wou en da probéiert,

eppes Besseres oder eppes, wat fir hie méi vun Avan-  
tage ass, erauszekréien.

Dat Ganzt baséiert drop, dass d'geneetesche Informa-  
tioun an der Planz ënnerschiddlech ass. A firwat ass  
déi ënnerschiddlech? Well Mutatiounen entstinn, well  
natierlech Verännerungen am Genom entstinn. An  
dorop huet déi klassesch Zucht sech baséiert.

Déi lescht Joerzénge ass dat e bëssen anescht –  
oder et sinn nei Methoden derbäikomm. Ënner ane-  
rem goufen zum Beispill bewosst Verännerungen am  
Genom ervirgeruff duerch ioniséiert Strahlung, Gam-  
mastrahlung, jee fir Mutatiounen ze provozéieren an  
dann déi bescht adaptéierte Planz erauszesechen.

De ganze Prozess, fir eng Zort ze zichten, brauch  
haut gutt 15 Joer. Dann ass d'Zort do, da muss se  
dee ganze Prozess nach vun der Sorteprüewung an  
de jeeweilige Länner duerchlafen. A wa se dann do  
ass, gétt se och nach op hir Eegeschaften gepréift.  
Dat heescht, wa se onerwünschten Niewewierkun-  
gen huet, och an der klassescher Zucht, musse mer  
deem Rechnung droen. Et gétt d'Beispill vun enger  
Gromper an de 70er-Joren an den USA, d'Lenape-  
Gromper, konventionell geziicht, déi nawell perfekt  
war fir d'Industrie, mee bei där herno awer de Sola-  
ningehalt ze héich war, dat heescht, déi géfteg war, a  
si ass och vum Marché geholl ginn.

An den 80er-Joren hu mer dunn déi klassesch OGMen  
entwéckelt, ech mengen, d'Madamm Welfring ass  
drop agaan. Mir halen do fest un deem Vorsorge-  
prinzip – dat sinn déi OGMen, wou mer transeen,  
friem Geenen an d'Planz setzen –, och well se déi  
grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis  
vun e puer Firme kreéiert hunn.

Elo zanter 2013 huet d'Fuerschung déi nei Method,  
déi sougenannt „nei geneetesche Techniken“, jo, ent-  
wéckelt, an et ass dat, wouriwwer mer haut schwätzen.  
D'Kommissioun gesäit jo elo an hirer Propos vir, net  
méi ze soen, dass dat klassesch OGM sinn, mee et  
eeben an zwou Klassen opzedeele. Déi éischt Klass,  
déi „nei genomesch Techniken 1“, dat sinn déi Planzen,  
deenen hir geneetesche Ännerungen och hätte kënnen  
op natierlechem Wee an der Natur entstoe respektiv  
duerch konventionell Züchtunge kënnen erbäigefouert  
ginn.

Fir einfach emol e Beispill ze nennen, wat gebraucht  
gétt oder u wat geschaff gétt: Wa mer eng Planz hunn,  
eng Weessplanz, déi relativ grouss ass, déi gutt Erträg  
huet, mee déi all Joer muss zrëckgespréizt ginn, fir  
dass se dem Bauer net ëmfällt, dass e se iwwerhaupt  
recoltéiert kritt, da kënne mer mat där hei Technik elo  
de Geen siche goe bei déi Planz, déi méi kleng ass, déi  
méi resistent ass an hirem Stand, a mir kënnen deen  
do eranzüchten, an dat e bësse méi séier, wéi wa mer  
elo gekräizt, gekräizt hätten a gehofft hätten, dass mer  
de Geen eriwwerbréngen. Dorëms geet et.

Wat ass elo dee grouse Virdeel vun dëser Technik?  
D'Technologie ass méi schnell a mir kënne méi gezielt  
züchten. Mir schwätzen nämlech dann net méi vu 15  
bis 20 Joer, mee mir schwätze vu 5 bis 7 Joer.

Wien ass dann Demandeur vun dëser Technik? Den  
eenze Bauer brauch d'Technik am Fong geholl net.  
Hie beweegt sech am selwechte Level-Playingfield wéi  
seng Kolleegen an et mécht eigentlech keen Ënner-  
scheid, ob e se huet oder net. Mee déi gesamt euro-  
päesch Landwirtschaft mat eisem Ernährungssystem,  
déi eigentlech ganz kuerzfristeg muss immens vill  
Ziler errechen, déi mir alleguerste festgeluecht hunn.  
Mir schwätze vu 50 % Pestizidreduktioun bis 2030. Do  
kënne mir net 15 bis 20 Joer züchten! Mir schwätze  
vun aneren Ziler, déi mir wëllen an den nächsten 10,  
15 Joer errechen. An ech denken, dass eis do grad  
bei deem Punkt déi hei Method – mir schwätze vun

NGT 1, also déi Züchtung, déi Geentechnik, déi mer huelen, fir dat ze maachen, wat och an der Natur kéint erreecht ginn – kann hëllefen.

En anere wichtege Punkt ass d'Globaliséierung. D'Landwirtschaft mat hire Produktiounen beweegt sech am globaliséierte Marché. Mir stelle fest, dass d'USA, Kanada, Japan, China alleguerten an där hei Technik ënnerwee sinn. An ech mengen, mir dierfen eis technologesch net komplett isoléieren.

Et ass wichteg, dass mer eis do mat hinne beweegen. Oder awer mir schwätzen hei drüwer, dass déi Importer, déi mir vun deene Kontinenter, aus deene Länner eranhuelen, och déi Normen erfüllen, déi mer hei an Europa hunn. Mee da féiere mer eng ganz aner Diskussioun.

Wichtig, an dat huet d'Madamm Welfring ugeschwat, och fir eis ass, net déi Ofhängegkeet ze kreéieren, déi bei den traditionellen OGMen war, an dass déi Planzen hei, déi och kéinten iwwer traditionell Zucht geziicht ginn, net kënne patentéiert ginn. An et ass och an deem Sënn, wou ech eng Motioun hei deposéieren am Numm vun eiser Fraktioun a vun der DP, fir d'Regierung opzefuerderen, sech genau dofir anzesetzen, well dat erlaabt nämlech och de klengen Züchter, dass se kënne domat virunziichten.

## Motion 2

### D'Chamber

– hält zur Kenntnis, datt d'Europäesch Kommissioun en neie legale Kader wëll schaffen, fir Planzen, déi iwwer nei genomesch Techniken (NGT) geziicht gi sinn, ze reguléieren;

– begréisst, datt déi nei genomesch Techniken an 2 Klassen opgedeelt ginn:

• NGT 1: Planzen, deenen hir geentesch Verännerungen och op natierlechem Wee oder duerch konventionell Züchtung hätte kënne entstoën;

• NGT 2: all aner geneetesche verännert Planzen, déi weiderhi wéi OGMen no der EU-Direktiv 2001/18 gehandelt haabt ginn;

– stellt fest, datt Patenter och am Beräich vum NGT 1 virgesi sinn,

invitéiert d'Regierung,

– d'Propose vun der Klassifizierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben;

– eng Initiativ ze huelen, datt bei NGT 1-Planzen esou wéi bei de konventionellen Züchtungsmethoden keng Breveten erlaabt sinn, mee datt dës nei Technologie ënnert déi aktuell Reegele vum Sorteschutz soll falen;

– d'Kommissioun opzefuerderen, e méiglechen Impakt op d'Natur ze suivéieren.

(s.) Jeff Boonen, André Bauler, Luc Emering, Christophe Hansen, Octavie Modert, Stéphanie Weydert.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Fir ofzeschléissen, wëll ech just soen, dass dat hei ee kleng Baustein ass fir déi vill Ziler, déi mer mussen erreechen, an dass et dofir wichteg ass, dass mer an deem heite Kader legiféieren.

Ech soe Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President, ech mengen, et gouf elo scho ganz villes gesot vun der

Madamm Welfring a vum Här Boonen, soudass ech mech elo hei relativ kuerz wëll halen an net méi op d'Detailer aginn, wéi elo eng Planz ka modifizéiert ginn oder wéi net. Dat heescht, ech géif just wëlle kuerz eng kleng Intro maachen.

Ech mengen, dass dat hei e Sujet ass, dee politesch, gesellschaftlech an awer och an der Wëssenschaft déi lescht Joerzénge aus ënnerschiddlechste Bléckwénkele beliicht ginn ass, an ech mengen, dee Virschlag, dee mer elo hei leien hunn, ass effektiv e Virschlag, deen déi streng Reegelen, déi mer bis haut kannt hunn, e bësse wäert veränneren.

Zwou nei Kategorien, ech mengen, dat ass gesot ginn, soudatt ech do net méi vill wëll an den Detail goen: NGT 1, NGT 2. Eng éischt Kategorie, wou mer Planze consideréieren – an ech mengen, dat ass awer e ganz wichtegt Element –, déi duerch natierlech Kräizungen och hätte kënne entstoën, dat heescht, dass mer eigentlech duerch den Asaz vun den neien Techniken vun der Geenschéier just den Züchtungsprozess enorm beschleunegen kënne. Allerdéngs, den Organismus, deen dobäi erauskënnt, hält och esou an der Natur duerch natierlech Hybridatioun kënne entstoën, eebe just iwwer vill méi e laangen Zäitraum.

An där zweeter Kategorie, do schwätze mer da ganz kloer iwwer déi Planzen, déi exklusiv duerch gréisser geneetesche Agrëff an de Genom entstinn an déi kënne ganz schwéier duerch natierlech Kräizungen entstoën, soudass mer dat och skeptesch gesinn.

Fir d'DP si besonnesch zwee Prinzippe wichteg, déi net dierfen a Fro gestallt ginn. Dat ass engersäits d'Preventioun an anerersäits eng wëssenschaftlech fundéiert Risikoanalys, déi fir de Moment um Niveau vun der Kategorie 2 sécher keng Kloerheet souwuel fir de Bauer wéi fir de Konsument virgesäit.

Bei der Kategorie 1 gesi mir dëst méi nuanciéiert, well effektiv dës nei Techniken en enormen Züchtungsfortschritt garantéieren an dëst en Outil ass, fir d'Planze méi resilient ze maachen.

Nieft dësem Notze vun den neien genomeschen Techniken gëtt et allerdéngs och potenziell Risiken, déi elo och jo ugeschwat gi sinn, an déi soll een och net op d'licht Schëller huelen. Ech mengen, Naturschutzorganisatiounen schwätze vu méiglechen Kräizkontaminatiounen mat Wëllplanzen, allgemenge Risiko fir de Mënsch duerch intransparent Zertifizéierung an esou weider.

Och an der Biobranche gëtt et beispillsweis grouss Skepsis, well am Fuddermëttel dat Ganz net erëmzefannen ass. Wann zum Beispill Planze vun Iwwerséi am Fuddermëttel verschafft sinn, déi op Basis vun NGT 1-Planzen entstanen sinn, ass dat net méi zréckzefannen.

Et muss een awer och ganz kloer soen, dass mer vill Bauerenorganisatiounen hunn, déi dat Ganz och ganz positiv gesinn. An dat hat ech jo och schon am Ufank gesot: Et ass eng immens kontrovers Diskussioun. An ech mengen, esou sollt een dee ganze Sujet och e bësse behandelen, änlech wéi bei der Atomenergie. Do hu mer jo och schon des Éftere gesot, dass ee soll kucken: Esoulaang kruzial Froen opstinn, wou keng Äntwerten do sinn, wéi zum Beispill d'Endlagerung vum Atommüll, d'Sécherheet et cetera, ass et als kritesch ze bewäerten. An och hei bei der Geentechnik denken ech, dass déi Approche misst applizéiert ginn.

Dofir fuerdere mir als DP, dass mer déi Klassifizierung vum NGT 1, NGT 2 ënnerstëtzen, esou wéi se virgesinn ass, datt mer eis ganz staark wëllen ..., oder datt mer d'Ministesche encouragéieren, sech derfir

anzesetzen, dass d'Problematik mat de Breveten an der Kategorie 1 geléist gëtt, esou wéi meng Virriedner dat och erkläert hunn.

A letztendlech ass et fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg – an dat ass och an där Motioun, déi den Här Boonen deposéiert huet, erëmzefannen –, d'Kommissioun opzefuerderen, den Impakt vun den NGT 1-Planzen op d'Natur, op d'Biodiversitéit an op d'Gesondheet vu Mënsch an Déieren ze präiwelen an ze suivéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An da wier et un där honorablen Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf hei elo scho vill op dëser Plaz gesot an ech probéieren, mech deemno kuerzzehalen.

Voilà, mir hunn elo och schon héieren: D'Züchte vu Planzen, déi méi Friichten droen a méi resistent géint Schädlinge sinn oder géint Krankheeten, huet eng laang Traditioun, an am Laf vun der Zäit huet d'Wëssenschaft eng ëmmer méi grouss Roll dobäi gespilt an e weesentleche Bäitrag zum mënschleche Fortschritt geleescht. D'Fuerschung an deem Beräich geet ëmmer virun an d'Geentechnik ass eng Weiderentwécklung vun den Efforten, déi iwwer Joerhonnerte gemaach goufen, fir geziilt Afloss op d'Eegeschafte vu Planzen an Déieren ze huelen.

Fir d'LSAP mussen politesch Decisiounen geleet si vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser. Mir erhoffen eis och fir d'Zukunft, dass d'Wëssenschaft d'Liewe vun de Mënsche ka verbesseren a Léisunge fir Problemer bitt. Mir begrëssen den technesche Fortschritt, dee muss kritesch begleet an am Interessi vun der Allgemengheet genotzt ginn. Wéi all aner Technologien huet d'Geentechnik d'Potenzial fir interessant Verbesserungen, bréngt awer och Risiko mat sech. D'Aufgab vun der Politik ass et, dës Risiken anzuschätzen a géint de potenziellen Notzen ofzeweien.

D'EU-Kommissioun huet op Wonsch vun de Memberstaaten eng wëssenschaftlech Etüd dozou gemaach. Si kënnert zur Konklusioun, dass en Deel vun dësen Planzen, déi si an eng Kategorie, wéi mer elo schon héieren hunn, NGT 1 wëll setzen, net weider sollte mat de geentesch verännerte Planze gläichgesat ginn, déi eng opwändig Risikoevaluatioun mussen duerchlafen, ier se kënne geneemegt ginn. Si geet dovun aus, dass dës Planzen zum Deel hätten iwwer natierlech Mutatiounen oder normal Zuchtverfaren kënne entstoën oder dee selwechte Risikoprofill hunn an dofir mat konventionelle Planze sollte gläichgesat ginn.

D'Virdeeler leien op der Hand. D'Eegeschafte vun de Planze kënne weesentlech méi schnell a geziilt verännert gi wéi iwwer déi normal Zucht. Wa laang Geneemegungsverfahren ewechfalen, gëtt d'Entwécklung vun neien Zorte méi bëlleg a si kënne méi schnell op de Marché bruecht ginn. D'EU-Kommissioun gesäit hei virun allem de Potenzial, fir Planzen ze entwéckelen, déi am Kader vum Klimawandel schnell kënne u verännert Konditiounen ugepasst ginn oder déi et erméiglechen, aner Ëmweltziler méi liicht ze erreechen. Als Beispiller wëilt ech hei just d'Reduktioun vu Pestiziden oder d'Resistenz géint d'Dréchent nennen.

Wann déi Planzenarten aus der genannter Kategorie NGT 1 sech tatsächlech net vun normalen Züchtungen ënnerscheeden, ass de Rasonement vun der



EU-Kommissioun absolutt novollzéibar. Manner logesch schéngt et op den éischte Bléck, firwat dës Zorten dann net am Bio sollten erlaabt sinn.

Mee och dat huet e gudden Grond: Net jiddereen ass iwwerzeugt, dass déi nei geentechnesch verännert Planzen tatsächlech vergläichbar si mat konventionellen Züchtungen. Fakt ass, dass nëmme ganz wéineg Experten dat néidegt Fachwëssen hunn, fir d'Risiko vun neien Technologie richteg kënnen anzuschätzen. A wa mir dorop vertrauen, dass d'EU-Kommissioun déi Evaluatioun seriö hëlt, ass d'Vetraue vun de Konsumenten an d'Liewensmittelindustrie eng ganz aner Fro.

Et gëtt nun emol onheemlech vill Beispiller, wou Liewensmittel gezielt sou hiergestallt ginn, dass d'Konsumenten, ouni et ze mierken, mannerwäerteg Produkter ugedréit kréien. D'Ofleenug vu geentechnesch verännerte Liewensmittel ass enk verbonne mat engem generelle Mësstraue vis-à-vis vun deene groussen Konzern. Besonnesch Leit, déi Bio kafen, probéieren, deem eppes entgéintzesetzen, a si bereet, dofir méi ze bezuelen. D'Biobauere kënnen sech net erlaben, dat Vertrauen ze verspillen, andeem se d'Dier fir geentechnesch verännert Planzen opmaachen.

Wann et vereinfacht Zouloosungsverfere fir bestëmmt Kategorie vu geentechnesch verännerte Planze soll ginn, ass et absolutt weesentlech, dass d'Koexistenz mat Kulturen, déi noweisbar geentechnikfräi sinn, ka garantéiert ginn, an dat, ouni dass eng zousätzlech Beweisaascht op d'Biobauere fält. NGT-Planze mussen kloer etikettéiert ginn, fir dass souwuel d'Bauere wéi och d'Konsumenten e fräie Choix hunn. D'Traçabilité muss garantéiert sinn.

Net zulescht spillt fir d'LSAP d'Fro vum Patentrecht eng immens wichteg Roll. Wa bestëmmt geentechnesch Verännerungen als vergläichbar mat konventionellen Planzen ugesi ginn, d'ärf et op dese Planzen op kee Fall Patenter ginn. Besonnesch well dës Planzen zum Deel net méi vun normal geziichte Planzen ze ënnerscheede sinn, riskéiert dat, dee ganze Marché vum Geseems ze zerstéieren an och déi konventionell Landwirtschaft a Schwierigkeeten ze bréngen. Et ass un der Politick, fir sécherzestellen, dass den technologesche Fortschritt dem Interessi vun der Allgemengheet an net just dem Profit vun e puer groussen Konzernern notzt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Madamm Delcourt. An d'Tribün ass elo fräi fir d'Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, esou wéi et och am Walprogramm vun der ADR steet, verschléisse mir eis net enger Diskussioun iwwert d'geneetesche modifizéiert Planzen. D'Geentechnik kann eng Upak sinn, wéi mer et grad och schonn héieren hunn, fir Planze méi resistent géint Krankheeten a méi widderstandsfäeg vis-à-vis vu meteorologesche Verännerungen ze maachen.

Et ass dofir wichteg, dass d'Diskussioun ëm d'Geentechnik transparent a sachlech gefouert gëtt. A wa mer éierlech sinn, wende mer haut schonn Techniken un, an dat och am Bioberäich – den Här Emering ass grad eraus –, déi zu enger gewollter, awer onkontrolléierter Verännerung vun der DNA am Saatgut féieren, wéi och den Här Boonen schonn erwänt hat, zum Beispill duerch ioniséierend Strahlung oder den Asaz vu bestëmmte Chemikalien. Am Géigesaz dozou diskutéiere mer hei an haut iwwer eng EU-Reglementatioun, fir kontrolléiert geneetesche modifizéiert Saatgut zouzeleessen. Ech iwwersprangen den Abschnitt doruwwer, wat NGT 1 an NGT 2 sinn. Ech mengen, dat hu mer elo

héieren. Ech weess net, ob jiddwereen et verstanen hutt, mee mir hunn et héieren.

*(Hilarité)*

Een Aspekt, dee ganz wichteg ass fir d'ADR an dee consideréiert gi muss an deem Kontext, ass d'Kennzeichnung vun deene Produkter. Mir dierfen hei d'Vetraue vum Konsument an d'Liewensmittel an an de Produzent net verléieren. Allerdéngs muss ee sech op där anerer Säit och d'Fro stellen, ob et Sënn mécht, eppes ze kennzeichnen, wat mer am Labo net ënnerscheede kënnen vun natierlechen Ännerungen, wat bei der Kategorie 1 de Fall ass.

Et kann ee soen: „Jo, et kann een et iergendwéi labelen.“ Mee dann hu mer eng zousätzlech geneetesche Verännerung erëm an deem Saatgut a mir erhéien de Risiko, iergendwéi schiedlech Wierkungen ervirzeruffen.

Dovun ofgesi kënnen mir esou eng Kennzeichnung héchstens bannent der EU reglementéieren, wat mir eis als ADR och wënsche géifen. Leider si mir dobäi awer allen Drëttstaatenimporter ausgeléiwert. Och de landwirtschaftleche Secteur muss kënnen d'Kontroll iwwer säi Saatgut behalen. Dofir ass et an eisen Ae wichteg, dat op allen Niveauen transparent kommunizéiert gëtt an de Secteur zu all Zäit wësse muss, ob hie mat geentechnesch verännertem Saatgut schafft oder net.

Fir d'ADR ass kloer, dat d'Virschreften iwwert d'Sécherheekontrollen, d'Kennzeichnung an d'Traçabilité weeder dierfen opgehuewen nach verwässert ginn, genau esou wéi meng Virriedner dat och scho gesot hunn. Mee och hei si mer erëm den Drëttstaaten deelweis ausgeléiwert. Dowéinst hale mir et fir wichteg, dat mir do eng europäesch Reglementatioun hunn, fir op d'mannst kënnen bannent der EU Transparenz an deem Sujet ze hunn.

En zweete wichtegen Aspekt, deen och haut schonn ungeschwat ginn ass, ass justement d'Patentéiere vu geentechnesch verännertem Saatgut. Problematesch dobäi ass, dat d'EU-Kommissioun bis elo nach net konkret Faarf dozou bekannt huet. Dee vun der EU-Kommissioun diskutéierten Amendement huet d'Fro vum Patent an deem Deel nach net behandelt. Am Kader vun enger breeder Maartanalys wëll d'Kommissioun d'Auswierkung vum Patent op de Maart genee ënnersichen, a si wäert bis 2026 iwwert hir Resultater berichten. Sou laang kënnen mir awer net waarden!

Rezenten Diskussiounen no, wann ech richteg informéiert sinn, soll d'Saatgut vun der Kategorie 1 eventuell kenge Patentrechter ënnerleien, fir méi ee breede Konsens an der EU ze kréien. D'Rechter op dat geeschtegt Eigentum am Beräich vun der Saatgutzüchtung si verständlecherweis e ganz ëmstridde Thema. Et géillt nämlech ze verhënnern, dat den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu wichtege Komponente vun hirer Aarbecht irresponsabel ageschränkt gëtt. Et muss een dowéinst all Stufe vun der Entwécklung a Kommerzialisatioun vum Saatgut vun der éischer Kategorie patentrechtlech fräihalen. Déi gréisste Gefor hei läit beim Patentschutz vun de benotzte Geenschéieren.

Der ADR ass bewosst, dat e gezielt Patentéieren e wichtegen Incentive fir d'Wirtschaft wier, fir weider un innovativen Züchtungstechniken ze fuerschen. D'Förderer vun innovativen Züchtungstechniken soll awer esou transparent wéi méiglech an ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand sinn, fir domadder den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu héichwäertegem Saatgut ze garantéieren, ouni direkt vum private Secteur ofhängeg ze sinn, bezéiungsweis dem net landwirtschaftleche Secteur de Monopol ze iwwerleessen.

Ofschléissend wëll ech soen, Här President: Mir dierfen den Uschloss an d'Kompetitivitéit vun eise Agrarsecteur an Europa net verléieren. Als ADR si mir eis bewosst, dat eis Baueren op engem globale Marché benodeelegt wieren, wa mer eis hei an Europa dem technologesche Fortschritt entgéinstellen an eis der Illusioun higinn, dat mer eis ausschliesslech op eng klasesch Aart a Weis vum Planzenubau konzentréiere kënnen, ouni Aschränkungen an eise jëtzege Gewunnechten ze hunn an déi ganz ambitiéis gesaten Ëmweltziler ze errechen.

Wéi am Ufank gesot, bleiwe mir als ADR technologieopen. De landwirtschaftlechen Acteuren an de Konsumente géigeniwwer muss awer mat oppene Kaarte gespillt ginn an d'Gesondheet vum Konsument muss ëmmer un éischer Plaz stoen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, Uebst a Geméis, dat mat Strale behandelt gëtt, fir et haltbar ze maachen a geféierlech Keimen ze eliminéieren, dat ass haut a Länner wéi der Belsch erlaabt. Aner Länner sinn do méi restriktiv an erlaben et an hirem Land net, well si et jo net als ongeféierlech astufen.

Änlech ass et bei den NGTen. Jo, wann et ëm eis Liewensmittel geet, da gëtt et och do verschidden Approchen. D'Geentechnik ass e ganz ëmstridde Thema, dat ëmmer nees fir vill Polemik suert. Fir déi eng eng Noutwendegkeet, fir déi aner eng Gefor fir Mënsch, Gesondheet an Ëmwelt. A mir all kenne bestëmmt Horrorzenarien aus Science-Fiction-Filmer mat op eemol risegen, mutéierten Déieren a Geméis, déi d'Mënscheit ugräifen. Mee elo mol Spaass beisäit.

*(Hilarité)*

Jo, et ass verständlech, dass vill Leit sech Suerge maache wéinst der Geentechnik. A si huet och negativ Aspekter. E Beispill sinn d'Patenter, déi a Länner wéi den USA derfir suergen, dass eng eenzeg Firma quasi e Monopol beim Saatgut huet. Awer och onbekannt Nieweneffekter, déi laangfristeg kënnen entstoen, si wichteg.

Wat maache mir, wa mir duerch d'Geentechnik zwar nei Planze kreéieren, déi géint déi eng oder aner Saach resistent sinn, awer net fir d'Bestäubung duerch Beien ze gebrauche sinn? Da fléien eis Beien zwar vu Planz zu Planz, ouni dass et awer zu enger Bestäubung kënn. An domadder verléiere mir Recolten.

Op där anerer Säit ass et awer wichteg, dass mir derfir suergen, dass mir ëmmer genuch Liewensmittel fir jiddereen hunn a si och fir jidderee bezuelbar sinn. Grad de Krich an der Ukrain, enger wichtege Kornkammer vun Europa an Afrika, huet gewisen, wéi séier Recoltë kënnen ewechfalen. D'Präisser schéissen an d'Luucht an d'Liewensmittel gi fir Leit mat niddregem Akommes séier onbezuelbar.

An deem Kontext ass natierlech och de Klimawandel eng grouss Bedroung. Mir gi mat ëmmer méi Wiederextremer konfrontéiert, déi reegelméisseg fir Ausfäll bei Recoltë suergen. Eng Knappheet léisst d'Präisser explodéieren an déi äermste Leit sinn déi éischt, déi näischt ze iessen hunn. Mir mussen dowéinst e Wee fannen, fir eis Planzen zum Wuel vun eis all esou séier wéi méiglech un déi nei klimatesche Realitéiten unzepassen.

Awer och wann et em de Gebrauch vu Sprézmüttel geet, kënnen d'NGTen an Zukunft eng wichteg Roll spillen. Och wa Lëtzebuerg beim Verzicht op Sprézmüttel schonn op engem gudden Wee ass, esou géllt dat awer nach net fir allegeruerten d'Länner hei an Europa. Fir eis Natur a Biodiversitéit ze schützen, mussen hei nach ganz vill Efforte gemaach ginn. Wann de Gebrauch vu Sprézmüttel duerch d'NGTe kann ersat ginn, esou ass dat dann eng Pist, déi an der Fuerschung weidergefouert muss ginn.

Dann ass och d'Iddi reizvoll, mat der Hëllef vu Geentechnik nei Superfoods ze kreéieren. Mir kéinte mofe Räis, ugeräichert mat alle Vitaminen, ubauen a mir bräichte just nach deen ze iessen, fir quasi eise ganzen Nährstoffbedarf ofzedecken. Mee esou Iddie bréngen och Risike mat sech. Fir just e Beispill ze nennen: Eng schwanger Fra riskéiert duerch ze vill Vitaminn A grav Konsequenze fir hiert ongebuerent Kand.

Da gétt och vill driwwer geschwat, dass mat engem neie Reglement grouss Konzernner vill Käschte kéinte spueren, zum Beispill bei Etüden iwwert d'Sécherheet vun engem Produit, déi dann enner verschiddene Konditiounen esou net méi misste gemaach ginn. Hei sollte mer eis awer net falsch leede loosse an d'Approche vum Safety First bäibehalen a kee Risiko agoen, schliisslech geet et em d'Gesondheet vun eis all an de Schutz vun eisen Déieren an der Natur.

Et ass awer och eng Realitéit, an esou éierlech muss een an dësem Debat dann awer och sinn, dass a villen anere Länner op dëser Welt d'Geentechnik längst eng Realitéit ass an och um europäesche Marché iwwert den Import scho verkaf gétt. Dowéinst ass et fir ons Piraten esou wichteg, dass all Produit, deen an iergendenger Form en NGT enthält, entsprechend gekennzeechent gétt, fir dass allegeruerten d'Konsumentinnen an d'Konsumenten et op ee Bléck erkenne kënnen.

Ech soen zum Schluss och nach eng Kéier der Madamm Welfring e grouse Merci fir dës interessant a wichteg Aktualitéitsstonn an Iech allegeruerte Merci fir d'Nolasschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmoos, Här Polidori. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Wa mer iwwert den Encadrement vun neien OGMen schwätzen, iwwer nei Techniken, déi sollen agesat ginn, da schwätze mer iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft an der Alimentation. Respektiv fir et méi gräifbar ze maachen: Engersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Baueren, iwwer hir Souveränitéit vis-à-vis vun hirer Aarbecht, anersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Leit, hir Ernährung fräi wielen ze kënnen, also iwwert d'Souveränitéit vun de Leit vis-à-vis vun hirer Liewensweis an hirem Kierper, hirer Gesondheet.

Déi nei proposéiert Reglementatioun vun der Kommissioun stellt dës Rechter a Fro. Esou gesinn d'Baurenorganisatiounen dat zu engem Deel, mee och d'Ëmweltverbänn an d'Konsumenteschützer gesinn dat esou. A mir ginn hinnen och Recht.

Dass et aus der Recherche vu Rechercheinstituter och aner Téin gétt, ass novollzéibar.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mir sinn och net der Meenung, dass et keng ... Et ass gläich eriwuer.

*(Hilarité)*

Mir sinn och net der Meenung, dass et keng Recherche soll ginn an der Biotechnologie, an der Entwécklung vun neie Planzenzorten. Mir brauchen technologesche Fortschrétt fir d'Landwirtschaft an d'Alimentation, fir eis op d'Erausforderungen, déi d'Klimaderegulierung an d'Ëmweltschied mat sech bréngen, iwwerhaapt virzebereeden. Well vill vun de Konsequenzen, sief et Dréchten oder Waasserknappheet, sinn elo leider net méi ze verhënneren, souguer wann d'Welt haut all déi Klimaziler géif errechen. Leider si mer esou wäit op deem Punkt ukomm.

Dat heescht, d'Upassung un de Klimawandel an eng méi ekologesch Landwirtschaft sinn awer hei net déi primär Zilsetzung bei deem, wat d'Kommissioun proposéiert. An dat schéngt och net der konservativ-liberaler Majoritéit am Europaparlament, déi ëmmer relativ séier der Lobbyarbecht vun de Multie verfält, hir Zilsetzung ze sinn. Dat huet ee ganz konkret gesi virun e puer Deeg, wéi dann eben awer och d'Ëmweltkommissioun vum Europaparlament sech fir déi Zouloosung ausgeschat huet.

Do gétt ganz staark mam Feier gespilt, well d'Chancé si grouss, wéi d'Bundesamt für Naturschutz aus Däitschland et och seet, dass dës nei OGMen nach eng méi grouss Gefor kéinten duerstelle wéi déi méi klassesch. Hei geet et also net dréms, d'Technologie anzesetzen, fir domat de Konsequenze vun der Klimaderegulierung entgéintzewierken, mee et geet primär doréms, fir engem Modell vun der Agrikultur en neien Otem ze ginn, deen op dereguléierter Konkurrenz téscht Aerddeeler a Betriber berout an domadder d'Natur an d'Bauere futtimécht, andeem nei Produktivitéitsgewënner erausgespreest ginn an dat egal zu wéi engem Präis.

An dëse Modell ass awer um Enn. Dat weisen eis net zulescht d'Baueren, déi an eisen Nopeschlänner Stroosspären organiséieren, fir en anstännege Revenu ze verlaange fir déi vill a schwéier Aarbecht, déi se maachen. Och Klengbauere leiden dorënner, och wa se heiansdo mat gréisserer Betriber net onbedéngt déi selwecht Fuerderungen deelen. Déi nei OGMen, em déi et hei geet, sinn an deem Zusammenhang awer eng Schimär, och wann et sécherlech och Bauere gétt, déi hir Hoffnung doranner setzen.

Grouss Profiteure vun dëser Reglementatioun wieren, wéi soll et aneschters sinn, grouss Multinationaler an der Biotech wéi Bayer oder DowDuPont, déi zwee Dréttel vun de Brevete kontrolléieren. Déi nei Reglementatioun géif dës Multien nach méi Muecht ginn, well dës nei OGMen vill manner bis guer net reglementéiert solle ginn. An dat géif et erméiglechen, esou nei OGMen onkontrolléiert ze verbreedden an och traditionelle Som mat ze brevetéieren.

Mir riskéieren also, dass dës Multie sech ëmmer méi Som uneegnen an dass d'Baueren de facto enteegent kënnen ginn, well se keng Souveränitéit méi iwwer hiert Geseems an hir Planzen an domadder iwwer hiren eegene Betrib hunn. An den USA gétt et esou Verhältnisser schonn. Et schwätzt een oft vun den net esou entwéckelte Länner, mee an den USA gétt et ëmmer méi Baueren, déi guer net méi zefridde si mat den OGMen a versichen, dovunner ewechzeken, well se elo wëssen a matkritt hunn, dass se ugeschmiert goufen an dass se eendeiteg méi musse bezuelen, dass se sech ruinéieren, dass se heiansdo och souguer vun deene Multinationalen iwwerholl ginn, enteegent ginn an esou weider an esou virun. Also do sinn der ganz vill, déi si guer net glécklech, och an der industrialiséierter Welt.

Dofir, déi Virgangsweis ass arbiträr an do gesäit een och, wat d'Vesträg an europäesch Charta wäert

sinn, wa gewësse Prinzipien an der europäescher Mënscherechtscharta net respektéiert ginn, wann Arrête vun der Cour de justice européenne iwwert de Koup geheit ginn an déi grondleeënd Norm am Beräich Ëmwelt a Gesondheet, nämlech d'Precaution an d'Evaluatioun vum Risk einfach mësuecht ginn. Alles dat passéiert mat dësem Reglement, wann et a Kraaft triede sollt. Dat weise juristesche Avisen, déi Ëmweltorganisatiounen ufäerdege gelooss hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Landwirtschaftsminister Martine Hansen.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. Gutt, ech wëll fir d'ëischt der Madamm Welfring Merci soe fir dës Heure d'actualité an da wëll ech einfach nach eng Kéier kloermaachen, iwwert wat mer schwätzen. Mir schwätzen iwwert déi nei genomesch Technologien, am Prinzip d'Geeschéier, wou ee ganz geziilt an engem DNA-Strang Saachen eraus-schneide kann. Doriwwer schwätze mer.

Et ass en Nobelpräis dofir vergi ginn an den JRC, den Joint Research Centre am Kader vun der Kommissioun, huet och Recherchen dozou gemaach, wou déi Technologie Uwendung féint. An déi Technologie féint enner anerem och ganz vill an der Medezinn Uwendung. Ech hunn en Artikel gelies, „Genome UK: The future of healthcare“, wou eben drasteet: „We will help people live longer, healthier lives by using [NGT]“. Dofir wëll ech just soen: Mir schwätzen hei net iwwer e Monster. Mir schwätzen hei iwwer eng nei Technik, déi eis a ville Beräicher ka virunhëlfe.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Sou, da kommen ech bei d'Landwirtschaft. An hei gétt et ganz grouss Deeler vun der Welt, déi schonns Richtlinnen hunn, wéi ee mat deenen NGT-Planzen emgeet, respektiv déi schonn eng Regulatioun do hunn. D'EU huet eeben, wéi gesot, nach näischt. An doriwwer schwätze mer och elo.

D'Kommissioun huet 2018 u sech Etüden an Optrag ginn an dofir kann ech dat net akzeptéieren, wann ee seet: „Dat ass alles iwwert de Knéi gebrach ginn.“ 2018 ass trotzdem awer scho fénnef Joer hier. Mir kënnen nach fénnef oder zéng Joer laang Etüde maachen, mee iergendwann eng Kéier muss een och soen: „Deene Wëssenschaftler, déi d'Kommissioun beoptraagt, gleewe mer dann och eng Kéier.“ An 2021 ass d'Kommissioun dunn eeben zur Konklusioun komm, dass NGT-Produkte wierklech d'Potenzial hunn, fir eng nohalteg Liewensmittelproduktioun mat den Ziler vum Green Deal an dem Farm to Fork ze errechen. Dat selwecht seet d'FAO, d'Food and Agriculture Organization vun den Nations Unies. A si hunn dunn eeben och als Schlussfolgerung gesot, et misst legiferéiert ginn, well eeben déi aktuell OGM-Legislatioun esou net méi zoutrëfft an adaptéiert misst ginn.

Fir eis ass et ganz kloer, an déi Positioun hu mer och vertraueden am Conseil, dass et fir eis wichteg ass – an dat hate mer och an den Table-rondé virun de Walen diskutéiert –, dass mer déi zwou Kategorien hunn: NGT 1 an NGT 2. A wann ech hei d'Diskussione verfolge, da mengen ech, gétt ganz dacks gemischt téschent deenen zwee. Fir eis ass et nämlech och kloer: NGT 2, do kënnen aacht friem Geenen agesat ginn, dat ass fir eis dat selwecht wéi OGM. Dat wëlle mer net. Do soll en Opt-out fir d'Länner méiglech sinn. Dofir hu mer eis agesat, Madamm ... Nee, ech



schwätze keen un, well ech hunn héieren, wann ee Leit uschwätzt, dann dauert et méi laang.

(Hilarité)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir hunn Zäit, Madamm Ministesch, mir hunn Zäit.

**Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Also, dofir hu mer eis am Conseil agesat, datt deen Opt-out-System géin an deen ass och do, dat heescht, all Land ka genausou mat den NGT 2en ëmgoe wéi mat den OGMen. D'Saatgut an d'Material mussen hei gekennzeechent ginn, genausou wéi bei den OGMen.

Dat heescht, eis Positioun hei huet sech vis-à-vis vun den OGMen net geännert, mee d'Fro ass éischter: Wat ass en OGM? An do soe mer: Den NGT 1, dat ass an eisen Ae keen OGM, well et gëtt keen aartfrieme Geen agesat. Et huet extreem vill Virdeeler. Mat dem NGT 1, do kënnst e Produkt eraus – dat ass scho vu jiddwengem eigentlech gesot ginn –, dat ech och duerch eng natierlech Züchtung kéint erreechen oder dat och an der Natur einfach esou kéint virkommen. Also fält dat net ënnert d'OGM-Regelen.

Wat fir eng Virdeeler huet et a firwat gëtt et gebraucht? Mee u sech ... Ech hat och Züchtungsmethoden op der Uni. Du ware se nach méi lues wéi elo, mee dunh hu mir geléiert: Dat dauert laang. Dat dauert 10, 15 Joer, ier do dat erauskënnt, wat ech vläicht gären hätt. Heimadder hunn ech eng méi séier an eng vill méi prezis Züchtung. Ech kann d'Planze méi resistent maache géint Krankheeten an doduerch, datt ech se méi resistent ka maache géint Krankheeten, spueren ech op där anerer Säit Planzeschutzmittel an.

Do ass och eng Etüd vun der EFSA, déi gesot huet, et kéinten 80 % Planzeschutz bei de Gromperen agepuert ginn. Also dat wär immens, well Gromperenubau ass e relativ intensiven Ubau. A wann ech keng Planzeschutzmittel hunn, da sinn ech do richteg geploot. Also wär dat en immense Fortschritt, wa mer déi kéinten ëm 80 % reduzéieren.

Wat fir eis awer wichteg war, an dat hu mer och gesot am Conseil, dat ass: Mir wëlle keng Herbizidresistenz züchten. Dat wëlle mer net! An dat ass och erausgeholl ginn. Dat gëtt et net beim NGT 1.

Mir hunn dann nach kloer gesot: Mir wëlle keng Breveten. An och dat – do si mer eis nach net eens – bleift fir eis e Cut-off-Krittär. Mir wëlle keng Brevete beim NGT 1, well mer fannen, datt déi kleng Züchter och Material musse kënnen notzen. Mir wëllen net ofhängeg gi vun deene groussen Züchter. Also wäerte mer eis och do weiderhin un dee Cut-off-Krittär halen. Wéi gesot, d'Saatgut muss och beim NGT 1 etikettéiert ginn. Dat sinn u sech déi ganz grouss Virdeeler an dofir soen ech: Mir mussen oder mir kënnen eis net deenen neie Methoden do verschléissen.

Ech wëll vläicht nach just op de Principe de précaution an op d'Analyse kuerz agoen. Ech kucken d'Auer, ech hunn nach e bëssen. Dem Principe de précaution gëtt u sech doduerch Rechnung gedroen, datt ech déi zwee hunn, den NGT 1 an den NGT 2. Den NGT 2 ass OGM, dat wëlle mer net hei zu Lëtzebuerg, mir hunn en Opt-out. Den NGT 2 wäert och enger kompletter Risikoanalyse ënnerleien, sou wéi d'OGMen, also hu mer do d'Risikoanalyse. Den NGT 1 wäert enger Notifikatioun ënnerleien, mee kenger kompletter Risikoanalyse.

An do kucken ech erëm eng Kéier d'Wëssenschaft. D'Leopoldina seet, et wier e vergläichbare Risiko, wéi wann ech eng normal Züchtung maachen oder wann ech Planzen an der Natur stoe loossen. D'EFSA seet – do hunn ech hei en Artikel –, dat wiere keng nei Geforen am Verglach zu konventioneller Züchtung. Et gëtt

kee wëssenschaftlech begrënneten Ulass zu Besuergnisser.

Et gëtt nämlech Mutatiounen – a gëschter hunn ech e Geneetikspezialist vereedegt an dunh huet dee mer et nach laang a breet erkläert –, et gëtt Mutatiounen, déi geschéien, wéi gesot, iwwerall. Ouni Mutatioun gëif et u sech keng Evolutioun ginn. An d'Konsequenze vun deene geziilte Mutatiounen sinn am Prinzip méi kleng wéi déi vun deene Mutatiounen, déi an der Natur geschéien, well ech kann et hei jo ganz, ganz geziilt maachen. Mir schwätzen hei vu Modifikatiounen, déi am Prinzip och op eng natierlech Aart a Weis kéinten entstoen, vun enger Generatioun op déi nächst. An der Natur gëtt et bis zu 150 Milliounen Base-pairen, DNA-Bausteng. An do ass iergendwou ganz dacks ee Feeler an engem Genom.

Wann ech d'Grompere kucken, gëtt et ongeféier sechs esou spontan, zoufällig Ännerungen. Am Weess mat senge risege Genome gëtt et bis zu 200 där Ännerungen, déi an der Natur kënnen virkommen, um Feld. Wann ee vun de Risike vun de geziilte Mutatiounen schwätzt, däreer een dat wierklech net aus den Ae verléieren. A wann ech den NGT 1 kucken, da kann ech keng 200 esou Mutatiounen maachen, mee ech kann der maximal 20 maachen. Also ass et hei begrenzt.

An och den NGT 1 kënnst an eng Prozedur. Den Demandeur muss duerch Studien oder Planzmaterial beweisen, datt d'Planz tatsächlech den NGT 1-Krittären entsprécht. D'Krittäre sinn dozou kloer definéiert an och wëssenschaftlech beluecht. Falls dann en État membre dann och nach Zweifel hätt, da gëtt deen Dossier nach eng Kéier un d'EFSA geschéckt. Dat heescht, och do hu mer awer eng Kontroll. Mir däreer net soen, datt mer keng Kontroll do hunn.

Also nach eng Kéier: Mir brauchen eng kloer Reglementatioun – déi hu mer am Moment an der EU net –, awer eng kloer Reglementatioun, déi och Fortschritt zouléist. Wa mer net legiferéieren, da riskéiere mer, wierklech vill Produkter aus Drëttstaaten ze kréien, wou mer keng Kontroll hunn. Et ka keen am Labo, an dat ass och nach eng Kéier ënnersicht ginn, eng NGT 1-Planz ënnerscheede vun iergendenger anerer Planz. Mir hunn do keng Kontroll.

An et sinn extreem vill Länner, wou et schonn zouge-looss ass. D'Schwäiz: NGT-Planze solle künfteg net méi ënnert d'GVO-Verbot falen – also an der Schwäiz. Mir hunn awer och Japan, dat selwecht, Südkorea, dat selwecht, Nigeria, Kenia, Indien. Awer dann, Brasilien, Argentinien, Chile, Ecuador, Kolumbien, Kanada: NGT-Planze si fräi, ginn also net méi consideréiert als OGMen, wann et den NGT 1 ass. Also, och Kanada, d'USA: NGT si mat konventionelle gläichgestallt. Russland, Norwegen – dat heescht, et gëtt extreem vill Länner. Dat riskéiert, bei eis op de Marché ze kommen a mir hu kee Moyene, ze kontrolléieren, ob dat modifizéiert ginn ass oder ob dat duerch soss iergendeng Züchtungsmethod erreecht ginn ass.

An duerfir soen ech nach eng Kéier: NGT 2 ass fir eis OGM. Eis Positioun zu OGM huet sech net geännert, do si mer dergéint. Beim NGT 1, vergläichbar mat deenen aneren Züchtungsmethoden, solle mer d'Chance notzen, fir och do weiderzekommen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister.

**Motions**

An da komme mer zu deenen zwou Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

**Motion 1**

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Wa jo, dann hutt Der et elo.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci. Jo, ech wëll nach eng Kéier dozou soen, dass mer effektiv der Meenung sinn, dass mer déi verschidden Elementer hei mussen am A behalen an dass mer am Moment an engem Zäitdruck sinn, deen eis emol net erlaabt ..., souguer fir den NGT 1, fir deen nach ganz vill Froen op sinn. Ech stelle fest, dass d'Ministesch zwar ganz interessant Saache gesot huet, mee awer d'Froen, déi ech gestallt hunn, eigentlech net beäntwert huet an och déi Risikoiwwerleungen iwwerhaapt net wierklech adresséiert huet, andeem se einfach gesot huet: „Déi Kategorisierung, déi ass esou, well dat eent ass en Equivalent an dofir gëtt et och keng Risiken.“ E ganze Koup wëssenschaftlech Iwwerleunge soen de Contraire!

Dofir sinn ech der Meenung, dass ee sech déi Zäit misst huelen, fir Kompromässer auszeschaffen op héijem Level. An do gëtt et och schonn Textbausteng, déi géife virschloen, dass ee méi eng einfach an awer eng gewësse Risikobewäertung sollt bei der Kategorie 1 maachen. Dat heescht, dat ass emol ganz wichtig, dass een dee Principe de précaution och sollt op den NGT 1 uwennen, wat am Moment net de Fall ass. Dofir war dat ee Punkt.

Deen zweete Punkt ass, dass eeben déi Risikobewäertung muss ex ante gemaach ginn, iert se erausginn. Dofir ass och de Vergläich mat der normaler Züchtung net wierklech ..., well déi ginn um Feld kontrolléiert. Hei wär et am Labo, wou se sollte kontrolléiert ginn. An dann och, dass d'Konsumente sollen informéiert ginn, dat geet natierlech net: Wann ee sech net d'Moyene gëtt, se ze detektéieren, da kann ee se herno och net kontrolléieren.

Mee déi Moyene kéint ee sech ginn. Dofir ass dat och eppes, wat sollt gemaach ginn, och fir den NGT 1. An och déi Traçabilitéit ass ganz wichtig, well een eebe sollt d'Fräiheet vum Choix loossen, fir kënnen de Konsumenten an de Baueren d'Méiglechkeet ze ginn, fir OGM-fräi ze schaffen. Dofir brauch een dat. An natierlech och d'Breveten, dat gouf elo schonn ugeschwat, dass déi Volontéit do wär.

Dofir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun e wichtige Schrëtt wier an och e wichtigen Incentive an eng Recommandatioun fir d'Regierung, déi eis jo hei vertritt op europäeschem Level. Voilà!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Ech gesinn d'Madamm Delcourt, den Här Boonen, den Här Polidori, d'Madamm Schoos an den Här Emering, ok. D'Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir stëmmen natierlech dës Motioun vun deene Gréng mat. Och, wéi scho virdrun erwänt, si fir eis déi Punkten, déi hei opgezielt gi fir den Etiquetage, d'Traçabilitéit, d'Breveten, eppes, wat mer ënnerstëtzen, an dofir bieten ech natierlech och d'Fraktioun, derfir ze stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci. Am Fong geholl bréngt d'Motioun eis hei zréck an d'Joer 2018, wou mer keen Ënnerscheid gemaach hunn zwëschen dem NGT an den OGMen. Duerno huet jo d'Kommissioun e ganze Koup Etüde respektiv Consideratiounen an Optrag ginn, fir ze kucken, ob eng Méiglechkeet do ass, fir d'NGTen anescht ze consideréieren, an

huet jo am Fong geholl du gesot, dass de Principe de précaution mat der neier Kategorie NGT 1 net a Fro gestallt ass.

Ech proposéieren, dass mer eis dorun halen, net fir séier virunzkommen, mee – mir hu jo eng Etapp hannert eis, wou mer déi zanter dräi, véier Joer maachen – fir do dee Wee elo ze goen, fir dat esou ze maachen, wéi et proposéiert ass. An dofir hu mer jo an eiser Motioun nach eng Proposition, fir ze soen, et muss een awer iwwerwaachen, wat dobausse geschitt, mee et léisst een d'Planzen awer iwwert den normalen zichterlesche Wee op de Marché goen.

Da proposéieren ech, dass eis Fraktioun déi Motioun ofleent.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert fir den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, et si ganz vill Saachen an de Riede gesot ginn. Och mir hu Saachen, ganz vill wichteg Punkten, an eiser Ried gesot. Ech mengen, déi Punkten, déi d'Madamm Welfring elo explizitt erkläert huet, begréisse mir hei an dëser Motioun a mir wäerten déi dann och matstëmme. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. D'Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Villmools merci. Et si ganz gutt Punkten dran an där Motioun. Mee ech proposéieren och menger Fraktioun, dass mer dergéint stëmme, aus deenen nämmlechte Grënn, déi elo schonn deelweis genant gi sinn: de Principe de précaution, grad wat bei den NGT 1en ass. Ech mengen, dee ganze Sujet ass jo net eréischt säit gëschter um Dësch, och net bei der EFSA. Dat Ganz ass schonn 2001 lancéiert ginn, dunn nach am Kader eebe vun OGMen.

Déi Kategorisatioun, justement NGT 1, NGT 2, ass jo elo gemaach ginn an evaluéiert ginn, fir dass mer do net nach eng Kéier ganz Risikoanalyse musse maachen. An theoreetesche, wa mer elo éierlech sinn, da misste mer jo vun allem, wat iergendwéi modifizéiert ass, ëmmer eng Risikoanalys maachen, och wou eng normal Modifikatioun an der Natur stattfënt oder och, wat mer scho gesot hunn, wat et scho laang gëtt, duerch Stralung oder soss eppes, och do misste mer eng Analys maachen.

Dat nämmlecht, wou ech, wa mer éierlech sinn, eeben och an deem Kader, muss soen: Dee Punkt mat „contamination des filières agricoles, sans OGM“, ass dat dann, wa mer elo Stralung oder Chemikalie benotzen, och nach „sans OGM“? Oder musse mer dann do och déi mat eranhuelen?

Dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dass mer do dergéint stëmme. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Emering d'Wuert.

**M. Luc Emering** (DP) | Jo, ech mengen, fir eis ass et och kloer, den Här Boonen huet dat jo laang a breet erkläert. Den Haaptpunkt ass effektiv – wat géint déi Motioun schwätzt – d'OGM-Certificatioun, well mer eeben domat erëm déi ganz Kategorisatioun vun NGT 1, NGT 2 a Fro stellen. An ech mengen, dat kënn jo ... Et ass jo och vun der Ministesch erkläert ginn, firwat dat wichteg ass, soudass ech eiser Fraktioun géif proposéieren, dat dann och ofzeleenen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Emering. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

### Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 19 Jo-Stëmme a 40 Nee-Stëmme. Domat ass dës Motioun mat 40 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.*

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par Mme Paulette Lenert), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

### Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Jeff Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach e Wuert dozou soen?

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, ech mengen, also, et ass vu jüdderengem gesot ginn, dass déi Patentéierung eis alleguerten immens wichteg ass. Dofir soe mer dat nach eng Kéier hei, fir ze ënnerstëtzen, dass dat wierklech och en Opt-out-Krittär am Fong geholl ass, wa mer déi Patentéierung net hikiréien.

Voilà, dat ass nach eng Kéier d'Haaptargument. An dann och fir ze soen, fir et awer net ganz lafen ze loossen, mee och d'Kommissioun opzefuerderen, awer och d'Impakter op d'Natur am An ze behalen. Well et kann een och nach a fënnf Joer, wann ee gesäit, dass e Problem ass, soen: „Ok, mir mussen hei eppes änneren.“ Voilà.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen. Hunn ech nach Wuertmeldungen? Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Also, déi dote Motioun, déi beinhalt nach eng Kéier d'Basis vun deem, wat ech virdu wollt kloermachen, wisou et do nach Risike gëtt. An dofir kënnen mir déi heite Motioun net matstëmme, och well et ganz onméiglech ass, de méiglechen Impakt op d'Natur ze suivéieren, wann ee sech emol net d'Moyene gëtt, dann och déi geneetesche Modifizéierung nach iergendwéi ze markéieren. Dat heescht, et ass zwar e Wonsch, mee do leeft een natierlech ëmmer der Realitéit hannendrun. An et ass, menger Ansicht no, kee verantwortungsvollen Émgang mat deenen heite Risiken. Dofir wäerte mir déi heite Motioun net kënnen matstëmme.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir hunn och e bëssen e Problem mat deem éischte Saz, well, esou wéi et virgesinn ass: „d'Propose vun der Klassifizéierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben“, dat ass esou guer net virgesinn an et ass och net erlaabt. Dowéinst, jo, fir eis mécht dat elo net wierklech vill Sënn, dee Saz oder déi Formuléierung. Dowéinst kënnen mir hei och net matstëmme. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, ganz kuerz. Mir wäerten déi Motioun och net matdroen. Mir fannen d'Positioun, ze soen: „Et muss ee mol kucken a fënnf Joer, ob et Problemer gëtt“, e bësse farlässeg par rapport zu dëser Diskussioun, déi mer elo haten. Also wäerte mer se net matstëmme.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Soss gesinn ech elo keng Wuertmeldung méi am Sall.

Da komme mer zum Ofstëmme iwwert d'Motioun Nummer 2.

### Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

An d'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmme an 21 Nee-Stëmme. Dës Motioun ass also mat 39 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmme ugehall.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est adoptée par 40 voix pour et 20 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

## 6. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement. Ech ginn Tech elo eng länger Explikatioun iwwert d'Prozedur vun dësem Vott, well dat ass alles net esou einfach. Ech géif just ëm Opmierksamkeet bieden, fir datt mer och



duerno alleguer richteg kënnen stëmme a mer viru kommen an dësem Vott.

No den Dispositiounen vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentkonferenz eng Kandidatelscht arrétéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 140 vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongültig Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir d'Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertrauede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmgläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. An dësem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballottage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder e Kandidat kritt déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen an dann ass e gewielt.

Oder et ass Stëmmgläichheet an da kënn et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheiden.

Oder et kritt beim Ballottage kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmgläichheet, an an deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Laut dem Artikel 142 vum Chambersreglement gëtt iwwer jiddwer Posten eenzel ofgestëmmt.

Ech weess, datt dat elo vill war, mee elo probéiere mer, derduerch ze kommen an enger geuerdenter Form.

Mir kommen dann elo fir d'éischt zur Designatioun vum President. Dir hutt eng Lëscht mat de Kandidature verdeelt kritt. Et si véier Kandidature fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vum Här Joël Delvaux, déi vum Här Rigobert Rink, vum Här Jean-Marc Scheer an déi vum der Madamm Susanna Van Tonder.

Deelt wannegelift elo d'Stëmmziedelen aus fir d'Designatioun vum President! Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur dierf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig. Et ass zwar kloer, mee ech hunn et léiwer gesot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wat ass, wa mer iwwert d'Këscht sinn?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, mer bleiwen an der Këscht!

**M. Claude Wiseler**, Président | Et sinn och Froen, déi een net brauch ze beäntweren, Här Clement.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Wéi fale mer et dann? Ass dat egal?

**Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement**

**M. Claude Wiseler**, Président | D'Walziedele sinn all ausgedeelt. Huet och jiddwieren ee kritt?

(Assentiment)

Da maachen ech den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Huet elo jiddwieren säi Walziedel ofginn? Da géife mer d'Setzung ënnerbriechen, fir d'Auszielung ze maachen.

(La séance publique est suspendue à 18.47 heures.)

\*\*\*

(La séance publique est reprise à 18.52 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig Stëmmziedelen: keen, blank Stëmmziedelen: keen, gültig Stëmmziedelen: 53, mat enger absoluter Majoritéit vun 28.

Ech kommen elo zur Verdeelung vun de Stëmmen: den Här Joël Delvaux: 3 Stëmmen, den Här Jean-Marc Scheer: 3 Stëmmen, an d'Madamm Susanna Van Tonder: 47 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vu 47 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Susanna Van Tonder als President vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass. Domat war deen Deel da gemaach.

Da komme mer zur Designatioun vun de véier Memberen, wou mer een nom anere mussen huelen. Et ass eng laangwiereg Prozedur, ech weess dat, mee mir kommen awer net derlaanscht.

Mir hunn 11 Kandidate fir 4 Poste vum Member vum Centre pour l'égalité de traitement erakritt. Do war d'Madamm Susanna Van Tonder och derbäi. Dat heescht, vu datt mer déi elo designéiert hunn als Presidentin, fällt déi natierlech aus dëser Lëscht eraus. Si kann net och nach Member ginn, wa se scho Presidentin ass. Mir hunn also d'Kandidature vun der Madamm Catia Fernandes Neves, der Madamm Sylvie Kerger, dem Här Max Lamesch, der Madamm Delfina Mendes, der Madamm Cidalia Monteiro, der Madamm Marie-Marthe Muller, dem Här Marc Rollinger, dem Här Rigobert Rink, dem Här Jean-Marc Scheer an der Madamm Madeleine Yougye.

Da géif ech Iech bidden, d'Stëmmziedele fir d'Designatioun vum éischte Member auszedeelen, falls se scho fotokopéiert sinn. Dat ass an der Rei. Villmools merci.

**Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement**

Dir hutt jo alleguer just, wéi mer virdru gesot haten, eng Kandidatur ugekräizt? Soss ass den Ziedel nämlech ongültig.

Ech maachen elo den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Dann huet jiddwieren säi Stëmmziedel ofginn an dann ënnerbriechen mer erëm kuerz d'Setzung.

(La séance publique est suspendue à 18.59 heures.)

\*\*\*

(La séance publique est reprise à 19.03 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig Stëmmziedelen: keng, blank Stëmmziedelen: keng, gültig Stëmmziedelen: 53, also absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Catia Fernandes Neves: 48 Stëmmen, d'Madamm Sylvie Kerger: 1 Stëmm, an den Här Marc Rollinger: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm

Catia Fernandes Neves als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vun dem zweete Member. Ech wëll hei erëm d'Chamber drop opmierksam maachen, datt just een dierf ugekräizt ginn. Ech maachen dat elo net nach eng Kéier, mee Dir wësst et jo.

Ech maachen den Appel nominal fir ... Also fir d'éischt emol: Deelt d'Stëmmziedelen aus! An da maache mer den Appel nominal, fir se anzesammelen. Fir d'éischt muss se emol ausgedeelt ginn.

**Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement**

D'Ziedele sinn all ausgedeelt.

Da komme mer elo zum Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

An dann ass d'Setzung erëm ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 19.08 heures.)

\*\*\*

(La séance publique est reprise à 19.12 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig: keen, blank: keen, gültig Stëmmziedelen: 53, absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Sylvie Kerger huet 46 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller huet 3 Stëmmen an den Här Marc Rollinger huet 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Sylvie Kerger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer zu der Designatioun vum drëtten Member.

Ech bidden Iech, d'Stëmmziedelen auszedeelen, wann ech gelift. Merci.

**Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement**

Wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, da komme mer zum Ophiewe vun de Stëmmziedelen an zum Appel nominal.

(Appel nominal)

D'Setzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 19.17 heures.)

\*\*\*

(La séance publique est reprise à 19.20 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, keen ongültigen, kee blanke Stëmmziedel, gültig d'Stëmmziedelen: 53, absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: den Här Max Lamesch: 2 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller: 3 Stëmmen, an den Här Marc Rollinger: 48 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt den Här Marc Rollinger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vum véierten a leschte Member vun deem Komitee hei. Ech soen

Iech Merci fir Är Gedold. A fënnef Minutten hu mer et gepackt.

Ech géif Iech also bieden, d'Stëmmziedelen auszedeele. Merci.

### **Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement**

Esou, wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, dann nach e bësse Konzentratioun an da si mer geschwënn derduerch.

Ech fänken u mat dem Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

*(Appel nominal)*

Voilà, d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

*(La séance publique est suspendue à 19.25 heures.)*

\* \* \*

*(La séance publique est reprise à 19.28 heures.)*

An d'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele sinn dës Kéier follgendermoossen opgedeelt gewiescht:

Total vun de Stëmmziedelen: 52, keen ongültig, kee blank, gültig d'Stëmmziedelen: 52, absolutt Majoritéit also: 27.

Den Här Max Lamesch krut 1 Stëmm, den Här Rigobert Rink krut 1 Stëmm an den Här Jean-Marc Scheer krut 50 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 50 Stëmmen decidéiert, datt den Här Jean-Marc Scheer als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

Domat si mer dann um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci fir Är Gedold. Déi nächst Sitzung si fir de 27., 28. an 29. Februar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.28 heures.)*

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Accès international aux données du Statec	0006	Sven Clement	67	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig	0103	Marc Goergen	79
Recettes fiscales sur les jeux d'argent	0035	Marc Goergen	68	Sans-abrisme	0104	Marc Goergen	79
Bruits émis par des véhicules	0039	Marc Goergen	69	Nouvelles techniques génomiques	0105	Mars Di Bartolomeo	80
Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco	0048	Sven Clement, Ben Polidori	69	Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies	0106	Marc Goergen	81
Fermeture du Foyer Don Bosco	0058	David Wagner	70	Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg	0107	François Bausch	82
Gouvernance du « Luxembourg Science Center »	0062	Sven Clement	70	Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette	0108	Georges Engel, Liz Braz	83
Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange	0074	Marc Goergen	70	Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes	0109	Marc Goergen	83
Activité accessoire des fonctionnaires	0082	Georges Engel	70	Païement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée	0110	Jeff Engelen	83
Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques	0087	Marc Goergen, Ben Polidori	71	Épandage d'engrais organiques	0111	Jeff Boonen, Christophe Hansen, Félix Eischen	84
État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl	0088	Ben Polidori	73	Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht »	0112	Marc Goergen, Ben Polidori	84
Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux	0089	Marc Goergen	73	Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire	0113	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	85
Nouvelles techniques génomiques	0091	Joëlle Welfring	74	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig	0114	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	86
Construction d'hôtel à Rodange	0092	Marc Goergen	74	Projets d'infrastructure et immobilier de l'État	0115	Marc Goergen	86
Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle	0093	François Bausch	74	Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État	0116	David Wagner	86
Pénurie du médicament Ozempic	0094	François Bausch	75	Programme politique en matière d'énergie nucléaire	0117	Joëlle Welfring, François Bausch	87
Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet	0095	Marc Baum	75	Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare	0118	Corinne Cahen	87
Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA	0096	Carole Hartmann	76	Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA)	0119	Dan Biancalana	88
Logements abordables	0098	Marc Goergen	76	Chantier permanent sur l'A1	0120	Jeff Engelen	88
Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage	0099	Yves Cruchten	76	Panneaux d'entrée des localités	0121	Jeff Engelen	88
Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ	0100	Sven Clement, Ben Polidori	77	Évaluation de la pandémie Covid-19	0122	Sven Clement	89
Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf	0101	Marc Baum	78	Musée ferroviaire à Pétange	0123	Marc Goergen	89
Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg	0102	Meris Sehovic	78	Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement	0124	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	90



Château Bellevue situé au Limpertsberg	0125	André Bauler	90	Logements vacants du Fonds du logement	0134	Marc Goergen	95
Inclusion numérique	0126	André Bauler	90	Profession de l'assistant social	0135	Joëlle Welfring	96
Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren »	0127	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	92	Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois	0136	Laurent Mosar, Diane Adehm	97
Norme Euro 7	0128	Jeff Engelen	92	Demandes de classement d'un bien immobilier comme patrimoine culturel national	0137	Ben Polidori	97
Forfait éducation	0130	Marc Spautz	93	Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange	0138	Marc Goergen	98
Risques liés au snus	0131	Nancy Arendt épouse Kemp	94	Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme	0139	Ben Polidori	98
Wanteraktioun	0132	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	94	SuperDrecksKëscht	0140	Marc Goergen	98
Procédure du changement de résidence	0133	Sven Clement	95	Cell Broadcast	0146	Marc Goergen	99

**Accès international aux données du Statec** | Question **0006** (30/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) gouf festgehalen, wéi de Statec mat vertraulechen Daten ëmgoe soll. Daten, déi direkt oder indirekt op eng Personne physique oder morale verweisen, dierfen net diffuséiert ginn. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg kann et ëmmer nees virkommen, dass beim Erhiewe vun Date gewësse Fäll esou seele virkommen oder esou speziell sinn, dass ee vun den Zuelen op Persounen, Gruppen oder Entreprisë schlësse kéint. Ass dat de Fall, ass de Statec verpflichtet, dës Date virun der Diffusioun esou unzepassen, dass keng Ofleedung méi méiglech ass. Konkreet heescht et am Gesetz:

Le Statec garantit la non-divulagation de données à caractère confidentiel lors de la diffusion de résultats statistiques, à l'exception de la statistique du commerce extérieur. Pour cette dernière, les données détaillées qui permettent l'identification indirecte d'un exportateur ou d'un importateur résidant ne sont rendues confidentielles qu'à la demande de l'opérateur économique concerné, adressée au Statec.

Les données utilisées pour la production de statistiques sont considérées comme confidentielles lorsqu'elles permettent l'identification, directe ou indirecte, d'une personne physique ou morale ou comportent un risque de divulgation d'informations individuelles. Pour déterminer si une personne physique ou morale est identifiable, il est tenu compte de tous les moyens dont on pourrait raisonnablement admettre qu'ils puissent être utilisés par un tiers pour identifier ladite personne.

Am digitalen Zäitalter, wou Datesätz a kierzter Zäit vu Computerprogrammer analyséiert kënnen ginn, ass d'Garantie vun der Confidentialitéit net ëmmer einfach. Et muss net nëmme kontrolléiert ginn, ob d'Zuelen direkt op d'Identitéit vun enger Persoun, Grupp oder Firma verweisen, mee et muss och garantéiert ginn, dass een net iwwert eng Rechnung Zuelen erhale kéint, déi d'Identitéit oppeleeën. Dat ka mat engem héijen Aarbechtsopwand verbonne sinn.

Fir ze vermeiden, dass dës Aarbecht néideg gëtt bei all Demande, fir mat den Daten ze schaffen, gesäit d'Gesetz vir, dass confidentiel Daten och um Site vum Statec fir wëssenschaftlech Zwecker dierfe gekuckt a gebraucht ginn. Dat huet fir d'Wëssenschaftler:innen och de Virdeel, dass si mat den Originaldate schaffen kënnen, an net mat Datesätz, déi no de primären a sekundären Reegele vun der Confidentialitéit ugepasst goufen, an dofir eventuell net méi esou vill Informatiounen enthalen. Am Gesetz steet dozou:

Le Statec peut accorder, à des fins scientifiques, l'accès, dans ses locaux, à des données confidentielles. La recevabilité de la demande et l'autorisation d'accès à des fins scientifiques aux données confidentielles sont subordonnées à l'examen du bien-fondé et de l'intérêt scientifique des projets de recherche pour lesquels l'autorisation est sollicitée, ainsi qu'à l'examen de la qualification scientifique du ou des demandeurs.

Etuden a Resultater, déi iwwert dëse Wee entstinn, müssen dem Gesetz no virun hirer Publikatioun dann och nach emol vum Statec kontrolléiert ginn:

Les études et résultats des recherches susceptibles d'être publiés ou diffusés sont vérifiés par le Statec pour éviter la divulgation de données confidentielles.

Allerdéngs schaffen net just Wëssenschaftler:innen hei zu Lëtzebuerg mat de Statistike vum Statec. Och vun internationaler Säit gëtt Lëtzebuerg oft gebieden, Zuelen ze liwweren – z. B. fir Analysen um Niveau vun der EU oder OECD.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt de Statec bei Ufroen aus dem Ausland just Statistike weider, déi no de Reegele vun der primärer a sekundärer Confidentialitéit ugepasst goufen?

2. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistiken an d'Ausland weiderginn (z. B. un d'OECD oder fir en EU-Projet, mee och un individuell Wëssenschaftler:innen)?

Wéi vill Datesätz/Statistike sinn un individuell Wëssenschaftler:innen erausgaangen a wéi vill jee weils un d'EU, d'OECD oder eng aner Entitéit?

3. Wat geschitt, wann Datesätz/Statistiken, déi vum Ausland ugefrot ginn, aus Grënn vun der Vertraulechkeet missten esou ugepasst ginn, dass se manner Informatiounen enthalen an oder hir Upassung mat engem onproportional héijen Aarbechtsopwand verbonne wier?

Goufen dës Daten dann net weiderginn, esou dass se just sur place beim Statec consultéiert gi sinn?

Oder goufen d'Informatiounen dann trotz deem weiderginn, obwuel keng oder keng vollstänneg Upassung no de Reegele vun der primärer a sekundärer Confidentialitéit gemaach gouf?

4. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistike fir eng Consultatioun sur place fräiginn?

Wéi vill Datesätz/Statistike si vun individuelle Wëssenschaftler:innen consultéiert ginn a wéi vill jee weils vun engem Representant vun der EU, der OECD oder enger anerer Entitéit?

5. Wat geschitt, wann z. B. Eurostat oder d'OECD eng Etude an Optrag ginn, déi no Date freet, bei deenen

de Statec der Meenung ass, dass d'Confidentialitéit op primärem an/oder sekundärem Niveau nëmme schwéier wäert garantéiert kënnen ginn. Gëtt un dësen Etuden dann net deelgehooll, gi bestëmmten Daten dann net erhewen, ginn d'Daten erhewen, mee dann awer geschwäert (oder anescht ugepasst) oder ginn d'Daten einfach esou iwwermëttelt?

Gouf et esou Fäll an de leschte 5 Joer?

Falls jo: Wéi gouf entscheet?

6. Ass de Statec an de leschte 5 Joer Ufroen aus dem Ausland fir Donnéeën nokomm, déi net an Zesammenhang mat enger europäesch koordinierter Etude stoungen?

**Réponse** (24/11/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo, de Statec bestätegt, dass Ufroen aus dem Ausland analyséiert ginn, an déi gefrote Statistiken an Donnéeën just geliwwert ginn, wa ka garantéiert ginn, dass d'Donnéeën, déi erausginn, konform sinn, engersäits zum Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vum nationale Statistkinstitut Statec an seng Missioun festgehalde sinn, an anerersäits zu der EU-Dateschutz-Grundveruerdung (RGPD – Règlement (UE) 2016/679). Déi primär a sekundäre Confidentialitéit, sou wéi se vun Eurostat definéiert ass<sup>1</sup>, ergëtt sech mam Respekt vun de Gesetzer a Reglementer, deenen de Statec ënnerluecht ass.

ad 2. De Statec gëtt Datesätz a Statistiken un Eurostat (statistescht Amt vun der EU) weider, esou wéi et vun de verschiddenen europäesche Reglementer virgesinn ass. D'Periodizitéit ass jee no Enquête ënnerschiedlech an déi ganz Lëscht ass um Internetsite vun Eurostat disponibel<sup>2</sup>.

Den Artikel 6 vum EU-Reglement N° 557/2013 gesäit vir, dass Fuerscher op agreéiert Donnéeën zougräife kënnen. De Statec stëmmt deenen Demandë fir gewéinlech zou. An deem Kontext gi keng vertraulech Daten no baussen eraus oder publizéiert.

D'OECD freet de Statec net no Donnéeën, déi scho bei Eurostat disponibel sinn. De Statec schafft mat der OECD zesummen, mee féiert keng intern Statistike iwwert d'Unzuel un Datesätz a Statistiken, déi un d'OECD geschéckt ginn. Doriwwer eraus huet de Statec a verschiddene spezifesche Fäll en „Data Handling Agreement“ mat der OECD ofgeschloss.

Wat individuell Wëssenschaftler aus dem Ausland uegt, déi sech direkt un de Statec gewant hunn, sinn et beim Statec tëscht 2020 an 2023 insgesamt

<sup>1</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/54610/7779382/Statistical-Disclosure-Control-in-businessstatistics.pdf>

<sup>2</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/web/european-statistical-system/programmes-andactivities/legislation-in-force>

7 Demandé ginn, wou Donnéeë geliwert gi sinn. Déi meescht Demandé lafen allerdéngs iwwert den europäesche Mechanismus, de Statec huet do keng Informatioun zu der Unzuel vun Demanden. De Statec ass generell favorabel zu esou Ufroen, an Eurostat ass de Garant vum korrekten Notzen an Auswäerte vun deenen Donnéeën, am Respekt vun de Confidentialitéitskennzeechen, déi de Statec un déi respektiv Date gebonnen huet.

ad 3. Bei Ufroen aus dem Ausland gëtt den Aarbechtsopwand ofgewien, a wann de Statec net direkt am Respekt vun der Vertraulechkeet vun den Date ka favorabel äntweren, ginn Upassungsvirschléi gemaach, wéi zum Beispill:

- en Echantillon mat nëmmen net vertraulechen agreéierten Date liwweren;
- de Statec iwwerdréit dem Wëssenschaftler eidel Fichieren, déi d'Struktur vun den originellen Daten erëmginn, wouropshin de Wëssenschaftler säin Traitement ka programméieren, dat de Statec dann op de richtegen Date lafe léisst an déi agreéiert Donnéeën un de Wëssenschaftler weidergëtt. De Statec respektéiert dobäi och de Prinzip vum der Dateminimierung, wéi et am RGPD virgesinn ass.
- d'Consultation vun Daten op engem vun all Réseau isoléierte Computer an de Büro vum Statec, wou dono ausschliisslech agreéiert Resultater kënnen mat erausgeholl ginn.

Wann dem Statec seng Propositionen net zefriddestellend op d'Demande äntwert, gëtt d'Ufro net weiderverfollegt.

ad 4. De Statec huet an de 5 leschte Joer 5 Consultationen op engem vun dem Réseau isoléierte Computer erfaasst, dorënner 4 vu Lëtzebuurger Institutiounen/Organismen an eng vun der OECD.

ad 5. Déi europäesch Reglementer gesi vir, dass de Statec d'Transmissioun vun Daten un Eurostat maache muss. De Statec kann Daten esou markéieren, dass des zwar vun Eurostat ausgewäert kënnen ginn, mee net publizéiert dierfe ginn.

All d'Tabelle gi primär un Eurostat geschéckt, doriwwer eraus gëtt et Ofkommen tëschent Eurostat an aneren internationalen Institutiounen (OECD, FMI, EZB ...) fir d'Iwwerdroe vun Donnéeën.

ad 6. De Statec ass esou Ufroen aus dem Ausland an de leschte 5 Joer nokomm, fir des gëllen déi selwecht Reegelen, wéi an der Äntwert op d'Fro 3 erklärt.

Et sief bemierkt, dass am Kader vum europäesche statistesche System déi meescht Kollekte vun Daten op europäeschem Niveau koordinéiert sinn, haapt-sächlech duerch Reglementer, an dass d'Kadergesetz vum Statec virgesäit, dass d'Statistiken, déi gefouert ginn, en „Intérêt général“ mussen hunn.

**Recettes fiscales sur les jeux d'argent** | Question 0035 (23/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Online Glécksspiller a Wette sinn e legitimen a milliardeschwéiere Maart, vun deem Lëtzebuerg kéint zousätzlech Steierrecettë generéieren. Verschidde Länner, wéi Malta, hunn eng attraktiv Gesetzgebung, fir d'Gléckspillindustrie op hiren Territoire unzezéien. Och an der Belsch zum Beispill ass d'Gléckspill iwwert präzis Gesetzer streng encadréiert.

Lëtzebuerg fiert aktuell een anere Wee a garantéiert der Lotterie nationale ee Monopol fir all Zort vu Glécksspiller a Wetten hei am Land. Dëse Monopol funktionéiert net: Firms kommen iwwert d'Europäesch Union trotzdeem hei eran. Queesch duerch d'Land gesäit een a Caféen illegal Spillmaschinnen stoen, wou

vill Suen iwwert auslännesch Serveren (Malta, Brasilien etc.) verspillt ginn. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2927 hat de Justizministère d'Präsenz vun 2.000 illegalen Internetborne bestätegt. Et goufen an der Vergaangenheet keng nennenswäert Efforten ënnerholl, fir des illegal Aktivitéiten ze stoppen oder des Bornen iergendwéi juristesche ze encadréieren. Dëst soll elo geännert ginn, no engem entsprecheende Passage am Koalitiounsaccord vun der neier Regierung.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Justiz des Froe stellen:

1. D'Gléckspillgesetz vun 1977 gesäit am Artikel 4 Punkt 3 fir Sportswetten eng Taxe vu maximal 25.000 Frang (600 €) souwéi ee Maximum vu 15 % Bätträg op „les sommes engagées ainsi que ceux sur les prix à distribuer“ vir. Dat entsprecheend groussherzoglecht Reglement vum 7. September 1987 bezitt sech awer hei – iertemlecherweis (?) – nëmmen op d'Sommes entrantes. D'Dispositioun ëm dëse Gesetzesartikel a säin zougehéieregen RGD-Artikel suergen deemno fir Verwirrung, well net gewosst ass, ob sech dëse Prélèvement op 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn bezitt oder reng op d'Differenz tëscht Wettasätz an dem Spillgewënn.

- Bezitt de Steiersaz aus dem Artikel 4 Punkt 3 vum Gléckspillgesetz sech op déi 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn oder op d'Differenz tëscht dem Wettasätz an dem Spillgewënn (also dem Benefice)?

- Kann d'Regierung erklären, firwat den „taux de prélèvement“ vu 15 % nach ëmmer deen héchsten an der ganzer EU ass?

- Wäert déi nei Regierung den Taux de prélèvement op de Gewinn (Benefice) fixéieren?

- Wäert d'Regierung den aktuellen Taux vu 15 % re-duzéieren?

2. D'Gesetz vum 17. August 1963 iwwert de Steieraccord tëscht Lëtzebuerg an der Belsch vum 30. August 1962 ayant pour but d'éviter la double imposition en matière de taxes perçues à l'occasion des concours de pronostics sur les matches de football erméiglecht et enger belscher Sociéit, déi Wettaktivitéiten an der Belsch ubitt, ouni weider Autorisatioun un lëtzebuergesche Marché deelzehuelen an de lëtzebuergesche Steiertaux vu 15 % ze ëmgoen, well déi belsch Steier fir des Entreprisë gëllt.

- Kënnen d'Ministere bestätegen oder widderleeën, dass eng a Wettspiller autoriséiert Firma an der Belsch hei am Land nom belsche Steiersaz besteiert gëtt? Falls jo, bezitt sech dëse Steiersaz eleng op Wette bei Fussballmatcher oder och op aner Sportarten a Glécksspiller?

3. Wéi vill Steierrecettë goufen an deene leschten dräi Joer duerch d'Gléckspillgesetz ageholl, opgeléicht no Joer an no Dispositioun aus dem Gléckspillgesetz vun 1977?

4. D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass d'Gléckspillgesetz op de Leescht soll geholl ginn, mee dass Glécksspiller weiderhin nëmmen a Casinoen dierfen ugebuede ginn, obwuel ee groussen Deel vu Glécksspiller un Internet ugebuede gëtt. Firwat ass d'Regierung net de Wee gaange vun enger Liberaliséierung vum Gléckspill?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987 betreffend Sportswette reegelt d'Fro vum Steiersaz folgendermoossen:

„(1) Le prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives est fixé à 15 % des sommes brutes engagées dans les paris.

(2) Sont à considérer comme sommes brutes engagées au sens des dispositions qui précèdent les mises et les enjeux se rapportant

a) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères dont les bulletins ont été remplis au Luxembourg et remis à des exploitants établis dans le pays ;

b) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères organisés par des personnes ou firmes étrangères disposant au Luxembourg d'un ou de plusieurs bureaux, agences ou filiales, chargés d'accepter des bulletins mis en circulation dans le pays ou dans les pays étrangers ainsi que les enjeux y afférents. (3) Ne sont pas compris dans les sommes brutes engagées dans les paris les prestations connexes facturées séparément et qui ne sont pas directement liées aux paris proprement dits.“

Aus dem éischten an zweete Paragraph vum virgenannten Artikel 17 ergëtt sech, dass sech den Taux vu 15 % op d'Wettasätz („sommes brutes engagées“) applizéiert. D'Notioun vun de „sommes brutes engagées“ gëtt am zweeten an drëtten Paragraph weider definéiert als „les mises et les enjeux se rapportant à des paris [...]“, wat bestätegt, dass sech deen Taux also hei op de Wettasätz applizéiert.

Et ass de Moment net virgesinn, eng Ännerung vum Taux de prélèvement virzehuelen. Dëse Steiersaz wäert sech och weiderhin op d'Sommes brutes engagées applizéieren.

Et ass weider unzemierken, dass laut dem Artikel 4 vum modifizéierte Gléckspillgesetz vum 20. Abrëll 1977 all Veranstaltung vu Sportswetten zu Lëtzebuerg der Autorisatioun vum Justizminister ënnerworfen ass.

Dës gesetzlech Obligatioun gëtt net duerch den Accord iwwert d'Vemeidung vun der Duebelbesteuerung am Beräich vun Taxe betreffend Wette op Fussballmatcher vum 30. August 1962 tëscht Lëtzebuerg an der Belsch opgehewen.

Op d'Frostellung, wéi ee Steiersaz fir een an der Belsch etabléierten Organisateur, am Fall vun der Applikatioun vum Accord, hei am Land op Wettasätz („sommes brutes engagées“) op Fussballmatcher, déi zu Lëtzebuerg acceptéiert goufen, ufalen, fënnt sech d'Äntwert am Artikel 3 vum Accord:

„Les organisateurs établis en Belgique et autorisés à opérer également au Luxembourg, sont soumis dans ce dernier État, au prélèvement sur les sommes brutes y engagées [...]“

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987, deen een Taux vu 15 % virgesäit, ass an deem Fall ze applizéieren.

Wat Steierrecetten ubelaangt, goufen zënter dem Exercice 2013 keng Steierrecetten iwwer d'Lottosteier méi ageholl. Fir Sportswette goufen, fir d'Joren 2020 bis 2022, och keng Steierrecetten ageholl.

D'Steierrecettë fir de Spillcasino fir d'Joren 2020 bis 2022 kënnen folgendermoossen opschlésselt ginn<sup>3</sup>:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Et ass ofschléissend ze bemierken, dass de Koalitiounsaccord keng weider Liberaliséierung vum Gléckspillgesetz virgesäit. Et ass, am Géigendeel, virgesinn, dass d'Kontrollen an d'Strofen op net autoriséierten

<sup>3</sup> Loi du 17 décembre 2021 portant règlement du compte général de l'exercice 2020  
Loi du 23 décembre 2022 portant règlement du compte général de l'exercice 2021  
Projet de loi n° 8258 portant règlement du compte général de l'exercice 2022



Acteuren, déi an hirem Betrib Glécksspiller bedriewen, solle verschäerft ginn, besonnesch, fir dat illegaalt Glécksspill an de Caféen an aneren öffentleche Plaze besser kennen ze bekämpfen.

**Bruits émis par des véhicules** | Question 0039 (24/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kaméidi beanträchtegt d'Liewensqualität a kann op Dauer krank maachen, wat vill Etüden aus de leschte Joerzénge beleen.

Am Code de la route ass an den Articlele 25 a 25bis virgeschriwwen, dass fir all Stroossegefiierer, jee no Kategorie, eng Limitt géllt fir d'Dezibel, déi se dierfe produzéieren. Europawäit gëllen duerch d'EU-Reglement N° 540/2014 änlech Reegelen, soudass u sech kee Gefier, dat zu Lëtzebuerg zirkuléiert, ze vill Kaméidi dierf maachen.

Et kënt awer alt vir, dass verschidde Stroossegefiierer, ob Autoen, Motoen, Busser oder Camionen, opfälleg haart ennerwee sinn an immens vill Kaméidi maachen, wat fir d'Awunner zimmlech lästeg ka sinn, grad wa se nieft den Haaptachse wunnen. Am nationalen Aktiounsplang géint de Kaméidi si keng weider Moosname virgesinn, déi d'Gefierer selwer betreffen, mee am Plang konzentréiert een sech éischter op d'Stroosseninfrastrukturen. Et sinn awer virun allem déi Gefierer, déi opfälleg haart an den Dierfer ennerwee sinn, déi zur Lärmbelästegung bäidroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gétt de Kaméidi, deen déi verschidde Stroossegefiierer hei am Land a virun allem innerorts produzéieren, gemooss?
2. Wéi oft gouf an de leschten zwee Joer géint d'Articlele 25, 25bis an 160 vum Code de la route verstouss?
3. Wéi eng technesch Equipementer benotzt d'Police, fir de Kaméidi vu Stroossegefiierer ze kontrolléieren, a wéi oft gi Kontrolle vum Kaméidi am Joer vum der Police duerghefouert?
4. Et kënt vir, dass Persounen, nodeems hiert Gefier de Contrôle technique mat Bravour bestanen huet, Ännerungen um Gefier duerchféieren, soudass d'Gefier méi Kaméidi mécht wéi zougelooss ass, zum Beispill, andeems d'Drossel erofgeholl gétt. Dës Ännerunge ginn da kuerz virum nächste Contrôle technique erëm réckgängeg gemaach, fir während der Kontroll konform ze sinn. Wéi eng weider Kontrolle ginn, ausserhalb vum Contrôle technique vum Gefier, hei am Land duerchgefouert, fir Verstéiss géint Kaméidibegrenzung feststellen? Falls keng Kontrollen heizou gemaach ginn, wourunner läit dat?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den honorablen Deputéierten erwäant an der Aleedung ze senger Fro den nationalen Aktiounsplang géint de Kaméidi a bemierkt, datt dodra keng weider Moosname géint de Kaméidi vum eenzele Gefierer virgesi sinn. Dofir fir d'éischt e puer Explikatiounen zu deem Plang:

Déi national Aktiounsplang géint de Kaméidi beschriewen de Kaméidi groussflächeg an op Basis vun enger Joresmoyenne no den Ufuerderunge vun der europäescher Direktiv 2002/49/CE. Nieft dem berechente Kaméidi gétt et geziilt Mooscampagnë fir d'Validéierung vun dëser Joresmoyenne op ausgewielte Plazen.

Dës Donnéeë sinn d'Basis fir d'Moosnamen, déi an den Aktiounsplang ze fanne sinn. Donieft kënnen awer och Problematike behandelt ginn, déi iwwer dëse Kader erausginn, mee d'Bierger an hirem Alldag beschäftegen, wéi zum Beispill vereenzelt besonnesch haart Gefierer am Stroosseverkéier. An dësem Kontext huet d'Ëmweltverwaltung (AEV) d'Potential vu sougenannte Kaméidiradaren ënnersiche gelooss. D'Resultater dovunner sinn hei publizéiert: <https://environnement.public.lu/fr/loft/bruit/surveillance-bruit/vehicules.html>.

D'Police kann de Kaméidi vun eenzelne Gefierer duerch eng vereinfacht Miessung feststellen. Heibäi gétt de Moosapparat (Schallmoosapparat) hannert dem Auspuff an engem definéierten Ofstand an an engem definéierte Wénkel opgestallt. Fir d'Miessung muss dann am Leerlauf op eng gewëssen Dréizuel acceleréiert ginn an de Gas spontan lassgelooss ginn. Mat dëser Form vu Miessung ass et der Police méiglech, Gefierer ze identifizéieren, bei deenen d'Schallemissiounen net konform sinn.

ad 2. Vum 1. Dezember 2021 op de 4. Dezember 2023 gouf 55-mol géint den Artikel 25 Paragraf 1<sup>4</sup>, verstouss, 5-mol géint den Artikel 25 Paragraf 2<sup>5</sup>, 29-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 1 an 2<sup>6</sup>, 354-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 3 bis 5<sup>7</sup>, a 74-mol géint den Artikel 160 Paragraf 1 Punkt e)<sup>8</sup>, vum Code de la route verstouss.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 3. Bezüglech dem technesche Volet gétt op d'Äntwert zu der Fro 1 verwisen.

Well d'Referenzwäerter bis viru Kuerzem net op den Autospabeiere stoungen, sinn d'Kontrollen éischter a Kooperatioun mat der SNCA an hiren techneschen Déngschter gemaach ginn. Mat de Modifikatiounen vum 24. Oktober 2023 vum Reglement vum 26. Januar 2016 iwwert d'Immatrikulatioun vum Gefierer ass um „certificat d'immatriculation“ elo een zousätzlecht Feld mat de Referenzwäerter an der Referenzdréizuel, bei där dës Moosung muss gemaach ginn, agefouert ginn. Well domadder all déi néideg Informatiounen

<sup>4</sup> Art. 25. 1. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas provoquer des bruits susceptibles de causer une gêne aux usagers et aux riverains. L'échappement libre et toute opération tendant à supprimer ou à réduire l'efficacité du dispositif d'échappement silencieux sont interdits. Il est interdit de circuler avec un véhicule dont le moteur ou une partie de la carrosserie ou du châssis produit un bruit excessif qui serait évité par un entretien normal du véhicule.

<sup>5</sup> Le bruit produit par un véhicule neuf, mesuré d'après la méthode de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ne doit pas excéder :

a) 75 dB(A) pour un cyclomoteur et pour un motorcycle dont le moteur a une cylindrée ne dépassant pas 80 cm<sup>3</sup> ;

aa) 78 dB(A) pour un cycle à moteur auxiliaire ;

b) 77 dB(A) pour un motorcycle dont le moteur a une cylindrée comprise entre 80 cm<sup>3</sup> et 175 cm<sup>3</sup> ; (...)

<sup>6</sup> Art. 25bis. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas émettre des fumées pouvant gêner à la circulation ou incommoder les autres usagers de la route. Ils doivent être munis d'un dispositif d'échappement. Les gaz d'échappement ne peuvent être évacués qu'au moyen de ce dispositif. Celui-ci doit être suffisamment silencieux, efficace et étanche, et ne doit être interrompu par le conducteur en cours de route.

<sup>7</sup> Ce dispositif doit être maintenu en parfait état d'entretien, de telle sorte que son efficacité demeure équivalente à celle d'un dispositif neuf. Il ne peut pas dépasser le gabarit du véhicule. En aucun cas, les gaz d'échappement ne peuvent pénétrer à l'intérieur du véhicule et causer une gêne ou un danger pour les occupants ou les animaux transportés. Sans préjudice des dispositions qui précèdent la tuyauterie d'échappement et le silencieux des voitures automobiles à personnes et véhicules utilitaires mis en circulation après le 1<sup>er</sup> octobre 1971 doivent être écartés d'au moins 10 cm de toute matière facilement inflammable, à moins d'être efficacement protégés. Si le véhicule est équipé d'un moteur à essence, la tuyauterie d'échappement doit se trouver totalement en dehors de l'habitacle.

<sup>8</sup> Art. 160. 1. (...) e) L'usage de l'échappement libre, la mise en marche bruyante ou l'essai bruyant du moteur sont interdits.

direkt verfügbar sinn, ass d'Iwwerprüfung duerch d'Police däitlech méi einfach.

D'Datebank vun der Police erméiglecht et net, ausschliisslech no Kontrolle vum Kaméidi vun de Gefierer ze sichen. Grondsätzlech géllt awer, datt bei all Verkéierskontroll, déi d'Police duerchféiert, am Zwiwelsfall, och den techneschen Zoustand vum Gefier iwwerpréift gétt. Heirënner fällt och d'Auspuffanlag vun de Gefierer.

ad 4. Wann op engem Gefier ee Verstouss festgestallt gétt, kann d'Police nieft der Verbalisatioun ee Rapport un de Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte schreiwen, wourpshin dësen de Proprietär vum Gefier, bezüegungsweis den Titulaire vum „certificat d'immatriculation“, schrëftlech dozou opfuere kann, innerhalb vu 6 Woche säi Gefier an eng technesch Kontroll ze bréngen oder dëst temporär oder ganz ofzemen. Falls d'Gefier net an dësem Delai an d'Kontroll bruecht gétt, gétt d'Gefier vun der SNCA ofgemellt a muss virun enger neier Umeldung déi technesch Kontroll passéieren. D'Police kann dernieft och Gefierer immobiliséieren, déi net den Dispositiounen vum „certificat d'immatriculation“ entsprechen.

Wat d'Modifikatiounen virun oder no enger technescher Kontroll ugeet, esou ass ze soen, datt déi Kontroll eng Momentopnam ass, ob ee Gefier konform zu de Bestëmmungen ass. Wa Modifikatiounen no dëser Kontroll gemaach ginn, ass et d'Aufgab vun der Police, duerch Kontrolle sécherzestellen, datt och am normale Betrib d'Gefier deem entsprécht, wéi et zougelooss gouf an d'technesch Kontroll bestanen huet. Am Fall, wou dëst net ginn ass, kënnen dann déi uewe beschriwwene Schrëtt ennerholl ginn.

**Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco** | Question 0048 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 27. November war de Familljeminister Max Hahn Invité vun der Redaktioun um RTL. An dësem Interview huet de Minister gesot, dass verschiddene Persounen, déi aktuell am Foyer Don Bosco ennerbruecht sinn, Alternativen ugebuede gi wieren, déi dës Persounen awer ofgeleent hätten.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ëm wat fir eng Aart vun Ennerbréngungen handelt et sech bei de proposéierten Alternativen, déi de betraffene Persounen ugebuede goufen?
2. Wéi ville Persoune goufen dës Alternativen ugebueden?
3. Wat sinn d'Grënn dofir, dass déi betraffene Persounen déi proposéiert Alternativen ofgeleent hunn?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Am Kontext vun der geplangter Fermeture gouf e Groupe de travail gegrënnt, fir Léisungen an Alternativen ze fannen. Sou gouf, säit Februar 2023, mat follgende Partner geschafft:

- Ville de Luxembourg
- Office social de la Ville de Luxembourg
- Croix-Rouge Luxembourg
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Office national d'inclusion sociale.

ad 2. Déi kompetent sozial Servicer hunn d'Persoune bei hirer Wunnengssich ennerstëtzt a verschiddener kruten och sozial Wunnengen ugebueden. Allerdéngs

ass et ëmmer nach an der Responsabilitéit vun de Leit, sech och tatsächlech bei deene verschiddene Servicer ze mellen an sech anzeschreien oder d'Offeren, déi se kréien, unzehuelen oder net.

Et sief nach unzemierken, dass säit ugangs dësem Joer, 59 Persounen d'Struktur verlooss hunn. Dovunner hunn der 24 privat eng Wunneng fonnt, 35 anerer goufen innerhalv vun de Strukture vum ONA relogéiert. 3 si verschwonnen.

ad 3. D'Persounen, déi sou eng Offer kréien, kënnen aus perséinleche Grënn eng Wunneng, déi disponibel ass, an domadder e Relogement refuséieren.

.....  
**Fermeture du Foyer Don Bosco** | Question **0058** (28/12/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il est prévu que le Foyer Don Bosco fermera définitivement ses portes le 30 novembre 2023. Sachant que le foyer est toujours habité par des demandeurs de protection internationale (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI), je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qu'advient-il aux personnes DPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Une solution a-t-elle été trouvée pour reloger toutes les personnes DPI en question dans d'autres structures de l'Office national de l'accueil ?

2) Qu'advient-il aux personnes BPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver à la rue sans abri après la fermeture du foyer ?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Le manque de capacités d'accueil pour demandeurs de protection internationale ne permet actuellement pas de fermer définitivement la structure d'hébergement Don Bosco.

Les personnes qui y sont encore hébergées et qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement sont assistées dans leurs recherches de logement en dehors du réseau de l'ONA afin de libérer les lits nécessaires pour permettre à l'État de continuer à accueillir les demandeurs de protection internationale.

En règle générale, les fermetures programmées des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale sont planifiées plusieurs mois en avance, de manière à ce que l'administration puisse reloger les demandeurs de protection internationale dans d'autres structures et à ce que les personnes qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement auprès de l'ONA soient informées plusieurs mois en avance qu'elles doivent trouver un autre hébergement. Dans ce deuxième cas, les bénéficiaires de protection internationale sont assistés dans leurs démarches par les services sociaux compétents, comme tout résident luxembourgeois.

.....  
**Gouvernance du « Luxembourg Science Center »** | Question **0062** (29/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mengen Informatiounen no gouf schonn 2019 eng Kéier en Ulaf geholl, fir eng nei Gouvernance fir de Luxembourg Science Center auszeschaffen. Dës wier vun de Responsable vum LSC dem Bildungsministère proposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass 2019 scho verschidde Facteuren dozou gefouert hunn, dass een iwwert eng nei Gouvernance geschwat huet? Wa jo, wat waren dës Facteuren?

2. Falls dës Informatiounen stëmmen, firwat ass dës Gouvernance deemools net zustane komm?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7707 aus der viregter Legislaturperiod ze verweisen, an där d'Gouvernance vum Luxembourg Science Center (LSC) an d'Problemer, déi domat verbonne waren, am Detail beschriwwen ginn.

Am Resumé ass et esou, datt et am Joer 2019 zu engem Echange tëscht dem MENJE an dem LSC komm ass, iwwert d'Ofrechnunge vun de Statiounen, déi den LSC baue gelooss huet. Zu dësem Zäitpunkt stoung d'Fro vun der Gouvernance net am Mëttelpunkt.

D'Situatioun ronderëm d'Facturatioun huet sech doropshi verbessert. 2022 huet sech aus bekannte Grënn d'Noutwendegkeet erginn, fir déi ganz Gouvernance am Sënn vun der Transparenz ze iwwerschaafen. Dee Prozess ass den Ament amgaangen a gouf an engem Protocole d'entente festgehalen, dee béid Säiten ënnerschriwwen hunn.

.....  
**Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange** | Question **0074** (30/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Jore gëtt doriwwer diskutéiert, fir an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ee gemeinsamen Zenter fir d'Police an de CGDIS entstoen ze loossen. A menge parlamentaresche Froen N° 3404, 5328 a 6362 hat ech deemools schonn Informatiounen zu dësem Projet gefrot. An der Äntwert op meng Fro N° 3404, waren zu deem Zäitpunkt nach keng Verhandlungen amgaangen, fir een neit Policekommissariat an d'Rue de Linger op der Grenz tëscht Péiteng a Käerjeng ze erriichten. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6362 (am Juni 2022) gouf geschriwwen, dass den Dossier vum Comité d'acquisition beim Finanzministère traitéiert gëtt a beim CGDIS vu sengem Verwaltungsrout.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Hält de Minister weider dru fest, fir ee Policebüro an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten?

2. Gëtt et Fortschrëtt an dësem Dossier? Falls jo, wou sinn d'Diskussiounen drun?

**Réponse** (03/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. D'Gebaiheekte vum der Police sinn zum Deel veraalt, ze kleng an och net méi adaptéiert un ee moderne Service public. Dëst ass och fir de Commissariat Péiteng/Käerjeng de Fall.

Wéi am Programme gouvernemental steet, wëll dës Regierung zousätzlech Efforte maachen, fir der Police hir Infrastrukturen ze adaptéieren, sief et Commissariater ze renovéieren oder nei Commissariater ze bauen.

An deem Sënn gëtt och de Projet vum Bau vun engem neie Gebai fir d'Kommissariat Péiteng/Käerjeng weidergefouert.

Et lafen aktuell Diskussiounen mat der Gemeng Péiteng iwwert en neie Site zu Lénger, deen d'Gemeng proposéiert huet an deen an effentlecher Hand ass.

ad 2. Et ass eng Reunion geplangt mat der Gemeng Péiteng en vue vun der Ausschaffung vun engem Avant-projet sommaire op dësem Site.

.....  
**Activité accessoire des fonctionnaires** | Question **0082** (04/12/2023) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le point 1. de l'article 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que :

« 1. Le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.

Aucune activité accessoire au sens du présent article ne peut être exercée ou autorisée si elle ne se concilie pas avec l'accomplissement consciencieux et intégral des devoirs de la fonction ou s'il y a incompatibilité, de fait ou de droit, au regard de l'autorité, de l'indépendance ou de la dignité du fonctionnaire. »

Une activité accessoire du fonctionnaire peut être autorisée par le ministre du ressort sur avis préalable du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

– Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il me dire quels critères sont pris en compte pour l'avis prémentionné ? Est-ce que la disponibilité du fonctionnaire et les besoins du service font partie de ces critères ou est-ce qu'il appartient au ministre du ressort de juger si l'envergure de l'activité accessoire est conciliable avec les besoins du service ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que certaines fonctions, notamment certains postes à responsabilité, ne peuvent être exercées qu'à temps plein et sont ainsi d'office incompatibles avec une activité accessoire régulière d'une certaine envergure ?

**Réponse** (12/01/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

D'après l'article 14 du statut général des fonctionnaires de l'État, une activité accessoire ne peut être exercée que si l'agent concerné dispose de l'autorisation préalable du ministre du ressort prise sur avis préalable conforme du Ministre de la Fonction publique.

Les agents doivent poser leur demande par la voie hiérarchique.

Le ministre du ressort transmet ensuite la demande pour avis au Ministre de la Fonction publique. Il y ajoute sa position dont notamment celle relative à l'impact de l'activité accessoire projetée sur la fonction de l'agent et l'intérêt du service.

Le Ministre de la Fonction publique émet son avis en tenant compte, d'une part, d'éventuels risques de conflits d'intérêts et, d'autre part, de l'impact de l'activité projetée sur l'intérêt du service et la disponibilité de l'agent.

En cas d'avis positif, l'agent est informé qu'il devra respecter les dispositions obligatoires en matière de temps de travail, telles que le repos journalier, le repos hebdomadaire, la durée maximale de travail par jour et par semaine ainsi que l'interdiction d'exercer son activité accessoire durant les congés de récréation. Ainsi, par exemple, un agent – peu importe son degré d'occupation auprès de l'État – ne sera pas autorisé à dépasser la durée de travail maximale de



quarante-huit heures par semaine, tout travail confondu (fonction principale et activité accessoire).

Comme les décisions sont prises individuellement en tenant compte, d'une part, des détails de l'activité accessoire envisagée et, d'autre part, de l'intérêt du service de l'administration concernée, voire des fonctions de l'agent concerné, une réponse générale à la question de savoir si certains postes sont d'office incompatibles avec une activité accessoire s'avère impossible.

.....

**Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques** | Question **0087** (06/12/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerker. Dat geet nëmme, wa Lëtzebuerg energiepolitesch esou onofhängeg wéi méiglech ass. Dofir muss virun allem de Staat mam gudden Beispill virgoen. Op Terrainen, déi a Staatshand sinn, muss d'Regierung den Ausbau vun erneierbaren Energie virundreiwen. Am Koalitionsaccord ass zwar vu grousser Projete rieds, mee et feelt un Detailler. Nom leschte Stand vun eisen Informatiounen (Äntwert op QP N° 5500) sinn nëmme 4 % vu ronn 1.500 Gebaier vum Staat mat Solaranlagen equipéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Energie a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Gebaier an Terrainen (z. B. Parkingen) sinn aktuell mat enger Solaranlage equipéiert?
2. Op wéi enge staatlech Gebaier an Terrainen ginn aktuell Solaranlagen equipéiert?
3. Wéi eng zousätzlech staatlech Gebaier an Terrainen sollen elo als éischt mat Solaranlagen equipéiert ginn a bannent wéi vill Méint wäert dat gemaach ginn?
4. Wéi vill Kilowattstonne Strom ginn aktuell duerch Solaranlagen op staatlech Gebaier an Terrainen produzéiert?
5. Wéi vill Kilowattstonne Strom sollen 2028 duerch Solaranlagen op staatlech Gebaier an Terrainen produzéiert ginn?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si 65 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir effentlech Baute mat enger Fotovoltaikanlage an 21 Gebaier mat enger thermescher Solaranlage equipéiert.

Dës entspreche ronn 5 % vun de Gebaier vum Patrimoine; well et sech dobai meeschtens ëm gréisser Anlagen handelt, mécht d'Daachfläch vun dese Gebaier awer geschate 15 % vun der Gesamtdaachfläch vum Patrimoine aus.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

- 1) Lycée technique pour professions de santé à Bascharage
- 2) Police grand-ducale – Unité centrale de police de la route à Bertrange
- 3) Administration des ponts et chaussées – B à Bertrange
- 4) Administration des ponts et chaussées – CITA
- 5) Administration des ponts et chaussées – G – Garage DGT
- 6) Administration des ponts et chaussées – I – Hall camions SEP et DOA à Bertrange
- 7) Administration des ponts et chaussées – J – Hall camions DGT à Bertrange
- 8) Lycée Edward Steichen à Clervaux
- 9) Centre militaire – Hall de stationnement à Diekirch

- 10) Centre militaire – Hall logistique à Diekirch
- 11) Administration de la nature et des forêts à Diekirch
- 12) Administration des bâtiments publics à Diekirch
- 13) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette
- 14) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette – Lycée provisoire
- 15) Lycée Mathias Adam – Annexe Jenker à Differdange
- 16) Centre national de l'audiovisuel à Dudelange
- 17) Fondation Pro Familia – Internat sociofamilial à Dudelange
- 18) Laboratoire national de santé à Dudelange
- 19) Administration des ponts et chaussées/CFL à Echternach
- 20) Lycée technique de Lallange – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
- 21) Lycée technique de Lallange – Hall sportif/piscine à Esch-sur-Alzette
- 22) Lycée Hubert Clément – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
- 23) Lycée technique d'Ettelbruck – Bâtiment principal
- 24) Lycée technique d'Ettelbruck – Hall sportif/piscine
- 25) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
- 26) Foyer Wanteraktioun – Dräieck ASBL au Findel
- 27) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
- 28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
- 29) Centre socio-éducatif de l'État – Ferme à Frisange
- 30) Lënster Lycée à Junglinster
- 31) Lycée Mathias Adam – Ateliers à Lamadelaine
- 32) Hall de stockage à Leudelange
- 33) Base nautique – Bâtiment principal à Lultzhausen
- 34) École européenne Luxembourg I – Cantine
- 35) École européenne Luxembourg I – Gymnase primaire
- 36) École européenne Luxembourg I – Maternelle
- 37) Athénée de Luxembourg à Luxembourg-ville
- 38) Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg-ville
- 39) Centre national d'athlétisme à Luxembourg-ville
- 40) Philharmonie – Salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte à Luxembourg-ville
- 41) Cour de justice de l'Union européenne – Anneau à Luxembourg-ville
- 42) Cour de justice de l'Union européenne – Tour 3 (CJ9) à Luxembourg-ville
- 43) Lycée des Arts et Métiers – Site Dommeldange à Luxembourg-ville
- 44) Bibliothèque nationale de Luxembourg à Luxembourg-ville
- 45) Chambre des Députés (maisons Printz/Richard) à Luxembourg-ville
- 46) Lycée technique du Centre – Hall sportif à Luxembourg-ville
- 47) Lycée technique du centre – Cantine à Luxembourg-ville
- 48) Administration des services techniques de l'agriculture à Marnach
- 49) Administration des ponts et chaussées – Centre d'intervention et d'entretien à Mersch
- 50) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
- 51) Atert-Lycée – Ateliers à Redange-sur-Attert
- 52) Atert-Lycée – Bâtiment principal à Redange-sur-Attert
- 53) Atert-Lycée – Internat à Redange-sur-Attert
- 54) Atert-Lycée – Piscine à Redange-sur-Attert
- 55) Institut viti-vinicole à Remich
- 56) Centre pénitentiaire – Bâtiment E – Administration à Sanem
- 57) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange

- 58) Lycée technique pour professions de santé – Internat à Strassen
- 59) Centre de logopédie à Strassen
- 60) Centre de logopédie – Hall sportif à Strassen
- 61) Lycée du Nord – Bâtiment principal à Wiltz
- 62) Lycée du Nord – Hall sportif à Wiltz
- 63) Lycée agricole à Gilsdorf – Bâtiment principal
- 64) Lycée agricole à Gilsdorf – Ateliers
- 65) Lycée agricole à Gilsdorf – Hall de stockage.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

- 1) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Bettembourg
- 2) Foyer d'urgence de nuit – Dräieck ASBL au Findel
- 3) Centre pénitentiaire – Bâtiment A – Cellules à Sanem
- 4) Centre pénitentiaire – Bâtiment B – Cellules à Sanem
- 5) Centre pénitentiaire – Bâtiment C – Cellules à Sanem
- 6) Centre pénitentiaire – Bâtiment D – Cellules à Sanem
- 7) Centre de communications du Gouvernement – Maison Geimer à Senningen
- 8) Justice de paix à Esch-sur-Alzette
- 9) Wunnengshëllef ASBL à Luxembourg-ville
- 10) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale Don Bosco à Luxembourg-ville
- 11) Fondation Kannerschlass – Foyer Janosch à Belvaux
- 12) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange
- 13) Arcus ASBL – Foyer à Capellen
- 14) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg-ville
- 15) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
- 16) Lycée Nic Bieber – Hall sportif à Dudelange
- 17) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
- 18) Institut national des sports – Hall sportif 2 à Luxembourg-ville
- 19) Campus Geesseknäppchen – Complexe sportif à Luxembourg-ville
- 20) Police grand-ducale – Centre d'intervention à Luxembourg-ville
- 21) Administration des ponts et chaussées – Service régional à Remich.

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsfläche sinn d'Gebaier vun de P&R op de Garen zu Rodange an zu Miersch zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlage equipéiert.

ad 2. Aktuell ginn op 18 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir effentlech Baute Fotovoltaikanlagen an op 6 Gebaier thermesche Solaranlagen installéiert, respektiv sinn do d'Ausschreiwungen oder d'Demandes d'offres en cours.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

- 1) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 1 à Rosport
- 2) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 2 à Rosport
- 3) Administration des ponts et chaussées – Division des ouvrages d'art à Rosport
- 4) Administration des ponts et chaussées à Roodt-sur-Syre
- 5) Administration des ponts et chaussées à Remich – Service régional
- 6) Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art/ Musée national d'histoire naturelle à Schouweiler
- 7) Infrastructures communes à Pétange
- 8) Pouponnière nationale à Pétange
- 9) Lycée classique d'Echternach – Hall des sports



- 10) Lycée technique pour professions de santé à Strassen
- 11) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg
- 12) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Niederanven
- 13) Lycée Michel Rodange à Luxembourg
- 14) Maison de soins à Bascharage
- 15) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment A à Bascharage
- 16) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment B à Bascharage
- 17) École internationale Anne Beffort à Mersch
- 18) École internationale Anne Beffort – Internat à Mersch.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

- 1) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
- 2) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
- 3) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
- 4) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
- 5) Internat psychothérapeutique à Pétange
- 6) Infrastructures communes à Pétange.

ad 3. Zousätzlech si vun der Verwaltung fir éffentlech Baute fir den Zäitraum vun 2025 bis 2028 Projekte fir d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen op 83 Gebaier a vun thermesche Solaranlagen op 4 Gebaier geplangt. Ee geneeën Delai fir dës Aarbechte kann net bestëmmt ginn, well engersäits d'Etüde mussen ofgeschloss ginn a well anersäits bei der aktueller Situatioun vum Marché net all Ausschreiwung oder Demande d'offres ee Resultat bréngt an d'Delaie vun de Fournisseuren net ëmmer agehal kënnen ginn.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

- 1) École européenne Luxembourg I – Primaire/Administration à Luxembourg-ville
- 2) École européenne Luxembourg I – Secondaire à Luxembourg-ville
- 3) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Differdange
- 4) Lycée Guillaume Kroll – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
- 5) Lycée Nic Bieber – Bâtiment principal à Dudelange
- 6) Centre pénitentiaire – Bâtiment G – Police grand-ducale à Sanem
- 7) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Ellergronn (Atelier) à Esch-sur-Alzette
- 8) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Bureau à Bettembourg
- 9) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Atelier à Bettembourg
- 10) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Dépôt à Bettembourg
- 11) Centre écologique et touristique „Parc Housen“ à Hosingen
- 12) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Bureau à Hosingen
- 13) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Garage à Hosingen
- 14) Sportlycée à Luxembourg-ville
- 15) Lycée Mathias Adam – Bâtiment principal à Lamadelaïne
- 16) Administration des douanes et accises – Direction à Luxembourg-ville
- 17) Police grand-ducale – Service de police judiciaire à Luxembourg-ville
- 18) Administration des bâtiments publics – Atelier à Bertange
- 19) Maacher Lycée – Bâtiment principal à Grevenmacher

- 20) Administration des ponts et chaussées à Walferdange
- 21) Bâtiment administratif Greenfinch à Luxembourg-ville
- 22) Hall 1A – Police grand-ducale à Beringen
- 23) Hall 1B – Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur/Cour grand-ducale à Beringen
- 24) Hall 2 – Administration des bâtiments publics/Cour grand-ducale à Beringen
- 25) Hall 3 – Administration des bâtiments publics à Beringen
- 26) Hall 4 – Administration des bâtiments publics/Institut national de recherches archéologiques à Beringen
- 27) Hall 5 – Institut national de recherches archéologiques à Beringen
- 28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Hesperange
- 29) Internat Jos Schmit à Diekirch
- 30) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Burfelt à Insborn
- 31) Bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg-ville
- 32) Internat sociofamilial à Pétange
- 33) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
- 34) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
- 35) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
- 36) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
- 37) Internat psychothérapeutique à Pétange
- 38) Centre thérapeutique et administratif à Pétange
- 39) Police grand-ducale à Wiltz
- 40) Philharmonie à Luxembourg-ville (projet d'extension)
- 41) Pavillon pour la Luga au Parc Dräi Eechelen à Luxembourg-ville
- 42) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 02 à Diekirch
- 43) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 03 à Diekirch
- 44) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 04 à Diekirch
- 45) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 05 à Diekirch
- 46) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 06 à Diekirch
- 47) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 07 à Diekirch
- 48) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 08 à Diekirch
- 49) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 09 à Diekirch
- 50) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 10 à Diekirch
- 51) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 11 à Diekirch
- 52) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 12 à Diekirch
- 53) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 13 à Diekirch
- 54) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 14 à Diekirch
- 55) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 15 à Diekirch
- 56) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 16 à Diekirch
- 57) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 17 à Diekirch
- 58) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 18 à Diekirch

- 59) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 19 à Diekirch
- 60) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 20 à Diekirch
- 61) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 21 à Diekirch
- 62) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 22 à Diekirch
- 63) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 23 à Diekirch
- 64) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 24 à Diekirch
- 65) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 25 à Diekirch
- 66) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 26 à Diekirch
- 67) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 27 à Diekirch
- 68) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 28 à Diekirch
- 69) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 33 à Diekirch
- 70) Centre militaire Herrenberg – Commandement à Diekirch
- 71) Centre militaire Herrenberg – Mess des officiers à Diekirch
- 72) Centre militaire Herrenberg – Mess des sous-officiers à Diekirch
- 73) Centre militaire Herrenberg – Hangar voitures
- 74) Police grand-ducale – Direction générale à Findel
- 75) Administration de la nature et des forêts, locaux administratifs et techniques à Dudelange
- 76) Structure d'urgence pour réfugiés à Batzendorf (Wiltz)
- 77) École internationale à Junglinster
- 78) Domaine thermal – Bâtiment services techniques et station traitement d'eau à Mondorf-les-Bains
- 79) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains
- 80) Domaine thermal – Les Sources à Mondorf-les-Bains
- 81) Lycée des Arts et Métiers – Ateliers à Luxembourg-ville
- 82) Lycée Michel Lucius – Internat à Luxembourg-ville
- 83) Centre SNJ Hollenfels – Auberge de jeunesse à Hollenfels.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

- 1) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains: Solarthermie
- 2) Structure d'urgence pour réfugiés Batzendorf/Wiltz
- 3) Fondation Pro Familia à Dudelange
- 4) Sportlycée Luxembourg.

Allgemeng ass nach ze soen, datt bei all Neibau, Sanéierung an Daachrenovatioun d'Machbarkeet vun enger Fotovoltaik- oder Solarthermieanlage analyséiert gëtt. Wa méiglech soll keen neien Daach méi ouni Solaranlage gebaut ginn, ausser d'Daachfläch géif fir aner durabel oder sozial Zwecker benotzt ginn (Daachterrass, Urban Gardening asw.) oder wann eng Installatioun bei enger Renovatioun aus techneschen oder statesche Grënn net méiglech ass.

Zousätzlech zu den uewe genannte Projekte gi bestoend Gebaier gepréift, bei deenen et relativ einfach méiglech ass, eng Fotovoltaikanlage ze installéieren. Ouni détailléiert Etüden ass et fir de Moment net méiglech ze soen, wéi eng Gebaier dat genee wäerte sinn. Verschidden Diech kënnen no Analys ewechfalen, well:

– d'Gebai um nationalen oder kommunale Plang protegéiert ass oder soss als historesch sensibel agestuift gëtt an an deem Kontext keng zefriddestellend Léisung realisierbar ass;



– d'Statik et net erlaabt, fir dat zousätzlecht Gewiicht ze installéieren oder well et soss technesch Ursache gëtt, déi eng Fotovoltaikanlag verhenneren;  
– keng géeegent Plaz disponibel ass; zum Beispill bei Diech wou aner technesch Anlage wéi Klima- oder Lüftungsgesäiss stinn;  
– d'Diech schlecht orientéiert sinn oder well d'Verschattung um Daach ze grouss ass;  
– d'Diech anescht benotzt ginn, wéi zum Beispill als Daachterrasse;  
– well um Gebai e Chantier geplangt ass oder well nach net decidéiert ass, wéi eng Funktioun oder Destinatioun d'Gebai soll kréien.

Zousätzlech Gebaier, un deenen d'Eisebunn plangt a wou eng Fotovoltaikanlag bis 2028 a Betrib geholl gëtt, sinn: de P&R zu Élwen, de BMS (technesch Gebai) zu Waasserbëlleg, de Centre routier sécurisé zu Beetebuerg, dat neit Gebai vum Service Maintenance an der Rue de la Déportation zu Lëtzebuerg, de P&R Ettelbréck an dat neit Gebai vum CLIF (Centre Logistique) zu Beetebuerg.

ad 4. Am Moment ginn ongeféier 11.000.000 kWh Stroum pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir öffentlech Baute produzéiert.

Am Moment ginn ongeféier 432.000 kWh Stroum pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert.

ad 5. 2028 solle geschaten 22.000.000 kWh Stroum op de Gebaier an Terrainen vum Patrimoine vun der Verwaltung fir öffentlech Baute produzéiert ginn.

2028 solle geschaten 3.000.000 kWh Stroum op de Gebaier an Terrainen vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert ginn (ënner der Viraussetzung vun de jeeeweilegen Uschlosskapazitéiten un déi öffentlech Netzer).

## État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl | Question 0088 (06/12/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)

A mindestens engem Foyer fir DPIen a BPIe sinn elo am Wanter Zoustänn, déi esou fir Kanner an och Erwuessener net guttzeheesche sinn. Eisen Informatiounen no feelt et zum Beispill am Foyer vun der Turnhal zu Ettelbréck un Heizungsmeiglechkeeten an un anstännegen Oftronnungen tëscht den eenzele Leit a Familjen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Zoustänn bestätegen? Sinn et Zoustänn, déi kuerzfristeg entstinn, well eng Heizung net geet, oder laangfristeg, well net genuch Heizmeiglechkeeten existéieren a verschiddene Foyeren?
2. Firwat ass et net méiglech, fir an de Foyeren, wou et néideg ass, mobil Heizungen zum Asaz ze bréngen?
3. Wat gëtt gemaach, fir dass d'Kanner an d'Erwuessener a Konditiounen beherbergt ginn, déi den Engagementer, déi Lëtzebuerg international ënnerschriwwen huet, zum Beispill mat der Kannerrechtscharta, gerecht ginn?
4. Kann de Minister bestätegen, dass Alternativen, fir de Leit auszehëlfen a punkto Hëtzen, proposéiert gi sinn, déi awer net zréckbehale gi sinn? Wéi eng Alternative waren et a firwat si se net zréckbehale ginn?
5. Ass de Minister bereet, de Loyer fir dës Foyer erofzesetzen, bis Léisunge fir d'Hëtze vun der Sportshal fonnt sinn?

**Réponse (27/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

ad 1. Et ass richtig, dass et an der Structure d'hébergement d'urgence Ettelbruck (SHU Ettelbruck) Problemer mat der Heizung gouf. Dës sinn elo behuewen. Den 8. Dezember 2023 gouf als Zousaz eng leeschtungsstaark mobil Heizung installéiert.

ad 2. Zousätzlech mobil Elektroheizungen hunn en héijen Energiebedarf (ca. 2.000–2.500 Watt pro Gerät) an dofir ass dat opgrond vum Stroumreseau an der jeeeweileger Struktur net ëmmer méiglech.

ad 3. Den ONA mécht alles dofir, dass Kanner an Erwuessener a deene beschméigleche Konditiounen ënnerbruecht ginn. Et gëtt och ëmmer prioritär no Fraen, Kanner, Familjen an de vulnerabele Leit gekuckt.

ad 4. Wann et an enger Struktur vum ONA ze kal géing ginn, gëtt natierlech no Léisunge gesicht. Wann dat net méiglech ass, wéi dat zum Beispill de Fall war am CPA Kierchberg d'leschte Wanter, da ginn d'Leit an aner Structure relogéiert.

ad 5. Een Erofsetze vun der Indemnité d'occupation ass net virgesinn. Et kënnen ëmmer technesch Problemer an enger Struktur oprieden, déi dann esou séier ewéi méiglech behuewe ginn.

## Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux | Question 0089 (07/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Office-socialen hei am Land leeschten ee wichtige Dingscht, fir deene Leit, déi et hei am Land finanziell net iwwert d'Ronne packen, ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Unzuel u Persounen, déi op Hëllef ugewise sinn, klëmmt alljoers an et ass am Interessé vum Zesammenhalt an eiser Gesellschaft, dass all Persoun, déi Hëllef brauch, och Hëllef kritt.

Am ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 ass d'Aide sociale gereegelt. Iwwert d'Offices sociaux kënnen d'Leit Hëllef kréien, fir Waasser-, Stroum- an Heizrechnungen an och Dokteschrechnungen ze bezuelen oder fir Iesswueren ze kréien.

Mir si Fäll vun Demandé bekannt, wou den Office social den Demandeur Geld iwwerwisen huet, fir Steierschulde bei der Steierverwaltung (ACD) ze bezuelen. Hei stellt sech d'Fro, ob dat nach wierklech an den Aufgabebereich vun der Sozialhëllef fält. An anere Gesetzer ass et esou, dass d'Präsenz vu Steierscholden oder Schulde bei der Sécurité sociale dozou féiert, dass den Demandeur aus enger Prozedur kann ausgeschloss ginn. Als Beispill sierf den Artikel 29 (2) vum Gesetz iwwert öffentlech Ausschreiwunge vun 2018 genannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, fir Finanzen a fir Asyl dës Froe stellen:

1. Ass et erlaabt, dass d'Office-socialen asprangen, fir Steierschulde vu steierlichtege Persounen bei der Steierverwaltung ze bezuelen?  
– Falls jo, op Basis vu wéi engem Artikel vum Gesetz kann dës Hëllef accordéiert ginn?
2. Muss den Demandeur d'Suen, déi hie fir d'Bezuele vun enger Steierschuld kritt huet, zu engem spéidere Zäitpunkt zréckbezuelen, esou wéi den Artikel 31 vum Gesetz vun 2009 dat virgesäit oder ass et de Gemengen op Basis vum Artikel 32 iwwerlooss, ob se d'Steierschuld bezuele wëllen?

**Réponse (27/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

ad 1. D'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert Sozialhëllef etabléiert e grondsätzlecht Recht op

Sozialhëllef fir den Einzelnen. Den Office social informéiert a beréit d'Leit, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accés zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

D'Gesetz definéiert déi generell Prinzipie vun der Sozialhëllef, ouni awer e Katalog u méigleche Leeschtungen opzestelle respektiv verschidden Ausgabe vum Beneficiaire auszeschléissen. Am deemolege Gesetzesprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel 7 : „Cet article énonce les principes de base des missions de l'office sans toutefois rentrer dans les détails. En effet, toute énumération risquerait de ne pas être exhaustive et par là, de limiter inutilement le champ des interventions possibles, voire nécessaires, dans une situation donnée. Comme il s'agit d'aides personnalisées, il ne sert à rien de les standardiser outre mesure, car elles auraient toutes les chances de rater leur objectif. (...)“

Et opläit dem Conseil d'administration, eng Decisioun ze huelen unhand vum Dossier, deen him vum zoustännege Assistant social presentéiert gëtt. An der Enquête sociale, déi vum Assistant social duerchgefouert gëtt, ginn all d'Revenuen an d'Depensen/Schulde vum Stot opgelésch; dorënner kënnen sech och Steierschulde befannen. Déi accordéiert Hëllef ass ëmmer eng individuell Äntwert op eng meeschtens komplex Situatioun vum betraffene Stot.

ad 2. Generell kann den Office social remboursabel Hëllef ginn oder sougenannte „Secoursen“, déi net rembourséiert musse ginn.

Den Artikel 7 Alinea 9 vum Gesetz erlaabt dem Office social, vum Beneficiaire en aktiivt Matschaffen anzefuerderen („En contrepartie de l'aide sociale accordée, l'office social est en droit de demander une participation active de la part des bénéficiaires aux mesures destinées à rétablir leur autonomie.“). De Conseil d'administration decidéiert, ob an ënnert wéi enger Form hien eng Participatioun vum Beneficiaire afuerdert an tranchéiert och, ob d'Hëllef ënnert Form vun engem „secours financier“ oder enger „avance remboursable“ zougestane gëtt.

En aktiivt Matschaffe muss net onbedéngt e Remboursement vum Beneficiaire bedeuten. E rekurrent Beispill vun aktivem Matschaffen ass d'Fuerderung un de Betraffenen, d'Gestioun vu sengem Budget reegelméisseg mam Assistant social duerchzekucken.

D'Artikelen 31 an 32 vum Gesetz sinn nëmme bedéngt eng Äntwert op d'Fro vun engem méigleche Remboursement.

Den Artikel 31 fousst op zwou spezifesch Situatiounen:

- eng éischt, wou den Office social géif feststellen, datt de Beneficiaire net éierlech bei senger Demandeur war an net all relevant Informatiounen zu senger finanzieller Situatioun matgedeelt hätt;
- eng zweet, wou de Beneficiaire, nodeems hien eng Hëllef vum Office social kritt huet, zu eng substaanzialer Verbesserung vu senger finanzieller Situatioun komm wier (zum Beispill duerch eng Ierfschaft).

Den Artikel 32 vum Gesetz geet iwwert déi regulär Sozialhëllef vum Gesetz eraus a gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, eege sozial Leeschtungen ze definéieren, déi den Office social, am Kader vun engem speziellen Arrangement, fir d'Gemeng(en) ausféiere géif. Am deemolege Gesetzesprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel: „Liberté est laissée à l'autonomie communale de faire plus que le minimum contenu dans le projet de loi commenté ci-avant. Toutefois, il est retenu que si des actions supplémentaires étaient décidées, et qu'elles devraient être exécutées par

l'intermédiaire du service d'aide sociale, elles sont facturées par ce dernier à la, ou respectivement les communes impliquées."

**Nouvelles techniques génomiques** | Question 0091 (08/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Les 10 et 11 décembre 2023 se tiendra le Conseil de l'Union européenne « Agriculture et pêche » lors duquel le Conseil entend, entre autres, dégager une position commune des États membres sur la proposition de règlement relatif aux nouvelles techniques génomiques (NGT).

En date du 20 octobre 2023, 10 organisations écologistes et agricoles ont fait part de leurs préoccupations concernant la précitée proposition de la Commission européenne, détaillant les effets néfastes potentiels de la proposition sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que sur les droits des consommateurs.trice.s et des agriculteur.trice.s. Soulignant l'importance du principe de précaution, de la transparence et de l'évaluation approfondie des risques, les organisations ont demandé que le Luxembourg s'exprime clairement contre la proposition de la Commission européenne.

Étant donné que le programme gouvernemental reste muet sur la question des organismes génétiquement modifiés et des nouvelles techniques génomiques, je me permets de poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture concernant la position du Gouvernement sur les nouvelles techniques génomiques :

– Comment Madame la Ministre se positionnera-t-elle sur la question des nouvelles techniques génomiques lors du Conseil « Agriculture et pêche » des 10 et 11 décembre ? Plus précisément, quelle sera la position de Madame la Ministre sur la répartition des NGT en deux catégories, l'analyse de risque détaillée pour tous les NGT, l'application du principe de précaution et l'étiquetage des NGT ?

**Réponse** (05/01/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Concernant la répartition des NGT en deux catégories, les modifications apportées à la proposition initiale par la présidence espagnole renforcent clairement le classement des nouvelles techniques génomiques en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM « classiques », obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes. Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2<sup>e</sup> catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM « classiques ». Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques constitue une lex specialis de la réglementation sur les organismes génétiquement modifiés qui est elle régie par le principe de précaution. En effet les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux EM dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Les discussions au Conseil Agriculture et pêche du 11 décembre 2023 n'ont pas permis d'aboutir à une orientation générale sur le dossier.

Le Luxembourg s'est abstenu lors de la procédure de vote, notamment en raison du recours aux brevets sur les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, nous considérons que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

**Construction d'hôtel à Rodange** | Question 0092 (08/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Rodange gëtt de Bau vun engem Jugend- a Familljenhotel geplangt. Dëse Projet stéisst op Widerstand vu Biergerinnen a Bierger aus der Gemeng, well een hei op der Grenz zu engem Natura-2000-Gebitt wäert eng gréisser Fläch versigelen, op Käschte vun der Natur. A menge viregte parlamentaresche Froen N° 7489 a 7758 hate mir eng Rëtsch Bedenken opgeworf, déi och vsäite vu lokale Biergerinitiativen opgefouert goufen, notamment, dass d'Etüd iwwert den Ëmweltpakt eng Rëtsch Punkten net berécksiichtegt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass den neien Ëmweltminister der Meenung, dass den Dossier fir de Bau vum Hotel komplett genuch war an huet hie keng weider Bedenken zu dësem Projet a sengem Impact op d'Fauna a Flora?
2. Wäert den neien Ëmweltminister eng nei Ëmweltpaktetüd ausstellen?

**Réponse** (11/01/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Wéi den éierewäerten Deputéierte ganz richtig seet, gouf dee Sujet schonn a viregte parlamentaresche Froen thematiséiert. Fir d'Detailer verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7558 vum 7. Februar 2023.

Alleguerten déi néideg Informatiounen louchen zum Zäitpunkt vun der Decisioun vum 3. Juli 2022 vir, dofir gëtt et keng Ursaach, déi Decisioun a Fro ze stellen.

**Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle** | Question 0093 (11/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Du 6 au 8 décembre, la proposition de cadre réglementaire sur l'intelligence artificielle de la Commission européenne (« AI Act ») a fait l'objet d'un dernier trilogue à Bruxelles. Dans ce contexte, l'un des principaux points de contention entre les positions du Conseil et du Parlement européen porte sur la liste des systèmes d'IA interdits dans l'Union. Ainsi, le Parlement a, dans sa position de négociation, souhaité interdire l'utilisation des systèmes d'identification biométrique dans l'Union tant pour les utilisations en temps réel que pour un usage ex post (sauf en cas de criminalité grave et d'autorisation préjudicielle en vue d'un usage ex post) et pas seulement l'utilisation en temps réel, comme l'a proposé la Commission. En outre, le Parlement a souhaité interdire tous les systèmes de catégorisation biométrique utilisant des caractéristiques sensibles, les systèmes de police prédictive (fondés sur le profilage, la localisation ou le comportement criminel passé), les systèmes de reconnaissance des émotions et les systèmes d'IA utilisant l'extraction indiscriminée des données biométriques provenant des médias sociaux ou des séquences de vidéosurveillance.

Alors qu'il reste un certain nombre de détails techniques à clarifier, divers médias spécialisés estiment que les interdictions en matière d'utilisation des systèmes d'identification biométrique susvisés se sont vues limiter dans l'accord politique trouvé lors du trilogue susvisé. Ainsi, l'interdiction des systèmes de reconnaissance faciale et émotionnelle contiendrait des exceptions visant notamment l'utilisation par les autorités policières et pour le contrôle des flux migratoires. De même, l'utilisation de systèmes d'identification biométrique pour un usage ex post ne serait pas interdite, mais seulement catégorisée comme « à haut risque ». Enfin, l'utilisation de systèmes de police prédictive ne serait pas non plus prohibée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les interdictions en matière d'utilisation de systèmes d'identification biométrique ont été substantiellement affaiblies, dans le cadre du trilogue, par rapport à la position de négociation du Parlement européen ?
- 2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'utilisation des systèmes d'identification biométriques telle que rendue possible par l'accord issu du trilogue ?
- 3) Le Gouvernement entend-il mettre en place ou étendre l'utilisation de tels systèmes au chef des administrations publiques et notamment des autorités policières luxembourgeoises ?

**Réponse** (15/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du





Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Alors qu'un accord final a été annoncé le 9 décembre 2023 par la Présidence espagnole du Conseil de l'UE, les membres du Conseil ne disposent pas encore de texte consolidé. Ceci rend prématurée toute analyse détaillée des dispositions finalement retenues par les participants du trilogue. Dès que le texte consolidé sera disponible, le Gouvernement procédera à l'analyse de ce dernier.

ad 2) et 3) Au vu de ce qui précède, le Gouvernement ne peut actuellement pas se prononcer sur une éventuelle utilisation de systèmes d'identification biométriques par les autorités policières luxembourgeoises.

**Pénurie du médicament Ozempic** | Question 0094 (11/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Depuis fin 2022 l'Europe connaît une pénurie du médicament Ozempic, utilisé dans le traitement du diabète de type II. Cette pénurie, qui devrait se poursuivre en 2024, est due notamment à la prescription off label de plus en plus répandue de la molécule pour les patients souffrant d'obésité. Cette pratique aurait été grandement encouragée par la multiplication de vidéos sur les réseaux sociaux vantant les mérites du médicament pour la perte de poids.

Afin de garantir la disponibilité du médicament pour les patients diabétiques, le Ministère de la Santé a issu des circulaires en dates du 18 octobre et du 7 novembre, la première rappelant que l'Ozempic doit être prescrit prioritairement aux patients diabétiques et la seconde insistant que la molécule soit exclusivement prescrite aux patients souffrant de diabète type II.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle d'avis que les mesures préconisées dans les deux circulaires sont suffisantes afin de garantir l'accès au médicament Ozempic aux personnes souffrant de diabète type II ?

2) Quelle est l'évolution en termes de disponibilité de l'Ozempic pour les patients diabétiques depuis la publication des circulaires en question ?

3) Sachant que la pénurie pousse les personnes à se procurer la molécule sur Internet, et que les contrefaçons sont de plus en plus fréquentes sur le territoire européen, quelles sont les mesures que le Ministère de la Santé compte prendre pour sensibiliser aux dangers relatifs aux médicaments achetés en ligne ?

Alors que la pénurie actuelle pousse les pays européens à limiter l'accès à l'Ozempic aux patients souffrant de diabète, des molécules similaires sont en train d'être étudiées pour leurs effets de réduction du poids. Ainsi, la France prévoit la mise sur le marché du Wegovy en 2024, une molécule qui devrait être réservée aux patients souffrant d'obésité.

L'accès à ce type de molécule permettrait non seulement de réduire l'engouement actuel pour l'Ozempic, mais pourrait jouer un rôle non négligeable dans la prévention de toute une série de maladies résultant de l'obésité.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre :

4) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport aux molécules similaires à l'Ozempic et destinées à traiter l'obésité ? Est-ce que leur mise sur le marché ainsi que leur remboursement selon des

critères bien définis sont des pistes prises en considération ?

5) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour rappel, les circulaires du 18 octobre 2022 et du 7 novembre 2023 visaient à rappeler aux prescripteurs la nécessité de réserver Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète de type 2. Depuis lors, la CNS a décidé de ne rembourser ce médicament que s'il est prescrit, délivré et utilisé conformément à son indication. Le médecin rédigeant l'ordonnance doit désormais indiquer sur la prescription le périmètre d'utilisation conforme aux indications approuvées dans le cadre d'autorisation de mise sur le marché (AMM).

Cependant, nous constatons que malgré les recommandations faites aux médecins par les autorités de ne le prescrire que pour des patients diabétiques de type II et malgré des mesures plus coercitives mises en place dans d'autres pays, le phénomène continue et l'ampleur de la pénurie a atteint un niveau de criticité tel que les médecins qui traitent les patients diabétiques se voient contraints de prescrire des traitements alternatifs.

Face à la persistance des pénuries, il est indéniable que les recommandations ne suffisent pas et que des prescriptions et des délivrances abusives continuent. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale prévoit dans ce sens d'émettre sous peu un arrêté ministériel limitant la prescription d'Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète type 2 et ce pour un délai de 6 mois.

ad 2) Nous constatons que malgré la diffusion des circulaires et malgré la mesure de remboursement conditionnel émise par la CNS, la disponibilité d'Ozempic est toujours restée problématique.

Ozempic fait l'objet de tensions d'approvisionnement depuis avril 2022 au niveau mondial et la situation actuelle de pénuries et de ruptures de stock fait suite à une demande globale accrue pour les médicaments de cette classe thérapeutique (agonistes injectables des récepteurs peptidiques de type GLP-1 du glucagon). Cette situation est associée aux difficultés des firmes à augmenter la capacité de fabrication pour répondre à la demande croissante.

Cette demande croissante reflète l'augmentation de son utilisation dans le traitement du diabète de type 2, mais elle reflète aussi, malheureusement, l'utilisation détournée à des fins d'amaigrissement, pratique largement véhiculée sur les réseaux sociaux.

ad 3) Le ministère publie régulièrement des informations à l'attention des citoyens sur le site [sante.lu](https://sante.lu). En ce qui concerne l'achat de médicaments en ligne, un dossier thématique est accessible sur le site avec des mises en garde et conseils.

(<https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains/achat-medicament-internet.html>).

ad 4) Le Wegovy est un médicament à base de semaglutide (comme Ozempic) qui possède une autorisation de mise sur le marché européenne suite à l'évaluation de l'Agence européenne des médicaments (EMA). La firme Novo Nordisk A/S qui fabrique les deux produits procède actuellement aux démarches permettant la commercialisation dans les différents pays de l'UE.

En ce qui concerne la mise sur le marché de ce médicament, elle se fera selon la législation nationale en

vigueur<sup>9</sup> et selon l'indication autorisée. Wegovy est indiqué en complément d'un régime hypocalorique et d'une augmentation de l'activité physique dans le contrôle du poids, notamment pour la perte de poids et le maintien du poids, chez des adultes avec un indice de masse corporelle (IMC) initial de :  $\geq 30 \text{ kg/m}^2$  (obésité), ou  $\geq 27 \text{ kg/m}^2$  et  $< 30 \text{ kg/m}^2$  (surpoids) en présence d'au moins un facteur de comorbidité lié au poids tel qu'une dysglycémie (prédiabète ou diabète de type 2), une hypertension artérielle, une dyslipidémie, un syndrome d'apnée obstructive du sommeil ou une maladie cardiovasculaire.

En ce qui concerne le remboursement, il faudra effectivement tenir compte du service médical rendu et du coût pour notre système de sécurité sociale. Nous avons noté que la Haute autorité de santé en France émet un avis<sup>10</sup> favorable uniquement chez l'adulte ayant un indice de masse corporelle (IMC) initial  $\geq 35 \text{ kg/m}^2$  et âgé  $\leq 65$  ans en cas d'échec de la prise en charge nutritionnelle bien conduite ( $< 5\%$  de perte de poids à six mois). Le maintien de cet avis est conditionné à la réévaluation de Wegovy dans un délai maximum de 2 ans sur la base des résultats de l'étude de phase III SELECT évaluant le risque d'événements cardiovasculaires chez des patients en situation de surpoids ou d'obésité ayant déjà présenté des événements cardiovasculaires.

Enfin, s'agissant de la même molécule (semaglutide) pour les deux médicaments (Ozempic et Wegovy) et qui sont fabriqués par la même firme (Novo Nordisk A/S), le positionnement du ministère suit la stratégie de l'Agence européenne des médicaments qui consiste à également identifier d'autres firmes aptes à fabriquer des médicaments similaires et à les encourager à entamer les démarches afin de les mettre rapidement sur le marché. Des discussions à ce sujet sont actuellement en cours au niveau des groupes européens de gestion des pénuries de médicaments, dont le Medicines Shortages Steering Group (MSSG) et le groupe de travail Medicines Shortages Single Point of Contact (SPOC), auxquels participe activement la Division de la pharmacie et des médicaments.

Le positionnement du ministère vise à réduire la dépendance vis-à-vis d'une firme unique et de permettre de diversifier le portefeuille de produits disponibles pour les patients.

ad 5) n. a.

**Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet** | Question 0095 (11/12/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis le 27 novembre, une grande partie des salarié.e.s de l'entreprise Ampacet Luxembourg SARL à Dudelange est en grève. Un piquet de grève est installé à proximité de l'entrée de l'usine avec une permanence assurée par les salarié.e.s en grève et des membres du syndicat.

Selon mes informations, la Police grand-ducale a récemment procédé à la vérification des identités des personnes se trouvant au piquet de grève à l'écart de l'entrée de l'usine, sans que ces personnes ne soient

<sup>9</sup> Loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des « médicaments » (telle qu'elle a été modifiée) ; Règlement grand-ducal du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments (tel qu'il a été modifié) ; Règlement grand-ducal du 29 avril 1983 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'experts chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché des « médicaments » (tel qu'il a été modifié). Explications sur les procédures disponibles ici : <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/medicaments-humains/autorisation-mise-sur-le-marche.html>

<sup>10</sup> [https://www.has-sante.fr/upload/docs/evamed/CT-19927\\_WE-GOVY\\_PIC\\_INS\\_AvisDef\\_CT19927.pdf](https://www.has-sante.fr/upload/docs/evamed/CT-19927_WE-GOVY_PIC_INS_AvisDef_CT19927.pdf)

impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée. De tels contrôles n'ont pas été effectués durant les dix premiers jours de la grève et pourraient être interprétés comme des tentatives d'intimidation.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous confirmer que des membres de la Police grand-ducale ont procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève, sans que ces personnes ne soient impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée ?

2) Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous m'expliquer la raison de ces contrôles d'identité et me dire s'il s'agit d'un changement de pratique récent, respectivement si vous avez donné des consignes en ce sens ?

3) N'êtes-vous pas d'avis que de tels contrôles sont susceptibles d'affaiblir le droit de grève garanti par la Constitution ?

**Réponse (11/01/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad1) et 2) La police confirme avoir procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève devant l'entrée de l'usine Ampacet.

Elle a dû intervenir à plusieurs reprises car l'accès au site avait été obstrué par des personnes participant au piquet de grève. Dans le cadre de ces interventions, des procès-verbaux ont dû être dressés, entre autres à cause d'un accident de la circulation provoqué par des personnes participant au piquet de grève, ou encore pour rébellion avec armes à l'encontre de personnes qui avaient jeté des pétards en direction des policiers.

Les contrôles d'identité ont été effectués dans l'exécution de la mission de police judiciaire, dans le cadre de laquelle la police a pour tâche de rechercher les crimes, les délits et contraventions, de les constater, d'en rassembler les preuves, d'en donner connaissance aux autorités judiciaires, de rechercher, saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité judiciaire les auteurs, dans les formes déterminées par la loi.

Je tiens en outre à préciser que, hormis le cas visé à l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, où il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le ministre ne peut pas donner instruction à la police de procéder à des contrôles d'identité. Ces contrôles relèvent des mesures de police administrative.

ad 3) Je ne vois pas en quoi les contrôles d'identité effectués par la police dans le contexte décrit ci-dessus seraient de nature à affaiblir le droit de grève.

**Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA | Question 0096 (12/12/2023) de Mme Carole Hartmann (DP)**

Au Luxembourg, les héritiers en ligne non directe doivent déposer une déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA endéans un délai de six mois à compter de la date du décès s'il intervient au Grand-Duché.

Il me revient que dans un certain nombre de cas, ce délai est dépassé. Une conséquence du dépôt tardif des déclarations est celle qu'une taxe de 10 % doit être payée à l'État, en supplément des droits de succession à payer.

Le cadre légal et notamment les délais en la matière sont issus d'une loi du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, y a-t-il déjà eu des réflexions concernant une adaptation des délais pour les déclarations de succession ?

– Est-ce qu'une réévaluation et une modernisation de la loi sous référence seraient concevables ?

**Réponse (10/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Suivant l'article 9 de la loi modifiée du 27 décembre 1817 pour la perception du droit de succession, le délai pour déposer la déclaration de succession est de six mois, si le décès a lieu dans le territoire du Grand-Duché. Ce même article prévoit en outre que ce délai peut être prolongé par décision du directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, suivant qu'il sera jugé nécessaire au vu d'une demande écrite présentée par un héritier présomptif. En vertu de l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, de ladite loi, il est à payer au profit de l'État un droit en sus de 1/10<sup>e</sup> du droit dû, si les déclarations ne sont pas faites dans les délais prescrits ou prolongés par décision directoriale.

Avant de procéder à une telle sommation et donc à la mise en compte de l'amende précitée, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA prend soin d'aviser les personnes concernées des déclarations à faire en la matière.

En considération de ce qui précède, il n'est à ce stade pas envisagé d'adapter les délais légaux. D'autres modifications ponctuelles de la loi de 1817 se font en cas de besoin.

**Logements abordables | Question 0098 (12/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Am Koalitionsaccord gött d'Penurie vun abordablem Wunnraum als eng vun de prinzipiellen Erausfuerverderunge vun Lëtzebuerg duergestallt. An dësem Kontext hu laut Regierung och d'Gemengen eng wichteg Roll a sollen zu méi abordablem Wunnraum bäidroen. Et verwonnert also net, dass a ville budgetäre Propose vun de Schäfferéit an eisem Land Acquisitioune vun Terrainen, Projeten oder och konkret Bauintiative budgetéiert gi fir d'Joer 2024.

Et gött awer, wéi a ville Beräicher, och hei immens ënnerschiddlech Ausgangssituatioune, jee no Gemeng. Et ass zum Beispill gewosst, dass d'Gemenge Stand 2021 534 Hektar Bauland zur Verfügung haten (Note 29 Observatoire de l'habitat), mee et ass net gewosst, wéi vill Wunnengen a Gemenghand sinn oder Terrainen, wou eng Emphyteose um Terrain drop ass.

Fir kënnen an aller Transparenz den Impakt vun der Wunnengspolitik méi genau ze bewäerten, brauch et och offiziell Zuelen iwwert den aktuelle Bestand a Gemenghand.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministernen eis matdeelen, wéi héich den aktuelle Stock u Wunnengen ass, déi am Besëtzt vun den eenzele Gemenge sinn?

2. Wéi vill Wunnenge goufen an de leschten zwee Joer vun de Gemenge gebaut an duerch de Staat subventionéiert ënnert dem Regime vun den Aides à la pierre (Loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement)?

3. Kann d'Regierung eis matdeelen, wéi vill Wunnenge pro Gemeng aktuell ënnert déi follgend Kategorie falen an net vun der SNHBM oder dem Fonds du logement gériert ginn?

- Logements en location abordable
- Logements en gestion locative sociale
- Logements en vente abordable
- Logements en vente à coût modéré

**Réponse (15/01/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad 1. Déi aktuellst Zuelen, déi ons virleien, si vum Joer 2022.

Op den 31.12.2022 waren 1.461 locativ Wunnengen am Besëtzt vu Gemengen, déi ënnert dem Regime vun den „aides à la pierre“ subventionéiert goufen.

Eng méi detailléiert Oplëschung vun de Wunnenge pro Gemeng ass am Rapport vun Fonds spécial de soutien au développement du logement nozeliesen (Annex 10.4).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 2. Am Joer 2022 si vusäite vun de Gemengen 107 Wunnengen an der Location abordable fäerdeggestallt ginn. Am Joer 2021 waren et 59 nei locativ Wunnengen, déi bei de Gemenge fäerdeggestallt goufen.

Am Joer 2021 sinn 156 Wunnenge mat de Gemenge konventionéiert ginn (Annex 7.2 vum Rapport vun Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2021).

Am Joer 2022 si 35 Wunnenge mat de Gemenge konventionéiert ginn (Annex 10.2 vum Rapport vun Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2022).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 3. Dës Kategorië sinn duerch dat neit Gesetz vum 7. August 2023 agefouert ginn. De Registre national des logements abordables (RENLA) ass aktuell an der Entwécklung a wäert et eis erlaben, an den nächste Jore präzis Statistiken ze erhiewen.

Aus dem Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2022 geet allerdéngs ervir, datt 2/3 vun den abordable Wunnenge vun der SNHBM an dem Fonds du logement gebaut ginn. Zemoools am Kader vun der Vente sinn dës Acteuren ausschlaggebend, well d'Gemenge sech an der Reegel ganz staark op d'Locatioun konzentréieren.

**Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage | Question 0099 (13/12/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)**

Nous observons ces dernières années une augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage (phishing). De plus, ces attaques deviennent de plus en plus sophistiquées, de sorte qu'il est difficile de les déceler.

Citons par exemple le cas de la Caisse nationale de santé, victime d'une vaste campagne d'hameçonnage via SMS. Ou encore le cas d'appels téléphoniques frauduleux où les auteurs se sont fait passer pour des agents de la société LuxTrust SA. Cependant, le plus souvent, ces attaques sont opérées via des courriers électroniques. Dans tous les cas, cette pratique malveillante a pour but de tromper et d'escroquer les utilisateurs. L'objectif est d'amener les utilisateurs à révéler des informations financières, des informations d'identification ou d'autres données sensibles ou personnelles.





Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Est-ce qu'il existe des données statistiques sur ce phénomène ? Notamment sur le nombre d'attaques enregistrées ces dernières années ? Sur le nombre de plaintes reçues ou encore le nombre de personnes lésées ?
- 2) Est-il possible d'estimer les dommages causés par l'hameçonnage au Luxembourg ?
- 3) Dans combien de cas les poursuites judiciaires ont-elles abouti à des condamnations et à un dédommagement des personnes lésées ?
- 4) Combien de personnes au sein de la police et des services judiciaires sont en charge de ce dossier ?
- 5) Est-ce qu'il existe une coopération policière en la matière au niveau européen et international ?
- 6) Quelles sont les recommandations aux victimes ? Vers quels services peuvent-elles se tourner ?
- 7) Quelle est la responsabilité des opérateurs de télécommunications ?
- 8) Existe-t-il des obligations légales pour les opérateurs, notamment l'application de filtres pour minimiser le phénomène ?
- 9) Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour contrer ce phénomène ?
- 10) Ce sont souvent – mais pas exclusivement – des personnes âgées qui sont victimes de ces arnaques. Existe-t-il des campagnes de sensibilisation spécifiques, tant pour cette partie plus vulnérable de notre population que pour le grand public en général ?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les cyberattaques et la cybercriminalité augmentent sensiblement en nombre et en sophistication au Luxembourg ainsi que dans toute l'Europe, avec une tendance qui devrait encore davantage s'accroître à l'avenir.

Les attaques d'hameçonnage sont une forme d'escroquerie qui vise à voler les informations personnelles des utilisateurs. En ce qui concerne le nombre d'affaires en matière d'hameçonnage ou phishing au Luxembourg, celui-ci est passé de 28 affaires en 2020 à 1.310 affaires en 2023.

Les données ou statistiques en rapport avec la cybersécurité et les attaques informatiques sont publiées dans le rapport que l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, devenue la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), a récemment publié « A Comprehensive Market Study on Cybersecurity Challenges and Opportunities in Luxembourg's SME Sector » (<https://observatory.nc3.lu/market-intelligence-library/report-2023/>). De plus, le CIRCL et NC3 publient régulièrement des statistiques par rapport aux menaces, dont le phishing, sur leurs sites Internet (<https://circl.lu/opendata/statistics/> et <https://observatory.nc3.lu/observatory-bulletin/2023/2/>).

Aussi, la Police grand-ducale publie chaque année les chiffres de la délinquance.

ad 2) La Police grand-ducale ne dispose ni de statistiques spécifiques ni d'estimations des dommages causés en lien avec ce phénomène spécifique.

ad 3) À l'heure actuelle aucune condamnation n'a été prononcée pour une affaire de phishing.

ad 4) Au sein de la Police grand-ducale chaque policier peut prendre en charge des plaintes dans le cadre d'une affaire de phishing.

Au sein des parquets Diekirch et Luxembourg, une équipe de 5 personnes au total est en charge de ces dossiers.

ad 5) Lorsque des liens internationaux entre diverses séries de phishing sont constatés, ceux-ci sont évidemment discutés, notamment au sein d'institutions européennes telles qu'Europol.

ad 6) La Police grand-ducale informe sur son site Internet et à travers les médias sur le sujet de l'hameçonnage et dirige les visiteurs via un lien sur le site Internet BEE SECURE avec des informations supplémentaires.

ad 7) et 8) Face à l'augmentation des appels frauduleux ayant recours à des numéros géographiques luxembourgeois en provenance de l'étranger constatée par les opérateurs de communications électroniques ces derniers temps, l'ILR a adopté le 8 janvier 2024 le règlement ILR/T24/1 relatif au blocage des appels provenant de numéros géographiques au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg. Afin de protéger les clients finaux d'appels frauduleux, les opérateurs peuvent désormais bloquer les appels provenant de numéros géographiques luxembourgeois au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg, s'ils disposent d'éléments suffisants qui leur permettent de déduire que ceux-ci poursuivent des objectifs frauduleux. En cas de blocage injustifié d'un numéro, une procédure de recours est prévue.

ad 9) Les efforts et les investissements du Gouvernement en matière de cybersécurité de ces dernières années renforcent la protection des citoyens et des entreprises face aux attaques informatiques de tout type. Le Ministère de l'Économie a commencé à investir dans la cybersécurité il y a 20 ans. C'est ainsi qu'un secteur aux activités diversifiées autour de la cybersécurité a progressivement vu le jour et qu'est née l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, initialement connue sous le nom Securitymadein.lu et désormais nommée Luxembourg House of Cybersecurity (LHC). Ceci s'inscrit dans l'exécution du programme gouvernemental dans lequel le Gouvernement s'engage à renforcer « les moyens techniques et humains pour lutter efficacement contre la cybercriminalité » (dans le chapitre digitalisation) et « lancera un programme SME Package Cyber Security pour accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans la mise en place de mesures de sécurité informatique », comme inscrit sous le chapitre Cybersécurité, qui annonce également la création du « Luxembourg House of Cybersecurity » pour récolter « les données concernant les menaces et vulnérabilités [...] ». Le Gouvernement a également inscrit dans son programme sous le chapitre Renforcement de la sécurité d'approvisionnement qu'il allait fournir « un effort concerté au niveau des ministères concernés, du Haut-Commissariat à la protection nationale, des gestionnaires de réseau et d'autres acteurs concernés du secteur. Une attention particulière sera accordée à la cybersécurité, à l'interdépendance avec d'autres secteurs (dont par exemple les télécommunications) et aux exercices de crise. »

La LHC propose, entre autres, des lieux d'accueil pour les citoyens (initiative BEE SECURE), pour les acteurs de la recherche et de l'innovation (Digital Innovation Hub, Digital Learning Hub), ainsi que pour les startups dans le domaine de la cybersécurité. La LHC consolide ses activités sur 2 centres d'expertise :

– CIRCL (Computer Incident Response Centre Luxembourg), pour la gestion d'incidents et la promotion d'échanges et de renseignements sur la menace cyber,

– NC3 (National Cybersecurity Competence Centre), qui représente notamment le Luxembourg en tant que centre national de coordination au sein du réseau du Centre européen de compétences en matière de cybersécurité.

En ce qui concerne les entités de poursuite nationales, le Gouvernement leur mettra à disposition les ressources personnelles et matérielles requises pour lutter contre la cybercriminalité.

Enfin, la police continue de sensibiliser la population aux attaques et arnaques via son site Internet et les médias.

ad 10) La « Cybersecurity Week Luxembourg » est importante en vue de la sensibilisation. Celle-ci se déroule tous les ans pendant le mois dédié à la cybersécurité au niveau européen et des événements de sensibilisation sont organisés. L'écosystème public de la cybersécurité a publié en 2021 un outil antispam et antiphishing important pour combattre le hameçonnage nommé SPAMBEE (<https://www.beesecure.lu/fr/tool/outil-anti-spam-et-anti-phishing/>) ainsi que des conseils pratiques ([https://www.beesecure.lu/wp-content/uploads/2023/09/153\\_risques-sur-internet\\_ua.pdf](https://www.beesecure.lu/wp-content/uploads/2023/09/153_risques-sur-internet_ua.pdf) ou encore <https://police.public.lu/fr/prevention/dangers-sur-internet/phishing.html>).

De plus, la Police grand-ducale ainsi que BEE SECURE lancent régulièrement des campagnes de sensibilisation sur le sujet du phishing.

**Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | Question 0100 (13/12/2023) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)**

Am Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ vun 2018 gouf festgehalen, dass eng reegelméisseg Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Plang géif gemaach ginn. Konkreet heescht et am Dokument:

Afin de garantir la bonne mise en œuvre du présent plan d'action, un comité interministériel LGBTI sera créé, sous la présidence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Ce comité aura pour mission le suivi de l'implémentation du présent plan, une évaluation régulière de ses objectifs et actions, ainsi que la proposition de nouvelles priorités, objectifs et actions. Un bilan intermédiaire externe aura lieu après trois ans, suivi d'une évaluation externe après cinq ans. Le comité pourra se faire aider dans ses tâches par des experts, notamment les institutions des droits humains, les représentants de la société civile ou des experts par expérience.

Am neie Koalitionsaccord steet dann och, dass d'Regierung de Plan d'action national LGBTIQ+ adaptéiere wëll.

An deem Zesammenhang wëllte mir der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. Goufen 2021 an 2023, esou wéi et geplangt war, extern Evaluatiounen an Optrag ginn?
2. Wien huet den Optrag/d'Opträg erhalen, wéi vill hunn se kascht a wou sinn d'Aarbechten un den externen Evaluatiounen drun?
3. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) der Regierung schonns iwwermëttelt ginn? Falls jo: Kann d'Regierung d'Haaptresultater skizzéieren an oplëschten, wéi eng Gelder konkret fir d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ ausgi goufen an u wien se gaange sinn?

4. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) ganz oder deelweis ëffentlech zougänglech?

Falls jo: Wou?

Falls nee: Firwat net?

5. Wéi eng Projeten/Mesurë wäerten 2024 am Kader vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTQI+ ëmgésat oder ënnerstëtzt ginn?

Kann d'Regierung scho soen, wéi eng Gelder 2024 konkret an d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTQI+ sollen investéiert ginn an u wien se wäerte goen?

**Réponse (10/01/2024) de Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Déi éischt Tëschevaluatioun vum nationalen LGBTQI-Aktiounsplang war 3 Joer nom Ulafe virgesinn, dat heescht ab Juli 2021. De Familljeministère, deen deemools zoustänneg vum Dossier war, huet am Februar 2022 e Kontrakt mat der Universitéit Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Dës Aarbechten hu bis Enn 2023 gedauert, esou dass déi zweet Evaluatioun nach net an Optrag gi gouf.

ad 2. Den Optrag un d'Uni Lëtzebuerg bezitt sech op d'Budgetsjoren 2022 an 2023, an huet insgesamt 110.477,40 € kascht (94.890 HTVA). Déi lescht Validatioun sinn am Moment um Lafen.

ad 3. D'Resultater vun der Evaluatioun leien nach net ofschléissend vir.

Den Tëschebilan besteet aus zwee Deeler. Op där enger Säit gouf mat all de Ministère gekuckt, wéi eng vun den 93 Aktiounen vum Aktiounsplang schonn ëmgésat goufen, aus wéi enge Grënn déi aner Aktiounen nach net ëmgésat goufen a wéi den Zäitplang fir dës Aktiounen ausgesäit. E groussen Deel vun den Aktiounen sinn an der Ëmsetzungsphas oder konnte schonn ofgeschloss ginn. Op där anerer Säit gouf analyséiert, wéi eng nei Prioritéiten, Zilgruppen, Ziler an Aktiounen an de Plang sollen opgeholl ginn. Hei war den Optrag, fir op d'Zivilgesellschaft an op d'Menschenrechtsinstitutionen duerzegoen, fir a Gespräicher nei Prioritéite fir de Plang ze identifizéieren.

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit koordinéiert zënter dem Regierungswissel d'Politick am Beräich LGBTQI+. Am Ganze sinn 10 Ministère an eng ganz Rei aner Organisation an Acteuren um Terrain aktiv an der Ëmsetzung vun de verschiddenen Aktiounen bedeelegt. Aus dësem Grond gëtt et keng detailléiert Opschlësselung vun de finanziellen Ausgabe fir d'Ëmsetzung vum Plang.

ad 4. Well déi lescht Validatiounen nach ausstinn, sinn d'Resultater nach net ëffentlech zougänglech. Soubal d'Evaluatioun integral virläit, wäert de Ministère mat allen implizéierten Acteuren d'Konklusiounen diskutéieren an dës der Ëffentlechkeet zougänglech maachen.

ad 5. Op Basis vun der Tëschevaluatioun wäerte mir kucken, wéi mir den Aktiounsplang an eis gemeinsam Politick kënnen upassen, fir an den nächste Jore weider Fortschreitter an alle Beräicher ze maachen. Hei brauche mir den Engagement vun der ganzer Regierung a mir wäerten och op eng weider Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft bauen.

**Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf | Question 0101 (13/12/2023) de M. Marc Baum (déi Lénk)**

Selon mes informations, les résidents d'une des deux unités d'habitation de la structure d'hébergement pour

demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf ont dû quitter les lieux hier le 12 décembre. Apparemment, l'immeuble doit être rénové et a pour cela été évacué complètement. Environ 60 résidents sont concernés, parmi eux aussi bien des demandeurs de protection internationale (DPI) que des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Ils auraient été informés de cette décision le vendredi 8 décembre, soit 4 jours avant l'évacuation.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pouvez-vous me donner les raisons de la fermeture de l'unité d'habitation en question ? Quels travaux doivent être exécutés et quelle est la durée prévue des travaux ?

2) Quelle solution a été trouvée pour reloger les personnes DPI ?

3) Qu'est-ce qui est advenu aux personnes BPI qui ont dû quitter des lieux ? Est-ce qu'une solution de logement a été trouvée pour les BPI ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver sur la rue sans abri après la fermeture de leur structure d'hébergement ?

**Réponse (16/01/2024) de M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) La structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (SHTDPI) Esch à Neudorf se voit actuellement confrontée à des problèmes d'humidité. Afin d'y remédier, des réunions avec l'administration des bâtiments publics ont abouti à l'élaboration d'un projet exhaustif d'assainissement des sanitaires, structuré en deux phases. Les bâtiments A et B seront remis en état l'un après l'autre. Les travaux concernent une rénovation complète des sanitaires, incluant les douches et les WC ainsi que la réfection des murs et plafonds endommagés, de même que la remise en état de l'étanchéité, le tout conformément aux règles et normes en vigueur. Durant cette période, le bâtiment A restera habité. La deuxième phase suivra le même processus de rénovation pour le bâtiment A, assurant ainsi une mise à niveau complète et uniforme de l'ensemble des installations sanitaires.

ad 2) Les personnes concernées ont toutes été relogées en urgence, que ce soit dans une autre structure d'hébergement, dans un autre bloc de la structure ou encore temporairement au centre d'urgence Kirchberg à la Luxexpo.

ad 3) Les relogements en urgence ont concerné tous les résidents hébergés, indépendamment de leur statut. L'évacuation temporaire a concerné tant des BPI que des DPI.

**Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg | Question 0102 (13/12/2023) de M. Meris Sehic (déi gréng)**

Le règlement général de police de la Ville de Luxembourg interdit depuis plusieurs années déjà toute mendicité organisée ou en bande ainsi que par des personnes accompagnées de mineurs. Lors de sa séance du 27 mars 2023, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté l'élargissement de cette interdiction « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques » à « toute autre forme de mendicité » et ceci de 07.00 heures à 22.00 heures du lundi au dimanche inclus, pour l'intégralité du centre-ville, pour les grands axes du quartier de la gare, pour les aires de jeux et parkings publics, etc.

Le 15 mai 2023, la Ministre de l'Intérieur précédente a néanmoins refusé, suite au contrôle de légalité, d'approuver cette interdiction communale au motif de sa non-conformité avec la législation nationale et avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures vient d'annuler le refus de la précédente ministre et a approuvé l'interdiction, pourtant jugée illégale il y a sept mois.

Se pose également la question de la conformité de ce simple règlement général de police communal à la nouvelle Constitution luxembourgeoise, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023. En effet, elle stipule que toute « limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui. » En l'absence d'une telle base légale explicite, le règlement général de police de la Ville de Luxembourg peut-il être conforme à la Constitution luxembourgeoise ?

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Sur quels arguments juridiques Monsieur le Ministre s'est-il basé pour estimer que l'interdiction communale de la mendicité prémentionnée soit légale en dépit du premier contrôle de légalité négatif ?

2) Sur quels arguments Monsieur le Ministre se base-t-il pour argumenter la conformité avec la nouvelle Constitution, considérant l'absence manifeste du cadre légal précis requis par la Constitution ?

**Réponse (12/01/2024) de M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me réfère aux extraits pertinents de ma décision de retrait du refus d'approbation du 11 septembre 2023 que j'avais d'ailleurs présentée et expliquée à la Commission des Affaires intérieures en date du 12 décembre 2023 et à la Chambre des Députés à l'occasion de l'heure d'actualité du 19 décembre 2023 :

« J'ai procédé à une réévaluation du refus d'approbation à la lumière du recours en annulation que votre commune a dirigé à l'encontre de la décision du 15 mai 2023, notifié au Ministre de l'Intérieur en date du 17 août 2023.

[...]

Le refus d'approbation de l'article 42 du règlement de police général quant à lui était principalement fondé sur l'absence de preuve quant à la réalité des troubles à l'ordre public résultant de la mendicité, sur la disproportionnalité de la mesure et sur la non-conformité à la législation nationale et le droit international.

Le recours fait état d'une série de réclamations et de plaintes écrites, adressées aux autorités de la Ville de Luxembourg, témoignant de faits dont des personnes mendiantes sont les auteurs : agressivité, menaces, injures, insultes, ivresse publique, atteintes à la moralité publique et autres, souvent accompagnés de bruits excessifs tant de jour que de nuit. Les récits des plaignants, étayés par des faits supplémentaires évoqués par le mandataire de la Ville de Luxembourg, prouvent que les troubles à la salubrité, la tranquillité et la sécurité publiques provenant des comportements des mendiants sont manifestes. Le trouble à l'ordre public étant démontré à suffisance, le conseil communal est non seulement en droit, mais aussi dans l'obligation d'agir tant par des mesures préventives que répressives de manière à maintenir, sinon de rétablir l'ordre public,



notamment par le biais de dispositions appropriées du règlement de police général.

Par ailleurs, et contrairement à l'appréciation en fait à laquelle s'est livré le Ministre de l'Intérieur de l'époque, je considère que l'interdiction de la mendicité dans la Ville de Luxembourg n'est ni générale, ni absolue, mais qu'elle est limitée à des circonstances de temps et de lieu, laissant aux personnes dans le besoin une liberté suffisante pour faire appel à la générosité de leurs concitoyens, afin de subvenir à leurs besoins, si nécessaire.

Je tiens encore à ajouter que la contravention de mendicité simple n'a effectivement pas été abrogée et continue d'exister à l'article 563, point 6°, du Code pénal. Par conséquent, l'interdiction de la mendicité simple par voie de règlement communal, bien que superfétatoire dans l'ordonnement juridique luxembourgeois, considérant qu'elle est établie à un niveau hiérarchiquement supérieur, n'est pas contraire à la loi.

Finalement, je considère que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme résultant de l'affaire *Lacatus c. Suisse*<sup>11</sup> concerne un cas particulier de mendicité, dont la situation personnelle de la personne mendicante en cause, les faits et la sévérité de la peine prononcée à son encontre ne sont pas comparables à l'interdiction de la mendicité que la Ville de Luxembourg entend opérer. En conséquence, il n'est pas possible de conclure à une violation des droits protégés par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, à défaut d'une disproportion de la mesure d'interdiction prise par la Ville de Luxembourg. »

ad 2) Le député avait déjà posé une question identique lors de la Commission des Affaires intérieures du 12 décembre 2023, ainsi que lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés une semaine plus tard, le 19 décembre 2023, en visant plus particulièrement la conformité de l'interdiction de différentes formes de mendicité prévue par le règlement de police général de la Ville de Luxembourg (RPG) à l'égard de l'article 37 de la Constitution.

Il y a lieu de distinguer les articles 41 et 42 du RPG.

L'article 41 était en vigueur avant la révision de la Constitution. Ainsi, la question de la conformité à l'article 37 de la Constitution ne se pose pas. À ce sujet, je renvoie le député à la circulaire du Ministre de l'Intérieur n° 2023-058 du 28 avril 2023 et à un article récent de doctrine luxembourgeoise<sup>12</sup>.

En revanche, l'article 42 du RPG est entré en vigueur sous le régime de la Constitution révisée. Cependant, les formes de mendicité agressive réprimées par le RPG ne constituent pas des activités ou des comportements rentrant dans le champ d'application d'une liberté publique quelconque, de sorte que l'article 37 de la Constitution n'est tout simplement pas applicable. Ces formes de mendicité sont interdites par le Code pénal.

Pour le surplus je renvoie aux débats dans le cadre de l'heure d'actualité.

**Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig** | Question 0103 (13/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Joer 2019 huet déi deemoleg Justizministesch fir d'Geburtsdagsfeier vun der Kannerrechtskonvention

<sup>11</sup> CEDH, requête 14065/15, n° 31

<sup>12</sup> L'effet sur les règlements existants des nouvelles dispositions constitutionnelles réservant des matières à la loi. Patrick Kinsch, Journal des tribunaux Luxembourg, Juin 2023 / n° 87/15<sup>e</sup> année, p. 77

virum Comité des droits de l'enfant de l'ONU déklaréiert, dass Lëtzebuerg sech géif e gesetleche Kader ginn, dee verhënnert, dass Kanner a Prisonge fir Erwuessener ënnerbruecht ginn. Haut, véier Joer méi spéit, ass en entspriechend Gesetz nach net gestëmmt ginn.

Wéi de Presseservice vun der Justiz den 12. Dezember 2023 gemellt huet, gouf dofir rezent och nees e Mannerjärege vum Parquet vu Lëtzebuerg an de Prisong vu Schraasseg placéiert, well déi aktuell Gesetzgebung dat nach erlaabt an an der Sécherheetsunitéit vun Dräibuer keng Plaz war. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher betount iwwerdeems ëmmer nees, dass Mannerjäreger net a Prisonge fir Erwuessener placéiert dierfte ginn an et fir eng Upassung vun de Gesetzer an den entspriechenden Infrastrukturen héich Zäit gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger goufen zu Lëtzebuerg säit 2019 an engem Prisong fir Erwuessener ënnerbruecht?
2. Wéi een zäitleche Kader huet sech déi nei Regierung ginn, fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgebung fir de Jugendschutz an d'Jugendstroferecht endlech ofzeschlëssen?
3. Hält déi aktuell Regierung un de Pläng vun der viregter fest, dass et e Centre pénitentiaire zu Dräibuer an eng Dezentraliséierung vum CSEE soll ginn? Falls jo: Bis wéini sollen all dës Infrastrukture fäerdeg an operationell sinn? Falls nee: Wéi gesinn der aktueller Regierung hir Pläng aus?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi gefrotten Zuele befanne sech an der Tabell heidrënner:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

2021 war ee Mannerjärege zweemol an engem Prisong fir Erwuessener an ass dofir och zweemol an der Tabell mat aberechent.

ad 2. Den zäitleche Kader fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgebung läit net aleng an der Hand vun der Regierung. Zil ass awer, esou wéi dat och am Regierungsprogramm virgesinn ass, déi Aarbechten esou schnell wéi méiglech ofzeschlëssen.

ad 3. D'Regierung hält un dese Pläng fest.

D'Planung vun dem neie Jugendprisong (Centre pénitentiaire pour mineurs) kënn gutt virun an éischt bautechnesch Mesurë missten direkt kënnen ufänken, soubal déi nei Gesetzgebung bis do ass.

D'Dezentraliséierung vum CSEE ass ee Prozess, dee schon amgaangen ass. 2020 ass an deem Kontext eng wichteg Etapp mat der Ouverture vun engem Wungrupp zu Buerglënster geholl ginn. Am Moment gëtt un engem weidere Projet geschafft, dee bis 2026 kéint realiséiert ginn. Dese géif erlaben, weider Deeler vum CSEE ze dezentraliséieren.

**Sans-abrisme** | Question 0104 (13/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Während de kale Wanterméint ass et fir Persounen, déi op der Strooss wunnen, besonnesch schwéier. Grad an den Nuechte kann et bei Minusgrade geféierlech ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dofir verschidde Plazen, wou Persounen ouni feste Wunnsätz e Bett, eppes ze iessen an/oder en Zougang zu sanitären Anlage

kréie kënnen. Mee d'Offer ass begrenzt an net all Persoun, déi op der Strooss leeft, profitéiert dovun. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet, iwwert en Office social eng Adress ze kréien, wann ee kee Wunnsätz huet. Dofir gëtt et zu Lëtzebuerg Persounen, déi néirens ugemellt sinn a soumat keng legal Adress hunn. Dat werft besonnesch am Kontext vum sougenannten Heescheverbuet Froen op, dat ab e Freiden an der Stad Lëtzebuerg soll ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Opfangbetter a Strukture gëtt et am ganze Land fir Persounen ouni feste Wunnsätz? Wéi vill Better bidden déi eenzel Strukturen, wéi verdeelen se sech iwwert d'Land an hunn se Better, déi spezifesch fir Persounen vun engem bestëmmte Geschlecht virgesi sinn? Wéi vill Strukture kënnen Persounen am Rollstull oder mat engem aneren Handicap ophuelen?
2. Wéi sinn dës Strukturen am Moment jee weils ausgelascht?
3. Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsätz an ouni Pabeieren, déi vun der Police matgehall ginn a sech weeder ausweisen nach eng Adress ugi kënnen?
4. Aktuell si Strofe vu 25 Euro bis 250 Euro virgesinn, wann eng Persoun géint dat sougenannten Heescheverbuet verstéisst. Persounen ouni Wunnsätz verfügen oft net iwwert déi entspriechend finanziell Mëttel, fir esou eng Strof zäitno ze bezuelen.

Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsätz, déi d'Stof länger Zäit net kënnen bezuelen?

5. Wat geschitt mat de Suen, déi eng Persoun ouni feste Wunnsätz duerch Heesche gesammelt huet, wann dës vun der Police opgegraff gëtt? Ginn dës Sue saiséiert?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil finanziéiert aktuell 7 nidderschwellleg Strukture fir obdachlos Mënsche mat enger Gesamtkapazität vu 416 Better. Dobäi kommen déi Strukture fir obdachlos Persounen, déi vun anere Ministère gedroen ginn.

Um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg sinn aktuell véier „haltes de nuit“ verdeelt. Déi véiert „halte de nuit“, geréiert vun Inter-Actions ASBL, ass rezent am Dezember 2023 opgaang. Déi véier Strukturen hunn insgesamt eng Kapazität vu 46 Better. Eng dovun ass exklusiv fir Frae reservéiert, mat enger Kapazität vun 10 Better; all déi aner empfänke souwuel Frae wéi Männer.

Dobäi kommen de Centre Ulysse an den Abrisud, zwee sougenannte „foyers d'urgence“, mat enger Gesamtkapazität vu 70 Better, an deene souwuel Frae wéi Männer iwwernuechte kënnen.

Kompléttéiert ginn déi permanent Offere vu Mëtt November bis Mëtt Abrëll duerch d'Wanteraktioun um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, mat enger Kapazität vun 300 Better. Heivu sinn 18 Better exklusiv fir Frae reservéiert; dës Unzuel kann awer bei Bedarf ugepasst ginn.

Den Accès fir Persounen mat enger reduzéierter Mobilitéit ass garantéiert duerch d'Komplementaritéit vun den Offeren. Och wann net all Infrastruktur et erlaabt, Persounen mat engem physischen Handicap

ze hebergéieren, sou ass awer séchergestallt, datt op d'mannst eng Struktur accessibel ass pro Kategorie vun Offer. Iwwert déi nächst Joren ass virgesinn, déi Gebaier, déi haut nach net accessibel sinn, ze amengéieren, fir se konform zum Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 ze setzen.

Déi genannte Structure ginn erweidert duerch Laangzäit-Wunnoffere fir vulnerabel Menagen. Esou huet de Familljeministère 2022 13 Servicer konventionéiert, déi insgesamt 4.471 Persounen an enger Wunnengsdetresse logéiert a begleet hunn. Erweidert gëtt d'Offer dëst Joer duerch d'Ouverture vun engem Altersheem zu Berbuerg fir fréier obdachlos Persounen.

ad 2. Laut den Zuelen, déi dem Ministère virleien, sinn d'„haltes de nuit“ wéi och „foyers d'urgence“ am Prinzip all Nuecht ausgelascht. Aus dësem Grond gëtt d'Offer och kontinuierlech ausgebaut. Esou konnt d'Offer un „haltes de nuit“ am Dezember 2023 duerch eng weider „halte de nuit“ erweidert ginn; fir 2024 ass eng fënneft geplangt.

Am Mount Dezember 2023, hunn an der Moyenne all Owend 222 Persounen an der Wanteraktioun geschlof.

ad 3. Als éischt muss hei ugemierkt ginn, dass net all Persounen, déi kontrolléiert ginn, d'office op de Policebureau matgeholl ginn.

Persounen, déi sech net ausweise kënnen, kënnen enger Identitéitskontroll ënnerzu ginn. D'Konditiounen an d'Prozedure vun enger Identitéitskontroll stinn am Artikel 45 vum Code de procédure pénale. Déi bezitt sech och just op d'Identitéit an net op de Wunnsätz.

Den Artikel 45 vum Code de procédure pénale gesäit Follgendes vir:

„(1) Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant les pièces d'identité, l'entrée et le séjour des étrangers et les contrôles aux frontières du territoire national, les officiers et agents de police judiciaire peuvent inviter à justifier, par tout moyen, de son identité toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer

– qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;

– ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;

– ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit ;

– ou qu'elle fait objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ou administrative.

(2) Si l'intéressé refuse ou se trouve dans l'impossibilité de prouver son identité, il peut être retenu sur place ou conduit au poste de police aux fins de vérifications de son identité.

Si la personne retenue est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui, il peut être procédé à une fouille de sa personne, conformément à l'article 48-11bis.

(3) La vérification d'identité est faite par un officier de police judiciaire auquel l'intéressé est présenté sans délai. Celui-ci invite l'intéressé à fournir tous éléments permettant d'établir son identité et procède, s'il y a lieu, à toutes opérations de vérification nécessaires.

(4) Dès sa rétention, l'intéressé est informé, par écrit et contre récépissé, dans une langue qu'il comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés, de son droit de prévenir une personne de son choix et de faire aviser le procureur d'État. Un téléphone est mis à sa disposition à cet effet.

(5) La personne qui fait l'objet d'une vérification d'identité ne peut être retenue que pendant le temps strictement nécessaire à cette opération, sans que sa rétention ne puisse excéder six heures à compter du contrôle effectué en application du paragraphe premier. Le procureur d'État peut, à tout moment, mettre fin à la rétention.

(6) La prise d'empreintes digitales ou de photographies doit être impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée.

Elle ne peut être pratiquée que dans le cadre d'une enquête pour crime ou délit flagrant ou d'une enquête préliminaire ou d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire.

Elle doit être autorisée soit par le procureur d'État, soit par le juge d'instruction.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 du présent paragraphe, le procureur d'État peut également ordonner qu'il soit procédé au prélèvement de cellules humaines afin d'établir un profil d'ADN, sous condition que cette mesure soit impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée. Les dispositions des articles 48-3 à 48-6 et 48-8 sont alors applicables.

(7) La vérification d'identité opérée après rétention fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'officier de police judiciaire qui y a procédé. Ce procès-verbal mentionne notamment :

- les motifs de la vérification,
- le jour et l'heure du contrôle effectué,
- le jour et l'heure de sa présentation devant l'officier de police judiciaire,
- le jour et l'heure de sa remise en liberté,
- la déclaration de la personne contrôlée qu'elle a été informée de son droit d'avertir les personnes de son choix ainsi que toutes autres déclarations qu'elle désire faire acter.

Il est présenté à la signature de la personne contrôlée. Si celle-ci refuse de signer, mention est faite du refus et des motifs de celui-ci.

Le procès-verbal est transmis au procureur d'État et copie en est remise à l'intéressé dans le cas prévu par le paragraphe suivant.

(8) Les empreintes digitales et les photographies recueillies en application du présent article peuvent être traitées ultérieurement par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation des infractions pénales. Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou mesure d'exécution, le procès-verbal d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du procureur d'État.”

Dës Prozedur, déi, le cas échéant, och d'Interventioun vun engem Dolmetscher implizéiert, ass ouni Garantie, dass déi richteg Identitéit vun der betroffener Persoun festgestallt ka ginn, besonnesch well d'Identifikationsmittel limitéiert sinn wat d'Verstéiss betrëfft. An deene Fäll sinn nämlech Fangerofdréck huelen, Fotoe maachen a d'Enthuele vu mënschlechen Zellen ausgeschloss.

Des Weidere muss laut dem Artikel 136 vum Gesetz vum 29. August 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration all Ausländer sech ausweise kënnen. Deemno kann d'Police d'Personen enger Identitéitsiwwerpräiwung ënnerzëien, och wa keng Strofdot geschitt ass.

ad 4. D'Fro geet vun der Viraussetzung aus, datt eng Persoun verurteelt ass wéinst Verstouss géint e Policereglement betreffend d'Heescherei.

Am Fall vun enger definitiver Verurteilung, ass de Parquet général zoustänneg fir d'Exekutioun vun de Strofen. D'Exekutioun vun de Geldstrofe gëtt duerch den Enregistrement (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA) gemaach.

Wann et net méiglech ass, fir d'Strof anzudreiwen, informéiert den Enregistrement de Parquet général, deen dann entscheet, ob d'Bestëmmunge vun den Artikelen 29<sup>13</sup> an 30<sup>14</sup> vum Code pénal iwwert „contrainte par corps“ applizéiert ginn oder net. Den Artikel 30 gesäit vir, dass d'Dauer vun der Contrainte vun engem Dag pro 100 Euro Geldstrof ass, an een Dag fir Geldstrofe vu manner ewéi 100 Euro.

ad 5. D'Violatioun vun engem Policereglement ass eng Kontraventioun. Den Artikel 31<sup>15</sup> vum Code pénal gesäit vir, datt d'Confiscatioun bei Kontraventiounen nëmme ka gesprach ginn, wann d'Gesetz dat virgesäit.

Dorausser léisst sech schlëssen, dass d'Suen, déi bei den Heescherte fonnt ginn, net kënnen zwecks spéiderer Confiscatioun saiséiert ginn.

Sollt de Parquet kontaktéiert ginn, well et sech bei der Strofdot ëm ee Vergehen handelt, resp. am Zesammenhang mat engem Vergehen oder Verbriche steet, ënnerläit et de Justizautoritéiten, d'Saisie vun de Suen ze ordonéieren.

## Nouvelles techniques génomiques | Question 0105 (13/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La Commission de l'agriculture du Parlement européen a adopté, lundi 11 décembre, son avis sur la proposition encadrant l'utilisation des nouvelles techniques génomiques (NTG), prévoyant notamment d'alléger les mesures de traçabilité appliquées à ces plantes.

Le même jour, les ministres de l'Agriculture de l'UE ont échoué à définir une position commune sur ce dossier. Selon un article de presse, huit pays ont voté contre la proposition de la Commission européenne visant une déréglementation des nouveaux OGM. Le Luxembourg se serait abstenu lors de ce vote. Le Luxembourg a toujours adhéré au principe de précaution en exigeant que tous les OGM soient testés quant aux risques de leur dissémination et commercialisation. Il a également demandé un traçage et un étiquetage sans faille des OGM.

1) J'aimerais dès lors demander à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture les raisons pour lesquelles le Luxembourg s'est abstenu lors du vote prémentionné. Quels sont les arguments

<sup>13</sup> « Les jugements et arrêts prononçant une condamnation à l'amende par application du présent code ou de lois spéciales fixent en même temps la durée de la contrainte par corps applicable à défaut de paiement de l'amende. »

<sup>14</sup> « (1) La durée de la contrainte par corps est d'un jour par 100 euros d'amende. Pour les amendes inférieures à 100 euros, la contrainte par corps sera d'un jour.

(2) En aucun cas la durée de la contrainte par corps ne peut dépasser dix ans.

(3) La détention préventive subie s'impute de plein droit sur la durée de la contrainte par corps, dans la mesure où elle n'a pas déjà été imputée, conformément à l'article 33 sur la durée des peines emportant privation de la liberté.

(4) L'amende est divisible au regard de la contrainte par corps.

(5) Elle est éteinte par l'exécution de la contrainte par corps.

(6) La contrainte par corps n'est ni prononcée, ni mise à exécution, ni maintenue contre les condamnés qui ont atteint leur soixante-dixième année. »

<sup>15</sup> « (1) La confiscation spéciale est toujours prononcée pour crime, et pour les infractions visées aux articles 112-1, 135-1 à 135-6, 135-9, 135-11 à 135-16 et 506-1 à 506-8. Elle peut l'être pour les autres délits.

Elle n'est prononcée pour contravention que dans les cas déterminés par la loi. »





qui justifient à ses yeux un changement d'approche du Gouvernement au sujet des OGM ?

2) Est-ce qu'en général le Gouvernement entend maintenir une position critique face aux OGM au niveau international ?

3) Madame la Ministre continuera-t-elle à promouvoir les filières sans OGM au Luxembourg ?

**Réponse** (05/01/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas changé son approche concernant les OGM. Le Luxembourg persiste à voter contre les autorisations de mise sur le marché et de dissémination volontaire des OGM lors des comités permanents de la chaîne alimentaire.

Concernant les nouvelles techniques génomiques, la position du Gouvernement est plus nuancée. En effet, les nouvelles techniques génomiques tel le CRISPR CAS sont considérées comme un progrès scientifique important. Le prix Nobel a été attribué en 2020 aux deux chercheuses ayant développé ces techniques. Ces techniques sont de plus en plus utilisées en médecine dans le cadre des thérapies géniques, des nouvelles immunothérapies contre le cancer et dans la fabrication de médicaments et de vaccins. Ainsi, le Luxturna® est un médicament commercialisé en Europe par le Groupe Novartis depuis janvier 2019 pour lutter contre la maladie oculaire de Leber.

Dans le cadre du projet de règlement, les plantes issues des nouvelles techniques génomiques sont réparties en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2<sup>e</sup> catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM. Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques applique le principe de précaution. En effet, les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux États membres dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux

dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

L'abstention lors de la procédure de vote est basée notamment sur le recours potentiel aux brevets pour les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, je considère que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

ad 2) Cela restera effectivement le cas.

ad 3) Les organisations de producteurs proposant un cahier de charges basé sur une filière sans OGM pourront demander leur agrément dans le cadre de la loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles et bénéficiaire alors des aides prévues pour la promotion de leurs produits.

**Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies** | Question 0106 (14/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Banken hunn d'Unzuel un Agencen an de leschte Jore reduzéiert a promovéieren éischter digital Léi-sunge fir déi finanztechnesch Operatiounen oder setzen op mobil Guicheten, déi fir e puer Stonnen eemol d'Woch op enger bestëmmter Plaz optauchen. Dësen Trend gëtt ënnerstëtzt duerch eng europä-esch Direktiv (Directive européenne sur les services de paiement, DSP2), déi d'Banken zu Lëtzebuerg, dorënner och déi mat ëffentlecher Participatioun, dozou zwéngt, vu physische Léisungen, wéi zum Beispill dem Lëtzebuerger Modell vum LuxTrust Token, op digital Léisungen ze wiesselen, wéi zum Beispill der LuxTrust Mobile App. Dës Entwécklung suergen dofir, dass alldeelech Operatiounen fir technesch manner affin Leit ëmmer méi schwéier ze réaliséieren sinn. Persounen ouni Smartphone ginn esou zum Beispill bei LuxTrust op aner Solutiounen higewisen, déi awer net wierklech manner technesch Expertis viraussetzen (LuxTrust Scan, eID ...). Vill Leit maachen sech Suergen, wéi se an Zukunft ouni Token nach hir Bankoperatiounen réaliséieren kënnen a fillen sech am Stach gelooss.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Digitalisatioun a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung an dëser Problematik?

2. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir den technesch manner affine Leit reell Hëllefstellungen an Alternativen ze bidden?

3. Wäerten déi staatlech Representanten am Conseil d'administration vun der Spuerkeess sech dofir asetzen, dass den Onlinebanking och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefstellungen an deem Beräich brauchen?

4. Wéi garantéiert déi nei Regierung, dass den Accès op MyGuichet.lu och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefstellungen an deem Beräich brauchen?

5. Wéi eng technesch Léiung recommandéiert d'Regierung an deem Kontext, fir de LuxTrust Token ze ersetzen?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung ass sech bewosst, dass nei technesch Entwécklungen am Finanzberäich nei Erausforderunge fir d'Leit mat sech bréngen, an ënnersträicht, dass dës gläichzäiteg méi Sécherheet bréngen an d'Gefor, fir Affer vu Phishing ze ginn, reduzéieren. Der Regierung ass et dofir wichtig, all d'Bierger bei den Defie vum digitale Wandel an engem sécheren a vertrauenswierdegen Ëmfeld ze begleeden.

ad 2. D'Regierung setzt op d'Ëmsetzung vum nationalen Aktionsplan fir digital Inklusioun, fir technesch manner affine Leit reell Hëllefstellungen unzebidden. An deem Kontext gouf am Joer 2021 eng Formatioun iwwert den E-Banking ausgeschafft, wou och den Aspekt vun der digitaler Authentifizierung behandelt gëtt. De Module E-Banking ass och Deel vum Internetführerschein 1.0 an 2.0, eng Formatioun, déi et erméiglecht, Basiskennntnisser a Kompetenzen a punkto nei Technologien ze kréien. Weiderhi gouf 2023 eng Formatioun iwwert de MyGuichet ausgeschafft a lancéiert, wou och déi digital Authentifizierung fir den Accès behandelt gëtt.

Dës Formatiounen goufen an Zesummenaarbecht mat der ASBL „ErwuesseBildung“ ausgeschafft, engem vum Educatiounsministère agreéierten Zenter fir d'Formation des adultes, déi eng laang Erfahrung an der Bildung vu Senioren huet. Dës Formatiounen, wéi och weider Formatiounen, stinn all den Acteuren am soziale Beräich gratis zur Verfügung an d'ErwuesseBildung bitt och potenzielle Formateuren eng „Train the Trainers“-Formatioun un. Momentan gëtt dës Formatioun och digitaliséiert, fir den Accès un d'Formationsmaterial an d'Aféierung nach méi einfach ze maachen.

Weider Initiativen aus dem Aktionsplan fir digital Inklusioun bidden de Bierger Assistenz an Hëllef, fir sech mat digitalen Outilen vertraut ze maachen, fir dës da bewosst kënnen ze notzen.

De momentanen Aktionsplan wäert dëst Joer analyséiert ginn, an iwwert e multilateralen a kokreative Prozess an Zesummenaarbecht mat alle concernéierte Ministèren, Administratiounen, Associatiounen a weidere Partie-prenantë wäert en neien Aktionsplan ausgeschafft ginn, fir d'digital Inklusioun vun alle Bierger zu Lëtzebuerg ze féerden.

De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wäert weiderhin op d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun den eelere Leit am Beräich Digitaliséierung, Ëmgang mat neie Medien a Cybersécherheet setzen. Den Ëmgang mat den digitale Medien souwéi d'Léiere vun neie Kompetenzen sinn e wichtege Bestanddeel, fir gutt all ze ginn. Dofir wäerte weiderhi Mesurë geplangt ginn, fir déi digital Kompetenz vun den eelere Leit ze stäerken a sou d'Inklusioun an d'Participatioun weider ze garantéieren.

Iwwert de Wee vun den aktuell 23 Club Aktiv+, a mat Ënnerstëtzung vu weideren agreéierten a konventionéierte Servicer bitt och de Familljeministère schon

zënter 1999 eng kontinuéierlech Hëllefstellung bei der digitaler Transitioun un. Dëst geschitt iwwert déi individuell Assistenz, a Form vun Atelieren a Coursen, duerch d'Verbreedung vun Informatiounen a Sensibiliséierung an och mat Hëllef vu Formatiounen. Sou soll och den Iwwergang vun de classeschen op déi digital Bankgeschäfte begleet a vereinfacht ginn, andeems Ängschten ofgebaut ginn a Sécherheet vermëttelt gëtt.

D'Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, kuerz genannt „European Accessibility Act“ (EAA), déi duerch d'Loi modifiée du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services transposéiert ginn ass, soll d'Accessibilitéit vu ganz spezifesch Produiten a Services, dorënner och verschidde Bank- an d'Finanzdëngschtleeschungen, harmoniséieren. Duerch dëst Gesetz, wat den 28. Juni 2025 a Kraaft trëtt, wäerten d'Fournisseuren, déi Produiten an Dëngschtleeschungen op den europäesche Marché bréngen, eenheetlechen Ufuerderungen an der EU nokommen, an duerch hir Accessibilitéit eng méi inklusiv Gesellschaft schafen a Clienten, notament déi mat engem Handicap, awer och eelere Clienten, et erméiglechen, esou autonom wéi méiglech ze liewen.

Zoustänneg fir d'Iwwerpréiwung vun den Ufuerderunge betreffend d'Accessibilitéit vun dese Produiten an Dëngschtleeschungen wäert eng nei Administratioun sinn, den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services (OSAPS), déi ënnert der Tutelle vum Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wäert sinn. Am Kontext vum Opbau vun dieser neier Administratioun ass et och schonns éischt informell Kontakter mam Bankesektor ginn.

Zousätzlech zu de virgenannten Initiativen iwwerhëlt d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) e wichtige Rôle am Beräich vun der Finanzbildung an dem Verbraucherschutz. 2017 gouf an dësem Kontext eng national Strategie a punkto Finanzbildung op d'Bee gesat. E wichtige Bestandteil vun der nationaler Strategie besteet an der Opsetzung vu Formatiounsoffere fir all Altersgruppen zu Lëtzebuerg. D'CSSF huet dës Formatiounen an aneren Outilen (wéi z. B. dem Portal „lëtfin.lu“, deen ënnert anerem op d'Sécherheetsaspekter bei Online-Banktransaktiounen ageet) an Zesummenaarbecht mat der „Fondation ABBL pour l'éducation financière“, entwéckelt. Déi aktuell national Strategie a punkto Finanzbildung ass am Moment amgaang iwwerkuckt ze ginn, fir sou och de rezentsten Entwécklungen och am Onlinebanking Rechnung ze droen.

ad 3. Laut de Statistike vun der Spuerkeess ginn iwwer 95 % vun de gängige Bankoperatiounen zu dësem Zäitpunkt schonn iwwer den Internet gemaach. Fir deene Leit, déi net op Onlinesolutiounen zréckgräifen, beschtméiglech ze hëllefen, kruten d'Mataarbechter vun der Spuerkeess an den Agencen an um Helpdesk eng speziell Formatioun.

D'Bank organiséiert och Formatiounen an Evenementer, fir déi interesséiert Clientéit mat den neien digitale Léisungen ze familiariséieren.

Onofhängeg dovunner steet den traditionellen Agencëreseau de Clienten natierlech weider zur Verfügung, fir hir Operatiounen op der Plaz ze maachen.

ad 4. Dem Zenter fir Informatiounstechnologjé vum Staat (CTIE), deen d'Plattformen Guichet.lu a MyGuichet.lu entwéckelt a bedreift, ass d'Accessibilitéit vu sengen online Services zanter Laangem e wichtegt Uleies.

Zanter méi wéi 10 Joer stäipt de CTIE sech op seng eege Method – Renow –, déi den Utilisateur an de Mët-

telpunkt vun den Developpementen stellt a garantéiert, dass déi staatlech online Services méiglech einfach a vu jidderengem kënne benotzt ginn. Fir dëst Zil ze errechen an den Nutzer déi beschtméiglech Hëllefstellung beim Benotze vu senger Services ze ginn, mécht de CTIE grouss Efforten op villen Niveauen.

Hei sief fir d'éischt déi technesch Accessibilitéit erwänt. Dës erlaabt et och Leit, déi opgrond vun engem Handicap op spezialiséiert Hëllefsmëttel ugewise sinn (z. B. Screenreader), d'online Services vum Staat ze benotzen. Déi nei Versioun vu Guichet.lu geet nach e Schrëtt méi wäit an huet nei Astellungsméiglechkeeten, mat deene jidder Nutzer mat engem Klick zum Beispill d'Schrëftart kann upassen oder de Kontrast vun der Websäit eropsetzen. Heivun ka jidderer profitéieren, fir de Website u seng spezifesch Besoinen unzepas-

Well d'Sprooch e wichtegen Inklusiounsfacteur ass, proposéiert de CTIE zanter ville Joren d'Interface vu Guichet.lu a MyGuichet.lu an 3 Sproochen. Esou gi Sproochbarrière beim Benotze vun digitale Services ofgebaut. D'Beschreibungen an einfacher Sprooch („Leichte Sprache“ a „Facile à lire et comprendre“) hëllefen iwwerdeems deene Leit, fir déi komplex administrativ Ausdréck eng Barrière kënnen duerstellen.

Digital Inklusioun gëtt natierlech och duerch e konsequent Applizéiere vun engem Multi-Kanal-Approche erreicht. Hei geet et dem Ministère fir d'Digitaliséierung dorëms, dem Bierger de Choix ze loosse, op wéi engem Wee hie mam Staat wëll a Kontakt trieden. De Guichet.lu a MyGuichet.lu kënne souwuel um Computer wéi um Tablet an um Smartphone benotzt ginn. Sou huet jidder Bierger d'Méiglechkeet, deen Apparat ze benotzen, mat deem hien am beschte kann ëmgoen. D'App MyGuichet.lu erlaabt dem Nutzer doriwwe eraus, säin Handy mat sengem Espace personnel ze koppelen an sech da mam Handy bei MyGuichet.lu ze authentifizéieren.

Fir déi Bierger, déi sech allgemeng mat den digitalen Outilen méi schwéier doen, bitt de CTIE zwou Ulafstellen: De Guichet.lu-Helpdesk ass per Telefon errechbar an d'Mataarbechter hëllefen de Bierger souwuel bei allgemenge Froen zu den Demarchen, wéi och bei den technesche Froen ronderëm MyGuichet.lu. Dëst betrëfft et all Froen ronderëm d'Benotze vun de LuxTrust Produiten op MyGuichet.lu. Déi nammlecht Hëllef kënnen d'Bierger och sur place an Usproch huelen, am Bureau d'accueil vum Guichet.lu an der Rue Notre Dame an der Stad. Am Bureau d'accueil stinn och Computeren zur Verfügung fir déi Leit, déi selwer keen elektronischen Apparat hunn an hir Demarchen trotzdem gären elektronesch wëllen ofwëckelen.

Zousätzlech bitt de CTIE nieft der MyGuichet-Formatioun, déi et säit 2023 gëtt, déi, wéi uewen erwänt, déi digital Authentifizéierung couvréiert, eng Rei vun Hëllefstellungen, wéi Brochuren, Tutorials, Erklärtexter a Presenzen op diversen Evenementer un, fir de Leit den Accès op MyGuichet ze vereinfachen. Eng weider Aktioun aus dem nationalen Aktionsplang fir digital Inklusioun ass d'Etüd iwwer d'rechtlech an technesch Machbarkeet fir eng eventuell Aféierung vun engem digitale Mandat, mat där eng Drëttperson Accès op de MyGuichet fir eng aner Persoun, an hir digital administrativ Demarchen duerchféiere kann.

ad 5. De CTIE wäert weiderhi sämtlech aner LuxTrust-Produkte ënnerstëtzen. Generell ass LuxTrust Mobile déi Solutioun, déi den aktuelle Benotzer vum LuxTrust Token recommandéiert gëtt. Fir Benotzer, déi kee Smartphone hunn oder LuxTrust Mobile net kënne benotzen, bitt LuxTrust de LuxTrust Scan un, een

Apparat, deen déi selwecht Charakteristiken huet, wéi LuxTrust Mobile an op der selwechter technologescher Basis berout. Dësen Apparat kann an allen Applikatiounen zu Lëtzebuerg benotzt ginn a bitt de Konsumenten de selwechten Niveau vu Sécherheet wéi LuxTrust Mobile.

Fir Benotzer mat enger kierperlecher Aschränkung oder Behënnerung, déi et erschwéiert, LuxTrust Mobile ze notzen, schafft LuxTrust aktuell drun, fir LuxTrust Mobile deene spezifesch Ufuerderungen entsprechend unzepas-

Nieft de Luxtrust-Produkte ënnerstëtzt de CTIE och d'Authentifikatioun iwwert den nationalen eIDAS-Knuet, souwéi och d'Benotze vun der Carte d'identité, falls de concernéierte Bierger fir en Zertifikat optéiert huet. Zousätzlech wäert duerch déi nei eIDAS2-Reglementatioun, déi dëst Joer sollt votéiert ginn, et an Zukunft och méiglech sinn, sech iwwert säin E-Wallet am MyGuichet ze authentifizéieren.

**Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg | Question 0107 (14/12/2023) de M. François Bausch (déi gréng)**

Dans l'éditorial du « De Bréifdréier » de décembre 2023, il est question de la charge de travail élevée auprès de l'établissement public POST Luxembourg. Selon l'article, les factrices et facteurs auraient été exposés à une charge de travail considérable au cours des derniers mois notamment à cause des élections communales et législatives en raison du nombre élevé de supports électoraux et de l'augmentation d'envois de bulletins de vote par correspondance.

Notons que l'accord de coalition 2023-2028 reste muet quant à la politique que le Gouvernement entend mener en ce qui concerne l'avenir de l'établissement public POST Luxembourg, alors que l'accord de coalition antérieur avait encore dédié un paragraphe à ce sujet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) De manière générale, quelle est la vision de Monsieur le Ministre pour l'établissement public POST Luxembourg dans les années à venir ? Quel est selon lui le rôle que l'établissement public devrait jouer dans les années à venir dans l'économie luxembourgeoise ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de la charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg ? Sachant que les élections européennes à venir risquent de constituer à nouveau une charge de travail supplémentaire, compte-t-il chercher le dialogue avec des représentant.e.s de personnel ainsi que la direction à ce sujet et si oui, endéans quel délai ? Quelles solutions envisage-t-il, notamment en vue des élections européennes à venir ?

**Réponse (05/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

Le Gouvernement considère l'établissement public POST Luxembourg comme un acteur clé de l'économie luxembourgeoise et un des moteurs du développement d'une économie à la fois digitale et inclusive au Luxembourg.

Les investissements des dernières années de POST Luxembourg dans la modernisation des infrastructures télécom ont notamment concerné le déploiement d'un réseau de fibre optique qui assurera dans quelques années une couverture nationale, mais également la construction d'un réseau mobile de dernière génération et la mise en place de data centres de haut niveau.



Ces investissements permettent au Luxembourg de figurer dans le peloton de tête en termes de connectivité et d'infrastructure numérique.

POST Luxembourg propose et continuera à proposer des services de proximité et des solutions technologiques innovantes à sa clientèle et apporte ainsi un soutien important à l'économie luxembourgeoise.

Conformément à l'article 7. (1) a. de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, il appartient au conseil d'administration de définir « la stratégie de l'entreprise, sur proposition du directeur général » et d'en assurer le suivi.

En ce qui concerne la charge de travail auprès de POST Courrier, celle-ci dépend évidemment du volume de courrier et de colis à acheminer. Depuis toujours, ce volume est sujet à des variations saisonnières (p. ex. : courrier de Noël et actions commerciales de fin d'année). Les campagnes électorales génèrent elles aussi du volume supplémentaire à acheminer, il en sera de même pour les élections européennes à venir.

La Direction de POST Luxembourg confirme qu'elle est en dialogue permanent avec les représentants du personnel afin de gérer au mieux cette saisonnalité qui reste une réalité inhérente à ce métier. Le déclin permanent et irréversible des volumes de courrier apporte de profondes mutations de ce métier et l'organisation du travail y évolue régulièrement, portée par la transformation digitale, l'automatisation de processus et la modernisation de l'équipement de tri et de l'infrastructure informatique. Dans ce contexte et de manière générale, le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme soutient résolument le dialogue social.

**Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette** | Question 0108 (14/12/2023) de **M. Georges Engel** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans un article de presse publié récemment, le nouveau bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette a déclaré qu'il avait l'intention de réaliser des économies notamment au niveau des grands projets prestigieux. À ses yeux, certains projets – tels le musée des sports ou la « Sportarena » – ne pourraient être réalisés qu'avec l'appui financier de l'État.

Or, pour les deux projets l'engagement de l'État était chose acquise, en ce qui concerne le projet de la « Sportarena » sur base de subventions accordées dans le cadre du programme quinquennal d'infrastructures sportives et pour le musée des sports sur base d'un accord entre la Ville d'Esch et l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Alors que le programme gouvernemental manque de précisions à ce sujet, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations quant à l'avenir des projets prémentionnés ?

2) La réalisation des deux projets est-elle remise en question ?

3) Est-ce que des adaptations sont envisagées ? Si oui, lesquelles ?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports n'a, à ce jour, pas été notifié de modifications concernant les plans initiaux de la « Sportarena » par le porteur du projet, la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Je tiens à souligner que le musée des sports demeure une priorité significative pour mon ministère. Nous

sommes engagés à poursuivre les efforts nécessaires à sa réalisation et à son développement futur.

ad 2) La réalisation desdits projets n'est pas remise en question.

ad 3) À l'heure actuelle, aucune modification ou adaptation des projets susmentionnés n'est prévue.

**Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes** | Question 0109 (14/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun zwee Joer hat ech a menger parlamentarescher Fro 4324 gefrot, ob d'Regierung wëilt op de Wee goen, fir d'Autobunne mat Solardiecher ze iwwerdecken. Deemools gouf erkläert, dass eng ganz Rëtsch sécherheetsrelevant Aspekter misste berécksiichtegt ginn, déi zimmlech opwänneg wieren an dass et keng konkreet Projete géif ginn, fir Fotovoltaikanlagen op den Autobunnen ze installéieren.

An hirer Äntwert haten déi deemoleg Ministere geschriwwen:

„Ier iwwerhaapt emol eng Fotovoltaikanlag kann iwwert enger Autobunn installéiert ginn, ass also als éischt eng schwéier an deier Konstruktioun opzeरीichten, dat, ier deen éischte Strom ka produzéiert ginn. Et wier also méi sënnvoll, als éischt emol vu bestoenden Daachflächen ze profitéieren, ier een zousätzlech Daachflächen erschafe geet, fir Fotovoltaikanlage kënnen drop opzeरीichten. [...] Ofschléissend kann ee festhalen, dass – nieft de ville sécherheetsrelevante Schwieeregkeeten, den techneschen a finanziellen Opwand sou grouss ass, dass et net duerstellbar ass, sou deiere Fotovoltaikstrom an engem grouse Moosstaf ze produzéieren.“

Déi heite Regierung huet awer an hirem Koalitiounsaccord ugekënnegt, dat wëllen ze „analyséieren“.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Energie a Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Huet d'Regierung konkreet Projeten am Kapp, op deenen ee Solaranlagen iwwert oder laanscht d'Autobunne wäert opstellen? Falls jo, wéi eng sinn dat?

2. Wéi positionéiert sech des Regierung zu den Aussoe vun hire Virgänger, déi een éischer negativen Avis zu der Iwwerdachung vun den Autobunnen hatten?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Et goufen éischt Etuden duerchgefouert, fir laanscht d'Autobunn respektiv op iwwerdeckten Deeler Surfacen ze identifiziéieren, fir eventuell Fotovoltaikanlagen opzestellen. Dës Aarbechte ginn elo weidergefouert. Éischt Gespréicher tëscht de concernéierte Verwaltungen a Servicer hu stattfont, et gëtt awer nach keng konkreet identifiziéiert Terrainen oder Projeten.

Zurzeit ginn och Iwwerleeunge säitens der Stroossebauverwaltung gefouert, fir am Kader vun neie Park&Ride-Anlagen a Pôles-d'échanges-Projete Fotovoltaikanlage mat an d'Planung ze integréieren.

ad 2. Am Koalitiounsaccord ass d'Analys vun enger Iwwerdeckung vu verschiddenen Autobunnsektioune virgesinn. Éischt Gespréicher an déi Richtung sinn och schonns entaméiert ginn.

An dësem Kontext sief awer nach ëmmer op déi an der parlamentarescher Fro N° 4324 vum 20. Mee

2021 beschriwwe Komplexitéit esouwéi den Opwand (de Bau, mee virun allem d'Maintenance) vun esou Installatiounen higewisen, déi sech bis haut net géännert hunn. Dës Schwieeregkeet gëtt ënner anerem och an engem däitsch-éisträicheschen a Schwäizer (D-A-CH) Fuerschungsprojet dokumentéiert. Zu dësem Fuerschungsprojet huet déi däitsch „Bundesanstalt für Straßenwesen“ (Bast) schonns duergeleucht, dass d'Iwwerdeckung vun Autobunnen, fir doropshi Fotovoltaikanlagen ze installéieren, mëttel-fristeg net ze erwaarde wier.

Deemno sinn esou Installatiounen an éischer Linn ausserhalb vun der Sécherheetszon vun der Autobunn virzegesinn, wéi zum Beispill op deenen ënnert der Fro 1 ernimmte Surfacen.

**Paiement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée** | Question 0110 (14/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Méintelaang goufen extern Mataarbechter vun der Sportsschoul net bezuelt, nodeems engem héije Beamten de Mankem vun enger legaler Basis fir des Iwwerweisungen opgefoll ass. Dem Artikel „Die Rolle rückwärts von Georges Engel“ no, deen den 9. November vu reporter.lu verëffentlecht gouf, huet dem betreffende Beamten seng Aschätzung sech nodréiglech als richtig erausgestallt. Dës Situatioun war eng grouss Belaaschtung fir déi betraffe Mataarbechter vun der Sportsschoul.

En Deel vun dësem Problem huet d'Chamber mam Gesetz vum 29. Juli 2023 zur Schafung vun engem nationale Sportsinstitut geléist. Mee dat entspreichend groussherzoglecht Reglement, dat déi genee Montante fixéiert, gouf vum Staatsrot staark kritiséiert. Dës weist a sengem Avis vum 11. Juli notament op eng Rei Mängel an den normenhierarchesch méi héijen Texter hin, déi als legal Basis fir dat genannte Reglement déngen a warn, dass de ganzen Text am Zesummespill mat dem Artikel 45 Paragraph 2, den Artikelen 102 an 112, an dem Artikel 117 Paragraph 5 vun där neier Verfassung riskéiert, seng Gültgkeet ze verléieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu deem Dossier elaboréieren a preziséieren, wéi hien zu deem uwenen zitéierten Avis vum Staatsrot steet?

2. Wat gesäit den Här Minister vir, fir des Situatioun méiglechst séier ze regulariséieren, fir eng Widderhuelung vun dëser onméiglecher Situatioun fir d'Sportspersonal onbedéngt ze vermeiden?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Nodeems ech mir ee Bild vun deem Dossier gemaach hunn, kann ech net bestätegen, dass, sou wéi et am Ufank vun der parlamentarescher Fro affirméiert gëtt, déi extern Mataarbechter vum Sportlycée jorelaang ouni legal Basis bezuelt gi sinn. Wuel huet déi legal Basis mam Akraaftriede vun der Modifikatioun vum 2005er Sportsgesetz op de 15. September 2023 gewiesselt – dëst heescht awer net, dass et virum 15. September 2023 keng legal Basis gouf. Déi legal Basis, fir dass déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere vun de Federatiounen zënter 2001 bezuelt konnte ginn, war effektiv den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport hei zu Lëtzebuerg.

Well mat der Schafung vum INAPS duerch d'Gesetz vum 29. Juli 2023, den Artikel 13 vu besotem 1988er Gesetz op den 30. September 2023 awer abrogéiert

ginn ass, ass mat enger Modifikatioun vum 2005er Sportgesetz op de 15. September 2023 eng nei legal Basis geschaf ginn, fir déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere vun de Federatiounen weiderhi kënnen ze bezuelen.

Zum Zäitpunkt vun dem besoten Dossier wor ech nach net an der Funktioun vum Sportsminister, mee meng Mataarbechter respektiv d'Mataarbechter aus anere Ministèren, hu sech mat de Kompetenze vun der Direction du contrôle financier (DCF), déi laut dem Gesetz vum 8. Juni 1999 d'Kontroll vun de staatlechen Ausgabe sécherstellen, befaasst. Heirausgeet ervir, dass ënnert anere d'Veriffikatioun vun der Konformitéit vun den Ausgabe mat de Gesetzer, Reglementer, Konventiounen oder anere Regierungs- oder Ministerentscheidungen zu de Kompetenze vun engem „contrôleur financier“ gehéiert.

Op Basis vun all deenen Elementer, schléissen ech, dass et zu all Moment eng legal Basis gouf, fir besote Mataarbechter ze bezuelen.

ad 2. Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass de Staatsrot a sengem Avis wuel Remarquë gemaach huet – dës Remarquen awer net zu enger Opposition formelle gefouert hunn. An deem Sënn wäert d'Reform vum 2005er Gesetz och net iwwert de Knéi gebrach ginn an ech wäert mir déi néideg Zäit zougestoen, fir besote Projet mat där néideger Qualitéit op den Instanzewege ze schécken.

.....

### Épandage d'engrais organiques | Question 0111 (14/12/2023) de M. Jeff Boonen | M. Christophe Hansen | M. Félix Eischen (CSV)

D'Nitratreglement gesäit eng Sperrfrist fir d'Ausbréngung vun organeschem Dünger vum 15. November bis de 15. Februar vir. De ville Reen an de Méint Oktober an November huet et de Baueren net erlaabt, d'Gülle virun dëser Sperrfrist fachgerecht auszebréngen. Elo besteet d'Gefor, datt mir an eng Situatioun kommen, wou vill Betriber de Problem kréien, datt hir Güllelager risquéieren, viru Méitt Februar voll ze sinn.

Mir wollten dofir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister an un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministeren sech der Problematik bewosst?
2. Si schonn Ufroe vu Baueren erakomm, déi Problemer mat der Lagerkapazitéit hu respektiv kréien?
3. Gedenken d'Ministeren, eng Derogatioun ze gi fir déi Betriber, déi Schwierigkeete mat der Lagerkapazitéit hunn?
4. Ënner wat fir Konditiounen kéint eng Derogatioun méiglech sinn, fir den Impakt op d'Waasser esou nidreg wéi méiglech ze halen?

### Réponse (15/01/2024) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. E puer Dose Betriber hunn sech ab dem Mount November bei den zoustännege Servicer vun der Akerbauverwaltung (ASTA) manifestéiert, datt si méiglecherweis punkto Stockage net bis Méitt Februar wäerten duerkommen. Déi concernéiert Servicer sinn informéiert an hunn sech och an deem Sënn concertéiert a preparéiert.

Den 2. Januar gouf e Communiqué an een Antragsformular zu dëser Problematik op den Internetportaler vun der Landwirtschaftsministère a vun der Waasserverwaltung verëffentlecht (<https://agriculture.public.lu/>

<de/aktuelles/2024/januar/ausnahmegenehmigungen-guelle.html>; <https://eau.gouvernement.lu/fr/actualites/2024/01-janvier/ausnahmegenehmigungen-fur-dieausbringung-von-guelle-jauche-oder-gaarresten.html>).

ad 2. Bis den 12. Januar 2024 si bei de Verwaltungen 18 Dossieren erakomm. Doduerch, datt verschidden Dossiere méi landwirtschaftlech Betriber ofdecken, kann een zeréckbehalen, datt gutt 30 Betriber eng offiziell Ufroe fir eng Derogatioun gestallt hunn.

ad 3. D'Zil vun de Verbuetsperiode fir d'Ausbréngung vun organeschem Dünger ass et, fir eng Verschmutzung vu Baachen a Grondwaasser ze verhënneren. Dofir dierf esou eng Derogatioun just de leschten Auswee sinn. Virdu mussen all aner Méiglechkeeten a Betruecht gezu gi sinn, fir d'Material net mussen auszebréngen. Dobäi muss zum Beispill gekuckt ginn, ob een net eidelstoend Lager an der Ëmgéigend notze kann.

Wann esou Méiglechkeeten net gi sinn, kënnen déi zwee Ministere vu Landwirtschaft an Ëmwelt gemeinsam eng Derogatioun zur Sperrfrist fir d'Ausbréngung vu flësseger Organik ginn.

ad 4. D'Konditiounen vun enger méiglecher Derogatioun sinn detailléiert am Artikel 7 vum modifizéierten Nitratreglement vum 2000 opgeléicht a betreffen d'Fäll, an deene sou eng Derogatioun méiglech ass (Wieder, Accident), déi méiglech Kulturen, op deenen duerf ausbruecht ginn, d'Quantitéiten, déi kënnen gefouert ginn, d'Topographie vun de Parzellen an d'Distanz zu de Gewässer, esou datt ka séchergestallt ginn, datt keng Pollutioun wärend der Ausbréngung innerhalb vun där Zäit, wou a priori laut Artikel 6 vun deem Reglement net dierf ausbruecht ginn, passéieren. Well net all Situatioun d'selwecht ass, mussen esou Demanden natierlech vu Fall zu Fall analyséiert ginn.

Vir Terrainen a Grondwaasserschutzzone a fir Terrainen, déi an de Schutzzone ronderëm de Stauséi leien, sinn Derogatiounen d'office net méiglech.

Et sief och drun erënnert, datt Betriber laut Artikel 8 vum Nitratreglement mussen eng Mindestlagerkapazitéit vu 6 Méint op hirem Betrib oder bei engem Drëtten hunn.

.....

### Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht » | Question 0112 (15/12/2023) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

D'lescht Joer goufen ëmfangräich Terrasementsaarbechten op enger Parzell (Lëntgen, Gousseldeng a Prettingen (B), N° Cadastre 1001/1960), genannt „Millebaach“ oder och „Wolficht“ téscht dem Autobunnsiwwergang an dem CR122 zu Luerenzweiler duerghefuert. No eisen Informatiounen handelt et sech dobäi ëm sougenannte Kompensatiounsmoosnamen am Zesummenhang mat der Suppressioun vum PN20b zu Luerenzweiler. Konkreet goung et dorëms, de Volume, deen duerch de Bau vun enger Unterführung an engem Iwwerschwemmungsgebitt verluer goung, an der direkter Ëmgéigend ze kompenséieren.

Wéi een och op de Loftbiller op Geoportail erkenne kann, gouf groussflächeg Buedem ausgebagert. Dono gouf dee Beräich mat Geotextil zougeluecht an neie Buedem dohi getippt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wien huet déi Mesure preconiséiert? Wat begrënnt de Choix vun der Plaz?

2. Gouf, éiert dësen Agrëff op der Parzell erfollegt ass, eng Ëmweltimpaketéit duerghefuert? Falls net, aus wat fir engem Grond gouf op sou eng Etüd verzicht?

3. Wéi gliddert sech dës Mesure an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht téscht Luerenzweiler a Lëntgen an? ([https://environnement.public.lu/damassets/actualites/2018/09/comp\\_a7/Dossier-de-presse-14-septembre.pdf](https://environnement.public.lu/damassets/actualites/2018/09/comp_a7/Dossier-de-presse-14-septembre.pdf) an [https://www.stradalex.lu/fr/slu\\_src\\_publ\\_leg\\_mema/document/mema\\_etat-leg-dgc-2017-01-13-a194-jo?access\\_token=04566e51254f3142eb5c7fb6a19bbdc8c44ca25c](https://www.stradalex.lu/fr/slu_src_publ_leg_mema/document/mema_etat-leg-dgc-2017-01-13-a194-jo?access_token=04566e51254f3142eb5c7fb6a19bbdc8c44ca25c)) Wéi wäit ass een am Projet Renaturéierung?

4. De Geotextil, deen op der Parzell benotzt ginn ass, schéngt e synthetesche Polymer ze sinn. Et ass e Friemkierper an net biologesch ofbaubar. E schafft eng kënschtlech Barrière téscht verschiddene Buedem- oder Materialschichten a verhënnert deemno och, datt Insekten, Wierm, Larven a Mikroorganismen, déi ënnert deem Vlies liewen, eropkommen. De Geotextil reagiert op d'Hëtzt a kann sech zersetzen. D'Substanzen, aus deenen en sech zesummesetzt, kënnen „ausdünsten“ a sou an d'Ëmwelt iwwergoen. E kann och duerch mechanesch Agrëffer ofnotzen a sech an der Ëmwelt verbreden (ee Beispill: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7866501/>).

An enger Etüd, déi den däitsche Fraunhofer Institut fir d'Ëmweltorganisatioun NABU realiséiert huet, kann ee lesen: „Die Transportpfade der Emissionen sind komplex und in der Literatur kaum beschrieben. Es ist bspw. denkbar, dass die Fragmente aus Folien und Beschichtungen, wenn sie über das Abwassersystem abtransportiert werden, über den Klärschlamm zurück auf landwirtschaftliche Böden gelangen.“ an „Vertiefende empirische Untersuchungen zum Langzeitverhalten von Folien, Vliesen und Netzen in der Pflanzenproduktion, aus denen sich Emissionsraten ableiten lassen, existieren bisher nicht (Ausnahme China, s. o.). Die Berechnung aus Stoffbilanzen oder aus Bodengehalten ist analog zur Situation bei Folien in der Futtermittelproduktion aufgrund der Datenlage nicht möglich.“ (FraunhoferUmsicht/Ökopol, Kunststoffe in der Umwelt: Emissionen in landwirtschaftlich genutzte Böden, Oberhausen/Hamburg, Mai 2021 ([https://www.nabu.de/imperia/md/content/nabude/konsumressourcenmuell/210521-fraunhofer\\_oekopol\\_studie\\_plastik\\_landwirtschaft.pdf](https://www.nabu.de/imperia/md/content/nabude/konsumressourcenmuell/210521-fraunhofer_oekopol_studie_plastik_landwirtschaft.pdf))).

Zesumme faassend kéint een also soen, datt et kaum Etüden iwwert d'Ëmweltawirkung vum Geotextil gëtt, mee datt een aus der Etüd, déi den NABU realiséiert huet, schléisse kann, datt säin Asaz net onbedenklech ass an datt et kaum méiglech ass, sou e Geotextil nees komplett aus der Ëmwelt erauszeheulen.

Firwat gouf dee Geotextil verluecht?

5. Am Rapport d'activité vum 2001 vum Ministère des Travaux publics kann ee lesen: Prettingen – „Wolficht“ et „Wolfichtergewan“ (Viaduc de Lorentzweiler): Forages et prises d'échantillons pour analyses paléoenvironnementales (palynologie, chimie, paléobotanique). Les premiers résultats palynologiques ont révélé un horizon préhistorique à -8 mètres. Am Rapport vum 2002:

Prettingen – „Wolficht“: prélèvements de tourbe lors du creusement de la déviation de l'Alzette. Kann d'Ministesch méi zu de Resultater vun dëser Buedemprouwe soen? Sinn hei Pollutioun festgestallt ginn?

6. Am Fall, datt d'Notze vu Geotextil am Zesummenhang mat enger Pollutioun vun deem Site besteet, kann den Här Minister mir soen:



– Duerch wat ass dës Pollutioun entstanen?  
– Gëtt et hei Liene mat dem Bau vun der Nordstrooss an der Décharge de matériel deemols duerch P&Ch?  
– Wat fir eng Aart vu Pollutioun wier et dee Moment?  
– A falls de Ministère vun esou enger Pollutioun weess, firwat ass dës net am Cadastre des sites potentiellement pollués (CASIPO) verzechent?

7. Wéinst der Kompensatiounsmoosnam ass Buedem vun der Parzell ofgedroe ginn. Wat ass mat deem Buedem geschitt, deen oftransportéiert ginn ass? Wou ass en hin transportéiert ginn? Goufe bei där Geleeënheet oder am Virus Buedemprouwe geholl a wat fir eng Wäerter goufen do festgestallt? Falls net, firwat gouf op sou Prouwe verzicht?

8. Wat ass de Gesamtkäschtepunkt vun deem Projet a wéi deckt en sech mam ursprénglech envisagéierte Betrag?

9. Wat fir eng längerfristeg Notzung ass fir dësen Terrain virgesinn? Wéi eng méiglech Notzung goufen a Betruecht gezunn a firwat goufen dës finalement net zréckbehalen?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Am Kader vum Bau vun der Ënnerféierung fir de Projet vun der Suppressioun vum PN20b zu Luerezwiler hu misse Kompensatiounsmoosnamen ëmgese ginn. Dës vun den Hären Deputéierten ernimmten Ausgläichmoosnam gouf gemaach, fir de Verloscht vum Héichwaasserréckhalteverméige vun der Uelzecht ze kompenséieren (wéi an der Geneemegung vun Minister fir Ëmwelt gefuerdert). Dës Ausgläichmoosnam gouf néideg duerch d'Buedemopschëddung fir de Bau vum 2 Meeter méi héijen neien Tracé vum CR122 am Iwwerschwemmungsgebitt vun der Uelzecht. An der direkter Ëmgéigend vum CR122 konnt keen Terrain fir dës Volumekompenséierung fonnt ginn.

Zesumme mam Office national de remembrement (ONR) an dem Waasserwirtschaftsamt (AGE) gouf dee vun den Hären Deputéierten ernimmten Terrain ronn 1 Kilomeeter ewech vum Projet, awer am direkten Anzuchsgebitt vun der Uelzecht fonnt. Den ONR an d'AGE hunn sech op deem Terrain geeenegt. De Choix vun der Plaz fir d'Schafe vun engem Volume vu 7.316 m<sup>3</sup> baséiert op enger hydraulischer Etüd vun engem spezialiséierten Etüdebüro, op der Disponibilitéit vun dofir noutwennegen Terrain an der naturschutztechnescher Situatioun vum Terrain. Dësen Terrain gouf deemols am Kader vum Bau vun der Autobunn A7 vum Staat als Kompensatiounsfläch (Weidefläch) opkaaft.

Et ass keng Ëmweltimpaktetüd nom Artikel 59 Paragraph 4 vum modifizéierten Naturschutzgesetz gefrot ginn, well de Projet esou konzipéiert war, datt signifikant Auswirkungen op déi an deem Artikel genannte Schutzgitter net ze erwaarde waren. Ganz am Géigendeel kéint et esouguer zu enger Verbesserung vun der Situatioun kommen doduerch, datt nei Biotoper entstinn.

ad 3. D'Ëmsetzung vun der Kompensatiounsmoosnam ass onofhängeg vum Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëschent Luerezwiler a Lëntgen, mee gouf awer mat dësem ofgestëmmt.

D'Mesure gliddert sech allgemeng favorabel an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht an, well et eng permanent ekologesch Opwäertung ass a well zousätzleche Stauraum fir en 10- bis 100-järegt Héichwaasser entsteet. D'Buedemofdrong an dem genannte Beräich bitt der Uelzecht a sengem Zoufluss

och no enger Renaturéierung während engem Héichwaasser méi eng grous Retentionsfläch, wat eng Plus-value duerstellt.

Well de Bau vun der neier Strooss ofgeschloss ass, ier d'Renaturéierung vun der Uelzecht ufänkt, konnt dës Renaturéierung net als Kompensatioun fir de Bau vum Projet zielen. Eng Stauraumkompensatioun muss nämlech ëmmer virum dem Ewechhuele vum Stauraum – hei de Bau vun der Strooss – hiergestallt ginn.

De Projet vun der Renaturéierung gëtt momentan am Detail ausgeschafft. Parallell dozou lafen d'Prozedure vum Office national de remembrement, fir datt fir d'Ëmsetzung vun dësem Projet déi noutwenneg Terrainen zur Verfügung stinn. De Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëscht Luerezwiler a Lëntge gëtt vun de responsabele Verwaltungen dëst Joer finaliséiert.

ad 4. Fir um Enn vun den Terrassementsaarbechten den neie Buedem vum gewuessene Buedem ze trennen, gouf ee Geotextil agebaut (dës Decisioun baséiert op enger Buedemexperts vun engem international renommierte Laboratoire).

ad 6. Am Laf vun den Terrassementsaarbechte gouf a knapp 10 Zentimeter Déift festgestallt, datt an de 70er Joren eng illegal Entsuerung vu Baumaterialie stattfonnt huet. Dës Oflagerunge stinn also weeder a Verbindung mam Bau vun der Autobunn, nach mat enger Decharge vun der Stroossebauverwaltung. D'Pollutioun ass a Relatioun mat fréier übleche Baumaterialien, déi haut net méi erlaabt sinn. Buedemprouwe goufe geholl, wat dëst bestätegt huet.

ad 5. Déi an dëser Fro genannten Ausgruewungen a Buedemprouwe sinn deemols vun den Archeologen, déi fir d'Stroossebauverwaltung geschafft hunn, an der nördlecher Limitt vun der Parzell gemaach respektiv geholl ginn, also wäit ausserhalb vun der Zon, wou déi rezent Terrassementsaarbechte gemaach gi sinn. Bei dëse Buedemprouwen huet et sech ëm reng archeologesch Stéchprouwe gehandelt, déi den Zoustand an den Alter vun der Fondatioun vum Viaduc vun der Uelzecht (A7) ermëttele sollen, an net ëm spezifesch Buedemprouwen, fir eng Pollutioun ze detektéieren. Bei dëse Buedemprouwe goufe polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, sougenannte PAKe festgestallt.

ad 7. De verseuchte Buedem, deen ofgedroe ginn ass, ass op eng Deponie vun der Klass DK1 an d'Belsch gefouert ginn, wou de Buedem traitéiert a recycéléiert gëtt. Am Virfeld vun den Ofdrongen a virum Oftransport si Buedemprouwe gemaach ginn. Esou Analyse sinn néideg fir ze wëssen, wéi een de Buedem valoriséieren oder eliminéieren kann. De Suivi vun där Evakuatioun ass vun engem spezialiséierte Bureau gemaach ginn, deen och all déi néideg Prouwe gemaach huet.

ad 8. De Betrag vum Zouschlag vum Projet vum Bau vun der Ënnerféierung fir d'Suppressioun vum PN20b zu Luerezwiler huet sech op 12.569.050,12 € TTC belaf. De Gesamtkäschtepunkt vum dësem Projet wäert sech op ongeféier 15.000.000,00 € TTC belafen, wou 50 % vum Fonds des routes a 50 % vum Fonds du rail gedroe ginn. D'Käschte fir d'Kompensatiounsmoosname vun dësem Projet belafen sech op 2.450.000,00 € TTC.

ad 9. Elo wou d'Kompensatiounsmoosnamen ofgeschloss sinn, wäert d'Stroossebauverwaltung nach een Ënnerstand fir d'Véi am Kader vun der künfteger Beweidung bauen, esou wéi dat am Kader vun der Kompensatiounsmoosname vun der A7 geplangt war.

Duerch d'Schafe vun der Retentionsfläch entsteet mat grousser Warscheinlechkeet eng naass Wiss, dat heescht ee Biotop, deen duerch den Artikel 17 vum modifizéierten Naturschutzgesetz geschützt ass. Naass Wise kann ee just landwirtschaftlech notzen.

Dës lescht Moosnam gouf 2021 no hanne verréckelt, well d'Volumekompensatiounsmoosnamen am Kader vum Projet vun der Suppressioun vum PN 20b als éischt duerchgefouert hu misse ginn. Hei goufen déi erfuerderlech Geneemegungen ugefrot, esoubal déi virleien, ginn och dës Aarbechten ausgefouert.

**Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire** | Question 0113 (15/12/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission européenne a récemment proposé un paquet de mesures visant une révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire. Un des objectifs consiste en l'introduction d'un permis de conduire numérique valable dans toute l'UE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant l'introduction d'un permis de conduire numérique commun tel que proposé par la Commission européenne ?

– Dans quelle mesure ce paquet de mesures sur le permis de conduire et l'échange transfrontalier d'informations représente-t-il une plus-value pour le Luxembourg ? Une harmonisation plus poussée au niveau européen sera-t-elle avantageuse pour le Luxembourg ?

– Quel sera l'impact sur la législation luxembourgeoise existante des articles 7 et 10 de la proposition de directive relative au permis de conduire, en particulier les dispositifs concernant l'abaissement de l'âge minimum pour la conduite d'un véhicule de la catégorie B et BE à 17 ans et la réduction de la durée de validité administrative réduite pour les personnes âgées de plus de 70 ans ?

– Quelle est la position du Luxembourg concernant la politique de tolérance zéro en matière d'alcool au volant envers les jeunes conducteurs, telle que prônée dans le paquet de mesures européennes ?

– Quelles nouvelles infractions en matière de sécurité routière sont envisagées par la Commission européenne, et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet ?

**Réponse** (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent plusieurs questions concernant les nouvelles directives européennes sur les permis de conduire (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les permis de conduire, modifiant la directive (EU) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil, la réglementation (EU) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2006/126/EC du Parlement européen et du Conseil ainsi que la réglementation (EU) N° 383/2012 de la Commission) et sur la poursuite transfrontalière d'infractions routières (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (EU) 2015/413 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière).

Lors du Conseil « Transport, télécommunications et énergie » dans sa formation « Transports » de l'Union

européenne du 4 décembre 2023, un accord politique a été trouvé pour ce qui concerne les deux propositions en question. Ces textes doivent toutefois encore être avisés par le Parlement européen et seront ensuite négociés lors du trilogue pour parvenir à un texte commun. Les textes tels qu'approuvés par le Conseil verront donc certainement encore des modifications avant leur finalisation.

Sur le fond, le Luxembourg salue explicitement la proposition de la Commission d'introduire un permis de conduire numérique. Les travaux de planification pour l'introduction de ce permis de conduire ont déjà débuté au niveau administratif. Avant de pouvoir entamer la mise en œuvre, il est nécessaire de développer une base légale au niveau national en conformité avec les règlements techniques européens actuellement encore en cours de négociation.

Concernant l'âge minimum pour passer le permis de conduire de la catégorie B (voiture), le texte de la directive fixe l'âge à 18 ans. Le texte prévoit néanmoins une certaine flexibilité, permettant aux États membres de baisser l'âge minimum à 17 ans. Toutefois, une telle modification s'appliquera uniquement au territoire national du pays émetteur. Étant donné qu'au Luxembourg l'apprentissage peut actuellement déjà se faire à l'âge de 17 ans dans le cadre de la conduite accompagnée, il n'est pour l'instant pas prévu de modifier ce point.

En ce qui concerne l'âge limite pour conduire, les honorables Députés semblent faire référence à la proposition initiale de la directive, qui fixait l'âge limite à 70 ans. Le texte modifié ne fait plus aucune référence à l'âge limite. En effet, l'article 10, dont question, a fait l'objet, notamment suite à l'intervention du Grand-Duché, de plusieurs modifications. Dans sa teneur actuelle, le système de renouvellement du permis de conduire à partir de 60 ans au Luxembourg ne sera pas impacté. Ceci bien évidemment sous réserve des négociations et d'éventuelles modifications du texte dans le cadre du trilogue.

En termes de tolérance zéro prévue pour les conducteurs novices, le Luxembourg a fait part de ses doutes quant à la faisabilité, étant donné que la consommation de certains médicaments risquerait de placer les personnes concernées dans l'illégalité. Afin d'éviter cette problématique, la législation nationale prévoit actuellement une limite de 0,2 % pour les conducteurs novices. Lors des négociations, le Luxembourg n'a cependant pas pu trouver une majorité soutenant ce point de vue. Partant, si le texte ne sera plus modifié sur ce point lors du trilogue, le taux se verra être ramené à zéro pour les conducteurs novices durant la période de stage.

En ce qui concerne la directive relative à l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, en vigueur depuis 2014 maintenant déjà, celle-ci a mis en place un mécanisme visant à pallier l'impunité des infractions routières commises à l'étranger. L'expérience des dernières années a cependant démontré que bon nombre d'infractions routières commises à l'étranger restent toujours impunies. La proposition de texte de la Commission européenne pour réviser la directive en question prévoit notamment d'élargir la liste des infractions couvertes par cette directive en ajoutant à la liste des huit infractions routières actuelles dix nouvelles infractions routières pour lesquelles les autorités du pays où l'infraction a été commise ont un accès direct aux données du propriétaire du véhicule.

La proposition initiale de la Commission prévoit notamment d'ajouter les infractions suivantes :

– distance insuffisante par rapport au véhicule qui précède,

- dépassement dangereux,
- stationnement dangereux,
- franchissement de lignes continues,
- conduite dans la mauvaise direction,
- non-respect des allées de secours ou de la priorité aux services de secours,
- véhicule surchargé,
- non-respect des restrictions d'accès,
- délit de fuite et
- non-respect des règles aux passages à niveau.

Le Luxembourg reconnaît l'importance de cette directive pour la sécurité routière dans son ensemble au sein de l'Union européenne, mais s'est opposé lors des négociations à certaines des nouvelles infractions proposées, sachant que celles-ci ne peuvent pas directement être liées au domaine de la sécurité routière. Les infractions relatives au stationnement ou à la conduite dans des zones à faibles émissions par exemple semblent en effet dépasser le champ d'application d'une directive relative à la sécurité routière. Bien que le texte ait été adopté par la majorité des États membres de l'UE, il est espéré que ces manques de précision pourront être revus lors du trilogue.

### Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig | Question 0114 (15/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

En début de semaine, un jeune délinquant interpellé pour vol, a été placé au Centre pénitentiaire de Schrassig, ce qui est intolérable.

Ce placement a été expliqué dans un communiqué du parquet par un manque de place à l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État pour jeunes à Dreibern.

Or, le Grand-Duché avait déjà été à plusieurs reprises sévèrement critiqué par le comité anti-torture du Conseil de l'Europe pour sa pratique d'incarcérer des enfants ou adolescents dans des prisons pour adultes.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice pour quelles raisons il n'a pas été envisagé de placer ce jeune dans l'unité spécialisée Orangerie 3 pour jeunes du CNHP qui est nettement préférable à une prison pour adultes.

– Finalement, est-ce que le jeune délinquant en question est toujours incarcéré ?

– Dans ce cas, le placement dans l'unité spécialisée du CHNP ne serait-il pas une bonne solution de rechange ?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le mineur en cause ne se trouve plus au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig depuis le 20 décembre 2023.

D'après les informations reçues du Parquet général, le mineur placé par mesure de garde provisoire du 11 décembre 2023 au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig était déjà connu pour avoir commis par le passé de nombreux faits qualifiés d'infractions pénales sur le territoire luxembourgeois.

En l'absence du moindre élément que ce jeune présentait un besoin immédiat de nature thérapeutique, il n'y avait pas d'indication pour envisager le placement de ce mineur à l'unité « Orangerie 3 » du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck, alors que cette unité est spécialisée dans les soins psychiatriques et psychothérapeutiques pour adolescents.

Pour éviter dans le futur tout placement d'un mineur dans un centre pénitentiaire pour adultes, le projet de loi n° 7991 portant introduction d'un droit pénal pour

mineurs prévoit la création d'un centre pénitentiaire pour mineurs.

### Projets d'infrastructure et immobilier de l'État | Question 0115 (15/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

De 27. September hat RTL een Artikel publizéiert mam Titel „Eng privat Soirée vum Marc Giorgetti mat DP an CSV“. Schnell gounge d'Gerüchter ëm, dass béid Parteie wuel eng Wunnensbaupolitick géife maachen, déi virun allem de grouss Promoteuren a Groussgrondbesëtzer géing an d'Hänn spillen. An effektiv weisen déi grouss Linnen am Koalitionsaccord, dass virun allem Leit mat vill Geld a Besët am meeschte vun der Wunnensbaupolitick kéinte profitéieren, während ëmmer méi Leit da loune mussen, wat déi Leit mat vill Geld a Besët alt nees méi räich mécht.

Grouss Baumentreprise, déi breet genuch opgestallt sinn, hunn also an der aktueller Baukris manner Suergegen, well se nieft Honnerten Hektar u Baulandreserven (siehe Note 29 Observatoire de l'habitat) duerch hir Gréisst och an anere Branchen am Bausecteur schaffen (Stroossebau, grouss staatlech Gebaier) a beschtens mat den Optraggeber beim Staat vernetzt sinn. Eleng fir de Bau vu Stroossen a Renovéierungsarbechte sinn am Budget 2023 340 Milliounen Euro virgesinn. Op de grouss Schantercher vum Staat fënnnt een deemmo oft déi selwchter bekannten Nimm vu grouss Baufirmen a Promoteuren erëm, déi bei effentlechen Ausschreibungen d'Opträg meeschtens kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnensbau, fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an effentlechen Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wie waren zënter 2018 déi zéng gréissten Optragneher fir de Bau vun Infrastrukturprojeten an Immobilieprojete vum Staat, opgelécht no Firma?

2. Wéi vill Sue kruten dës Firmen an deenen eenzele Jore fir hir Servicer ausbezuelt?

**Réponse** (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De follgenden Tableau lëscht déi zéng Optragneher op, déi tëscht 2018 an 2023 (Stand 19.12.2023) insgesamt déi héchste Beträg an Euro duerch hir Aarbechten/Déngschter am Kader vun effentlechen Projeten ausbezuelt kruten. Dës Ausgabe bezéien sech op déi effentlechen Projete vun der Stroossebauverwaltung an der Verwaltung fir effentlechen Bauten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

### Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État | Question 0116 (15/12/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)

La nouvelle loi du 7 août 2023 sur le logement abordable prévoit de nouvelles modalités pour le calcul de la rémunération du capital investi par les promoteurs sociaux dans la viabilisation de terrains et la construction voire la rénovation de logements abordables.

Ainsi le montant de la rémunération du capital investi est déterminé pour chaque logement en fonction des taux de rémunération du capital investi en vigueur au moment de la signature de la convention prévue à l'article 21 de la loi. Ces taux de rémunération du capital investi ne figurent pourtant pas dans le texte de loi mais sont fixés par voie réglementaire.





Cependant, à ma connaissance, le règlement grand-ducal en question n'a pas encore été approuvé par le Gouvernement réuni en conseil. Par conséquent, nombre de promoteurs sociaux n'ont pas accès au crédit au vu de la non-fixation des taux de la rémunération du capital investi et se retrouvent dans l'incapacité de faire avancer leurs dossiers de convention.

De même les règlements grand-ducaux concernant la fixation des montants de la couverture des frais d'exploitation encourus par les promoteurs respectivement de la couverture des frais de gestion des logements subis par les bailleurs font toujours défaut.

Cette absence d'une base légale entrave une planification financière solide des projets des promoteurs et bailleurs sociaux et risque de bloquer voire de retarder leurs projets de création de logements abordables.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les règlements grand-ducaux en question n'ont toujours pas été à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les règlements n'ont-ils pas encore été approuvés ?

2) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement conventionnés avec le Ministère du Logement ? Combien de projets respectivement de logements sont couverts par ces conventions ?

3) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement bloqués au niveau de leur demande de crédit auprès d'un établissement de crédit pour l'acquisition de logements conventionnés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi à cause de l'absence d'une base légale en matière de taux de rémunération du capital investi respectivement des montants des frais d'exploitation et de gestion ? Combien de projets de construction respectivement de logement sont concernés ?

4) Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des établissements de crédit pour faciliter l'accès au crédit de promoteurs sociaux actuellement bloqués dans leurs démarches à cause de l'absence de la base légale en matière de taux de rémunération du capital investi ?

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

5) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces calculs ? Dans l'affirmative, estime-t-il que de telles conditions liées à l'octroi d'un prêt seraient soutenables pour les promoteurs ainsi que pour les bailleurs sociaux ?

**Réponse** (15/01/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Il est prévu que l'avant-projet de règlement grand-ducal sur la compensation de service public sera très prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Partant, le règlement grand-ducal devrait pouvoir entrer en vigueur relativement rapidement, pour toute convention aides à la pierre qui aurait été signée à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2023.

ad 2) Actuellement il y a 60 promoteurs sociaux qui sont conventionnés avec le Ministère du Logement. Ces conventions couvrent un total de 265 projets représentant ensemble 3.881 logements abordables.

ad 3) Le Ministère du Logement n'a eu de retour que de la part d'un seul promoteur social qui serait bloqué au niveau de sa demande de crédit auprès d'un établissement de crédit.

ad 4) Il y a eu jusqu'à présent deux entrevues avec des établissements bancaires à cet égard. Il ne s'agissait néanmoins que de réunions techniques qui ont eu lieu entre collaborateurs.

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

ad 5) Selon les échanges que le ministère a eu avec certains établissements de crédit et avec des acteurs représentatifs du secteur, le système de compensation de service public, tel que défini dans la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, devrait permettre aux promoteurs sociaux de financer le capital qu'ils ont investi dans le cadre de la réalisation d'un projet de logements abordables, et ce sur toute la durée de la convention. Néanmoins, il faut que le projet faisant l'objet de la convention aides à la pierre réponde aux critères du cahier des charges pour le développement des logements abordables, notamment ledit projet doit se trouver en dessous du montant maximal éligible (MME).

**Programme politique en matière d'énergie nucléaire** | Question **0117** (18/12/2023) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans la continuité du Gouvernement précédent, le règlement interne du nouveau Gouvernement attribue les compétences ministérielles en matière nucléaire à quatre ministères. « La Coordination de la politique gouvernementale en matière d'énergie nucléaire, y inclus dans le cadre des WENRA, Euratom, ENSREG, OECD (AEN) et HERCA » est attachée au portefeuille ministériel de l'énergie, la responsabilité nucléaire au portefeuille ministériel de l'environnement, la « Surveillance et information relative aux rayonnements ionisants et non ionisants, à la sécurité nucléaire, ainsi qu'à la sécurité de la gestion des déchets radioactifs » au portefeuille de la santé et enfin le « Programme européen de recherche nucléaire Euratom » et le projet de fusion nucléaire « ITER » au portefeuille de la recherche. Le seul changement de compétence concerne l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est passée du Ministère de l'Énergie au Ministère de la Santé. Ensuite, dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur le nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par l'ensemble du Gouvernement ou s'agit-il

d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?

2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

**Réponse** (23/01/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Luxembourg mettra en œuvre le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui prévoit, entre autres, de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire.

Conformément à l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Dans le but de développer la production d'énergies renouvelables sur le territoire national, le Luxembourg soutiendra le développement des secteurs de l'énergie éolienne et photovoltaïque, notamment en maintenant les mécanismes de subsides et d'appels d'offres pour l'énergie photovoltaïque. Dans ce cadre, le volume des grandes installations photovoltaïques sera augmenté.

Le potentiel de production d'énergie étant cependant limité sur le territoire national, et comme le Luxembourg dépend d'importations d'énergie, le Gouvernement approfondira la coopération énergétique avec ses partenaires internationaux. Le Gouvernement continuera ainsi à investir dans des projets porteurs d'avenir au niveau international, tels que des parcs éoliens offshore, des installations photovoltaïques en Europe du Sud ou encore des projets de production d'hydrogène renouvelable.

**Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare** | Question **0118** (18/12/2023) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

À Luxembourg-gare, plus précisément dans la rue Joseph Junck, il semble qu'un établissement de jeux de hasard ou une sorte de casino soit en train de s'établir. La loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives détermine qu'est interdit sur la voie publique « tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui est destiné à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu ». En effet, et par dérogation aux limitations déterminées par la loi, l'installation de casinos ou de locaux similaires est sujette à des conditions et mesures d'exécution définies, dont notamment l'obtention d'une autorisation de la part du Ministère de la Justice.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer l'établissement d'un casino ou d'un local de type similaire à l'endroit précité au quartier de la gare ?

– Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer que cet établissement dispose à ce stade d'une autorisation d'exploitation à cette fin ?

– Dans la négative, quelles en seraient les conséquences ?

– Est-ce que d'autres établissements similaires sont actuellement prévus ouvrir leurs portes au Luxembourg ?



**Réponse** (15/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,  
Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des  
Finances

Aucune demande pour l'établissement d'un casino ou d'une salle de jeux de hasard dans la rue Joseph Junck n'est parvenue, ni au Ministère de la Justice, ni au Ministère des Finances. Étant donné que l'exploitation, sans autorisation légale, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, des jeux de hasard, est une infraction pénale en vertu de l'article 14 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, une dénonciation, sur base de l'article 23, paragraphe 2 du Code de procédure pénale, a été faite au procureur d'État de et à Luxembourg en date du 28 décembre 2023 sur base des informations que nous avons pu recueillir.

En ce qui concerne l'exploitation des jeux de hasard au Luxembourg, l'article 1<sup>er</sup> de la prédite loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pose d'abord le principe de l'interdiction de l'exploitation des jeux de hasard. Il échet de préciser qu'en vertu de l'article 5 de la prédite loi du 20 avril 1977, il pourra, par dérogation aux interdictions légales, être accordé, sous conditions, aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, où seront pratiqués certains jeux de hasard. Une telle autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement. Comme mentionné ci-avant, nous tenons à préciser qu'aucune demande en ce sens n'a été introduite à ce jour.

**Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA) |**  
Question **0119** (18/12/2023) de **M. Dan Biancalana**  
(LSAP)

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme représentent une grave menace pour l'intégrité de l'économie, pour le système financier de l'Union européenne ainsi que pour la sécurité de ses citoyens.

Dans ce contexte, la Commission européenne a publié en juillet 2021 un projet de règlement européen visant à créer une nouvelle autorité européenne, l'Anti-Money Laundering Authority (AMLA) ou Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux. L'AMLA disposera de pouvoirs de surveillance et de sanction et veillera à la mise en œuvre harmonisée de la réglementation applicable en la matière.

À l'heure actuelle, aucune décision relative à l'implantation physique de l'AMLA n'a été prise. Luxembourg candidate pour accueillir ladite autorité, aux côtés d'autres villes européennes comme Vienne, Francfort ou Paris, ville hôte de la première édition de la conférence internationale « No money for terror » en 2018.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment Monsieur le Ministre compte-t-il promouvoir le Luxembourg comme lieu d'implantation privilégié de l'AMLA ? Quel rôle jouera dans ce contexte le dernier rapport d'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI) publié en septembre ?

– Dans quelle mesure la candidature luxembourgeoise peut-elle se différencier de celle des villes concurrentes ?

– Quels sont les critères susceptibles de déterminer le choix de l'implantation physique de l'AMLA ?

**Réponse** (04/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement précédent a finalement décidé de ne pas répondre à l'appel à candidatures officiel lancé par la Commission européenne entre le 28 septembre et le 10 novembre 2023.

**Chantier permanent sur l'A1 |** Question **0120**  
(18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf am Oktober op der A1, der wichtigster Verbindung mat eisem Nopeschland Däitschland, op der Bréck op Héicht vun Nidderaanwen e Chantier ugefaangen. Eng éffentlech Affiche huet d'Enn vun den Aarbechte fir den 2. November ugekënnegt. Wéi Automobilisten, déi déi Streck reegelméisseg fueren, elo matdeelen, gouf dës Affiche méttlerweil ewechgeholl. Weiderhi géllt awer eng geännert Streckeféierung an d'Vitess ass op 70 Stonnekilomeeter limitéiert, wat notament zu Stousszäiten zu erhiefleche Verzögerunge féiert, ouni awer, datt erkennbar géifen Aarbechte virgeholl ginn. Amplaz gouf elo en dauerhafte Baustelleradar opgestallt.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, firwat déi Aarbechten, déi ursprénglech bis den 2. November annoncéiert waren, sech lo op en éffentlech net genannten Datum verzögeren a preziséieren, bis wéini genee den Trafic nees soll normaliséiert ginn?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ob während dem Laf vun den Aarbechten zousätzlech technesch Erausforderungen identifizéiert goufen a wéi dës zu de Verzögerunge bäigedroen hunn?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ewéi déi Decisioun motivéiert ass, iwwert e Mount nom ugekënnegten Enn e fixe Baustelleradar opstellen ze loosseren? Falls op dëser Plaz effektiv opgrond vum Zoustand vun der Infrastruktur e Sécherheitsrisiko besteet, wier et dann net méi sënnavoll, den Ofschluss vun den Aarbechten ze prioriséieren?

**Réponse** (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**,  
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi ursprénglech Aarbechten, déi wéinst engem Tëscheffall un der Deenungsfou um Viaduc Mënsbech hu missen duerchgefouert ginn, waren zu dem annoncéierten Zäitpunkt ofgeschloss. Et huet sech bei dësen Aarbechten ëm eng provisoersch Léisung gehandelt, déi bis zum definitive Remplacement vun der Deenungsfou bestoe bleift. Duerch dës provisoersch Léisung sinn déi aktuell Spuerbreeten a Vitesslimitatiounen néideg ginn. Déi deemspriechend Etudé fir déi definitiv Léisung sinn um Lafen. Deemno wäert déi ursprénglech Situatioun viraussichtlech fréistens nom Summer 2024 rëm hiergestallt kënnen ginn.

ad 2. Et goufe keng zousätzlech technesch Erausforderungen identifizéiert.

ad 3. Déi provisoersch installéiert Léisung ass, wéi schonn an der Fro 1 beschriwwen, op eng reduzéiert Geschwindegkeet ausgeluecht. Fir d'Sécherheet vun de Stroossenutzer\*innen ze garantéieren, muss also déi maximal zoulässeg Geschwindegkeet op dëser Plaz limitéiert ginn. Fir d'Anhale vun der reduzéierter Geschwindegkeet ze garantéieren, gouf deemno e Baustelleradar installéiert.

De Joint fir déi definitiv Léisung muss op Mooss hiergestallt ginn, dowéinst war et net méiglech, an dem kuerzen Zäitraum déi ofschléissend Aarbechte fir d'Ersetze vun der Deenungsfou duerchzeféieren. Fir de Verkéier bis zum Ofschluss vun den definitiven Aarbechten awer op zwou Spuere kënnen circuléieren

ze loosseren, gouf wéi ewell duergeluecht, eng provisoersch Léisung ëmgesat.

**Panneaux d'entrée des localités |** Question **0121**  
(18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et kënn an eise Stied an Dierfer reegelméisseg vir, datt, z. B. am Kader vun Ännerunge vun der Vitesslimitatioun, duerch d'Administration des ponts et chaussées Uertschaftsschëlde verréckelt ginn. Opfälleg ass dobäi awer, datt et och virkënn, datt Uertschaftsschëlde sech duerno net méi op där ursprénglecher Plaz befannen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Mobilitéit:

1. Gëtt et e Schlëssel respektiv e Berechnungsmodus (z. B. e Perimeeter, eng Linn etc.) dee festleet, wou genee an enger Stad oder engem Duerf d'Uertschaftsschëld ze stoen huet?

2. Am Fall, wou Uertschaftsschëlde verréckelt ginn a sech duerno net méi op där ursprénglecher Plaz befannen: Wat sinn d'Grënn hefir?

3. Am Fall, wou sech Uertschaftsschëlde net méi op där ursprénglecher Plaz befannen: Wéi ass hei d'Prozedur, fir dee genannte Problem ze léisen?

**Réponse** (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**,  
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi aktuell Definitioun vun enger Agglomératioun ass am Code de la route d'herzoglech Reglement vum 9. September 2019 (Règlement grand-ducal du 9 septembre 2019 modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) festgehalen ginn.

Dës Definitioun präziséiert, wou d'Uertschaftsschëlde (E,9a an E,9b) opzestellen sinn.

De genee Wuertlaut ass dee Folgenden:

[... „Agglomération : espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation approchées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique ; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe d'au moins trois maisons d'habitation ou immeubles à vocation principalement résidentielle ou administrative, qui sont distants les uns des autres de moins de 100 mètres ; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 mètres du premier et du dernier groupe de maisons ou immeubles ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet ; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations.“...]

ad 2. an 3. Uertschaftsschëlde ginn entspriechend de genannte legislativen Dispositiounen gesat. Innerhalb vun dem duerch dës Dispositiounen définéierte Spillraum muss dann och de Standuert vun de Schëlde beschtméiglechst der Situatioun um Terrain an de Visibilitäten ugepasst ginn.

Falls sech awer um Terrain Ännerungen erginn, eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun néideg gëtt oder d'Agglomératioun duerch nei Bauten zum Beispill méi grouss ginn ass, da mussen eventuell och d'Uertschaftsschëlde der neier Situatioun ugepasst ginn a verréckelt ginn.

Dës Ännerung zitt natierlech mat sech, datt, ausser et wier eng aner maximal erlaabte Geschwindegkeet affichéiert, ab dem neie Standuert vum Uertschaftsschëld d'Vitesslimitatioun vu 50 Kilomeeter an der Stonn géllt.



**Évaluation de la pandémie Covid-19 | Question 0122 (18/12/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

D'Regierung huet sech am Koalitionsaccord d'Zil gesat, Lëtzebuerg e Pandemiesgesetz ze ginn. D'Aus-schaffe vun esou engem Gesetz erfuert natierlech eng Analys vun der vergaangener Covidkris, fir doraus ze léieren an eventuell Feeler net ze widerhuelen. Eng ganz Rei Elementer aus der Covidpandemie sollten dofir consideréiert ginn, wéi z. B. den Akaf vun Impfstoffen oder d'Aart a Weis an d'Inhalter vun der Gesetzgebung, mee och de Personalmanagement – well ouni Mataarbechter:innen, déi all Dag hiert Beschäftigt hunn, hätt d'Pandemie niemoos esou kënnen durchgestane ginn, wéi et de Fall war.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, eng detailléiert (extern) Evaluatioun maachen ze loosse vun der Covidkris virum Finaliséiere vum neie Pandemiesgesetz?  
Falls jo: Wéi eng Elementer wäerten analyséiert ginn?  
Falls nee: Wéi gëtt garantéiert, dass sech Feeler net widerhuelen?

2. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement beim Large Scale Testing (LST) ofgelaf ass?

– Wéi waren d'Aarbeitskonditiounen vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvorschläi ze ermëttelen?

– Wéi vill Persoune waren insgesamt fir den LST age-stallt ginn?

Wéi vill Persoune waren an der leschter Phas virum Stopp vum LST nach age-stallt?

– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp vum LST nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?

Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairé gouf fir dës Phas nom LST ausbezuelte?

– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir den LST insgesamt?

3. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement an de Spideeler ofgelaf ass?

Wéi waren d'Aarbeitskonditiounen vun de Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvorschläi ze ermëttelen?

4. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement bei de vu staatlecher Säit ausgebuedenen Hotlinen ofgelaf ass?

– Wéi waren d'Aarbeitskonditiounen vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen?

Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meenungen a Verbesserungsvorschläi ze ermëttelen?

– Wéi vill Persoune waren insgesamt fir dës Servicer age-stallt ginn?

Wéi vill Persoune waren an der leschter Phas virum Stopp vun der Offer nach age-stallt?

– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?

Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairé gouf fir dës Phas nom Stopp ausbezuelte?

– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir d'Hotlinen insgesamt?

**Réponse (22/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. Déi viregt Regierung huet schonns eng éischt extern Evaluatioun vun der Gestiou vum der Covidkris zu Lëtzebuerg duerch d'OECD<sup>16</sup> duerchféiere gelooss.

Aktuell läit de Fokus op der Preparatioun fir eng eventuell nächst Kris fir sécherzestellen, dass mir do beschtméiglechst virbereet sinn. An deem Kontext huet Lëtzebuerg sech ganz fréi engagéiert, un der Pilotphas vun der sougenannter „Universal Health Preparedness Review (UHPR)“ vun der Weltgesondheitsorganisatioun deelzehuelen. Do ass ugeduecht, dass all Land een nationale Rapport mécht iwwer d'Dispositiounen, déi geholl goufen als Virbereedung op eng Gesondheetskris. Dese Rapport gëtt da vun dräi anere Länner onofhängeg analyséiert a kritesch hannerfrot. Dobäi gi Verbesserungsvorschläi gemaach, fir d'Preparatioun op eng nächst Kris besser ze anticipéieren. Et ass virgesinn, dass Lëtzebuerg am Laf vun deem Joer säi Rapport presentéiert.

Eng aner Initiativ betrëfft eng extern Evaluatioun duerch d'ECDC (Europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten) vun der Preventioun, der Preparatioun an dem Plange vun enger Äntwert op eng Gesondheetskris ënnert dem Europäesche Reglement 2022/2371 (ECDC Assessment of Prevention, Preparedness and Response Planning under Article 8 of Regulation (EU) 2022/2371 on Serious Cross-Border Threats to Health). Dës Evaluatioun ass am Géigesaz zu dem UHPR obligatoresch. D'Evaluatioun vu Lëtzebuerg duerch d'ECDC ass Enn vun deem Joer virgesinn.

Donieft ass Lëtzebuerg och aktiv vertrueden an de multilaterale Verhandlungen vun zwee internationalen, komplementären Instrumenter, déi zum Zil hunn, zukünfteg Pandemien ze verhënnere respektiv sech besser dorop virbereeden. Dëst sinn zum enge d'Revisioun vun dem „Règlement sanitaire international (RSI)“, en internationaalt Instrument, wat 2005 zulescht à jour gesat gouf, an zum aneren de sougenannten Accord Pandémies (Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies). Bëid Verhandlungen solle bis Enn Mee 2024 ofgeschloss sinn.

ad 2. De Projet vum Large Scale Testing gouf duerch eng Sous-traitance realiséiert, wou een Appel d'offres um europäeschen Niveau lancéiert gouf. D'Kontrakter, déi vum Staat ofgeschloss goufen, haten all e konkreeten Ufanks- a Schlusdatum, un dee sech och strikt gehal gouf. Laut dem Cahier des charges an de Kontrakter war de Sous-traitant dozou verpflichtet, e gewëssenen Niveau u Service zu all Moment ze garantéieren (notamment eng 53.000 PCR-Tester pro Woch durchféieren ze kënnen). Et war also dem Sous-traitant seng Responsabilitéit dofir ze surgen, dass dat néidegt Personal zur Verfügung stoung. Dëst ass och de Grond, wieso de Staat keng Informatiounen iwwer d'Aarbeitskonditiounen vum Personal huet. De Staat huet vum senger Säit sécher gestallt, dass all d'Gesondheitsberufler, déi um LST bedeelegt waren, eng Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg haten.

ad 3. D'Aarbeitskonditiounen vun de Mataarbechter:innen an de Spideeler si während der Covidkris am Kader vun der Convention collective vun de respektive Berufsgruppen organiséiert ginn. An Ofsprooch mat de representativen Organer sinn Adaptatiounen vun den Aarbeitszäiten vun de betroffene Servicer virgeholl ginn. D'Organisatioun vun de Servicer huet missen den Impakt vun den noutwennegen Hygiënesmoossnamen an de verännerten Aarbeitsprozedure Rechnung droen. D'Ofleef sinn deemno un déi spezifesch Infrastrukture vun den Haiser ugepasst ginn. Eng psychologesch Ënnerstützung ënner verschiddene Formen ass zäitno ugebued ginn. Spideeler hunn hiert Personal intensiv begleet

bei der Gestiou, och um emotionale Plang, vun der ongewinnter Situatioun vun enger Pandemie.

Am Kader vun de Reunione mat de representative Personalvertriedung sinn d'Erfaarungen aus der Kris diskutéiert ginn. Dës Erfarunge sinn och am Kontext vun der OECD-Etude berücksichtegt ginn, wou all Spidol mat abezunn an ëm en Input gefrot gouf. Eng Opaarbechtung vun de Verbesserungsvorschläi ass an d'Revisioun vum Plan d'urgence mat agefloss. Am Kader vu Qualitétsdemarché gi reegelméisseg Zefriddenheitsenquêté beim Personal duerchgefouert.

ad 4. Am Ufank vun der Pandemie ass d'Hotline ënnert der Regie vum CGDIS gelaf an et goufe vill Bevollengt engagéiert, fir eng Hand mat unzepakem. Méi spéit gouf dunn d'Personal am Kader vum Covidgesetz<sup>17</sup> engagéiert a war ënnert dem Statut vum Employé de l'État age-stallt mat engem CDD vun enger Stonn pro Woch, dee reegelméisseg en fonction vun de Besoinen an der Kris ugepasst ginn ass. Dës Reegele goufe fir d'Personal vun der Hotline appliquéiert. Et goufe keng Befrounge vun deem Personal duerchgefouert.

An der Zäitspan vun Oktober 2020 bis Januar 2022 hate 16 Leit e CDD an hu fir d'Hotline geschafft. En fonction vun der Kris huet dese Pool u Leit reegelméisseg konn-ten adaptéiert ginn. Ab Januar 2022 sinn d'Aktivitéiten vun der Hotline duerch e Prestataire, deen iwwer e Marché public designéiert gouf, iwwerholl ginn, sou dass d'Personal anere Missiounen zougedeelt gouf a virum allem am Contacttracing agesat gouf. Et gouf keng Entloossunge vun deem Personal.

D'Leit, déi ënner engem CDD beim Staat age-stallt gi sinn, konn hiren Kontrakt no de Reegele vum Code du travail an no de Besoinen vun der Covid-19-Kris erneiert kréien.

D'Gesamtkäschte vun dese Kontrakter sinn dem Gesondheitsministère net bekannt, well d'Kontrakter allegueren iwwer de Ministère fir den ëffentlechen Dëngscht ofgewéckelt goufen.

**Musée ferroviaire à Pétange | Question 0123 (18/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Zu Péiteng soll een Eisebunnsmusée opgemaach ginn, an deem, nieft historeschem Fuermaterial, och verschidden historesch wäertvoll Deeler vun der Ettelbrécker Gare sollen agebaut ginn. D'Gemeng Péiteng huet sech dofir ee Virkafrecht bis 2025 op een Terrain no vun der Gare geséichert, fir dass de Staat de Musée hei baue kann, wéi d'Plattform virgule.lu dat och 2022 bericht hat. De Ball läit also elo beim Kulturminister.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert de Kulturminister am Bau vum Eisebunns-musée zu Péiteng festhalen?

2. Bis wéini wäert ee konkreete Projet fir de Site zu Péiteng virleien?

3. Wéi soll d'Käschtenopdeelung tëschent der Gemeng an dem Staat ausgesinn?

**Réponse (01/02/2024) de M. Eric Thill, Ministère de la Culture | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**

De Kulturministère an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte si mam Projet vum Centre national du patrimoine ferroviaire – Zuchmusée befaasst. Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an d'CFL – Société nationale des chemins

<sup>16</sup> Evaluation of Luxembourg's Covid-19 Response: Learning from the Crisis to increase Resilience. OECD, published 20 Nov 2022.

<sup>17</sup> Loi du 21 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19



de fer luxembourgeois sinn amgaangen, e Projet zesammen auszeschaffen.

Dëse Projet steet op der Lëscht vun zukünftige Bau-projeten, déi d'Regierung der Chamber am Juli 2023 virgeluecht huet. Do ass proposéiert, datt de Staat dëse Projet aus dem Fonds du rail géif finanzéieren.

**Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement | Question 0124 (19/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Haagen (LSAP)**

Récemment, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur de nouvelles règles obligeant les entreprises à intégrer les droits humains et l'impact environnemental dans leurs systèmes de gestion. La directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement est attendue pour le printemps prochain et devra ensuite être adoptée par les parlements des États membres.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Le Gouvernement entend-il proposer au Parlement luxembourgeois une transposition fidèle au texte européen ou entend-il élargir le champ d'application de la directive ? Dans le deuxième cas, dans quel domaine le Gouvernement entend-il étendre le champ d'application de la directive ?

– Quel sera l'impact de la nouvelle directive pour notre pays ?

**Réponse (23/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Le Conseil et le Parlement européen ont conclu un accord provisoire sur la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) en date du 14 décembre 2023. Il s'agit d'un accord politique et des précisions seront apportées lors de réunions techniques de suivi.

Il n'est donc pas encore possible de se prononcer définitivement sur la transposition de la directive en droit luxembourgeois, néanmoins, le Gouvernement privilégie une harmonisation au niveau de l'Union européenne et de son marché intérieur, comme cela avait déjà été indiqué à plusieurs reprises par le Gouvernement dans les réponses à des questions parlementaires de la législature précédente. La directive a précisément pour objectif de favoriser une telle harmonisation au niveau de l'UE et prévoit d'ailleurs la mise en place d'un réseau de coordination européen des autorités nationales chargées de superviser la mise en œuvre du devoir de diligence des entreprises.

Les obligations prévues en matière de devoir de diligence sont assorties de mécanismes de contrôle et de sanctions – dont une autorité nationale de supervision de la mise en œuvre du devoir de vigilance par les entreprises à mettre en place – ainsi que d'un régime obligatoire de responsabilité civile et de protection des lanceurs d'alerte.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont exclues de manière directe dans la directive, puisque sont concernées les entreprises et les groupes dont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires dépasse 500 travailleurs et 150 millions de chiffre d'affaires, respectivement 250 travailleurs et 40 millions de chiffre d'affaires pour les secteurs à risque.

Comme le précise l'accord de coalition, puisque les coûts de la mise en œuvre de cette législation se

répercuteront sur les entreprises, le Gouvernement veillera à la proportionnalité des mesures ainsi qu'au maintien de conditions équitables de concurrence à l'échelle globale, notamment en ce qui concerne l'introduction de nouvelles charges administratives. Dans le cadre de la simplification administrative, les entreprises devront pouvoir gérer les procédures de manière numérique et elles devront être soulagées là où la charge administrative ne permet pas d'atteindre les objectifs de la directive.

Il convient de noter que de nombreuses entreprises luxembourgeoises poursuivent déjà une démarche proactive en matière de devoir de vigilance, que ce soit en participant au Pacte national entreprises et droits de l'homme, en rejoignant des associations comme l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (ULESS), ou encore en sollicitant le label Entreprise socialement responsable de l'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises).

**Château Bellevue situé au Limpertsberg | Question 0125 (20/12/2023) de M. André Bauler (DP)**

Le château Bellevue avec son jardin-parc, situé au Limpertsberg, bénéficie d'une protection nationale sur base de l'arrêté du Conseil de Gouvernement du 16 novembre 2018. Ce château, initialement conçu comme belvédère, a été construit pour Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine, gouverneur du Grand-Duché de 1841 à 1848, père du poète Edmond de la Fontaine, dit « Dicks ». La légende veut que l'idée pour la création de l'ordre de la Couronne de chêne y aurait germé lorsque le gouverneur y reçut Guillaume II, roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg, en 1841.

Selon mes informations le bâtiment en question appartient toujours au patrimoine familial des descendants directs du gouverneur de la Fontaine, mais aurait été proposé à la location et à la vente depuis plusieurs années au cours desquelles le château est resté inoccupé.

Le château Bellevue constitue un bâtiment historique d'envergure nationale si bien que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que l'acquisition par l'État du château Bellevue a été envisagée à un moment donné ?

– Dans l'affirmative, quels éléments ont fait en sorte que l'opération n'ait pas pu être conclue ?

– Dans la négative, une acquisition destinée à en faire un lieu accessible au public serait-elle envisageable ?

**Réponse (22/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Eric Thill, Ministre de la Culture**

Il n'est actuellement pas prévu que l'État se porte acquéreur du château Bellevue situé au Limpertsberg.

En tant que bâtiment classé, l'immeuble bénéficie par ailleurs d'une protection adéquate, laquelle inclut la possibilité de faire réaliser des travaux en partie pris en charge par l'État.

**Inclusion numérique | Question 0126 (20/12/2023) de M. André Bauler (DP)**

Fin novembre a eu lieu le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique. Il constitue l'une des quarante initiatives prévues par le Plan d'action national d'inclusion numérique et réunit les acteurs de l'écosystème de l'inclusion numérique pour discuter différentes thématiques liées au sujet. À en croire le Ministère de la Digitalisation, la troisième édition de ce forum aurait

connu un grand succès auprès des quelque 120 représentants d'associations et d'organismes dont les publics cibles sont ou risquent d'être confrontés au phénomène de l'exclusion numérique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Madame la Ministre peut-elle définir ou préciser la notion d'inclusion numérique ?

– Madame la Ministre peut-elle dresser une liste des différents partenaires du ministère agissant dans le domaine de l'inclusion numérique ? Comment ce partenariat est-il organisé concrètement ? Quelles sont, le cas échéant, les modalités de financement ou de subsidiation en la matière ?

– Combien de personnes ont profité des formations continues liées à l'inclusion numérique et proposées par le ministère ?

– Dans quelle mesure le ministère a-t-il opté pour une approche de décentralisation géographique afin de sensibiliser et d'intégrer les citoyens vivant en milieu campagnard et demandeurs de formations spécifiques en relation avec l'inclusion numérique ? Quels sont les partenaires principaux du ministère dans les régions Est et Nord du pays ?

– Comment se présente l'offre spécifique de formations continues à l'intention des personnes âgées de plus de 60 ans ?

**Réponse (09/01/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation**

Le premier Plan d'action national d'inclusion numérique a été élaboré par le Ministère de la Digitalisation en concertation étroite avec le groupe de travail interministériel dédié à l'inclusion numérique, des associations et divers acteurs non étatiques proches des populations éloignées du numérique. Il a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 24 septembre 2021.

Dans le processus d'élaboration du plan d'action national, le Ministère de la Digitalisation a défini l'inclusion numérique comme étant le processus qui vise à donner à chaque individu des chances équivalentes de participer à la société en utilisant les technologies numériques. Pour y arriver, l'inclusion numérique considère les efforts à fournir pour combler le fossé numérique en donnant les moyens à tous les citoyens d'utiliser les services en ligne à bon escient, tout en développant leurs compétences numériques. Il s'agit de s'assurer que certaines populations ne deviennent pas victimes d'une fracture numérique dans le cadre de la digitalisation.

5 priorités pour favoriser l'inclusion numérique de tous les citoyens au Grand-Duché ont été définies :

- faciliter l'accès aux outils numériques ;
- favoriser le développement des compétences numériques ;
- contrecarrer les différences régionales en offres numériques ;
- sensibiliser sur la sécurité et la gestion d'informations en ligne ;
- motiver à l'utilisation du numérique.

Sur base de ces priorités, 3 leviers stratégiques ont été retenus. Ces 3 leviers regroupent un ensemble de 40 initiatives concrètes, dont 18 relèvent du Ministère de la Digitalisation.

Ces leviers stratégiques sont :

- A. augmenter la motivation et susciter la confiance numérique ;
- B. faciliter l'accès au numérique ;
- C. développer les compétences numériques.



À travers la mise en œuvre du Plan d'action national d'inclusion numérique, le Ministère de la Digitalisation a réalisé et réalise toujours des initiatives qui visent à améliorer l'offre pour les citoyens vivant en milieu rural.

L'approche retenue est celle de soutenir les acteurs et les actions régionaux pour ainsi favoriser la création d'un effet multiplicateur d'acteurs promouvant l'inclusion numérique dans tout le pays. À côté de soutiens financiers pour différents projets, il a été mis en place des formations « Train the Trainers » pour former des formateurs pour les cours élaborés en collaboration avec l'ASBL *ErwuesseBildung*, et un site *zesummendigital.lu* qui regroupe toutes les informations concernant les acteurs et offres en matière d'inclusion numérique au Grand-Duché ainsi qu'une boîte à outils avec des ressources d'auto-assistance et vidéos.

De plus, une plateforme en ligne est en cours de développement avec des tutoriaux virtuels et avec un accès à tout le matériel didactique et supports de cours des formations en compétences numériques élaborées, pour faciliter l'accès gratuit aux cours et former plus de formateurs via la plateforme.

Afin de favoriser l'échange entre toutes les parties prenantes, le Ministère de la Digitalisation organise semestriellement le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique.

Par ailleurs il sera analysé dans les mois à venir comment et où l'on pourra organiser des antennes régionales du guichet physique de *guichet.lu* pour faciliter l'accès aux personnes habitant les régions éloignées de la ville de Luxembourg.

Depuis sa création en 2018, le Ministère de la Digitalisation a soutenu différents partenaires agissant dans le domaine de l'inclusion numérique à travers des subventions, des conventions de prestations de services, et, depuis 2022, à travers un appel à projets annuel. De plus, le Ministère de la Digitalisation a centralisé toutes les offres et acteurs en inclusion numérique au Grand-Duché sur son portail en ligne : [www.zesummendigital.lu](http://www.zesummendigital.lu) afin d'augmenter leur visibilité et faciliter l'accès aux informations nécessaires.

En 2019, le Ministère de la Digitalisation a soutenu le projet du développement de l'application mobile « Closer » par l'ASBL « JuKi » avec un subside pour l'intégration de certaines fonctionnalités qui garantissent l'accessibilité numérique de l'application pour tous les citoyens. Le projet était également soutenu par la fondation « Œuvre Grand-Duchesse Charlotte », l'ASBL « Femmes en détresse » et les communes de Steinfort, Kehlen et Koerich.

En 2020, le Ministère de la Digitalisation a subventionné le projet « E-Senior 2.0 » de l'ASBL « GoldenMe » en collaboration avec la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Durant les années 2021 à 2023, le Ministère de la Digitalisation a signé des conventions de prestation de services avec l'ASBL « *ErwuesseBildung* », un centre de formation des adultes agréé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avec une grande expérience dans la formation des personnes âgées, pour le développement spécifique de formations en compétences numériques en différentes langues (allemand, français, anglais et portugais) et adaptées à différents niveaux. Les cours sont proposés sur les systèmes d'exploitation macOS et Windows.

Les formations concernées étaient les suivantes :

- un « *Internetführerschein 1.0* » revu et mis à jour destiné aux débutants dans le domaine numérique ;
- un « *Internetführerschein 2.0* » destiné à un public expérimenté, mais demandeur pour des formations avancées ;

- un module de préparation au e-banking, comme préparation à l'utilisation par le public des services bancaires en ligne ;
- une formation « *Train the Trainers* », destinée à des formateurs indépendants ou appartenant à des organisations intéressées ;
- une formation « *MyGuichet.lu* », accompagnée de vidéos tutoriaux, comme préparation à l'utilisation par le public des services administratifs en ligne ;
- une formation « *Stay in Touch* », comme préparation à l'utilisation des différentes applications de communication (Skype, Zoom, Whatsapp, ...);
- une formation « utilisation de base d'une tablette numérique » ;
- une formation « utilisation de base d'un smartphone » ;
- une formation « utilisation avancée d'un smartphone » ;
- un concept modulaire pour les cours « *Internetführerschein 1.0* » et « *Internetführerschein 2.0* » afin d'apporter un soutien conceptuel aux formateurs IT, de sorte que les cours relativement volumineux soient également divisés en modules plus courts ;
- un tutoriel en ligne destiné aux formateurs pour les différents modules des cours « *Internetführerschein 1.0* » et « *Internetführerschein 2.0* » ;
- une formation « *Train the Trainers* » révisée, accompagnée d'un espace de téléchargement en ligne du matériel du cours ;
- une formation « *Atelier up-to-date* », comme préparation aux mises à jour des appareils numériques.

Toutes ces formations sont mises à disposition gratuitement aux organisations œuvrant dans le domaine social afin d'être accessibles au plus grand nombre de citoyens à travers le Grand-Duché. Les organisations qui entendent profiter de cette mise à disposition gratuite du contenu pédagogique ou qui s'intéressent aux formations pour les formateurs, peuvent s'adresser directement à l'ASBL « *ErwuesseBildung* ».

Le nombre de personnes qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « *ErwuesseBildung* » est le suivant :

- participants en 2021 : 51 ;
- participants en 2022 : 162 ;
- participants en 2023 : 349.

Le nombre de formateurs potentiels qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « *ErwuesseBildung* » est le suivant :

- participants « *Train the Trainers* » en 2021 : 13 ;
- participants « *Train the Trainers* » en 2022 : 8 ;
- participants « *Train the Trainers* » en 2023 : 31.

En plus des formations mentionnées ci-dessus, il existe également d'autres offres dans le domaine des compétences numériques pour les personnes âgées, proposées par le Service formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Des programmes et projets de ces ministères visent à doter les seniors des compétences nécessaires pour naviguer efficacement dans le monde numérique en constante évolution.

En complément aux offres proposées par les ministères, certaines communes mettent également en place des programmes destinés à renforcer les compétences numériques des seniors. Ces initiatives locales sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté, offrant aux aînés des opportunités d'apprentissage adaptées à leur contexte quotidien.

Le Ministère de la Digitalisation organise annuellement la Journée nationale de l'inclusion numérique, vouée à augmenter la visibilité des acteurs et initiatives

œuvrant en faveur de l'inclusion numérique au Luxembourg.

Pour la première édition en mai 2022, le Ministère de la Digitalisation a organisé des ateliers cocreatifs avec l'ASBL « *GERO* » et l'équipe *MyGuichet.lu* au *GovTech Lab* sur les services publics en ligne et leurs retours d'expérience. Par ailleurs des ateliers d'initiation aux tablettes et smartphones avec l'ASBL « *ErwuesseBildung* » à Diekirch (17 mai 2022), Grevenmacher (17 mai 2022) et Esch-sur-Alzette (19 mai 2022) ont été initiés.

L'édition 2023 de la Journée nationale de l'inclusion numérique a eu lieu au Forum *Geesseknäppchen*. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes : en matinée, les associations œuvrant dans le domaine de l'inclusion et leurs adhérents avaient été conviés à des ateliers participatifs portant sur des sujets tels que la citoyenneté numérique, les défis digitaux, la cybersécurité dans la vie quotidienne et l'apprentissage numérique. Ensuite, l'ensemble de la communauté de l'inclusion numérique a pu assister au Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique lors duquel a eu lieu une table ronde réunissant plusieurs intervenants pour discuter des thématiques liées à l'inclusion numérique. La Journée nationale d'inclusion numérique s'est terminée par le premier Salon de l'inclusion numérique au Luxembourg. Un public nombreux s'est déplacé pour cet événement afin de rencontrer une vingtaine d'associations, sociétés et entités publiques venues répondre aux questions des utilisateurs et parler de leurs solutions numériques.

Le 17 mai 2022 a, par ailleurs, eu lieu la remise du premier Prix de l'inclusion numérique aux lauréats du premier appel à projets « inclusion numérique ».

Le Ministère de la Digitalisation a, dans ce contexte, pu signer des conventions de financement portant sur 12 mois, avec les lauréats suivants :

- « *Autisme Luxembourg ASBL* » pour la création d'une plateforme sociale pour des personnes atteintes d'autisme ;
- « *Club Haus op der Heed* » pour la mise à disposition de tablettes et un accompagnement individuel pour familiariser les personnes âgées des communes du nord du pays (toutes les communes du canton Clervaux sauf Vianden) aux nouveaux médias ;
- « *GoldenMe ASBL* » pour développer et renforcer un réseau de « *smartphone-café* » intergénérationnels dans différentes communes du Grand-Duché ;
- « *Stiftung Hëllef Doheem* » pour la promotion de la littératie numérique à travers des tablettes chez les personnes âgées vulnérables des 10 centres psychogériatriques (CPG) de leur réseau ;
- la Ville de Dudelange pour la création d'une « *Internetstuff* » afin de promouvoir et présenter le monde digital aux personnes âgées à l'aide d'échanges et de formations dans un cadre sûr, familial et amical ;
- « *Wide ANDCO* » pour offrir des « points de rencontres » dans différentes communes aux femmes ayant des questions liées à l'informatique et au numérique.

Les gagnants du deuxième appel à projets lancé 2023 étaient les suivants :

- *Take the Lead – Self-promotion in a digital world* (*Touchpoints ASBL*) ;
- *Kritesch denken a respektvoll matdiskutieren – Participer de façon respectueuse aux débats sur les réseaux sociaux* (*Respect.lu ASBL*) ;
- *Internetcafé fir Senioren* (*Doheem versuergt – Service d'aides et de soins de la Croix-Rouge luxembourgeoise*) ;
- *AutismConnect Luxembourg Building Inclusion – ALBI* (*RubixPotential SARL*) ;
- *Data Studio* (*LuxData SA*) ;

– Video-Tutorials zur Förderung von digitalen Kompetenzen in der nachberuflichen Lebensphase (Golden-Me ASBL);  
– Ateliers pratiques de programmation numérique – Prototypiez des idées innovantes pour votre entreprise (House of Training/LIST).

Toutes les présentations de ces projets sont disponibles sous forme de vidéos sur le site <https://zesumendigital.public.lu/fr/toolbox/videos.html>.

La troisième édition de l'appel à projets sera lancée au courant de janvier 2024.

.....

### Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren » | Question 0127 (20/12/2023) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Comme récemment annoncé par le Ministre de l'Environnement, les aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren », seront prolongées jusqu'au 30 juin 2023.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant le régime d'aide « Clever fueren » pour les subventions de voitures électriques, quels sont les types de véhicules qui ont bénéficié de ce régime pour les années 2021 et 2022 ? Dans quelles catégories de prix se situent ces voitures ?

2) Est-ce que le Ministre de l'Environnement envisage de maintenir le régime de subventions pour les voitures électriques moins efficaces en énergie, notamment celles dont la consommation dépasse le seuil de 180 Wh/km ? Quelle est la position du ministère à ce sujet ?

3) Quelle est la répartition des parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation depuis 2019 jusqu'à la date la plus récente disponible ?

4) Quel a été le niveau des émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport pour les années 2021 et 2022 ? La tendance actuelle est-elle conforme aux objectifs de réduction d'émissions fixés pour 2030 ?

5) Quelle a été l'évolution du parc automobile au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en mettant l'accent sur les différents types de propulsion (thermique, électrique, hybride, etc.) ?

**Réponse (23/01/2024) de M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les deux tableaux ci-dessous reprennent les données des demandes de subsides pour véhicules à faibles émissions de CO<sub>2</sub> introduites en 2021 et en 2022 et qui ont été avisées positivement jusqu'au 24 décembre 2023. Veuillez tout de même noter que les indications des prix d'achat sont uniquement disponibles pour les véhicules commandés après le 11 mai 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Ainsi, 25 % des voitures à personnes électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2021 présentent un prix inférieur à 24.561 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 44.361 €.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Ainsi, 25 % des voitures à personnes 100 % électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2022 présentent un prix inférieur à 26.665 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 50.573 €.

ad 2) Alors que le Gouvernement a retenu de reconduire le régime d'aides financières existant de trois mois supplémentaires, à savoir jusqu'au 30 juin 2024 (date de commande du véhicule), il procédera début 2024 à une analyse plus approfondie des critères d'attribution et des montants des subventions pour la période subséquente.

ad 3) Le tableau ci-dessous illustre les parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation pour les années 2019 à 2023. La part des voitures électriques, c'est-à-dire des hybrides rechargeables, couramment appelées « plug-in hybrides », et des 100 % électriques, parmi les nouvelles immatriculations a fortement augmenté au cours des cinq dernières années, à savoir de 3 % en 2019 jusqu'à plus de 30 % en 2023. Ainsi, la part des voitures électriques parmi les nouvelles immatriculations était en 2023 pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4) Le tableau ci-dessous compare les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports des années 2021 et 2022 (provisoire) aux objectifs fixés pour ces années par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022 déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 des secteurs visés à l'article 5 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Les émissions du secteur du transport, en baisse en 2022 de 13,2 % par rapport à 2021, restent donc nettement en dessous des allocations annuelles d'émissions de ce secteur pour les deux années en question.

ad 5) Le tableau ci-dessous énumère la composition par motorisation du parc automobile de voitures immatriculées au premier janvier de chaque année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Le tableau suivant reprend les mêmes chiffres en illustrant l'évolution de la part des motorisations au cours des cinq dernières années. On constate une électrification continue du parc automobile luxembourgeois, alors que la part des voitures électriques (plug-in hybrides et 100 % électriques) a augmenté de 0,76 % en janvier 2019 à 8,45 % en janvier 2024. Selon l'observatoire sur les carburants alternatifs de la Commission européenne<sup>18</sup>, le taux d'électrification du Grand-Duché se situait fin juin 2023 à 7,52 % soit, à la deuxième place de l'Union européenne dépassé uniquement par la Suède (10,07 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

.....

### Norme Euro 7 | Question 0128 (20/12/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Den 19. Dezember war a verschiddenen nationalen an internationale Presseartikelen ze liesen, datt den EU-Ministerrot sech op e virleefegen Accord mam EU-Parlament iwwert d'Aféierung vun enger sougenannter Euro-7-Norm géeneegt huet. D'Euro-Norme

goufen ursprénglech agefouert, fir deen Ausstouss u Feinstëbs duerch Dieselaautoen ze limitéieren. Et gehéiert allerdéngs zum erkläerten Zil vun der Lëtzebuerg Regierung, fir an den nächste Joren ëmmer méi Elektroautoen op d'Strooss ze bréngen. An deem Sënn géif déi ursprénglech Zilsetzung vun der Euro-Norm also entfalen. Tatsächlech ass dann och lo ze liesen, datt déi nei Norm sech soll onofhängeg vun der Aart vum Motor och op d'Feinstëbsmissionne bezéien, déi duerch d'Reiwung vun de Pneuen an duerch de Bremsvirgang verursaacht ginn.

No engem vun der EU-Kommissioun publizéierte Pabeier zu deene wichtegsten Eckdate sollen dës besonnesch bei dichtem Stadverkéier beim sougenannte Stop-and-Go a bei Temperaturen iwwer 35 souwéi ënner minus 7 Grad Celsius entstoën, falls den Ausstouss vun de Gefierer nach no de klassesche Methoden am Labo am plaz ënnert de reelle Konditiounen op der Strooss (RDE) getest gouf. De Respekt vun de Wäerter soll duerch eng am Auto verbaute Software iwwerwaacht ginn. D'Schätzungen iwwer Zousazkäschte fir Automobiliste gi vun 90 bis 304 Euro aus. Béd Zuele gi vu respektiv mat Verweis op d'EU genannt. Fir Bussen a Camione ginn duerch schnëttlech Zousazkäschte vun 2.681 Euro ugeholl.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister d'Position vun der Regierung zu der Euro-7-Norm elaboréieren a preziséieren, ob schonn eng Decisioun geholl gouf, den endgültigen Text am EU-Ministerrot matzestëmmen? Falls jo, mat wéi engem spezifeschen nationalen Interessi/Notze begrënt d'Madamm Minister déi Decisioun?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi eng duerschneittlech Käschten duerch d'Euro-7-Norm zu Lëtzebuerg duerschneittlech op Keefer vun engem Neiwon, opgeschlüsselt no Aart vum Motor, op Proprietäre vun aktuelle Gefierer, och hei opgeschlüsselt no Aart vum Motor, op privat Bus- a Camionsfirmen souwéi de Staat an d'Gemenge fir d'Upassung vun hire jeeeweilige Fueparken, duerkommen? Gëtt et Iwwerleeungen, fir dës Zousazkäschte fir Privatleit an Entreprisë steierlech auszegläichen?

3. D'EU-Kommissioun geet an deem uewen zitéierten Eckdatepabeier dovun aus, datt den Undeel vun NO<sub>x</sub>-Emissionen an der Loft bis 2030 am plaz wéi bis ewell ëm 77 Prozent vis-à-vis vun 2018, ëm 85 Prozent wäert erofgoen. An der däitscher Press ass zu deem Thema ze liesen, datt den Undeel vu Stéckoxiden a Feinstëbs an der Loft an hire Groussstied iwwert all déi lescht Jore kontinuierlech erofgaangen ass an et zu kengerlee Iwwerschreidunge vun de Grenzwäerter méi kënn. Weider heescht et, datt aus de Miessungen, déi während de Lockdownperiode vun der Covid-kris erhuewe goufen, ervirgeet, datt den Afloss vum Verkéier op dës Loftwäerter warscheinlech vill méi kleng ass, wéi laang Zäit ugeholl gouf. Kann d'Madamm Minister an deem Sënn, d'Entwécklung vu Feinstëbs a Stéckoxiden zu Lëtzebuerg vum Joer 2015 bis 2022 presentéieren a preziséieren, op wéi eng Aflossfaktoren déi Entwécklungen zeréckgefouert ginn? Kann d'Madamm Minister dozou weiderféierend eng Berechnung presentéieren, wéi dës Wäerter sech mat an ouni Euro-7-Norm bis 2035 sollen entwéckelen?

4. Am Artikel „Zu teuer, kaum Umweltnutzen – Widerstand gegen neue EU-Abgasregeln wächst“ vum 31. Mee dëst Joer schreift den däitsche Magasinn FOCUS iwwert den Afloss vum viru Kuerzem zeréckgetriebenen EU-Klimakommissär Frans Timmermanns dat hei: „Nach Informationen von FOCUS online hat Timmermans in Hintergrundgesprächen mit Managern großer deutscher Autohersteller bekräftigt, dass

<sup>18</sup> European Alternative Fuels Observatory <https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/>



er den Verbrenner so früh wie möglich beerdigen will – idealerweise schon 2026 durch entsprechende Abgasvorschriften, die die Zulassung von neuen Benzinern quasi unmöglich machen. Der Klimaagenda der EU sei alles unterzuordnen, letztlich auch der Verlust von Arbeitsplätzen, habe Timmermans in den Gesprächen deutlich gemacht.“ Falls des Informatioun sech géif confirméieren, hätt den Här Timmermans domat de grondleënde Prinzipp vun der Rechtsécherheet fir Konsumenten an Entrepenen a Fro gestallt an eng entsprecheend Moossnam géif riskéieren, géint d'Recht op Handelsfräiheet a Privatbesëtz ze verstoussen, esou wéi se an den Artikelen 35 a 36 vun der neier Verfassung geregelt sinn. Sinn der Madamm Minister des Aussoe vum Här Timmermans respektiv duerch aner Vertrieeder vun der EU-Kommissioun bekannt? Wéi reagiert si op des Informatioun? Kann d'Madamm Minister garantéieren, dass d'Regierung zu Bréissel keng Moossname wäert ënnerstëtzen, déi scho virun 2035 zu engem inoffiziellen Verbuet vum Verbrennungsmotor féieren oder déi individuell Mobilitéit allgemeng a Fro stelle géifen?

**Réponse (29/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den éierewäerten Deputéierte werft a senger parlamentarescher Fro verschidden Aspekter zu der geplangter Euro-7-Norm op a freet weider Erklärungen zu verschiddenen Elementer vun dëser Norm.

D'Proposition zu der neier Euro-7-Norm gouf den 10. November 2022 vun der EU-Kommissioun dem EU-Parlament an den EU-Memberstaaten ënnerbreet. Hei ass allerdéngs drop hinzewiesen, dass des Etude op Zenarie gemaach gouf, wéi den Text ursprénglech vun der EU-Kommissioun proposéiert gouf. An deem Zesammenhang goufe verschidde méiglech Usätz, mat verschiddenen Ofstufunge vu Modifikatiounen, analyséiert.

Op Basis vun der Option, déi zeréckbehal gouf, ass d'EU-Kommissioun dovun ausgaangen, dass d'Hiersteller tatsächlech wäerte klammend Käschten hunn. Dës bedéngt duerch nei Ausrüstunge fir Technologien, déi d'Emissiounen reduzéieren an déi domadder verbonne Kalibréierungskäschten. An engem Zäitraum vun 2025 bis 2050 géifen des Käschten sech op 35 Mrd. EUR fir kleng Gefierer an 18 Mrd. EUR fir schwéier Gefierer belafen. Dës mécht am Schnéit pro Auto ongeféier 304 € aus a fir schwéier Gefierer 2.681 €. Op der anerer Säit géif dësen Zenario awer och ee positiven Effekt op d'Gesondheetswiesen hunn an hei zu enger däitlecher Käschterreduzierung féieren.

Duerch déi manner héich Emissiounen iwwert de selwechten Zäitraum géif awer ee monetäre Gesondheetsnotze vun insgesamt 190 Mrd. EUR, bedéngt duerch eng Reduktioun vu gesondheetleche Probleemer bei de Bierger aus der EU, déi direkt beziungswies indirekt mat den Emissiounen vun den Autoen zesammenhängen, entstoen. An deem Zesammenhang kann op Longekrankheeten an awer och op eng erhéichte Gefor vun Häerzkreeslafkrankheete verwiese ginn.

Et ass eng Illusioun ze gleewen, dass 2035 Gefierer mat konventionellen Undríftechnologien, déi dann net méi dierfen immatrikuléiert ginn, vun engem Dag op deen anere vum Marché verschwannen. Tatsächlech läit den Duerchschnittsalter vun M1 Gefierer (Autoen), déi an Europa immatrikuléiert sinn, bei 12 Joer. Dës bedeit, dass all Gefier mat engem Verbrennungsmotor, wat bis 2035 nei ugemellt gétt, duerno am Schnéit nach 12 Joer wiert bedriwwen ginn. Et kann een deemno net soen, dass déi Gefierer keen Impakt méi hunn op d'Erreeche vun de gesetzten Ziler. Dowéinst ass et wichteg, dass weiderhi fir des konventionell Undríftechnologien nach Verbesserungene fir déi nei Gefierer solle gemaach ginn.

Den Dossier Euro-7-Norm gétt op EU-Niveau vun der Generaldirektioun „Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs“ traitéiert. Zu Bréissel gouf den Dossier an der Formatioun vun den EU-Wirtschaftsministere verhandelt (Conseil compétitivité).

An den EU-Aarbechtsgruppe souze souwuel Vertrieeder aus mengem Ministère, well des Dispositiounen an de Kader vun der Homologatioun falen, an aus dem Wirtschaftsministère, well et och ëm d'Surveillance du marché geet. Eis national Positioun gouf dofir tëscht deenen zwee Ministère préparéiert an ofgestëmmt, an duerno vum deemolege Wirtschaftsminister am Ministerrat presentéiert.

Während de Verhandlungen ass déi ursprénglech Proposition, déi vun der EU-Kommissioun ausgeschafft gi war, ëmmer méi verwässert ginn. Dës op Drock vu verschidde Länner. Lëtzebuerg huet sech am Prinzip ëmmer dofir ausgeschwat, dass déi nei Norm ee positiven Effekt op d'Ëmweltziler huet an huet sech esou de 25. September am EU-Ministerrat och géint déi verwässert Proposition ausgeschwat an déi zeréckbehalen Orientation générale net ënnerstëtzt.

Op Basis vun dëser sinn d'Trilogie zënterhier gefouert ginn an d'EU-Parlament hat op ville Punkten änlech Bedenke wéi Lëtzebuerg. Doduerch si verschidden Elementer, déi ee positiven Effekt op d'Erreeche vun de Klimaziler hunn, ërem an den Text opgeholl ginn. Op Grondlag vun dëser Modifikatioun konnt Lëtzebuerg den 22. Dezember 2023 am COREPER de Kompromësstext matdroen, esou dass den 8. Januar 2024 den EU-Rot dem EU-Parlament dësen Kompromësstext ënnerbreet huet.

Wat Käschte vum Aféiere vun dësen neie Bestëmmungen uegen, ka just op d'Impaktetude<sup>19</sup>, déi vun der EU-Kommissioun gemaach ginn ass, verwise ginn. Hei ass allerdéngs drop hinzewiesen, dass des Etude op Zenarie gemaach gouf, wéi den Text ursprénglech vun der EU-Kommissioun proposéiert gouf. An deem Zesammenhang goufe verschidde méiglech Usätz, mat verschiddenen Ofstufunge vu Modifikatiounen, analyséiert.

Op Basis vun der Option, déi zeréckbehal gouf, ass d'EU-Kommissioun dovun ausgaangen, dass d'Hiersteller tatsächlech wäerte klammend Käschten hunn. Dës bedéngt duerch nei Ausrüstunge fir Technologien, déi d'Emissiounen reduzéieren an déi domadder verbonne Kalibréierungskäschten. An engem Zäitraum vun 2025 bis 2050 géifen des Käschten sech op 35 Mrd. EUR fir kleng Gefierer an 18 Mrd. EUR fir schwéier Gefierer belafen. Dës mécht am Schnéit pro Auto ongeféier 304 € aus a fir schwéier Gefierer 2.681 €. Op der anerer Säit géif dësen Zenario awer och ee positiven Effekt op d'Gesondheetswiesen hunn an hei zu enger däitlecher Käschterreduzierung féieren.

Duerch déi manner héich Emissiounen iwwert de selwechten Zäitraum géif awer ee monetäre Gesondheetsnotze vun insgesamt 190 Mrd. EUR, bedéngt duerch eng Reduktioun vu gesondheetleche Probleemer bei de Bierger aus der EU, déi direkt beziungswies indirekt mat den Emissiounen vun den Autoen zesammenhängen, entstoen. An deem Zesammenhang kann op Longekrankheeten an awer och op eng erhéichte Gefor vun Häerzkreeslafkrankheete verwiese ginn.

Schlussendlech, ass déi Option awer net zeréckbehalen ginn an duerch d'Negociatiounen ass eisichter ee manner ambitiöse Modell gewielt ginn. Doduerch sollten d'Käschte pro Gefier däitlech méi niddereg sinn. Mee och de positive monetäre Effekt op d'Gesondheetswiese wäert net méi esou grouss sinn.

D'Evolutioun vun de Konzentratiounen u Stéckstoffdioxid (NO<sub>2</sub>) a Feinstaub (PM10) op verschidde fixe Miessplaze vun der Ëmweltverwaltung sinn an den zwou Grafiken heidreänner illustréiert.

Säit 2015 ginn d'Joresmëttelwäerter vum Stéckstoffdioxid (NO<sub>2</sub>) an der Bausseloft generell a kontinuéierlech erof mat enger besonnesch prononcierter Baisse am Joer 2020 wéinst der Reduktioun am Stroosseverkéier bedéngt duerch d'COVID-19-Pandemie.

Déi generell a kontinuéierlech Baissë sinn notament bedéngt duerch Modernisatioun vum Fierpark mat der Progressioun vun den neien Euro-7-Normen an den elektresche Gefierer am Stroosseverkéier. Den europäesche Grenzwäert (Joresmëttelwäert) vu 40 µg/m<sup>3</sup> ass aktuell net méi a Gefor fir iwwerschratt ze ginn. Trotzdem bleift de Verbrennungsmotor am Stroosseverkéier déi Haaptursaach fir d'Expositioun vun der Bevëlkerung u Stéckoxiden.

An der iwwerschaffter Versioun vun der Loftqualitätsdirektiv 2008/50/EU, déi momentan zu Bréissel verhandelt gétt, ass virgesinn, de Grenzwäert op nëmmen nach 20 µg/m<sup>3</sup> erofzesetzen, an dat vun 2030 aus un. Fir dass dës verschäerfte Grenzwäert a ganz Lëtzebuerg bis 2030 kann agehale ginn, ouni dass mussen Ëmweltzonen agefouert ginn, ass et wichteg, dass de Fierpark kontinuéierlech moderniséiert gétt. Dës gétt ënner anerem séchergestallt duerch d'Verschäerfe vun der Euro-Ofgasnorm, an der Dekarbonisierung vum Transport duerch d'Elektromobilitéit.

Beim Feinstaub (PM10) ginn d'Joresmëttelwäerter och generell a kontinuéierlech erof, wann och net esou staark ewéi beim Stéckstoffdioxid. Hei ass och den Undeel un der Luftverschmutzung bedéngt duerch de sougenannte grenziwwerschreidende Ferntransport relativ héich. Effektiv ass den Ënnerschied vun de Wäerter op de ländleche Miessstatiounen an deenen no un den Emissiounsquelle relativ geréng. Den europäesche Grenzwäert vu 40 µg/m<sup>3</sup> (Joresmëttelwäert) ass awer sécher agehalen.

Duerch d'aféierung vun der Ofgasnorm Euro-7 mussen och reng elektresch bedriwwen Gefierer d'Emissiounskriterie beim Feinstaub erfüllen. Dës mécht Sënn, well de Pneuen- a Bremsabrieb och hei fir signifikant Feinstaubemissiounen verantwortlech ass.

*(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)*

Wat d'Aussoe vum Här Timmermans betrëfft, kann ech net drop agoen, well des mir net bekannt sinn. Dat selwecht géllt fir Aussoe vun anere Vertrieeder vun der EU-Kommissioun.

Während de ganze Verhandlung war d'Zil vun Lëtzebuerg, dass den Text vun der Euro-7-Norm am Aklang mat den Ëmweltziler steet. Zousätzlech dozou huet d'Euro-7-Norm jo net nëmmen Elementer zu de Verbrennungsmotoren abruecht, mee och zu wichtege Aspekter wéi de Feinstëbspartikele vu Pneuen a Bremsen, déi och weiderhi bei Gefierer ouni Verbrennungsmotoren entstoe wäerten. Zousätzlech dozou goufen och Minimalwäerter, wat Durabilitéit vun de Batterie fir Elektro-/Hybridgefierer ubelaangt, festgeluecht (wéi vill Energiekapazität se nach no enger Rei Joren oder enger gewässer Fierdistanz mussen hunn).

**Forfait éducation | Question 0130 (21/12/2023) de M. Marc Spautz (CSV)**

Les paramètres sociaux renseignent au 1<sup>er</sup> septembre 2023 deux montants différents pour le forfait éducation, à savoir l'un s'élevant à 86,54 euros par enfant/par mois et l'autre à 144,52 euros par enfant/par mois.

Selon mes informations le premier montant est versé par le Fonds national de solidarité et n'est plus adapté

<sup>19</sup> SWD\_2022\_359\_1\_EN\_impact\_assessment\_part1\_v4.pdf (europa.eu)

au nombre indice, alors que le deuxième forfait est celui intégré voire payé ensemble avec la pension de vieillesse du bénéficiaire. Ce dernier semble être régulièrement adapté à l'évolution du nombre indice et ajusté parallèlement au système applicable aux pensions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que ces deux prestations de même nom et fixées au même montant lors de leur introduction ont évolué de façon différente au courant des dernières années ?

– Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

2) Ne serait-il pas opportun de revoir les dispositions d'adaptation du montant versé par le Fonds national de solidarité au moins à la lumière de la réintroduction de l'indexation des allocations familiales au 1<sup>er</sup> janvier 2022 opérée ?

**Réponse (23/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

Lors de l'introduction de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, l'article 3 prévoyait de le fixer à hauteur de 10 euros par mois au nombre d'indice cent pondéré du coût de la vie au 1<sup>er</sup> janvier 1948 et défini pour l'année de base 1984 et qu'il serait adapté au coût de la vie et ajusté (ou revalorisé à partir de 2013) au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (anc. : Code des assurances sociales).

Le forfait d'éducation était accordé par le Fonds national de solidarité, dès l'âge de 60 ans ou à partir de l'octroi d'une pension personnelle, au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas d'élément dit « baby year » du chef du même enfant. Le montant du forfait d'éducation était sensiblement équivalent au bénéfice du « baby year » – initialement introduit pour les enfants nés après le 31 décembre 1987 – qui était en outre adapté par la prédite loi pour les parents d'enfants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et qui n'étaient pas encore bénéficiaires d'une pension personnelle au 1<sup>er</sup> juillet 2002. L'article IX, 7<sup>e</sup> de la prédite loi prévoyait en conséquence l'introduction du forfait d'éducation pour les bénéficiaires d'une pension personnelle au 1<sup>er</sup> juillet 2002 en lieu du bénéfice du « baby year » afin d'éviter un recalcul des pensions échues depuis 1988.

Lors de l'adoption de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, il a été retenu de renoncer à l'adaptation automatique du forfait d'éducation à l'indice pondéré du coût de la vie et à son ajustement au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (ancien Code des assurances sociales). Le forfait d'éducation avait dès lors été fixé à 86,54 € par enfant par mois.

Afin d'éviter un recalcul des pensions échues avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002 de parents d'enfants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988, pensions dans lesquelles le forfait d'éducation se substitue aux « baby years » alors qu'il représentait un montant sensiblement identique, la méthode de calcul du forfait d'éducation initialement prévue par la loi du 28 juin 2002, y inclus l'indexation et la revalorisation, a été maintenue pour ces cas de figure. De cette méthode de calcul résulte, au 1<sup>er</sup> septembre 2023, le montant de 144,52 € par enfant par mois.

Ainsi, il est vrai que depuis l'année 2006, les montants du forfait d'éducation ont évolué de manière différente pour s'élever actuellement soit à 86,54 € (art. 3) soit à 144,52 € (art. IX, point 7<sup>e</sup>).<sup>20</sup>

Cette différence résulte de la désindexation du montant du forfait d'éducation versé aux bénéficiaires qui ne touchent ni une pension de vieillesse, ni une pension de vieillesse anticipée, ni une pension d'invalidité (il s'agit ici en l'occurrence du montant de 86,54 € qui n'a plus changé depuis l'année 2006).

Cette mesure s'inscrivait à l'époque dans la politique d'équilibrage des finances publiques et de la compétitivité générale du pays qui a été mise en œuvre par la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements. Cette mesure de rééquilibrage ne visait que le forfait d'éducation versé aux personnes qui ne bénéficient pas d'une pension (cf. notamment doc. parl. 5580, p. 13).

**Risques liés au snus | Question 0131 (21/12/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)**

An engem rezente Fernseereportage huet de Centre national de prévention des addictions (CNAPA) virun de Geforen duerch de Konsum vum Nikotinsäckelcher ouni Tubak gewarnt. Wéi et am Reportage heescht, besténg eng héich Suchtgefor, well de sougenannte Snus Nikotin enthält an dofir eng Einstiegsdrog kéint sinn. Well de Säckelcher dacks séiss Goûte bäigemëscht sinn, stellen d'Säckelcher besonnesch fir jonk Leit eng Gefor duer. Zu Lëtzebuerg ass de Gebrauch vum Nikotinsäckelcher am Géigesaz zu aneren europäesche Länner awer am Moment nach net reglementéiert.

Ech wollt dofir folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Ass sech d'Madamm Ministesch de Gefore fir d'Gesondheet bewosst, déi vun den Nikotinsäckelcher ausginn?
2. Deelt d'Madamm Ministesch d'Meenung, datt d'Nikotinsäckelcher eng Einstiegsdrog kënnen duerstellen?
3. Gëtt et Statistiken zum Konsum respektiv zur Vente vun Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg?  
– Wa jo, wéi gesäit d'Entwécklung an de leschte Joren aus?
4. Ass zu Lëtzebuerg eng Reglementatioun vun den Nikotinsäckelcher an absehbarer Zukunft geplangt?  
– Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun ausgessinn?  
– Ass e Verkafsverbuert u jonk Leit geplangt?

**Réponse (22/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech de Gefore vun den Nikotinsäckelcher fir d'Gesondheet bewosst.

Nikotinsäckelcher, och nach „nicotine pouches“ genannt, sinn een Nikotinproduit, déi dem Snus-Tubak staark gläichen, dëst souwuel an der Presentatioun vum Produit (a kleng Pouchen) wéi och am Mode de consommation, wou d'Absorbtioun vum Nikotin duerch d'Mondschläimhaut geschitt, genee ewéi beim Snus. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet rappéléiert, dass de Snus-Tubak an der ganzer EU mat Ausnam vu Schweden, schonns zënter 1992 verbueden ass.

D'Gefor bei Nikotinsäckelcher ass virun allem op d'Quantitéit vum Nikotin zeréckzeféieren, deen an héijen Dosen eng Vergëftung provozéiere kann. Dowéinst muss genee gekuckt ginn, wéi d'Pouchen doséiert

sinn, virun allem, well den Nikotingehalt ganz seele vum Fabrikant kloer op der Verpakung reiseignéiert ass.

Besonnesch déi Jonk, bei deenen d'Gehir an den Nervesystem nach net vollstänneg entwéckelt sinn, risquéieren duerch eng fréizäitig a chronesch Expositioun zum Nikotin eng definitiv Alteratioun vun de kognitive Fäegkeeten. Dëse Constat gouf duerch verschidden international Studie beluecht. D'Konsequenzen dovunner sinn, datt méi spéit Konzentrations- oder Memorisationsteierungen opriede kënnen, ënner anerem och Schwierigkeeten beim Léieren. Doriwwer eraus, wat déi Jonk méi fréi zum Nikotin exposéiert goufen, wat si spéider méi susceptibel sinn, eng dauerhaft Nikotinsucht ze entwéckelen.

ad 2. D'Nikotinsäckelcher ginn effektiv oft harmlos duergestallt doduerch, datt se a faarwegen Tute verkaaft ginn, déi éischer Kamellentitercher gläichen an et se a verschiddenen Aromae gëtt (fruchtig, mentholéiert etc.). Dobäi kënn, datt hire Präis oft ganz abordabel ass.

Doriwwer eraus ginn oft Echantillonen op Eventer, déi besonnesch vu Jugendleche besicht ginn, verdeelt. Et gesäit sou aus, wéi wann dëse Ciblage vun den Nikotinsäckelcher vun de Fabrikanten oder de Verkeefen net un d'Erwuessener, déi scho fëmmen, gericht ass, mee éischer un eng nei Clientèle wéi déi Jonk.

Et leie fiabel an zolidd Etudé vir, déi beleeeën, datt den Nikotin an de Säckelcher staark an héich genuch ass, fir de Konsument rapid süchtig ze maachen oder eng Ofhängegkeet opzebauen<sup>21 22</sup>, a méi spéit d'Entreesdier ass, haaptsächlech fir Jonker, eventuell mam Fëmmen unzefänken oder een Astig an aner Tubaksproduiten ze provozéieren.

ad 3. Zuelen zu de Venten zu Lëtzebuerg leien dem Ministère fir d'Gesondheet a sozial Sécherheet aktuell nach net vir.

ad 4. D'Regierung wäert am Aklang mat deem, wat am noen Ausland op deem Gebitt reglementéiert gëtt, gegebenefalls ee legale Kader ausschaffen.  
– Aktuell ass nach keen Zäitrahme festgeluecht ginn.

**Wanteraktioun | Question 0132 (21/12/2023) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehic (déi gréng)**

La « Wanteraktioun », organisée par la Dräieck ASBL, en collaboration avec le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, a pour objectif de proposer aux personnes sans-abri un hébergement temporaire, un repas, un accès à des facilités sanitaires ainsi qu'à des permanences infirmières. L'Action Hiver a ouvert ses portes le 15 novembre 2023 pour la saison 2023/2024, disposant de 250 lits afin d'accueillir les personnes se trouvant à la rue pendant les mois de grand froid.

Selon un article de presse récent, la « Wanteraktioun » a accueilli en moyenne 180 personnes par nuit au cours de la saison passée, avec un pic de 219 personnes accueillies le 26 février 2023.

En octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a annoncé le durcissement de la politique d'accueil avec la suspension de l'accueil des hommes seuls demandeurs de protection internationale (dpi). Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a affirmé vouloir maintenir cette suspension. Suite à cette décision, de nombreux demandeurs de protection internationale ont été mis sur une liste d'attente pour

<sup>21</sup> Beoordeling van het nicotinegehalte in nicotinezakjes waarbij de Acute Reference Dose niet overschreden wordt: [https://www.rivm.nl/sites/default/files/2021-11/FO\\_nicotinezakjes%20tox\\_20211101\\_def\\_anon.pdf](https://www.rivm.nl/sites/default/files/2021-11/FO_nicotinezakjes%20tox_20211101_def_anon.pdf)

<sup>22</sup> <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3543069/>

<sup>20</sup> cf. tableau des paramètres sociaux de l'IGSS au 1<sup>er</sup> septembre 2023





personnes souhaitant être hébergées et se retrouvent depuis sans abri.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Depuis l'annonce du durcissement de la politique d'accueil, combien de demandeurs de protection internationale ont été mis sur la liste d'attente ? Combien de personnes dpi sont actuellement sur la liste d'attente ?

2) Combien de demandeurs de protection internationale sont accueillis en moyenne chaque nuit par la Wanteraktioun cette saison et quel a été le pic journalier jusqu'à présent ?

3) Jusqu'à présent, combien de lits ont été occupés en moyenne chaque nuit à la Wanteraktioun ? Quel est le taux maximal d'occupation cette saison ?

4) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le risque que la structure de la « Wanteraktioun » ne vienne à saturation et ne soit donc plus en mesure d'héberger toutes les personnes voulant y être accueillies ?

5) Monsieur le Ministre a-t-il d'ores et déjà lancé des préparatifs en vue d'une éventuelle saturation de la structure ? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures préconisées en cas de saturation, voire les mesures envisagées pour éviter ce scénario (p. ex. extension de la structure) ?

**Réponse** (22/01/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Depuis la mise en place d'une liste d'attente, 280 hommes voyageant seuls ont été mis sur la liste d'attente jusqu'au 18/01/2023. Au 18 janvier 2024, 60 hommes voyageant seuls ayant présenté une demande de protection internationale sont sur la liste d'attente.

ad 2) Pour la période du 15 novembre 2023 au 31 décembre 2023, l'Action Hiver a accueilli en moyenne 31 demandeurs de protection internationale par nuit, dénotant un pic de 59 personnes en date du 30 décembre 2023.

ad 3) Pour l'ensemble du mois de décembre 2023, la moyenne de fréquentation du foyer de nuit de l'Action Hiver s'est élevée à 222 personnes par nuit (demandeurs de protection internationale compris). Le pic de fréquentation du foyer de nuit a été atteint le 27 décembre 2023 et a compté 252 personnes.

ad 4) et 5) L'Action Hiver est une action humanitaire, mise en place par le Gouvernement depuis l'hiver 2001, visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid, en répondant à leurs besoins primaires : accueil de jour, hébergement de nuit, repas, hygiène corporelle et soutien social. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'Action Hiver est gérée par la Dräieck ASBL.

Le bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle au Findel est annuellement mis à disposition de l'Action Hiver du 15 novembre au 15 avril. Jusqu'au mois de décembre 2023, le bâtiment A disposait d'une capacité de 250 places. En raison de l'augmentation des personnes cherchant à être hébergées au foyer de nuit et pour anticiper le risque que la structure ne vienne à saturation, la Dräieck ASBL a introduit une demande auprès de l'Inspection du travail et des mines pour voir la capacité d'accueil maximale augmentée de 50 places. Désormais, la Dräieck peut accueillir jusqu'à 300 personnes au bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle, ce qui a considérablement réduit le risque de saturation.

Par ailleurs, à l'initiative du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et avec le soutien du Ministre de la Défense, l'Armée luxembourgeoise a récemment installé des tentes chauffées avec une vingtaine de places sur le site de l'Action Hiver en cas de nécessité supplémentaire pour faire face aux températures négatives et pour pouvoir réagir en cas d'urgence.

**Procédure du changement de résidence** | Question **0133** (21/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een innerhalb vum Land wëll vun enger Gemeng an déi aner plënneren, muss ee mat senger Carte d'identité bei der Gemeng virstelleg ginn. Verschidde Gemenge froen dann nach, dass een an der Gemeng virstelleg gëtt an nieft der Carte d'identité och den Acte oder de Contrat de bail matbréngt. Verschiddener hu mëttlerweil eng online Prozedur fir sech ëmzemenellen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Gëtt et vum Inneministère hei Pläng, fir de Changement de résidence landeswäit ze harmoniséieren? Wa jo, wat soll déi landeswäit Prozedur ginn? Wéini soll dëst ëmgesat ginn?

2. Et ka virkommen, dass Leit sech op enger Plaz umellen, wou se entweder net wunnen oder wou se net d'Erlabnis hunn ze wunnen. Wéi solle Propriétaire virgoen, wann se feststellen, dass eng Persoun sech ouni hir Erlabnis an hirer Wunneng ugemellt huet? Wéi kënnen Propriétaires esou eng Umeldung feststellen?

**Réponse** (19/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen gesäit detailléiert national Reegele vir fir d'Opstelle vum Populationsregëster vun de Gemengen, d'Definitioun vun der Résidence habituelle vun den Awunner, d'Conditione fir d'Inscriptioun, d'Inscriptiounsprozedur, d'Radiatioun aus dem Regëster an d'Donnéen, déi am Regëster opgeholl ginn. Et gëtt haut also schonn ee gesetzlech gereegelten, harmoniséierte Regime iwwert d'Populationsregësteren.

ad 2. An der grousser Majoritéit vun de Fäll mécht de Bierger bei der Inscriptioun an de Populationsregëster eng einfach Deklaratioun, dass en op enger bestëmmter Adress wunnt an déi d'Gemeng enregistriert. Et ka virkommen, dass d'Gemengen, de Moment wou eng Persoun sech an de Populationsregëster aschreift, een Zweifel iwwert d'Realitéit vun engem deklaréierte Wunnsätz kënnen hunn. An deem Fall gesäit d'Gesetz vir, dass de Buergermeeschter oder säin Delegéierten eng Inscriptioun op de Registre d'attente mécht an de Bierger freet, fir de Beweis ze bréngen, dass en tatsächlech op där Adress wunnt. Dee Beweis kann de Bierger op verschidde Manéiere bréngen, déi dat uewe genannte Gesetz am Detail, awer net exhaustiv virgesäit. D'Gesetz ass schonn 2016 geännert ginn. Säitdeem kann de Bierger, ënnert anerem, de Contrat de bail, den Accord vum Propriétaire oder vum Occupant vum Logement als Beweis fir d'Realitéit vum Wunnsätz bréngen. An deem Kontext muss een erwänen, dass d'Loyersgesetz vun 2006 aktuell nach ëmmer virgesäit, dass e Loyerskontrakt och mëndlech ka gemaach ginn. An esou Fäll kéint de Locataire oder Souslocataire keng Kopie vum Loyerskontrakt virweisen.

Et gëtt och Situatiounen, wou Colocataires oder Souslocataires sech an enger Wunneng umellen, wou de Propriétaire näischt dovunner weess oder wou hien

d'Colocatioun oder d'Souslocatioun am Contrat de bail ausgeschloss huet. De Propriétaire wunnt sech dann un d'Gemeng fir gewuer ze ginn, wien op der betreffender Adress ugemellt ass. D'Gemeng däerft aus Dateschutzgrënn awer keng Informatioun iwwert d'Inscriptiounen am Populationsregëster erausginn<sup>23</sup>.

**Logements vacants du Fonds du logement** | Question **0134** (22/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds du logement ass en Établissement public autonome a gouf mam Gesetz vum 25. Februar 1979 an d'Liewe geruff. E steet ënnert der Tutelle vum Logementsminister an hëlleft Persounen, déi um fräie Marché Problemer hunn, d'Präisser fir Wunnraum ze bezuelen. Esou kann een iwwert de Fonds du logement Sozialwunnenge lounen, e Bail emphytéotique maachen oder och Wunnraum zu Präisser ënnert dem Marchéspräis kafen. Fir ze garantéieren, dass esou vill Leit wéi méiglech vun dëser Offer profitéiere kënnen, ass et wichtig, dass et méiglechst wéineg Leerstand beim Fonds du logement gëtt.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Locatiounsobjekt, dee verlount gouf a wou de Locataire geplënnert oder verstuerwen ass, en neie Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en neie Locatiounsobjekt en éischte Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Verkafsobjekt e Keefer fonnt gëtt an eraplënnert?

4. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en Objet mat Bail emphytéotique e Client fonnt gëtt an eraplënnert?

5. Wéi vill Leerstand gouf et beim Fonds du logement um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023 an dem 1.12.2023?

6. Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jeeeweils (Locatiounsobjekt, Objet mat Bail emphytéotique, Verkafsobjekt)?

7. Wat sinn d'Grënn fir en eventuelle Leerstand?

**Réponse** (19/01/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dat hänkt dovun of, wat fir Renovatiounen an der betreffender Wunneng gemaach musse ginn. Wann de Service „Gestion du patrimoine“ vum Fonds du logement matdeelt, datt d'Wunneng prett ass fir verlount ze ginn (nodeems se gebotzt, renovéiert a konform gesat gouf), da kann de Service „Location“ d'Wunneng an der Reegel innerhalb vun 2-3 Méint erëm verlounen (ofhängeg vun der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire, deen oft seng eege Verpflichtungen huet).

ad 2. Wéi an der viregter Fro geäntwert: De Service „Location“ kann am Prinzip eng Wunneng bannent 2-3 Méint verlounen (ofhängeg vun der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire). Deen Zäitraum ka verlängert ginn, wann e Locataire-Kandidat déi Offer net

<sup>23</sup> Ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen: „Art. 41. Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation.“

géing acceptéieren an dann d'Wunneng un en anere Locataire-Kandidat misst proposéiert ginn.

ad 3. Am Duerchschnëtt dauert et tëscht 6 an 10 Méint, bis eng Verkafswunneng beluecht ass (beschtefalls: 2 Méint Prozedur fir d'Attributioun, plus 2 Méint Formalitéiten ëm de Kafvertrag, plus 2 Méint fir d'Eraplënnen). Dës Dauer ka variéieren jee no der Disponibilitéit vum Client (wéi z. B.: d'Ofschlësse vum Prêt, d'Erfëlle vun den Eligibilitéitskrittäre während der Prozedur ...).

ad 4. All d'Verkafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf. Do gëllt also déi selwecht Äntwert wéi an der Fro driwwer, wat d'Dauer betrëfft.

ad 5. De Fonds du logement huet kee Leerstand vu bewunnbare Wunnengen.

Et kënnen awer zu all Moment 100 net bewunnbar Wunnengen, vun engem Immobiliepark mat insgesamt méi wéi 2.000 Wunnengen, an deene verschidene Kategorië vu Renovatioun sinn (Rénovation légère, Rénovation lourde, etc.). Dëst ass de Fall no der Sortie vun engem Locataire, engem Réckkaf, oder bei Objeten, déi de Fonds du logement an engem net bewunnbaren Zoustand krut oder zréckkritt huet no enger Locatioun.

Dëse Leerstand vun net bewunnbare Wunnenge variéiert permanent a gëtt iwwert eis Informatiounssystemer getrackt. Soubal esou eng Wunneng bewunnbar ass, gëtt se iwwert déi kläsch Attributionssystemer vum Fonds du logement verginn (sief et an der Vente oder an der Locatioun).

ad 6. Verweis op d'Äntwerte vun de Froe virun.

All d'Verkafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf.

ad 7. Méiglech Grënn dofir, datt eng Wunneng net bewunnt ass, sinn:

– Fir all d'Wunnengen: d'Komplexitéit, fir d'Wunnengen konform ze setzen, d'Ausmooss vun de Renovatiounen, d'Prozedur vun der Kommerzialisatioun (fir an d'Vente oder an d'Locatioun ze ginn).

– Fir de Verkaf: d'Period vun der Kommerzialisatioun, d'Schwieregkeet vum potentielle Client, fir e Kredit ze kréien, den Delai, bannent deem de potentielle Keefer all d'Konditiounen erfëllt.

– Fir d'Locatioun: de Preavis, deen den zukünftege Locataire muss anhalen, de repetéierte Refus vun enger selwechter Wunneng duerch e Locataire-Kandidat.

**Profession de l'assistant social | Question 0135 (22/12/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)**

Dans son communiqué de presse du 28 novembre 2023, l'Association nationale des assistants d'hygiène sociale, des assistants sociaux et des infirmiers gradués du Luxembourg (ANASIG ASBL) souligne différents défis et problèmes auxquels les assistant.e.s sociaux.les sont confronté.e.s actuellement, tels que le fardeau administratif, un manque de collaboration interdisciplinaire et une pénurie, qui s'est installée durant les dernières années au niveau des assistant.e.s sociaux.les. Le métier a même été classifié comme « très en pénurie » par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) en septembre 2023. Malheureusement, le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé pour permettre une analyse adéquate de la situation actuelle du secteur.

Selon un article paru récemment dans la presse nationale, un défi supplémentaire du secteur concerne la

formation des travailleurs sociaux. D'une part, les cours du cursus universitaire en « Sciences sociales et éducatives » actuellement proposés ne sont plus adaptés à la complexité des problèmes sociaux actuels et les exigences professionnelles croissantes, et d'autre part le nombre de places de formation est limité, ce qui entraîne un recours fréquent à des formations à l'étranger. Dans une lettre ouverte, les étudiant.e.s concerné.e.s mettent également en avant la difficulté de trouver des stages en raison de la récente loi imposant la rémunération des stagiaires, craignant ainsi de ne pas pouvoir compléter les heures de stage requises dans les délais prévus pour l'achèvement de leurs cursus.

Au vu de ces constats, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre afin de combattre la pénurie de main d'œuvre au niveau des assistant.e.s sociaux.les ?

2) Quelles mesures sont concrètement prévues pour simplifier les démarches administratives ?

3) Des problèmes sociaux complexes tels que la pauvreté, la migration, la santé mentale ou encore des questions liées à la famille, exigent des approches diversifiées. Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il introduire afin de garantir un accompagnement approfondi des personnes concernées ?

4) Monsieur le Ministre entamera-t-il des démarches afin d'actualiser les données enregistrées dans le registre des professions de santé ayant trait aux assistant.e.s sociaux.les ?

5) Comment Madame la Ministre entend-elle remédier à la situation où l'intérêt élevé pour la profession de travailleur social se heurte à une limitation du nombre de places de formation ?

6) Comment Madame la Ministre compte-t-elle répondre aux critiques portant sur l'adaptabilité des cours universitaires à la réalité de la profession de travailleur social ?

7) Madame la Ministre entend-elle aider les étudiant.e.s du Bachelor en sciences sociales et éducatives à trouver des stages ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures concrètes à envisager ?

**Réponse (25/01/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

À ce jour, le registre professionnel compte 962 inscriptions d'assistants sociaux en activité. En ce qui concerne la pénurie alléguée par l'honorable Députée, il y a lieu de noter que la profession de l'assistant social a connu un essor considérable au cours des dernières années, ce dont témoigne l'évolution du nombre de professionnels autorisés à exercer actifs telle que retracée dans le tableau ci-après. En effet, ce nombre est passé de 673 en 2018 à 962 en 2023.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Ces chiffres sont extraits du registre professionnel entretenu par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale en vertu de l'article 8 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Outre de fournir des données quantitatives relatives aux professionnels de santé autorisés à exercer, ce registre fournit également des informations sur l'employeur de ces professionnels. Un projet destiné à optimiser la mise à jour des

données du registre professionnel est en cours de développement au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Ainsi, l'allégation selon laquelle « le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé » doit être réfutée, en ce que les professionnels de santé visés s'exposent à des sanctions disciplinaires s'ils n'informent pas le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale d'un changement dans leur situation professionnelle.

En ce qui concerne le nombre maximal d'étudiants pouvant s'inscrire dans la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, il y a lieu de relever que ce nombre ne peut pas simplement être augmenté de manière incontrôlée pour « produire » à volonté des assistants sociaux en guise de remède à un besoin croissant de professionnels du travail social.

En effet, il y a lieu de préserver la qualité du programme d'études et de garantir que les étudiants inscrits trouvent des places de stage afin qu'ils puissent bénéficier d'une formation respectant les principes nationaux et européens de l'assurance qualité en matière d'enseignement supérieur.

Afin de simplifier les démarches administratives en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a notamment procédé à la digitalisation de la procédure de demande via MyGuichet ; ainsi les départements concernés reçoivent les demandes en temps réel et la prise en charge est garantie par les agents concernés directement.

Parallèlement, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale travaille sur la réforme des différentes professions de santé visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, y inclus l'assistant social. À travers cette réforme, le profil professionnel des différentes professions de santé sera adapté aux besoins et réalités du terrain, ce qui aura pour conséquence une adaptation concomitante de la formation.

En ce qui concerne les informations portées à la connaissance des futurs étudiants, il y a lieu de signaler les publications du Service information études supérieures du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, qui sont disponibles sur le site [mengstudien.lu](http://mengstudien.lu) et qui sont régulièrement mises à jour afin d'informer au mieux les futurs étudiants sur les voies de formation et les conditions d'accès aux professions de santé, y compris celle de l'assistant social<sup>24</sup>.

De surcroît, il y a également lieu de relever que la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur a modifié la législation en matière de stages, en étendant l'obligation d'indemnisation aux stages ayant une durée d'au moins quatre semaines et effectués auprès du même patron pendant une même année d'études dans le cadre des études préparant aux professions réglementées, y compris celle de l'assistant social.

Avant cette modification, les études préparant aux professions réglementées étaient exclues de l'obligation d'indemniser les étudiants stagiaires.

L'objectif primaire de cette mesure consiste à revaloriser les études préparant à des professions cruciales pour l'écosystème social et le système de santé et ayant des besoins en personnel croissant.

Conscient que ce changement de paradigme au niveau de l'indemnisation peut pendant une phase transitoire susciter certaines réticences de la part des organismes

<sup>24</sup> cf. <https://mengstudien.public.lu/fr/etudes-metiers/medecine-professions-sante/assistant-social.html>



d'accueil, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a lancé un groupe de travail avec les ministères ayant la Santé et la Famille dans leurs attributions afin d'élucider d'éventuelles pistes de soutien à l'adresse des organismes d'accueil issus du domaine social et de la santé tendant à amortir l'impact financier que l'obligation d'indemnisation des stages peut avoir sur les budgets respectifs de ces entités.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que l'Université du Luxembourg s'efforce de soutenir au mieux les étudiants pour trouver des places de stage en conformité avec le changement législatif susvisé.

Signalons également que les modalités pratiques de la procédure de reconnaissance de qualifications professionnelles dans le domaine du travail social obtenues à l'étranger ont été revues afin d'accélérer l'accès au marché du travail des titulaires de telles qualifications. Ces modifications font suite à une entrevue du 11 octobre 2023 entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Association nationale des assistant(e)s sociaux et infirmier(e)s gradués du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, il convient de remarquer que la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles est également possible via MyGuichet.

Lors de l'entrevue précitée, à laquelle l'Université du Luxembourg était également représentée, la question de l'adéquation des cours et des contenus de la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, a été abordée par les représentants de la profession et le directeur du programme d'études concerné de l'Université du Luxembourg, sans que des lacunes n'aient été constatées.

Ainsi, les programmes de l'Université du Luxembourg s'orientent vers des normes de formation en travail social valables et pratiquées au niveau international, qui font l'objet d'un monitoring constant et d'adaptations curriculaires en cas de besoin. À cette fin, l'Université du Luxembourg alloue d'ailleurs les ressources humaines et infrastructurelles adéquates pour mener à bien cette mission.

De surcroît, le programme d'études prend en compte des spécificités liées au contexte du Grand-Duché de Luxembourg, comme actuellement le sujet de la migration. La détermination de ces thèmes se fait en concertation avec les acteurs du terrain, ce dont témoigne le lancement de la plateforme « Agora luxembourgeoise de l'intervention sociale » (ALICES) en 2023.

Finalement, l'implication de vacataires externes issus des milieux professionnels permet un enseignement lié à la pratique et aux réalités du terrain, visant à préparer ainsi au mieux les futurs assistants sociaux à leur entrée en fonction et leur travail sur le terrain.

.....

**Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois** | Question 0136 (27/12/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Aehm** (CSV)

Dans son arrêt du 21 décembre 2023 dans l'affaire C228/22, la Cour de justice de l'Union européenne statue que « L'article 9, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2006/112 doit être interprété en ce sens que : l'activité de membre du conseil d'administration d'une société anonyme de droit luxembourgeois n'est pas exercée d'une façon indépendante, au sens de cette disposition, lorsque, malgré le fait que ce membre organise librement les modalités d'exécution de son travail, perçoit lui-même les émoluments constituant ses revenus, agit en son nom propre et n'est pas soumis à un lien de subordination

hiérarchique, il n'agit pas pour son compte ni sous sa propre responsabilité et ne supporte pas le risque économique lié à son activité ».

En conséquence, la CJUE conclut que les administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois ne sont pas assujettis à la TVA, ce qui constitue une interprétation contraire à circulaire 781 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines (AED) du 30 septembre 2016. Nous constatons avec satisfaction que l'AED a réagi le 22 décembre 2023 en publiant la circulaire N° 781-1, qui suspend avec effet immédiat la circulaire 781 de 2016.

Faisant suite à cet arrêt de la CJUE et à cette circulaire de l'AED, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le cas échéant, l'AED compte-t-elle organiser le remboursement de la TVA indûment perçue ?

– Dans l'affirmative, entend-elle appliquer la rétroactivité, et sur combien d'années ?

– Comment seront traités les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment perçue ?

– Quelles autres conséquences cet arrêt risque-t-il d'avoir au niveau de l'Administration des contributions directes ?

**Réponse (22/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Il y a lieu de relever tout d'abord qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), il appartient en principe aux opérateurs économiques d'appliquer eux-mêmes à leurs opérations les règles objectivement applicables en matière de TVA en fonction des caractéristiques intrinsèques desdites opérations et des règles spécifiques qui les gouvernent, le législateur ayant institué une procédure d'imposition ex post à titre de contrôle, mise en œuvre par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après « l'AED »). Dès lors, dans la mesure où une personne s'estime concernée par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne C-228/22, il lui appartient d'établir des factures rectificatives aux assujettis preneurs de ses services et de justifier à l'égard de l'administration un droit à restitution de la TVA indûment perçue. Tout solde en faveur d'un tel assujetti lui est remboursé par l'AED sur base de l'article 55 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, lors de l'émission de sa circulaire n° 781-1 du 22 décembre 2023, l'AED a déjà indiqué, sur son site Internet, qu'elle envisage la mise en place d'une régularisation non bureaucratique de la taxe dans le chef des administrateurs. Celle-ci sera mise en œuvre moyennant une démarche en ligne spécifique, accessible le moment venu, via MyGuichet.

Conformément à l'article 82 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, tout droit à restitution de l'impôt se prescrit par cinq ans à compter du 31 décembre de l'année civile à laquelle se rapporte l'impôt à restituer. En raison de ce que le jugement de la CJUE n'a été pris que le 21 décembre 2023 et que dès lors, les personnes concernées par ce jugement n'ont pas disposé d'un délai adéquat pour faire valoir des droits quelconques découlant de l'application dudit arrêt, l'État, à titre exceptionnel, renonce à la prescription en ce qui concerne l'année fiscale 2018.

Enfin, pour les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment perçue, et qu'un administrateur a invoqué l'arrêt C-228/22 en sa faveur et a obtenu la restitution de la TVA perçue auprès de ses preneurs, puis versée au Trésor public, seul reste à vérifier, par l'AED, que le preneur du service de l'administrateur a régularisé cette taxe portée, dans son chef, en déduction.

En ce qui concerne les conséquences de cet arrêt au niveau de l'Administration des contributions directes, le remboursement de la TVA s'analyse comme suit en matière des impôts directs :

1. la facture initiale, TVA comprise, doit être extournée moyennant une note de crédit (aussi bien auprès de l'administrateur qu'auprès du débiteur des tantièmes) ;
2. l'administrateur reverse au débiteur des tantièmes le montant de la TVA qui lui aura été remboursé par l'AED ;
3. une facture rectificative doit être émise pour le montant initial des tantièmes hors TVA, et doit être prise en compte auprès de l'administrateur et du débiteur des tantièmes.

Auprès de l'administrateur, la régularisation en 2024 aura ainsi un impact sur son bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale de l'année d'imposition 2024 qui va néanmoins contrebalancer dans le sens inverse l'impact de la facture initiale, TVA comprise. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

Dans l'hypothèse où la TVA en amont a été non déductible ou seulement partiellement déductible en tant que TVA en amont auprès du débiteur des tantièmes (p. ex. auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurances) et que le montant a été déduit en tant que dépenses d'exploitation en matière des impôts directs, la régularisation de la TVA va augmenter dans le sens inverse le résultat au titre de l'année d'imposition de la régularisation. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

.....

**Demandes de classement d'un bien immeuble comme patrimoine culturel national** | Question 0137 (27/12/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 25. Februar 2022 ass dat neit Denkmalschutzgesetz a Kraaft getrueden. Nom Artikel 18 vum Gesetz kann all Interesséierten an all Organisatioun eng Demande de classement fir ee Gebai un de Minister schécken.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandes de classement sinn an de leschte fënnf Joer beim Kulturministère agaangen? Wéi vill dovun koume vu Besëtzer vun de Gebaier, wéi vill vu Gemengen a wéi vill vun Drëttpersounen?
2. Wéi vill vun den Demanden hunn zu engem Klassement gefeuert, opgeschlësselt no deem, vu wéi engem d'Demande agereecht gouf?
3. An der Äntwert op d'Fro 7511 krute mir d'Informatioun, dass eng Klassementsprozedur am Schnëtt tëschent 6 a 24 Méint dauert, jee no der Envergure vum Dossier. Wéi vill Demanden sinn aktuell en cours de traitement? Wéi vill waren et der zum Stand vum 31. März 2023?
4. Kann de Kulturminister bestätegen, dass all Besëtzer, deem säi Gebai sollt klasséiert ginn, eng Intention de classement zoukomme gelooss krut, sou wéi den Artikel 19 vum Denkmalschutzgesetz dat virgesäit?
5. A wéi ville Fäll gouf d'Intention de classement virun engem Geriicht contestéiert a mat wat fir engem Effekt? Wéi vill Prozedure sinn aktuell virum Verwaltungsgeriicht?
6. Wéi vill Gebaier, fir déi eng Demande de classement virlooch, konnte besicht ginn a wéi vill konnten net besicht ginn an aus wéi enge Grënn? Wat gesäit d'Prozedur vir, wann ee Besëtzer net bereet ass, fir d'Experte vum INPA an d'Gebai eranzeloossen? Wéi oft ass dat an de vergaangene fënnf Joer virkomm?



7. Gëtt et aktuell Gebaier, déi vun den Experte vum Ministère an INPA als wäertvoll betruucht ginn an déi verfalen, well hir Besëtzer net un engem Erhalt interresséiert sinn? Wa jo, wat gëtt ënnerholl, fir de Verloscht vun deene Gebaier ze verhënneren?

8. Wéi eng Strofe si virgesinn, wann ee Besëtzer trotz enger Demande oder Intention de classement sai Gebai verfare léisst oder zerstéiert? Wéi vill Mol ass dëst an de vergaangene fënnf Joer virkonn?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Tëschent Januar 2019 a Januar 2024 goufe 558 Demanden agereecht. Duvunner sinn der 159 vun de Besëtzer selwer ausgaangen (oder op d'mannst vun engem vun de Besëtzer am Fall vun enger Kopropriétéit), 279 vun Drëttpersonen an 120 vun Gemengen, woubäi d'Gemenge meeschtens och selwer Propriétaire vum Gebai sinn.

ad 2. 460 Dossieren hunn zu engem Klassement gefouert (60 vu Gemengen, 141 vun de Propriétaires an 259 vun Drëttpersonen).

ad 3. Am Moment sinn 318 Dossieren an enger Klassementsprozedur. Den 31. März 2023 waren 393 Dossieren an der Maach.

ad 4. Den Artikel 19 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 bezitt sech op de Patrimoine archéologique. Et sinn d'Artikelen 25 an 131 vun dësem Gesetz, déi hei spillen.

Am Kader vun der Prozedur vum Inventaire scientifique (Art. 25) ginn d'Besëtzer iwwert eng Enquête publique informéiert.

Bei der Protektiounsprozedur vum Art. 131 (Chapitre 13 dispositions transitoires) gëtt e puer Méint vum Klassement eng „intention de classement“ un all Besëtzer geschéckt. Zousätzlech dozou gëtt, e puer Woche virun dëser Intentioun, och nach eng „annonce d'intention de classement“ un all Besëtzer verschéckt (ausser am Fall wou e Gebai extrem menacéiert wier). Dëst, well eng Intentioun schon d'Effete vum Klassement mat sech bréngt a well dowéinst d'„procédure administrative non contentieuse“ respektéiert muss ginn.

ad 5. Dräi Dossieren, bei deenen eng „intention de classement“ contestéiert gëtt, si viru Geriicht.

ad 6. An deene meeschte Fäll kann eng Visitt vu bannen duerchgefouert ginn. Zanter dem Akraaftriede vum neie Gesetz, hunn a ronn 30 Dossieren d'Propriétaires en Accès refuséiert, dat aus perséinleche Grënn.

D'Artikelen 23 an 131 vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gesi vir, datt de President vum Bezirksgeriicht den Accès kann autoriséieren, dat op Ufro vum Kulturminister. Bis haut ass nach keng Ufro gemaach ginn, dat virun allem, well scho genuch Grënn fir eng Protektioun vu bausse konnten zréckbehalen ginn.

ad 7. Wa festgestallt gëtt, datt e klasséiert Gebai menacéiert ass, kënnen d'Artikelen 38 an 39 vum Denkmalschutzgesetz ugewannt ginn. D'Besëtzer gi vum Kulturminister ugeschriwwen a kréie matgedeelt, datt de Staat um Gebai kann intervenéieren, dat och géint hire Willen, mat enger Autorisatioun vum President vum Bezirksgeriicht.

Wa festgestallt gëtt, datt e schützenswäert Gebai amgaangen ass ze verfalen, kann de Kulturministère eng Protektiounsprozedur aleeeden.

Am Moment sinn eng Rei Besëtzer a sou Fäll kontaktéiert ginn, an den INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) ass am Austausch mat hinnen, fir eng konziliant Léisung ze fannen.

ad 8. D'„intention de classement“ ass mam neien Denkmalschutzgesetz agefouert ginn, d. h. am Februar 2022. D'Dispositions pénales stinn an den Artikelen 115–120 vun dësem Gesetz.

Op Basis vun dem alen Denkmalschutzgesetz an den duerchgefouerte Protektiounen ënnert deem neie Gesetz koun et an de leschte fënnf Joer zu 10 Meldunge vum INPA un de Procureur général d'État. An engem Dossier huet de Parquet ugesicht.

**Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange | Question 0138 (28/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

A menger parlamentarescher Fro N° 6243 wollt ech wëssen, firwat de Busparking beim Lycée Mathias Adam (Kadasterparzell 933/4221) zu Péteng ausserhalb vun de Schülertransportzäiten a Schoulstonnen dee gréissten Deel vum Dag an och weekends eidel steet a fir keng aner Zwecker genotzt gëtt. Grad fir den RGTR wier dës Plaz vu grousssem Notzen, well wéineg Plazen an der Gemeng existéieren, wou d'Buschaufferen hir Pause kënnen maachen.

An der Äntwert haten d'Ministere geschriwwen, dass de Busparking och eng Aire de rassemblement ass, fir 1.800 Schüler am Fall vun engem Feieralarm ze evakuéieren an dass et dofir net virstellbar wier, fir dës Plaz aneschtens ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Kënnen sech d'Ministere virstellen, dass de Parking kéint genotzt ginn, wann déi 1.800 Schüler:inne keng Schoul hunn, zum Beispill 52 Weekender am Joer, 3 Méint Schoulvakanzan d'Joer, ausserhalb vun de Schoulzäiten etc.? A wier et virstellbar, fir dëst an enger Konventioun mat de betroffene Busfirmae festzehalen?

2. Ass ugeduecht, fir de Parking hei mat Solaranlagen ze iwwerdaachen? Falls jo, bis wéini soll dës Projet realiséiert ginn?

**Réponse** (30/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi RGTR-Linnen, déi géifen a Fro kommen, fir bei de Lycée Mathias Adam waarden ze goen, hunn aktuell hiren Termin op der Gare vu Rodange, déi aktuell fir 107,5 Milliounen Euro moderniséiert gëtt. Op dëser Plaz ass d'Infrastruktur dem Besoin u Waardeplazen ugepasst, déi gebraucht ginn. Zousätzlech Waardeplaze sinn aktuell also net néideg.

ad 2. Um Gebai vum Lycée Mathias Adam ass aktuell eng Fotovoltaikanlag mat enger Leeschtung vu 54 kWp installéiert. Well op deem Site awer nach Daachflächen disponibel sinn, huet d'Verwaltung fir öffentlech Bauten eng Etude an Optrag gi fir ze analyséieren, ob een nach weider PV-Panneaue kéint installéieren. De Busparking ass awer net zréckbehalen ginn, well d'Verschattung vun de Beem op deem Parking ze grouss ass an déi Beem och aus ökologesche Grënn erhalte bleiwe sollen.

Generell ënnerstëtz d'Regierung d'Approche, fir versigelt Flächen (wéi zum Beispill Parkingen) mat Fotovoltaikpaneauen ze iwwerdecken an analyséiert schrittweis d'staatlech Sitten, fir déi géeeentste mat Fotovoltaikanlagen ze equipéieren.

**Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme | Question 0139 (29/12/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)**

De Staat ass Aktionär vu verschiddene Privatfirmen an dierf deemno hei am Verwaltungsrot setzen. D'Regierungsmembere ginn net selwer an déi Verwaltungsrot, mee schécken d'Staatsbeamten aus hire Ministère dohinner, fir d'Decisiounen am Interesse vum Staat ze huelen.

Dat ofgeännert Gesetz vum 25. Juli 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme gesäit vir, dass d'Suen, déi dës Beamte kréien (= Émoluments) un de Staat mussen ausbezuelte ginn, éiert de Regierungsrot vu Fall zu Fall entscheet, wéi vill vun dëse Suen un de Beamten ausbezuelte ginn (= Indemnité).

De Gesetzestext gesäit Folgendes vir:

„Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Versteet d'Regierung d'Prozedur, esou wéi se am Gesetzestext beschriwwen ass, och an där Reiefolleg, dass

- d'Emolumenter vun der Firma integral un de Staat iwwerwise ginn;
- doropshin de Regierungsrot decidéiert, wéi vill Indemnitéiten d'Beamten zegutt hunn;
- de Staat d'Indemnitéit op de Konto vum Staatsbeamten iwwerweist?

Falls jo, gëtt dës Prozedur och esou applizéiert? Falls dat net de Fall ass, kann d'Regierung beschriwwen, wéi dës Prozedur vum Gesetz bis elo gehandhaabt gouf?

2. Ënnert wéi enge Budgetposten am Staatsbudget si souwuel d'Emolumenter ewéi och d'Indemnitéiten vun de Beamten aus de Verwaltungsrot ënnerbruecht?

3. An de leschten Äntwerte gouf verweisen op een Annuaire, deen 2017 zesummegeallt gi war mat alle wichtegen Informatiounen iwwert déi staatlech Participatiounen, wou all Gesellschaft mat hire Verrieder an de Verwaltungsrot och extra ernimmt war. Existéiert 2023 een aktualiséierten Exemplaire vun dësem Annuaire a falls jo, wou ass dës verëffentlecht?

**Réponse** (16/01/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Regierung suivéiert déi Praxis a Prozedur, déi sech iwwert déi lescht 33 Joer am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vun 1990 iwwert d'Indemnitéiten, déi staatlech Verrieder an de Verwaltungsrot vu Kapitalgesellschaften kréien, etabléiert huet.

De Regierungsrot decidéiert, aus praktesche Grënn, dass d'Tantiemen direkt un déi betraffe staatlech Verrieder am Verwaltungsrot vun der betreffender Firma ausbezuelte ginn, ouni virdrun nach iwwert de Staatsbudget ze transitéieren.

Den 10. Januar 2024 huet de Regierungsrot dës Decisioun fir déi aktuell Legislaturperiod confirméiert.

Dee vun honorabelen Deputéierten zitéierten Annuaire vun 2017 ass ënnert enger méi performanter a verbesserter Form ënnert folgendem Lien ze fannen: <https://tresorerie.public.lu/fr/participations.html>.

**SuperDrecksKëscht | Question 0140 (29/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**



PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2022 hat déi viiregt Koalitioun an enger Schnellprozedur d'Finanzéierungsgesetz vun der SuperDrecksKëscht an der Chamber gestëmmt, wat zënter dem 15. Juli 2022 a Kraaft ass.

Dëst Gesetz war entstanen, nodeems 2022 eng Serie vun Artikelen op Reporter.lu verschidde verdächtig Dysfonctionnementen bei der SuperDrecksKëscht opgedeckt an d'Virwërf vu Favoritismus, Vetternwirtschaft a Korruptioun an de Raum gestallt hunn. Am weidere Verlaf hat d'Chamber opgedeckt, dass och de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht iwwert déi lescht Joren net rechtens war, well ee Finanzéierungsgesetz dofir gefeelt hat. Den zweete Punkt gouf mam Gesetz geregelt, mee déi bestoend Virwërf goufen ni aus dem Wee geraumt.

Bei der Aktioun SuperDrecksKëscht war opgefall, dass virun allem eng Firma mat engem Konstrukt un Ënnerfirme vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a soumadder vu Steiergelder profitéiert hat. Déi deemoleg Ëmweltministesch hat deemools ee Pseudoaudit an Opdrag ginn (dee keen offiziellen Audit war, esou wéi et am Dokument selwer drasteet), deen d'Situatioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht beliicht.

An der Chamberssitzung vum 16. Juni 2022 hate 27 Deputéierten, dovunner 21 vun der CSV, sech an zwou Motiounen dofir ausgeswat, dass een neien onofhängegen Audit sollt opgestallt ginn an dass d'Aktioun vun der SuperDrecksKëscht sollt nei ausgeschriwwen ginn.

An enger weiderer Motioun hu mir Piraten iwwerdeems d'Opléisung vum Kontrakt tëschent dem Ëmweltministère an der Firma Oeko-Service Luxembourg SA souwéi d'Neiausschreiwung vun der ganzer Aktioun SuperDrecksKëscht gefuerdert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wäert den neien zoustännege Minister ee komplett onofhängegen Audit an Opdrag ginn, deen den internationalen Normen entsprécht an deen déi ganz Aktioun SuperDrecksKëscht an d'Firmekonstrukter

hannendrunner onofhängeg beliicht? Falls jo, bis wéini wäert dëst geschéien?

2. Wäert d'Regierung, ugesiichts vun de Virwërf, déi géint d'Aktioun SuperDrecksKëscht a sengem Prestataire Oeko-Service Luxembourg SA virleien, de Kontrakt mam Concessionnaire opléisen an eng Neiausschreiwung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht an Opdrag ginn? Falls jo, bis wéini soll dat geschéien?

**Réponse** (29/01/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Zur éischter Fro verweisen ech op d'Kommissiounssëtzung vum 30. November 2022. An der Sëtzung ass duergeluecht ginn, wat fir eng Méiglechkeeten de Staat huet, fir een Audit no engem internationale Standard ze maachen. Esou ewéi deemools ugekënnegt, gouf eng „procédure convenue“ ausgeschafft.

Zur zweeter Fro kann ech Iech matdeelen, datt de Ministère informéiert ginn ass, dass an der juristescher Prozedur souwuel géint de fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung, wéi och géint den Direkter vun der Firma OSL, een „non-lieu“ festgehale gouf an domat keng weider Pursuite wäerte stattfannen. Et gëtt dohier och kee Grond, deen aktuelle Vertrag net bis zu senger Echeance weiderzeféieren.

**Cell Broadcast** | Question **0146** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

No de massiven Iwwerschwemmungen am Joer 2021 hat déi deemoleg Inneministesch ugekënnegt, dass d'Warn-App GouvAlert wärend den Onwiederer un hir Grenze gestouss war an dass een an Zukunft wëll d'Handysbenotzer iwwert SMS (Cell Broadcast) warnen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 4732 hat déi deemoleg Regierung erkläert:

„De Cell Broadcast huet de grouse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg

evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung [...]“

Kommunikationsexperten an Däitschland rode schonn zënter den 90er Joren, fir Warnunge per Cell Broadcast un d'Leit ze schécken. Een Artikel op tageschau.de vum 20. Juli 2021 erkläert de Cell Broadcast a kuerze Wieder esou:

„Das ist wie ein Streuschuss an alle Geräte im Empfangsbereich eines Mobilfunkmastes.“ Auf diese Weise können Menschen in einer bestimmten Region zielgenau mit Warnhinweisen versorgt werden.

Dës Woch gouf et op verschidde Plazen hei am Land erëm eng Rei Iwwerschwemmungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Hunn d'SMS-Noutwarnungen iwwert Cell Broadcast während den aktuellen Iwwerschwemmungen op alle Plazen hei am Land funktionéiert? Falls nee, wou net?

2. Ass de System vum Cell Broadcast Stand haut komplett funktionell an entsprécht de Krittere vun engem performante Warnsystem?

**Réponse** (31/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Virop ass ze präziséieren, dass d'Technologie vum „Cell Broadcast“ eng komplett aner ass, wéi déi vum „SMS zonal“ an et sech dobäi ëm 2 Ënnerschiddlech Warnkanäl handelt. D'Méiglechkeet, fir iwwer „SMS zonal“ ze warnen, ass scho länger operationell a gëtt säit Mee 2022 reegelméisseg getest.

ad 1. Während den Iwwerschwemmunge vu Januar 2024 gouf keen „SMS zonal“ geschéckt, well d'Situatioun dëst net erfuerdert huet. D'Bevëlkerung gouf iwwer aner Warnkanäl informéiert (GouvAlert, staatlech Internetsitten, Facebook, Press).

ad 2. D'Zil ass, dass den zukünftige Warnkanäl „Cell Broadcast“ spëtstens am September 2024 operationell soll sinn. D'Handysoperateuren hunn Enn 2023 éischt intern Tester erfollegräich duerchgefouert. Et gëtt weider intensiivt un der Implementatioun geschafft.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**